

Marc ANGENOT [1941-]

Docteur en philosophie, professeur émérite, Université McGill
analyste du discours et historien des idées
Chaire James McGill d'étude du discours social à l'Université McGill

(2015)

Fascisme, totalitarisme, religion séculière :
trois concepts pour le XX^e siècle.

Notes d'histoire conceptuelle

Volume 3

TOTALITARISME

Première partie : chapitres 1 à 4



LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

Marc ANGENOT

Fascisme, totalitarisme, religion séculière : trois concepts pour le
XXe siècle. Notes d'histoire conceptuelle
**Volume III : TOTALITARISME. Première partie : chapitres 1
à 4.**

Montréal : Discours social, vol. 37, 2015, 344 pp.

L'auteur nous a accordé le 25 juin 2018 l'autorisation de diffuser en accès libre
à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : "Prof. Marc Angenot : marc.angenot@mcgill.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 9 décembre 2023 à Chicoutimi, Québec.



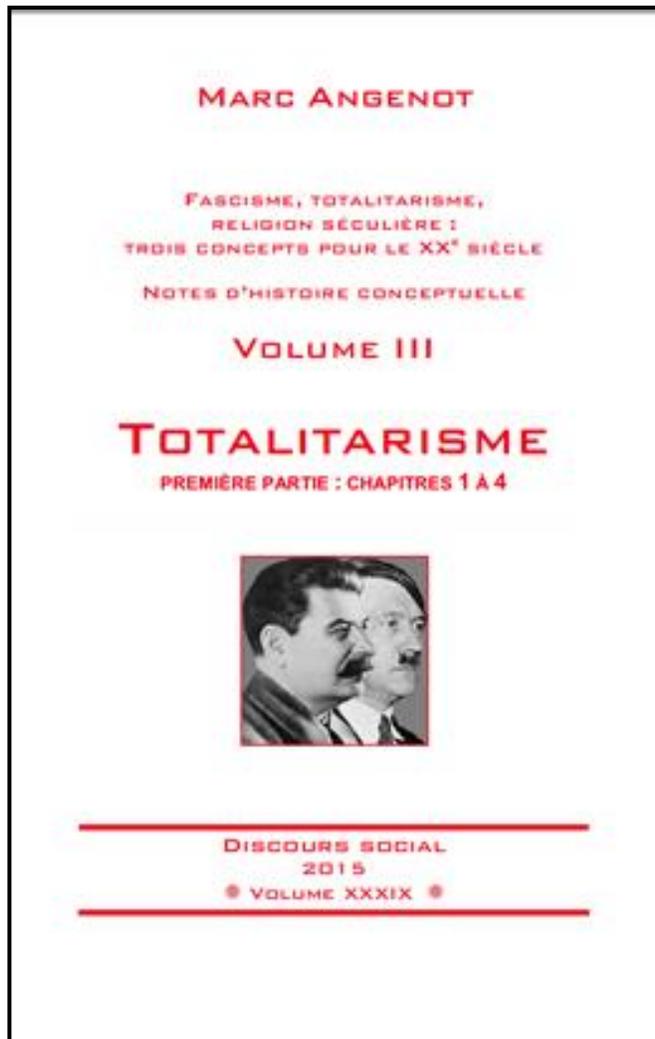
Marc ANGENOT

Fascisme, totalitarisme, religion séculière :
trois concepts pour le XX^e siècle.

Notes d'histoire conceptuelle

Volume III :
TOTALITARISME.

Chapitres 1 à 4.



Montréal : Discours social, vol. 37, 2015, 344 pp.

Fascisme, totalitarisme, religion séculière :
trois concepts pour le XXe siècle.

Notes d'histoire conceptuelle

Volume III :

TOTALITARISME

Première partie : chapitres 1 à 4

Table des matières

[Introduction](#) [3]

- [Le siècle des totalitarismes : une histoire conceptuelle](#) [3]

Chapitre 1. [Historique](#) [9]

- [Le totalitarisme subodoré : invention du roman dystopique](#) [9]
- [Fâcheuses prédictions face aux socialistes de la Belle époque](#) [17]
- [Italie, années 1920, l'émergence de deux mots](#) [24]
- [Les années trente](#) [29]
- [Les catholiques face aux totalitarismes rouge, noir et brun](#) [30]
- [Application de « totalitarisme » à l'URSS par les trotskystes](#) [36]
- [L'« État total » chez les penseurs \[pré-\]nazis](#) [40]
- [Autres catégorisations, autres vocabulaires](#) [45]
- [Du Pacte Hitler-Staline à 1945](#) [47]
- [« Totalitarisme » dans la Guerre froide](#) [52]
- [1984 d'Orwell](#) [56]
- [Le classique de la Guerre froide : Totalitarian Dictatorship and Autocracy](#) [62]
- [Hannah Arendt et la déchéance irrationnelle de l'Occident](#) [72]
- [Le totalitarisme vécu : les témoignages des pays du Pacte de Varsovie](#) [86]
- [Le « consensus » fondateur de l'Allemagne fédérale](#) [90]
- [En France : usage libéral et usage par la gauche critique](#) [91]
- [Retour de « totalitarisme » : la coupure idéologique de 1974](#) [110]
- [Le bicentenaire de la Révolution : 1789, matrice du totalitarisme](#) [125]
- [1989, dernière année du 20^e siècle](#) [127]
- [Le communisme, illusion dissipée](#) [130]
- [Le Livre noir du communisme en 1997, un livre-événement](#) [135]
- [Bilan d'un siècle](#) [146]
- [À l'Est, de la Perestroïka à la chute du Mur](#) [150]

- [La chute du socialisme réel sur la soviétologie](#) [163]
- [Emilio Gentile : retour à l'origine italienne](#) [168]

- [Vichy autoritaire ou totalitaire ?](#) [171]
- [Totalitarismes d'Orient](#) [172]

Chapitre 2. [Le nœud des polémiques : la comparaison de l'URSS et de l'Allemagne nazie](#) [174]

- [Précédence du bolchevisme et lien causal : Ernst Nolte](#) [189]
- [Totalitarisme, crimes d'État et génocides](#) [207]
- [Deux régimes mémoriels : hypermnésie et amnésie](#) [235]

Chapitre 3. [Paradigmes typologiques, contreparties notionnelles, catégories alternatives](#) [240]

- [Catégories complémentaires, différences spécifiques](#) [240]
- [Juan Linz : la typologie des régimes autoritaires](#) [242]
- [Misère du binarisme](#) [247]
- [Un amendement : le Modèle totalitaire faible](#) [248]
- [Une alternative conceptuelle : Idéocratie](#) [250]

- [Despotisme agraire](#) [258]
- [Que faire avec « stalinisme » ?](#) [259]

Chapitre 4. [Constantes alléguées, arguments en faveur et objections](#) [266]

- [Propres et constantes](#) [266]
- [Les camps comme le propre](#) [267]
- [Les régimes du Grand mensonge](#) [270]
- [Idéocratie et religion politique](#) [276]
- [Novlangues et jargons totalitaires](#) [289]

- [Les objections](#) [297]
- [Le rapprochement communisme/nazisme, moralement intolérable](#) [326]
- [Les degrés de l'horreur : le nazisme comme pire](#) [337]

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[1]

Marc Angenot

Fascisme, totalitarisme, religion séculière !
TROIS CONCEPTS POUR LE XX^e SIÈCLE

Notes d'histoire conceptuelle

Volume III

Totalitarisme

PREMIÈRE PARTIE :

Chapitres 1 à 4



Discours social

2015

Volume XXXIX

[2]

Discours social est une collection de monographies et de travaux collectifs relevant de la théorie du discours social et rendant compte de recherches historiques et sociologiques d'analyse du discours et d'histoire des idées. Cette collection est publiée à Montréal par la Chaire James McGill d'étude du discours social de l'Université McGill. Elle a entamé en 2001 une deuxième série qui succède à la revue trimestrielle *Discours social / Social Discourse* laquelle a paru de l'hiver 1988 à l'hiver 1996.

Discours social est dirigé par Marc Angenot.

Nouvelle série. Année 2015, volume XXXIX

Marc Angenot, Fascisme, totalitarisme, religion séculière :
trois concepts pour le 20^e siècle.

Volume III : Totalitarisme. Première partie

Un volume de 342 pages - suivi du volume XXXIX^{bis},
240 pages © Marc Angenot 2015

Prix de vente des deux volumes, 39 et 39 bis,
franc de port au Canada : \$ (CAD) 60.00.
En Europe €40.00 plus frais d'envoi éventuels.

Volumes publiés en 2013-2014 :

44. Marc Angenot, *Rhétorique de la confiance et de l'autorité*. 430 pp. 2013.
\$55.00-€42.00.

37. Marc Angenot, *Fascisme, totalitarisme, religion séculière : trois concepts pour le XX^e siècle. Notes pour un séminaire d'histoire conceptuelle*. Volume 1. *Introduction. Catégories et idéaltypes. Fascisme*. 2013. 515 pp. \$ 50.00. -€ 35.00.

38. Volume 2. *Le siècle des religions séculières*. 2014. 489 pp. € 35.00 - \$ 50.00.

45. Marc Angenot *La querelle des « nouveaux réactionnaires » et la critique des Lumières*. 2014. 179 pages. € 14.00 — \$ 18.00

*

[3]

Fascisme, totalitarisme, religion séculière :
trois concepts pour le XXe siècle.
Notes d'histoire conceptuelle

Volume III :

TOTALITARISME

Première partie : chapitres 1 à 4

INTRODUCTION

• Le siècle des totalitarismes : une histoire conceptuelle

[Retour à la table des matières](#)

Les deux premiers volumes de cet ensemble de quatre, - publié sous le titre général de *Fascisme, totalitarisme, religion séculière*, — volumes parus en 2013-2014, se sont employés à décrire des polémiques vigoureuses et de très longue durée, tant publiques que savantes. Toutefois, un certain apaisement, un consensus académique s'est établi de nos jours sur le « fascisme générique » en dépit de points de contention qui restent disputés. La notion de « religion séculière » inscrite dans la longue durée de la sécularisation, marquant l'étape de l'immanentisation de l'eschatologie judéo-chrétienne, est reconnue assez généralement, sinon par le grand public, du moins par les « doctes » comme une idée fructueuse en dépit, encore ici, de périodisations diverses et d'interprétations contradictoires chaudement disputées. ¹

— « Totalitarisme » par contre, qui fait l'objet de ce volume III, terme fondamental pour les uns, catégorie fondamentale en vue de définir le 20^e siècle, mais terme peu utile ni explicatif pour les autres, et

¹ Vol. 1. *Catégories et idéaltypes - Fascisme*, Discours social, volume 37 : [décembre] 2013. 515 pages. Voir vol. 2 : *Le siècle des religions séculières*, volume 38, juillet 2014. 489 pages. - Le volume IV à paraître fin 2015 (Discours social, # 40) comportera les annexes : « Religion, sacré, dogme, croyance ».

catégorème indéfectiblement instrumentalisé, odieux et fallacieux même pour d'autres encore, demeure un objet d'âpres controverses et de dialogues de sourds qui ne semblent pas près d'être dépassés.² « Totalitarisme » s'est trouvé approprié depuis les années 1920, depuis la prise de pouvoir des fascistes en Italie, par tous les courants politiques et toutes les écoles historiennes à leur suite — dénoncé ou revendiqué, défini et contre-défini, adopté comme susceptible d'éclairer le malheur des temps, mais tout aussi bien rejeté, répudié, censuré, traité comme une obscénité fascisante. Le terme a été utilisé par tous les [4] partis, tous les courants, « du fascisme à l'antifascisme, du marxisme au libéralisme, de l'anarchisme au conservatisme, chacun lui attribuant une signification différente. »³ On verra que l'« idéaltype » (voir la première partie du volume I) s'est trouvé parfois rejeté pour des motifs techniques, comme une entité floue, trop générale, peu utile à l'analyse « de terrain » et à la comparaison des régimes politiques - mais aussi répudié parce qu'imbibé de partis pris idéologiques dont il était impossible de le débarrasser. Depuis un bon demi-siècle, le catégorème a été régulièrement déclaré irrécupérable, dépassé, il a été mis de côté, et pourtant on l'a vu, à tout coup, réapparaître, retravaillé et renouvelé, *semper idem sed aliter*.⁴ Les livres dans toutes les langues occidentales qui comportent dans leur titre même *Totalitarianism*, *Totalitarismus*, *totalitarisme*), *totalitarisme* se comptent par centaines.

Catégorie féconde, jugée fondamentale dans des problématiques qui cherchent à embrasser philosophiquement le siècle écoulé et à en rendre raison, *mais aussi* arme de combat, instrument de positionnement et d'affrontement politiques - réduit d'aventure à un mot rudimentaire de propagande au service de l'ordre établi. C'est à ce double et indissociable titre que je sou mets la notion à une étude d'histoire conceptuelle.

² Simon Tormey, *Making Sense of Tyranny : Interpretations of Totalitarianism*. Manchester : Manchester UP, 1995. Voir aussi *Totalitarismus und Faschismus. Fine wissenschaftliche und politische Begriffskontroverse. Kolloquium in Institut für Zeitgeschichte am 24 Nov. 1978*. München : Oldenbourg, 1980. Et bien d'autres travaux qui sont signalés plus loin.

³ Enzo Traverso, dir. *Le totalitarisme. Le 20^e siècle en débat*. Paris : Seuil, 2001.

⁴ À l'heure où je termine ce livre, je vois paraître un gros essai de Florent Bussy, *Le totalitarisme. Histoire et philosophie d'un phénomène politique extrême*. Paris : Cerf, 2014, ouvrage philosophique en effet dont je dirai quelques mots *in extremis*.

Reinhart Koselleck et ses élèves ont développé un programme de recherche qu'ils ont dénommé *Begriffsgeschichte* ; on dit en français histoire conceptuelle ou sémantique historique. L'historien allemand, mort en 2006, mettait cette démarche aux fondements de tout travail historiographique. L'étude des concepts et de leur histoire langagière est, disait-il, « une condition minimale de la connaissance historique, tout autant que la définition de l'histoire comme étant liée aux sociétés humaines ». ⁵ C'est dans l'esprit de cette tradition de recherche et dans la foulée de mes nombreux livres d'histoire des [5] idéologies ⁶ que j'ai rassemblé dès lors dans une série de quatre volumes mes notes d'histoire conceptuelle.

En domaine français, un des rares représentants d'une telle histoire qu'il dénomme pour sa part « histoire linguistique des usages conceptuels » est Jacques Guilhaumou, historien d'Aix-en-Provence qui a surtout publié sur la Révolution française. Il a théorisé sa démarche dans *Discours et événement : l'histoire langagière des concepts*. ⁷ Assez peu pratiquée néanmoins et parfois mal accueillie par les historiens « ordinaires », l'histoire des catégories politiques, qui ne peut être *ipso facto* qu'une histoire de controverses savantes et publiques perpétuellement relancées d'un pays à l'autre, s'est enrichie d'un livre récent qui porte précisément sur la genèse et sur les premières années de ce que je vois comme le concept le plus disputé du 20^e siècle : il s'agit de l'étude anthropologique de Bernard Bruneteau, *Le totalitarisme : origines d'un concept, genèse d'un débat, 1930-1942*, parue en 2010. ⁸ Cette étude adossée à un recueil de textes d'époque recoupe en partie le présent travail.

⁵ *L'expérience de l'histoire*. Paris : Gallimard/Le Seuil, 1997, 101. Voir une synthèse des méthodes et positions de l'école de Cambridge d'histoire intellectuelle, synthèse qui intègre et confronte les démarches de la *Begriffsgeschichte* allemande : Mark Bevir, *The Logic of the History of Ideas*. Cambridge : Cambridge UP, 1999.

⁶ Je me rapporte principalement à : *L'Utopie collectiviste : le Grand récit socialiste sous la Deuxième Internationale*. Paris : Presses Universitaires de France, 1993. *La démocratie, c'est le mal. Un siècle d'argumentation anti-démocratique à l'extrême gauche, 1815-1914*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2004. *Le marxisme dans les Grands récits. Essai d'analyse du discours*. Paris : L'Harmattan et Québec : Presses de l'Université Laval, 2005. J'évoquerai d'autres travaux ici et là.

⁷ Besançon : PU de Franche-Comté, 2006.

⁸ Paris : Cerf, 2010.

Je me rapporterai aussi - parmi de nombreux autres travaux de synthèse qu'on rencontre surtout en anglais et en allemand - à un autre ensemble de textes définitionnels rassemblés cette fois par Enzo Traverso, *Le totalitarisme : le 20^e siècle en débat*, publié au Seuil en 2001. Eckard Jesse a procuré encore à la fin du siècle passé un premier bilan dans *Totalitarismus im 20. Jahrhundert*.⁹

Dans la mesure où je crois interpréter et synthétiser ces questions de façon différente à divers égards, où j'ai recours parfois à un matériau négligé, où je travaille sur d'autres périodisations avec des hypothèses et des analyses que je m'efforce de rendre fructueuses, -je me propose d'élaborer mon propre historique lequel va remonter à la Monarchie de juillet.

[6]

Il ne s'agit pas de se limiter à un seul mot, aux seuls usages conceptuels de « totalitarisme », mais aussi — indissociablement — de dégager les paradigmes sémantiques construits autour de ce mot avec les termes complémentaires et les dérivés, les antonymes et les hyponymes. Parmi les antonymes, on s'arrêtera évidemment au premier chef à l'opposition binaire avancée par les politologues de la Guerre froide, ---» Démocratie /Totalitarisme «--- avec sa part de sophismes simplificateurs et de plaidoyer *pro domo*.

La catégorie a été plus d'une fois utilisée comme susceptible de résumer d'un seul mot, de ramasser en un mot *le propre* du 20^e siècle, « das totalitäre Zeitalter », le siècle des totalitarismes.¹⁰ « Siècle des génocides », ajoutent d'autres,¹¹ « Siècle des camps »,¹² ou simplement, le « Féroce 20^e siècle ». ¹³ En ce sens synthétique, le recours à la notion semble répondre à un besoin en quelque sorte philosophique :

⁹ *Eine Bilanz der internationalen Forschung*. Bonn : Bundeszentrale für politische Bildung, 1996 [1987]. Rééd. 1999.

¹⁰ Titre de chapitre de Hans Maier, *Das Doppelgesicht des Religiösen. Religion. Gewalt. Politik*. Freiburg iB : Herder, 2004.

¹¹ Bernard Bruneteau, *Le siècle des génocides*. Paris : Colin, 2004.

¹² Alain Brossât, *L'épreuve du désastre : le 20^e siècle et les camps*. Paris : Albin Michel, 1996.

¹³ Robert Conquest, *Le féroce XX^e siècle, réflexions sur les ravages des idéologies*, — ce qui est censé traduire le titre original *Réfections on a Ravagea Century*.

celui de donner un nom aux formes extrêmes de domination et d'oppression apparues dans ce siècle abominable.

« Totalitarisme », « totalitaire » se trouve par ailleurs appliqué non pas seulement à des régimes établis ou à des partis, à des « mouvements » qui les préfigureraient, mais à des idées, des idéologies, des projets, à des manières de penser même qu'on a pu désigner comme relevant de l'« esprit totalitaire », de la « pensée totalitaire ». Toutes les idéologies *totales* du siècle passé, qu'elles soient classées de gauche ou de droite, ont créé des « vies inutiles », elles ont légitimé le meurtre de misérables par milliers, elles ont conçu et justifié le recours à la terreur en vue de soumettre la société à un remodelage intégral. Il s'agit une fois de plus dans ce contexte d'élire un nom susceptible de désigner l'essence postulée de telles convictions et tels projets. C'est ici que l'on rencontre une question-clé qui est au cœur de mes recherches : celle du *rôle des idées dans l'histoire*. Légitimant l'horreur et la préparant à couvert, il y a eu évidemment des idées, des idées d'une certaine nature qu'on fera « remonter » plus ou moins haut dans la modernité. À cette généalogie intellectuelle et aux catégories qui prétendent l'encadrer, sera consacré le [7] chapitre 5.

Les querelles d'applicabilité, de définition et de pertinence, après 1945, ont toutes tourné autour des deux expressions typiques, en quelque sorte accomplies dans leur inhumanité, de la catégorie alléguée : l'Union soviétique de Staline (ou, pour d'autres, l'URSS tout au long de son histoire depuis 1917) et le Troisième Reich hitlérien qui venait d'être vaincu et anéanti. Les autres « cas », les autres régimes désignés occasionnellement comme « totalitaires », à commencer par l'Italie fasciste, ont été bien plus discutés par les écoles historiennes, inclus pour les uns, rejetés à la marge pour les autres ou simplement passés sous silence.

Reconstituer l'histoire de cette notion de totalitarisme et de ses nœuds de controverses peut être alors, ainsi que Bernard Bruneteau le suggère, « une façon d'éclairer et de mettre en perspective critique les débats présents (sur la différence de nature ou non du nazisme et du stalinisme notamment), tout en saisissant l'historicité » de cette question et en éclairant ses enjeux méthodologiques et politiques, eux-

mêmes variables dans la durée. ¹⁴ La question de la « comparabilité » des deux grands régimes ennemis du milieu du siècle passé est en tout cas au cœur des controverses jusqu'à nos jours et cette question demeure inextricablement méthodologique et partisane, sobrement technique et éperdument passionnelle. Je lui consacre tout le chapitre II et je suis amené à y revenir plus d'une fois par la suite.

Le conflit entre le paradigme totalitaire et le paradigme antifasciste qui a été prévalant « à gauche » depuis les années 1930 est radical, insurmontable. La catégorie de « Fascisme » (au sens générique) repose sur l'idée que les dictatures d'extrême droite qui s'installent par la violence en Europe dans les années 1920-40 étaient semblables entre elles par des traits essentiels, mais fondamentalement différentes de la dictature bolchevique avec laquelle elles entraient en conflit frontal, — le concept de « totalitarisme » suppose au contraire qu'elles étaient comparables à plusieurs ou à tous les égards. Il invite à la comparaison (sans que cette comparaison qui, elle aussi, s'est amorcée dès les années d'avant-guerre, impose le recours à ce terme) entre les régimes soviétique, fasciste et nazi.

Après l'effondrement du Bloc de l'Est et la « disparition » de l'URSS en 1989-91, [8] on a assisté à une résurgence tant soit peu triomphaliste des théories du totalitarisme qui étaient tombées en déshérence. Retour en force et réélaborations à la lumière de la chute (si je puis dire) des régimes souvent qualifiés de « post-totalitaires » - et à la suite de la dévaluation de l'« antifascisme », à la réduction de celui-ci à une entreprise propagandiste vieille d'un bon demi-siècle au service des intérêts soviétiques et servant à dissimuler les crimes de l'URSS. L'antifascisme, même s'il avait eu un sens prégnant pour les hommes de bonne volonté des années 1930 avait trop servi de « manteau de Noé » destiné à dissimuler les horreurs des régimes communistes pour ne pas être entraîné dans leur chute.

¹⁴ Bruneteau, *Le totalitarisme*, 36.

---» Ces notes de sémantique historique sont adossées au volume bibliographique #20 (2004) de "Discours social", Religions séculières, totalitarisme, fascisme : des concepts pour le 20^e siècle. Suivi de : Mal moral, mal politique, mal social ; Les intellectuels, les intellectuels de parti, intellectuels et rôle politique : trois bibliographies raisonnées. Précédé de : Remarques sur « religions séculières » et « totalitarisme ». Une version mise à jour de 293 pages de cet ensemble bibliographique est parue dans "Discours social" en 2010 formant le volume 20^{bis}. Elle est disponible gratuitement en ligne : marcangenot.com/wp-content/uploads/2012/01/religions-seculieres-nouvelle-version.pdf

À la fin du second cahier (39 bis) du présent volume III, on trouvera les ajouts bibliographiques 2011-2014.

---» Je l'ai rappelé en commençant : le présent volume fait suite au Volume II, paru en septembre 2014, *Le siècle des religions séculières*. La notion de « religion séculière/politique » sert à quelques bons esprits, ainsi qu'on a pu le voir, de moyen d'explication généalogique et d'élément de définition du phénomène totalitaire : sans l'emprise de telles religions de l'immanence et sans des « hommes nouveaux » rééduqués pour servir aveuglément de Nouvelles Idoles, pas d'État totalitaire, pas de régime totalitaire. Les deux notions sont à ce point intriquées et complémentaires que je me verrai forcé, aussi brièvement que possible, de reprendre ici et là, si possible sous un autre angle, certains points déjà abordés.



[9]

Fascisme, totalitarisme, religion séculière :
trois concepts pour le XXe siècle.
Notes d'histoire conceptuelle

Volume III :

TOTALITARISME

Première partie : chapitres 1 à 4

Chapitre 1

HISTORIQUE

• *Le totalitarisme subodoré : invention du roman dystopique*

[Retour à la table des matières](#)

Dès 1840, Félicité de Lamennais, socialiste évangélique, oppose des objections alarmées aux projets étatistes qualifiés de « socialistes » de Louis Blanc et autres doctrinaires autoritaires qui vont se faire connaître sous la Deuxième République : « De bonne foi, écrit Lamennais, croit-on que des êtres humains, en possession d'un pareil pouvoir qui leur livre tout, personnes et choses, n'en useront que suivant la justice, s'oublant eux-mêmes pour ne songer qu'au bien de tous ? »¹⁵ C'est ici une objection élémentaire qu'on verra réapparaître tout au long du 19^e siècle chez des progressistes de bonne volonté comme chez les conservateurs alarmés. Lamennais s'inquiétait non moins des rigides projets « communistes » (ce mot appartient alors à Etienne Cabet) et néo-babouvistes. Ce qui m'arrête, c'est la figure entrevue de l'État totalitaire avant la lettre, de l'État « esclavagiste », écrit-il, qui apparaît à Lamennais et à plusieurs autres : « Que veut-il [le communisme] ? Le travail forcé, rétribué au gré de l'État qui l'impose. ... Chez les anciens, l'esclave

¹⁵ Lamennais, *Du passé et de l'avenir du peuple*. Paris : Pagnerre, 1841, 152-154.

pouvait être affranchi et l'était souvent ; ici, point d'affranchissement possible ». ¹⁶ Je crois à propos de faire voir en ces pages préliminaires qu'« avant la lettre » précisément, les conjectures suspicieuses sur les projets « socialistes » (néologisme daté de 1832 et appliqué d'emblée à ces « systèmes humanitaires » qui se font connaître sous la Monarchie de Juillet et qui se réclament de doctrinaires bien divers, de Fourier à Saint-Simon, de Pierre Leroux à Colins de Ham). Ces craintes de probables dérapages de projets généreux « sur papier » ont abondé. Tous les « oiseaux de mauvais augure » (comme les qualifiaient colériquement les brochures révolutionnaires), des réactionnaires et conservateurs aux libertaires (comme Proudhon), aux « modérés », ont convergé dans un sens déterminé : dans le sens de l'anticipation inquiète d'un régime inouï, d'une sorte de nouvelle tyrannie établie par surcroît d'imposture au nom du bien et de la justice.

Louis Blanc qui occupe le premier rang des doctrinaires en 1848 assigne à [10] l'État le rôle premier d'« organiser » le travail. Les économistes libéraux, atterrés par un tel projet, s'emploient après Février en de nombreuses répliques à démontrer au public que « l'organisation du travail mène à la communauté des biens » et de là par une pente fatale à la « barbarie ». ¹⁷ Louis Blanc est l'ennemi numéro un de l'école du libéralisme économique, il est la cible de Michel Chevalier qui lui assène une série de lettres ouvertes. ¹⁸ Les Ateliers nationaux, prônés par le doctrinaire, expérience qui reçoit la sanction du gouvernement provisoire mais qui tourne à l'échec immédiat, fourniront aux économistes « bourgeois » la preuve immanente de la fausseté d'un système qui supprime l'intérêt à produire vite et bien. Mais, dans le monde « démoc-soc » même, Proudhon aussi ne voit dans les projets « communistes » (toujours ceux d'Etienne Cabet ¹⁹) que liberté détruite, conscience anéantie, égalité de la misère. Encore les déclarait-il de toute façon irréalisables. L'organisation du travail voulue par Louis Blanc lui

¹⁶ *Question du travail*, 1848, 11.

¹⁷ Cherbuliez, *Le socialisme, c'est la barbarie. Examen des questions sociales qu'a soulevées la révolution du 24 février 1848*, 34.

¹⁸ *Lettres sur l'organisation du travail, ou Études sur les principales causes de la misère*, 1848.

¹⁹ Et non ceux d'un pamphlet anonyme paru en allemand à Londres en février 1848 !

paraissait une recette infaillible de « léthargie » sociale combinée au despotisme.

Ce qui me retient surtout est que la réaction inquiète ou indignée contre les Systèmes socialistes sous la Monarchie de Juillet a engendré l'apparition d'un genre littéraire nouveau, chose qui n'est pas fréquente : le genre de la *dystopie*. Les premiers romans dystopiques (on dit aussi anti-utopies) extrapolent des doctrines nouvelles dont leurs auteurs ont été prendre connaissance, le tableau de sociétés futures abominables et inhumaines. L'un des premiers mais médiocre exemple du genre est le *Voyage de M. Mayeux en ICarle*, mince brochure satirisant le communisme iCarlen de Cabet.²⁰ Le genre est en tout cas apparu un bon siècle avant Aldous Huxley, avant George Orwell et son *Nineteen Eighty Four* (1949) qu'on assigne parfois comme un point de départ du genre, censément inscrit dans la conjoncture des tyrannies stalinienne et nazie. De façon datable en français, le genre naît avec une œuvre fameuse en son temps, le roman d'Emile Souvestre paru en 1846, c'est-à-dire, deux ans avant la révolution de Février, avant la vague de révolutions démocratiques qui déferle sur l'Europe du « Printemps des peuples » : *Le Monde tel qu'il sera*.

[11]

L'anti-utopie ne se définit pas comme un retournement de l'axiomatique de l'utopie philosophico-littéraire où, à la peinture d'une société idéalement meilleure que la société de l'auteur, se substituerait simplement celle d'une société à tous égards pire que celle-ci. L'anti-utopie se présente dès l'origine comme une contrepartie polémique au genre même de l'utopie et aux conceptions utopiques de la modernité (au sens de Karl Mannheim), c'est-à-dire, à la fois, à la conception bourgeoise du Progrès, laquelle prétend mettre en parallèle la marche du progrès scientifique et technique et le progrès des mœurs et du bonheur public, et à la conception socialiste d'une évolution vers un état de société égalitaire, organisé en vue d'une parfaite justice et parfaite rationalité des rapports sociaux. Face à ces deux lignes utopiques, la dystopie se présente comme une protestation « réactionnaire » qui, d'une part disjoint radicalement l'idée du progrès scientifique et industriel de celle de progrès moral ; d'autre part montre comme antagonistes les besoins d'épanouissement et d'autonomie de l'individu et les principes, quels qu'ils

²⁰ Paris : Bonaventure [vers 1848].

soient, d'une rationalité collective imposée « d'en haut ». Son axiome narratif est celui d'une extrapolation asymptotique qui inscrit les doctrines de progrès dans l'histoire future pour en montrer le caractère ultimement despotique, immoral et inhumain. L'anti-utopie présente toute volonté de révolutionner l'ordre social au nom de doctrines politiques censément rationnelles et en raison du développement accéléré des moyens de production et des moyens technologiques, comme fatalement tyrannique, oppressive, destructrice de ce qui caractérise la nature de l'homme. L'anti-utopie se construit autour de deux images, celles de la ruche et de la termitière, métaphores d'une rationalité d'État qui subordonne l'individu à des fins qui lui sont étrangères, qui entraîne une déshumanisation progressive, qui « aliène » l'être humain sous le fallacieux prétexte d'en améliorer la condition et d'en accroître l'efficacité.

La dystopie apparaît donc en 1846 avec un roman qui ne passa pas inaperçu : il eut un large succès, accru par la Révolution de février 1848 et les craintes suscitées dans le public par les « démoc-soc ». *Le Monde tel qu'il sera* est l'œuvre d'un conteur et moraliste catholique d'origine bretonne qui jouissait d'une certaine notoriété. ²¹ « Emile Souvestre, écrit l'historien de l'utopie Alexandre Cioranescu, voit la société de l'an 3000 sous des couleurs ressemblant à celles [12] de Huxley ». ²² Cioranescu a raison : l'axiomatique du genre s'impose tout d'un bloc en 1846 sous des formes qui resteront constantes durant plus d'un siècle.

Un jeune couple, Marthe et Maurice, épris des idées de Saint-Simon et de Fourier, est endormi par Mr. John Progress et réveillé en l'an 3000 alors que la Terre entière est devenue la « République des Intérêts Unis ». Ce sont des jeunes gens de bonne volonté qui attendent tout de l'avenir, — figure qui elle aussi a de l'avenir. « Tourmentés par la vue de tant de douleurs sans consolation, de tant de misères sans espoir, [Maurice] en était venu à rêver le bonheur des hommes. ... Maurice étudia les socialistes, Robert Owen, Fourier, Swedenborg ! À les entendre chacun possédait la contre-partie de la boîte de Pandore : il suffisait de l'ouvrir pour que toutes les joies prissent leur volée parmi les hommes. » Leur voyage dans le futur leur fera voir le hideux résultat concret de leurs rêves naïfs ! Mr. John Progress qui s'offre comme leur

²¹ Lu dans une réédition : Emile Souvestre, *Le Monde tel qu'il sera*, Paris, Michel Lévy, 1859.

²² *L'Avenir du passé. Utopie et littérature*, Paris : Gallimard, 1972.

cicérone pour ce voyage dans le temps leur apparaît d'abord comme « un petit homme en paletot de caoutchouc, coiffé d'un gibus mécanique et chaussé de guêtres en drap anglais ». Le paysage urbain de l'an 3000 où ils atterrissent les frappe aussitôt d'horreur : « ... cent cheminées vomissaient des torrents de fumée qui se réunissaient et formaient au-dessus de la colline, une sorte de dôme flottant. » Au milieu des usines apparaissent des constructions que les protagonistes ne savent pas encore dénommer des *gratte-ciel* :

C'était un vaste parallélogramme blanchi et percé d'étroites fenêtres qui rappelait assez bien par la forme, une cage à poules de grande dimension ... — "Nos architectes [dit Mr. Progress] sont arrivés au beau idéal du système rectangulaire". ²³

Les jeunes gens découvrent, au lieu de la société idéale dont ils rêvaient naïvement, une société inhumaine, cynique, soumise à la logique capitalo-socialiste de l'efficacité à tout prix et de l'organisation du travail, où les deux amoureux sont contraints de reconnaître l'incarnation, la mise en pratique concrète hideuse de leurs rêveries progressistes. C'est ici le paradigme qui a un immense avenir, du « rêve » qui se mue en cauchemar dès qu'appliqué. Ce paradigme sous-tendra les diverses interprétations du « totalitarisme », de l'Idée généreuse à la mise en œuvre. Tout se paie en l'an 3000, tout se met [13] en sociétés et en actions, tout est bureaucratisé, mécanisé, tout se ramène à profit et intérêt. Ce n'est pas encore l'équation Marx = Goulag, c'est déjà l'équation Saint-Simon = République des Intérêts Unis, cette fédération mondiale dotée d'une devise prosaïque « Tout à la vapeur ». Emile Souvestre prétend montrer un avenir industrialisé, rationalisé jusqu'aux tréfonds où la nature même est dénaturée, *forcée* au sens biologique : ainsi de l'allée d'artichauts gigantesques dite « Avenue du Mariage » où les filles à marier se promènent en portant en écharpe leur adresse et le chiffre de leur dot. À la poésie de l'amour, s'est substituée la machine bureaucratique d'une « Agence matrimoniale » mondiale qui organise rationnellement le choix des couples. L'éducation des enfants est confiée, elle, à des machines enseignantes : « Ici comme partout, nous avons substitué la machine à l'homme, se félicite Mr Progress. Le nouveau-né est mis au

²³ Page 49.

collège dès son entrée au monde, et nous revient dix-huit ans après tout élevé ». ²⁴

« Fabriquer l'homme à l'instar du calicot » : telle est la formule productiviste que Souvestre prête à l'idéologie d'État de l'avenir. Contre la morale kantienne qui enseigne de traiter l'homme comme fin de toute action, l'anti-morale futurologique et planiste se sert de l'homme comme d'un matériau à façonner et à mettre au service de la production industrielle et de l'argent ("*Cash Payment as the sole nexus*", avait dit Carlyle ²⁵) en l'assurant, par surcroît d'imposture, que ces manipulations servent son intérêt bien compris et lui apportent le bonheur. Le roman de Souvestre passe en revue tous les aspects de la vie future et fait apparaître avec sa perspicacité réactionnaire, par un constant raisonnement par *autophagie*, la logique tyrannique qui gouverne toute prétention à accélérer l'évolution sociale, à réformer radicalement les rapports sociaux en les adaptant au progrès des sciences et aux besoins de l'industrie. On le voit, le « socialisme » futur n'est qu'une composante fallacieusement humanitaire d'une marche fatale vers une société contrôlée, industrialisée et déshumanisée. « Marthe et Maurice demeurèrent le cœur navré. Tous deux pleuraient sur ce monde où l'homme était devenu l'esclave de la machine, l'intérêt, le remplaçant de l'amour. »

[14]

Pour les adversaires des démocs-socs » sous la Deuxième République, il existait même un moyen polémique plus simple que d'extrapoler une fiction. Il suffisait, pour faire reculer d'horreur, d'aller lire les gros livres des doctrinaires socialistes, de les résumer et d'en rendre compte au public lettré. C'est une idée qui est venue à beaucoup de leurs adversaires en 1848. Adolphe Thiers, historien déjà fameux qui monte avec d'autres à la barricade pour défendre la société, prend pour cible la doctrine « communiste » d'Étienne Cabet, ce, dans un gros livre

²⁴ Autre composante obligée de l'abomination future, le triomphe prévu du féminisme. La loi le décrète : « Art 1^{er}. Dieu sera désormais du genre féminin vu sa toute puissance et sa perfection. »

²⁵ Cité en anglais dans le texte dans l'anonyme *Manifest der kommunistischen Partei*, Londres, « Bildungs-Gesellschaft für Arbeiter », 1848. Voir « Gospel of Mammonism », *Past and Present* de Carlyle, III, ch. II : « *We have profoundly forgotten everywhere that Cash-Payment is not the sole relation of human being* ». »

intitulé précisément *Du communisme*.²⁶ Il choisit de faire voir au lecteur le lugubre idéal iCarlen, extrapolé *Verbatim* du *Voyage en ICarle*, tableau d'un avenir égalitaire que le bon Cabet jugeait charmant :

On jouirait en commun, à des tables communes, où l'on mangerait et boirait suivant ses besoins, ni plus ni moins ; et on serait vêtu d'un habillement uniforme, pris dans le magasin général, ce qui préviendrait les accumulations secrètes, véritable vol fait à la communauté.²⁷

Le *Voyage en ICarle*, conclut-on de toutes parts, « pourrait passer pour l'œuvre d'un fou ». ²⁸ Les bourgeois de sens rassis se réveillent en 1848 entourés de vésaniques à qui appartenait la rue et qui occupaient le pouvoir. Thiers exprime son aversion pour leur « déraison orgueilleuse, stérile et perturbatrice ». ²⁹ Le socialisme a, expliquent d'autres faiseurs de diagnostics, ses sous-catégories pathologiques : « Ce qu'on nomme les socialistes est un *genre* immense de rêveurs, d'insensés et de malades, divisé *en familles* de saint-simoniens, de fouriéristes, de communistes, de babouvistes... » ³⁰

²⁶ Paris : Paulin et Lheureux, 1848. Voir le *Voyage en Icarie. Roman philosophique et social*. 2e éd. Paris : Mallet, 1842.

²⁷ Page 7. Les "communistes icariens", abolissant d'un trait de plume la propriété privée, mais, dans leur culture ouvrière louis-philipparde, fort peu portés au libertinage, se font déborder par les communistes de *L'Humanitaire* dont la position sera adoptée par un inconnu nommé Karl Marx au *Manifest der kommunistischen Partei* qui tirent de l'abolition de la propriété, « l'abolition du mariage et de la famille ». Etienne Cabet, indigné et sidéré d'une telle perversité, tonne contre eux. Il les hait car ils desservent la cause.

²⁸ Chenu, *Les conspirateurs, les sociétés secrètes, la préfecture de police sous Caussidière*, 1850, 27.

²⁹ Thiers, *De la propriété*, 1848, 338.

³⁰ *L'Anti-rouge. Almanach anti-socialiste, anti-communiste*, 1852, 63.

[15]

Je passe sur diverses satires dystopiques (plusieurs sont amusantes et chacune mériterait quelques mots) qui accompagnent de leurs sarcasmes les bouleversements urbanistiques d'Hausmann et l'affairisme du Second Empire : *Paris futur* de Joseph Méry ; *Paris nouveau, Paris futur*³¹ de Victor Fournel. J'en arrive à un deuxième récit d'un intérêt aigu par sa perspicacité à long terme, *La Cité nouvelle*.

La Cité nouvelle est un roman anonyme paru sous l'Empire et attribué à Fernand Giraudeau.³² L'auteur dépeint à son tour une future Société-fourmilière qui a eu raison de ses ennemis — la libre entreprise, la morale chrétienne et kantienne, les libertés publiques — et que visite un témoin effaré, honnête voyageur temporel venu du 19^e siècle lequel, guidé par le démon Asmodée, voit le triomphe conjoint des *trusts* et des syndicats, la tyrannie anonyme des bureaucraties d'État, la persécution de l'Église (séparée de l'État en 1950), une médecine « sociale » non moins bureaucratique et incompétente, l'avortement libre bénéficiant de publicité dans les journaux, le mariage englouti dans une société prostitutionnelle, l'hégémonie d'une « littérature de bagne » contant en argot d'illettré de monotones scènes de violence (« *Can 15 ariva au setième cadavre pourrit il s'açit desus pour gobloté...* »), les villes-casernes tirées au cordeau, la surveillance policière, la carte d'identité obligatoire (« tout citoyen est tenu d'avoir son nom et son adresse sur son chapeau »³³), la circulation automobile effrénée avec des véhicules de marque *Smash-All* — on écrase parfois des enfants, mais il n'est pas indispensable de s'arrêter, — le règne cynique de l'argent combiné au règne tout-puissant d'un syndicalisme corporatiste. La langue française même est devenue, en cent trente ans (nous sommes en 1985), un sabir pidginisé : « Aujourd'hui enfin, ouvrier content. Ouvrier travaille à peine, ... peu travail, beaucoup salaire ». ³⁴ Le gouvernement fait enfermer les « anti-utilitaires » et autres réfractaires et dissidents dans des camps. ³⁵

³¹ V. Fournel, *Paris nouveau, Paris futur*, Paris, Jacques Lecoffre, 1865.

³² Selon note manuscrite sur l'exemplaire de la BNF de *La Cité nouvelle*, Paris, Amyot, 1868. Fernand Giraudeau, publiciste, 1835-1904.

³³ *Ibid.*, p. 16.

³⁴ *Ibid.*, p. 35.

³⁵ Dans *ibid.*, p. 58.

La dystopie, comme on le voit, née sous Louis-Philippe, est anticipativement [16] le genre littéraire par excellence du 20^e siècle totalitaire. Elle est le récit ironique non d'une société simplement *pire* que celle du lecteur, mais d'une discordance entre la lugubre réalité des choses et une mensongère et envahissante propagande d'État qui finit par prévaloir dans les esprits sur l'expérience même. On verra au chapitre 4 que plusieurs mettent le mensonge omniprésent parmi les paramètres définitionnels du totalitarisme. L'idéal collectiviste et émancipateur, d'autant plus présent dans les propagandes que s'étendaient en URSS l'étatisation à outrance, les pénuries, la répression et la terreur policière, tel est au 20^e siècle la cible des romans dystopiques du Russe Evgenii Zamiatyne, *Nous*, d'Aldous Huxley et d'Orwell qui y entremêlent des traits des non moins mensongers et inhumains « fascismes ». La *pars construens* de toute dystopie fait penser à ce que les communistes occidentaux, aveugles à la surveillance policière, à la terreur et à la répression, ont cru voir en visitant l'URSS, à savoir le socialisme idéal dont la doctrine leur promettait depuis toujours l'avènement. Je lis dans un récit de voyage de 1930 :

« Plus d'exploitation de l'homme par l'homme ! Le capitalisme enfin jugulé, terrassé, exproprié ! ... La conquête du pouvoir politique, la société collectiviste ou communiste, utopies d'hier, vérité d'aujourd'hui ! L'idéal qu'on désespérait d'atteindre, la Russie révolutionnaire le sculptait jour par jour, sous nos yeux, dans sa chair. » ³⁶

L'anti-utopie propose au lecteur, sous forme d'une fiction « amusante » quoique censée donner à réfléchir, un raisonnement par *auto-phagie* (ainsi que dit l'ancienne rhétorique) argument qui démontre qu'un principe est mauvais, si bon qu'il puisse se présenter à première vue, dont les conséquences probables sont détestables. Il me paraît que l'idée de société totalitaire telle qu'elle se développera dans un climat propice dans les années 1930-1950, est dès lors parfaitement préfigurée, décrite avant la lettre dans les fictions un peu désuètes mais très détaillées de Souvestre et de Giraudeau. Tant chez Souvestre que chez Giraudeau, la dystopie extrapole une société future qui est autant au service du Capital, hyper-industrielle, productiviste, technocratique

³⁶ L.-O. Frossart, *De Jaurès à Lénine*. Paris, 1930.

qu'elle est réputée « socialiste », et qu'elle est bureaucratique, répressive et démagogique.

[17]

• *Fâcheuses prédictions*
face aux socialistes
de la Belle époque

[Retour à la table des matières](#)

À la toute fin du 19^{ème} siècle, après avoir d'abord voulu montrer que le projet socialiste-révolutionnaire était absurde et irréalisable, les adversaires des « partis ouvriers », les réformistes, libéraux et conservateurs, témoins des progrès irrésistibles du mouvement ouvrier international, ont fini par se convaincre qu'on ne l'éviterait pas, qu'un régime socialiste s'établirait quelque part un jour prochain pour le malheur du pays où les révolutionnaires prendraient le pouvoir et pour l'édification du reste de l'humanité. « Et pourtant, s'exclame Gustave Le Bon, pessimiste comme il se devait d'un savant positiviste observant l'irrationalité éternelle des masses, pourtant il semble inévitable, l'épouvantable régime ! »³⁷ Le psychologue des foules disait s'attendre à moyenne échéance à « des bouleversements dont l'époque de la Terreur et de la Commune ne peuvent donner qu'une pâle idée ». ³⁸ Ce n'était guère la peine de débattre des possibilités d'une économie étatisée, des apories de l'« égalitarisme » ou du fonctionnement appliqué du système collectiviste si la révolution prolétarienne devait apporter immédiatement la terreur et la ruine. « C'est alors que [la société] verra ses villes incendiées, vaticinait Le Bon, l'anarchie furieuse, l'invasion, le démembrement, la botte de fer des despotes libérateurs et la définitive décadence. »³⁹

Curieusement cependant, les autres adversaires du « collectivisme » (c'est le mot qui avant 1914 désigne le régime issu de la Révolution),

³⁷ Gustave Le Bon, *Psychologie du socialisme*. Paris : Alcan, 1912, 465.

³⁸ *Ibid.*, 463.

³⁹ *Ibid.*, 467.

sans s'arrêter à l'épisode révolutionnaire, ont choisi de réfuter prophétiquement, à d'innombrables reprises et en long et large, le projet de l'*Arbeitstaat*, *l'État du travail*, le genre de régime censé sortir de la révolution « prolétarienne » selon les programmes mêmes de l'Internationale.

Le schéma de raisonnement est le même chez tous, c'est celui de *l'effet pervers* : le futur régime socialiste sera fatalement conduit à faire le contraire de ce qu'il prétend vouloir, à chercher à aboutir à ses fins par des moyens qu'il réprouve et il aboutira tout aussi fatalement aux résultats contraires de ceux qu'il promet. Le projet collectiviste est ouvert à des dévoiements [18] hautement probables et il n'offre aucun garde-fou pour empêcher son inévitable perversion. Aboutissant à la ruine, à la démoralisation générale, à la famine et non à la prospérité, le collectivisme n'arrivera à ce fatal résultat qu'après l'avoir conjuré pendant un temps plus ou moins long par la coercition, le travail forcé, par le recul de la culture, par la création d'une classe de privilégiés et par l'élimination de tout contrôle démocratique. Je renvoie à mon livre où toute cette argumentation prédictive est analysée : *Rhétorique de l'anti-socialisme, essai d'histoire discursive, 1830-1914*.⁴⁰

Ces abondantes argumentations mettent toutes au centre de leurs prédictions une figuration anticipée de l'État socialiste comme totalitaire — une fois encore, ce n'est pas un pur anachronisme d'interpoler ce terme car si le mot manque, tous les paramètres ultérieurement avancés et requis sont au rendez-vous. En attaquant sur ce point, les polémistes bourgeois rejoignaient les objections des libertaires, de Bakounine à Jean Grave et à Pierre Kropotkine desquels je parle plus bas. Qu'en serait-il de cet État, État producteur, planificateur, répartiteur, gestionnaire de tout l'économique pour toute la société ? Cet État futur, disaient les « oiseaux de mauvais augure », sera une chose inconnue et redoutable, « une autorité centrale consciente, omnisciente et toute puissante, dominant d'assez haut l'économie nationale pour en apercevoir l'ensemble » ; le collectivisme « investit l'État d'un immense pouvoir qui embrasse tous les domaines de l'activité individuelle ». ⁴¹ « Le socialisme est un étatisme effréné qui ne veut à l'État ni limitation ni

⁴⁰ Québec : Presses de l'Université Laval, 2004.

⁴¹ Maurice Bourguin, *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, Colin, 1904, 46 et 68.

contrepoids » : les socialistes se récriaient à cette assertion d'Emile Faguet que partagent tous les critiques « bourgeois ». ⁴²

Les empiétements de cet État futur, conduit fatalement à peser sur le libre choix des professions, sur la liberté de circulation et de domicile, ne se limiteront pas à la suppression de tout contrôle démocratique qu'il ne pourra souffrir, persiste-t-on à prédire dans le « camp » des ennemis du socialisme. Toutes les libertés seront abolies l'une après l'autre parce qu'elles gêneront la planification. L'ouvrier n'aura plus même le choix que lui donne le capitalisme entre plusieurs patrons ; il n'en aura qu'un à jamais et il « ne pourra [19] quitter soit sa profession, soit sa résidence sans une permission ». ⁴³ Ce sera « la caserne ». Le Bon préférerait l'image du couvent : le pays ne sera « qu'une sorte d'immense couvent soumis à une sévère discipline maintenue par une armée de fonctionnaires ». ⁴⁴ Les plus faibles signes d'initiative individuelle seront réprochés, peut-être réprimés. L'individu perdra toute identité, il sera sacrifié à la société dont il sera un « rouage » anonyme, un « numéro » comme au bain. Ce sera, autres images déjà rencontrées, la « ruche », la « fourmilière »...

À la fin du 19^{ème} siècle, la dystopie d'un député libéral au Reichstag, Eugen Richter, les *Sozialdemokratischen Zukunftsbilder*, connaît un succès immense, on en vend en Allemagne 250.000 exemplaires en quatre mois avant qu'elle soit traduite dans toutes les langues européennes. Certains socialistes indignés se sentirent forcés de la réfuter et de montrer avec fougue « combien est peu fondée cette affirmation de Richter qui consiste à dire que l'État socialiste sera tyrannique au suprême degré. » ⁴⁵ Le roman qui paraît en français sous le titre *Où mène le socialisme ?* est le journal imaginaire d'un ouvrier relieur, d'abord enthousiasmé par la prise de pouvoir des social-démocrates allemands à la faveur d'une élection générale accompagnée de quelques épisodes un peu agités, mais bientôt poussé au désenchantement, à l'angoisse, au doute et au désespoir à mesure que le nouveau régime s'organise selon

⁴² Faguet, *Le socialisme en 1907*. Paris : Société française d'imprimerie et de librairie, 1907, 203.

⁴³ A. Leroy-Beaulieu, *Le collectivisme : examen critique du nouveau socialisme*, 1884, 28. Rééditions, 1893, 1903, 1909.

⁴⁴ Le Bon, *Psychologie du socialisme*, 33.

⁴⁵ Rienzi, *Socialisme et liberté*. Paris : Giard & Brière, 1898, 2.

ses principes, puis fatalement dérape. La monotonie de la vie nouvelle, la servitude physique et mentale, l'impossibilité de toute amélioration personnelle et de toute initiative, le favoritisme, la décomposition de la vie familiale dépriment le narrateur. Les bourgeois allemands qui l'ont pu à temps, ont fui en Angleterre. Plusieurs artistes et écrivains ont suivi. Le régime a évidemment pris des lois contre les émigrants et leurs familles. La production chute à la verticale, le "coulage" est généralisé, les produits de première nécessité viennent rapidement à manquer, le trafic des "bons du travail" engendre une délinquance rampante, la dénonciation du travail au noir est encouragée par la police tandis que le [20] régime se maintient par des mesures de plus en plus autoritaires. ⁴⁶

Eugen Richter prédisait notamment l'imposition du vêtement uniforme. La tyrannie de l'État dit socialiste s'étendrait fatalement jusqu'aux consciences, aux idées. La création artistique sera soumise au contrôle du régime. On ne jouera sur tous les théâtres, avait prétendu Richter, que des pièces glorifiant la révolution sociale et renouvelant le « souvenir de l'infamie des exploiteurs et des capitalistes. » L'art ne serait plus qu'un monotone instrument d'endoctrinement et de propagande. ⁴⁷

Autre prédiction d'effet pervers : l'État socialiste n'abolira pas les classes, comme c'est son but claironné et la raison de son succès auprès des salariés. Au contraire, il engendrera une *nouvelle classe* ou plutôt il développera immensément une sorte de classe qui est apparue dans toutes les sociétés modernes et il lui donnera une prépondérance accrue : la « bureaucratie » d'État. Alors que le socialisme se flattait de supprimer les « parasites » improductifs (commerçants, avocats, prêtres, prostituées et rentiers), on lui voit développer une « pléthore bureaucratique », parasitique d'abord, ensuite irresponsable et inefficace, enfin privilégiée, tyrannique et exploiteuse. Il faudra faire surveiller et « organiser » le travail, « cela suppose une armée d'inspecteurs qui doublerait [l']armée de bureaucrates ». « On est effrayé, ironise

⁴⁶ *Sozialdemokratischen Zukunftsbilder. Frei nach Bebel.* Berlin : "Fortschritt" A.G., 1891. En français : *Où mène le socialisme ?* Préface de Paul Leroy-Beaulieu. Paris : Le Soudier, 1892.

⁴⁷ Parmi les prophéties anti-socialistes, et ce, depuis 1848, figure en bonne place l'argument de la *Mort-de-l'art* : les arts « disparaîtraient immédiatement d'une société pareille », le collectivisme verrait le triomphe du « matérialisme le plus grossier ». Le Bon, *Psychologie du socialisme*, 33.

Emile Faguet, du nombre d'agents improductifs qu'exigerait un régime inventé pour augmenter le nombre des producteurs et diminuer le nombre des parasites. »⁴⁸ C'est en effet Faguet, critique littéraire, homme de lettres conservateur, rien moins que politique ou économiste, qui, en 1907, a le plus perspicacement développé cette vision de l'émergence d'une classe [21] dominante nouvelle qui exploitera la société.⁴⁹

[Le collectivisme] prétend supprimer l'inégalité, l'anarchie industrielle et la misère. C'est bien cela, n'est-ce pas ? Et il me semble que je vois tout cela renaître dans son système et sous son régime. Voyez-vous bien l'égalité collectiviste ? Je vois un peuple de fonctionnaires ; et au-dessus de lui, dirigeant le travail, une classe énorme, qu'on ne saurait évaluer, mais que pour mon compte j'estime devoir être le tiers ou au moins le quart de la nation, composée des statisticiens, des bureaucrates, des chefs de travail, des surveillants de travail, des inspecteurs de travail, des contrôleurs de travail. Mais la voilà, l'aristocratie ! Elle renaît ; et elle est un peu plus désagréable à considérer que la classe des privilégiés actuels. C'est une caste, et une caste qui ne pourra guère manquer, outre qu'elle sera oppressive, d'être insolente. Elle ne sera pas possédante ; elle ne sera pas plus payée, de quelque façon qu'on le soit à cette époque, elle ne sera pas plus munie que la classe travailleuse. Soit. Mais, en tant que loisirs qu'elle pourra se ménager, en tant qu'avantages qu'elle pourra se faire donner par les travailleurs en les bien traitant, en tant que facilité de vie, en tant que puissance, influence, prépondérance, en tant que consommation de produits dont elle aura en mains la distribution et répartition et dont il est assez probable qu'elle se réservera quelque peu plus qu'elle ne donnera aux autres, en vertu de la charité bien ordonnée, elle sera incomparablement plus heureuse, plus jouissante, du moins, que la classe inférieure. Tranchons donc le mot, puisque la chose est évidente, cette classe exploitera la nation, tout simplement.⁵⁰

⁴⁸ Émile Faguet, *Le socialisme en 1907*, 221. L'idée n'était pas non plus nouvelle : je vois ce thème de la pléthore bureaucratique faire irruption dans les visions d'horreur des premiers pamphlets de 1848 : « Puis qu'on se figure, si on le peut, cette armée d'administrateurs, de directeurs, de surveillants, de percepteurs, de commis de tous genres et de tous grades qui seraient nécessaires pour régler et distribuer le travail agricole et industriel. ...La moitié de la nation serait employée à régenter l'autre. » Bonjean, *Socialisme et sens commun*. Paris : Le Normant, 1849, 23-24.

⁴⁹ Op. cit., 196.

⁵⁰ Faguet, op. cit., 243.

Certains essayistes, particulièrement sombres et qui faisaient se récrier plus encore la presse socialiste, entrevoyaient, au-dessus de cette classe nouvelle, s'établir un Dictateur absolu, un Autocrate dont les bureaucrates seront les exécuteurs de basses œuvres : « Pouvoir souverain d'un seul, obéissance passive de tous ; autocratie arbitraire d'un côté, asservissement ignominieux [22] de l'autre ! »⁵¹

— *Les anarchistes contre le baigne collectiviste*

Il n'y avait pas que les adversaires « bourgeois » ... Les libertaires de leur côté qui formaient avant 1914 un secteur influent du mouvement ouvrier, n'ont jamais coupé à la thèse officielle des socialistes par eux dénommés « autoritaires », à l'image de l'État futur réduit à une simple et bénigne « administration des choses » surveillée par une démocratie participative étendue. Ils ont dénoncé d'avance un hyper-capitalisme qui serait inévitablement plus exploiteur que jamais. « Le collectivisme est l'expression même de l'étatisme, accuse *L'Anarchie*, il remplace une tyrannie par une tyrannie ». ⁵² Ce sera « le *fonctionariat*, c'est à dire le peuple travaillant au compte de l'État, rétribué par l'État », ⁵³ ce sera « le communisme de couvent ou de caserne ». ⁵⁴ « Cette forme nouvelle de gouvernement qu'on propose sournoisement à l'aveugle crédulité des foules sous le nom varié d'État ouvrier, d'État socialiste, d'État du peuple (*Volkstaat*) ne nous inspire pas plus de confiance » que l'État bourgeois. ⁵⁵ Les prophéties des compagnons anars sont tout à fait semblables à celles auxquelles les « bourgeois » libéraux se livraient : le citoyen se devra tout entier à l'État, prédisent les libertaires, il sera tenu de répondre à toute réquisition. Cet État socialiste créera une immense

⁵¹ Je lis déjà cette prédiction chez Merson, *Du communisme, réfutation de l'utopie icarienne*. 1848, 196.

⁵² 21 août 1908, 1. D'où la guerre déclarée incessante entre compagnons anars et autoritaires : « la Révolution doit déclarer la guerre, la guerre sans trêve ni merci, non seulement au pouvoir actuel, mais à tous ceux qui chercheraient, après l'avoir renversé, à le faire passer en de nouvelles mains. » *La révolution sociale*, 1. 9. 1880, 1.

⁵³ *L'Attaque*, 15 février 1890, p. 1.

⁵⁴ Kropotkine, *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, Paris, La Révolte, 1887, 12.

⁵⁵ *La révolution sociale*, 12. 9. 1880, 1.

armée de fonctionnaires tout en supprimant toute initiative privée. Loin d'abolir les classes, l'appareil socialiste parvenu au pouvoir constituera bientôt une nouvelle bourgeoisie, il suffisait de connaître les chefs *socialos* pour voir que c'est ce qu'ils brûlaient de devenir.

Toutes ces « prophéties » ne sont pas le fait de fugaces moments de lucidité : elles ont été répétées par les anarchistes, invariablement et sur tous les tons de 1880 à 1914, je dirais même qu'ils n'ont écrit que cela. « Que serait-ce donc [23] d'un État patron et propriétaire à la fois ? D'un État omnipotent disposant à son gré de toute la fortune sociale et la répartissant au mieux de ses intérêts ? On recule effrayé devant une pareille autorité disposant de si puissants moyens d'action », s'exclame Jean Grave.⁵⁶ L'État socialiste, cet État qui « organiserait la production, réglementerait la consommation et supprimerait, cela va sans dire, ceux qui ne seraient pas de son avis »,⁵⁷ sera *pire* que l'État bourgeois. Les collectivistes parlaient d'une forme de société « supérieure » : oui, « supérieure, dites-vous ? En tyrannie, je n'en disconviens pas ! ... Dans cette société supérieure, le travailleur sera considéré comme une bête de somme. »⁵⁸

Les anarchistes n'ont pas été les seuls à crier casse-cou à l'extrême gauche. Des rangs du socialisme organisé, des voix d'esprits indépendants se sont élevées qui mettaient en accusation l'obscurité suspecte des conjectures enthousiastes sur l'État futur et l'étendue de ses pouvoirs. Mêmes prédictions : cet État socialiste sera un « despote souverain et intangible », « créant et universalisant la bureaucratie fonctionnariste ».⁵⁹

Edouard Berth, disciple de Georges Sorel, répudie dans le marxisme de Jules Guesde, éminence grise du parti SFIO, le projet d'instituer sous l'égide de Marx « un étatsisme absolu ».⁶⁰ Les objections de ces dissidents avant la lettre mettent donc également le doigt sur l'État-Moloch qui se profilait derrière les protestations de contrôle populaire et démocratique et de garantie des droits fondamentaux et, à eux, on ne pouvait reprocher d'ignorer les textes et les programmes. La convergence de

⁵⁶ *La société au lendemain de la Révolution*, 13.

⁵⁷ *La société au lendemain de la Révolution*, 1.

⁵⁸ Sartoris, *Le Libertaire*, 21 août 1898, 3.

⁵⁹ Noël Blache, *Le Socialisme, méthode et chimère*, 1907, 137.

⁶⁰ Berth, *Dialogues socialistes*. Paris : Jacques, 1901, 35.

tous les objecteurs est patente. Pour Georges Sorel, la formule de l'État comme bienveillante et technique « administration des choses », livresquement séparée du gouvernement des hommes, est une idée chimérique et fallacieuse, « une formule abstraite comme celle dont il est question ici, est dénuée de tout sens précis, tant qu'on ne la complète pas en faisant connaître les principes directeurs de la [24] pensée ». ⁶¹ Le programme socialiste était pour lui résolument inconséquent : « Mais puisque l'État a toujours été un agent d'oppression, pourquoi cessera-t-il de l'être ? » ⁶² Dans le Parti SFIO au début du 20^e siècle, la gauche syndicaliste et anarcho-syndicaliste refusait d'envisager une société d'après la révolution conservant et même renforçant une organisation autoritaire par nature comme l'État. « Comment concevriions-nous qu'il puisse exister jamais un peuple de producteurs libres, sans autre loi que l'obligation du travail, sans autre contrainte que la discipline volontaire de l'atelier, si cette monstrueuse excroissance qui s'appelle l'État ne disparaissait pas pour permettre à la société de respirer enfin », écrit Hubert Lagardelle. ⁶³

⁶¹ G. Sorel, *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, Paris, Rivière, 1921, 85.

⁶² G. Sorel, « Y a-t-il de l'utopie dans le marxisme », *Revue de métaphysique & de morale*, mars 1899, 172.

⁶³ Hubert Lagardelle, dans *S.F.I.O. Congrès de Toulouse*, 1908, 252.

• *Italie, années 1920,* *l'émergence de deux mots*

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'ici nous avons eu affaire à des intuitions « avant la lettre » et avant le passage à l'acte. On a pu trouver, de Souvestre et des adversaires libéraux des révolutionnaires de 1848, puis syndicalistes révolutionnaires et à Georges Sorel, certaines de ces intuitions, perspicaces. Je suggère au passage que face aux « dérives » et aux horreurs de la modernité, une histoire des intuitions et des anticipations, lesquelles ont abondé et souvent convergé, serait un bel objet de recherche. Les observateurs qui ont crié casse-cou dès les années de la Restauration n'ont pas manqué de justesse et d'arguments extrapolateurs.

J'en viens au contexte d'émergence de deux mots qui furent attestés d'abord en italien, adjectif et substantif dérivé : *totalitario*, *totalitarismo*. « Totalitarisme » est en effet un mot-concept dont l'histoire commence exactement à la même époque, les années 1920, que « *fascismo* » et dans son environnement sémantique immédiat (voir le volume I, seconde partie : - *Fascio*.) Cette histoire commence dès lors bien avant la Guerre froide qui instrumentaliserait la dénonciation du « totalitarisme » au service de la lutte du « Monde libre » contre l'ex-allié stalinien. L'étude de la genèse entre les deux guerres de « totalitaire / totalitarisme » et de la relativement large et déjà controversée diffusion de ces mots invite à écarter la qualification fallacieuse de « concept de Guerre froide » qui a été imposée au terme par la sophistique anti-fasciste : elle permettait de se débarrasser de la notion plutôt que d'avoir à en discuter [25] de la portée et de la pertinence.

L'adjectif « *totalitario* » est, assurent toutes les sources, néologisé en 1923 dans le journal *Il Mondo* par le libéral Giovanni Amendola en vue de dénoncer le régime qui se met en place en Italie et de stigmatiser les élections truquées de 1923. Amendola y définit le « *sistema totalitario* » comme « *promessa del dominio assoluto e dello spadroneggiamento complete ed incontrollato nel campo della vita politica ed amministrativa* ». Les fascistes qui viennent à peine d'accéder au pouvoir, dénoncent avec pénétration le politicien libéral, ont pour but ultime de s'approprier la conscience de chacun. C'est l'accusation complémentaire de

« religion politique » qui émerge : le fascisme prétend « être une religion » qui réclame la « conversion » de tous les Italiens.

Pour le dérivé « *totalitarisme* »), la première attestation, dans la foule, est datée de 1925. « Il *totalitarisme*) *fascista* ha poste tutti i suoi principi : soppressione di ogni contraste per il bene superiore della Nazione identificata con lo Stato, il quale si identifica a sua volta con gli uomini che detengono il potere » : ceci dans un article signé de Prometeo Filodemo (pseudonyme du socialiste Lelio Basso ⁶⁴) dans *La Rivoluzione liberale*, 2 janvier 1925. Pour les fascistes-totalitaires, le bien de la nation s'identifie à la toute-puissance de l'État et de ceux qui le dirigent. C'est un noyau définitionnel stable jusqu'à la guerre à partir duquel la catégorie va s'étendre au delà du « cas » italien.

Néologisé par Amendola, le mot et son dérivé sont repris par les autres familles politiques exilées pour étiqueter et dénoncer le nouveau régime, pour caractériser, de façon précise d'emblée et avec une certaine unanimité, « l'assujettissement inconditionné aux exigences du régime ... de toute forme de vie individuelle et collective », comme le définira un peu plus tard un autre libéral en exil, Silvio Trentin en faisant le bilan à Paris de *Dix ans de fascisme totalitaire*. ⁶⁵ On voit que l'adjectif sert dans le titre même à qualifier et définir le régime haï.

Les catholiques opposés au fascisme (non ceux, les plus nombreux sans doute, qui se sont accommodé du régime) n'ont pas manqué de s'en servir à leur tour. En 1924, le leader des *Popolari*, des démocrates chrétiens, eux aussi [26] bannis par les fascistes, Don Luigi Sturzo, en exil lui aussi depuis l'avènement de Mussolini, dénonce non sans perspicacité et prescience la « nuova concezione di stato-partito », l'idée de l'État-parti (autre néologisme composé), entraînant une « trasformazione *totalitaria* di ogni e qualsiasi forza morale, culturale, politica e religiosa ». ⁶⁶

Pour le prêtre et théologien qu'est Luigi Sturzo, le fascisme est une forme d'apostasie car il sacralise l'État et met la personne humaine au service de « faux dieux » temporels. Don Sturzo avance en effet ou plutôt il ranime un mot réprobateur oublié, « *Statolatria* », idolâtrie de

⁶⁴ Homme politique socialiste italien, il a participé à la lutte contre la dictature fasciste et a été à ce titre emprisonné.

⁶⁵ *Dix ans de fascisme totalitaire*. Paris, Éd. sociales internationales, 1937, 9.

⁶⁶ Luigi Sturzo, « Spirito e realtà », 22 janv. 1924.

l'État- mot calqué sur « idolâtrie » et emprunté à la théologie catholique du 19^e siècle face aux inexorables progrès de l'État séculier, — le mot est emprunté précisément à un théologien français, l'abbé Antoine Martinet qui dénonçait le socialisme d'État prôné par les démoc' soc' de 1848.⁶⁷ Luigi Sturzo caractérise cette doctrine étatiste des fascistes comme étant « fondamentalement païenne et opposée au catholicisme : il s'agit de statolâtrie et de déification de la nation », — l'expression sera reprise par le pape Pie XI dans l'encyclique *Non abbiamo bisogno* de 1931.

Ce qui se produit ensuite et qui détermine en l'infléchissant la diffusion première dans toutes les langues d'Europe de ces mots, c'est que Benito Mussolini, nullement embarrassé, bien au contraire, s'empare du néologisme réprobateur de ses adversaires en le revendiquant hautement. Il va exalter dans un discours fameux dit de *l'Augusteo* le 24 juin 1925 sa féroce volonté totalitaire, « la mia feroce volontà totalitaria ». Et la définition du mot avancée par Benito Mussolini n'est *pas mauvaise* du tout : rien d'humain ni de privé ne doit exister en dehors de l'État ; l'État fasciste peut et doit englober et contrôler toute la vie sociale et spirituelle de la nation : *totalitario* résume bel et bien l'axiome de la courte doctrine fasciste. Le régime de Mussolini — même si *pour nous* son totalitarisme pâlit face au nazisme et au stalinisme — est dès lors le seul qui se soit jamais hautement *déclaré* totalitaire — et qui ait aimablement décoré du qualificatif des régimes amis, l'Autriche de [27] Dollfuß, la Grèce de Metaxas et même l'URSS parfois ... quand il voulait d'aventure se montrer *aimable* envers les Bolcheviks.

Le philosophe officiel du régime, Giovanni Gentile va s'offrir pour étendre un noble vernis hégélien sur le concept de « Stato totalitario ». Gentile donne un tour philosophique à la définition de totalitarisme dans l'article « Doctrine du fascisme » qu'il écrit à la demande de Mussolini pour l'*Enciclopedia Italiana*. Il y expose que « pour le fasciste tout est dans l'État et rien d'humain et de spirituel n'existe et il a encore moins de valeur hors de l'État. — En ce sens, conclut-il, le fascisme est

⁶⁷ Abbé Martinet, *Statolâtrie, ou Le communisme légal*. Paris : Lecoffre, 1848. Dès 1848, la question est posée de la nature de ce « culte » moderne, de cette « nouvelle Idole » qui séduit les socialistes mais *aussi* la classe régnante : « Sur quoi, demande l'auteur de la *Statolâtrie*, repose le culte de l'État, divinité abstraite, aussi insaisissable dans son essence qu'insatiable dans ses appétits ? » 24.

totalitaire ». ⁶⁸ Il est aussi le premier intellectuel fasciste à qualifier philosophiquement, et de façon évidemment approbative, le fascisme de « religion » politique nouvelle.

Les opposants ont continué de leur côté à recourir à ces mots pour condamner le régime. « Dans un entretien d'avril 1924, donné à l'occasion des élections législatives, Don Sturzo parle de la « mortification totalitaire et niveleuse de l'État-nation fasciste à l'encontre de tout autre courant d'idées politiques qui se concrétise en un parti et aspire à exister ». Après l'écrasante victoire électorale que le Parti fasciste avait obtenue en se servant massivement de la violence et de la fraude, Sturzo conclut qu'on ne pouvait désormais plus avoir aucun espoir « que le rythme totalitaire vienne à varier, que le rêve dictatorial s'effondre, que notre régime constitutionnel et notre base démocratique reviennent ». ⁶⁹ Luigi Sturzo reprend cette analyse et la qualification de « totalitaire » étayée de données nouvelles dans *L'Italie et le fascisme*, essai qu'il fait paraître à Paris en 1927. ⁷⁰ Le fascisme et le christianisme sont inconciliables et Don Sturzo se refuse à croire que les avances faites par Mussolini allaient amollir ou faire vaciller le Vatican, l'Église ne se concilierait jamais avec un tel régime ! Il allait bientôt devoir déchanter.

⁶⁸ Giovanni Gentile, « Fascismo (dottrina del) », *Enciclopedia Italiana*, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, Roma, 1932, vol. XIV, 835-840.

⁶⁹ Cité par Emilio Gentile, *Pour ou contre César ? Les religions chrétiennes face aux totalitarisme*. Paris : Aubier, 2013. 146. « Face à une telle situation, des devoirs moraux et politiques clairs et précis s'imposaient, selon don Sturzo, à la conscience chrétienne. La responsabilité civique des catholiques militants exigeait leur engagement en politique, leur adhésion à des partis dont les principes moraux « ne contredisent pas, mais plutôt s'inspirent du christianisme ; et non des partis qui tirent leurs principes de courants éthiques et politiques contraires à la civilisation et à la religion ». Ibid.

⁷⁰ Trad. de l'ital. par Marcel Prélot. Paris : Alcan, 1927.

[28]

Une autre idée qui a un long avenir s'esquisse dans les écrits du prêtre-politicien. Le rapprochement entre le régime du *Duce* et l'URSS dictatoriale et athée s'impose de plus en plus à son esprit, ce qui l'invite à *étendre* le concept de « totalitarisme ». Les deux régimes, rouge et noir, apparemment en conflit, sont semblables sur l'essentiel : « Il n'y a qu'une différence vraiment marquante, à savoir que le bolchevisme ou dictature communiste est le fascisme de gauche, tandis que le fascisme ou dictature conservatrice est le bolchevisme de droite ». ⁷¹ Sturzo met ainsi, le premier, en parallèle le caractère « totalitaire » de l'Italie mussolinienne et de la Russie bolchevique. Ce parallèle, loin d'être occasionnel, deviendra le lieu commun des publicistes catholiques jusqu'à la guerre. Or, quand Mussolini se réclame en 1925 d'un projet *totalitario* pour répudier l'État « libéral » faible et inefficace qu'il a abattu, l'URSS n'a pas encore atteint le stade que les historiens futurs qualifieront de « totalitaire » - quoique le parti unique et la terreur comme moyen de gouvernement sont déjà bien installés dans la Russie léniniste.

Dans un article paru dans *La Vie intellectuelle*, Sturzo souligne à la fois la nouveauté du phénomène par rapport aux formes et régimes politiques du passé et en même temps, il reconnaît le caractère insuffisant et un peu confus du concept de totalitarisme. C'est aussi qu'il l'étend à des régimes qu'il reconnaît très dissemblables :

La réalité se refuse aux schémas : présentement, lorsque nous parlons de l'État totalitaire, nous pensons tout de suite à la Russie bolcheviste, à l'Italie fasciste, à l'Allemagne nazie, à la Turquie kémaliste, au Mexique mi-socialiste et mi-brigand ; et les États qui s'en inspirent ne manquent pas : l'Autriche d'hier, la Pologne, le Portugal. Et parce que nous sommes portés à généraliser et à établir des types, ne serait-ce que pour la commodité du langage, nous parlons aisément de « totalitarisme bolcheviste ou fasciste ou nazi ». ⁷²

⁷¹ *Op. cit.*, 221.

⁷² *Ibid.* Bon philosophe, Luigi Sturzo voit dans Hegel l'une des sources de l'idée de l'État totalitaire et il résume en quelques lignes la nature du conflit avec le christianisme.

Les Accords du Latran - qui consternent Luigi Sturzo et les catholiques antifascistes avant qu'ils ne résignent, dans l'obéissance au Saint Père - ne rendent pas Pie XI, il va de soi, le moins du monde conciliant en matière de foi et de doctrine. La pseudo-religion fasciste se trouve condamnée dans [29] l'encyclique *Non abbiamo bisogno* (Nous n'avons pas besoin), fulminée le 29 juin 1931. Ainsi les catholiques antifascistes qui avaient condamné de longue date, avec le « totalitarisme », le culte païen de l'État, la « statolâtrie » fascistes, se trouvaient en quelque sorte approuvés et appuyés par Rome en doctrine ... en même temps que le Saint-Siège dans sa sagesse réaliste les lâchait. Dans cette encyclique, en effet, le pape prononce pour la première fois de manière claire et décidée une condamnation de la "religiosité" fasciste, telle qu'elle se manifestait dans la politique quotidienne du régime. « Après avoir énuméré toutes les vexations et les persécutions subies par les organisations catholiques au cours des dernières années, le pape accusait surtout le fascisme d'avoir promu une conception de l'éducation « sur la base d'une idéologie qui, explicitement, se résout en une véritable étatolâtrie [*statolatria*] païenne, en plein conflit tout autant avec les droits naturels de la famille qu'avec les droits surnaturels de l'Église ». ⁷³

• Les années trente

[Retour à la table des matières](#)

« L'émergence de la théorie du totalitarisme s'est faite, surtout à partir de 1934, dans le cadre peu favorable d'une lecture à deux dimensions des combats de l'époque : fascisme/antifascisme », ⁷⁴ — avatar *bolchévisé* de l'antique paradigme fondateur de la gauche, notamment de la gauche française : contre-révolution/révolution. Tout rapprochement entre le ou les fascismes et le régime soviétique, toute analyse de la nature « totalitaire » de l'URSS sont alors violemment dénoncés dans ce cadre binaire dans lequel « il n'y a pas de milieu » puisque la démocratie formelle bourgeoise, on le sait, « n'est qu'un leurre ». Ce ne sont pas seulement les communistes. Du fait de la « vigilance » du Front

⁷³ Cité par Emilio Gentile, *Pour ou contre César ?*, 319.

⁷⁴ Bernard Bruneteau in : Philippe de Lara, dir. *Naissances du totalitarisme*. Paris : Cerf, 2011, 243. Voir vol. I, partie *Fascisme* (DS, 27).

antifasciste, quiconque compare et rapproche est rejeté dans les ténèbres extérieurs. L'antifascisme, la dénonciation concomitante de l'anti-communisme, toujours « primaire » quand il touche à l'image idéale de l'URSS, seront - et demeureront longtemps après la guerre — un moyen efficace d'intimidation et de censure des social-démocrates et des libéraux comme ils sont un moyen de diffamation et diabolisation des courants « oppositionnels », spécialement des « hitléro-trotskyistes ». Depuis 1935 et jusqu'au milieu des [30] années 1970, ⁷⁵ l'URSS doit apparaître aux yeux progressistes comme le paladin de l'antifascisme, et plus que jamais quand elle apparaîtra en outre après 1945 comme le principal vainqueur du nazisme et ce, au prix d'immenses souffrances. Le système communiste de l'Est en tirera sa justification morale, par delà les échecs et les « excès » parfois concédés, justification qui persistera vaille que vaille jusqu'au jour de son dépôt de bilan. Le refoulement intimidateur de la catégorie du « totalitarisme », attribuée après 1950 à une poignée de *Cold Warriors* au service de l'impérialisme, était indispensable au maintien de ce positionnement.

Il me paraît cependant - il n'y a pas contradiction entre ces constats — que, hors les communistes, hors les compagnons de route et les social-démocrates intimidés, le rapprochement entre l'URSS et l'Italie fasciste et puis l'Allemagne nazie est tout à fait courant, quoique généralement superficiel, chez les essayistes, les observateurs et journalistes de tous autres bords dans les années trente. ⁷⁶ J'aborderai plus loin l'application, censée, elle, fondée en doctrine marxiste, faite à l'URSS par les trotskystes.

⁷⁵ En dépit du Pacte nazi-soviétique 1939-1941. Voir plus loin.

⁷⁶ « Totalitarisme » pouvait encore servir à conceptualiser le seul rapprochement des fascisme italien et nazisme en négligeant tout bonnement d'aborder le « cas » de l'URSS. Voir ici par ex. : Florinsky, Michael. *Fascism and National Socialism : A Study of the Economic and Social Policies of the Totalitarian State*. New York : Macmillan, 1936. ---> Rééd. New York : AMS Press, 1983.

• Les catholiques face aux totalitarismes rouge, noir et brun

[Retour à la table des matières](#)

« Totalitarisme », ce fut surtout entre les deux guerres le mot-clé des milieux catholiques, une catégorie qui leur permettait précisément de ne pas se laisser enfermer dans le paradigme fascisme/antifascisme tout en ne se laissant pas séduire non plus par la propagande de Berlin qui faisait du nazisme le « rempart contre le bolchevisme ». On trouve une érudite étude en deux volumes sur la question, *Christianisme et totalitarisme en France dans l'entre-deux-guerres* par Jean Chaunu qui étudie l'usage abondant qu'on fait les auteurs chrétiens des mots « totalitaire » et « totalitarisme » et parle même d'une « bipolarisation catholicisme / totalitarismes ». ⁷⁷ Plusieurs catholiques cependant, notamment ceux qui se rallient au personalisme chrétien de [31] Mounier, ajoutaient que c'est l'État libéral et laïc qui, par son matérialisme et ses carences, avait engendré la réaction totalitaire.

La comparaison des totalitarismes de gauche et de droite aux deux extrêmes de la démocratie menacée est inaugurée par Francesco Nitti, figure de l'antifascisme libéral-catholique, en exil à Paris, dans *Bolscevismo, fascismo e democrazia*, ⁷⁸ Cette comparaison entre les irrégulières dictatures à « parti unique » bolchevik et fasciste se trouve ensuite re-développée par l'inébranlable fondateur du *Partito Popolare Italiano*, Luigi Sturzo dans *L'Italie et le fascisme*.

C'est toutefois le philosophe Waldemar Gurian, juif russe converti au catholicisme, écrivant en allemand, qui le premier se met en devoir de théoriser de façon vraiment approfondie le « totalitarisme » en plaçant au centre de ce régime nouveau, inouï, un groupe d'idéologues pénétrés d'une foi absolue, la « religion totalitaire », et régnant par la terreur sur les masses, l'État tout puissant n'étant pas le but, mais le moyen de réaliser un projet eschatologique et utopique. Les totalitarismes dont

⁷⁷ Chaunu, *Christianisme et totalitarisme en France dans l'entre-deux-guerres*. Paris : F.-X. de Guibert, 2008. Suivi de *Le paradigme totalitaire*. ... Paris : F.-X. de Guibert, 2009.

⁷⁸ New York : Il Solco, 1924. --- » *Bolshevism, Fascism and Democracy*. New York : Macmillan, 1927.

le caractère religieux-séculier est dès lors essentiel ne conçoivent pas un secteur de la vie qui puisse échapper à leur contrôle ni ne tolèrent de doctrines concurrentes. En vue de développer la théorie, Waldemar Gurian élabore le composé - qui a également un long avenir jusqu'à nous et qu'on a vu paraître d'abord chez Don Sturzo — d'« État-Parti ».

L'un des premiers, « précurseur » encore à ce titre, mais c'est ce qui le rend insupportable et inaudible à gauche, Gurian développe philosophiquement le parallèle entre communisme et nazisme. Ce, avant même la prise de pouvoir du NSDAP, dans *Le bolchevisme, danger mondial*.⁷⁹ Son axiome, qui est typique d'un esprit spiritualiste, est qu'une société qui a rejeté la [32] transcendance ne peut que concocter des *ersatz*, des religions séculières qui aboutissent à l'instauration d'une tyrannie dogmatique, c'est à dire précisément un « totalitarisme ». Gurian en 1933 se sert des penseurs anti-démocratiques allemands pour caractériser l'URSS qui à son sentiment sert de modèle, à la fois haï et émulé, aux nazis : « la formule significative d'Ernst Jünger de "mobilisation totale" et la thèse de Carl Schmidt de virement vers *l'État total* qui ne connaît plus l'ancienne distinction de l'État et de la société sont depuis des années des réalités dans l'État bolchevique. L'État fasciste, contraste-t-il [l'Italie vient de signer le Concordat avec Pie XI] n'est pas, de loin, aussi "total" que le bolchevisme ». ⁸⁰ Gurian prétend distinguer les dictatures totalitaires des régimes autoritaires et des tyrannies « classiques » comme ceux de Franco ou de Mussolini : ceux-ci, si blâmables et brutaux soient-ils, n'essayent à tout le moins pas de remplacer le christianisme par une religion de l'immanence.

⁷⁹ Voir : Gurian, *Der Bolschewismus : Einführung in Geschichte und Lehre*. Freiburg iB : Herder, 1931. ---» *Bolshevism : An Introduction to Soviet Communism*. Notre Dame IN : Notre Dame UP, 1952. --- » *Le bolchevisme. Introduction historique et doctrinale*. Paris : Beauchesne, 1933. + *Bolschewismus als Weltgefahr*. Luzern : Vita nova, 1935. --- » *Le bolchevisme, danger mondial*. Paris : Alsatia, 1933. + "Totalitarian Religion", *The Review of Politics*, U. of Notre Dame Press, XIV, 1 :1952. 3-14. + "The Totalitarian State", *Proceedings of the Philosophical Catholic Association*, 1939. 51-66. + "Totalitarianism as Political Religion", in Cari J. Friedrich, dir. *Totalitarianism*. Cambridge MA : Harvard UP, 1954. 119-129.

⁸⁰ *Le bolchevisme. Introduction historique et doctrinale*, 3. Voir plus bas : - L'« État total » chez les penseurs (pré-) nazis.

Bien que son oeuvre s'emploie à établir des similitudes qu'il présente comme essentielles entre les deux régimes, il ne fait aucun doute que pour Gurian en 1935 le principal danger en Europe est d'abord hitlérien, ... mais les raisons qu'il avance sont « originales ». Gurian établit une distinction entre nazisme et communisme en ce qui touche à leur *Weltanschauung* respective : « Voici maintenant un point qui semble paradoxal : en examinant de plus près le bolchevisme, théoriquement faux et pratiquement d'une cruauté évidente, on y trouve des éléments d'un monde qui croit à la loi naturelle et à une raison supra-sociale. Dans le national-socialisme, au contraire, ces éléments ont complètement disparu ; le système nazi est bien plus avancé et les principes ont dégénéré en simples formules pour évoquer, déchaîner et diriger certaines forces politiques et sociales. C'est donc dans le national-socialisme que se révèle plus clairement le type-idéal de la *Weltanschauung* bolcheviste. »⁸¹ Autrement dit, si je le comprends bien, les nazis sont des sortes d'hyper-bolcheviks qui ont éliminé les restes d'humanisme et de rationalisme qui subsistent vaille que vaille dans l'idéologie adverse !

[33]

Les thèses du philosophe sur les similarités et même la convergence des totalitarismes rouge, noir et brun ont été bien assimilées par le monde catholique pour lequel Gurian fournissait une explication satisfaisante du malheur des temps tout en dissuadant le chrétien, ému par les souffrances de la classe ouvrière, sensible à l'injustice sociale et soucieux de lutter contre les horreurs du fascisme, de se rapprocher des communistes.

Peu avant la guerre, les idées de Gurian vont être reprises littéralement (mais sans référence explicite !) en France par un jésuite alors fameux, porté à la controverse, peu intimidé par la rhétorique antifasciste du Parti communiste, le Père Gaston Fessard. Le P. Fessard reprend et relaie dans *les Études* des jésuites la thématique comparative des deux totalitarismes athées et de leur rivalité mimétique. « Il y a beau temps que le nazisme a été qualifié par tous les esprits encore raisonnables de

⁸¹ Gurian, *Le bolchevisme, danger mondial*. 91. Commenté par Chaunu, *Le paradigme totalitaire*, 101. « Dans *Le Bolchevisme, danger mondial*, il met plutôt en garde contre le danger d'assimiler le nazisme à une forme quelconque de fascisme ou de mouvement antiparlementaire de type « Action française » qu'il avait étudié dans les années antérieures. » 102.

l'Allemagne de *brauner Bolschewismus*. Rouge ou brun, le bolchevisme reste identique à lui-même, ennemi de toute paix et dépourvu de toute loyauté, car son athéisme radical, qu'il soit celui du sans-Dieu marxiste ou du païen germain, le condamne à une intrinsèque perversion. »⁸² Fessard recommence après 1945 et subsume le nazisme vaincu comme ayant été une simple variété du bolchevisme — en quoi il suit littéralement Waldemar Gurian et le démarque :

Au moment de la montée du nazisme en Allemagne, les plus lucides de ses adversaires avaient discerné le même processus dialectique qui changeait en bolchevik le nazi, bien qu'il se vantât lui aussi d'en être le pire ennemi. Voulant alors faire comprendre à leurs compatriotes ce danger, et que le Nazisme, loin d'être le remède à tous leurs maux, en était plutôt l'aggravation, ils l'appelaient un bolchevisme brun : *brauner Bolschewismus* ! Des millions d'Allemands, chrétiens, démocrates, socialistes et communistes, ne crurent pas à cette prophétie inspirée par la dialectique. Mais leur scepticisme n'avait-il pas été jugé par l'histoire ? Convaincrons-nous mieux à notre tour les millions de Français auxquels nous disons : le Communisme [34] est un Nazisme rouge ? Dieu seul le sait.⁸³

En dehors des milieux catholiques, de tels essais qui tracent le parallèle communisme/nazisme comme de semblables mouvements sanguinaires, antichrétiens et anti-humanistes n'auront aucune influence. Ils ne seront tout simplement pas lus, écartés avec mépris et indignation là où s'imposait le paradigme antifasciste manichéen, celui de la lutte finale du Bien (même embarrassé de « contradictions » transitoires) contre le Mal.

Le personnalisme chrétien forme un courant d'idées élaboré surtout par Emmanuel Mounier autour de la revue *Esprit*, lancée en 1932. Il prétend rechercher une troisième voie « humaniste » entre le brutal libéralisme capitaliste et le « totalitarisme » sous ses deux formes antagonistes, marxisme et fascisme. « Totalitarisme » est utilisé dans les

⁸² « La guerre de 39 et la conscience française », *Les Études*, 5-20 sept. 1939, 507, cité par Chaunu, *Paradigme totalitaire*, 109.

⁸³ Gaston Fessard, *France, prends garde de perdre ta liberté*, Paris : Éditions du Témoignage chrétien, 1946, 21. Voir l'analyse qu'en fait Jean Chaunu, *Le paradigme totalitaire*. T. 2 de *Christianisme et totalitarisme dans l'entre-deux-guerres*. Paris : F.-Xavier de Guibert, 2009.108-.

pages du journal chaque fois que ces régimes sont confrontés. Le personnalisme naît de deux ou plutôt trois refus, refus du libéralisme exploiteur, rupture avec ce qu'il nomme le « désordre établi », et refus tout d'un tenant du marxisme et du fascisme. Les personnalistes qui se disent hostiles à l'exploitation capitaliste et en montrent les horreurs, refusent complémentaiement les tentatives « étatistes » du communisme ou du fascisme parce qu'elles broient l'individu et nient la « primauté » de la personne. « Il est significatif que la revue *L'Ordre nouveau*, proche *d'Esprit* avec qui elle partage les collaborateurs, inaugure son premier numéro avec un dossier comparatif des mouvements soviétique, italien et allemand, ces « révolutions manquées » qui méritent « même condamnation et même rejet » pour avoir « asservi et mutilé l'homme au lieu de l'enrichir et de le libérer ». ⁸⁴ La revue *Esprit* est toutefois isolée dans l'avant-guerre : la gauche laïque et réformatrice ne pense pas que toutes ses analyses sont fausses, elle peut avouer bien des « réticences » face à l'URSS, mais elle dénonce dans son triple refus qui implique *ipso facto* le rejet de toute coalition « antifasciste », de toute entente avec les communistes, un aveu d'impuissance au milieu de ce qu'on appelle la « montée des périls ».

On doit évoquer au passage d'autres usagers d'orientations politiques diverses. L'économiste libéral (et activiste anti-chrétien) Louis Rougier utilise [35] le mot « totalitaire » dans le titre de son livre *Les mystiques économiques : Comment on passe des démocraties libérales aux États totalitaires*. ⁸⁵ Il définit la chose en empruntant mais avec blâme la formule-clé de Mussolini, « Tout pour l'État, rien contre l'État, rien hors de l'État. » Il prétend faire voir, sous-jacente aux divers totalitarismes, une « mystique de l'économie dirigée » qui à son sentiment conduit le pays qui l'adopte à la ruine.

À la fin des années 1930, Rudolf Hilferding, qui était, lui, un des théoriciens connus de la social-démocratie allemande, lui aussi en exil

⁸⁴ Cité par Bernard Bruneteau, *Le totalitarisme*, 43.

⁸⁵ L. Rougier, *Les mystiques économiques. Comment on passe des démocraties libérales aux États totalitaires*. Paris : Librairie de Médicis, 1938. Voir son livre antérieur *Les mystiques politiques et leurs incidences internationales*. Paris : Sirey, 1935. — Rougier a dirigé à New-York un journal en langue française, *Pour la Victoire*, de 1942 à 1945. Mis en cause pour son attitude ambivalente à l'égard du régime de Vichy, il publie après-guerre des livres anti-gaullistes, dont *Le Bilan du gaullisme*.

en France, relance à son tour l'expression d'« État totalitaire » pour dénoncer l'État NSDAP *mais aussi* pour caractériser le régime soviétique qui n'est selon lui ni un État socialiste, ni un capitalisme d'État, « mais un État où la politique commande à tout, à l'économie comme à la société. » ⁸⁶

Y avait-il un dénominateur commun à tous ces emplois du même mot par des observateurs très divers dans les années d'entre-deux guerres ? Il me semble que oui. « Totalitarisme », extrapolé selon les cas de l'observation de l'Italie fasciste, de la Russie bolchevique et après 1933 et même avant la prise de pouvoir du NSDAP, de l'Allemagne nazie, et de leur confrontation, désigne à tout coup un régime où l'État est censé absorber ou aspire à absorber la société civile, où il cherche à prendre le contrôle non seulement de l'économie, mais des institutions de toutes natures et à se soumettre les esprits de tous, un État aux mains d'une minorité prête à tout pour s'assurer d'un contrôle aussi étendu que possible. Cette minorité est mue par une idéologie « totale », omnisciente et indiscutable, qui se trouve qualifiée de diverses manières - notamment religieuse — où censément elle puise son droit irrévocable à occuper le pouvoir et exercer ce contrôle qui ne recule devant aucun moyen. À ces égards, le « totalitarisme » apparaît non comme un régime stabilisé, mais comme un processus en cours, qui n'a ni fin ni cesse, [36] où les observateurs entrevoient une dynamique inexplicable et inextinguible.

Les auteurs de l'entre-deux-guerres n'opposent pas tous le « totalitarisme », bolchevik ou « fasciste », à la démocratie, à une démocratie idéalisée. Concurrément, ils l'inscrivent dans une hiérarchie des dictatures, des régimes autoritaires où il occuperait le degré suprême. La démocratie bourgeoise libérale léguée par le 19^e siècle, là où elle était plus ou moins implantée, n'a guère résisté aux massacres de la guerre si ce n'est en Angleterre, en France, en Suisse et dans le Bénélux. Dans les années 1930, sont établies neuf ou dix dictatures de droite dont deux seulement, l'italienne et la nazie, seront classées « fascistes » par tous les historiens. Pratiquement toute l'Europe centrale, orientale et

⁸⁶ Alain Bergougnieux et Gérard Grunberg. *L'utopie à l'épreuve, le socialisme européen au 20^e siècle*. Paris : De Fallois, 1996, 95. Hilferding est capturée Arles en février 1941 par la police vichyste et livré à la Gestapo. Interné à la prison de la Santé, Hilferding s'est probablement suicidé dans sa cellule le 10 février 1941.

méridionale est dotée de régimes à la fois autoritaires et réactionnaires, expressément contre-révolutionnaires. Aucun mouvement communiste ne renverse une démocratie « bourgeoise » entre 1918 et 1945 si ce n'est l'éphémère République des conseils de Béla Kun en Hongrie. Tous les régimes parlementaires renversés le sont par des coups de main qualifiés en leur temps de « fascistes » par la gauche qui entretenait de la catégorie, il est vrai, une vision très large. La Crise économique de 1929 ne se déclenche qu'alors que des « fascistes » sont au pouvoir, ou tout près de l'être, dans plus de la moitié des pays européens.

• *Application de « totalitarisme » à l'URSS par les trotskystes*

[Retour à la table des matières](#)

Le courant révolutionnaire qui va explicitement développer le rapprochement de l'URSS de Staline avec le fascisme italien puis avec le nazisme et en tirer les conséquences politiques est toutefois le trotskysme. Dès 1933, Victor Serge, qui venait de l'anarchisme et avait rejoint les trotskystes, voit dans l'URSS non une quelconque construction en marche du socialisme mais, ce sont ses mots, « un État totalitaire, "castocratique", absolu, grisé de puissance, pour lequel l'homme ne compte pas ». Serge est ainsi le premier à l'extrême gauche à qualifier l'URSS d'« État totalitaire ». ⁸⁷

• J'aurais pu remonter aux inquiétudes exprimées parmi plus d'un leader de l'Internationale face à la prise de pouvoir des bolcheviks, à leur violence [37] excessive immédiate, à certaines mesures répressives brutales prises dès 1918 en Russie ; j'aurais pu m'arrêter aux cris d'alarme de Karl Kautsky et à ceux Rosa Luxemburg en vue de dégager

⁸⁷ Cité sur bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1948-01-victor-serge-disciple-de-marx-laurat/ = Extrait de *Hommage à Victor Serge, Spartacus*, série B N°50, oct. nov. 1972. Victor Serge, de son vrai nom Viktor Lvovitch Kibaltchiche né à Bruxelles en 1890 de parents russes émigrés, mort dans la misère à Mexico en 1947, était un révolutionnaire de tendance anarchiste qui s'était rapproché de Trotsky.

une généalogie des critiques du bolchevisme à l'extrême gauche — ce qui n'est pas mon objet ici.

L'idée et la qualification avancées par Victor Serge se trouvent reprises et illustrées dans *Vers l'autre flamme*, livre signé par Panaït Istrati, mais dont on sait qu'il a été partiellement rédigé par Victor Serge et Boris Souvarine,⁸⁸ livre qui est un récit de voyage en URSS et un réquisitoire informé contre le Grand mensonge soviétique. Victor Serge répétera sa thèse jusqu'à sa mort prématurée. Ainsi, dans une lettre de 1946, le mot réapparaît :

Le grand débat qui s'est ouvert est dès lors entre le collectivisme socialiste, caractérisé par le maintien et l'authentification des grandes libertés conquises au sein de la société bourgeoise, par le respect de l'homme, en un mot ... contre le totalitarisme bureaucratique, policier, militaire et technocratique dont nous avons sous les yeux un effroyable exemple.

Léon Trotsky lui-même se sert de « totalitarisme » dans son livre de 1936 *La Révolution trahie* en vue de qualifier le stalinisme et le nazisme de « phénomènes symétriques » et d'adversaires apparents d'une « mortelle similarité ».

De même encore, le terme est adopté par Boris Souvarine, exclu du Parti communiste en 1924, l'intellectuel anti-stalinien par excellence, qui en 1935 publie sa terrible biographie de *Staline*. Souvarine qui a recours à la catégorisation totalitaire depuis les années 1930 publie en 1947 une brochure de synthèse dans *Spartacus*, intitulée *Socialisme ou totalitarisme : l'URSS est à son jugement devenue un État « totalitaire »*, ce qui revient à dire qu'elle est radicalement anti-socialiste et contre-révolutionnaire et qu'un véritable révolutionnaire doit la combattre sans hésiter.⁸⁹

[38]

⁸⁸ Istrati, *Vers l'autre flamme. Après seize mois dans l'U.R.S.S.* Paris : Riéder, 1929. Rééd. Paris : U.G.E., 1980.

⁸⁹ Brochure rééditée dans : Serge et Souvarine, *Le Nouvel impérialisme russe : l'Europe au carrefour, renaissance ou totalitarisme ; L'URSS est-elle un régime socialiste / Serge. Hommage à Victor Serge : pour le 25e anniversaire de sa mort / René Lefeuvre, Max Schachtman, Magdeleine Paz, Lucien Laurat. Le Stalinisme : ignominie de Staline I Boris Souvarine.* Paris : Spartacus, 1972

En 1939, Otto Rühle, qui avait été proche de l'ultra-gauche « conseilliste » dirigée par Antoon Pannekoek, pousse plus loin la comparaison, jusqu'à en renverser les termes : c'est la Russie qui est « au premier rang des États totalitaires », le fascisme n'est que la pâle copie réactionnaire du bolchevisme, et « la lutte contre le fascisme doit commencer par la lutte contre le bolchevisme ». ⁹⁰ La signature du pacte germano-soviétique en 1939 lui semblera mettre la preuve sur la somme : la convergence des deux régimes est « la base même de leur alliance ».

Autre figure in-orthodoxe de la gauche des années 1930, la catholique Simone Weil analyse elle aussi expressément l'URSS comme un « système totalitaire ». On observe donc bien le retour de ce même mot qui a été apparemment indispensable aux esprits critiques. « Rien au monde ne peut nous interdire d'être lucides.... Le plus grand malheur pour nous serait de périr impuissants à la fois à réussir et à comprendre ». Une citation de Sophocle placée en tête de l'article d'où ces lignes sont extraites résume sa ligne de conduite : « Je n'ai que mépris pour le mortel qui se réchauffe avec des espérances creuses ». ⁹¹

Des rapprochements quant à la psychologie sexuelle des masses aliénées entre URSS/Allemagne nazie se rencontrent encore chez le freudo-marxiste Wilhelm Reich dans sa *Die Massenpsychologie des Faschismus* ⁹² — qui sera réédité et relu passionnément par la jeunesse de 1968. Et le rapprochement comme peur névrotique de la liberté reviendra peu après chez Erich Fromm, dans *Escape from Freedom*. ⁹³

[39]

⁹⁰ Cité par R. Martelli, *Pour en finir avec le totalitarisme*. S. 1. : La ville brûle, 2012. 19. Martelli conclut que le qualificatif *totalitaire* « comme point de rencontre des fascismes européens et du stalinisme naît plutôt dans le vocabulaire de la gauche radicale. » Ibid.

⁹¹ Citée par : Géraldi Leroy, « Simone Weil face aux États totalitaires », *Les cahiers de psychologie politique* [En ligne], numéro 17, juillet 2010. Voir aussi *Modernité, démocratie et totalitarisme : Simone Weil et Hannah Arendt. Actes du colloque de la Maison des Sciences de l'Homme du 5 février 1993*. Édité par Marina Cedronio. Paris : Klincksieck, 1994.

⁹² Kopenhagen, Prag, Zurich : Verlag fur Sexualpolitik, 1933-1934. --- » *La psychologie de masse du fascisme*. Paris : Payot, 1972.

⁹³ New York : Farrar & Rinehart, 1941. ---» Rééd. sous le titre *The Fear of Freedom*. London : Routledge & Kegan Paul, 1942.

Il serait dès lors difficile de nier que « totalitarisme » a eu droit de cité dans toute la gauche radicale non soumise à l'orthodoxie staliniste - et qu'il ait favorisé le rapprochement, souvent étayé et élaboré, entre stalinisme et régime nazi. D'autres trotskystes et oppositionnels, en vue de caractériser l'URSS stalinienne, qui n'était ni capitaliste, ni vraiment socialiste, emprunteront toutefois, plutôt que ce mot qui pouvait apparaître d'origine « bourgeoise », un concept marxien exhumé par Karl Wittfogel, celui de « despotisme asiatique » ou « despotisme agraire ». ⁹⁴

À ces critiques s'opposent toutefois ceux, sans doute les plus nombreux, qui, comme le bon historien américain « de gauche » Hans Kohn en 1935, ont cherché obstinément, désespérément, à maintenir une distinction entre le nazisme, mal absolu, et le stalinisme, mal transitoire dans une URSS susceptible en dépit de tout de se réformer quelque jour et de reprendre la voie du socialisme. Dans un essai « Communist and Fascist Dictatorships », ⁹⁵ Hans Kohn, le futur auteur de *The Age of Nationalism*, ⁹⁶ prétend montrer une distinction irréductible qui subsisterait en dépit de tout. Ce ne sont que de pauvres épithètes, hélas : « La dictature du fascisme est charismatique, nationaliste et permanente ; celle du communisme est rationnelle, universaliste et transitoire. »

« Totalitarisme » va se trouver enfin assez fréquemment utilisé par les penseurs de l'École de Francfort en exil aux États-Unis, Marcuse, Neumann, Horkheimer & al., mais le mot est par eux appliqué au Troisième Reich exclusivement — en se gardant de tout parallèle, du moins approfondi, avec l'évolution de l'URSS.

Après l'entrée en guerre de l'URSS aux côtés des Alliés en 1941 et la victoire russe chèrement payée de 1945, la condamnation radicale de l'URSS et le rapprochement du régime de Staline avec le nazisme anéanti ne sera plus le fait que de rares oppositionnels, isolés et diffamés, suspects à toute la gauche ... et pas tellement appréciés de la droite. Ceci, avant que la comparaison ne [40] retrouve sa place dans l'arsenal

⁹⁴ Le mode de production asiatique est une catégorie politico-économique qui a fait l'objet de nombreuses controverses parmi les historiens marxistes. Voir au chapitre 3 - Despotisme agraire.

⁹⁵ In Guy Stanton, dir. *Dictatorships in the Modern World*. Minneapolis MN : U. of Minnesota Press, 1935. 141-160.

⁹⁶ Sous-titré *The First Era of Global History*. New York : Harper, 1962.

des politologues de la Guerre froide — et avant de faire retour en force à la fin des années 1970 et à titre de prélude à la dissolution du « Bloc de l'Est ».

• L'« État total »
chez les penseurs [pré-]nazis

[Retour à la table des matières](#)

On assiste au cours de la dernière décennie de l'entre-deux-guerres à une translation *géopolitique* du champ lexical des dérivés de « total » et à leur réinterprétation, de l'Italie fasciste à l'Allemagne pré-nazie. Les syntagmes politiques dérivés de « total » ont en effet une complexe histoire d'emprunts et d'adaptations qu'on pourrait étendre à toute l'Europe antidémocratique de l'entre-deux-guerres. Ces formules ont été étudiées dans le livre pionnier de Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires*.⁹⁷ Vers 1930 « totalitaire », venu d'Italie, trouve un écho en Allemagne, davantage parmi des universitaires comme « le grand juriste » Carl Schmitt que chez les dirigeants du NSDAP — qui ne sont guère des têtes théoriques.

Paraît d'abord en 1930 un livre d'Ernst Jünger, écrivain devenu célèbre après la publication d'*Orages d'acier*, ses souvenirs de la Première Guerre mondiale. Cet essai de doctrine a pour titre : *Der Weltstaat. Die totale Mobilmachung, L'État universel* suivi de : *La mobilisation totale*.⁹⁸ Jünger y élabore le premier le concept de *Totale Staat* en développant concurremment l'idée, tirée de son expérience de la guerre, de *Totale Mobilmachung*, de mobilisation totale de la nation mais en temps de paix — le temps de paix n'étant jamais qu'une préparation à la guerre. Jünger part de la mobilisation de toute la population que la Guerre de 1914 a imposée à tous les pays européens et des « enseignements » qu'on peut tirer de cette dynamique inouïe transposable au

⁹⁷ Paris : Hermann, 1972.

⁹⁸ *L'État universel suivi de La mobilisation totale*. Paris : Gallimard, 1990. Homme de lettres connu, figure majeure de la « révolution conservatrice » à l'époque de Weimar, Jünger s'est tenu éloigné de la vie politique à partir de l'accession des nazis au pouvoir — ce qui a permis à son « image » et son œuvre de survivre vaille que vaille à la guerre.

transitoire temps de paix. Tous peuvent être et sont mobilisés : « Dans la phase terminale de l'évolution [des sociétés modernes qui] correspond à la fin de la Première Guerre mondiale, il n'y a plus aucune activité — fut-ce de celle d'une employée domestique travaillant à sa machine à coudre — qui ne soit une production destinée, à tout le moins indirectement, à l'économie de guerre. L'exploitation totale de toute l'énergie potentielle, dont on voit un [41] exemple dans ces ateliers de Vulcain construits par les États industriels en guerre, révèle sans doute de la façon la plus significative qu'on se trouve à l'aube de l'ère du Travailleur, et cette réquisition radicale fait de la guerre mondiale un événement historique qui dépasse en importance la Révolution Française. Déployer des énergies d'une telle ampleur, car il ne suffit pas d'équiper ceux qui combattent, nécessite qu'on réorganise dans cette perspective jusqu'au marché le plus intérieur et jusqu'au nerf d'activité le plus ténu ; et c'est la tâche de la mobilisation totale. »⁹⁹ La guerre moderne est envisagée par Junger comme un processus de travail, gigantesque dans ses dimensions. Il mobilise l'ensemble des réserves des peuples en guerre. Les pays se transforment en fabriques géantes qui produisent à la chaîne pour les armées. Un nouveau type d'homme est formé dans un tel contexte, celui du Travailleur-soldat, chez qui il ne reste rien de la poésie traditionnelle du soldat, héroïque et patriote, et qui ne jette plus son enthousiasme mais son professionnalisme acquis par un rigoureux entraînement dans la guerre totale.¹⁰⁰

La diffusion en Allemagne de locutions de prospective politique comportant « ~~ total » est accentuée par le succès concomitant du livre du « glorieux » général Ludendorff, *Der totale Krieg, La guerre totale* (1935) qui subvertit la conception de Clausewitz de la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens, « pour la transformer en une vision la paix comme préparation à la guerre » et de « la politique comme continuation de la guerre par d'autres moyens ». ¹⁰¹

Le projet d'établir un « État total » apparaît donc chez tous les penseurs des années 1920-30 qu'on peut voir comme fourriers du nazisme,

⁹⁹ *L'État universel...*, 108-112.

¹⁰⁰ Résumé et paraphrasé d'après Wolfgang Herrmann, *Der neue Nationalismus und seine Literatur*, San Casciano Verlag, Limburg, notice « Ernst Jünger ».

¹⁰¹ Juan Linz, *Régimes totalitaires et autoritaires*. Préf. de Guy Hermet. Paris : Armand Colin, 2006, 20.

dont au premier rang Carl Schmitt (1888-1985). Ce projet découle du diagnostic négatif préalable qu'ils font tous à l'égard de l'ordre libéral pluraliste avec son État faible, juridiquement limité et contraint face aux individus et aux intérêts conflictuels de la société civile, cet ordre légué par le 19^e siècle bourgeois qui, après la Guerre mondiale, est jugé impuissant, sans force ni volonté, incapable de faire face aux défis de l'époque. La Guerre mondiale a [42] brutalement démontré hors de tout doute les insurmontables faiblesses du parlementarisme, du régime de partis pour un peuple quand il se trouve mis face à des dangers vitaux. Son impuissance pratique et son désaveu moral à leur sentiment les invitent à spéculer sur l'instauration nécessaire et urgente d'un ordre tout contraire qui assurera l'Unité d'un peuple énergique et toujours mobilisé. Un ordre où société civile et État fusionneront dans une version autoritaire delà Volonté générale confondue avec la « force vitale » qui émane du *Volk*. C'est en quoi, ils se voient, complaisamment, répudiant l'ordre passé, comme des « révolutionnaires » à leur manière.

Schmitt, à la fin de la République de Weimar, théorise ce qu'il qualifie d'« État qualitativement fort » ou « État total qualitatif », il appelle de ses vœux cet État nouveau qui *incarnera* la Souveraineté, qui souverainement décidera de l'ami et de l'ennemi. Et pour Schmitt, cet État total allemand - à ce point, l'État mussolinien qui a montré la voie après la guerre cesse de l'inspirer car regrettablement, il n'est pas raciste - État affranchi de toute entrave par le piteux « droit » libéral devra être un État racial, un *völkische Staat*.

Carl Schmitt adhère en 1933 au Parti nazi lequel est tout heureux d'avoir rallié à la Cause un juriste de notoriété internationale. La théorie de l'État total est inséparable du paradigme non moins fameux de Schmitt, qui réduit la politique à son état le plus archaïque : la distinction entre *hostis et inimicus* (ennemi politique vs ennemi privé), la relation axiomatique ami-ennemi formant la base de tout jugement et de toute décision politiques et étant rigoureusement indépendante des notions morales « privées » de bien et de mal. Schmitt s'inspire à la fois des écrits de son ami Ernst Junger et de l'expérience italienne qu'il admire immensément, il voit dans le fascisme transalpin un régime anti-bourgeois analogue au bolchevisme mais qui répond avec vigueur à la menace que ledit bolchevisme fait peser, qui répond à la guerre civile

internationalisée prônée par le Komintern par une « guerre civile d'État. » ¹⁰²

Complémentaire, Schmitt élabore un autre concept qui deviendra fameux, celui de « sâkularisierte Théologie », de théologie sécularisée. À la façon de Giovanni Gentile pour Mussolini, il procure aux dirigeants nazis qui en ont bien besoin, un cadre de haute philosophie qui leur permet de [43] *sacraliser* l'idéologie du régime et de faire porter le soupçon sur le rationalisme des Lumières. Schmitt est en effet le penseur de la « théologie politique » dont on connaît le théorème qui demeure aujourd'hui enseigné partout : « Tous les concepts prégnants de la théorie moderne de l'État sont des concepts théologiques sécularisés. » ¹⁰³ Avec Schmitt, les choses sont claires : la thèse est une machine polémique contre la démocratie libérale et sa prétention à être fondée en raison séculière. Elle procure une mise en question radicale de la « légitimité des temps modernes » : les concepts centraux de la pensée politique moderne sont du théologique perpétué et dénié. La thèse prétend dénoncer une dérivation non assumée : le sentiment de rupture avec la pensée religieuse affiché par la modernité politique est une imposture.

Les théories de Carl Schmitt, qui se montre un admirateur à sa façon nazie de l'URSS stalinienne dans ce qu'elle a précisément de brutal et de « total », serviront à plus d'un essayiste anti-totalitaire de l'entre-deux-guerres pour leur confirmer la convergence, l'identité essentielle des conceptions bolcheviques et nazies : « De grands écrivains nationaux-socialistes, remarque Waldemar Gurian, ont eux-mêmes reconnu et formulé, avec une objectivité remarquable, la concordance entre l'État soviétique et le Troisième Reich. Carl Schmitt, le juriste qui fait loi en Allemagne, dans son ouvrage *Staat, Bewegung, Volk* (État, Mouvement, Peuple) fondamental pour le droit public national-socialiste, voit expressément dans l'Union soviétique l'État-type du 20^e siècle, comme formellement opposé à l'État-type du 19^e siècle. Le

¹⁰² Chaunu, *Le paradigme totalitaire*. Paris : F.-Xavier de Guibert, 2009.16. Lire aussi David Cumin, *Carl Schmitt, Biographie politique et intellectuelle*, Paris : Cerf, 2006.

¹⁰³ *Politische Thrologie. Vier Kapitel zur Lehre von der Souveränitat* paraît en 1922. Depuis sa mort, les milieux néo-conservateurs, en Amérique surtout mais aussi en Europe, ont assuré une forte postérité à cette théorie des origines religieuses de la science politique.

« mouvement », c'est-à-dire un parti qui soutient l'État et dirige en même temps le peuple, la classe dirigeante qui est à la fois soutien du gouvernement et représentant du peuple, constituée, à l'encontre de ce qui existait au 19^e siècle, une unité strictement disciplinée, qui reste en un vivant contact avec le peuple, c'est-à-dire avec la masse des travailleurs. Certes le national-socialisme n'est pas un mouvement marxiste et la doctrine de Karl Marx n'en constitue pas la base, la chose est trop évidente, mais cela n'empêche nullement de le rapprocher du bolchevisme russe. N'y voit-on pas la guerre de domination et l'État-type, tel que le réalise le bolchevisme à base d'idéologie marxiste ? On ne peut donner une réponse valable à cette question que si l'on distingue d'une façon bien nette les différences entre les [44] deux. Alors seulement il ressort avec évidence que les deux mouvements aboutissent à un même résultat, auquel le bolchevisme a donné son nom, parce que c'est dans l'Union soviétique qu'il s'est d'abord manifesté et a pris corps. » ¹⁰⁴

Carl Schmitt apparaît ainsi comme le doctrinaire du totalitarisme en sa version nazie. Toutefois, la catégorie qu'il élabore est celle de *Totale Staat* — non un dérivé d'une langue romane comme eût été *totalitär* qui est aussi attesté ici et là. Le syntagme résout un problème de nationalisme lexical ! « Carl Schmitt a en décembre 1932 donné sa conférence décisive devant ce qui se nomme l'Union au Long Nom, ¹⁰⁵ réunissant les plus grands de la grande industrie. La conférence de Schmitt devant un tel auditoire culmine dans l'exigence de fonder l'État total - État qui doit s'affirmer "total au sens de la qualité et de l'énergie" ... "L'État total" est l'État des "moyens de la puissance", et non des socialisations, il se gonfle de police, et non d'entreprises socialisées. » Le *totale Staat* hitlérien vient prendre la relève sous forme amendée du *Stato totalitario* fasciste, explique Jean-Pierre Faye. C'est que le mot *totalitär* n'est pas hitlérien : il est refusé comme « trop libéral » par le juriste nazi Wilhelm Stuckart, celui dont Eichmann sera le subordonné. ¹⁰⁶ Carl Schmitt, « qui étrangement apparaît pour beaucoup aujourd'hui comme

¹⁰⁴ W. Gurian, *Bolschewismus als Weltgefahr*. Luzern : Vita nova, 1935. --- » *Le bolchevisme, danger mondial*. Paris : Alsatia, 1936. 59.

¹⁰⁵ Ou « Union pour la conservation des intérêts économiques communs en Rhénanie et Westphalie ».

¹⁰⁶ Faye, « Carl Schmitt Jünger, Heidegger : le nazisme des intellectuels », *Le Monde*, 2 août 2013. Lire, de J.-P. Faye, *L'État total selon Carl Schmitt, Ou comment la narration engendre des monstres*. S. L. : Germina, 2013.

un penseur politique de référence, n'a d'abord avancé qu'une seule carte d'un jeu mortifère. Mais c'était une carte maîtresse, elle était dangereusement efficace pour faire passer le pire dans l'Histoire. » Faye s'est attardé dans ses livres successifs à une histoire des idées sensible aux « langages » et aux inventions langagières. Il a observé dans cet esprit de sémantique historique l'étrange « trio des penseurs » nazifiés, Carl Schmitt, Ernst Jünger, Martin Heidegger qui ont contribué au langage de ce Reich qui dévaste l'Europe de la Seconde guerre mondiale.

Carl Schmitt est toujours enseigné en matière de droit constitutionnel. Il est même en faveur académique de nos jours en dépit de l'odeur de soufre qui [45] entoure son image de philosophe nazi ou peut-être en raison de l'attrait pervers qu'exerce cette image chez les adversaires, de droite et d'extrême gauche, du libéralisme démocratique.

• *Autres catégorisations, autres vocabulaires*

[Retour à la table des matières](#)

Dans les années 1930, on peut, il est vrai, observer et analyser les progrès angoissants des « dictatures » et des « tyrannies » qui bousculent et abattent de faibles régimes parlementaires et s'installent un peu partout en Europe occidentale et centrale, on peut leur trouver une nouveauté radicale, y déceler une rupture dans la civilisation, une régression « morale » sans avoir recours à « ~ totalitaire » ni à « totalitarisme ». C'est ce que fait Élie Halévy dans un essai marquant, [L'Ère des tyrannies](#), — tyrannies de « sectes armées » qui s'emparent de l'État. Halévy n'éprouve pas le besoin de recourir au néologisme « totalitarisme » ; assez répandu, il est loin encore de s'être imposé. ¹⁰⁷ On rencontre un grand nombre d'autres journalistes, publicistes, universitaires qui se bornent à comparer entre elles des « dictatures » réactionnaires et à montrer la convergence de leurs brutales méthodes et de leurs visées répressives et expansionnistes. ¹⁰⁸

« Dictature », notons-le, n'était pas un mot nécessairement péjoratif à l'extrême gauche : il n'était péjoratif que pour des démocrates libéraux. Les Soviétiques eux-mêmes parlaient de leur régime comme d'une « dictature révolutionnaire », une « dictature du prolétariat ». Pour eux, entre terreur rouge, la leur, et terreur blanche, contre-révolutionnaire, il n'y avait simplement pas de milieu. La démocratie « formelle » bourgeoise n'était qu'« un leurre » à l'adresse du salarié jobard. Il restait, ajoutaient-ils, au petit bourgeois indécis et pusillanime à choisir le « bon camp ».

Un des meilleurs travaux sur les « dictatures » de cette terrible décennie paraît en 1939. Considérant que « trop souvent la dictature moderne est traitée comme un simple archaïsme, une monstruosité

¹⁰⁷ Halévy, [L'Ère des tyrannies](#). Paris : Gallimard, 1938. ---> Rééd. Paris : Gallimard, coll. « Tel », 1990. On verra aussi : Wladimir Drabovitch, et Pierre Janet. *Fragilité de la liberté et séduction des dictatures. Essai de psychologie sociale*. Paris : Mercure de France, 1934.

¹⁰⁸ Ex. le livre de Carlo Sforza, *Dictateurs et dictatures de l'après guerre*. Paris : Gallimard, 1931.

incompréhensible, une réaction contre la civilisation occidentale tout entière », Alfred Cobban avec [46] *Dictatorship : Its History and Theory* « s'essaie à replacer le développement et la nature de l'« État totalitaire » dans un développement historique de longue durée où l'association de l'idée de nation unitaire avec celle de souveraineté absolue de l'État apparaît comme un nœud causal d'envergure. ¹⁰⁹ Cobban s'efforce de dégager une généalogie. Familier de l'histoire des idées du 18^e siècle et des Lumières françaises et écossaises, Cobban établit « le moment fondateur » que constitue à son sentiment la Révolution française et les idées jacobines censées inspirées du *Contrat social*. « C'est sur l'idée inédite de l'État-nation homogène, initiateur de surcroît d'une nouvelle conception de la loi, que se sont en effet agrégées à partir du 19^e siècle les mystiques idéologiques qui allaient en révéler le caractère totalitaire. » ¹¹⁰

On voit que la thèse de l'origine jacobine du totalitarisme n'a pas attendu un François Furet et la fin du 20^e siècle pour s'exprimer dans le monde académique, — le monde non-francophone il est vrai.

Julien Benda dans *La trahison des clercs*, 1927, n'étudie pas, lui, des mouvements ni des régimes, il prétend observer une « passion » intellectuelle nouvelle qui alimente la montée des périls et les progrès des mouvements anti-libéraux : il montre l'intellectuel du 20^e siècle, qu'il penche à droite ou à gauche, voué au service des « passions de race et de classe ». Il dénonce ce « clerc » dénaturé comme un traître à sa mission, comme un imposteur ayant délaissé la charge spirituelle austère de la préservation des Valeurs transcendante, ayant renoncé au mépris méritoire des contingences de ce monde terraqué pour se mettre au service de bruyantes passions « séculières », reniant par vanité brouillonne la « cléricature », le rôle séculaire, modeste, dédaigné des masses, de clerc hors du monde, pour occuper les estrades et recevoir les ovations. ¹¹¹ Benda, s'il n'use pas de « totalitarisme », confond dans une même réprobation les « fétiches temporels » de droite et de gauche au nom desquels les dites passions politiques se déchaînent et pour

¹⁰⁹ Cobban, *Dictatorship : Its History and Theory*. 1939. ---» New York : Haskell, 1971. Bruneteau, op. cit.

¹¹⁰ Bruneteau, op. cit., 135.

¹¹¹ Cf. le sévère essai de Serge Quadrupani, *Les Infortunes de la vérité : mensonges, erreurs et reniements politiques chez des intellectuels français de 1934 à nos jours*. Paris : Orban, 1981.

lesquels les clercs consentent à l'asservissement : « L'État, la Patrie, la Classe sont aujourd'hui franchement Dieu, constate l'auteur de *Belphégor* ; on peut même dire que pour beaucoup (et plusieurs s'en font gloire), ils sont le seul Dieu. »

[47]

Je renvoie encore à mon volume II sur *Le siècle des Religions séculières* : analysant la doctrine nationaliste de Charles Maurras qu'il met à l'origine de la sacralisation du politique, Benda esquisse ce que d'autres vont développer comme le paradigme de *l'immanentisation* : « Son athéisme, écrit-il de Maurras, précurseur du fascisme, consiste moins à nier Dieu qu'à le déplacer pour le situer dans l'homme et son oeuvre politique. » ¹¹²

Autre rationaliste libéral, Richard Nicolaus von Coudenhove-Kalergi publie en 1937 *Totaler Staat, totaler Mensch*. ¹¹³ Coudenhove-Kalergi est un homme politique autrichien connu comme l'un des premiers à avoir proposé un projet moderne d'Europe fédérée. Il est le fondateur de l'Union Paneuropéenne. Il place dans son livre les différents États qu'il qualifie de « totalitaires » sur une échelle où l'URSS occupe le sommet de radicalité, de violence et d'atrocité et l'Italie occupe le bas, — blâmable, certes, aux yeux d'un Européen libéral, mais sensiblement moins atroce que son adversaire communiste.

Je traiterai en abordant au chapitre 5 les débats sur les *généalogies* du totalitarisme et les sources de l'« esprit totalitaire », qui forment en soi un vaste chapitre de controverses, un thème qui se diffuse largement dans les années trente, celui de la « révolte des masses ». Il s'exprime dans le fameux essai *La rebelión de la masas* de José Ortega y Gasset, 1930. Il a pour corrélat une sombre prophétie, celle de la progression fatale de formes de démagogies nouvelles liées à l'émergence de ce nouvel acteur manipulable, frustré et ignare, mouvements démagogiques qui débouchent sur des régimes tyranniques. ¹¹⁴

¹¹² *La trahison des clercs*. Paris : Grasset, 1927. Nouvelle édition, 1975, avant-propos d'Étienne, 171.

¹¹³ Glarus : Paneuropa-Verlag, 1937. Trad. Richard Coudenhove-Kalergi, *L'Homme et l'État totalitaire*. Paris : Pion, 1939.

¹¹⁴ Madrid : Revista de Occidente, 1929. --- » *La révolte des masses*. Paris : Gallimard, 1961.

• Du Pacte Hitler-Staline à 1945

[Retour à la table des matières](#)

Le 23 août 1939, Hitler et Staline concluent alliance. Le protocole secret du Pacte nazi-soviétique organise le partage de l'Europe. Pour Hitler, la Pologne occidentale et la Lituanie. Pour Staline, l'Estonie, la Lettonie, la Pologne orientale et la Bessarabie roumaine. Hitler se trouve libre d'attaquer la France et le Bénélux. Puis ce seront la Yougoslavie et la Grèce. Staline est libre, lui, [48] d'attaquer la Finlande. Sur les atrocités commises par l'Armée rouge en Pologne et dans les pays baltes à la faveur du pacte avec Hitler, on peut lire désormais les chapitres détaillés et fondés sur archives de Roger Moorhouse, *The Devil's Alliance. Hitler's Pact with Stalin 1939-1941*. ¹¹⁵

Franz Borkenau, militant autrichien qui avait joué un rôle dans le KPD des années 1920 mais avait violemment rompu avec le communisme, chercheur à *l'Institut für Sozialforschung*, publie dans ces deux années du pacte germano-soviétique, à Londres où il s'est réfugié, au début de 1940, *The Totalitarian Enemy*. ¹¹⁶ Son livre, anticipant sur les thématiques de la Guerre froide, fait du communisme et du nazisme (le cas de l'Italie ne le retient guère) deux formes apparemment en conflit jusqu'alors, mais fondamentalement semblables de croyances eschatologiques et millénaristes. Les deux systèmes politiques, opposés en tout point à la démocratie, aux « liberal powers », aux droits et libertés qu'elles procurent et garantissent, sont fondamentalement les mêmes, prétend-il démontrer : planification économique, obéissance aveugle au Chef, propagande omniprésente, terreur policière les unit. Le contexte de 1939-41 fait que Borkenau n'a pas à prendre des gants, le Pacte vient de démontrer « au monde » que le nazisme en tant que rempart contre le communisme était un mensonge de propagande. Le nazisme est un

¹¹⁵ New York : Basic Books, 2014. Voir aussi, non moins récent, car le Pacte a été longtemps négligé des historiens, Robert Gellately, *Stalin's Curse : Battling for Communism in War and Cold War*. New York : Vintage Books, 2013. Notamment 49-.

¹¹⁶ London : Faber, 1939. Franz Borkenau est né en 1900 à Vienne, mort en 1957.

bolchevisme « brun » tandis que le communisme est un « fascisme rouge ». On a déjà rencontré chez Luigi Sturzo de telles formules en chiasme. Hitler est un Staline, peut-être en plus dangereux. Pour Borkenau, les analogies s'expliquent notamment dans la mesure où les mouvements et les régimes totalitaires « de droite » ont copié le brutal régime russe jusque dans le moindre détail et l'ont simplement transposé en clé réactionnaire. ¹¹⁷

On note une fois de plus que la thèse de la convergence imitative et « réactive » des totalitarismes, attribuée beaucoup plus tard à Ernst Nolte, n'a pas attendu l'historien berlinois. Tout est sinon dit du moins esquissé avant 1945.

Borkenau conclut que la Guerre qui s'engage va être un affrontement ultimement idéologique entre des valeurs civiques et morales incompatibles, [49] vouées dès lors à une lutte à mort. La survie de la civilisation dépend de l'issue de cette guerre : « This European war is an "ideological" war. It is a fight of the liberal powers of Europe against the biggest "totalitarian" power, Germany. And Germany in this war is cooperating though in an ambiguous manner with Russia, the other big totalitarian power.... It is no longer heresy to describe the Nazi regime as "Brown Bolshevism" and Stalin's régime as "Red fascism" ». ¹¹⁸ Il faut distinguer les apparences des conflits et la réalité profonde, insiste-t-il : « The Nazi and the Bolshevist révolutions [are] only two specimens of one and the same movement, different in many secondary respects but one and the same in essence ». ¹¹⁹

Pendant les années de guerre, Borkenau écrit pour la revue *Horizon*. Dans ses nombreux articles, le nazisme est défini comme un fait avant tout religieux, comme la « wildest outburst of secular messianism ever experienced. » ¹²⁰ Le *credo* de son messianisme racial est que « the Germans are God's Chosen people, by nature superior to all other people, predestined to rule the world and to bring salvation to it ». Hitler est le Messie choisi par Dieu pour guider l'Allemagne. Mais Borkenau applique aussi le concept de messianisme au marxisme bolchevik. On a pu se demander comment une théorie rationaliste comme le

¹¹⁷ *The Totalitarian Enemy*, 209.

¹¹⁸ Préface datée de décembre 1939 à *The Totalitarian Enemy*, 11-13.

¹¹⁹ *ibid.*, 197.

¹²⁰ *The Totalitarian Enemy*, 129.

marxisme avait pu s'emparer des masses russes, dit-il. Les fondements messianiques du marxisme même et leur convergence avec le mysticisme russe orthodoxe procurent, selon lui, une explication. « In Russia under the impact of Western enlightenment, the messianism of the *Raskolniki*, the *Chlysti*, and other sects has transformed itself directly into the messianism of Marx's disciples. » ¹²¹ Borkenau fait dès lors de Karl Marx la source initiale du retour inopiné du messianisme dans la modernité séculière, contaminé ensuite de religiosité populaire russe : « There is, discernible behind his social analysis, the old Jewish (and travestied Christian) Messianism. ... There is the vision of a Millenium when complete harmony will reign, when there will be no State, no politics, no domination of man over man, no oppression. » ¹²² Ici encore, on note que les thèses développées bien plus tard, notamment par l'historien français du léninisme, Alain Besançon, qui a fait percevoir les [50] origines religieuses russes de la pensée de Vladimir I. Oulianov ¹²³ sont préfigurées par ce remarquable « précurseur ». Il n'y a guère de doute encore que Raymond Aron, à Londres lui aussi où il dirige la revue gaulliste *La France libre*, a eu connaissance de ce livre qu'il ne cite pas, et de ces articles et s'en est inspiré pour son fameux essai de 1944 sur « L'avenir des religions séculières ». ¹²⁴

William Henry Chamberlin, journaliste et historien américain († 1969) est l'auteur en 1937 d'un autre réquisitoire contre le régime soviétique et contre le principe même de la propriété collectiviste, principe qu'il montre inscrit dans l'histoire longue du socialisme et de la pensée utopique en Europe, *Collectivism : A False Utopia*. ¹²⁵

Chamberlin publie ensuite en 1942 *The World's Iron Age* qui, en ceci également préfigurant la thèse d'Ernst Nolte, articule expressément l'idée d'un « Lien causal » entre bolchevisme et nazisme et met dès lors le léninisme à l'origine du malheur du siècle — faisant des fascismes

¹²¹ *The Totalitarian Enemy*, 127.

¹²² Ibid.

¹²³ *Les origines intellectuelles du léninisme*. Paris : Calmann-Lévy, 1977. ---» Réédition, coll. « Agora », 1987. Membre de l'Institut, directeur d'études à l'EHESS, à l'Institut d'histoire sociale.

¹²⁴ Réédité plus d'une fois, notamment dans *Une histoire du XX^e siècle*. Paris : Plon, 1996. 141-222. Voir au volume II.

¹²⁵ *Collectivism : A False Utopia*. New York : Macmillan ; London : Duckworth, 1937. ---» Dépouillé sur la rééd. de 1938.

des imitations réactionnaires de la révolution russe, engendrant des régimes concurrents dans l'inhumanité croissante de leur « rivalité mimétique » ¹²⁶ William Henry Chamberlin avait séjourné à la fois en URSS et en Allemagne, il pouvait comparer de première main. « C'est la Russie qui donna l'impulsion de la révolte contre la civilisation européenne. S'il n'y avait pas eu Lénine, il n'y aurait pas eu d'Hitler ni de Mussolini. Sous deux aspects la phase bolchevique de révolte contre la civilisation ouvre la voie de la phase fasciste. Le bolchevisme a fourni d'abord une nouvelle technique de gouvernement — celle du dictateur soutenu par un parti unique à sa botte et se maintenant au pouvoir grâce à un processus hybride continu de propagande et de terreur — que le fascisme italien et le national-socialisme allemand s'empressèrent de copier. Ensuite, le communisme, en tant que défi brutal et violent aux conceptions [51] traditionnelles de légalité, de moralité et d'humanité, a provoqué, par un ressort psychologique naturel, une réaction également brutale et violente. » ¹²⁷

Sigmund Neumann, autre politologue américain d'origine allemande, dans *Permanent Révolution*, essai publié à New York cette fois en 1942, ¹²⁸ amorce une interprétation globale qui sera également retravaillée par les générations d'historiens jusqu'à nous : le « totalitarisme », tant bolchevik que nazi, est le résultat d'un vain effort de perpétuer la révolution, une révolution chimérique, impossible à réaliser, engendrant une fuite en avant dans des politiques de plus en plus volontaristes et répressives au fil des échecs et des résistances. Au contraire de Borkenau, *Permanent Révolution* observe toutefois de grandes différences entre nazisme et stalinisme qui n'ont vraiment de commun que le rejet de la démocratie, de l'état de droit et de l'individualisme. Le rejet du capitalisme, qui est total en Russie, se limite à une économie « enrégimentée par l'État totalitaire » en Allemagne.

■ Il ne faut pas confondre ce politiste germano-américain avec son homonyme Franz Neumann, membre de l'École de Francfort, auteur de *Behemoth*

¹²⁶ Chamberlin, *The World's Iron Age*. New York : Macmillan, 1942. Chamberlin publiera en 1949 son intéressante autobiographie, *The Confessions of an Individualist*.

¹²⁷ Voir Bruneteau, op. cit., 161-2 qui a traduit ce texte.

¹²⁸ Neumann, *Permanent Révolution. The Total State in a World at War*. New York, London : Harper, 1942.

paru la même année qui sera un « classique » temps de guerre mais ne porte, lui, que sur le seul régime nazi. ¹²⁹

Ludwig Von Mises enfin, économiste libéral autrichien, naturalisé américain, publie à la fin de la guerre *Omnipotent Government : The Rise of Total State and Total War*. ¹³⁰ Il regroupe lui aussi sans hésiter sous le vocable commun de « socialisme » les régimes bolcheviks et nazis. Les nazis sont des crypto-communistes ! Ils ne maintiennent que les apparences de la propriété privée, les entreprises allemandes sont gérées par des *Betriebsführers*, il n'y a plus de marché du travail, le gouvernement fixe les prix et les salaires : le nazisme est donc bel et bien un socialisme. Dans les années de guerre, et [52] particulièrement entre 1939 et 1941, Mises n'est pas seul, les libéraux de pure doctrine argumentent l'horreur que leur inspire le système nazi en se représentant les nazis comme des sortes de « marxistes », des bolcheviks dévoyés et déguisés en conservateurs pour amadouer l'ancienne classe dirigeante. Ludwig von Mises croyait observer en tout cas au début de la guerre que le nazisme s'était mis à appliquer la plupart des mesures préconisées par le [*Manifeste du Parti communiste*](#) :

Huit des dix points [du [*Manifeste*](#)] ont été exécutés par les nazis avec un radicalisme qui aurait enchanté Marx. Seuls deux points n'ont pas encore été complètement adoptés par les nazis, à savoir l'expropriation de la propriété foncière et l'affectation de la rente foncière aux dépenses de l'État (point n° 1 du Manifeste) et l'abolition de l'héritage (point n° 3). Cependant, leurs méthodes de taxation, leur planisme agricole et leur politique concernant la limitation des fermages vont chaque jour dans le sens du marxisme. ¹³¹

¹²⁹ Neumann, Franz. *Behemoth. The Structure and Practice of National Socialism*. Oxford : Oxford UP, 1942. --- » *Behemoth. Structure et pratique du national-socialisme, 1933-1944*. Paris : Payot, 1987.

¹³⁰ New Haven CT : Yale UP, 1944 - Ce livre a été réédité en 1969, Grove City PA : Libertarian Press, et Cf. de L.v. M. *Theory and History*. London : Cape, 1957 ; *Planned Chaos*. Irving on Hudson : Foundation for Economic Education, 1972 [1947].

¹³¹ *Omnipotent Government, The Rise of the Total State and Total War*. New Haven : Yale University Press, 1944.

Tous ces livres en langue anglaise ont connu, avant et au cours de la guerre, un certain succès dans le monde savant et lettré ; ils confirment que la catégorie de totalitarisme, catégorie qui servait d'emblée à subsumer le nazisme et le bolchevisme, a été abondamment travaillée avant 1945 dans des essais qui ont connu une large diffusion. La Guerre froide ne fera que réveiller, prolonger et rediffuser dans un nouveau contexte ces sortes d'analyses.

• « Totalitarisme » dans la Guerre froide

[Retour à la table des matières](#)

La locution même de « Guerre froide » est une expression datée, un oxymore tant soit peu hyperbolique, un instrument rhétorique et propagandiste. Elle est toutefois adoptée par tout le monde pour désigner le laps de temps 1947-1988. Je l'utilise, mais elle vaut ce qu'elle vaut. Sobre de caractère et de style, Raymond Aron préférait parler de « paix belliqueuse » (avec quelques épisodes « chauds » mais limités et contenus par la prudence des antagonistes), état de chose qui a duré quarante et un ans.

La Guerre froide répond tout d'abord à la mise en place, clé en main, prêts à [53] l'emploi, sous l'égide de l'Armée rouge et du NKVD et sans les cruels tâtonnements qu'avait connus l'URSS d'avant-guerre, de régimes totalitaires servilement calqués sur le modèle stalinien en Allemagne de l'Est, en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Albanie, Bulgarie et Roumanie. Un « rideau de fer » tombe sur l'Europe et la divise, il la coupe en deux pour un demi-siècle. ¹³² Sans parler des pays

¹³² L'expression apparaît dans le Discours prononcé par Winston Churchill à Westminster Collège le 5 mars 1946 alors que beaucoup considèrent encore les Soviétiques comme de fidèles et héroïques alliés : « From Stettin in the Baltic to Trieste in the Adriatic an "Iron Curtain" has descended across the continent. Behind that line lie all the capitals of the ancient states of Central and Eastern Europe. Warsaw, Berlin, Prague, Vienna, Budapest, Belgrade, Bucharest and Sofia ; all these famous cities and the populations around them lie in what I must call the Soviet sphere, and all are subject, in one form or another, not only to Soviet influence but to a very high and in some cases increasing measure of control from Moscow. » On note que Churchill part dans son exposé de Stettin, c'est à dire non de l'Allemagne mais de la Ligne Oder / Neisse.

annexés par l'URSS avec l'aide du *Reich* allemand, Estonie, Lituanie, Lettonie, Moldavie qui ne recouvreront la souveraineté qu'en 1989-1990.

La notion de régimes totalitaires s'applique à coup sûr jusque 1956 et comme on le verra, elle se perpétue chez les observateurs, avec des aménagements significatifs, au-delà du Rapport Khrouchtchev et du relatif et bref Dégel. L'instauration partout en Europe centrale de sous-cultes des secrétaires généraux est par exemple un argument en faveur du recours à la catégorie. J'ai évoqué, dans *Le siècle des religions séculières*, ces cultes calqués sur le culte stalinien qui prolifèrent dans l'Europe dite « de l'Est » des années 1950-60, nommément ceux de Mătÿàs Ràkosi, Georgi Mikhaïlov Dimitrov, Walter Ulbricht, Klement Gottwald, Boleslaw Bierut, Gheorghiu Dej, Enver Hodja : même adoration obligatoire et lancinante de tout un peuple, mêmes anecdotes pieuses démontrant l'omniscience et l'infailibilité et indéfiniment répétées, mêmes statues monumentales, mêmes poèmes sirupeux et adulateurs et oeuvres d'art glorificatrices. Dans tous les cas, dans tous ces pays, ce sont des tentatives conscientes et organisées, et intrinsèquement absurdes, de créer du charisme et de l'adoration de masse autour de leaders fort peu dotés par leur nature bureaucratique d'une quelconque aura poétique, d'attraits humains et de séduction personnelle.

C'est toutefois pendant la Guerre froide que le mot-notion de « totalitarisme » subit une mutation à coup sûr préjudiciable à un usage serein et rigoureux : il devient un mot d'ordre anticommuniste. Son emploi public propagandiste [54] va peser sur les efforts d'interprétation politique, sur les travaux savants et philosophiques qui devront chercher à s'en dépêtrer, à se dégager de sommaires instrumentalisation. En effet, le mot de « totalitarisme » en vue de désigner en les dénonçant les régimes sous hégémonie soviétique n'est pas en premier lieu, dans les années 1950 à 1980, un concept théorique, et sûrement pas au cours des années « chaudes » de la Guerre froide. Il est avant tout un mot brandi par les politiques, du moins dans les pays de langues germaniques et anglo-saxons. Dans un speech fameux, le président Harry Truman en 1947 déclare que les Américains doivent se tenir prêts « to help free peoples to maintain their free institutions and their national integrity against aggressive movements that seek to impose upon them totalitarian regimes. » C'est précisément ici l'axiome de ce qui sera connu comme la *Doctrine Truman*. Le futur président Dwight Eisenhower

utilise abondamment le terme dénonciateur pendant la campagne électorale de 1952 : il déclare son intention d'aller en Corée et de mettre fin à la guerre engagée par les communistes dans ce pays. Le rapprochement — tyrannie pour tyrannie — avec la guerre victorieuse à laquelle le général Eisenhower a contribué, celle des démocraties (alliées à l'URSS) contre l'Axe est explicite dans son discours. La lutte continue car c'est un combat spirituel, une « croisade » contre le *totalitarian mind* : « I know something of this totalitarian mind, assure Eisenhower. Through the years of World War II, I carried a heavy burden of decision in the free world's crusade against the tyranny then threatening us all. »¹³³ Autrement dit les penseurs académiques, les politologues et les historiens des années 1950-60 s'emparent, en vue censément de lui conférer un sens serein et objectif, d'un mot instrumentalisé et sur-utilisé qui sert à désigner avec réprobation l'ancien allié devenu un adversaire, à construire ce qu'on sait de son régime en une hideuse antithèse des régimes « occidentaux » idéalisés, fondés sur le scrupuleux respect des droits et des libertés. Le mot est devenu polémique, il est dénégateur également ; il sera difficile de le débarrasser de cette charge quoique plusieurs s'y essayeront avec de variables succès et une variable indépendance d'esprit.

— Il serait par contre fallacieux de réduire la réflexion philosophique et académique qui se développe à cette époque face à un monde coupé en deux, aux seuls usages propagandistes de « totalitarisme », accolé, pour le dénoncer [55] d'un seul mot, à l'ancien allié, à l'URSS et à ses « satellites ». Dans les polémiques historiennes depuis 1945, bien ancrées à droite et à gauche, inconciliables puisqu'il ne s'agit pas de distinguer le vrai du faux, le soutenable du mensonger, mais de « choisir son camp » (expression inopportune dans ce contexte, j'en conviens...), « totalitarisme » passe pour une catégorie qui n'est propre qu'aux historiens libéraux (donc « de droite »), catégorie qui rapproche les dictatures « totales » de droite et de gauche au grand dam de ceux qui gardent espoir dans l'avenir sinon le présent de l'URSS, — tandis que « Fascisme » est la catégorie qui montre inconciliables les deux systèmes, à la fois dans leur affrontement mais aussi en termes de comparaison, les régimes fascistes étant issus du nationalisme belliciste

¹³³ Les deux citations se trouvent commentées dans ; Applebaum, Ann. *Iron Curtain. The Crushing of Eastern Europe 1944-1956*. New York : Doubleday & London : Allen Lane, 2012. XXII.

contre lequel tout d'un tenant ont combattu depuis les années 1930 les « antifascistes » groupés autour de l'URSS et du « Camp de la paix ». Tout rapprochement URSS/Allemagne nazie — spontané et fréquent jusqu'en 1941 — est alors à répudier comme une obscénité : il ne peut être que le fait d'impérialistes et d'« anticommunistes viscéraux ».

— *Le maccarthysme*

On a décrit à bon droit l'épisode du maccarthysme comme une dynamique totalitaire réactive de la droite américaine alimentée par les peurs des premières années de la Guerre froide. Cet épisode, on le sait, a été qualifié aussi, fort pertinemment dans le pays des sorcières de Salem, de « Chasse aux sorcières », *Witch hunt*. Cet épisode s'étend en gros de 1950 à 1954 ; il se termine avec un vote de censure du Sénat qui met fin au zèle excessif de Joseph McCarthy. Pendant deux ans (1953-1954), la commission d'enquête sur les « activités anti-américaines », *Un-American Activities Committee*, présidée par le fanatique sénateur traque d'éventuels espions de Staline, les militants et sympathisants communistes aux États-Unis, notamment dans les milieux artistiques et intellectuels, dans une atmosphère d'hystérie anticommuniste, de paranoïa, de délation, de chantage, de terreur. Cette hystérie maccarthyste s'étendait du reste, il faut le reconnaître, à une large part de l'opinion américaine. ¹³⁴

[56]

• 1984 d'Orwell

[Retour à la table des matières](#)

De tous les carrefours importants, le visage à la moustache noire vous fixait du regard. Il y en avait un sur le mur d'en face. *BIG Brother Vous*

¹³⁴ Voir : Marie-France Toinet, *La Chasse aux sorcières : le Maccarthysme (1947-1957)*, Éditions Complexe, 1984. — Florin Aftalion, *Alerte rouge sur l'Amérique : Retour sur le maccarthysme*, Éditions Jean-Claude Lattes, 2006.

Regarde, répétait la légende, tandis que le regard des yeux noirs pénétrait les yeux de Winston ... Au loin, un hélicoptère glissa entre les toits, plana un moment, telle une mouche bleue, puis repartit comme une flèche, dans un vol courbe. C'était une patrouille qui venait mettre le nez aux fenêtres des gens. Mais les patrouilles n'avaient pas d'importance. Seule comptait la Police de la Pensée.

Quelques mois avant sa mort précoce, l'écrivain britannique George Orwell voit publier son roman *Nineteen eighty-four : A Novel*. London, New York : Harcourt, Brace, 1949. Cet ouvrage dystopique s'impose immédiatement comme un best-seller, 400 000 exemplaires sont vendus dans l'année même en Angleterre et aux États-Unis seulement. Conspué par la gauche conformiste comme une « opération anti-communiste », le roman devient l'enjeu d'une violente bataille idéologique. Orwell qui a une excellente connaissance des livres sur les totalitarismes dont je viens de faire état et des écrits des oppositionnels sur le Pays du Grand mensonge ¹³⁵ voulait avant tout faire une satire des idées et des langages totalitaires, de la destruction de la langue à coup d'anti-phrases, perversion entraînant celle de la rationalité et des valeurs morales, avec les Semaines de la Haine, les Maisons de la Victoire, la Ligue Anti-Sexe Juniors, le Ministère de l'Amour, et surtout le Ministère de la Vérité, chargé de répandre le mensonge d'État. La satire inspirée à la fois par le nazisme et par l'URSS est arriérée : « Le Parti finirait par annoncer que deux et deux font cinq et il faudrait le croire. Il était inéluctable que, tôt ou tard, il fasse cette déclaration. La logique de sa position l'exigeait. Ce n'était pas seulement la validité de l'expérience, mais l'existence même d'une réalité extérieure qui était tacitement niée par sa philosophie. L'hérésie des hérésies était le sens commun. » ¹³⁶

[57]

¹³⁵ Je me rapporte au titre fameux d'Ante Ciliga, *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*. Ed. définitive. Paris : Champ libre, 1977. Ed. originale partielle, 1938, *Au pays du Grand mensonge* « * Rééd. 1950. J'en parle plus loin.

¹³⁶ George Orwell, *1984*, trad. A. Audiberti, Paris : Gallimard « Folio », 1991, 118. *Homage to Catalonia* de George Orwell raconte la Guerre civile espagnole et dénonce les crimes des agents staliniens aux dépens des autres républicains. La traduction française n'est publiée qu'en 1955 aux éditions Gallimard sous le titre *La Catalogne libre*. « Je reviens plus loin au chap. 4 sur Orwell à la section « -Jargon totalitaire ».

On relie la genèse psychologique de *1984* chez Orwell à son expérience traumatique de la Guerre d'Espagne, à son observation du rôle abominable des hommes du Komintern. Le Komintern qui manipule la catégorie « antifasciste » à sa guise, mobilise les progressistes dans la Guerre d'Espagne tout en liquidant en sous-main les oppositionnels et en dénonçant comme « fasciste » quiconque exprime des doutes sur les Procès de Moscou. Orwell observe que les Soviétiques, censés soutenir les Brigades internationales, s'activent surtout en Catalogne à éliminer les anti-staliniens, les militants du POUM, *Partido Obrero de Unificación Marxista*, et à liquider les anarchistes. « Le totalitarisme en action, c'est la négation de l'histoire, à tout le moins, sa suspension effective et délibérée. Orwell en eut la première intuition lors de la guerre d'Espagne ; et l'on peut voir dans la révélation qu'il eut alors comme le premier germe de *1984*. Il en fit la réflexion à Arthur Koestler, qui avait partagé cette même expérience : « L'Histoire s'est arrêtée en 1936. » Ainsi, la propagande stalinienne effaça toutes traces de batailles gagnées par les républicains lorsqu'il s'agissait de milices anarchistes et inventa de grandes victoires communistes là où nul combat n'avait été livré. Dans la presse communiste, l'expérience du front qu'avaient vécue Orwell et ses camarades se trouva frappée de totale irréalité. L'exercice du pouvoir totalitaire ne peut tolérer l'existence d'une réalité historique. » ¹³⁷

Florent Bussy dans *le totalitarisme, histoire et philosophie d'un phénomène politique extrême* fait de *1984* l'interprétation la plus perspicace, fût-ce sous forme d'une fiction, d'un système politique dont le but, certes jamais intégralement atteint, mais qui pourtant dirige toutes ses vaines et inhumaines entreprises, est le pouvoir panoptique total. Ce pouvoir total n'est, insiste-t-il, pas un moyen en vue d'une « grande politique » qui se donnerait à réaliser : il est une fin, il est la fin et la clé du système. La réalité *actuelle* du totalitarisme, avec ses échecs, ses fuites en avant et ses revirements, est dans la tension vers ce but inatteignable.

Dans *1984*, Orwell ne décrivait pas l'achèvement à venir, illusoire, du totalitarisme, insiste Florent Bussy. Il prenait au contraire le plus au sérieux la réalité du totalitarisme. Dans la paralysie de la société, dans

¹³⁷ « Orwell, selon Simon Leys », *Le Figaro*, 02/11/2006.

l'omniprésence du pouvoir, il montrait en effet que la fiction de [58] la totalité devient réalité. Encore une fois la fiction et non la totalité en tant que telle. Le totalitarisme ne suppose donc pas que la différence disparaisse réellement, ce qui est impossible, mais qu'elle ne puisse pas apparaître parce qu'on la nie constamment. ... L'instabilité foncière du totalitarisme ne signifie pas qu'il est en décalage par rapport à ses propres intentions, mais qu'il n'a de réalité qu'en reconduisant continuellement son emprise sur la société. ¹³⁸

Huxley et Orwell qui ignoraient très certainement les dystopies françaises du 19^e siècle que j'ai passées en revue tout au début de ce livre, dystopies qui remontent avec Emile Souvestre d'un bon siècle en arrière, avaient à tout le moins un précurseur récent et connu d'eux en la personne du romancier russe Zamiatine. Ievgueni Ivanovitch Zamiatine mort en exil en 1937 à Paris, est l'auteur de *My, Nous autres*, roman qui exprime sa déception à l'égard de la révolution d'Octobre. Écrit en 1920, interdit en Russie, le roman était paru en anglais en 1924. Cette dystopie est souvent présentée comme la source d'inspiration à la fois du *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley et de *1984* de George Orwell.

¹³⁸ *Le totalitarisme*, 248.

— *Retour de Huxley au Meilleur des mondes*

Le Britannique Aldous Léonard Huxley est connu pour son roman *Le Meilleur des mondes*. *Brave New World* est un roman d'anticipation dystopique, écrit en 1931, publié en 1932. Vingt-trois ans plus tard, en 1954, Huxley a publié non une fiction mais un essai de prospective, *Brave New World Revisited*. *Le Retour au meilleur des mondes* prétend montrer, vingt-deux ans après, une évolution accélérée des sociétés modernes qu'il perçoit comme courant dangereusement vers le monde cauchemardesque décrit dans son récit d'avant la guerre. Huxley cherche en somme à faire admettre que la vision d'une société inhumaine centrée sur les totalitarismes communiste et fascistes de son « concurrent » George Orwell était partielle et unilatérale. Certes, en tant que société punitive, répressive et policière, les totalitarismes (il emploie le mot) se sont distingués dans l'horreur, mais l'URSS se déstalinise en 1954 tandis que les États des sociétés dites démocratiques, alliés au pouvoir du Grand capital « corporate », lui apparaissent tentés de recourir à des moyens psycho-techniques doux, plutôt qu'à la violence nue, pour contrôler et conformer les populations qu'ils administrent.

[59]

Le *1984* de George Orwell projetait dans l'avenir, en le grossissant, un présent qui contenait le stalinisme et un passé immédiat qui avait vu fleurir le nazisme. ... L'évolution récente en Russie, les derniers progrès dans les sciences et la technologie ont retiré une part de sa macabre vraisemblance au livre d'Orwell [alors que] il est devenu évident que le contrôle par répression des attitudes non conformes est moins efficace, au bout du compte, que le contrôle par renforcement des attitudes satisfaisantes au moyen de récompenses et que, dans l'ensemble, la terreur en tant que procédé de gouvernement rend moins bien que la manipulation non violente du milieu, des pensées et des sentiments de l'individu. ¹³⁹

C'est en somme un plaidoyer *pro domo* : Huxley pense que, l'épisode totalitaire stalinien-nazi étant en voie d'être dépassé, c'est son *Brave New World* avec son pessimisme global et sa crainte, non de frustres et

sanguinaires dictatures de gauche et de droite, mais de l'État « panoptique » faussement bienveillant, qui avait vu juste à moyen terme :

La société décrite dans *1984* est dominée presque exclusivement par le châtimeur et la crainte du châtimeur. Dans l'univers imaginaire de ma propre fable, ce dernier est rare et en général peu rigoureux. Le contrôle presque parfait exercé par le gouvernement est réalisé au moyen du renforcement systématique des attitudes satisfaisantes, de nombreuses manipulations à peu près non violentes, à la fois physiques et psychologiques, et de la standardisation génétique. ... Des forces impersonnelles sur lesquelles nous n'avons presque aucun contrôle semblent nous pousser tous dans la direction du cauchemar de mon anticipation et cette impulsion déshumanisée est sciemment accélérée par les représentants d'organisations commerciales et politiques qui ont mis au point nombre de nouvelles techniques pour manipuler, dans l'intérêt de quelque minorité, les pensées et les sentiments des masses. ¹⁴⁰

Somme toute, Orwell, à son gré, était un optimiste. Huxley est, lui, un pessimiste prospectif radical. Il lui semble en premier lieu que la démographie planétaire, l'accroissement asymptotique de la population [60] auquel il consacre le 1^{er} chapitre recèle en soi des dangers auxquels les États dans l'avenir ne pourront faire face qu'en sacrifiant la démocratie et les libertés. Il voit une corrélation étroite « entre un nombre trop grand d'hommes qui se multiplient trop rapidement et l'énoncé de philosophies autoritaires, l'apparition de systèmes totalitaires de gouvernement. » ¹⁴¹ Le véritable totalitarisme, in-déboulonnable, est devant nous, on n'a encore rien vu. « Les anciens dictateurs

¹⁴⁰ Ibid.

¹⁴¹ Ibid. Le danger selon Huxley menace non d'abord les démocraties enracinées mais ce qu'on nomme depuis 1952 le Tiers monde : « Là, où la tradition républicaine ou monarchique mitigée est faible, la meilleure des constitutions n'empêchera pas les politiciens ambitieux de succomber avec allégresse et délectation, aux tentations du pouvoir. Or, dans tous les pays où les ressources disponibles commencent à être mises à rude épreuve par le nombre des habitants, ces tentations ne peuvent manquer de naître. La surpopulation mène à l'insécurité économique et à l'agitation sociale. Insécurité et agitation mènent à un contrôle accru exercé par les gouvernements centraux et à une extension de leurs pouvoirs. En l'absence d'une tradition constitutionnelle, ces pouvoirs accrus seront probablement exercés de manière dictatoriale. Cela aurait toutes chances de se produire, même si le communisme n'avait pas été inventé. »

sont tombés parce qu'ils n'ont jamais pu fournir assez de pain, de jeux, de miracles et de mystères à leurs sujets ; ils ne possédaient pas non plus un système vraiment efficace de manipulation mentale. ... Sous la férule d'un dictateur scientifique, l'éducation produira vraiment les effets voulus et il en résultera que la plupart des hommes et des femmes en arriveront à aimer leur servitude sans jamais songer à la révolution. Il semble qu'il n'y ait aucune raison valable pour qu'une dictature parfaitement scientifique soit jamais renversée. » ¹⁴²

On verra (au chapitre 6 en conclusion) que des politologues américains « de gauche » aujourd'hui, inspirés assurément par l'anti-modernisme apocalyptique de Huxley conjoint aux dénonciations de la « fabrication du consentement » par Noam Chomsky, tel Sheldon Wolin tout récemment, adoptent cette sombre prophétie de l'invasion irrésistible du technologique, de l'eugénique d'État, de la pharmacologie, et, dans la foulée, disent redouter une « fascisation » en douceur des États-Unis, l'imposition sournoise, déjà en cours d'exécution par les puissances économico-politiques régnautes, d'un « Totalitarisme inversé », plus insidieux et plus redoutable que l'autre. ¹⁴³

[61]

Unlike traditional fascism, the American System of control is not to mobilize the populace, but to distract it. As Noam Chomsky pointed out, American propaganda works by indoctrination that is so profound, it is completely internalized and never perceived. Life, as lived, moment to moment, in the inverted fascist state, consists of alternating states of tedium, stress and acute consumer distraction. Americans are increasingly immersing themselves in reality T.V. and touch screen technology, only to lose touch with reality. ¹⁴⁴

Ce sont particulièrement les moyens de propagande, l'imposition de masse des mensonges d'État, le sournois « lavage des cerveaux » à grande échelle, moyens qui se sont améliorés depuis *La Pravda* et le

¹⁴² Ibid., § final.

¹⁴³ Sheldon Wolin, *Democracy Incorporated : Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarianism*. Princeton University Press, 2008.

¹⁴⁴ Sheldon Wolin, « Inverted Totalitarianism : How the Bush régime is effecting the transformation to a fascist-like State », *The Nation*, May 19, 2003.

Völkischer Beobachter, qui obsèdent Huxley. Il consacre deux chapitres centraux à la propagande des dictatures de naguère, à l'ère paléotechnique de l'imprimé et de la radio, pour en venir aux supposées démocraties qui disposent, dit-il, avec la télé désormais, avec les moyens de persuasion subconsciente à la disposition des publicitaires, lecteurs cyniques de Freud et de Pavlov, avec les loisirs programmés et les distractions de masse, avec les drogues de synthèse d'un arsenal bien plus redoutable : ¹⁴⁵

À son procès,... le ministre de l'armement hitlérien, Albert Speer, prononça un long discours dans lequel il décrit avec une remarquable pénétration la tyrannie nazie et ses méthodes. « La dictature de Hitler, déclara-t-il, diffère sur un point fondamental de toutes celles qui l'ont précédée dans l'histoire. Elle a été la première dans la période actuelle de progrès technique moderne et elle a utilisé intégralement tous les procédés techniques pour établir sa domination sur son propre pays. Au moyen de dispositifs mécaniques [62] comme la radio et le haut-parleur, 80 millions d'êtres humains ont été privés de la liberté de penser. De ce fait, il a été possible de les soumettre à la volonté d'un seul... Les dictateurs précédents avaient besoin d'assistants hautement qualifiés, même dans les postes subalternes, d'hommes qui pouvaient penser et agir de leur propre chef. À notre époque de développement technique moderne, le système totalitaire peut se passer de tels hommes ; grâce aux méthodes d'information perfectionnées, on est parvenu à mécaniser le commandement aux échelons inférieurs ». ¹⁴⁶

Il ne manque pas d'exemples postérieurs à 1984 et à cet essai de Huxley, de variations de « science-fiction » sur le thème récurrent d'une

¹⁴⁵ Tout un chapitre est consacré à l'« hypnopédie » expérimentée à cette époque sur des prisonniers U. S. et aux perspectives de contrôle psychologique global qu'ouvrait cette technique qui pouvait s'étendre à tous. « Vers la fin de l'automne 1957, Woodland Road Camp, établissement pénitentiaire à Tulare County, Californie, fut le théâtre d'une expérience curieuse et intéressante. Des haut-parleurs miniatures furent placés sous les oreillers d'un groupe de prisonniers qui s'étaient offerts à tenir le rôle de cobayes psychologiques. Chacun des appareils était relié à un phonographe dans le bureau du directeur. Toutes les heures, pendant la nuit, un murmure édifiant répétait une brève allocution sur « les principes d'une vie conforme à la morale ». Chap. X.

¹⁴⁶ *Brave New World Revisited*, chap. V. « On a donné beaucoup de surnoms à notre époque ... On pourrait tout aussi bien l'appeler l'ère de la télévisomanie, l'ère du feuilleton bêlant, ou l'ère du tourne-disque sans fin. »

société future de contrôle instauré par un pouvoir total. Pouvoir qui n'est pas assigné à un quelconque socialisme révolutionnaire ou fascisme, mais bien plutôt extrapolé — comme c'était le cas chez Emile Souvestre sous Louis-Philippe et ce l'est dans l'esprit de Huxley — comme la pente fatale de la société « moderne » tout entière, générée par la rencontre du pouvoir d'État aspirant à la surveillance et au contrôle intégral des individus et des progrès de la science mise au service de cet atroce projet. *Un bonheur insoutenable (This Perfect Day)* est par exemple un roman d'anticipation américain d'Ira Levin, publié en 1970. Comme dans *1984*, Levin développe l'histoire de l'homme seul révolté contre un État totalitaire mondial. Ce totalitarisme ne s'impose pas par la violence. Uni, l'ordinateur abrité sous les Alpes, contrôle la volonté de tous les humains par l'administration permanente d'un traitement euphorisant. Pour ceux qui prétendent échapper au contrôle d'Uni, il ne reste qu'à fuir à la recherche d'îles où vivent des restes d'humanité non contrôlés par l'Ordinateur central.

• *Le classique de la Guerre froide : Totalitarian Dictatorship and Autocracy*

[Retour à la table des matières](#)

C'est en 1956 que deux politologues américains, Carl Joachim Friedrich ¹⁴⁷ et Zbigniew Brzezinski publient le livre qui sera le classique académique de la Guerre froide vue par le « Monde libre », *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*. [63] Leur livre paraît dans les mois de l'invasion de la Hongrie qui semble confirmer, par delà la mort de Staline, leurs analyses et leurs pessimistes conjectures. ¹⁴⁸ Les deux politologues élaborent une définition par paramètres cumulatifs, donnés pour suffisants et nécessaires, qui sera indéfiniment répétée dans des centaines de manuels de science politique anglo-saxons.

¹⁴⁷ Né en Allemagne en 1901 alors que Zbigniew Brzezinski qui est toujours de ce monde est né en 1928 en Pologne.

¹⁴⁸ J'ai dépouillé *Totalitarian Dictatorship and Autocracy* sur la 2nd Ed. rev. Cambridge : Harvard UP, 1965 [Originale : 1956].

Le concept de « démocratie totalitaire » avait été *historicisé* peu auparavant par l'historien des idées israélien Jacob Leib Talmon. Son premier livre de généalogie intellectuelle, lequel marquera aussi son époque, *The Origins of Totalitarian Democracy*, ¹⁴⁹ est paru en 1952, il est consacré au babouvisme et à la Conspiration des égaux. L'étude remonte toutefois à Jean-Jacques Rousseau : il prétend faire apercevoir dans les idées du *Contrat social* la matrice originelle des idéologies ultérieures que Talmon voit s'épanouir au 19^e siècle, passer à l'acte au 20^e, et qu'il regroupe sous le chef de « démocratie totalitaire » en contraste avec l'esprit pluraliste de la démocratie libérale. J'ai consacré à la pensée de Jacob Talmon un chapitre du volume II et j'y reviens plus loin dans ce livre au chapitre 5, Généalogies du totalitarisme, section — La faute à Rousseau.

Pour un autre grand historien encore, britannique celui-ci, Norman Rufus Cohn dont paraît au même moment *The Pursuit of the Millennium*, le millénarisme résurgent à la fin du moyen âge sous l'égide de Joachim de Flore, s'est sécularisé au 20^e siècle en totalitarisme : « The more carefully one compares the outbreaks of militant social chiliasm during later Middle Ages with modern totalitarian movements, the more remarkable the similarities appear ». ¹⁵⁰ Le communisme, le marxisme, mais le nazisme aussi, idéologies « dissemblables à bien des égards », ont précisément en commun leur « lourde dette » à l'égard de la légende apocalyptique populaire médiévale. ¹⁵¹

Les paramètres retenus par Friedrich et Brzezinski comme nécessaires et suffisants à l'idéaltype sont six, à savoir :

¹⁴⁹ London : Secker & Warburg, 1952. et 1970. Talmon se trouvait à Londres pendant la guerre ; il y a obtenu en 1943 un Ph. D. de la London School of Economics.

¹⁵⁰ Cohn, *The Pursuit of the Millennium : Revolutionary Millenarians and Mystical Anarchists of the Middle Ages*. Fairlawn : Essential Books, 1957. xiii.

¹⁵¹ *Pursuit*, 309.

[64]

- une idéologie « totaliste » d'État (l'adjectif « totaliste » lui-même n'est pas vraiment défini — et comme il est redondant avec le *definiendum*, le tout apparaît d'emblée assez tautologique.) Carl Friedrich en vue de suggérer un caractère propre et commun aux idéologies communiste, fasciste et nazie, parlera un peu plus tard d'idéologies « chiliastiques » (synonyme grec de « millénariste »), mais ce mot d'origine religieuse, inspiré par Cohn sans doute, soulève un immense problème de persistance historique sur lequel la définition amendée fait l'impasse ;
- un parti unique, à structure rigoureusement hiérarchique, voué à l'application de cette idéologie,
- une police secrète pleinement développée ;
- trois monopoles d'État :
 - celui des communications,
 - celui des armes, et
 - la mainmise sur toutes les organisations civiles, spécialement économiques. ¹⁵²

Il résultait de cette définition que les régimes fasciste et nazi et, seul survivant en 1956, le soviétique, ¹⁵³ « are basically alike » : en dépit de leur adversité passée, ils sont fondamentalement semblables — nul doute qu'ici était l'essentiel du message.

Brzezinski ajoutera plus tard de son côté un critère additionnel : un but ultime activement poursuivi, celui de réaliser une révolution anthropologique visant la « mise en condition des humains » sur la base de certains « principes idéologiques arbitraires ». Carl Friedrich pour sa

¹⁵² Friedrich, Carl Joachim *et al.* *Totalitarianism in Perspective : Three Views*. New York : Praeger, 1969, 126. On verra aussi : Brzezinski, Zbigniew. *The Grand Failure : The Birth and Death of Communism in the 20th Century*. New York : Scribner, 1989.

¹⁵³ Et récemment ajoutée à la liste, la « Chine rouge ».

part doutait qu'il s'agisse là d'un trait qui demeurerait permanent et qu'il soit vraiment propre à de tels régimes.

Dans des essais ultérieurs, les deux auteurs, isolément l'un de l'autre, ont songé à adjoindre d'autres paramètres encore : la mobilisation permanente des masses, la volonté expansionniste illimitée (ce dernier trait allégué, il va de soi, ne saurait être un *propre* !) Les auteurs justifiaient le recours à un concept nouveau en posant que les régimes contemporains ainsi définis sont [65] radicalement différents des autocraties et des tyrannies antérieurement connues, que ces catégories classiques ne conviennent pas. Le syntagme même de *Totalitarian Dictatorship*, insistaient-ils, importe peu pour autant que la convergence indissociable des traits centraux soit reconnue - et la radicale nouveauté du phénomène.

Comme telle, à titre heuristique et idéaltypique, la définition de Friedrich et Brzezinski vaut ce qu'elle vaut : elle est bien construite autant qu'une définition statique peut l'être, les paramètres sont co-intelligibles, ils sont susceptibles d'être illustrés par des traits attestés des régimes rapprochés. Toutefois, il faut ajouter d'emblée qu'elle est *prima facie* imprécise, vague, qu'elle ouvre, comme je viens de le suggérer, sur des difficultés en incluant des termes, des notions qui demeurent eux-mêmes non élucidés. Le concept est *descriptif*, il n'est ni explicatif, ni (explicitement) prédictif, ni génétique. Retravaillé, il conservera de telles limitations. ¹⁵⁴ Il n'amorce pas la possibilité d'une explication historique de cette *stupéfaction* philosophique qui va être au cœur de la réflexion de Hannah Arendt : pourquoi l'apparition au 20^e siècle d'un système politique inouï, à ce point sanguinaire, broyeur de vies, pourquoi la terreur pour la terreur, une terreur qui finit par abattre à leur tour les hommes qui la déclenchent ? Si les agents du totalitarisme se conduisent comme des « fous », comment le sont-ils devenu ? Qu'y a-t-il dans l'idéologie « totaliste » d'État qui induit cette fanatique « folie » ? On ne peut tout mettre dans une définition, soit, mais celle-ci est trop statique et trop lacunaire pour ne pas laisser perplexe.

Quelques années plus tard, en 1969, Friedrich a avancé une définition plus « essentialiste » encore, mettant de l'avant comme avait fait

¹⁵⁴ On verra par exemple : H. Buchheim, *Totalitäre Herrschaft : Wesen und Merkmale*. München : Kosel, 1962. 000 » *Totalitarian Rule, its Nature and Characteristics*. Middletown CT : Wesleyan UP, 1968.

Franz Neumann, les *objectifs* poursuivis par ces régimes et non leur nécessairement imparfaite réalisation empirique : « Le totalitarisme, définira-t-il, est une forme nouvelle de gouvernement entrant dans la catégorie générale de la dictature, un système où les instruments d'une technologie de pouvoir avancée sont utilisés sans restriction par un mouvement élitiste centralisé, dans le but de servir une révolution sociale totale, incluant le conditionnement de l'homme sur la base de considérations idéologiques arbitraires imposées par les leaders dans un contexte d'unanimité forcée de l'ensemble de la [66] population. » ¹⁵⁵

Friedrich et Brzezinski aboutissaient, découlant de leur idéaltype, à une hypothèse *prédictive* qui restait implicite, or, c'est elle qui a été réfutée par le cours des choses, par l'histoire même de l'URSS de 1956 jusqu'à sa dissolution : l'inférence « logique » de la définition était que de tels régimes sont irréformables (ce qui peut demeurer « vrai » si on considère que les réformes un jour entreprises les déstabilisent, mais ceci, qui est trivial, pourrait se dire de tout régime en crise). Les *Cold Warriors* pensaient en fait que les totalitarismes ne peuvent jamais ni s'adoucir ni s'édulcorer. L'évolution de l'URSS et son effondrement final ont montré à tout le moins que cette conjecture n'a pas été confirmée, s'il est vrai que l'on peut soutenir qu'il y a une limite à la « libéralisation » au-delà de laquelle un système posttotalitaire se disloque.

Par ailleurs, le concept semblait inviter à négliger, si critiquable que fût l'URSS prise « en bloc », la mobilité sociale, les progrès de l'instruction, les formes limitées de participation populaire. Ce sera la tâche de l'école révisionniste des années 1980, de Moshe Lewin notamment, de corriger le concept en y injectant de l'histoire sociale, en mettant des nuances dans l'horreur et en revoyant le chiffre des victimes à la baisse d'une manière qui, à son tour, nous apparaît aujourd'hui inexacte, fallacieuse et dénégatrice. La critique révisionniste montrait aussi en URSS non une monstruosité d'épuré, une machine de terreur en plein rendement et sans grippage, mais la « place du désordre » russo-soviétique, les tiraillements, les intérêts d'appareils en concurrence, les perpétuelles rivalités. « Partant du constat indiscutable qu'il y avait des luttes de

¹⁵⁵ Carl Joachim Friedrich, *et al. Totalitarianism in Perspective : Three Views*. New York : Praeger, 1969. 126. Il faut souligner qu'en dépit de tout, ces définitions n'accordent pas à la terreur, à la police, à la coercition, un rôle aussi central que chez Hannah Arendt.

pouvoir au sein de la direction soviétique, que le monolithisme de façade du Parti dissimulait l'existence de factions et de clientèles, que le centre et la périphérie du système étaient en tension permanente, cette école en est arrivée à la thèse absurde qu'il existait du « pluralisme » et de la « polyarchie » en URSS comme dans les régimes bourgeois, selon des modalités différentes, certes, mais en fin de compte comparables. Il est vrai qu'on était loin alors des paroxysmes de l'époque stalinienne, mais même en regard d'un héritage refroidi, routinisé et en voie de nécrose, la méconnaissance de ce qui subsistait de l'inspiration d'origine du régime était [67] aveuglante. » ¹⁵⁶ • Voir plus loin : — Les historiens révisionnistes.

La théorie du totalitarisme de Friedrich et Brzezinski comporte une lourde intention politique, elle construit une équation /communisme existant = fascisme vaincu à grand peine/ qui a servi à légitimer la politique étrangère du « Monde libre » sous hégémonie américaine et à alimenter la rivalité politique, économique et idéologique entre les démocraties capitalistes et l'URSS et ses alliés, rivalité en principe limitée et contenues, mais, du Blocus de Berlin aux guerres de Corée et du Vietnam, guerre *chaude* également. L'équation peut passer pour une réponse « du berger à la bergère » à la théorie kominternienne du fascisme comme réaction désespérée du capitalisme aux abois face à la crise économique et aux progrès mondiaux de la révolution. Seule l'URSS - rejointe par la Chine « rouge » - incarnent « en temps réel » vers 1960 le modèle, alors que le nazisme anéanti sert de pierre de touche. ¹⁵⁷ Le concept, vulgarisé et mis au cœur de l'arsenal anti-communiste, comporte une conclusion latente : quels que soient les défauts et les injustices des sociétés capitalistes et les horreurs des régimes « autoritaires » qu'elles soutiennent, les totalitarismes sont infiniment pires.

Le discours anti-totalitariste mettait en garde les belles âmes de gauche. Ainsi que le leur intime Friedrich August von Hayek dès 1944

¹⁵⁶ M. Gauchet, *L'avènement de la démocratie III : A l'épreuve des totalitarismes. 1914-1974*. 523.

¹⁵⁷ Cf. Gleason, *Totalitarianism : The Inner History of the Cold War*. New York, Oxford : Oxford UP, 1995.

dans *The Road to Serfdom* : ¹⁵⁸ si le nazisme leur avait fait horreur, ils devaient se garder d'adhérer à des idéaux socialistes apparemment généreux mais « whose realization would lead straight to the abhorred tyranny ». ¹⁵⁹ Pourquoi les pays occidentaux étaient-ils entrés en lutte contre le totalitarisme fasciste et nazi et pourquoi en avaient-ils triomphé à si grands frais si c'était pour renoncer aux libertés démocratiques et adhérer maintenant à un socialisme non moins liberticide ? Dénonçant le totalitarisme qui s'exprime « au milieu de nous », von Hayek appelait les hommes de bonne volonté illusionnée à se détourner du mirage de la « grande utopie » et à revenir au pur libéralisme économique — [68] discours à contre-courant, absolument inaudible en Europe continentale en 1950 et qui ne trouvera audience comme *credo* néo-libéral qu'un demi-siècle plus tard. Pour l'ultra-libéral von Hayek, l'amorce du totalitarisme — donc du nazisme etc. — est à voir dans toute forme de planification économique, laquelle va devenir la grande idée de tous les États d'Europe occidentale au cours des Trente glorieuses. La catégorie *Totalitarianism* prend alors chez les libéraux de « pure doctrine » un sens de plus en plus extensif et de plus en plus polémique pour finir par englober toute forme de socialisme, tout État-providence trop interventionniste, ... fût-ce en Scandinavie.

Les différents théoriciens des années 1950-60, loin de *former bloc*, ont développé en fait des conceptions contradictoires du phénomène qualifié de « totalitaire » : philosophique chez Hannah Arendt, typologique chez Friedrich et Brzezinski, de conjoncture historique chez Raymond Aron, généalogique russe chez Moshe Lewin et plusieurs autres. Certains politologues vont concurremment essayer d'autres termes qui s'appliqueraient à l'URSS post-stalinienne de façon moins discutable qu'un immuable « totalitarisme » : on pouvait retravailler des termes anciens comme tyrannie, oligarchie, *autocracy* ou - puisque le primat de l'idéologie sur les réalités et sur le possible caractérisait l'URSS, — avancer (à titre de substitut ou concurremment) un néologisme *ideocracy*, idéocratie, ce que feront Raymond Aron et Martin Malia. •

¹⁵⁸ Chicago : U. of Chicago Press, 1944. --- » *La route de la servitude*. Paris : Librairie de Médicis, 1945. Cf. notamt. le chap. « Les racines socialistes du nazisme ». ---» 4^e éd. Paris : PUF, coll. « Quadrige », 2005.

¹⁵⁹ Page 4.

Voir tout le chapitre 3 qui discute de ce terme d'« idéocratie » et autres concepts alternatifs.

Si on écarte ceux qui ont récusé obstinément la catégorie, quelque nuance qu'on y mette, parce qu'ils voulaient sauver un communisme idéal de tout rapprochement avec le « fascisme », il demeure les critiques « techniques » qui montrent que le concept, outre l'aura polémique dont il n'est pas facile de le débarrasser, est simplement peu opératoire. Exemple : dès qu'on prétend travailler dans le concret et le précis, un parti communiste ne fonctionne pas, de Lénine à Staline et à Leonid Brejnev, comme le NSDAP nazi, ni comme le PNF italien lequel du reste ne jouait aucun rôle significatif dans le régime mussolinien.

La Détente invitera tout « naturellement » à nuancer ce concept statique, à ne pas se contenter de faire de l'URSS un sombre et immuable monolithe, à décrire une vie sociale et culturelle soviétique qui ne se réduisait pas à la terreur policière. C'est précisément le travail de l'École révisionniste qui a eu nettement tendance à redresser la barre dans un sens opposé et à oblitérer [69] les côtés répressifs, à chercher à entrevoir même une fallacieuse « convergence » des systèmes soviétiques et « occidentaux ». La dite Détente invitera à revisiter les notions paramétrées par Friedrich et Brzezinski : ainsi on a pu demander si la terreur totalitaire, même dans les années staliniennes, est quelque chose de pleinement contrôlé *d'en haut* ou, en bonne partie, le signe d'un manque de contrôle et d'un processus anarchique qui s'est emballé ?

Le « mérite » de la définition friedricho-brzezinskienne est finalement d'avoir incité les générations ultérieures à creuser en sens divers ses sommaires paramètres. À la fin des années de la Détente, le concept, instrumentalisé par la ou les droites, va peu à peu tomber en déshérence — avant de renaître de ses cendres après 1989. L'analyse du totalitarisme et le recours à ce mot banni vont demeurer toutefois, dans ces années confuses, le fait de la poignée des courageux penseurs de la gauche critique, de *Partisan Review* ¹⁶⁰ et de George Orwell à Claude Lefort, aux collaborateurs de *Socialisme ou barbarie*, à Edgar Morin

¹⁶⁰ Revue de gauche, oppositionnelle et trotskysante américaine, 1934-2003.

dans *De la nature de l'URSS : complexe totalitaire et nouvel Empire* ¹⁶¹
Je viens à eux un peu plus loin.

Je ne vois qu'une réfutation philosophique « de gauche » de l'idée de Totalitarisme, étrange monument sophistique d'une époque révolue où il semblait à des esprits censément généreux qu'il fallait sauver quelque chose de l'URSS coûte que coûte. C'est le livre de Maurice Merleau-Ponty, pas encore brouillé avec Sartre, compagnon de route stoïque du stalinisme, *Humanisme et terreur* ¹⁶² Le livre est une critique du roman d'Arthur Koestler, *le Zéro et l'infini*, qui traite de l'histoire de Roubachoff, personnage fictif inventé à partir de l'image combinée des anciens bolcheviks éliminés par Staline au cours des Procès de Moscou. Le raisonnement du philosophe parisien est le suivant : La violence et la terreur existent partout et pas moins dans les sociétés dites libérales ; nulle part ici-bas l'homme n'est traité humainement. Au moins alors, on peut persister à penser que l'URSS avec tous ses crimes conduit au Règne de la liberté. Pénible factum entortillé d'un philosophe qui ne parvient pas à regarder le stalinisme en face ni à identifier la logique totalitaire, qui critique de haut *le zéro et l'infini* et « explique » à coup [70] de sophismes et de dénégations les Grands procès.

De façon explicite ou implicite, conclut Juan J. Linz, lequel fait dans *Totalitarian and Authoritarian Régimes* la synthèse des définitions avancées par les uns et les autres tout au long de la Guerre froide, toute les définitions ont ceci de commun qu'elles posent un effacement de la frontière entre l'État et la société, l'émergence d'une politisation "totale" de la société par des organisations formées par le parti et ses succursales, — autrement dit, elles définissent une tendance idéaltypique qui demeure toujours loin d'être atteinte. « Ce trait qui différencie les systèmes totalitaires des diverses sortes de régimes autoritaires comme des gouvernements démocratiques, insiste-t-il, ne peut atteindre un plein achèvement. Par conséquent, bien que réduite, la tension entre la société et le système politique est loin d'y disparaître. Quant au façonnage des individus, à l'inculcation intime de l'idéologie au gros de la population, à la production de "l'homme nouveau" dont parlent les idéologues, ils sont visiblement encore plus improbables, et ce, quand bien même peu

¹⁶¹ Paris : Fayard, 1983.

¹⁶² Sous-titré *Essai sur le problème communiste*. Paris : Gallimard, 1947.

de systèmes en dehors des religions sont allés aussi loin dans cette direction que les systèmes totalitaires. » ¹⁶³

— *Objection à Friedrich et Brzezinski*

Je viens de le suggérer : je déchiffre *Totalitarian Dictatorship and Autocracy* comme une projection sur l'avenir conjecturé de l'URSS stalinienne (le livre a été élaboré du vivant de Staline) de ce qu'avait été la fin de l'Allemagne nazie, régime qu'il avait fallu détruire jusqu'au dernier homme. Pas plus que le totalitarisme nazi, l'URSS n'était ni ne serait susceptible de se réformer ni d'alléger la terreur qui en est l'essence. De l'attentat manqué contre Hitler, le 20 juillet 1944, à la capitulation du 8 mai 1945, l'Allemagne tombe dans la folie meurtrière et la destruction suicidaire. Le pays tout entier se transforme en immense charnier. Les anti-totalitaires et *Cold Warriors* américains projettent ce « scénario » sur le nouvel adversaire planétaire ; ils prévoient une nécessaire apocalypse finale face à un régime bétonné, entièrement mobilisé, soumis à une terreur croissante, transformé en citadelle.

La grande objection rétrodictive aux théories des deux Américains, c'est donc l'effondrement intégral en 1989-91 de ces régimes censés « totaux » et inexpugnables après les tentatives gorbatchéviennes, il est vrai vouées à [71] l'échec, de les réformer par en haut — et c'est aussi le caractère relativement pacifique de leur dissolution en forme de sauve-qui-peut. Ces circonstances décèlent dans les populations et chez les dirigeants la perte intégrale de la « foi » intense des débuts bolcheviks en même temps qu'un degré de rationalité et de lucidité loin du fanatisme suicidaire et jusqu'au-boutiste du Troisième Reich. Il va de soi que Lénine, Staline ou même un Walter Ulbricht n'auraient pas assisté impuissants à la désintégration du régime. Ils auraient eu recours à la force extrême sans hésitation.

¹⁶³ *Régimes totalitaires et autoritaires*. Préf. de Guy Hermet. Paris : Armand Colin, 2006. 38.

— *Instrumentalisation : la Doctrine Kirkpatrick*

Paru en 1982, le livre de Jeane Kirkpatrick, *Dictatorship and Double Standards*,¹⁶⁴ qui fixe une doctrine qui va devenir officielle, ne prédisait toujours pas autre chose à quelques années de la fin de l'URSS. Ce raisonnement bientôt démenti était au fond raisonnable dans son époque « puisqu'il n'existait pas encore d'exemples d'État totalitaire ayant disparu dans la nature. Il supposait cependant que les nouveaux dirigeants des États totalitaires seraient toujours aussi disposé à conserver le pouvoir à n'importe quel prix. Or ce ne fut pas le cas. Quand vint le moment de tirer sur la foule, les dirigeants communistes de la deuxième ou de la troisième génération hésitèrent ; ils n'éprouvaient plus cette passion qui animait jadis les fondateurs. Leur propre foi dans le système était trop faible pour justifier un massacre. »¹⁶⁵ C'est ce changement mentalitaire, autant et plus que les circonstances économiques et stratégiques, qu'il importe de souligner et d'expliquer.

La Doctrine Kirkpatrick illustre et fonde l'usage « reaganien » de la distinction réal-politique sophistiquée entre totalitarisme vs régimes autoritaires. Cette doctrine qui fut quelques années la base de la politique étrangère des États-Unis est effectivement nommée d'après Jeane Kirkpatrick, représentante permanente des États-Unis à l'ONU durant la présidence de Reagan et la théorie se trouvait préfigurée dans *Dictatorship and Double Standards* : elle pose en principe que les États-Unis peuvent et doivent soutenir les dictatures militaires et réactionnaires dans le Tiers-monde pour contrer partout le communisme. C'est ici le distinguo : ces dictatures de droite - contrairement aux régimes communistes - seraient seulement « autoritaires », mais nullement [72] « totalitaires » puisqu'elles pouvaient à terme se démocratiser, ce qui devait lever les scrupules d'une alliance, sinon avouée et officielle du moins *de facto*, avec elles et mettre une sourdine aux reproches que pouvait leur valoir leurs penchants à la répression. C'est sur la base de cette doctrine « réaliste » que les USA ont soutenu des dictatures féroces au Guatemala (jusque 1985), aux Philippines (jusque 1986), en Argentine (jusque 1983), et ont armé les *moudjahiddin* contre le régime pro-

¹⁶⁴ Il développe un essai d'abord publié dans le numéro de novembre 1979 de *Commentary Magazine*.

¹⁶⁵ Ronald Bytwerk, *Machines à broyer les âmes*, 188.

soviétique installé par l'URSS en Afghanistan, comme ils ont soutenu l'*UNITA* pendant la guerre civile en Angola et les *Contras* contre le pouvoir révolutionnaire au Nicaragua.

Tout reposait sur une prévision qui sera radicalement démentie : Kirkpatrick prévoyait elle aussi que le Bloc soviétique allait persister indéfiniment et représenter pour le Monde libre un danger géopolitique croissant. — Il va de soi que la « Doctrine » a été sous le feu des critiques et qu'elle est tombée en déshérence après 1991.

• *Hannah Arendt*
et la déchéance irrationnelle
de l'Occident

[Retour à la table des matières](#)

J'en viens au livre profond, intense, plein d'idées perspicaces, mais aussi lacunaire et contradictoire, « incohérent » même, reprochent certains ¹⁶⁶, *The Origins of Totalitarianism* de Hannah Arendt achevé en 1949 et dont le premier volume sort en février 1951. ¹⁶⁷ « Livre important et pourtant écrit à la diable, fait de pièces et de morceaux, étiré sur trop d'années ». ¹⁶⁸ La trilogie d'Arendt est peu cohérente à commencer par son plan général : — la première partie, sur l'antisémitisme, ne traite que des origines idéologiques du nazisme (Arendt exclut sans hésiter de son enquête l'Italie fasciste où subsistaient l'Église, la monarchie etc.) ; — la deuxième porte sur les « origines » dans l'impérialisme européen et le racisme d'un totalitarisme réduit ici encore au seul nazisme. À ce titre, Arendt entrait du moins en conflit frontal avec l'anti-totalitarisme simplet de la Guerre froide comme idéologie d'un « Monde

¹⁶⁶ Ainsi qu'en juge M. Burleigh, *The Third Reich : A New History*. New York : Hill& Wang, 2000, 17.

¹⁶⁷ Arendt, *The Origins of Totalitarianism*. 3rd Ed. New York : Harcourt Brace Jovanovitch, 1968 [1951]. ---» Avec d'autres écrits : *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*. [...] Éd. Pierre Bouretz. Paris : Gallimard, 2002. On a publié d'abord à part en français, la seule première partie de *Origins of Totalitarianism*, sous le titre de *Sur l'antisémitisme*. Calmann-Lévy.

¹⁶⁸ Furet, *Le Passé d'une illusion*, 500.

libre » [73] qui eût été innocent du malheur du siècle. La troisième partie enfin traite « phénoménologiquement » du totalitarisme comme d'une forme nouvelle et inouïe de régimes politiques, régimes absolument distincts de toutes les formes de tyrannie passées. Elle en traite en confrontant les deux systèmes nazi et soviétique duquel il n'avait guère été question dans les volumes précédents. Mais ici, Arendt ne traite plus ou ne traite guère de ses « origines », de leurs éventuelles origines communes et, comme je le note plus bas, la comparaison même tourne court.

Arendt avait entrepris la rédaction des *Origins* au bout du huit années d'une vie de réfugiée politique aux États-Unis, au milieu d'autres exilés et émigrés européens, surtout des Allemands. « During the years from 1941 to 1949 Arendt envisaged, reframed, reorganized, and expanded *The Origins of Totalitarianism* many times, reacting to new realities as they became clear to her. ... In the winter of 1942-1943, however, she was propelled to a starker, deeper vision. As news of the Nazi concentration camps reached America, her book became her waytorespond not as a : historian, concerned with the past and its causality ; but as a political thinker to the unbelievable factthat killing factories were operating day and night ail over Nazi-controlled Eastern Europe. » ¹⁶⁹ C'est à la fin de ces années qu'Arendt prend peu à peu conscience du réseau de camps et du régime de terreur prévalant en URSS et de ses terribles analogies avec le totalitarisme nazi. « Through materials from the Soviet Union that were beginning to become available in the West — including an anonymous memoir titled *The Dark Side the Moon* — Arendt had grasped that the Stalinist régime, too, defined by its institutions of total terror—the KGB, the purges, the labor camps — was totalitarian. "The really essential things which I hâve to put together with Russia, écrit-elle à Jaspers en septembre 1947, are just now coming clear to me". » ¹⁷⁰ Peut-être que la chasse aux sorcières du sénateur McCarthy qui battait son plein lors de la sortie du livre a incité Arendt à tempérer sa dénonciation du système stalinien et du moins à chercher à rendre ses analyses bien distinctes de l'anti-communisme grossier de la droite américaine et de celui des anciens communistes « renégats » qui n'hésitaient pas, au nom de la démocratie à laquelle ils s'étaient

¹⁶⁹ Elisabeth Young-Bruehl, *Why Arendt Matters*. New Haven : Yale UP, 2006. 36.

¹⁷⁰ *Ibid.*, 38

« convertis », à recourir à des moyens « proto-totalitaires » pour lutter contre l'idéologie reniée.

[74]

L'Idée de départ de la philosophe est que les grands types de régimes dans les sociétés humaines ont été très peu nombreux et ont été recensés et décrits depuis la plus haute antiquité. La plupart se sont avérés d'une extraordinaire longévité. Le totalitarisme est alors une *nouveauté* à l'horizon de la condition humaine, il est un événement sans précédent, l'apparition d'un mal radical, inconnu des hommes auparavant et inconcevable par eux. Pas seulement une nouveauté politique, mais des régimes où les catégories politiques et morales léguées par les siècles ne s'appliquent plus. « L'institution de régimes totalitaires, dans la mesure où leurs structures et leurs techniques sont absolument sans précédent, représente la nouveauté essentielle de notre époque. En comprendre la nature — ce qui n'est possible qu'après avoir décrit et analysé les origines et les structures du phénomène — équivaut pour ainsi dire à comprendre le cœur même de notre siècle. » ¹⁷¹

• La traduction française des trois volumes a été lente et difficile en raison de résistances têtues de « gens de gauche » dans l'édition. La traduction du volume III, *Le système totalitaire* ne se fait que vingt et un ans plus tard au Seuil, 1972. Jacques Julliard qui fut le promoteur de la traduction du tome III a raconté les réticences rencontrées pour publier ce volume qui, intolérablement, prétendait décrire le « totalitarisme » soviétique. ¹⁷² On n'a finalement une édition intégrale en français avec d'autres écrits connexes de Hannah Arendt qu'avec *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem...* Éd. Pierre Bouretz. Paris : Gallimard, 2002. ¹⁷³ Cela fait tout de même un délai d'un demi siècle. — J'ajoute que *Les origines du totalitarisme* et *Eichmann à Jérusalem* sont les livres les plus connus d'Arendt,

¹⁷¹ Arendt, *Understanding and Politics. On the Nature of Totalitarianism*. ---» *La nature du totalitarisme*. Trad. M.-I. Brudny de Launay. Paris : Payot, 1990. ---» Rééd. Payot-Rivages, 2006, 64.

¹⁷² Jacques Julliard narre cet épisode dans *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe. 1935-1953*, dir. St. Courtois. Monaco : Éditions du Rocher, 2003.

¹⁷³ Cf. notamment sur l'auteur : André Enegren. *La pensée politique de Hannah Arendt*. Paris : PUF, coll. « Recherches politiques », 1984. Cf. aussi Jean-Claude Poizat. *Hannah Arendt, une introduction*. Paris : Pocket, coll. « La Découverte », 2003.

mais pour les doctes, son grand ouvrage philosophique est *The Human Condition* qui [75] date de 1958. ¹⁷⁴

Loin donc de faire du totalitarisme, à la façon de Friedrich et Brzezinski, un idéaltype statique, Arendt cherche à éclairer la genèse du phénomène, à l'expliquer par ses « origines ». Sa question n'est pas qu'est-ce que c'est ?, mais *comment cela a-t-il été rendu possible ?* Sa réponse est puissante : le totalitarisme est le chemin de traverse pris par toute la civilisation occidentale, il est issu d'un effondrement moral de celle-ci. ¹⁷⁵ Arendt aboutit à une mise en accusation d'un 19^e siècle, première phase de la modernité, où les idées et les projets totalitaires trouvent leur origine avant le passage à l'acte au siècle suivant. La naissance de la société de masses apathiques et mobilisables, l'anomie croissante des foules sont au cœur de sa réflexion, comme la décomposition alléguée de l'État-nation, les progrès de l'impérialisme (éclectique, Arendt emprunte au marxisme ici qu'elle combine à Heidegger et au *Kulturpessimismus*) et la mégalomanie des Grandes politiques issue de la fusion du capitalisme conquérant et des égoïsmes nationalistes, l'expansionnisme européen, le colonialisme, le social-darwinisme, fondement du « droit à la domination » ¹⁷⁶ et venant corrompre la démocratie des métropoles. ¹⁷⁷ L'antisémitisme, le pan-germanisme, le panslavisme sont donnés pour les éléments originels convergents des futures pratiques totalitaires. La genèse du fait totalitaire en Occident entre 1884 et 1914 tient dès lors aux progrès irrépressibles d'une irrationalité mondialisante, d'une mégalomanie de politiques expansionnistes, d'une déraison croissante de toutes les sociétés occidentales ; à la déraison des élites se soumettent des foules percluses de ressentiment

¹⁷⁴ Rééd. 1998. ---» *Condition de l'homme moderne, premier chapitre : La condition humaine*. Paris : Nathan, 2002.

¹⁷⁵ On verra aussi : Arendt, *Understanding and Politics. On the Nature of Totalitarianism*. ---» *La nature du totalitarisme*, trad. M.-I. Brudny de Launay. Paris : Payot, 1990. Rééd. Payot-Rivages, 2006.

¹⁷⁶ Voir ici : Mark L. Haas, *The Ideological Origins of Great Power Politics, 1789-1989*. Ithaca : Cornell UP, 2005. Et J.-Lucien Radel, *Roots of Totalitarianism*. New York : Crâne, Russak, [1975].

¹⁷⁷ Voir un essai dans la tradition arendtienne : Herman Lebovics, *Imperialism and the Corruption of Democracies*. Durham NC : Duke UP, 2006.

et de chauvinisme, non moins que les [76] cyniques agents d'un capitalisme expansionniste. ¹⁷⁸

Arendt s'évertue donc à chercher des causes à l'émergence des machineries de domination totale, mais les causes qu'elle discerne ne parviennent pas, elle l'avoue, à expliquer intégralement *l'irrationalité* essentielle du totalitarisme, son défi à toutes les lois établies y compris les siennes propres : l'État détenteur des fins ultimes de la société, la terreur comme essence du régime, la politique émancipée de tout scrupule moral, les « mensonges énormes », les contre-vérités sur lesquels ces régimes reposent, le secret ubiquitaire (les institutions censées « légales » n'ont jamais le pouvoir qu'on leur attribue « sur papier »), la volonté de continuer à faire peser la terreur sur une population entièrement soumise, les purges récurrentes, la liquidation de groupes et de couches sociales qui ne sont *même pas* ennemis du régime, la totale indifférence à l'efficacité, notamment économique, la « gabegie planifiée » en dépit d'une gigantesque inflation d'un appareil bureaucratique plein de conflits et de dédoublements, la substitution, en fin de compte, de l'idéologie à la réalité.

Hannah Arendt aboutit à définir le totalitarisme dans les termes suivants : il s'agit d'« Une forme de gouvernement dont l'essence est la terreur et dont le principe d'action est le caractère logique de la pensée idéologique ». Les notions séculaires d'innocence et de culpabilité, de droit, de légitimité, de légalité sont effacées au profit de la terreur d'État. Dans un article de 1953, "Ideology and Terror", Arendt revient obsessionnellement sur la rupture morale radicale qu'ont opérée à la fois le Troisième Reich et l'URSS :

Même le châtement du criminel est encore un acte de responsabilité et de solidarité humaine. Les chambres à gaz du Troisième Reich et les camps de concentration de l'Union soviétique (qui sont également des camps d'extermination, même si les méthodes y sont différentes) ont rompu la continuité de l'histoire occidentale, car personne ne peut sérieusement assumer la responsabilité de telles entreprises, pas plus qu'on ne peut sérieusement en imputer la responsabilité à quiconque. Du même coup, elles sont une menace pour cette solidarité entre les hommes dont la condition est que nous

¹⁷⁸ C'est l'approfondissement de la thèse ancienne, soutenue par les socialistes et les anars d'avant 1914, que l'expansion coloniale et impérialiste aboutirait fatalement à corrompre le peuple et à dégrader la démocratie en métropole.

pouvons [77] tout à fait nous risquer à juger et condamner les actions des autres. ¹⁷⁹

L'essence du régime totalitaire, qui se substitue à toutes les règles juridiques et morales, est une terreur « qui n'est pas exercée arbitrairement ni selon les règles fixées par l'unique détenteur du pouvoir (comme dans la tyrannie), mais en conformité avec des processus extérieurs et leurs lois naturelles ou historiques ». ¹⁸⁰ « Si la légalité définit l'essence du gouvernement constitutionnel, c'est la terreur qui définit celle du gouvernement totalitaire. La terreur devient l'essence d'un gouvernement seulement lorsqu'elle est dirigée contre des victimes qui sont innocentes, même du point de vue du régime persécuteur, et que d'importantes parties de la population sont punies non pour des crimes dont elles sont soupçonnées, mais pour ceux qu'elles pourraient commettre. Cet usage de la terreur comme institution permanente du gouvernement, qui devient aussi indépendante de l'existence d'une opposition réelle que la permanence des lois l'est des violations éventuelles, se trouve déjà préfiguré dans l'idéologie raciste comme dans l'idéologie communiste. Dans les deux cas, certains groupes, indépendamment de leurs opinions, de leurs actions et de leur comportement, se trouvent désignés comme les ennemis de l'humanité : dans un cas, la bourgeoisie, à titre d'ennemi historique qui, seul, fait obstacle à la victoire du prolétariat et, partant, à l'édification d'une société sans classes et à l'avènement de la justice, et, dans l'autre, les Juifs en tant qu'ennemis naturels de l'humanité, contre-race. » ¹⁸¹ On note que, dans ces pages et dans bien d'autres, le parallèle entre les régimes bolchevik et nazi est systématiquement développé.

Arendt qui dessine dès lors un débouché totalitaire de toute l'histoire européenne moderne, met en cause la convergence de dynamiques politiques et sociales perverses depuis la révolution industrielle. C'est comme la résultante de cette dynamique que le totalitarisme émerge en

¹⁷⁹ « Ideology and Terror », *The Review of Politics*, 15/3, july 1953. 303-327 ; trad. *Idéologie et terreur*, introduction par Pierre Bouretz. Paris : Hermann, 2008. 53.

¹⁸⁰ Ibid., 69.

¹⁸¹ Arendt, *Understanding and Politics. On the Nature of Totalitarianism. ---» La nature du totalitarisme. Trad. M.-I. Brudny de Launay. Paris : Payot, 1990. ---» Rééd. Payot-Rivages, 2006, 99.*

tant que phénomène inouï qui rompt avec tout le passé, avec l'histoire elle-même comme séquence d'événements plus ou moins marquants et intelligibles.

[78]

Ce qui est puissant chez Arendt, et dérangeant, c'est que le totalitarisme, très différent de l'objet-repoussoir bricolé par l'idéologie de la Guerre froide, ce n'est pas les « autres », ce ne sont pas des extrémistes, de répréhensibles antidémocrates et anti-libéraux, ce ne sont pas les seuls bolcheviks et fascistes, c'est sur quoi débouche toute l'histoire européenne et occidentale. Les « origines » des régimes de terreur et des génocides et massacres de masse du 20^e siècle sont civilisationnelles ; elles remontent *à la fois* à la révolution industrielle, à la mégalomanie des classes possédantes *et* à la naissance de la politique de masse en 1789, — aux « despotisme de la liberté », « règne de la vertu », à la soumission à la Volonté générale, à la conscription et la levée en masse.

(Le rapprochement qu'Arendt esquisse avec 1789-1793, Robespierre/Lénine, Fouquier-Tinville/Vychinski, Terreur jacobine/terreur stalinienne n'a rien d'original : c'est un lieu commun des historiens du 20^e siècle ; il aboutit à François Furet.)

Les sociétés de masse, ces magmas où sont dissous les individus, les classes et les rangs — type de sociétés issues de l'effondrement du système traditionnel des classes et de l'affaiblissement de l'État-nation - naissent avec les progrès mêmes de la démocratie et de l'État de droit mais elles recèlent un danger immanent pour ceux-ci. Ce sont des sociétés qui se sont peu à peu atomisées, où les hommes sont tentés par l'autoritarisme et travaillés par l'intolérance et la haine. Cette thèse fait penser à l'ambivalence de Tocqueville face à la démocratie.

Les « générations du front » aventurières et nihilistes de 1918 figurent une version exacerbée de cette tendance. Les chefs totalitaires s'appuient sur des masses désorientées. Le crime et la violence exercent un puissant attrait sur elles. L'individu en manque d'insertion sociale s'identifie au Groupe que lui définit et désigne l'idéologie totalitaire. Les procès de Moscou, la liquidation des SA n'ont été possibles que parce que les masses approuvaient tacitement. « La tentative totalitaire de rendre les hommes superflus reflète l'expérience que font les masses

modernes de leur superfluité sur une terre surpeuplée ». ¹⁸² Le lien direct entre atomisation sociale et totalitarisme est au cœur de la réflexion.

[79]

Arendt met le fait des *camps* — sans isoler dans une horreur à part les camps d'extermination des nazis — comme la preuve en acte et l'éminente illustration de cette idée de superfluité des humains. C'est précisément ce phénomène des camps, « la plus importante institution de la domination totalitaire », ¹⁸³ qui lui permet d'inclure nazisme et communisme soviétique dans une même conceptualisation. « Les camps ne sont pas seulement destinés à l'extermination des gens et à la dégradation des êtres humains ; ils servent aussi à l'horrible expérience qui consiste à éliminer dans des conditions scientifiquement contrôlées la spontanéité elle-même en tant qu'expression du comportement humain. » ¹⁸⁴

On le constate : Arendt donne à l'idéologie un rôle décisif, idéologie d'État toujours couplée à la terreur, — mais la dite terreur, « essence » du régime, est la conséquence du primat absolu de l'idéologie totale, du primat du « délire idéologique » substitué à l'expérience empirique. « Il semble bien qu'aux yeux d'Hannah Arendt, la politique totalitaire consiste, au moins pour une part importante, dans *l'actualisation des potentialités* contenues dans l'idéologie, qu'elle en soit une dérivation. » ¹⁸⁵ Bien entendu, ajoute-t-elle, « là où le règne de la terreur est porté à la perfection, comme dans les camps de concentration, la propagande disparaît complètement. » ¹⁸⁶ Ce rôle fondateur et déterminant de l'idéologie, thèse qui préfigure le concept d'« idéocratie » chez un Martin Malia, c'est une idée originale et un élément trop peu souligné des *Origins of Totalitarianism*. Nous y retrouvons une interprétation forte du « vieux » problème du *rôle des idées dans l'histoire*.

Au tome III, Arendt montre la convergence du communisme bolchevik et du nazisme dans une semblable plongée dans l'inhumanité.

¹⁸² *Origines*, 862.

¹⁸³ *Origines*, 787.

¹⁸⁴ *Origines*, 783.

¹⁸⁵ Ferry in Evelyne Pisier-Kouchner, dir. *Les interprétations du stalinisme*. Paris : PUF, 1983, 237.

¹⁸⁶ *Origines*, 660.

Elle la constate mais elle reconnaît elle-même plus d'une fois qu'il est « curieux » (« it is a curious fact ») que, partant de principes économiques, idéologiques et culturels diamétralement opposés, les deux régimes en conflit ont abouti à « des [80] résultats structurellement identiques ». ¹⁸⁷ La réflexion de la philosophe ne cherche pas vraiment à lever cet « étonnement » qui demeure numineux et angoissant. L'analyse sur ce point essentiel tourne court. Idéologie et terreur définissent le totalitarisme : il semblerait alors que le contenu « diamétralement opposé » des idéologies, *soit* ait importé bien peu, *ou bien* qu'en dépit des apparences, les dites idéologies communiste et fascistes possédaient des traits communs et une *essence* idéelle semblable. Ce serait à mon sens l'alternative à trancher qu'Arendt ne creuse pas, bien que toute sa généalogie des Origines invite à conclure à l'inclusion des idéologies extrêmes en conflit dans une même matrice irrationnelle de la modernité occidentale. La question qui est tout de même fondamentale de savoir en quoi les idées qui nourrissent le nazisme/fascisme aboutissent à engendrer *aussi* le totalitarisme soviétique n'est en tout cas pas explicitement posée -à moins de considérer, et c'est vers quoi mène à mon sentiment la généalogie arendtienne, l'ainsi nommé marxisme-léninisme comme un *avatar*, sous des habits socialisants et humanitaires, du productivisme et de l'étatisme. Telle était, *Verbatim*, l'idée suspicieuse et l'argument-clé des anarchistes et libertaires de la Belle époque opposés au cauchemardesque « collectivisme d'État » rêvé par leurs frères ennemis, les « socialistes autoritaires », ces prisonniers des idées « bourgeoises ».

Arendt infère aussi que les totalitarismes sont des régimes, de par le grandiose et chimérique but final qu'ils poursuivent, en mouvement perpétuel, toujours agités, toujours résolus à re-mobiliser les masses pour quelque nouvelle étape de leurs Grandes politiques. Un régime totalitaire ne peut survivre que par la fuite en avant. Les idéologies soviétique et nazie, dissemblables en apparence, se rejoignent dans ce qu'Arendt désigne comme la « loi du mouvement » qui découle de leurs « idées » fondatrices, étant l'expression activiste du déterminisme historique dont elles sont imbues toutes deux. Cet historicisme peut apparaître, dans la

¹⁸⁷ Arendt, *Essays in Understanding*. Éd. par Jérôme Kohn. New York : Harcourt Brace, 1994, 347.

lignée de Karl R. Popper cette fois, comme une source idéologique du mal politique au 20^e siècle :

Aussi différentes que puissent être ces deux idéologies — le matérialisme dialectique, si magnifiquement plein des meilleurs traditions occidentales ; le racisme, si pitoyablement grossier même [81] s'il se fonde sur un aspect effectif d'expérience vécue —, il est frappant que la loi du mouvement se manifeste de la même manière chez l'une et l'autre : elle vise dans les deux cas à être une loi de l'éviction du « nuisible » ou du superfétatoire au profit d'un déroulement sans heurt du mouvement dont, à terme, tel le phénix renaissant de ses cendres, est censée surgir une nouvelle forme d'humanité. Traduite dans le langage du droit positif, la loi du mouvement aurait pour commandement : « Tu devras tuer ! » Les idéologies ne vont pas jusqu'à cette conséquence parce qu'elles comptent encore sur l'espoir qu'à un moment quelconque le processus parviendra enfin à son terme, lorsque la société sans classe se réalisera partout dans le monde, par exemple, ou lorsque la race des maîtres dominera toute la terre. ¹⁸⁸

Arendt va réviser et mettre à jour les *Origins of Totalitarianism* pour la réédition de 1958 qui se conclut par l'essai intitulé « Ideology and Terror » : elle y re-justifie l'idée que l'URSS de Staline était totalitaire. Mais évoquant la révolution à Budapest en 1956, elle y trouve, en dépit de la répression, des raisons d'optimisme : les conseils révolutionnaires des Hongrois lui apparaissent comme le contraire de la machinerie policière et des camps. ¹⁸⁹

À la fin des années 1960, la nouvelle préface qu'elle adjoint à la troisième partie des *Origins* conjecture ou pense entrevoir, avec un

¹⁸⁸ Arendt, *Idéologie et terreur*. Hermann, 2008. Ce texte a été publié pour la première fois dans *Offener Horizont. Festschrift für Karl Jaspers*, Munich, Piper, 1953.65. Arendt y souligne le caractère illimité, sans fin, de cette fuite en avant : « La politique totalitaire qui entend suivre les recettes des idéologies a mis à nu l'essence véritable de ces courants dans la mesure où elle a clairement montré qu'il ne saurait y avoir de terme au processus. Si éliminer ce qui est nuisible et impropre à vivre est la loi de la nature, ce serait la fin de la nature si l'on ne trouvait pas de nouvelles catégories de ce qui est nuisible et incapable d'être à la hauteur des exigences de la vie. » 65-66.

¹⁸⁹ Elisabeth Young-Bruehl, *Why Arendt Matters*. New Haven : Yale UP, 2006.42. « Ideology and Terror », *The Review of Politics*, 15/3, july 1953. 303-327, traduit en fr. *Idéologie et terreur, introduction* par Pierre Bouretz. Paris : Hermann, 2008.

regain d'optimisme qu'on peut juger peu critique, une « dé-totalitarisation » de l'URSS sous Nikita Khrouchtchev dans les années du Dégel et de la « coexistence pacifique ». Arendt n'a pas travaillé sur l'URSS d'aussi près que sur le nazisme et elle conserve de vagues illusions à son égard. Elle affirme dans la préface à la réédition de la 3^e partie des *Origins* en 1966, sans étayer vraiment cette [82] suggestion, que l'URSS de Khrouchtchev n'est « plus tout à fait » totalitaire. Son sommaire argument est fondé sur « the amazingly swift and rich recovery of the arts during the last decade »... Quel sérieux prêter à ce propos superficiel ? En 1967, elle persiste à déceler « an authentic though never unequivocal process of detotalitarianization » en URSS. ¹⁹⁰ Les années 1960, c'est pourtant la période où se dissout dans la population russe la foi sur laquelle l'Idéocratie soviétique repose, mais Arendt ne perçoit pas cette aporie concrète qui, ultimement, emportera le système.

D'autre part, Arendt attribue la *totalitarisation* de l'URSS au seul Staline et en exonère, sans argumenter non plus et sans citer aucun fait car elle ne connaît visiblement pas grand chose de la période, la dictature révolutionnaire de Lénine et la suite des années 1920. « Pour transformer la dictature révolutionnaire de Lénine en un régime complètement totalitaire, Staline fut d'abord obligé de créer artificiellement cette société atomisée que les circonstances historiques avaient déjà préparées en Allemagne pour les nazis ». ¹⁹¹ Ce contraste encore est bien douteux. Arendt délimite ainsi fortement son concept dans le temps. Il est possible qu'elle veuille sauver quelque chose de l'espérance révolutionnaire déçue par le cours de la réalité soviétique. Arendt évoque une sorte de coup d'état de Staline en 1929 qui serait la date *a quo* du passage au totalitarisme - coup d'état imaginaire dont les archives n'ont pas gardé de trace. Accablant Staline, Arendt demeure une sorte de « philo-léniniste ». Arendt ne se pose pas la question de savoir comment l'URSS serait passée d'une dictature révolutionnaire à un régime totalitaire, alors que « la politique suivie par Staline à partir de 1928-29 se contentait de reprendre et de systématiser celle inaugurée par son maître à penser et à agir dès 1917-18. » ¹⁹² Elle exonère Lénine, « véritable homme d'État », elle rend hommage à Khrouchtchev et fonde quelque

¹⁹⁰ Cité par : Gleason, *Totalitarianism : The Inner History of the Cold War*. New York, Oxford : Oxford UP, 1995, 131.

¹⁹¹ *Origins*, 627.

¹⁹² Stéphane Courtois. *Communisme et totalitarisme*. Paris : Perrin, 2009.

espoir en lui, et elle ne parle pas de Mao Zedong dont le régime mégalomane et meurtrier tourne pourtant alors à plein — et elle écarte de sa mire le régime qu'elle juge avoir été relativement bénin de Mussolini. Ici aussi, il est évident qu'elle n'a pas creusé la question de l'Italie.

Le totalitarisme, souligne à plus d'une reprise la philosophe, est avant tout [83] *difficile à comprendre* et le penseur ne doit pas vouloir dépasser cette difficulté au moindre prix ni refouler ce qu'elle a d'angoissant. Elle avoue qu'il lui demeure, au bout de ses efforts, en partie inintelligible. Il est l'impossible et l'impensable devenus possibles. En ce qui touche à l'irrationalité inhérente de ce qu'on ne peut platement appeler de « simples » régimes politiques, Arendt est perspicace, mais, dans la foulée, elle place la barre très haut pour procurer une explication tant soit peu satisfaisante à la mise en place de ce monde absolument nouveau où les hommes sont devenus « superflus ». Le totalitarisme dépasse l'entendement humain, c'est en quoi il semble l'obliger à n'en pas faire un phénomène contingent et localisé, mais à reconnaître que toute la civilisation occidentale, ses valeurs et ses croyances sont en cause, qu'elles se sont préalablement effondrées. ¹⁹³

Arendt fait ainsi éclectiquement converger dans sa réprobation de la modernité — très heideggerienne en une transposition libérale (!), la modernité comme « oubli de l'être » — la critique socialiste de l'expansion capitaliste et de l'impérialisme *et* la critique « de droite » à la Gustave Le Bon et à la Ortega y Gasset de l'irrationalité des masses, déboussolées et nihilistes, et celle de l'atomisation de la société - le tout pour aboutir à une condamnation englobante, de droite et de gauche, de la modernité.

Telle s'exprime la mise en accusation par une philosophe « sans attaches », une penseuse *heimatlos*, profondément pessimiste en dépit de bouffées d'optimisme occasionnel, de la modernité tout entière, impérialiste, productiviste, mais tout aussi bien celle de la modernité censée « progressiste » avec ses absurdes « lois de l'histoire » et leur fausse morale immanente, une modernité vue comme un processus de déraison et déshumanisation au bout duquel l'homme est devenu « superflu ». Son humanisme philosophique nostalgique, basé sur les Grecs, les Romains et les anciens Juifs, le sentiment exprimé partout dans son œuvre d'un *Never more*, bien loin de tout optimisme d'une ré-institution

¹⁹³ *Origines*, 846.

morale et sociale à portée de main, — tout ceci, qui lui fait tirer philosophiquement tous azimuts contre toutes les politiques et institutions modernes, ne pouvait être mis au service d'aucun « camp » politique. Les gens de gauche qui auraient trouvé des arguments chez elle en cherchant un peu, n'ont pas lu Arendt, trop américaine et trop anti-soviétique, et les gens de droite, tout en se réclamant d'elle, n'ont pas voulu comprendre sa thèse « inutilisable » de la *matrice* formée par une civilisation [84] occidentale en voie d'effondrement moral sous les coups de l'impérialisme, — thèse qui rendait dérisoire toute exaltation d'un libéralisme démocratique intemporel. Dans la conjoncture de la Guerre froide, c'est la disjonction même du totalitarisme et de l'impérialisme qui scelle *l'idéologisation* du concept à titre d'instrument polémique contre l'extrême gauche. Son réquisitoire qui met en cause toute la modernité « démocratique » n'empêchera toutefois pas son tortueux ouvrage, dûment simplifié et mis à plat, d'être instrumentalisé par les anticomunistes américains comme, lors de la traduction en allemand, par la majorité de droite d'Adenauer, posant en défenderesse du « Monde libre ».

Les régimes totalitaires disparus étendent leur ombre sur le monde d'après leur chute. L'énoncé le moins pessimiste que l'on puisse repérer dans les écrits de la philosophe est quelque chose comme ceci : « le totalitarisme disparaîtra simplement un jour sans laisser d'autre trace dans l'histoire de l'humanité que des peuples épuisés, le chaos social et économique, le vide politique et une *tabula rasa* spirituelle. » ¹⁹⁴ C'est sur ce propos crépusculaire que se concluent les *Origines* !

Hannah Arendt esquisse cependant en contraste une morale stoïque de la bienfaisante dés-illusion : nous, modernes tardifs, allons devoir finalement apprendre à vivre sans illusoires espérances, « in the bitter realization that nothing has been promised to us, no Messianic Age, no classless society, no paradise after death ». ¹⁹⁵ Elle épouse ici la vieille thèse rationaliste de la religion condamnée à terme qu'elle combine à celle des « religions politiques », nommément du marxisme, substitués archaïco-modernes des religions révélées ayant largement contribué au malheur du siècle, les millénarismes socialistes n'ayant été que l'avatar

¹⁹⁴ *Origines*, 861.

¹⁹⁵ *The Origins of Totalitarianism*. 3^e éd., New York : Harcourt Brace Jovanovitch, 1968 [1951], 436.

d'une *Illusion* dont l'humanité devait finir par se désabuser même si la lucidité cher payée devait être « amère » et pas seulement libératrice. L'idée que poursuit Arendt est celle du désenchantement comme nécessité éthique *et* comme ce processus historique entamé avec le scepticisme libertin et philosophique à l'égard des religions révélées qui devra, quoi qu'on en ait, s'accomplir jusqu'au bout. Tout à fait opposée aux sociologues conservateurs à la Vilfredo Pareto avec leur doctrine méprisante des religions, antiques et modernes, chrétiennes et [85] socialistes, comme des impostures utiles se succédant indéfiniment les unes aux autres, Arendt soutient la thèse d'une dés-illusion nécessaire de l'homme moderne, devenu sobre et raisonnable, mais privé de promesse de bonheur et d'espoir de réparation des maux sociaux et tenu de regarder sans ciller un monde par bien des côtés insupportable.

Arendt s'est fait bien des ennemis en Europe et en Amérique avec ses trois volumes - et de plus coriaces encore, du côté sioniste comme du côté antifasciste, avec son ultérieur *Eichmann à Jérusalem*. Ses amis sionistes lui reprochèrent de montrer Israël reproduisant tous les travers de l'État-nation impérialiste. On lui a reproché aussi de ne pas confesser l'unicité de la Shoah. Son point de vue d'exilée et d'apatride qui n'épargne rien ni personne, qui est sans tendresse pour quelque fétiche que ce soit, a blessé plus d'un lecteur et nombre de ses amis.

Si son oeuvre a connu un vif regain d'influence et de prestige après la Chute de 1989-1991, c'est aussi que personne, et sûrement pas le « camp » libéral, n'a repris — ni même pris au sérieux — sa condamnation tous azimuts de la modernité occidentale rongée par l'impérialisme et roulant à vau-l'eau.

— *Objections*

On peut faire à *Origins* de nombreuses objections. On peut même rejeter au bout du compte cette « accumulation de brillants paradoxes et d'affirmations contradictoires », comme en juge Pierre Ayçoberry.¹⁹⁶ Les trois volumes, trois pièces d'un puzzle qui ne s'emboîtent pas, n'offrent ni une théorie complète du totalitarisme, ni une explication satisfaisante de sa genèse. Comme je l'ai indiqué, l'analyse est déséquilibrée dans la mesure où les « origines » du bolchevisme et du stalinisme n'apparaissent pas clairement dans le volume II « généalogique » et que les rapprochements occasionnels de ceux-ci avec l'impérialisme et la révolte des masses sont sommaires et arbitraires.

Très « philosophe » (au sens tant soit peu péjoratif de ce mot), Arendt est fort indifférente aux questions économiques et aux besoins matériels, et elle est assez négligente en termes de périodisation.

[86]

En vrac, voici quelques-unes de mes objections — qui ne sont pas originales : — La thèse de l'effondrement préalable du système traditionnel de classes et de l'affaiblissement de l'État-nation est contredite par la plupart des historiens, elle est mal circonstanciée et mal étayée. Les sociétés de masses — contrastées avec une sorte de naïveté philosophique intemporelle à la *Polis* grecque — ont produit les centres d'achat, les disneylands, la société de consommation, de loisir et de médias : pour un penseur atrabilaire tout ceci est certes bien triste, mais enfin ce n'est pas les raids du squadriste ni les rallyes de Nuremberg, ni les réseaux de camps.

La connexion totalitarisme / racisme du 19^e siècle qui vaut évidemment pour le nazisme n'explique guère les massacres soviétiques des ennemis de classe, des bourgeois et de koulaks, encore moins les déimations des « peuples coupables », Cosaques, Allemands de la Volga, Karatchaïs, Tatars de Crimée etc., tout ceci n'étant censément pas du « racisme ».

¹⁹⁶ *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme, 1922-1975.* Paris : Seuil, 1979. 177.

Pourtant je persiste à penser qu'*Origins*, avec ses lacunes et ses contradictions, est un livre courageux et fort dans la mesure où il ne s'arrête pas à la surface des choses ni à la conjoncture immédiate, où il n'est pas au service d'un transitoire « consensus », où il ne recule pas devant les questions déplaisantes, dans la mesure où il nourrit la réflexion par des réponses désordonnées mais intellectuellement audacieuses. Ce qui fait la prégnance de la pensée de Hannah Arendt est qu'elle aborde le totalitarisme comme un événement *inouï*, comme une nouveauté absolue qui émerge de la « modernité » et étend son emprise par delà la morale séculaire, le bien et le mal, par delà l'intelligible et le raisonnable peu à peu fixés au cours de l'histoire des hommes et qu'on nomme « civilisation ».

[• *Le totalitarisme vécu :
les témoignages des pays
du Pacte de Varsovie*](#)

[Retour à la table des matières](#)

Dans les quarante années où un « rideau de fer » divise l'Europe, divers penseurs et littérateurs du « socialisme réel » vont emprunter la catégorie de « totalitarisme » pour chercher, de l'intérieur de leur expérience d'intellectuels brimés et persécutés dans un monde de mensonge et de censure, à donner un sens à la capacité de tels régimes, certes différents en intensité d'horreur après 1960 du système stalinien visé jadis par les Américains, de produire des [87] « esprits captifs », ¹⁹⁷ — le mot de « totalitarisme » désignant pour eux non pas l'épisode de terreur extrême du stalinisme, mais les constantes de répression de la liberté de pensée des régimes soviétisés — des régimes du Pacte de Varsovie auxquels ces « dissidents » appartiennent. Comme le synthétise Adam Michnik dans ses *Lettres de prison*, et il résume le sentiment de tous, il n'y a pas, il ne saurait y avoir de communisme non-totalitaire. Ou bien le communisme demeure totalitaire, ou il cesse d'être un communisme.

¹⁹⁷ Czeslaw Milosz, *Zniewolony umys. ---» La pensée captive*. Paris : Gallimard, 1953. ---» Rééd. 1988.

On remarque néanmoins une variété des positions et d'interprétations des divers dissidents quant au recours à « totalitarisme » et à la portée qu'ils confèrent à la catégorie. Le tchèque Vaclav Havel décrit avec talent la « guerre invisible du système totalitaire contre la vie » et la pesante grisaille quotidienne qui en résulte. La hongroise Agnès Heller réexamine les travaux d'Hannah Arendt et « étend [la notion] non seulement aux pays de l'Europe orientale, mais aussi à de nombreux pays du Tiers Monde. Tandis que le russe Alexandre Zinoviev, qui étudie le processus de servitude volontaire à l'œuvre dans la société soviétique, récuse l'usage d'un totalitarisme à ses yeux trop occidental, le biélorusse Michel Heller y voit au contraire un paradigme majeur, tout en insistant davantage sur la production de la conformité que sur la terreur proprement dite. »¹⁹⁸ Au premier rang, je mettrai le poète, romancier, essayiste polonais, prix Nobel de littérature en 1980, Czeslaw Milosz.¹⁹⁹ Milosz baptise « logocraties », ces régimes policiers et répressifs fondés sur des discours, de la propagande, du blabla. Quant au philosophe et historien polonais Leszek Kolakowski, il a adopté le concept de totalitarisme autour de 1973 et « il inscrit le stalinisme dans une certaine continuité avec le projet marxien. » Marx, raisonne-t-il, était persuadé que l'unification de la société était le préalable de sa libération ; or, « il n'existe pas d'autre technique connue pour produire l'unité de la société que le despotisme ». ²⁰⁰ Poussé à l'exil, devenu professeur à Oxford, Leszek Kolakowski s'attelle aux 1300 pages [88] de son histoire du marxisme, *Glównie nurty marksizmu, Main Currents of Marxism*. Pour lui, l'utopie communiste ne pouvait chercher à « s'incarner » que sous la forme de régimes répressifs, violents et inefficaces. En d'autres termes, le totalitarisme soviétique ne fut pas une figure possible, et éminemment regrettable, du passage à l'acte, de l'Inapplication » de l'idée marxiste, mais, étant données les prémisses et la nature du projet, la seule sorte possible de réalisation de cette « idée ». Une société qui

¹⁹⁸ Voir ses articles de 1974 à 1981 sur divers sujets : christianisme, totalitarisme, utopies. Kolakowski [Kolakowski], Leszek. *Le village introuvable*. Bruxelles : Complexe, 1986.

¹⁹⁹ Voir aussi sur l'URSS totalitaire : Vladimir Shlapentokh, *A Normal Totalitarian Society. How the Soviet Union Functioned and how it Collapsed*. Armonk NY : Sharpe, 2001.

²⁰⁰ R. Martelli, *Pour en finir avec le totalitarisme*. S. 1. : La ville brûle, 2012. 30. Voir Heller, Michel [Geller, Mikhail]. *La machine et les rouages. La formation de l'Homme soviétique*. Paris : Calmann-Lévy, 1985.

serait à la fois communiste, démocratique, respectueuse des droits et simplement de la vie des hommes est tout bonnement un assemblage de mots creux, non plus une « simple » utopie, mais un oxymore verbeux, « de la glace bouillante », écrit-il. ²⁰¹

On voit émerger « à l'Est » un concept amendé et un mot dérivé : celui de *post-totalitarisme* censé qualifier le système d'après la répression stalinienne, dans les années d'avant la Chute du Mur, concept extrapolé par les intellectuels de l'expérience lugubre et démoralisante de la vie quotidienne dans les pays du Pacte de Varsovie. Vaclav Havel et d'autres intellectuels dissidents sont en effet venus revivifier dans les années 1980 la réflexion sur le totalitarisme qui tendait à tomber en défaveur, alors que la décrépitude croissante de ces régimes dits « socialistes » frappait les voyageurs étrangers. « C'est précisément au moment où la science politique occidentale abandonnait le concept de totalitarisme comme produit peu scientifique de la Guerre froide que Vaclav Havel et la dissidence centre-européenne se ré-approprièrent le concept en le redéfinissant à travers la notion de "post-totalitarisme" — c'est-à-dire un "totalitarisme failli", un "totalitarisme aux dents cassées", selon les mots d'Adam Michnik. Alors que le totalitarisme des années 1930 à 1950 reposait sur la terreur de masse, le post-totalitarisme ne vise plus que la soumission et la résignation apparentes par une répression sélective et par le mensonge institutionnalisé. "Accoutumance", "assimilation", "adaptation", ces termes renvoient à la fois à des stratégies de repli des individus et tiennent lieu de lien social dans la phase post-totalitaire du système communiste. » Contrairement à sa phase initiale où le pouvoir recherchait l'adhésion enthousiaste à un projet de changement révolutionnaire, le post-totalitarisme, modeste, ne recherche *plus que* la démoralisation de tous et chacun, la perte de tout espoir de changement. « Ce qui distingue le post-totalitarisme peut se résumer ainsi : l'idéologie reste un mode de légitimation ritualisé, mais il n'est plus question d'adhésion, seulement de [89] comportement conforme. » ²⁰²

²⁰¹ « Le fait national, force majeure de la désintégration », in P. Kende & Kr. Pomian, dir., *1956, Varsovie-Budapest*. Paris : Seuil, 1978, 63.

²⁰² Jacques Rupnik, « Vaclav Havel, portrait intellectuel d'un penseur du post-totalitarisme », *Le Monde*, 22 déc. 2011. L'auteur souligne encore ceci : « Sans doute la plus dérangeante innovation havelienne dans sa définition du post-totalitarisme est que, à la différence des dictatures classiques, la ligne de clivage

En France, Tzvetan Todorov, critique littéraire mué en historien des idées, introduit le recueil de ses essais depuis trente ans sur *Le siècle des totalitarismes* en rappelant que le Français d'origine bulgare qu'il est parle d'expérience : « Je suis né à la veille de la Seconde Guerre mondiale en Bulgarie, pays qui est passé dans la zone d'influence soviétique en septembre 1944. Après une brève période pendant laquelle se maintenaient quelques faibles vestiges du pluralisme politique, la dictature communiste s'y est établie solidement, pour ne relâcher son étreinte que quarante-cinq ans plus tard, à l'automne 1989. Depuis mes premiers pas à l'école jusqu'à mon départ pour la France en 1963, à l'âge de vingt-quatre ans, j'ai donc vécu dans un pays totalitaire. » Todorov exprime au bout de toutes ces années une insurmontable perplexité : « J'ai vécu sous ce régime pendant vingt ans. Ce qui s'est gravé le plus profondément dans ma mémoire ne sont pas les mille et un inconvénients de la vie quotidienne, ni même la surveillance constante et le manque de liberté. J'en ai gardé, plus que tout, la conscience aiguë de ce paradoxe : tout ce mal était accompli au nom du bien, était justifié par un but présenté comme sublime. » ²⁰³

Dans *L'Homme dépaycé* paru au Seuil en 1996, Todorov avait procuré un remarquable témoignage sur l'« Expérience totalitaire ». Il prend les trois grands critères abstraits qui définissent le totalitarisme : « 1) il se réclame d'une idéologie ; 2) il use de la terreur pour orienter la conduite de la population ; 3) la règle générale de vie est la défense de l'intérêt particulier le règne illimité de la volonté de puissance » - Todorov choisit de conférer à ces notions générales une consistance concrète, celle d'un vécu commun, de la psychologie collective dans ses rapports au politique. « Je me fonde, dit-il, pour l'établir, sur ma propre expérience et sur celle des personnes qui m'ont fait part de la leur. » Le tableau, de première main, de l'apparatchik-type, mu par l'ambition cynique, n'est pas flatté :

[90]

Pour l'habitant [d'un pays totalitaire], la vie ne se déroule évidemment pas selon les principes codifiés dans les slogans officiels, mais selon de tout

ne passe plus seulement entre l'État-parti et la société, entre dominants et dominés, mais par chaque individu. »

²⁰³ *Le siècle des totalitarismes*, Paris : Laffont, 2010, 63.

autres règles : c'est un combat sans merci pour s'emparer d'une meilleure part du gâteau. Ce sont le cynisme intéressé et la volonté de puissance qui régissent la vie quotidienne dans cette société ; ce sont eux aussi qu'on découvrira étalés au grand jour, une fois levé l'écran de l'idéologie. ... Le communiste typique n'est plus un fanatique, mais un arriviste. Il est prêt à changer de convictions sur commande ; ce à quoi il aspire est le succès et la puissance de sa personne, non la victoire lointaine du communisme. Marx, Lénine et Staline sont bien les trois fées qui se sont penchées sur l'État totalitaire dans son berceau et qui l'ont pourvu de ses principales vertus. ²⁰⁴

• *Le « consensus » fondateur
de l'Allemagne fédérale*

[Retour à la table des matières](#)

C'est en Allemagne, laquelle se trouve au cœur géopolitique de la Guerre froide, que la conceptualisation totalitaire va être la plus développée et débattue avec le moins d'interdits intimidateurs dans le monde académique, accueillie avec le moins de réticences dans les journaux — et rendue en quelque sorte rendue officielle. Sa logique — sans le mot — se retrouve dans la Loi fondamentale adoptée en 1949 par la République fédérale : la constitution démocratique vise explicitement à empêcher un retour du nazisme mais également, implicitement, à ce que jamais le non moins totalitaire communisme ne puisse se développer en RFA. L'Allemagne fédérale se construit après 1949 sur ce qu'on a nommé un « consensus antitotalitaire », expiant son passé nazi sous la houlette du « Monde libre » tout en étant affrontée au régime concurrent de la RDA sous hégémonie stalinienne. Le processus de « normalisation » démocratique qui s'ensuit aboutit à l'interdiction du KPD, du Parti communiste en 1956. « Lors des discussions relatives à une Constitution en vue de la création d'un État ouest-allemand conçu comme provisoire, la question de la protection de la démocratie était au centre des préoccupations. Il ne fallait pas que la nouvelle démocratie allemande connût le destin de l'ancienne. Les expériences traumatisantes faites avec le national-socialisme puis avec ce qui se passait dans la zone d'occupation soviétique furent présentes tout au long des débats et

²⁰⁴ Repris dans *Le siècle des totalitarismes*, 459.

permirent, sur cette question, la naissance d'un consensus antitotalitaire [91] dépassant les clivages partisans, consensus que refusèrent toutefois les députés du KPD. ²⁰⁵ On ne peut donc parler de « consensus » qu'en faisant fi de la minorité communiste qui était cependant représentée dans de nombreux Länder. Pour mettre le KPD hors la loi, le Tribunal constitutionnel put s'appuyer sur le travail d'un comité juridique du Bundestag qui avait associé délit pénal d'« atteinte à la sûreté de l'État » et tentative de destruction de l'« ordre libéral et démocratique fondamental ». L'ordre libéral et démocratique se trouve défini, dans le verdict d'interdiction, comme un ordre qui, « excluant tout pouvoir tyrannique et despotique », représente « un pouvoir fondé sur le droit, sur l'autodétermination du peuple en fonction de la volonté exprimée par une majorité, sur la liberté et l'égalité ». Au nombre des principes fondamentaux, figurent « le respect des droits de l'homme tels que concrétisés dans la Loi fondamentale — notamment le droit de l'individu à vivre et à se développer librement — la souveraineté populaire, la séparation des pouvoirs, un gouvernement responsable, une administration agissant dans la légalité, l'indépendance des tribunaux, le principe de la pluralité des partis et l'égalité des chances pour tous les partis, avec le droit, pour l'opposition, de se constituer et d'agir dans le cadre constitutionnel. »

²⁰⁵ Uwe Backes, *Politische Extrême. Eine Wort- und Begriffsgeschichte von der Antike bis zur Gegenwart*. Göttingen : Vandenhoeck und Ruprecht, 2006, 337.

• *En France :*
usage libéral et usage
par la gauche critique

[Retour à la table des matières](#)

C'est une idée fallacieuse qui a eu la vie dure : le recours à « totalitarisme » en France et son application au « socialisme réel » n'auraient été le fait, dans les trente années d'après la guerre, que de penseurs libéraux, *donc* de droite, ayant choisi le camp atlantiste dans la Guerre froide, de Raymond Aron à Jean-François Revel, à Alain Besançon, à Raymond Boudon, — du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés, à la revue *Commentaire*,²⁰⁶ du Congrès pour la liberté de la culture à *Preuves*, congrès et revue dont on rappelle volontiers qu'ils furent un moment secrètement financés par la CIA. Certains adjoignent à la liste des réprouvés Albert Camus, si on prétend situer à droite cet écrivain libertaire en raison de son hostilité précoce et explicite au communisme - raisonnement circulaire imparable. On peut ajouter pour faire bonne et édifiante mesure les « professionnels » de l'anticommunisme comme le sociologue Jules Monnerot dont le parcours politique - qui commence au [92] sein de l'extrême-gauche (il est le co-fondateur du Collège de sociologie avec Georges Bataille et Roger Caillois, et puis de la revue *Critique* en 1946) et qui glisse peu à peu vers l'extrême droite²⁰⁷ en passant par *la Nation française* de Pierre Boutang - est tenu pour un éloquent exemple des « dérives » que comporte tout anticommunisme.²⁰⁸

En réalité, deux écoles de pensée dotées d'un outillage conceptuel différent ont traité du « totalitarisme » et ont appliqué la catégorie au Bloc soviétique en y mettant de la rigueur théorique, avant le retour en force de la dite catégorie dans la gauche intellectuelle après 1975. On a d'une part effectivement une tradition libérale dont Raymond Aron est

²⁰⁶ *Commentaire* est fondée par Raymond Aron en 1978 succédant à la revue *Contrepoint*. La revue est actuellement dirigée par Jean-Claude Casanova.

²⁰⁷ Pendant les années 1980, il sera membre du « conseil politique et scientifique » du Front national.

²⁰⁸ Voir : Jean-Michel Heimonet, *Jules Monnerot ou la démission critique 1932-1990 : trajet d'un intellectuel vers le fascisme*. Paris : Kimé, 1993.

la figure principale. Sur les liens entre pensée libérale et critique du totalitarisme on verra l'étude ancienne de Walter Schlangen, *Theorie und Ideologie des Totalitarismus. Möglichkeiten und Grenzen einer liberalen Kritik politischer Herrschaft*, 1972.²⁰⁹ Mais on rencontre d'autre part, à l'extrême gauche, une poignée de penseurs critiques, passablement isolés : ce sont principalement Claude Lefort, Cornélius Castoriadis, Edgar Morin — et Albert Camus.

L'anticommunisme assumé de Camus - comme celui d'Orwell - en avait fait un suspect pour la gauche conformiste. Il subsiste quelque chose des efforts diffamateurs auxquels Sartre a largement contribué.²¹⁰ Raymond Aron avait défini le communisme comme une « religion séculière » ; Camus, quant à lui, parle de l'URSS comme d'une « théocratie totalitaire ». On voit que le mot banni est venu sous sa plume. Camus a dénoncé dans plusieurs articles — et sous forme allégorique, dans *La peste* — le communisme mais il l'a fait sur des positions de gauche : « Quelles raisons aurait le gouvernement russe à renoncer à ses méthodes totalitaires s'il sait d'avance qu'elles seront toujours [93] excusées. En vérité, seule l'opposition franche des hommes de gauche en Occident peut faire réfléchir le gouvernement en admettant qu'il le puisse ou le veuille ». ²¹¹ Camus ne croyait ni à des absolus moraux, ni à des fatalités historiques, il était par tempérament intellectuel de ceux qui *n'y coupent pas*.

²⁰⁹ Bonn : Bundeszentrale für politische Bildung, 1972. Prolongé par : *Die Totalitarismus-theorie. Entwicklung und Probleme*. Stuttgart, Berlin : Kohlhammer, 1976.

²¹⁰ « Chassé de sa famille politique, la rumeur avait fini par faire de Camus un homme du consensus tiède, du compromis petit-bourgeois, de la grande peur des petits Blancs aussi, écartelé entre la justice et les siens sur l'affaire algérienne. On sait que Sartre et ses proches seront pour beaucoup dans cet anti-portrait ravageur. » Aude Lancelin, « Le vrai Camus », *Marianne*, 8 janv. 2012.

²¹¹ *Carnets III*, 151. On peut lire en ligne le mémoire de Dominique Celle, *Camus et le communisme*, Lille III, 1997. <http://webcamus.free.fr/download/acpcf.pdf>.

— *Raymond Aron, démocratie et totalitarisme*

Dans un volume d'entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton, *Le Spectateur engagé*, publié en 1981, Raymond Aron, invité par ses jeunes intervieweurs à expliquer ses positions d'après la guerre, revenu de Londres dans une France ruinée, vaincue en 1940, sauvée par les Alliés, épuisée et à reconstruire, parle de sa « haine » — il est bien rare que le sobre journaliste-sociologue adopte un mot aussi vif — sa haine envers les totalitarismes et il fait le rapprochement spontané entre le nazisme dont il a eu l'expérience directe dans les années 1930, expérience qu'il dit avoir été décisive dans sa vie, et le stalinisme envers lequel tant de ses amis montraient alors de l'« indulgence » :

[Dominique Wolton :] — Et d'où vient chez vous la haine du totalitarisme ?
R. A. — En ce qui me concerne, je ne pouvais pas ne pas le détester. J'avais fait l'expérience du totalitarisme dans l'Allemagne hitlérienne. En tant que sociologue, ou en tant que politiste comme on dit, j'avais réfléchi sur les modes de gouvernement possibles dans nos sociétés industrielles et pensé que le danger par excellence, le mal par excellence, c'était le régime totalitaire. Or, à mes yeux, de toute évidence, le régime stalinien était le régime totalitaire parfait, accompli. On ne pouvait pas faire mieux dans ce genre. ²¹²

Mais Aron admet, avec la « compréhension » hautaine d'un rationaliste sobre face à des exaltés, que, pour bien de ses contemporains sortis de la lutte contre les nazis, de la Résistance, la démocratie n'était pas enthousiasmante comme l'étaient les illusions révolutionnaires qu'ils avaient investies dans l'URSS et dans Staline :

²¹² *Le Spectateur engagé*, Julliard, 1981, rééd. De Fallois, 2004. 255.

[94]

Personne n'est enthousiaste pour la prosaïque démocratie parlementaire qui n'est excitante que lorsqu'elle a disparu. Il n'y a qu'un seul argument en sa faveur, mais il est très fort, c'est celui de Churchill : « C'est le pire de tous les régimes, à l'exception de tous les autres ». Or cette résignation à ce régime qui est le moins mauvais ou le meilleur comparé à tous les autres, n'était pas en accord avec l'enthousiasme et l'espérance des combattants et des résistants qui sortaient de la guerre. C'est tout à fait compréhensible. ²¹³

L'engagement sans équivoque de Raymond Aron journaliste dans les luttes idéologiques de la Guerre froide a pu dissimuler la force de sa réflexion de politologue et d'historien des idées. Cet engagement a fait obstacle à tout le moins à la discussion de ses analyses en dehors de la « droite universitaire », de science-po' et de l'ENA. « La gauche n'est pas majoritaire dans les urnes, mais elle l'est à l'université, où il est de bon ton de professer des sympathies pro-communistes. Devenu professeur, ²¹⁴ Aron se heurte à l'hostilité silencieuse ou bruyante des étudiants comme des collègues pour qui le marxisme s'apparente à la vérité révélée ». ²¹⁵ Ce n'est que vers la fin des années 1970 que le retournement « antitotalitaire » d'une partie de la gauche rend Aron, sa défense de la démocratie libérale et sa critique du socialisme réel audibles.

Démocratie et totalitarisme paraît en 1965. Le livre fait suite aux *Dix-huit leçons sur la société industrielle* et à *La lutte de classes*. ²¹⁶

²¹³ Ibid., 254.

²¹⁴ Après la guerre, retour de Londres, Aron s'installe à Paris et devient professeur à l'École nationale d'administration entre 1945 et 1947. Puis, de 1948 à 1954, il est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

²¹⁵ Todorov. *L'expérience totalitaire*. Paris : Seuil, « Point », 2011, 81. Extrait de *La signature humaine*. Seuil, 2009.

²¹⁶ Aron, *Démocratie et totalitarisme*. Paris : Gallimard, coll. « Idées », 1965.1970. Ce livre, tout d'abord intitulé *Sociologie des sociétés industrielles, esquisse d'une théorie des régimes politiques*, est constitué des cours professés à la Sorbonne durant l'année 1957-1958. Cet ouvrage et ses autres livres « classiques » sont repris dans *Penser la liberté. Penser la démocratie*. Préface de Nicolas Baverez. Paris : Gallimard, 2005. Voir aussi *Histoire et dialectique de la violence*. Paris : Gallimard, coll. « Les Essais », 1973. Et *Introduction à la philosophie politique. Démocratie et révolution*. Paris : Livre de poche, Editions de Fallois, 1997. [Cours inédit de 1952].

Après avoir mené une étude comparative des structures économiques et sociales des sociétés industrielles [95] des deux côtés du Rideau de fer, Raymond Aron traite en contraste de deux régimes opposés et idéaltypiques de la civilisation moderne, l'un constitutionnel-pluraliste et l'autre qui se caractérise par la prétention d'un parti au monopole de l'activité politique. Ce binarisme peut avoir valeur heuristique mais il scotomise les innombrables formes de régimes autoritaires *intermédiaires* qui prospèrent ici bas dans les années soixante. Ces régimes antagonistes apparaissent comme des solutions opposées à des problèmes semblables. Raymond Aron retient cinq critères, clairement inspirés de ceux de Friedrich et Brzezinski (quoique plus rigoureusement formulés), pour qualifier le totalitarisme :

1. Le phénomène totalitaire intervient dans un régime qui accorde à un parti le monopole de l'activité politique.
2. Le parti monopolistique est animé ou armé d'une idéologie à laquelle il confère une autorité absolue et qui, par suite, devient la vérité officielle de l'État.
3. Pour répandre cette vérité officielle, l'État se réserve à son tour un double monopole, le monopole des moyens de force et celui des moyens de persuasion. L'ensemble des moyens de communication, radio, télévision, presse, est dirigé, commandé par l'État et ceux qui le représentent.
4. La plupart des activités économiques et professionnelles sont soumises à l'État et deviennent, d'une certaine façon, partie de l'État lui-même. Comme l'État est inséparable de son idéologie, la plupart des activités économiques et professionnelles sont colorées par la vérité officielle.
5. Tout étant désormais activité d'État et toute activité étant soumise à l'idéologie, une faute commise dans une activité économique ou professionnelle est simultanément une faute idéologique. D'où, au point d'arrivée, une politisation, une transfiguration idéologique de toutes les fautes possibles des individus et, en conclusion, une terreur à la fois policière et idéologique. ... Le phénomène est parfait lorsque tous ces éléments sont réunis et pleinement accomplis.

Aron, à l'instar des théoriciens des temps de la Guerre froide déjà rencontrés, tend à surestimer la solidité de l'ordre bétonné et inébranlable qui est censé régner dans un régime totalitaire. D'une certaine manière, le « cas » du nazisme, vaincu à si grand frais, vient également hanter ses hypothèses. Il est pris par les apparences : la question de la discipline, de l'unité populaire préoccupe certes constamment les dirigeants russes, le régime donne *le spectacle* de foules unanimes et confessant d'une seule voix l'idéologie d'État, [96] mais la recherche de nos jours insiste, « derrière la façade », sur la réalité chaotique aggravée par la répression policière et l'apathie populaire en URSS, de même qu'elle a fait voir une « polycratie » tirant à hue et à dia dans l'Allemagne nazie en dépit de l'apparence unanimiste du *Führerprinzip*.

La question de la part de la peur, de la soumission — celle de la résistance sous toutes ses formes aussi, de l'absentéisme à la révolte armée — et celle de l'adhésion *réelle* de quelques-uns dans le fonctionnement totalitaire n'est pas abordée ; du moins, elle n'est pas creusée par le politologue. Raymond Aron confère néanmoins à son tour une grande importance au lien qui unit idéologie et terreur. Il conçoit l'idéologie comme un élément fondateur du régime et comme le moyen dont dispose le parti pour justifier ses décisions en des conjonctures successives. Le primat attribué à l'idéologie fait que les régimes constitutionnels-pluralistes et les régimes totalitaires sont précisément incommensurables quant à la nature même du politique dans l'un et l'autre cas. Le terme n'a pas la même extension.

Le « type totalitaire », incarné par l'Union soviétique, ne se comprend pas en lui-même et dans ses seuls « mécanismes » : comme chez Arendt, son existence, ses décisions, son développement s'expliquent ultimement par l'action de quelque chose de mental, d'idéal : d'une *volonté totalitaire* animée par une idéologie indiscutée, incarnée dans un parti qui aspire à « une transformation totale de la société pour rendre celle-ci conforme à ce qu'exige son idéologie ». ²¹⁷

Raymond Aron a tenu à souligner néanmoins à plus d'une reprise ce qu'il voyait comme la différence essentielle entre les deux systèmes, soviétique et nazi, un écart sur une échelle de l'horreur qu'il voulait à

²¹⁷ Éd. 1965, 91.

tout prix maintenir : l'aboutissement de l'un des régimes, écrit-il, est le camp de travail, l'aboutissement de l'autre est la chambre à gaz, avec la « volonté proprement démoniaque de destruction d'une pseudo-race ». Dans un cas, on trouve la volonté de construire, il est vrai par tous les moyens, même les pires, un homme nouveau, dans l'autre le projet d'extermination systématique des Juifs. Dès lors dans *Démocratie et totalitarisme* et tous ses autres écrits, Aron, tout en comparant les totalitarismes affrontés, récuse dans son principe toute assimilation du régime soviétique avec le nazisme : « Pour mesurer l'importance relative de la parenté et de l'opposition, il ne faut pas se [97] contenter de l'analyse comparative, sociologique, il faut tenir compte de deux autres méthodes de compréhension, l'histoire et l'idéologie. ... C'est pourquoi, passant de l'histoire à l'idéologie, je maintiendrai, au point d'arrivée, qu'entre ces deux phénomènes [communisme et nazisme] la différence est essentielle, quelles que soient les similitudes. » Cette distinction sur la base de la bonne volonté et des bonnes intentions au départ et de la moindre inhumanité à l'arrivée me semble résulter d'une sorte de blocage un peu têtue de la réflexion. La volonté d'isoler le nazisme dans l'inhumanité absolue a été critiquée par Alain Besançon et par d'autres dans la mesure, également, où l'absence de volonté d'« extermination systématique » de populations entières en URSS est bien discutable. Les travaux abondants sur les décimations ethniques planifiées en URSS ne permettent plus une telle distinction tranchée. Voir plus loin les débats actuels sur « - Les génocides en URSS » (chap. II).

Les conjectures émises en 1965 par Aron sur l'avenir des régimes communistes dénotent une hésitation face aux divers « scénarios » envisageables. Les années 1989-91 n'ont confirmé aucune de ses conjectures — preuve, si on veut, que c'est le scénario le plus improbable qui a prévalu. Aron se montre dubitatif face à de multiples hypothèses toutes possibles : « Perspectives de stabilisation bourgeoise ? Pourquoi pas. Rationalisation économique ? Pourquoi pas. Atténuation de la terreur ? Probablement. Abandon des formes pathologiques de violence ? C'est vraisemblable. Introduction de partis multiples et d'institutions libérales comme en Occident ? C'est possible, mais il n'y a ni nécessité démontrable ni même probabilité que l'évolution de la société

industrielle entraîne ces conséquences que nous souhaitons. » ²¹⁸ La foi idéologique va perdre peu à peu de la force, suppute-t-il, tout en demeurant vérité officielle : « En admettant même que les Russes croient de moins en moins à leur idéologie, ce qui est possible, il n'en résulte pas que l'idéologie cessera de jouer un rôle. Dans l'histoire, la plupart des doctrines officielles ont été maintenues comme moyen de gouvernement, plusieurs années et quelquefois plusieurs siècles après que l'on avait cessé d'y croire, au moins dans les milieux cultivés. » ²¹⁹ Aron entrevoit donc une entropie inévitable. La ferveur initiale s'usera. « Le parti communiste ... connaîtra le sort qui fut celui de tous les [98] révolutionnaires, puritains, jacobins et autres qui ont fini, à force d'échecs ou à force de succès, par accepter que les hommes soient ce qu'ils sont. » ²²⁰ On peut s'attendre à ce que le niveau d'éducation augmentant, l'idéologie s'essoufflera peu à peu ce qui obligera le régime à s'assouplir. Aron pense même qu'il peut se produire un rapprochement entre les blocs, tandis que l'idéologie devenue moins dogmatique et rigide permettra aux styles de vie de converger. Il envisage également la possibilité d'une crise, d'une révolution « de palais » au sein du régime suite à un conflit au plus haut niveau de la hiérarchie entre les prus et durs et les pragmatiques. Il veut aussi espérer que le désir de liberté l'emportera, « que la liberté soit le désir le plus fort et le plus constant de tous les hommes ». ²²¹

En 1979 dans un article paru dans *Commentaire*, « Existe-t-il un mystère nazi ? », ²²² Aron était revenu sur un concept que, admettait-il à cette date, « les politistes hésitent désormais à employer ». « Le concept de totalitarisme mérite-t-il d'être renvoyé aux oubliettes ? » Sa réponse, comme toujours nuancée, insiste sur les différences entre les régimes et les limites d'une comparaison de régimes qui sont de toute façon d'une durée historique très différente, « le totalitarisme désigne moins un régime politique défini que des traits plus ou moins marqués de divers régimes » :

²¹⁸ *Démocratie et totalitarisme dans Penser la liberté. Penser la démocratie.* Préf. N. Baverez. Paris : Gallimard, 2005, 1439.

²¹⁹ *Ibid.*, 1435.

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ *Ibid.*, 1440.

²²² *Commentaire*, 2, 7 : 1979. 339-351.

Rappelons les cinq traits retenus par Carl Friedrich : une idéologie millénariste, officielle ; un parti unique, à base de masses et direction élitaire, dominant la bureaucratie d'État ou lié à elle ; le monopole des moyens de communication ; le contrôle policier terroriste ; le monopole des moyens de combat. On peut appeler État partisan l'État qui, à notre époque, se confond avec une idéologie et, de ce fait, suspend le dialogue entre les partis. L'État est d'autant plus partisan que l'idéologie elle-même est plus riche. Le monopole des moyens de communication suit logiquement la prétention au monopole idéologique. Le monopole des moyens de combat appartient à l'État. Il reste donc à expliquer non le monopole policier — tout État s'assure le monopole policier — mais le caractère terroriste de ce monopole.

[99]

Et Aron revient, en passant en revue ces cinq caractères, sur les différences qu'il persiste à marquer entre hitlérisme et soviétisme.

Les rapports entre la bureaucratie et le parti, dans le III^e Reich, ne sont pas stabilisés, ils n'ont pas pris une forme institutionnelle. Quant au parti bolchevik, il a bien évidemment utilisé l'appareil bureaucratique du tsarisme, mais, au bout d'un demi-siècle, les hommes de l'administration ont été coulés dans le même moule et formés par les mêmes méthodes que les hommes du parti — ce qui n'exclut pas la tension entre les deux organismes de l'État soviétique. Les bolcheviks ont été portés au pouvoir par d'autres classes que le NSDAP, leur millénarisme se nourrit d'autres idées que celui du nazisme, ils ont édifié une certaine société au bout de soixante années ; la comparaison entre le nazisme, six ans après la prise du pouvoir, avec le bolchevisme, soixante ans après la révolution, serait absurde.

Comparant l'irrationalité des grandes purges staliniennes et celle de l'extermination des Juifs, il conclut en faisant de « totalitarisme » le moyen de donner un nom à l'irrationnel inhérent à de tels régimes :

Cela dit, le concept de totalitarisme n'a pas perdu tout sens. ... La difficulté de l'explication, pour l'un et l'autre de ces deux épisodes monstrueux de notre temps, tient à une cause unique que l'on pourrait appeler épistémologique ou philosophique. Jusqu'à quel point pouvons nous rendre intelligible une conduite que nous jugeons irrationnelle ? ... La fin génocide étant posée, il fallait divertir de la logistique des armées les matériaux, les hommes et surtout les moyens de transport nécessaires à cette entreprise.

Certes, en cas de victoire, Hitler aurait pu mener à bien l'entreprise en toute sérénité. N'étant plus assuré de la victoire, il voulait donc assurer l'achèvement de sa tâche eugénique, quelle que fût l'issue du combat. ... En ce qui concerne le totalitarisme soviétique, je m'en tiendrai à quelques remarques ... Les cérémonies d'auto-accusation, la grande purge, ont disparu avec Staline. Le Goulag précédait le règne de Staline et lui a survécu. En tant que tel, il semble inséparable du parti communiste, résolu à construire une société nouvelle dans laquelle les individus seraient tous et tout entiers intégrés. Pendant les années de construction, les communistes se heurtent aux ci-devant [100] irrécupérables, aux idéalistes déçus, aux croyants des religions transcendantes, aux innombrables violateurs de la légalité socialiste. Nord-Coréens, Chinois, Vietnamiens ont reproduit, les uns et les autres, à leur manière, le Goulag soviétique, mais non pas les pays de l'Est européens, même pas au cours des années de terrorisme stalinien.

Si pourtant « totalitarisme » doit servir, non à subsumer un ensemble de traits co-intelligibles, mais à mettre un mot sur un *résidu* qui échappe à la compréhension et à la raison, on peut objecter que ce n'est pas vraiment un idéaltype fonctionnel, mais une étiquette posée sur une tache aveugle.

—*Jean-François Revel*

En 1976, le journaliste-philosophe, satiriste et pamphlétaire, publie *La Tentation totalitaire*, puis un an plus tard *La Nouvelle Censure* qui analyse avec un humour accablé la réception très hostile « à gauche » du précédent essai.²²³ L'objet de *La Tentation totalitaire* était censément de « rechercher les causes » de la complaisance de la gauche française, la gauche censée démocrate envers le communisme. Mais Revel ne fait pas de théorie : le livre de plus de 300 pages est un vigoureux « rentre dedans » à l'adresse d'une gauche intimidée, conformiste et pusillanime, tant soit peu masochiste, terrorisée à l'idée de « faire le jeu » de la droite et de se faire tancer par le PCF. « Cette docilité, observe-t-il, va de la complicité active à la pétrification intimidée. Elle a eu pour effet de discréditer la voie sociale-démocrate et d'habituer peu à peu les

²²³ Revel, *La tentation totalitaire*. Paris : Laffont, 1976. Suivi par *La nouvelle censure : exemple de mise en place d'une mentalité totalitaire*. Paris : Laffont, 1977.

esprits à considérer les caractéristiques profondes du totalitarisme comme secondaires et épisodiques, et, de toute manière, comme beaucoup moins graves que les vices du capitalisme. Ainsi s'est créée une situation (et les staliniens ne pouvaient rêver plus beau résultat) où l'on fait admettre ce postulat que la critique anticomuniste, anti-soviétique ou anti-maoïste ne peut être autre chose qu'une critique de droite. » ²²⁴

Intellectuel engagé, résistant, militant de la décolonisation, opposant à De Gaulle et à l'autoritarisme de la Cinquième république, mais féroce-ment anti-communiste, polémiste de conviction libérale, Revel fut effectivement la [101] « bête noire » des gauches tant communiste que social-démocrate, comme l'identifiera le conformiste journal *Le Monde* en sa nécrologie en 2006 ²²⁵ — qualificatif qui suppose que la gauche unanime en France était d'obédience totalitaire, dénégatrice de la répression et des crimes soviétiques, ou bien lâche et intimidée — hypothèse non-fondée dans sa généralité.

Revel a été un collaborateur régulier de la revue *Commentaire* fondée par Raymond Aron et Jean-Claude Casanova en 1978. Dans *Comment les démocraties finissent*, paru en 1983, Revel avait sombrement prédit la défaite des démocraties, faibles et indécises devant le « totalitarisme » conquérant de l'Est ; il se voyait, face à des contemporains qui se bouchaient les oreilles, comme la Voix alarmiste qui crie dans le désert :

Et si la démocratie n'était une infime péripétie ? Et si notre Occident s'avérait n'être qu'un accident ? Et si, non point par la force ni les chars seuls, mais par une sourde entropie dont nous serions les acteurs, le totalitarisme devenait le destin même de la planète ? ²²⁶

Huit ans plus tard toutefois, du Bloc de l'Est et de l'URSS même, il ne reste rien. Jean-François Revel, mort en 2006, a eu le temps d'assister à l'effondrement — qui l'a pris par surprise comme tout le monde — d'épiloguer sur lui, mais surtout en pamphlétaire qu'il était, de railler les survivances posthumes têtues de l'illusion communiste : on pourra lire

²²⁴ *La tentation totalitaire*, 40.

²²⁵ *Le Monde*, 30 avril 2006.

²²⁶ Prière d'insérer.

Fin du siècle des ombres, 1999 et *La Grande Parade, essai sur la survie de l'utopie socialiste*, 2000. Et de poser une ultime fois la question en quelque sorte anthropologique qui l'a obsédé et qui demeure sans réponse :

Pourquoi les hommes éprouvent-ils le besoin de construire des régimes qui les détruisent ? Telle est l'ultime question. Avant Marx et Lénine, on voit Thomas More ou Campanella, Platon ou Gracchus Babeuf partir de la critique d'une société dont ils dénoncent les injustices et les contraintes pour tracer avec une minutie terrifiante le plan de sociétés encore plus injustes et encore plus contraignantes, caractérisées par un nivellement concentrationnaire (vêtements semblables, maisons semblables, villes semblables) et par une terreur absolue, avec idéologie unique, planification de la [102] culture, travail forcé et camps de concentration. ²²⁷

« Instinct de mort » a suggéré Freud. ²²⁸ Quand on se trouve réduit à quia, c'est la seule hypothèse qui reste à avancer - avec « volonté de puissance ».

Max Gallo succédant en 2006 à Jean-François Revel à l'Académie française a cité de son prédécesseur ce propos qui résume son œuvre et l'indignation qui l'a animée de bout en bout face au Siècle des Ombres (et non pas siècle des Lumières duquel ses intellectuels asservis se réclamaient à bien mauvais droit) : « Le grand malheur du 20^e siècle, synthétise Revel, ce sera d'avoir été celui où l'idéal de la liberté aura été mis au service de la tyrannie, l'idéal de l'égalité au service des privilèges, toutes les forces sociales comprises à l'origine sous le vocable de gauche embrigadées au service de l'appauvrissement et de l'asservissement. Cette immense imposture a falsifié tout le siècle en partie par la faute de quelques-uns de ses plus grands intellectuels. » ²²⁹

²²⁷ *Fin du siècle des ombres*, 1999. 702. Texte du 14 janv. 1995 sur Furet.

²²⁸ Cette notion est introduite en 1920 dans la Seconde topique. La pulsion de mort (Thanatos) concurrence les pulsions de vie (pulsion d'auto-conservation et pulsion sexuelle) ou Éros.

²²⁹ Le jeudi 31 janvier 2008. Texte intégral dans *Le Figaro* du 31.1.

— *La gauche antitotalitaire :*
Claude Lefort et Cornélius Castoriadis

Un historien allemand a retracé l'histoire de l'usage de la catégorie « totalitarisme » et de sa théorisation dans la gauche critique. ²³⁰ Le lieu commun post-stalinien que je viens d'évoquer s'efforce d'ignorer en effet la théorisation du totalitarisme à laquelle ont contribué des esprits perspicaces de l'extrême gauche, Maurice Merleau-Ponty sur le tard avec *Les Aventures de la dialectique*, les hommes de *Socialisme ou barbarie*, Claude Lefort, Cornélius Castoriadis au premier chef, certains exclus du PCF désireux de comprendre et peu disposés à se laisser réduire au silence tels Edgar Morin, Pierre Daix, [103] Claude Roy ²³¹ — sans parler bien entendu d'Arthur Koestler, ²³² de George Orwell. Ces penseurs ont appliqué résolument, et avec un certain consensus définitionnel, la catégorie totalitaire à l'analyse de l'URSS.

Claude Lefort avait fondé avec le philosophe Cornélius Castoriadis le groupe « Socialisme ou Barbarie », mouvement révolutionnaire anti-stalinien, proche du marxisme des conseils, groupe actif de 1948 à 1967 et qui a publié une influente revue qui porte ce même titre. L'URSS est définie comme un système d'exploitation du travail basé sur le pouvoir de la bureaucratie. Claude Lefort rejetait la confuse thèse trotskyste du « socialisme dégénéré », considérant que le régime russe n'avait non seulement pas changé d'essence depuis la mort de Staline, mais que tout était déjà en place et tournait à plein régime avant lui - alors que les trotskystes voulaient faire correspondre la dérive sanguinaire de l'URSS avec la mise à l'écart de Lev Davidovitch.

Lefort constate — ce point est décisif qui une fois encore remonte à l'« idée » — que le totalitarisme est en germe dans la doctrine léniniste et sa conception militariste et conspiratoire du parti : il y a alors une

²³⁰ M. Schmeitzner, dir. *Totalitarismus - Kritik von Links*. Göttingen : Vandenhoeck und Ruprecht, 2007.

²³¹ Dans *Les chercheurs de dieux. Croyance et politique*. Paris : Gallimard, 1981.

²³² *The Yogi and the Commissar. And Other Essays*. 1945. ---» Rééd. London : Hutchinson, 1965. ---» *Le yogi et le commissaire*. Paris : Livre de poche, 1969. + Koestler, Arthur et al. *The God that Failed*. Freeport NY : Books for Libraries Press, 1972 [1949].

« logique totalitaire » à l'œuvre dans le Siècle des idéologies et celle-ci part des idées bolcheviques et non des aléas de leur « application ». L'attribution du drame stalinien au seul « culte de la personnalité » est pour *S&B* une idée dérisoire qui n'explique rien. La notion même de « bureaucratie » — si elle est pertinente jusqu'à un point pour établir la structure d'exploitation et de caste — n'explique ni les purges où Staline extermine 70% de son comité central, ni les déportations massives — en somme, elle n'explique « rien de l'énergie, de la magie, voire de la folie du système ». ²³³

Lefort définit alors le totalitarisme soviétique (il emploie le mot pour la première fois en 1956 dans *Socialisme ou barbarie*) comme « un mode de domination d'un genre inconnu, autrefois inimaginable et, à certains égards, plus énigmatique que celui qui a vu le jour sous les traits du fascisme ». « Totalitaire » est un terme indispensable pour qualifier « l'avènement d'un [104] mode de domination dans lequel sont effacés à la fois les signes d'une division entre dominants et dominés, les signes d'une distinction entre le pouvoir, la loi et le savoir, les signes d'une différenciation des sphères de l'activité humaine, de manière à ramener dans le cadre du supposé réel le principe de l'institution du social ou, en d'autres termes, à opérer une sorte de bouclage du social sur lui-même. » ²³⁴ Ce système est fondé sur la terreur et sur la monopolisation par le Parti-État de tous les moyens de coercition et d'endoctrinement. Le totalitarisme soviétique forme un régime inouï dans l'histoire car il résulte de deux abolitions, celle de la séparation entre société civile et État, et celle des divisions internes de la société civile. Prétendant identifier le pouvoir et la société, il est régi par une vision organiciste de la « Société-une », vision qui implique et entraîne la création perpétuelle d'« ennemis du peuple » et leur active élimination. Ce type de régime fondé sur la terreur est néanmoins toujours fragile car rongé par la résistance passive de ceux qu'il soumet et par le côté chimérique et absurde de ses Grandes politiques. Un tel régime tient toujours de la mascarade et du faux-semblant. « Le pouvoir totalitaire s'arroge une légitimité absolue et instaure un ordre qui se veut irréversible », résume

²³³ Cl. Lefort cité par Ed. Morin, *De la nature de l'URSS : complexe totalitaire et nouvel Empire*. Paris : Fayard, 1983, 15.

²³⁴ *La complication. Retour sur le communisme*. Paris : Fayard, 1999, 12.

Lefort qui cependant, en 1989, est en train d'assister à sa « disparition » inopinée — l'événement majeur de la fin du siècle. ²³⁵

Lefort dans *L'Invention démocratique, les limites de la domination totalitaire*, son livre de 1981, s'efforçait d'abord de répondre à la question « Pourquoi le totalitarisme est-il un phénomène majeur de notre temps, pourquoi nous met-il en demeure de sonder la nature des sociétés modernes ? » ²³⁶ Le totalitarisme se reconnaît au fait que l'État déploie tous ses efforts pour abolir la frontière entre lui et la société civile, qu'il prétend constituer un corps social homogène. En procédant de la sorte, il tente obstinément et brutalement de masquer ou d'éliminer les différends qui traversent l'espace social. Il se dote d'ennemis variés, toujours renouvelés, selon une constante qui consiste à projeter sur un « Autre » la figuration du mal. Le totalitarisme découle d'une idée, d'un désir fondamental, celui de mettre fin à toute division entre les sphères de la société, la société doit former un tout unifié [105] où l'État, l'économie, l'école, la culture doivent être solidairement au service de la Cause. La pensée de Marcel Gauchet découle de celle de Lefort sur tous ces points.

Lefort fait de la démocratie et du totalitarisme les deux branches divergentes, polarisées, de la modernité politique, *tertium non datur*. La démocratie est, en contraste, un système qui accueille et institutionnalise la divergence des intérêts et des opinions et leur permet de s'exprimer, un système mouvant et qui accepte d'être toujours inachevé. La démocratie, où le pouvoir est « un lieu vide », non-figurable, occupé par des locataires transitoires, et non une toute puissance transcendante incarnée et légitimée, par Dieu jadis ou par la Science depuis le 19^e siècle, admet la division sociale et morale, la séparation du social entre de multiples instances conflictuelles : société civile et État, vie privée et vie publique, classes sociales antagonistes, — et la coexistence dans l'anomie de visions du monde contradictoires de ses membres.

De la démocratie toutefois, le totalitarisme procède en la récusant — et souvent en prétendant en fait incarner la « vraie » démocratie. Dans son aspect de mascarade perpétuelle, le totalitarisme se nourrit

²³⁵ « La révolution comme religion nouvelle », *Écrire. À l'épreuve du politique*. Paris : Calmann-Lévy, 1992 [rééd. d'une étude publ. en 1989], 367.

²³⁶ *L'invention démocratique : les limites de la domination totalitaire*. Paris : Fayard, 1981. Ed. LGF, Le Livre de Poche Biblio Essai, 173.

des images démocratiques, peuple souverain, volonté générale, qu'il caricature et pervertit. Le « mythe de l'unanimité » y devient intolérance violente à la moindre opposition. « Le totalitarisme retiendra la souveraineté du Peuple-Un, mais voudra lui donner figure : ce sera le parti, unique ; des divisions sociales, il voudra triompher en reconduisant la société au pouvoir unique, fusionnant l'un et l'autre, abolissant la division fondamentale entre la société civile et l'État ; la légitimité, la certitude seront puisées sans conteste possible dans la nouvelle instance de savoir suprême qu'est devenu le secrétaire général du parti unique. »

Le monarque absolu d'Ancien Régime affirmait « L'État, c'est moi » ; le secrétaire général, en régime totalitaire, se contente de proclamer : « La société, c'est moi ». Le totalitarisme n'est donc plus [chez Lefort], un absolu du Mal, une figure métaphysique du politique, il est une maladie historique des démocraties, lorsque celles-ci, inquiètes, fatiguées de leur indétermination fondatrice, se laissent tenter par la volonté d'occuper le lieu vide du pouvoir, d'affirmer des certitudes sur la légitimité, de donner corps à l'unité sociale. Le totalitarisme se fonde alors sur le refus du droit de l'individu, sur l'éradication des droits de l'homme, croyant ainsi boucler la boucle qui vit surgir [106] l'invention démocratique. ²³⁷

Cornélius Castoriadis conclut aussi de son côté que l'URSS, tout au long de son évolution, de Staline à la dégénérescence brejnévienne, n'est que la réalisation-révélation du caractère totalitaire inhérent à la doctrine initiale et au type d'organisation voulu par Lénine. Le philosophe avance toutefois pour classer le régime soviétique post-stalinien le concept de « stratocratie », l'armée étant censée assumer peu à peu la direction effective de la société et l'idéologie marxiste jouant un rôle de plus en plus postiche. Cette thèse de l'hégémonie militariste ne semble aucunement confirmée par les dernières années de l'URSS. Elle s'oppose à celle de Lefort et dans la foulée à celle de l'« idéocratie » selon

²³⁷ Analyse anonyme sur : www.institutfrancais.com/Vadpf-publi/folio/essai/04.html. En contraste, expose et précise Lefort, « la démocratie s'agence ... de telle sorte qu'en dépit de la référence à une identité commune que constituent le Peuple, la Nation, l'État, elle écarte la représentation d'un pouvoir incarnateur et celle d'une unité substantielle de la Société. » Cf. Lefort, « Hannah Arendt : antisémitisme et génocide des Juifs » [1982], *Le temps présent. Ecrits 1945-2005*, Paris, Belin, 2007, 525.

Martin Malia, c'est à dire l'idée d'un régime fondé sur le sable d'un programme irréaliste, sur une vision chimérique de l'histoire articulée à une croyance « gnostique » maquillée en un savoir cru scientifique, système voué à réaliser un projet intrinsèquement inviable.

Avec *Un homme en trop*, Lefort avait publié en 1976, deux ans après sa parution en français et son succès immédiat, un essai sur *L'Archipel du Goulag*.²³⁸ L'« investigation littéraire » de Soljenitsyne est, admire-t-il en montrant la convergence avec ses idées, « une anthropologie politique du monde soviétique. Le monde concentrationnaire est une institution centrale pour un parti qui prétend condenser en son sein un nouveau principe d'autorité et d'unité du social. Les bolcheviks entendent incarner un monde de l'Un qui ne souffre aucune contradiction et s'alimente d'une chasse perpétuelle aux « ennemis du peuple ». L'expérience de la terreur s'éclaire d'un jour nouveau et Claude Lefort souligne la portée de la formule de Soljénitsyne : « le peuple devenu son propre ennemi ». Il apprécie la place centrale conférée au tyran, à « l'Egocrate ». Staline, puis Mao et Fidel Castro condensent en leur personne les figures du pouvoir, de la loi et du savoir. « Le culte de la personnalité n'est nullement une aberration mais un rouage [107] essentiel du totalitarisme. »²³⁹ Le livre de Lefort invite à la contemplation horrifiée de la réalité concentrationnaire soviétique mais tout autant à une interrogation sévère sur l'aveuglement volontaire et la bonne conscience de gauche.

J'ai analysé au volume II le débat lancé en 1999 par Claude Lefort dans *La complication* qui met en question certains éléments des thèses de François Furet et de Martin Malia. Lefort s'en prend notamment à la conception illusionniste/religieuse de la « croyance communiste » selon Furet,²⁴⁰ concept qu'il n'écarte pas intégralement mais qu'il veut corriger. Il insiste sur le fait que le pouvoir générateur d'un régime monstrueux n'était pas une « illusion », ni le KGB, ni l'asservissement de l'appareil judiciaire etc. Ceci ne fait guère de doute toutefois et ne réfute pas vraiment, même s'il est bon de rappeler que les idées

²³⁸ Paris : Seuil, 1976.

²³⁹ « Un homme en trop » de Claude Lefort, Gilles Bataillon, *L'Histoire* n° 361 - 02/2011.

²⁴⁰ *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*. Paris : Laffont, 1995.

chimériques comportent des applications concrètes... Lefort objecte en fait que le retour à la croyance des acteurs comme principale source explicative, l'insistance chez Martin Malia sur les fondements imaginaires du système rendent le fonctionnement concret des régimes « idéocratiques » peu compréhensible.²⁴¹ Il suggère qu'il faut tenir beaucoup plus grand compte de la machinerie bâtie sur ces fondations utopiques et dogmatiques. « Ils font dériver la croyance communiste du marxisme et, plus profondément, de la foi, née avec la société démocratique-libérale, en l'égalité entre les hommes, en la diffusion des Lumières et en la domination de la nature par la science. » Or, ceci n'est pas l'essentiel : qu'est-ce qui caractérise le léninisme ? Un projet précis : « Avant tout, la formation d'un parti d'un type sans précédent, qui repose sur l'idée de la professionnalisation de la politique révolutionnaire, celle de la rigoureuse division du travail entre les militants, celle de la discipline d'action et de pensée, de l'obéissance inconditionnelle aux ordres du Parti. Or ce parti constitue — c'est à mes yeux un point essentiel — une sorte de corps collectif dans lequel les hommes sont soudés les uns aux autres. »²⁴²

[108]

— *Edgar Morin au bout de son autocritique*

Résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, Edgar Morin a milité au Parti communiste de 1941 à 1951 mais il a tiré très tôt une réflexion politique et philosophique critique de ces années de jeunesse. Edgar Morin est un des grands exclus et désenchantés des années staliennes. Son *Autocritique* paraît au Seuil en 1959 et ce livre, l'un des premiers de ce qui deviendra un « genre littéraire », demeure un modèle d'analyse sans indulgence ni vain masochisme de la « foi » perdue. C'est l'essai d'un « exclu » qui ne se laisse pas traiter en réprouvé ni réduire au silence.

²⁴¹ *The Soviet Tragedy. A History of Socialism in Russia.* New York : Free Press ; Toronto : Maxwell Macmillan, 1994.

²⁴² Lefort, « Conclusion », in Marc Ferro, dir. *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle.* Paris : Hachette littératures, 1999. 274.

J'ai analysé *Autocritique* au volume II. Je m'arrête ici à un livre ultérieur de Morin, plus radical s'il se peut et plus englobant. Edgar Morin analyse dans un essai de 1980 *La nature de l'URSS : complexe totalitaire et nouvel Empire*.²⁴³ Il y retrace le cours désastreux de l'histoire de l'ex-empire russe depuis 1917 et s'efforce d'articuler les trois catégories indissociables : la sacralisation de la politique, le totalitarisme et la terreur. Il les pense comme formant un *tout* indivisible : « La composante religieuse est consubstantielle au totalitarisme de l'URSS, écrit-il, tant pour son aspect socialiste que pour son aspect national. Le marxisme est foi (parce que Science), le Parti est aussi église, et cette église en organisant le culte du socialisme organise son propre culte. [Toutefois le régime] ne peut maintenir son caractère sacré que parce qu'il dispose de la terreur, du KGB et du Goulag, et la disparition du KGB ou du Goulag entraînerait la ruine même de ce totalitarisme. La société close trouve son paroxysme dans l'enfermement concentrationnaire. »²⁴⁴

Morin définit l'URSS et ses satellites comme un « Empire » ou comme un « complexe totalitaires », ou encore un « complexe policier-concentrationnaire ». Il montre pertinente pour parler de l'URSS la catégorie de totalitarisme qu'il définit en ces termes : « On peut définir le totalitarisme à partir d'une organisation où tout est centralisé par le parti unique et où ce parti unique n'est pas seulement maître et contrôleur de l'État, de l'économie, mais aussi de la vérité. C'est une situation quasi théologique. Il est propriétaire de la vérité de l'Histoire. Il contrôle la police et il se contrôle policièrement [109] lui-même. »²⁴⁵

L'URSS tel qu'on la voit persister dans la tyrannie et la terreur, est strictement étrangère à quoi que ce soit qu'on puisse dénommer « communisme ». Celui-ci est un leurre, un masque, une illusion qui occulte la réalité qu'il prétend nommer à savoir la « dépossession totale » de la classe ouvrière.²⁴⁶ À totalitarisme réel, socialisme imaginaire.

En termes de périodisation, Morin admet que le « complexe totalitaire » fondé sur un Parti-État tout puissant s'est mis en place du vivant

²⁴³ Paris : Fayard, 1983.

²⁴⁴ *De la nature de l'URSS*, 118 & 130.

²⁴⁵ Interview par Arnaud Spire, à Paris, 15 mai 2006, Fondation Gabriel Péri, <http://www.gabrielperi.fr/>.

²⁴⁶ P. 12.

de Lénine et sous sa gouverne, à partir de ses idées. « Le totalitarisme de l'URSS est non seulement premier mais aussi le plus accompli de tous les grands totalitarismes historiques ». ²⁴⁷ Les fascismes-nazisme n'en ont été que des succédanés réactifs et dérivés. « En 1982 à la mort de Brejnev, l'URSS n'est plus seulement la plus grande puissance totalitaire de l'univers, c'est le Nouvel empire ». ²⁴⁸ Cependant cette terrible puissance donne également « une impression de faiblesse infinie », — forte intuition de Morin, huit ans avant la « disparition » et qu'illustre tout le chapitre 5 de *De la nature de l'URSS*. ²⁴⁹ Le totalitarisme, c'est avant tout la terreur et « s'il n'y avait ni goulag ni nomenklatura », le système s'effondrerait ²⁵⁰ — mais la terreur même est au service du maintien de la pure *fiction* qu'est le régime et de sa dénégation du réel, au service d'un « système qui produit une comédie constante ». ²⁵¹

Dans les querelles de chiffrage des crimes du régime soviétique qui s'amorcent à la fin des années 1970, — je fais également l'analyse de ces controverses plus loin, — Edgar Morin, inspiré par Soljenitsyne, avance un chiffre de mortalité évidemment excessif, reflet de son horreur pour le régime auquel il avait donné appui dans sa jeunesse : il évoque « l'écrasement [110] mortel de 70 millions d'hommes compte non tenu des 32 millions de victimes de la Seconde guerre mondiale. » ²⁵²

²⁴⁷ 172.

²⁴⁸ 39.

²⁴⁹ Peu nombreux alors ont été ceux qui parlaient de l'URSS comme d'un « colosse aux pieds d'argile ». Beaucoup l'on dit, mais c'est après coup...

²⁵⁰ 18. & 31.

²⁵¹ 126.

²⁵² 42.

• Retour de « totalitarisme » : la coupure idéologique de 1974

[Retour à la table des matières](#)

La France plus que tout autre pays d'Occident, face à la notion de « totalitarisme », a une histoire non tant de réflexions savantes pondérées, étayées, rationnellement débattues, mais de polémiques débouchant régulièrement sur la sphère publique, confuses, dénégatrices et sophistiquées. ²⁵³ Le concept a rencontré bien des résistances et il en rencontre toujours vingt-cinq ans après la chute des régimes « posttotalitaires » en Europe. Il se ressent du fait d'avoir été longtemps considéré comme intellectuellement obscène, interdit de droit de cité « à gauche », écarté comme favorisant le rapprochement entre nazisme et bolchevisme, -contre-révolution et révolution - rapprochement que pourtant soutiennent désormais des dizaines de livres d'histoire du 20^e siècle, de tous horizons. Si « totalitarisme » devait être accueilli comme légitime, alors l'« antifascisme » qui avait unifié la gauche pendant un demi-siècle devait être vu, dans sa persistance d'après-guerre et d'après la chute des fascismes « réels », comme un manteau de Noé étendu sur la répression (post-)totalitaire des « pays de l'Est » que la gauche, toute à ses combats contre l'impérialisme, ne voulait pas regarder en face. L'héroïsme des résistants communistes, le prix énorme payé par les Russes pour la destruction du « fascisme » jusqu'à Berlin même ont paru longtemps des arguments suffisants pour écarter le blasphématoire catégorème de « totalitarisme ».

Même sans endosser intégralement les thèses unilatérales, déplaisantes sur quelques points, d'Ernst Nolte, thèses que j'expose plus loin, l'idée de « totalitarisme » — en ses versions et interprétations très diverses, d'Aron à *S&B* — ne peut que reporter dans une large mesure sur Lénine et les bolcheviks la responsabilité initiale des massacres idéologiques du 20^e siècle. C'est du moins une conséquence que l'on peut redouter et c'est une autre source psychologico-politique des réticences perpétuées.

²⁵³ Ceci est moins vrai du reste de la Francophonie européenne.

On peut partir alors d'un état de choses stable, qui perdure en France depuis 1945 et qui fait de la France (avec quelques pays latins dont l'Italie) une [111] exception notable en Occident. « Jusqu'au milieu des années 1970 où s'opère un retournement complet, total et définitif, d'opinion, l'URSS a bénéficié d'une image favorable fort au-delà des adhérents communistes. On lui attribue souvent de bonnes et louables intentions, quand bien même on critique les méthodes qu'elle emploie pour les réaliser. Et on l'investit d'enjeux et de préoccupations qui n'ont, évidemment, rien à voir avec son propos réel. »²⁵⁴ Marc Lazar explique la persistance de cette « image » et de cette immunité par la double identité assumée par le Parti communiste. « Si le PCF s'était contenté de n'être qu'un parti pro-soviétique, il n'aurait vraisemblablement pas connu la moindre prospérité. Or, l'une des grandes ingéniosités de sa direction, sous Maurice Thorez pour l'essentiel, a consisté à combiner, souvent avec bonheur, internationalisme et rapport à la nation. En associant progressivement le rouge et le tricolore, il a provoqué une alchimie aussi colorée que vigoureuse. »

En France, pendant trente longues années, deux blocs civiques et intellectuels se sont fait face, — homologues hexagonaux des deux camps de la guerre froide : une droite coalisant gaullistes, libéraux et populistes, une bonne partie des chrétiens, - où coexistaient donc atlantistes et nationalistes -droite où la critique de l'URSS, du socialisme réel au nom du Monde libre s'exprimait sans complexe ; et une gauche qui, bien au-delà des compagnons de route, avait largement respiré les effluves de l'« opium des intellectuels », qui subissait l'attrait de ce qui demeurerait à ses yeux le « parti de la classe ouvrière » et se donnait pour règle à tout le moins l'anti-anticommunisme en rationalisant cette auto-censure par l'hostilité aux valeurs et aux alliances de l'autre camp. « Refusant de tenir pour ennemi de la démocratie un parti qui a donné tant de héros à la Résistance, qui rallie la majorité des suffrages ouvriers (ce qui est vrai au milieu du siècle au moins pour la région parisienne), ils reprennent à leur compte l'acception honteuse que les communistes ont donnée à l'anticommunisme. Ce mot-là, diabolisé, chargé de toute la culpabilité bourgeoise, désigne ceux qui trahissent la classe ouvrière, et au-delà l'humanité souffrante. Sartre n'a pas encore énoncé le jugement

²⁵⁴ M. Lazar, *Le communisme, une passion française*. Paris : Perrin, 2002. 61 et 63.

définitif selon lequel tout anticommuniste « est un chien », mais déjà l'idée parcourt les rangs de l'intelligentsia. Un *non possumus* catégorique va pour longtemps pétrifier ces péri-communistes face aux réalités du [112] stalinisme. »²⁵⁵ Alors même que les procès staliniens dans les « démocraties populaires », alors que Berlin, puis Poznan, puis Budapest, puis Prague 1968, font fuir (mais dans le silence) du « parti passoire » des vagues successives de militants, cette situation pétrifiée ne commence à se lézarder sérieusement qu'au milieu des années 1970. Lors même qu'ils avaient quitté le Parti, « le chagrin des ex- » (comme on a qualifié l'état d'esprit des déçus du PCF), soucieux de ne pas se comporter en renégats vendus au capitalisme américain, est un phénomène fascinant à étudier tant il fait voir de résistance au plein désenchantement tout au long de l'agonie du Système.²⁵⁶

Alors que la réflexion sur le totalitarisme avait débouché sur de vigoureux débats ailleurs en Europe et en Amérique, la France dès lors tardait à reconnaître la notion fût-ce pour la critiquer. Le seul fait « à gauche » d'articuler le mot était répréhensible. Laissant la critique du communisme soviétique à la droite et à une poignée de penseurs de gauche isolés et ostracisés, la France « de gauche » sur laquelle veillaient les anciens résistants, les communistes, les antifascistes de passion ou de raison, traitait en tabou tout « rapprochement » entre l'URSS et l'Allemagne NS, entre le marxisme-léninisme et le fascisme, comme toute évocation accusatrice des crimes staliniens — si ce n'est enveloppée dans les euphémismes du « culte de la personnalité » et d'imprécises « erreurs » d'un passé révolu.

J'en viens alors au retournement d'hégémonie doxique qui se produit au milieu des années 1970 où ce consensus se disloque et où vont s'affronter, autour précisément du concept revivifié de « totalitarisme », deux regroupements et deux visions incompatibles de la « gauche ».²⁵⁷

Paradoxe apparent et fait lourd de conséquences dans le dernier tiers du 20^e siècle : les socialistes français dirigés par François Mitterrand,

²⁵⁵ Michel Winock. *L'effet de génération. Une brève histoire des intellectuels français*. Vincennes : Marchaisse, 2011. 99.

²⁵⁶ Guillebaud, *La force de conviction*. Paris : Seuil, 2005, titre du chap. I.

²⁵⁷ Je me rapporte au titre (ambigu, mais il s'en explique, voir plus loin) de Michael Christofferson : *Les Intellectuels contre la gauche : l'idéologie antitotalitaire en France 1968-1981*. Editions Agone (Marseille), 2009.

alliés aux radicaux de gauche et aux communistes, sont venus enfin ²⁵⁸ au pouvoir en 1981 avec des projets, des idées, un Programme commun de gouvernement [113] non seulement « périmés », sapés par le mouvement intellectuel de la décennie précédente, mais rendus profondément suspects. C'est en effet plusieurs années avant 1981 que la gauche intellectuelle française a subi une mutation presque intégrale. L'hégémonie communiste qui avait été pesante est en voie d'effondrement. Du coup, la « Rupture avec le capitalisme » promise, les conceptions étatiques du *Programme commun de gouvernement*, ²⁵⁹ l'économie dirigée détaillée dans ce programme se sont trouvées jugées ringardes - et dangereuses si appliquées - par des dizaines de publicistes « anti-totalitaires » venant renforcer le *casse-cou* prophétisé par les économistes « de droite ».

On a dit que le grand choc pour la gauche communiste et non-communiste, a été la publication de *L'Archipel du Goulag* en 1973-74 et sa vaste diffusion en Europe occidentale et singulièrement en France. ²⁶⁰ Ce ne fut pas le traumatisme unique et seul décisif de ces années-là, mais la date de 1974 avec l'impact de Soljenitsyne comme marquant le début de la rupture, du retournement doxique apparaît commode et me semble plutôt pertinente.

La coupure « mentalitaire » va être frappante. « Nul dans le monde ne mit en question l'authenticité des révélations de Soljenitsyne, sauf certains intellectuels français, toujours abusés par le mensonge de la révolution russe. On exhibait Soljenitsyne à la télévision, son nom remplissait les journaux, mais *l'Humanité* dénonçait encore la campagne de dénigrement menée contre l'Union soviétique. » ²⁶¹ La question de savoir si Soljenitsyne disait vrai ou non sur les camps et la répression est écartée d'emblée au PCF comme odieuse et non-pertinente. La question

²⁵⁸ Après en avoir été écartés près de trente ans.

²⁵⁹ Parti communiste français et Parti socialiste (France), Mouvement des radicaux de gauche, *Programme commun de gouvernement : 27 juin 1972* ; préface de Georges Marchais, Paris, Éditions sociales, 1972.

²⁶⁰ Alexandre Soljenitsyne (trad. Geneviève Johannet), *L'Archipel du Goulag 1918-1956 : essai d'investigation littéraire*, t. I & II, Paris, Fayard, 2011 (1^{re} éd. 1973-74). Évidemment l'auteur russe ne disait rien qui ne fût déjà connu à travers les livres de Victor Serge, de Panait Istrati, Boris Souvarine, Viktor Kravchenko, mais une censure énorme s'était peu à peu levée ...

²⁶¹ Pierre Miquel, *Les mensonges de l'histoire*. Paris. Perrin, 2002. 54.

de savoir s'il a du talent était non moins ridicule : comment un anti-communiste pourrait-il en avoir ? *L'Archipel* est « une manoeuvre dirigée contre la Détente », son succès est ourdi par les bellicistes U.S. qui veulent « relancer la guerre froide ». Son livre, à ne pas lire, est la manifestation d'une « opération savamment orchestrée » par une droite [114] inspirée par un « anticommunisme viscéral » : voilà l'explication paranoïde qui vient automatiquement à l'esprit du post-stalinien et tel est le réflexe phraséologique que la presse communiste répétera — en dépit du fait que cette phraséologie n'intimide plus comme naguère. ²⁶² Pour un esprit totalitaire, le seul fait de se demander si un fait, si une assertion est vraie ou fausse procède d'un mauvais esprit. Tout est politique.

— Or, ces tentatives brutales du PCF pour étouffer l'impact de l'œuvre en diffamant l'auteur ont l'effet contraire, le succès de librairie est immense. La critique de l'URSS se libère des réticences qu'on se sentait tenu d'y mettre naguère, le chantage à l'« anti-communisme », assimilé au « fascisme », procédé imparable depuis 1945, va cesser d'opérer. Le vieux sophisme intimidateur selon quoi toute critique des communistes et toute tiédeur à l'égard de la Révolution valent ralliement à l'ordre établi et engagement au service des Deux cents familles ne prend plus.

Toutefois, l'idée que tout aurait tenu dans cette décennie cruciale à la parution de *L'Archipel du Goulag* a été réfutée par Michael Christofferson. Dans le chapitre II de *Les Intellectuels contre la gauche*, Christofferson montre que le prétendu choc occasionné par cet ouvrage ne tenait pas à de vraies révélations pour la raison que « la majorité des intellectuels non communistes connaissaient déjà parfaitement les échecs du socialisme soviétique ». Le mot d'« échec » est toutefois inadéquat et tant soit peu sournois : les non communistes qui admettaient en effet certains « échecs » économiques du socialisme réel, se trouvaient avec Soljenitsyne dans la pénible nécessité d'en admettre

²⁶² La presse d'extrême gauche répétera de telles formules tout au long de l'exil d'Alexandre Soljenitsyne déchu de la nationalité soviétique en 1974 et expulsé — jusqu'au jour inopiné où celle-ci lui est restituée par Gorbatchev en 1988 et où *L'Archipel du Goulag* est publié en URSS, — époque à laquelle le rappel inopportun des diffamations passées suscitera la colère, — l'œuvre du grand écrivain demeurant néanmoins dénoncée, fût-ce de façon posthume, comme « réactionnaires ».

l'inhumanité foncière ; il faudra des années à plus d'un compagnon de route pour s'y résoudre. ²⁶³ Christofferson procure une mise au point quant à sa lecture de la dynamique des années 1970 et au titre même, qui est ambigu, de son livre. La pensée anti-totalitaire avait, admet-il, des racines à gauche :

[115]

La plupart des antitotalitaires des années 1970 venaient de la gauche et beaucoup d'entre eux ont commencé par préconiser un antitotalitarisme révolutionnaire. C'est notamment le cas de Claude Lefort. On peut même dire que les antitotalitaires historiques de droite, tel Raymond Aron, n'ont pas beaucoup influencé les antitotalitaires des années 1970. Si mon livre s'appelle *Les Intellectuels français contre la gauche*, cela ne signifie pas que la plupart des intellectuels antitotalitaires n'étaient pas à leur manière à gauche. Ils étaient plutôt contre les partis de gauche, la gauche historique, la seule gauche qui pouvait arriver au pouvoir et faire de la France un pays d'alternance démocratique. Par ailleurs, ces intellectuels ont souvent viré à droite, et presque tous ont fini - à cause de l'intransigeance de leur antitotalitarisme — par abandonner la révolution comme moyen légitime en politique. ²⁶⁴

Ceci dit, les chocs du « réel », pour le militant supposé illusionné, ont été littéralement continus de mois en mois au cours de toutes ces années. Toute chronologie des désillusions devrait remonter à l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie en 1968. Quelques mois après les « révélations » de *L'Archipel*, en 1975, la Révolution portugaise et les pratiques impavidement staliniennes du Parti portugais incitent *l'Observateur*, avec des éditoriaux de Jean Daniel, et *Esprit* à agiter le spectre de la domination idéologique du PCF sur la gauche « unie ». Là dessus, le Parti, toujours désireux de confirmer les inquiétudes et les indignations, donne son appui total à son homologue portugais et Georges Marchais déclare du bout des lèvres que Soljenitsyne pourrait

²⁶³ La traduction d'autres œuvres littéraires sur le système concentrationnaire soviétique suivra lentement. Les Récits *de la Kolyma* de Varlam Chalamov retracent l'expérience de Varlam Chalamov dans les camps du Goulag où se sont écoulées dix-sept années de sa vie.

²⁶⁴ Christoffersen, Entrevue par J. Ducange, *Contretemps*, mai 2008.

publier dans une France de gauche ... « s'il se trouvait un éditeur » toutefois !

La dissidence soviétique est à l'ordre du jour en 1976 et le sera plus encore en 1977 qui est l'année de la *Charte 77* à Prague. À partir de 1977, s'ajoute en effet aux dénonciations du système soviétique, la défense accusatrice des — de plus en plus nombreux ou, du moins, de mieux en mieux identifiés — « dissidents » persécutés et psychiatisés de l'Est, à quoi s'ajoutera après 1978, le soutien aux misérables *Boat People* vietnamiens auquel se rallient, la mort dans l'âme, les vétérans du Tribunal Russell — et alors que tourne à l'aigre l'appui naguère indéfectible au *Vietcong* et aux communistes de Hanoï.

Quant aux massacres par millions du régime maoïste, ils sont révélés par les [116] livres successifs de Simon Leys dont, dès 1971, *Les habits neufs du président Mao*, son premier ouvrage que la gauche maoïste couvre d'insultes. Simon Leys, de son vrai nom Pierre Ryckmans, né en Belgique, vivait en Australie où il vient de mourir. Sinologue, il fut le premier à dire la vérité sur le totalitarisme du régime et l'immensité de ses crimes. Dès la parution de ses deux grands livres *Les habits neufs du Président Mao*, chronique delà Révolution culturelle, suivi par *Ombres chinoises*, Leys fut mis au pilori par les bien-pensants maoïstes. « La révolution culturelle, résume-t-il, qui n'eut de révolutionnaire que le nom, et de culturelle que le prétexte tactique initial, fut une lutte pour le pouvoir menée au sommet entre une poignée d'individus, derrière le rideau de fumée d'un fictif mouvement de masse ».

1978 est enfin l'année terminale du Génocide cambodgien entamé en 1975 : dès lors la connexion déjà esquissée ici et là, mais qui faisait pousser les hauts cris, *communisme = génocide* se met inexorablement en branle. C'est ici l'ultime illusion perdue, l'ultime étape de la dénonciation d'un communisme sanguinaire, soutenue en temps réel par les massacres de masse des *Khmers rouges*. Enfin, 1978 correspond aussi à l'acmé de la terreur instituée par la Révolution éthiopienne de Mengistu. Bernard Kouchner, les MSF et l'« Humanitaire » émergent seuls des ruines.

Les livres critiques s'accumulent. En 1975-76, je l'ai dit, Lefort publie *Un homme en trop : essai sur L'Archipel du Goulag*. André Glucksmann, ci-devant gauchiste flamboyant, *La cuisinière et le mangeur d'hommes*. Jean-François Revel, *La tentation totalitaire*. André

Glucksmann enfonce le clou en 1977 avec le triomphe des *Maîtres penseurs*, ²⁶⁵ essai suivi de près par *La Barbarie à visage humain* de Bernard-Henri Lévy. D'une semaine à l'autre, des articles de Jean Daniel dans *l'Observateur*, de P. Thibaud, Jean Marie Domenach, de Jacques Julliard dénoncent l'« hégémonie » du PCF sur la gauche, ils illustrent de données nouvelles son irrémédiable « totalitarisme » et ils dénoncent la prétendue « capitulation » des socialistes devant ledit totalitarisme communiste. Les communistes sont « incurables » : la formule diagnostique de Maurice Clavel en 1976 sera répétée partout. Il y avait encore naguère ceux qui concédaient (y compris dans le Parti qu'ils voulaient réformer) que le PCF était « encore insuffisamment » démocratique ; on entend désormais les voix [117] prédominantes de ceux qui ont conclu qu'il ne le deviendra jamais. ²⁶⁶

Précurseur de ce retournement doxique, il y a certes Claude Lefort dont le temps de relative notoriété est enfin venu avec sa dénonciation qui commence à être entendue, des ravages de l'idéologie. Cette notoriété ne va pas sans récupération. « Si la notoriété intellectuelle de Castoriadis et de Lefort est rendue possible par la conjoncture antitotalitaire, ... la réception de *Socialisme ou Barbarie* et de ses thèmes s'effectue sur un mode sélectif. Ce qui est dorénavant reconnu comme apport de ce courant politique et de cette revue, c'est essentiellement, pour ne pas dire exclusivement, sa critique de l'URSS et son discours antitotalitaire avant l'heure. Le refus radical du groupe de l'oppression et de l'exploitation sous le capitalisme libéral intéresse beaucoup moins les commentateurs. » ²⁶⁷

Les anti-totalitaires dans leur diversité, diversité de talent et de visées, avaient en commun d'avoir renoncé à transformer le monde d'un coup - ce qui revenait à dire, pour les âmes militantes aux schémas manichéens immuables, qu'ils se positionnaient « contre la gauche » et s'étaient vendus à la contre-révolution. Ces intellectuels, séduits

²⁶⁵ On verra aussi *La bêtise*. Paris : Grasset, 1985.

²⁶⁶ Il faut aussi signaler en 1976, des attaques de plusieurs parts contre *Le Monde* et ses complaisances passées envers les totalitarismes de l'Est, ses prises de position presque diffamatoires contre Soljenitsyne, son autocensure sur la Révolution culturelle chinoise et ses crimes, ses contre-vérités délibérées sur le Vietnam, le Portugal etc. M. Legris, Pierre Nora, J. M. Domenach participent à ces critiques.

²⁶⁷ Ph. Gottraux, *Socialisme ou barbarie*. Lausanne : Payot, 1997, 362.

souvent par la démocratie directe et la doctrine autogestionnaire, poussés à une opposition déclarée au PCF, dénoncent une filiation entre les conceptions marxistes révolutionnaires et le totalitarisme. Issus eux-mêmes de la gauche, mais censément inquiets de l'arrivée au pouvoir d'une Union de la gauche qui serait dominée par le Parti communiste, un front des intellectuels anti-totalitaires s'organise autour du *Nouvel Observateur*, des revues *Esprit*, *Faire*, *Libre* et de la promotion médiatisée de la « nouvelle philosophie » — tandis que concurremment François Furet s'attaque à l'historiographie révolutionnaire en « révisant » l'histoire de la Révolution française. Je viens à lui dans un moment.

On ne saurait dès lors sous-estimer l'impact des ainsi nommés « nouveaux philosophes ». Je m'empresse d'ajouter : non pas que ce soient ou furent de grands esprits. Beaucoup avaient conservé de leur passage par le gauchisme [118] et/ou le maoïsme un style excessif et sans nuance, un penchant au simplisme manichéen du type *Liberté vs Totalitarisme*, un peu sobre esprit soixante-huitard combiné à des lectures hâtives et récentes de Tocqueville et de Hayek. Marcel Gauchet à qui on ne la fait pas se souvient avec quel mépris, lui et ses amis de la revue *Libre*, disciples de Lefort et Castoriadis et qui ne venaient pas de découvrir la critique de l'URSS et le « totalitarisme », ont accueilli ces « nouveaux philosophes » qu'il qualifie d'« histrions » : « Je me rappelle encore de notre lecture en commun de *La Barbarie à visage humain* de Bernard-Henri Lévy, qui oscillait entre le fou rire et l'indignation devant le grotesque de la rhétorique et l'indigence du propos. »²⁶⁸ Gauchet a raison de se gausser, mais les « nouveaux philosophes » permettaient un rattrapage devenu urgent et ils ont aidé à surmonter décisivement une auto-censure et une antique intimidation. Ils conféraient précisément une « légitimité de gauche » à la répudiation du totalitarisme et à l'examen des abus et des crimes du socialisme « réel ». La désillusion politique — qui est leur marque de commerce — rejoignait les froides conclusions de toujours des libéraux et de la droite. Les anti-totalitaires parisiens s'auto-représentaient comme des esprits moraux, idéalistes, rigoureux, courageux, ayant lucidement liquidé leur trouble passé marxiste ou mao, face aux bas tacticiens d'une gauche politique qui répétait piteusement que tout ceci était bel et bon, mais que ça « allait faire perdre des voix » à la gauche. « Issus eux-mêmes de la gauche et ne

²⁶⁸ *La condition historique*, 205.

craignant qu'une faible opposition de sa part, les anti-totalitaires ont bientôt marginalisé la pensée marxiste et réussi à saper la légitimité de la tradition révolutionnaire française. Ils ont ... ouvert la voie aux solutions politiques post-modernes, libérales et républicaines modérées des années 1980 et 1990. » ²⁶⁹ Les anti-totalitaires, jeunes gens articulés et séduisants, adroits usagers de la télé et des médias, — chose nouvelle pour des agrégés de philo, — ne manquaient pas de roublardise : ils se présentaient de manière héroïque comme d'audacieux « dissidents » en France lançant leurs impavides *samizdats* face à l'hégémonie socialo-communiste, au « totalitarisme rouge ». La parenté entre les totalitarismes rouge, noir et brun, — jadis le tabou absolu dans l'Hexagone, mais évidemment pas dans les mondes germanique et anglo-saxon — va se trouver désormais mise de l'avant par plus d'un historien et philosophe.

Le sursaut anti-totalitaire des années 1970 — j'y insiste — est toutefois venu [119] de partout, de ce qui compte vraiment dans l'intelligentsia et de ce qui restera quand la poussière des effets médiatiques et des essais hâtifs des « nouveaux philosophes » sera dissipée : d'Edgar Morin, Cornélius Castoriadis, Claude Lefort, comme je l'ai rappelé, de Marcel Gauchet, Olivier Mongin, Pierre Vidal-Naquet, Maurice Clavel, Jean-François Revel, Jorge Semprun, Jean-Marie Domenach, Paul Thibaud, Pierre Rosanvallon, Michel Winock, François Furet (beaucoup d'historiens dans cette liste), de Jean Daniel par d'abondants éditoriaux soulignant et propageant « l'effet-Soljenitsyne » dans *L'Observateur*, de Jacques Julliard dans *Libération*. - Sans parler des soviétologues dont c'est enfin l'heure de gloire, Annie Kriegel, Alain Besançon et de la traduction continue d'essais de Soviétiques décrivant la chose « de l'intérieur », voir par exemple, Zinoviev, *Les hauteurs béantes*, 1977. ²⁷⁰ Et de Jean Baudrillard, toujours nihiliste, ironique et cryptique, humoriste sarcastique des aveuglements et malheurs de *La gauche divine* etc. ²⁷¹

²⁶⁹ *Les intellectuels contre la gauche*, 12.

²⁷⁰ Les *Récits de la Kolyma* de Varlam Chalamov ne paraissent intégralement chez Verdier qu'en 2003, mais des parties en étaient parues chez Maspero/La découverte de 1980 à 1986.

²⁷¹ On trouve une chronologie de tout ceci dans : Pascal Ory, « Barbarie à visage humain », *L'entre-deux mai*. Seuil, 1983. 228-. Et sans parler ici de l'émergence de la Nouvelle droite, cf. Alain De Benoist, *Vu de droite*, 1978.

Dans ce processus, la revue *Esprit* a joué un rôle important. *Esprit* change de direction et de ligne en 1976 et patronne colloques et collections. C'est cette revue qui va devenir le fer de lance du « pôle antitotalitaire » de cette époque. « Vers 1976, on assiste à une convergence progressive des préoccupations lefortiennes et des questionnements menés par la revue personaliste. Si dans un premier temps, il s'agit de trajets parallèles, très vite la publication personaliste va faire des références positives à Lefort puis va lui donner la parole. »²⁷² Les nouvelles revues « anti-totalitaires » qui se conjoignent à *Esprit* et vont dominer la fin du siècle et écarter ou dévaluer les *TM et Tel Quel*, sont toutes nées avant 1981. *Commentaire*, en 1978. Enfin, *Le Débat*, né en 1980, lequel se placera vite en position dominante.

Il n'est, par ailleurs, plus guère d'intellectuel de renom, ces années-là, qui fasse barrage à ce déferlement de livres, de colloques et d'articles, de revues nouvelles, ou qui soit en mesure d'y répliquer. D'intellectuels communistes renommé, il n'en est plus désormais si ce n'est Louis Althusser, de plus en [120] plus confus, déconsidéré ... avant qu'il n'étrangle sa femme dans une crise de démence en novembre 1980. Et Jean Ellenstein, qui se dit « euro-communiste », et dont la notoriété sera de courte durée. Ellenstein cherche avec quelques comparses à *sauver* le marxisme en sacrifiant le lest, le stalinisme et certains éléments du bolchevisme/léninisme : mais c'est trop peu, trop tard... Louis Aragon qui ne s'exprime plus sur la scène publique connaît une vieillesse à la dérive ; il va mourir en 1982.

Dans cette conjoncture de désenchantement, on observe que la critique va s'étendre inexorablement en cercles concentriques : dénonciation du Goulag et de la Terreur ; mise en cause du léninisme, du bolchevisme ; questionnement sur l'idée même de révolution, sur les utopies totales, sur la « statolâtrie » et le désir d'État tout-puissant ; soupçon porté sur tous les marxismes y compris dans leurs versions censées *alternatives*, — trotskyste, maoïste, soixante-huitarde et tiers-mondiste qui avaient pu servir un temps de refuge aux intellectuels en rupture avec la pitoyable idéocratie soviétique mais soucieux de ne pas « faire le jeu », protestant de leur persistance dans l'espérance « révolutionnaire » (d'autres trouveront refuge, un peu moins précaire, dans la Deuxième gauche autogestionnaire). Le Goulag a été Inapplication logique

²⁷² Gottraux, *Socialisme ou barbarie*. Lausanne : Payot, 1997. 358.

du marxisme », avait osé écrire André Glucksmann ²⁷³, c'était bien sommaire comme raccourci, mais des centaines d'épigones répéteront ce genre de chose après lui.

Le tiers-mondisme pour sa part est rendu suspect de complaisance et d'aveuglement envers les totalitarismes « de pays chauds » et autres dictatures ubuesques drapés dans le drapeau troué de l'anti-impérialisme. Juillet 1979 : les forces sandinistes s'emparent de Managua. Dernière poussée de grand enthousiasme de la gauche parisienne pour un socialisme tropical - et rapide désillusion. ²⁷⁴

La fascination maoïste qui avait séduit certains soixante-huitards déçus par l'URSS « révisionniste » s'effondre non moins intégralement — et les ex-maos philosophiques, opérant avec grâce un tour à 180 degrés, vont se placer au [121] premier rang des anti-totalitaires et des « humanitaires » pro-dissidents. ²⁷⁵ Les tel-queliens abjurent leur maoïsme mais toujours peu portés à la rationalité critique, reportent aussitôt leur enthousiasme sur les USA. Qui veut faire l'ange fait la bête.

Si débat il y a, à la fin de la décennie, il porte désormais non sur la mise accusation du « totalitarisme » de l'Est, mais sur *l'extension* de cette mise en cause et sur sa généalogie. Les mêmes principes ne conduisent-ils pas aux mêmes effets ? Quels sont les sources et les causes de tout ce mal commis au nom du bien au 20^e siècle ? Le totalitarisme, la terreur et le Goulag sont-ils les produits : du léninisme, du marxisme en général, de l'esprit révolutionnaire, de l'utopie conjointe à

²⁷³ Glucksmann, *Les maîtres penseurs*. Paris : Grasset, 1977, 310 ; voir *La bêtise*. Paris : Grasset, 1985.

²⁷⁴ Janvier 1980 : Soutien du PCF à l'invasion de l'Afghanistan, puis un peu plus tard au coup d'État militaire et à la répression en Pologne. À mesure de cette impressionnante persistance « totalitaire », le PCF sombre dans l'opinion et perd ses derniers militants.

²⁷⁵ Pas tous les ex- ou toujours « mao »... Il y avait, il y a un moins un fidèle au dogme *perinde ac cadaver*. Alain Badiou, considère que remettre en cause les principes du marxisme, c'est, précisément, « jeter le bébé avec l'eau du bain » et que « la démocratie n'est rien d'autre qu'un outil de propagande du capitalisme ». Il faut lui rendre cette justice : Il n'a jamais changé. Cf. Éric Aeschmann, « Mao en chaire », *Libération*, mercredi 10 janvier 2007. — On remarque que *Le Quotidien du peuple*, organe du PCR m-1. est fondé à contre-temps, peut-on dire, en 1975 : Le paradis des travailleurs albanais y est contrasté à la misère du salarié français !

l'historicisme, de « l'illusion d'un savoir total permettant de régir l'humanité », ²⁷⁶ du seul « rêve d'une solution finale au problème politique » ? Dans une telle dynamique liquidatrice, les plus radicaux semblent les plus perspicaces, les moins pusillanimes. Ceux qui pensent encore qu'on est en train de jeter le bébé avec l'eau du bain sont sur la défensive.

Les philosophes anglo-saxons et allemands de tradition conservatrice et spiritualiste qui, — jamais traduits et pour cause, — *remontaient* depuis l'après-guerre aux Lumières françaises, et à leur hybris rationaliste, causes originelles alléguées du Goulag et d'Auschwitz, trouvent tout à coup un écho à Paris.

Deux dévaluations se sont ainsi produites concurremment, attisées l'une par l'autre : celle de l'image de l'URSS, ci-devant « Pays où naît l'Avenir » devenu, tel qu'en lui-même la désillusion le change, le pays du *Goulag*, des *zeks* et de la *Nomenklatura* et 2. celle des partis communistes occidentaux, nommément du PCF, celui-ci tenu désormais pour un organisme « totalitaire » à la fois de fonctionnement et, en profondeur, de mentalité enracinée.

[122]

Les intellectuels et la jeunesse fuient le Parti communiste tout au long des années 1970. L'érosion militante est spectaculaire et ceux qui restent sont loin de l'adhésion passionnelle totale de jadis. Presque tous avouent des « doutes » sur le fonctionnement du Parti, et plus encore sur l'URSS. Du point de vue électoral, c'est 1977 qui marque le début de la chute finale du Parti, étendue sur un quart de siècle, le parti étant tenté, chaque fois que ça va mal pour lui, de retourner à son isolement sectaire (il le fera une ultime fois en 1986 précipitant sa propre fin), incapable d'influencer la politique du gouvernement socialiste auquel pourtant il participe en 1981, intellectuellement désavoué, perdant plus de la moitié de ses électeurs entre 1978 et 1986. Le parti communiste ne parviendra jamais ni à se ressaisir et à se réformer, ni à convaincre l'opinion, désormais majoritairement hostile, ²⁷⁷ qu'il peut ou veut se débarrasser de son stalinisme et de ses méthodes de gestion autoritaires

²⁷⁶ P. Thibaud, "Contre la prise de pouvoir", *Esprit*, 449 : 1975. 189. Voir la notion de "réaction en chaîne" développée dans Christofferson, op. cit., 203.

²⁷⁷ Sondage SOFRES en 1985 : 74% des sondés entretiennent une "mauvaise opinion" du PCF.

et secrètes. « Naufrage communiste », titre Serge July en 1986 après les élections : le PCF à 11% est tombé cette année-là au même étiage que le Front national qui va bientôt le dépasser. ²⁷⁸ Une institution se débarasse encore moins aisément qu'un individu d'habitudes mentales induites. En 1990, le réformateur Charles Fiterman constate avec exaspération que « le Parti se croit toujours détenteur d'une vérité révélée ». ²⁷⁹

On doit souligner que la dissolution du Bloc de l'Est et de l'URSS est postérieure à cet effondrement qui a été tout d'un tenant électoral et moral. La débandade au reste touche non moins décisivement les maoïstes, les castristes, les admirateurs du titisme et d'autres « expériences » socialistes plus ou moins exotiques.

— *D'une hégémonie l'autre*

Gilles Deleuze qui appartenait à une autre génération philosophique, plus exigeante, moins racoleuse, a accusé les juvéniles « nouveaux philosophes » d'avoir inventé le « *marketing* philosophique » et d'avoir, par roublardise, sous une rhétorique d'indignation morale, jeté les bases du prêt-à-penser du tournant du siècle. « Les nouveaux philosophes découvrent avec horreur l'omniprésence du Maître, inaugurent l'ère des révisions déchirantes et des [123] conversions profitables. Les nouveaux économistes annoncent la grande vague néo-libérale. Le corpus d'idées de la soft-idéologie est à peu près constitué. » ²⁸⁰ La répudiation des totalitarismes et des « socialismes réels » jointe au culte des droits de l'homme, la morale (l'indignation) substituée à la réflexion politique et, au bout du compte, l'acceptation, enthousiaste ou résignée, du monde tel qu'il va apparaissent à plusieurs observateurs des années 1980 comme le débouché et le résultat « objectif » un peu piteux de l'offensive tous azimuts des anti-totalitaires de la décennie précédente.

Marcel Gauchet réagit avec sagacité en une formule bien trouvée dans un article de la revue *Le Débat* qui vient de naître, il réplique à ce qu'il voit comme une facilité de pensée à effets de manche par ces

²⁷⁸ Sous-titre de chapitre dans *Les années Mitterrand*, Paris : Grasset, 1986.

²⁷⁹ Entrevue *Nouvel Observateur*, 15-21.2.1990.

²⁸⁰ François-Bernard Huyghe, *La Soft-idéologie*. Paris : Laffont, 1987, 89.

mots : « Les droits de l'homme ne sont pas une politique ». ²⁸¹ Les "vieux" penseurs critiques eux-mêmes qui avaient tant poussé à la roue regardent la conjoncture nouvelle des années 1980 avec dégoût et inquiétude comme une sorte de chienlit qui a emporté le souci du politique tout entier. Exemple : l'essai de Cornélius Castoriadis, en 1986 dans *Domaines de l'homme*. ²⁸² « Est-ce là notre époque ? Cette crise sans précédent de la raison, cet effondrement de l'imagination politique, ce laisser-aller intellectuel général ? On dirait parfois que se sont dilués tous les critères, évaporés les plus élémentaires repères ; reste une singulière évanescence de l'éthos chez ceux qui écrivent ou qui lisent. Époque floue, s'il en fut. Ce vide étrange, cette vacuité molle rendent d'autant plus impérieux l'exigence de penser lucidement et, si possible, rigoureusement. »

Quant à la précaire survie de l'idée socialiste en Occident, elle allait passer, pour ceux qui se raccrochaient à l'espoir « révolutionnaire » en ayant tourné le dos à l'URSS, par de nombreux et de plus en plus bizarres avatars qui illustrent la force de résistance fidéiste et ses ruses - avant de s'éteindre définitivement : maoïsme, castrisme, enver-hodjisme, « socialisme à visage humain », eurocommunisme, tiers-mondisme, sandinisme et autres illusions exotiques.

²⁸¹ « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », Gauchet, *Le Débat*, n° 3, juillet 1980. Et « Quand les droits de l'homme deviennent une politique » de Gauchet, *Le Débat*, n° 110, mai-août 2000.

²⁸² Paris : Seuil, 1986.

[124]

— *Louis Dumont, anthropologue du totalitarisme*

L'indianiste, spécialiste des sociétés de castes doublé d'un anthropologue réfléchissant par contraste à la singularité démocratique et individualiste de l'Occident qu'était Louis Dumont a avancé dans *Homo aequalis* la définition socio-anthropologique suivante : « L'hypothèse sera que le totalitarisme résulte de la tentative, dans une société où l'individualisme est profondément enraciné et prédominant, de le subordonner à la primauté de la société comme totalité ». ²⁸³ Tel est le cœur de la théorie anthropologique de Dumont : « le totalitarisme est un régime hybride, l'exacerbation de l'hybridation propre à la société moderne, la tentative de restaurer la communauté holiste sur des prémisses individualistes » ²⁸⁴ — définition dialectique bien différente de celles, manichéennes, qui ne voient dans les fascismes qu'une *réaction* tout d'une pièce, holiste-romantique, à l'individualisme rationaliste démocratique. Le totalitarisme selon Louis Dumont est un hybride et un nœud conflictuel face à la dynamique délétère de la modernité.

Les derniers écrits de Dumont font en effet du totalitarisme le fruit du problème général de la mondialisation/modernisation : « à mesure qu'elle se répand sur le monde, la civilisation moderne voit la configuration individualiste dont elle est porteuse se modifier à la mesure même de ses conquêtes par intégration de produits hybrides qui, d'une

²⁸³ *Homo/Equalis I : genèse et épanouissement de l'idéologie économique*. Gallimard, 1977. P. 21-2. L'auteur propose une réflexion sur l'idéologie moderne en partant du constat qu'il existe deux types de sociétés : - 1 Les sociétés de type holiste. Elles valorisent le tout, c'est-à-dire la société. Ainsi, tout ce qui est marginal est fortement réprimé. L'ordre, la hiérarchie sociale et la conformité sont les maîtres mots de ce type de société. - 2 Les sociétés de type individualiste. Dans ce cas, c'est le besoin des individus qui prime sur celui de la société. La valeur suprême est l'égalité entre les individus. On ne le trouve qu'en Occident et il s'est formé petit-à-petit depuis le XVIII^e siècle. Voir aussi ses *Essais sur l'individualisme : une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*. Paris : Editions du Seuil, 1983. Dumont consacre le chap. 4 de ce livre au nazisme.

²⁸⁴ Philippe de Lara, dir. *Naissances du totalitarisme*. Paris : Cerf, 2011, 42.

part facilitent son rayonnement et, de l'autre, l'altèrent profondément elle-même sous une apparence d'intensification, par mélange aveugle avec des contenus holistes. « En ce sens, loin d'être une expérience exceptionnelle, liée à des conditions historiques uniques, le totalitarisme est une possibilité toujours prochaine », quand ce ne sera plus sous la forme révolutionnaire que l'Europe a connue en [125] 1917 et en 1933. ²⁸⁵

• *Le bicentenaire de la Révolution : 1789, matrice du totalitarisme*

[Retour à la table des matières](#)

La dénonciation du Goulag et de la terreur soviétiques ont conduit à repenser la Terreur, la Vendée et la Révolution française tout entière. Le discrédit du bolchevisme et du stalinisme ont permis de s'interroger à voix haute sur un autre sujet tabou hexagonal, les aspects « fâcheux » de 1789-93 interprétés à la sombre lueur de 1917. Bousculant les Soboul et les Mazauric, gardien de l'orthodoxie, François Furet a joué un rôle révisionniste décisif. *Penser la révolution française*, qui paraît en 1977, prétend dégager la « dimension totalitaire » de 1789 et repérer ses ferments dans la « conscience révolutionnaire ». ²⁸⁶ Ce livre crée ainsi un durable malaise dans la commémoration avenir du Bicentenaire en 1989.

La France a connu elle aussi, après l'Allemagne, sa « Querelle des historiens », non moins violente et amère que l'antérieur *Historikers-treit*. Elle l'a vu s'envenimer tout au long des années 1980. La préparation de la commémoration a été l'occasion de vigoureuses controverses entre historiens français, polémiques qui ont été étudiées à distance critique par l'Américain Steven L. Kaplan. ²⁸⁷ C'est un autre exemple

²⁸⁵ Vincent Descombes, « Universalisme, égalité, singularité », *La Pensée politique*, n° 3, 1995, 323.

²⁸⁶ Paris : Gallimard.

²⁸⁷ Kaplan, *Farewell Révolution. The Historians' Feud 1789/1989*. Ithaca : Cornell UP, 1996.

d'une dispute certes savante au départ, mais intrinsèquement politique, qui débouche sur des empoignades publiques.

Or, un des enjeux de cette querelle devait être justement le rôle des idées dans l'histoire, objet de mon livre *L'Histoire des idées*.²⁸⁸ Pour François Furet et ses partisans, il s'agissait de faire apparaître la prééminence explicative des idées et des convictions des acteurs dans le cours des événements révolutionnaires. On se trouve en effet dans le champ historiographique devant une polarisation établie sur deux axiomes antagonistes : un pôle pose en axiome le rôle décisif des idées, l'autre part de la prépondérance des facteurs matériels, économiques notamment, et traite des idées comme de [126] faits épiphénoménaux. Cette polarisation comporte souvent une connotation politique. Le premier pôle est plutôt occupé par le centre et la droite. On songe à l'axiome exprimé par Jean-François Revel : « La puissance des représentations mentales est dans l'histoire plus grande que ne l'enseignent les marxistes. Ne leur en déplaise, les idées mènent le monde, - surtout les mauvaises. »²⁸⁹ Il s'agit d'un vieux et fondamental débat qui se trouve dès lors réactivé dans la conjoncture.

Les livres de Furet avec leur interprétation « idéologique » de la Révolution s'inscrivent dans un mouvement international de relecture de la Révolution française qui remonte aux années 1960.²⁹⁰ Hannah Arendt par exemple anticipait sur cette démarche dans *On Révolution*.²⁹¹ La critique qu'elle faisait des Jacobins qui prétendaient instaurer une république vertueuse et installèrent en son lieu et place le règne de la terreur avait déjà choqué les esprits conformistes attachés à la narration conventionnelle : « [it] offended many at the time for its cavalier unconcern with the classic accounts and interpretations of the French Revolution, Marxist and liberal alike, remarque Tony Judt. It now sounds like a benign anticipation of the historical consensus espoused by François Furet and other scholars, notably in their appreciation of

²⁸⁸ Liège : P.U. de Liège, 2014.

²⁸⁹ *Fin du siècle des ombres*, 314.

²⁹⁰ Je pense aux travaux du Britannique Alfred Cobban notamment.

²⁹¹ Arendt, *On Révolution*. New York : Viking Press, 1965 [1963].

terror not as an extraneous political device but as the primary motor and logic of modern tyranny. » ²⁹²

La réinterprétation que François Furet impose de la Révolution française est un pas de plus dans le contexte de virage idéologique des années 1970-1990. Furet met en accusation le phénomène stalinien en retraçant sa genèse dans la tradition jacobine. Ou plutôt l'exemple russe revient « frapper comme un boomerang son "origine" française. » En mettant l'accent sur les origines du totalitarisme dans la Révolution française, Furet soutient « que la culture jacobine de la Révolution française explique l'attrait du communisme en France au 20^e siècle. ... En grande partie à cause de sa relecture de la Révolution française, la critique du totalitarisme [a eu] des suites importantes [127] dans la pensée politique française. » ²⁹³ La Révolution de 1789, qui marque l'avènement de la bourgeoisie, manifeste aussi l'expression d'une idéologie égalitariste et étatiste, proto-totalitaire, qui va resurgir au 20^e siècle sous la forme aggravée de la révolution bolchevique.

• 1989, dernière année du 20^e siècle

[Retour à la table des matières](#)

Il y a de bonnes raisons pour faire de l'année 1989 la date-butoir qui marque la fin d'un siècle « court » lequel commence en août 1914, et, singulièrement, qui *date* le tournant mentalitaire du siècle intellectuel français, — date des abandons massifs d'espérances « historiques » en lambeaux, moment du glissement subreptice vers des positions moins dévaluées et moins inconfortables, date des grandes déprimés accompagnées d'ultimes dénégations qu'on observe ici et là à l'extrême gauche. « Que la commémoration de la Révolution française ait coïncidé avec son enterrement, que les socialistes aient présidé à la disparition de l'idée socialiste dans ce pays, que la gauche ait fait une politique de droite, ironise Régis Debray, tout cela, anecdotique, rappelle une constante encore sous-estimée et que les futurs déçus de tous bords

²⁹² T. Judt, *Reappraisals. Reflections on the Forgotten 20th Century*. London : Heinemann, 2008. 77.

²⁹³ Entrevue de Jean Ducange avec Michael Christofferson dans *Contretemps*, mai 2008.

auraient avantage à prendre en compte au plus vite : la forme politique du snobisme que constitue le démarquage de soi. » ²⁹⁴

Le cours de l'année 1989 voit successivement la chute de János Kádár, de Erich Honecker, de Todor Jivkov qui était au pouvoir en Bulgarie depuis 1962, de Nicolae Ceaușescu, exécuté en décembre. À partir du moment où l'utilisation de la force a été exclue par le grand dirigeant de l'URSS et où l'Occident, prudent, se garde d'intervenir et se contente d'observer les événements avec ébahissement, tout croule. Seuls à l'autre bout de l'Eurasie, les communistes chinois, qui ont senti passer le vent du boulet, recourent à la violence place Tien-An-Men, ils se maintiennent donc au pouvoir et s'occupent à la transformation de l'immense Chine en un régime inédit de capitalisme manchestérien agrémenté du drapeau rouge.

Ce n'est qu'après la « disparition », moins de deux ans plus tard, de l'Union soviétique et la remise en cause du paradigme antifasciste que le concept de « totalitarisme », avec les défauts et limitations qu'on lui reconnaît et que l'on cherche à amender à la lumière de la chute finale (si je puis dire), revient en [128] force dans les travaux des historiens. « La chute du Mur de Berlin n'a pas seulement entraîné la fin de l'Union soviétique ; elle a aussi mis un terme à l'histoire du phénomène totalitaire. Il est donc temps de reposer les questions essentielles que l'achèvement de cette époque permet de traiter enfin *avec détachement*, [je souligne]. Et d'abord la plus importante : au fond, qu'est-ce qu'une révolution ? Que se passa-t-il exactement à Petrograd en 1917 ? » ²⁹⁵ Une révolution ou un coup d'état, un coup de main à la faveur de la défaite et de l'anarchie ? En d'autres mots, 1989 conduit la plupart des historiens à regarder plus loin en arrière, à re-qualifier (comme disent les juristes) les événements, à re-poser la question des origines lointaines de cet échec calamiteux.

Il n'est pas vrai que l'effondrement de l'URSS n'avait été prévu par personne : il l'avait été explicitement au contraire et à plusieurs reprises. Je pense aux livres d'Andrei Amalrik, à Emmanuel Todd, à Edgar Morin dont je viens de parler, à Claude Lefort qui dès 1956 écrivait dans « Le totalitarisme sans Staline », « que le régime agencé pour être le

²⁹⁴ Loués soient nos seigneurs, 473.

²⁹⁵ F. Bouthillon, *Brève histoire philosophique de l'Union soviétique*. Paris : Plon, Commentaire, 2003, 4e de couverture.

plus solide, le mieux verrouillé des systèmes de domination se montr[e] travaillé par des contradictions insurmontables et qu'il était éminemment vulnérable. »²⁹⁶ Pour la première fois toutefois en 1991, il est possible de considérer le communisme comme un chapitre historique *clos*, refermé sur son échec sans appel. Une sorte d'évidence découle de cet achèvement. C'est ce que suggère Martin Malia, auteur de *La Tragédie soviétique*. Dès sa préface, il se situe dans une conjoncture *posthume* : « Aujourd'hui, l'histoire de la Russie soviétique est pour la première fois véritablement de l'histoire, et c'est sa clôture qui nous permet d'étudier la structure et la "logique" de ce qu'elle a été. »²⁹⁷

La débandade de l'idée communiste, qui apparaît confirmée par la dissolution en forme de sauve-qui-peut de tous les régimes issus de la Révolution [129] d'Octobre, entraîne la chute, moins spectaculaire, la perte de crédibilité d'autres choses de plus grande portée et de longue durée : la dissolution finale des religiosités politiques dans une sobriété sceptique nouvellement acquise, le renoncement à cette sacralisation de la politique qui a caractérisé le 20^e siècle, la fin des Grands récits de l'histoire et de leur débouché sur l'arrêt sur image de l'Utopie, la fin de cette « idée de progrès » qui remonte à Turgot et Condorcet, la dévaluation irrémédiable de tout « historicisme » (au sens que Karl R. Popper avait donné à ce concept), l'évanouissement des représentations d'une lutte finale entre les justes et les scélérats et d'une réconciliation ultime des hommes. La dissolution du Bloc de l'Est entraîne un changement de climat intellectuel qui disqualifie « les ambitions révolutionnaires qui tenaient jusque là le haut du pavé [et] renvoie dans le dérisoire, l'incompréhensible, le monstrueux ces tentatives de restauration ou d'instauration de la société une et même qui avaient mobilisé des sacrifices sans pareil depuis des décennies ». ²⁹⁸

²⁹⁶ Claude Lefort, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, 360. « Sans vouloir multiplier les citations, je mentionnerai au moins le jugement que je portais en 1970 dans la postface aux *Éléments d'une critique de la bureaucratie* : « on est en droit d'attendre, à une échéance certes imprévisible, une crise de régime dont les conséquences seraient d'une portée inouïe tant dans l'Europe de l'Est que dans le monde occidental », rappelle Lefort dans *La complication*. Paris : Fayard, 1999, 37.

²⁹⁷ Malia cité par Lefort, *La complication*, 19.

²⁹⁸ Gauchet, *la Crise du libéralisme*, 17.

La description détaillée et impitoyable de tout ce qui avait été dénié, censuré dans les régimes révolutionnaires de tous acabits et qui les caractérise, — la terreur, la pénurie, la bureaucratie, le « flicage » généralisé, le mensonge institué — ne fait pas gagner en vertu les régimes libéraux, mais elle semble inviter à s'en accommoder si la seule alternative historiquement attestée est nécessairement pire.

Le 20^e siècle a dès lors duré soixante-quinze ans, de 1914 à 1989 : il englobe deux guerres mondiales, la dissolution des empires coloniaux et sa séquelle de violences et d'atrocités, la montée en puissance des totalitarismes avec leurs terreurs et leurs charniers, — et au bout du compte leur éradication intégrale du moins, dans le monde développé. Ce 20^e siècle s'est aussi - et non moins - éloigné de nous dans le temps propre des croyances et des idéologies, les convictions qui animaient ses acteurs, que ce soient les grands ou les sans-grade, deviennent peu à peu inintelligibles aux nouvelles générations. « C'est avec stupeur que, dorénavant, nous regardons derrière nous. » ²⁹⁹

[130]

• *Le communisme, illusion dissipée*

[Retour à la table des matières](#)

Au début de l'an 1989, le monde ressemblait encore à ce qu'il était devenu après 1945. Fin 1991, de cet état du monde figé pendant un demi-siècle, il ne reste rien. En 1989, l'Europe était coupée par la plus grande concentration face à face d'armes de destruction massive de l'histoire. Rien ne subsiste de cet état de choses redoutable deux ans plus tard.

François Furet, déjà tenu pour ennemi des jacobins, s'est mué à la fin de sa vie (qui se trouve accidentellement écourtée en 1997) en historien du communisme. Il publie en 1995 son dernier livre, *Le passé d'une illusion*, histoire nécrologique de l'Idée communiste abordée comme un cimetière d'illusions perdues. ³⁰⁰ Le titre de cet ouvrage qui

²⁹⁹ Jean Cl. Guillebaud, *La force de conviction*, 83.

³⁰⁰ Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*. Paris : Laffont, 1995. Et *Penser le 20^e siècle*. Paris : Laffont, 2007, recueil qui

va connaître une diffusion mondiale (fait qui n'est pas fréquent pour les livres savants en français) est évidemment emprunté à Sigmund Freud, analyste, dans *Die Zukunft einer Illusion*, de la religion comme névrose. L'illusion communiste est identifiée à « un investissement psychologique comparable à celui d'une foi religieuse bien que l'objet en fut historique », ³⁰¹ elle recèle en son cœur le « fameux sens de l'histoire qui tient lieu de religion à ceux qui n'ont pas de religion et qu'il est donc si difficile, si douloureux même d'abandonner ». ³⁰² Il n'y a pas eu « des illusions » disséminées ici et là : tout dans le communisme était illusion et une telle illusion, une telle eschatologie laïque ne perdure que lorsqu'elle ne subit pas de front l'épreuve du réel ou tant qu'elle parvient à nier impavide les réalités empiriques. L'idée communiste appartient à « un cycle entièrement clos de l'imagination politique moderne », diagnostique l'historien. ³⁰³ Le vaste dispositif de salut historique auquel s'était attaché vers 1831 un mot nouveau, « socialisme », s'est dissout, les « religions de salut » par la Révolution se sont évaporées entraînant la perte de « foi » des derniers croyants. Le 20^e siècle politique est, du coup, en train de devenir de moins en moins compréhensible. Il a subi un éloignement accéléré dans le temps intellectuel et en quelque sorte cognitif. D'où le travail archéologique à quoi Furet se sent [131] désormais contraint pour se faire comprendre des nouvelles générations : « Il est un peu difficile d'imaginer aujourd'hui que ce sont des idéologies si récentes alors qu'elles nous paraissent selon les cas désuètes, absurdes, déplorables ou criminelles. Pourtant elles ont empli le siècle. » ³⁰⁴

L'illusion qui était déjà décrépite, s'est trouvée au bout du compte dissipée en 1989-91 parce qu'elle a subi du réel un démenti intégral : « Croyance au salut par l'histoire, elle ne pouvait céder qu'à un démenti radical de l'histoire qui ôta sa raison d'être au travail de ravaudage inscrit dans sa nature. » ³⁰⁵ Furet précise toutefois ceci : deux illusions

comporte l'ouvrage précédent et de nombreux articles dispersés sur le sujet du 20^e siècle. — Je relève qu'en 1945, Arthur Koesler titre le dernier chapitre de *The Yogi and the Commissar*, « The End of an Illusion ».

³⁰¹ *Passé*, 14.

³⁰² *Passé*, 18.

³⁰³ *Passé*, 14.

³⁰⁴ *Passé*, 38.

³⁰⁵ *Passé*, 14.

contiguës mais pas identiques se faisaient face qui se dissipent simultanément : la foi dans une « idée », dans un communisme imaginaire, et la foi en la réalité et la viabilité du « socialisme » en URSS, quelque sens que l'on choisisse de donner à ce mot. Ainsi, cette double illusion dissipée, « le communisme se termine-t-il dans une sorte de néant ». ³⁰⁶

Évolution typique des hommes de sa génération : le jeune François Furet avait adhéré au Parti communiste en 1947. Il l'avait quitté comme bien d'autres dix ans plus tard ayant ouvert les yeux en 1956 lorsque les chars soviétiques, avec l'approbation sans réserve du PCF, ont écrasé la révolution hongroise.

Après 1991 et maintenant que « tout était fini », on pouvait prendre la mesure globale du phénomène totalitaire et prendre le recul historique nécessaire en remontant précisément à 1789 : « Pas plus que le nazisme n'est avant tout une question d'histoire allemande, le stalinisme n'est d'abord une question d'histoire russe : l'un et l'autre relèvent en premier lieu d'une histoire générale du totalitarisme, dont le point de départ le plus proche est la Révolution française. La compréhension globale du phénomène totalitaire qui a ravagé le 20^e siècle européen passe donc par une analyse de l'histoire de la France entre 1789 et 1914. » ³⁰⁷

Selon Furet, l'idée révolutionnaire — l'idée que toute réforme des sociétés « bourgeoises » est impossible, condamnant ainsi la démocratie électorale et le [132] réformisme — et le mythe de l'antifascisme qui vient la consolider et figer les camps en présence dès les années 1930 ont été les deux grands moyens de séduction du communisme. *Le passé d'une illusion* montre, dans la composition même de ses chapitres, que la théorie du totalitarisme et la confrontation comparatiste des régimes bolchevik et fascistes impliquent le rejet absolu du « mythe » anti-fasciste instrumentalisé par les Soviétiques et le Komintern, un antifascisme qui faisait du fascisme le stade suprême du capitalisme et écartait comme illusoire et fallacieuse la haine non moins vive des fascismes à l'égard des démocraties « bourgeoises », — haine qui, précisément, était partagée par les communistes. Le problème inhérent à l'anti-fascisme depuis les années trente, mouvement à la fois indépendant et inséparable du communisme, c'est que l'URSS que les antifascistes

³⁰⁶ *Passé*, 13.

³⁰⁷ Bouthillon, *Brève histoire philosophique de l'Union soviétique*, 9.

étaient censés admirer — ou sur les « erreurs » de laquelle ils gardaient un silence contraint, justifié par les nécessités de la lutte — était un régime « totalitaire », semblable par essence au fascisme et au nazisme. Par conséquent, les serviteurs de la cause antifasciste n'ont pas hésité à servir par aveuglement — ou du moins à préserver par leur silence intimidé — l'image mensongère que voulait donner au monde un régime liberticide et ils ont perpétué du même coup le mépris méritoire « de gauche » envers l'état de droit et la démocratie représentative avec ses lents et tortueux progrès.

Furet admet la qualification des fascismes comme des « réactions » de la droite ultra-patriote italienne et allemande face au danger représenté pour des « patriotes » par le bolchevisme. « Le communisme est bien le premier mouvement d'importance issu de la guerre, mais le fascisme ... est le second, né de la même source que le premier, avec des objectifs bien évidemment opposés. » « La conviction que le communisme incarne l'universalisme dans toute sa pureté n'étant qu'une illusion, le fascisme (bien que la priorité du bolchevisme soit incontestable tant pour la chronologie que pour le contenu) se situe sur, le même plan, celui d'une « pathologie du national », qui s'oppose à la « pathologie de l'universel ». ³⁰⁸ C'est donc une erreur de dénier au fascisme un caractère révolutionnaire, et il est inadmissible, de lui refuser le rang de « l'autre grand mythe politique du siècle ». ³⁰⁹ Pour comprendre ce siècle, il faut prendre en compte « les deux grandes idéologies » et mesurer en les confrontant « la nouveauté des révolutions du 20^e siècle ».

[133]

Dans ce contexte comparatiste, François Furet juge pertinent à titre heuristique le recours à la catégorie de « totalitarisme » non dans le sens mussolinien mais en tant que concept qui isole à bon droit en vue de les comparer les deux régimes les plus sanguinaires du siècle et les distingue de toutes les autres tyrannies et dictatures du passé et du présent :

Le bolchevisme stalinisé et le national-socialisme constituent les deux exemples des régimes totalitaires du 20^e siècle. Non seulement ils sont comparables, mais ils forment en quelque sorte à eux deux une catégorie politique qui a gagné droit de cité depuis Hannah Arendt. J'entends bien que

³⁰⁸ P. 542.

³⁰⁹ P. 698.

l'acceptation n'est pas universelle, mais je ne vois pas qu'il ait été proposé de concept plus opératoire pour définir des régimes où une société atomisée, faite d'individus systématiquement privés de liens politiques, est soumise au pouvoir « total » d'un parti idéologique et de son chef. Comme il s'agit d'un idéaltype, l'idée n'entraîne pas que ces régimes soient identiques ou même comparables sous tous les rapports.

Néanmoins, les deux régimes,

... et eux seuls, ont en commun d'avoir mis en œuvre la destruction de l'ordre civil par la soumission absolue des individus à l'idéologie et à la Terreur du Parti-État. Dans les deux cas, et dans ces deux cas seuls, la mythologie de l'unité du peuple dans et par le Parti-État, sous la conduite du Guide infail-
lible, a fait des millions de victimes et présidé à un désastre si complet qu'elle a brisé l'histoire des deux nations, l'allemande et la russe, au point d'en rendre la continuité presque impensable. ³¹⁰

Il est vrai que la parenté des deux régimes sous l'angle « totalitaire » dément l'apparence du contraste entre eux selon l'idéologie. « L'Allemagne nazie appartient à la famille des régimes fascistes, et la Russie de Staline à la tradition bolchevique. Hitler a imité Mussolini, alors que Staline a suivi Lénine. Ce classement tire sa force de l'histoire des idées ou de celle des intentions, puisqu'il distingue deux ambitions révolutionnaires, l'une fondée sur le particulier, la nation ou la race, l'autre sur l'universel, si l'émancipation du prolétariat préfigure celle de l'humanité tout entière. Cette [134] opposition classique, terme à terme, entre les deux idéologies, n'empêche pas l'une et l'autre, l'une comme l'autre, de constituer des systèmes clos d'interprétation immanente de l'histoire humaine, destinés à offrir à chacun quelque chose comme un salut, en face des misères de l'égoïsme bourgeois.

François Furet convient toutefois qu'il faut partir, pour aborder l'histoire des tragédies du 20^e siècle, du « déficit politique constitutif de la démocratie moderne ». C'est dans ce contexte qu'il approuve dans son principe l'approche généalogique élaborée par Ernst Nolte de la tragédie européenne, approche plus intéressante « que la comparaison "structurelle" des totalitarismes hitlérien et stalinien ».

Le concept de totalitarisme est accueilli après réflexion par Furet, fidèle à Max Weber sur ce point, comme étant « idéaltypique », c'est à dire principalement à valeur heuristique. Il permet par confrontation —

³¹⁰ *Le passé d'une illusion*, 217-218.

maintenant, comme le précise candidement Furet, que le pouvoir d'intimidation des partis communistes qui imposaient leur censure ne joue plus — de penser et évaluer ce qu'ont eu de comparable les régimes nazi et bolcheviks, mais, ajoute-t-il, ce concept est impuissant à expliquer les origines si différentes de ces deux régimes. On a vu toutefois que certains chercheurs et non des moindres s'efforcent d'expliquer la convergence des idées originelles par des similitudes dissimulées.³¹¹ Heuristique, le bilan opératoire du concept est à nuancer : il y a des choses que « totalitarisme » permet de comprendre et d'autres qu'il manque ou qu'il masque. C'est que Furet, synthétise Christophe Prochasson, « chemine souvent sur une crête surplombant deux abîmes où il est aisé de l'entraîner. Sa critique du concept de totalitarisme est mesurée, elle n'en est pas moins ferme même s'il suspecte derrière certaines mises en cause un arrière-plan politique visant à épargner le communisme jugé moins coupable que le fascisme. »³¹²

Face au jugement sobre et désenchanté, mais « nécrologique » de Furet, quelques publicistes d'extrême gauche ont répondu par la dénégation têtue : l'Idée qui les faisait vivre n'était pas morte. Robert Hue, secrétaire général du [135] PCF, l'écrira avec feu au tournant du siècle : le communisme est « une idée d'avenir ». ³¹³ On pourra lire, si on veut, une parmi cent autres ripostes « de gauche » à François Furet, ripostes à coups de procès d'intention, de raisonnements fidéistes et de sophismes dénégateurs, le tout confirmant involontairement les analyses de leur adversaire sur la persistance têtue de l'esprit de croyance : le factum de Denis Berger et Henri Maler, *Une certaine idée du communisme : réplique à François Furet*.³¹⁴

• *Le Livre noir du communisme en 1997,* *un livre-événement*

³¹¹ Furet in Ferro, dir. *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle*. Paris : Hachette littératures, 1999, 137.

³¹² Christophe Prochasson, *Les chemins de la mélancolie. François Furet*. Paris : Stock, 2013. 414-416.

³¹³ *Libération*, 8.6.1998, 12.

³¹⁴ Paris : Éditions du Félin, 1996.

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on peut admettre à la rigueur, avec une dose de nostalgie narcissique pour des erreurs de jeunesse, avoir été victime d'une « illusion », « on avoue de plus mauvaise grâce avoir commis un crime ou en avoir été complice, ou avoir fermé les yeux », avoir cultivé l'aveuglement volontaire.³¹⁵ Ceux des « ex- » qui avaient consenti à ne pas pousser les hauts cris en lisant *Le passé d'une illusion*, l'ont pris bien plus mal trois ans plus tard avec le *Livre noir du communisme*.

Le processus de désillusion, une désillusion étendue sur les deux siècles de la modernité, de 1789 à 1989, se clôt en effet à la fin du XX^e siècle, avec deux livres qui se donnent pour conclusifs, *Le passé d'une illusion* et dans la foulée *Le livre noir du communisme* paru en 1997. Traduit l'année même en plusieurs langues, ce collectif dirigé par l'historien Stéphane Courtois détaille les massacres et les crimes de tous les régimes issus de la Révolution bolchevique. Le *Livre noir du communisme* fait entrer l'historiographie du communisme qui avec l'ouverture des archives du Kremlin est en pleine mutation, au rayon des best-sellers mondiaux. Il s'agit du succès de vente le plus massif jamais attesté dans le monde francophone pour un ouvrage universitaire, un ouvrage de 840 pages.

Enzo Traverso a avancé la notion de « livre-événement » dans sa réflexion sur l'historiographie comme champ de bataille politique. Ce sont des livres dont l'impact, non sur les seuls milieux académiques, mais sur toute une culture et sur une mémoire nationales va être durable, profond et irréversible. Pour la France, *Les jours de notre mort* de David Rousset, *La question* de Henri Alleg, [136] *l'Archipel du Goulag*, *La France de Vichy* de Robert O. Paxton,³¹⁶ et enfin *Le livre noir du communisme* furent de tels livres.

Le premier tirage est épuisé en quelques jours. Deux ans après sa sortie, près de 200 000 exemplaires ont été écoulés. Le succès en langue française est amplifié par une large diffusion internationale, en particulier dans les pays de l'Est. Deux millions d'exemplaires sont vendus de

³¹⁵ Revel, *La grande parade*, 75.

³¹⁶ *Vichy France : Old Guard and New Order 1940-1944*. New York : Knopf, 1972.

par le monde avec vingt-six traductions. *Le Livre noir du communisme* a été édité à Moscou par un grand éditeur et aux États-Unis par Harvard UP. *Le Livre noir* a été reçu plus que favorablement dans les ex-Pays de l'Est, suscitant de nombreux débats, et poussant même des historiens locaux à proposer des annexes et compléments (sur la RDA, la Roumanie, les Pays baltes...)

Le grand public a d'abord retenu, à travers les comptes rendus sommaires des médias, un bilan en forme d'addition des victimes, addition qui était discutable et allait spécialement faire pousser les hauts cris chez les nostalgiques des idéocraties « progressistes » : de l'URSS au Cambodge, en passant par la Chine et la Corée du Nord, la terreur communiste aurait fait près de 96 millions de morts.

Les circonstances expliquent en partie que, bien accueilli ailleurs en Europe, le livre, dans l'Hexagone, ne pouvait pas passer sans vives réactions, sans cris de douleur et cris d'indignation. *Le Livre noir*, lequel ne comportait du reste aucune révélation particulière mais se bornait à une synthèse de faits documentés de longue main, paraissait en effet peu après la formation du gouvernement de Lionel Jospin dit « de la Gauche plurielle » qui comportait, une dernière fois, des ministres communistes. Face à la polémique qui se déchaîne, Jospin se sent tenu d'intervenir à l'Assemblée en novembre 1997 en affirmant « que la révolution de 1917 a été l'un des grands événements de ce siècle » — ce qui n'est guère discutable et n'est pas en question — et, plus subtilement, en rappelant la participation du PCF au gouvernement provisoire du général de Gaulle en 1945 « alors que les crimes de Staline étaient parfaitement connus », — ce qui n'est pas faux.

La violence de la réaction hostile est spécifique à la France en raison de son passé, du passé de la gauche, de ses alliances de front populaire avec les communistes dans les années 1930 et dans la Résistance. La controverse réémerge [137] « dès que la question de l'équivalence morale des deux totalitarismes de notre siècle est soulevée, pour ne pas dire à chaque fois qu'on évoque le concept même de « totalitarisme ». « Le statut particulier du nazisme comme *mal absolu* est aujourd'hui enraciné à tel point que toute comparaison avec lui semble d'emblée suspecte. Parmi les causes diverses de cette évaluation du nazisme, la plus évidente tient à ce que les démocraties occidentales ont combattu durant la Seconde Guerre mondiale dans une sorte de « front populaire » contre le « fascisme ». Par ailleurs, alors que les nazis ont occupé

la quasi-totalité de l'Europe, les communistes ne menaçaient que de loin pendant la guerre froide. » ³¹⁷ « Ce qui fait scandale pour une cohorte non négligeable d'intellectuels et d'historiens, c'est la suggestion implicite d'une équation entre communisme et nazisme, tous deux également criminels. Avec ses deux conséquences insoutenables aux yeux de beaucoup : d'abord l'estompage de la différence entre le message, supposé égalitaire et universaliste, du premier et l'idéologie raciste et particulariste du second ; ensuite la banalisation de la Shoah, privée de son « unicité » par l'empilement des dizaines de millions de morts du communisme. L'emballement — excessif — des passions qui se manifesta à cette occasion montre que le refus de l'équivalence, de la convergence ou même tout simplement de la proximité entre les deux régimes relève de deux sensibilités idéologiques très différentes mais qui se combinent efficacement. » ³¹⁸

Alors que le secrétaire du Parti communiste français Robert Hue déclare tout de même, désireux de rompre avec les contre-vérités qui obèrent l'image de son parti, que l'Union soviétique offre un bilan qui « n'est pas globalement positif... Il est négatif, monstrueux même à bien des égards », dans *l'Humanité* du 5 décembre 1997, les voix à l'extrême gauche sont néanmoins nombreuses pour condamner le livre et spécialement son préfacier. Le Parti communiste — certains de ses porte-parole, notamment ses historiens comme Roger Martelli — s'est distingué par le recours routinier aux dénégations et aux contre-vérités. ³¹⁹ Le *Monde diplomatique* de son côté parlera, prévisiblement, de « propagande anticomuniste », mais aussi de « falsification », de « scandaleux parallèle entre communisme et nazisme », de « chiffres manipulés, voire faux » [138] etc., retrouvant spontanément les procédés diffamatoires et le vocabulaire de haute époque stalinienne. ³²⁰

³¹⁷ Martin Malia in St. Courtois, dir. *Du passé faisons table rase ! Histoire et mémoire du communisme en Europe*. Paris : Laffont, 2002. 273-4.

³¹⁸ Malia cité par Claude Lefort, *La complication*, 12.

³¹⁹ Roger Martelli refuse d'admettre que les régimes communistes ont commis des « crimes contre l'humanité ».

³²⁰ Gilles Perrault, décembre 1997. Dans la même veine, *Spartacist, édition française*, 32, Printemps 1998, dénonce : « Depuis la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et dans les États ouvriers déformés d'Europe de l'Est, les bourgeoisies internationales intensifient leur campagne idéologique contre le communisme. Tout comme leurs prédécesseurs réactionnaires, Courtois et

On n'observe rien de pareil à cette censure dénégatrice dans le reste de l'Europe — pas même en Italie en dépit de la force du communisme jadis en ce pays. En octobre 1999, le secrétaire du PDS, le Parti démocrate de gauche (ex-Parti communiste) a ainsi publié dans *La Stampa* un article qui fit du bruit dans la mesure où il ne mâchait pas ses mots : Walter Veltroni y définissait le communisme comme « un totalitarisme coupable de crimes gigantesques » et précisait la position et le jugement sans réticence de son parti « rénové » : « Nous avons mis le stalinisme sur le même pied que le nazisme, le Goulag sur le même pied qu'Auschwitz et défini le communisme comme la tragédie du siècle. » ³²¹

Une voie de réfutation, censément raisonnable et « technique » du *Livre noir* a consisté à conclure à l'amalgame en alléguant la spécificité du maoïsme et du stalinisme, du Cambodge de Pol Pot, de la Corée du Nord etc. : leur niveau de violence ne pouvait être considéré comme propre à *tout* régime communiste, il fallait donc distinguer les régimes et, dans les régimes, les époques — et conclure qu'aucune addition n'avait de sens et que le Communisme dans sa généralité ne saurait être mis en cause. La discussion passablement confuse des chiffres avancés par Nicolas Werth en ce qui concerne l'URSS (le bilan meurtrier soviétique que Werth ramène à environ 15 millions de morts a été, selon le *Livre noir* même, largement dépassé par le régime de Mao, le total des victimes de l'autocrate chinois oscillant entre 45 et 72 millions de morts) [139] a accompagné cette argumentation. ³²²

Cie font l'amalgame entre le communisme et le fascisme, mettant au pinacle la démocratie bourgeoise comme un principe qui transcende tout, et décrivant le communisme et le fascisme comme des systèmes totalitaires. Etc. »

³²¹ Walter Veltroni a été journaliste à *L'Unità* dont il fut le rédacteur en chef de 1992 à 1996. Il fut député du Parti communiste italien (PCI) et ensuite du Parti démocrate de la gauche (PDS, devenu en 1998 les Démocrates de gauche) de 1987 à 2001.

³²² Nicolas Werth estime au reste que la question essentielle n'est pas précisément ici s'il s'agit de *singulariser* le bolchevisme : « le crime est certes une composante essentielle [du communisme], mais le mensonge qui a permis l'occultation de la terreur paraît plus central que le crime lui-même. » — Robert Conquest arrivait, lui, avec le chiffre évalué de 20.000.000 de morts de fait direct du régime entre 1930 et 1953 - à quoi devaient s'ajouter « quelques millions » de morts avant 1930. Martin Malia endossait cet « ordre de grandeur », mais on est loin du consensus.

Les adversaires d'un bilan, d'une addition globale ont répandu une autre accusation fallacieuse, destinée aux gens qui ne lisent pas, qui est que le *Livre noir* cherchait à « banaliser » le nazisme en comparant ses crimes à nul autre pareils avec les exactions et massacres des régimes communistes. L'introduction générale de Stéphane Courtois avait été jugée provocatrice et insupportable en raison précisément d'une phrase sortie de son contexte et du verbe utilisé : la mort de faim d'un enfant ukrainien au cours de l'*Holodomor* « vaut » la mort d'un enfant juif dans le ghetto de Varsovie. Cette équation et ce « moralisme » ont paru odieux à une partie de la gauche à qui les auteurs semblaient, sans le dire du reste *Verbatim*, reprocher dans leurs militantismes passés une culpabilité « objective » équivalente à celle du nazi.

Ici passe une *coupure* insurmontable entre deux conceptions des tâches de l'historien, discordance qui est ultimement « morale ». La comparaison des deux régimes de Staline et d'Hitler - avant de se prononcer sur sa fécondité heuristique, - est à priori « moralement licite », pose Jacques Julliard. Les adversaires de toute comparaison des totalitarismes disparus n'opposent à une démarche comparatiste que des sophismes sentimentaux. « Je ne vois pas pourquoi les crimes commis au nom du bien seraient moins condamnables que les crimes commis au nom du mal », formule en revanche Julliard.³²³ Cette remarque, qui est juste en soi, fait toutefois l'impasse sur la question qui vient à l'esprit de savoir si des crimes aussi énormes systématiquement commis au nom du Bien n'amènent pas à demander si ce bien était un *vrai bien*.

Autre contre-vérité répandue alors : il n'est pas vrai que le préfacier et les collaborateurs de ce livre aient réclamé « un Nuremberg du communisme » lequel serait impraticable, les ci-devant régimes communistes n'ayant pas été [140] vaincus militairement et leur personnel étant partout encore en place, et serait politiquement inopportun. Quelques procès de responsables ont néanmoins été instruits en Tchéquie par exemple et quelques lois de « lustration » contre les cadres les plus compromis et les policiers de certains régimes du Pacte de Varsovie,

³²³ Julliard, contribution in *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe. 1935-1953*. Monaco : Éditions du Rocher, 2003. 28.

lois qui ont été légiférées mais ne sont guère appliquées. ³²⁴ Mais s'ils n'ont pas réclamé un procès en forme, lesdits collaborateurs ont certainement affirmé hautement que la tâche de l'historien du communisme, à l'égal de celle reconnue à l'historien du nazisme, sa tâche est de ne pas se borner à décrire, à expliquer, à dégager les causes et situer dans les conjonctures, à inscrire dans le temps de l'histoire, mais, ne serait-ce que par un devoir moral vis-à-vis des victimes et des survivants, à mettre en accusation en qualifiant précisément le crime, en désignant les coupables des crimes, à formuler au bout du compte une « condamnation morale et politique » de régimes démontrés « criminels » — y compris celle des instigateurs, partisans et approbateurs qui jamais ne se reconnaissent une « responsabilité ». Atout le moins dans le discours historien, et non devant les tribunaux, les crimes de ces régimes disparus devaient être appelés par leur nom, leurs auteurs et leurs instigateurs identifiés. ³²⁵

Une autre voie de réfutation a consisté en ce que l'ancienne rhétorique dénommait *apodioxis* : à renvoyer l'accusation à l'accusateur censé en l'espèce être la voix du Capitalisme à travers les âges. *Le Livre noir du capitalisme* est un ouvrage hâtif publié en 1998 par les éditions « Le Temps des Cerises », dans lequel sont répertoriés les méfaits que les auteurs attribuent au capitalisme au 20^e siècle et antérieurement à lui, « système charriant par tous ses pores le sang et la boue » selon l'image connue de Marx. Sont qualifiés et additionnés comme « crimes du capitalisme » les morts causées par la Traite négrière, par les guerres et les répressions coloniales, par la majorité des guerres du 20^e siècle (dont les deux guerres mondiales), par la guerre civile en Russie, par la répression de mouvements sociaux en tel et tel pays, par le fascisme et par l'Allemagne nazie. Dans la même veine de réplique en boomerang à l'accusateur, on a vu paraître un *Livre noir du colonialisme, 16^e [141] -21^e siècle : de l'extermination à la repentance* sous la direction de Marc Ferro, chez Laffont en 2003. Les adversaires de l'historiographie

³²⁴ Kr. Pomian a parlé de « l'impossible procès du communisme ». Somme toute, peu d'individus pourraient être accusés d'avoir transgressé la « légalité socialiste ».

³²⁵ Je conteste pour ma part cette approche qui tient du mélange des genres dans : « L'historien en robe de procureur : la notion de responsabilité morale/juridique chez les historiens ». *Qu'est-ce que la philosophie du droit ? Liber amicorum Guy Haarscher*. Bruxelles, 2011.

anti-communiste se sont donc mis aussi à compiler des chiffres et à les additionner — ce qui semble concéder que la problématique comptable a du bon fût-ce à titre heuristique. Pour la dénonciation des crimes colonialistes français, on peut additionner ainsi les 45.000 morts de Sétif en 1945, les 90.000 morts de Madagascar en 1947 etc. L'ennui est que, horreur pour horreur, les compilateurs n'arrivent pas, *même* avec le colonialisme, à des chiffres d'amplitude pareille et qu'il n'est pas clair de savoir ce qu'ils gagnent en confrontant les tableaux comptables. On peut objecter que le colonialisme soumet et exploite les peuples conquis, mais il n'a pas le but ni le besoin d'anéantir les sociétés civiles locales, de supprimer les clergés et les temples, de normaliser la vie privée des « indigènes ».

On a parlé de « réaction quasi-religieuse »³²⁶ de quelques secteurs de la gauche française aux blasphématoires « révélations » du *Livre noir du communisme* : réaction qui témoigne d'une foi dénégatrice obstinée, d'une pitoyable persistance dans le mensonge « pour la bonne cause », d'une déraison mal éteinte. « Divers idéologues ... proclamèrent qu'ils attachaient plus de poids à un mythe qu'à une réalité tragique, afin de sauver l'idée communiste de sa défaite historique. Certains persistèrent à incriminer le seul « stalinisme », comme cause de la dégénérescence d'un système authentiquement révolutionnaire à ses débuts et initialement inspiré par la pensée scientifique et généreuse de Marx. D'autres, en un réflexe habituel, assortirent le vieil épouvantail de l'extrême droite, dont *Le Livre noir du communisme* ferait le jeu. » La polémique se place rarement sur le terrain des faits, elle cherche et trouve des mauvaises intentions derrière l'effort apparent d'établir ces faits.³²⁷ Exposer les crimes des idéocraties de gauche revenait à faire le lit du Front national. Seuls des néo-nazis, des fascistes etc. pouvaient se livrer à ce genre d'« opération » etc. Pendant un demi-siècle, les « progressistes » avaient assumé une posture d'indignation morale pour rejeter toute démarche comparatiste et toute analyse de la convergence des deux régimes, bolchevik et nazi, comme étant par nature « de droite » sinon fascisante. C'est précisément cette posture qui à la fin du siècle a fini par apparaître comme un cabotinage piteux. On ne peut que s'affliger de la singularité de la « gauche de la gauche » française dans

³²⁶ Formule Alain Besançon dans une « Lettre à Jean Daniel », *Commentaire*, 81 : 1998.

³²⁷ *Un pavé dans l'histoire*, 10.

l'indignation de commande et le refus de discuter des faits, [142] vingt ans après la disparition de l'URSS, de son indignation factice face à la comparaison des deux grands systèmes totalitaires et à la caractérisation « criminelle » du régime soviétique. Un livre qui fait de la dimension criminelle une dimension essentielle du système communiste soulève sans doute des interrogations : « unité ou diversité du communisme, légitimité de l'amalgame entre mortalité provoquée indirectement et mortalité infligée directement, validité du qualificatif de « génocide de classe » au sein d'une analyse fonctionnelle des pratiques criminelles, caractère scientifiquement limité d'un traitement « policier » de l'histoire du communisme. »³²⁸ Toutes ces questions méritaient d'être traitées dans un cadre serein.

Un pavé dans l'histoire de Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis, collectif paru dans la foulée en 1998, rend compte des premiers mois français de la polémique autour de la mémoire du communisme.³²⁹ Les auteurs amorcent une typologie des réactions hostiles : « on minimisa [la] tragédie en déniait toute légitimité à une comparaison entre le système concentrationnaire communiste et le système concentrationnaire national-socialiste. Ces jongleries idéologiques brouillèrent la réflexion sur la nature du phénomène communiste, sur son unité et sa diversité. » Les auteurs d'*Un pavé dans l'histoire* croient discerner toutefois l'amorce d'une vraie discussion : « Pourtant, derrière les invectives, les apostrophes et autres interpellations, comment ne pas percevoir qu'un vrai débat de fond, d'une grande importance philosophique et historique, s'amorce ? La nature et la valeur du communisme sont bien sûr en question, mais, au-delà, la place qu'il convient d'accorder aux victimes dans toute conception politique. »³³⁰

Un peu plus tard, un autre collectif, *Du passé faisons table rase* fera connaître la réception contrastée des traductions du livre dans tous les pays et toutes les langues d'Europe, — la France intellectuelle faisant toujours exception et contraste avec la réception généralement favorable, en dépit des réticences d'une arrière-garde *d'apparatchiks*

³²⁸ Bernard Bruneteau, *Le totalitarisme, origine d'un concept, genèse d'un débat*, 11.

³²⁹ Paris : Laffont 1998.

³³⁰ P.10.

recyclés en patriotes sourcilleux, dans les pays qui ont connu le « socialisme réel ». ³³¹

[143]

Il faut tout de même signaler que plusieurs intellectuels, parmi les plus estimables, ont, eux, pris acte de la synthèse et des enseignements qu'elle comporte et se sont refusé à participer aux attaques faussement indignées : Jacques Julliard, Jean Daniel, André Glucksmann, Jacques Amalric, Laurent Joffrin ont au contraire pris fait et cause en faveur du livre.

Quelques ci-devant dissidents « de l'Est », naguère persécutés et emprisonnés par les régimes du « socialisme réel », ont par ailleurs contesté vivement le rapprochement entre nazisme et communisme. Ils se sont refusé du moins à assimiler les deux régimes dans une même criminalité. Il leur importait à eux, anciens antifascistes, de maintenir un écart de nature, fût-ce dans l'horreur et l'inhumain. C'est le cas du Tchèque Karel Bartosek, auteur des *Aveux des archives, Prague-Paris-Prague, 1948-1968* et qui avait participé à la rédaction du *Livre noir du communisme*. Bartosek proteste non contre le livre comme tel, ni contre ce qu'il révèle et qui est vrai, mais il regimbe devant l'instrumentalisation politique qu'il reproche à Stéphane Courtois. Sans indulgence pour les régimes du pacte de Varsovie et leur personnel, il tient à répudier « absolument toute approche idéologique » et instrumentalisation des souffrances des anciens dissidents. ³³²

³³¹ Stéphane Courtois, dir. Sous titré *Histoire et mémoire du communisme*. Paris : Laffont, 2002. Rééd. Pocket, 2009.

³³² *Le Monde*, 31 octobre 1997.

— *Autres bilans après disparition :*
Krzysztof Pomian et Tzvetan Todorov

Les dernières années du 20^e siècle font observer un *rattrapage* du monde intellectuel français sous forme de numéros spéciaux des grandes revues qui abordent enfin la notion et discutent de ses mérites et limites sans plus fulminer d'excommunications. Ainsi de l'essai de synthèse de Pierre Bouretz, « La place de l'énigme totalitaire »³³³ et d'un numéro *d'Esprit*, « Le totalitarisme, un cadavre encombrant ». Dans un ensemble consacré en novembre 2011 par *Le Débat* (# 167) à la notion, Stéphane Courtois se réjouit du retour de « totalitarisme » dont témoigne une floraison de publications en français qu'il énumère : « réédition de textes classiques (*La Révolte des masses* d'Ortega y Gasset, les *Mémoires* de Raymond Aron) et de témoignages oubliés (*Mon ami Vassia* de Jean Rounault, *La Condition inhumaine* de Julius Margolin), recueil de textes (Tzvetan Todorov, *Le Siècle des totalitarismes*), travaux très neufs (Bernard Bruneteau, *Le Totalitarisme : origine d'un concept, genèse d'un débat* ; Antoine Delestre, Clara Lévy, *Penser les totalitarismes* ; Emilio Gentile, [144] *L'Apocalypse de la modernité*). »

Plusieurs intellectuels de langue française venus de « l'Est », sentant que le moment était venu pour eux de dire leurs vérités en parlant d'expérience ont contribué à l'effort de mise à jour. Ce sont Krzysztof Pomian³³⁴ et Tzvetan Todorov notamment.

Le philosophe et historien franco-polonais Krzysztof Pomian dans un article de méthode, « Qu'est-ce que le totalitarisme ? », a cherché en 1995 à délimiter un usage critique et opératoire du terme loin des exorcismes surannés et des simplismes polémiques dont il estime qu'il était grand temps de les dépasser. Qui compare des régimes ennemis, bolchevik, fasciste et nazi, rencontrera, dit-il, à la fois des similitudes qui doivent être « non triviales » et de fortes et insurmontables différences. Il s'agit de voir à partir de là en quelles circonstances heuristiques, les

³³³ « Penser au 20^e siècle. La place de l'énigme totalitaire », *Esprit*, 218 : #1996.122-139.

³³⁴ Krzysztof Pomian a été un des principaux collaborateurs du *Débat*.

similitudes doivent l'emporter pour l'analyse : « le seul fait de comparer le fascisme, le nazisme et le bolchevisme équivaut-il d'emblée à les tenir pour trois espèces d'un même genre ? En termes purement logiques, certes oui ; s'ils sont comparables, c'est qu'ils ont quelque chose en commun. En termes historiques, cela est bien plus compliqué. Car d'abord il s'agit, nous l'avons dit, des similitudes non triviales, spécifiques aux trois idéologies, mouvements politiques et systèmes d'exercice de pouvoir que nous étudions ici, éventuellement aussi à quelques autres, mais pas à tous. Et ces similitudes, il faut les confronter avec les différences pour essayer de jauger l'importance respective des unes et des autres à partir de leurs effets. »³³⁵ Il faut en effet que la comparaison extraie de la masse des faits des similitudes porteuses d'effets historiques et non des ressemblances formelles. Pomian conclut qu'en dépit de son usage polémique, la réunion sous le chef de totalitarisme des régimes en question est légitime *et* opératoire et qu'avaient raison en ce sens les démocrates de jadis, « ceux qui, dès les années 1920, attachaient une importance aux similitudes entre le fascisme, le nazisme et le bolchevisme avaient de bonnes raisons de le faire. Certes, l'opération n'était pas innocente et ne prétendait pas l'être ; il s'agissait de combattre les ennemis de la démocratie, qu'ils fussent de l'extrême droite ou de l'extrême gauche, en montrant que les uns sont le reflet en miroir des autres. Mais, ce faisant, on énonçait aussi un diagnostic... qu'aucun argument [145] sérieux ne conduit à récuser. » Il conclut donc en faveur du concept dans certains contextes de réflexion : « Le procès qu'on fait à « totalitaire » et au « totalitarisme » est à nos yeux un mauvais procès. Il vise à travers les mots, la chose même. Il entend bannir ... pour des raisons purement idéologiques l'idée de similitudes non triviales entre le fascisme, le nazisme et le bolchevisme. »³³⁶ Ceci admis, ajoute prudemment Pomian, « ces mots souffrent d'une polysémie qui interdit de les utiliser sans précaution. » Pour Pomian, les régimes totalitaires sont à comprendre historiquement comme les produits d'un double effondrement : des institutions et des mœurs traditionnels et d'institutions démocratiques mal enracinées ou fragilisées : « Là où les institutions démocratiques en étaient capables, les partis totalitaires n'ont jamais réussi à s'approcher du pouvoir. ... C'est l'effondrement simultané ou

³³⁵ Pomian, Krysztof. « Qu'est-ce que le totalitarisme ? », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 47 : juillet-sept. 1995. 4-23.

³³⁶ Pomian, « Qu'est-ce que le totalitarisme ? », 17.

l'érosion parallèle des institutions démocratiques et des institutions traditionnelles, qui, en Italie et en Allemagne, a ouvert la voie à la transmission du pouvoir au chef du parti totalitaire par les représentants de l'État, porteurs à ce titre de ce qu'il gardait de légitimité. C'est une situation analogue qui s'est produite en Russie où le tsarisme a perdu sa légitimité et la démocratie n'a pas eu le temps de l'acquérir, ce qui a permis aux bolcheviks de conquérir le pouvoir. » ³³⁷

Tzvetan Todorov ré-élabore de son côté une définition du totalitarisme en ayant à l'esprit le seul communisme dans l'introduction au recueil paru en 2010 de ses écrits sur la question, *le Siècle des totalitarismes*. Il fait du totalitarisme un avatar du bellicisme conjoint au fétichisme de la science, deux sacralisations perverses qui remontent au 19^e siècle.

Je crois ... que le projet totalitaire repose sur une hypothèse anthropologique et historique selon laquelle la guerre révèle la véritable nature humaine. Pour cette raison il légitime les moyens violents pour prendre le pouvoir et pour le garder, révolution et terreur. Il se donne un fondement qui se présente comme scientifique et n'est en réalité que scientifique, lui permettant de déduire la direction de l'histoire et les fins ultimes de l'humanité en même temps, il promeut un messianisme séculier, ou utopisme la promesse d'apporter le paradis sur Terre et le salut pour tous. Forte de ses objectifs, de ses légitimations et de son appareil répressif, [146] cette pensée permet d'établir un régime totalitaire, fondé sur l'unification et l'indifférenciation de la société, exigeant à la fois la suppression de la distinction entre public et privé, et donc de la liberté des individus ; et la soumission de toutes les formes de vie sociale, et notamment économique, au pouvoir de l'État. ³³⁸

³³⁷ Pomian, *ibid.*

³³⁸ Todorov, Tzvetan. *Le siècle des totalitarismes*. Paris : Laffont, 2010. 12.

• Bilan d'un siècle

[Retour à la table des matières](#)

Marcel Gauchet, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et rédacteur en chef de la revue *Le Débat* qui paraît chez Gallimard, est en passe de devenir la figure intellectuelle dominante au tournant du siècle en dépit de l'hostilité que lui témoignent les « contre-réactionnaires » sur la défensive.³³⁹ Gauchet accueille avec prudence et avec des nuances lui aussi l'idéaltype comme servant à construire à la fois l'histoire de la sécularisation, de la « sortie de la religion » en Occident et l'histoire des formes politiques modernes. « Il ne faut pas être esclave de sa charge polémique, mais il résiste à toutes les objections respectables qui ont pu lui être opposées. Je ne parle pas des objections intéressées. »³⁴⁰ Reconnaissant que le concept a pâti de cet usage polémique, l'historien travaille à en délimiter la portée, le point essentiel étant que le terme est pertinent s'il désigne non un état de fait mais une *visée irréalisable* de contrôle total de la société lors même que les régimes en cause déploient de brutaux et inhumains efforts tendus vers ce but chimérique. « Il n'y a pas et il ne saurait y avoir d'emprise totale, pas plus qu'il n'y a d'adhésion unanime et qu'il ne saurait y avoir d'identification achevée du pouvoir et de la collectivité. Mais la visée est bel et bien à l'œuvre et elle produit d'immenses effets dans le réel. »³⁴¹ C'est justement parce que c'est affaire de visée par delà le possible, le faisable et le raisonnable, que le système totalitaire doit être déchiffré à travers la sorte de doctrine, pareille à nulle autre pensée « politique », qui inspire une telle ambition aporétique.

Dans son livre de 2010, le troisième de quatre volumes consacrés à [147] *L'avènement de la démocratie*, intitulée *l'épreuve des*

³³⁹ Les « vieux progressistes » et les évanescences valeurs dont ils persistent à se réclamer, vont se trouver pris à parti par Pierre-André Taguieff dans une volumineuse réplique *Les contre-réactionnaires, le progressisme entre illusion et imposture*. Paris : Denoël, 2007.

³⁴⁰ Gauchet, *La condition historique. Entretiens avec François Azouvi et Sylvain Piron*. Paris : Stock, 2003. ---> Rééd. en format poche. Paris : Gallimard, coll. « Folio. Essais », 2005, 329.

³⁴¹ *À l'épreuve des totalitarismes*, 522.

totalitarismes. 1914-1974, ³⁴² Gauchet prend à bras le corps le 20^e siècle, pendant lequel la planète — en fait le monde occidental que seul il étudie — a été confrontée à des défis auxquels trois totalitarismes, apparentés et antagonistes, ont répondu de manière à la fois inhumaine et vouée à l'échec. Le libéralisme avait, au 19^e siècle, réalisé une « sortie de la religion » imparfaite, la religion aurait alors fait retour, à la manière du refoulé en psychanalyse, principalement sous la forme du nationalisme. Celui-ci aurait déclenché et fait durer la Première Guerre mondiale et les trois totalitarismes auraient succédé aux massacres commis en son nom. « Sans la déflagration de 1914, affirme Gauchet, le nationalisme radical et l'ultra-révolutionnarisme auraient pesé dans le paysage, mais ils n'auraient sans doute pas été en position de s'emparer des leviers de commande. » ³⁴³ Cependant ces nouveaux régimes ne procèdent pas, comme on le dit, des violences et des destructions du grand conflit européen, ni de la seule expérience de la défaite ou du patriotisme frustré, mais ils sortent de la même matrice que lui, d'une « métamorphose des idéologies » en incubation depuis les années 1880, de l'émergence d'idéologies extrêmes sur fond de crise de la démocratie libérale.

Le 20^e siècle a été dominé dès lors par le conflit entre démocraties et totalitarisme. Le paradigme antifasciste, instrumentalisé par un des camps totalitaires, est écarté comme intégralement fallacieux. La notion organisatrice du livre de Gauchet est celle de « conjoncture totalitaire » : « Elle signale l'existence au début du 20^e siècle de conditions d'ensemble, qui vont certes ne cristalliser que dans trois pays, mais qui ont bel et bien une actualité dans toute l'Europe : « l'abîme de l'histoire », c'est-à-dire la transmutation de la conscience de l'historicité des sociétés en attente eschatologique. La Grande Guerre joue un rôle « matriciel » dans l'advenue de cet abîme, non seulement par la mort de masse, par l'invention de l'étatisation intégrale de l'activité sociale et la crise concomitante du libéralisme parlementaire, mais aussi comme « expérience sacrificielle ». Cette « expérience mystique profane » répond au malaise de la modernité diffus depuis la fin du siècle précédent, et met à l'ordre du jour une idée inédite et proprement religieuse de

³⁴² Gallimard, 2010.

³⁴³ « Marcel Gauchet face à la religion totalitaire », *Le Point*, 21.10.2010.

révolution, à la mesure de cette attente du « tout [148] autre ». ³⁴⁴ Les trois régimes totalitaires en conflit sont issus d'une causalité commune.

Dans cette perspective, le totalitarisme appartient à l'histoire de la démocratie et de ses « crises » ; il est distinct des tyrannies du passé en ce qu'il se situe justement sur ce terrain de la démocratie. Le processus heurté de sortie de la religion est le moteur de la dynamique démocratique. Le totalitarisme appartient à l'histoire de la démocratie parce qu'il est issu de la crise que la démocratie a rencontrée sur sa route avec le triomphe du suffrage universel et l'ère des masses, de la « foule solitaire ». Les totalitarismes seront, dans leurs antagonismes, des régimes qui prétendent dépasser cette crise et lui apporter une solution définitive tout en procurant à ses partisans une « raison de vivre » et une appartenance. Le nazisme, le communisme, le fascisme italien, bien que développant chacun leur idéologie propre, ont néanmoins pour élément commun « la tentation holiste », le lien collectif doit primer sur les individus. « Ce n'a pas été la moindre des séductions des totalitarismes que cette promesse d'une vie démultipliée par la communion avec ses pareils, au travers de l'identification à ce qui tient les êtres ensemble. » ³⁴⁵ Pour Gauchet, le totalitarisme n'est ni l'inverse négatif de la démocratie, ni non plus une tumeur qui naîtrait de sa dissolution ; il est issu de la démocratie même comme une réponse monstrueuse à ses contradictions inhérentes :

Maintenant que ces formations tératologiques s'éloignent et s'enfoncent dans la nuit de l'inintelligible, [on ne saurait trop insister sur le fait qu']elles n'ont pas représenté une pathologie extrinsèque, mais une excroissance révélant, en son anomalie, un désordre interne ; elles sont à déchiffrer à la fois dans leur altérité et dans leur continuité vis-à-vis de l'organisation démocratique. L'énigme des totalitarismes se concentre dans ce lien d'affinité qui les rendait si profondément parlants pour les démocraties, nonobstant leur

³⁴⁴ Philippe de Lara, *Le débat*, 167 (nov. 2011), 172.

³⁴⁵ *À l'épreuve des totalitarismes*, 532. « L'entrée dans l'ère de l'autonomie ... ne dispense pas de répondre aux besoins que l'ordre hétéronome satisfaisait à sa manière : telle est la leçon du rayonnement que la visée de totalité véhiculée par les idéologies extrêmes en est venue à exercer à un moment bien défini du parcours moderne. »

extériorité monstrueuse. C'est à l'aune de cette attraction qu'il faut [149] apprécier le miracle de l'après-1945. ³⁴⁶

Pour le philosophe historien, les totalitarismes sont donc des phénomènes de croyance d'abord. Le parti totalitaire réclame tous les pouvoirs, il persécute les églises, parce qu'il exige avant tout un monopole *spirituel*, celui de la conduite de l'ensemble de la société et de la définition de l'avenir. Ce pouvoir omniscient suppose « une idéologie à même de rendre compte de tout dans la société en fonction du but atteindre. Le pouvoir totalitaire ne se conçoit pas sans une vision du monde, une doctrine, une science ambitionnant dire le dernier mot sur l'histoire, la société, la destin humaine et d'embrasser dans cette lumière l'ensemble des rouages et des composantes de l'existence collective. » ³⁴⁷ « Cette ambition d'une emprise totale est inséparable de la recherche de l'unité, qu'elle soit intellectuelle, sociale ou politique. Le régime totalitaire entend donner le spectacle de l'unanimité. Il ne se contente pas de la proscription des opinions dissidentes ; il réclame l'adhésion des esprits qu'il cultive méthodiquement par l'éducation de la jeunesse, l'endoctrinement des cadres, la propagande de masse, la mobilisation des peuples. Davantage encore, il s'emploie à rendre manifeste et tangible cette communauté de conviction par l'expression publique et ostentatoire de la ferveur de la population pour l'idéologie officielle. »

Cette idéologie qui prétend à une emprise totale, il est pertinent et utile de la désigner dans son historicité comme une religion séculière *ou* politique. Les religions politiques furent, formule Gauchet, des « anti-religions religieuses », autrement dit le syntagme conserve le caractère d'un oxymore où l'adjectif vient contredire l'essence du substantif. Les religions totalitaires, produits de la sécularisation, procèdent à un ré-enchantement du monde, chimérique, transitionnel et nécessairement bref, autour de la promesse faite aux hommes de dominer collectivement leur destin et d'aboutir à un état social ultime harmonieux et sans conflit — la relative longévité de son incarnation soviétique tenant à un lent refroidissement de la ferveur initiale jusqu'à l'incroyance générale et la dissolution. « La contradiction est au cœur de ces régimes

³⁴⁶ Ibid., 556.

³⁴⁷ Ibid., 520.

qui prétendent dépasser, d'une manière ou d'une autre, les contradictions de la société libérale bourgeoise.... Mais, plus profondément encore, elle est inscrite dans le dessein lui-même, qui combine diversement des composantes incompatibles, soit qu'il poursuive des fins modernes avec [150] des moyens anciens, soit qu'il tende à la réinvention d'un ordre ancien par des moyens modernes. Jointe au besoin de dissimuler les tiraillements de l'appareil et les failles de l'entreprise, cette antinomie intime des buts et des voies explique le mouvement irrésistible qui emporte ces régimes. »³⁴⁸ La dynamique catastrophique des totalitarismes résulte de la poursuite aveugle d'un but chimérique. « La violence ultime tient au principe même de ces régimes, qui, à un moment ou à un autre, se trouvent confrontés à l'obligation de réaliser l'impossible, de dépasser leurs propres contradictions. » De tels régimes travaillent inconsciemment à leur propre destruction dans une fuite en avant perpétuelle.

Avec la synthèse de Marcel Gauchet, l'idée de la comparabilité entre communisme, fascisme et nazisme, qui fonde le concept de totalitarisme, me semble désormais bien établie dans le champ des sciences sociales.³⁴⁹

• À l'Est, de la Perestroïka à la chute du Mur

[Retour à la table des matières](#)

Le régime de censure géré par le département de la propagande du Comité central s'étendait en URSS à tous les médias, journaux, livres, mais la radio et la télé étaient l'objet de tous les soins et ne diffusaient que d'optimistes mensonges. Ce, jusqu'à la *glasnost* qui lève brutalement les innombrables interdits et non-dits.

L'effondrement de l'URSS avait été précédé de longues années de « stagnation » sous un pouvoir gérontocratique de plus en plus Carlcatural accompagnant un déclin économique qui était du reste reconnu par les économistes soviétiques, une incapacité à concurrencer l'Ouest et

³⁴⁸ Ibid., 525.

³⁴⁹ « Volonté de puissance et terreur », 167.

même, à terme, à se maintenir à flot et à répondre aux besoins élémentaires des populations.

Ce n'est pas la crise qui a engendré les réformes, ni les défis militaires posés par la « Guerre des étoiles » reaganienne comme on le lit parfois. Ce sont les réformes mêmes de la *perestroïka* aux effets pervers inopinés qui ont déclenché une crise généralisée du régime, chaque effort de réforme accentuant la débandade. Tout revient à mon sens à un fait contingent mais décisif, à la personnalité de Mikhaïl Gorbatchev. Aucun des membres du Bureau politique autre que lui n'était disposé en 1985 à aller dans le sens [151] d'une démocratisation/libéralisation du régime post-totalitaire. Seul Gorbatchev et la poignée d'alliés qu'il s'est trouvé ont voulu réformer le système soviétique en profondeur en écartant les réticents et les conservateurs et en s'inspirant explicitement du Printemps de Prague, naguère écrasé par Moscou par crainte de son mauvais exemple. C'est que Gorbatchev et les siens jugeaient le régime de l'URSS éminemment réformable et ce, à la « lumière du léninisme » - ce fut l'ultime illusion, mortelle pour lui. Dans l'effondrement de l'URSS, le rôle déterminant a été celui de Mikhaïl Gorbatchev pris entre son volontarisme réformateur et une très large part d'aveuglement :

While battering the System in 1986-88, he hoped to change the Soviet order and secure popular approval and political legitimacy throughout society. He still aimed, in his confused fashion of thought, to preserve the Soviet Union and the one-party state. Lenin and the October Revolution were meant to remain publicly hallowed. But he failed to understand that his actions were strengthening the very phenomena which he was trying to eliminate. *Glasnost* and *perestroïka* were undermining the political and economic foundations of the Soviet order... He was Russia's 'holy fool', and like the 'holy fool' he did not know it. ³⁵⁰

Gorbatchev, « l'Innocent de Dieu », ³⁵¹ a laissé détruire, tout en croyant sauver les meubles, tout ce qui formait vaille que vaille les fondations de l'URSS en tant qu'« idéocratie » : le parti unique, le contrôle idéologique, l'héritage dictatorial léniniste, la répression ou du moins le *containment* des sentiments nationaux non-russes, le monopole

³⁵⁰ Robert Service, *A History of Modern Russia*. Cambridge : Harvard UP, 2005. 466.

³⁵¹ Le *iourodivy* de la tradition orthodoxe.

économique de l'État, la centralisation administrative. Il l'a fait en semblant croire que ces bouleversements — accompagnés par les sabotages sournois de ceux-ci par la classe bureaucratique et par la poussée irrépressible de la corruption, du clientélisme et du marché noir — allaient renforcer le système et non le désintégrer en peu de temps comme il advint, — ce qui certes n'était pas le but conscient de ses « réformes ».

Dans le Bloc soviétique, les *samizdat* et les écrivains dissidents avaient fait connaître dès les années 1970, au décri des propagandes officielles, le [152] sentiment répandu de haut en bas de la société, de banqueroute politique et morale du système. La foi inébranlable et fanatique des communistes soviétiques n'a pas dépassé les années 1960. La décadence convergente, économique, industrielle, sociale, démographique même du régime soviétique remonte à 1956, ce régime n'ayant pas survécu au bout du compte à l'allègement de la terreur totalitaire.

On assiste alors dans les dernières années du régime à la diffusion désordonnée dans la sphère publique russe de la mémoire du stalinisme dans son étendue et son horreur. « La mémoire du stalinisme est pleinement réintégrée dans l'expérience collective. Le théâtre, le cinéma, la littérature pénètrent dans le jardin interdit de l'histoire et restituent, un pan après l'autre, la tragédie des « années fatales » : la collectivisation et l'industrialisation forcées, la destruction des élites intellectuelles ainsi que de la « vieille garde » révolutionnaire, la guerre avec son prix épouvantable, les répressions et les déportations de peuples entiers, et, enfin, l'univers concentrationnaire. Souvent restées pendant des années dans les tiroirs à cause de l'interdiction de la censure, les oeuvres qui arrivent au public grâce à la *glasnost* ... s'imbriquent les unes dans les autres jusqu'à esquisser une fresque globale de l'époque. ... La fièvre de la lecture semble s'être emparée de la Russie, ces publications atteignent très rapidement un public de masse ; elles sont aussi relancées par les journaux, les revues et même la télévision et se répandent dans tout le pays. ... Le deuxième élément dont il faut aussi tenir compte, c'est le caractère d'emblée radical de la mise en cause du passé qui concerne désormais le système en tant que tel et non tel ou tel de ses traits. » ³⁵²

Vers 1989 dans la foulée de cette exhumation du passé et les dernières censures levées, c'est la Révolution d'Octobre qui se trouve

³⁵² Maria Ferreti, « La mémoire refoulée », in Ferro, dir. *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle*, 255.

directement mise en cause. Plus exactement, plusieurs en viennent à conclure que « la Révolution d'Octobre » n'a jamais eu lieu : l'Octobre rouge se trouve redéfini comme un coup de main mené par une poignée d'activistes fanatiques qui ont imposé à la malheureuse Russie une expérimentation utopique vouée à la catastrophe. L'opinion russe se mettra par compensation après 1991 à idéaliser le passé pré-révolutionnaire et la voie « normale » vers le développement capitaliste qu'il comportait, à se demander si la Russie aurait pu échapper à son horrible destinée. Ce déplacement du « révisionnisme » vers [153] la répudiation de 1917 va permettre à la société russe de reconstituer vaille que vaille une identité nationale tout en refoulant peu à peu l'insoutenable souvenir des pires années staliniennes.

Alexandre Nikolaïevitch Iakovlev, ci-devant idéologue en chef du PCUS et l'un des principaux architectes de la Perestroïka, brûlant littéralement ce qu'il est censé avoir adoré, n'aura pas de mots assez durs en 1999 pour caractériser le « coup d'état d'Octobre » et ses conséquences pathologiques et démoralisantes à l'échelle de tout le peuple russe :

La participation des travailleurs au coup d'État d'Octobre puis à la guerre civile qui en est directement issue ne les a pas seulement lavés de leur « vieille crasse », mais les a rendus enragés, brisant en eux tout sens de l'éthique. L'intolérance se diffusa dans les esprits, prenant la forme d'une maladie psychique généralisée. La « Révolution » ne fut pas une fête de la justice mais une débauche de vengeance, de fiel et de règlements de comptes. ³⁵³

Le « déclassement » d'Octobre 1917 de glorieuse révolution prolétarienne en coup de main criminel est l'événement de discours décisif de ces années-là, les Russes et ex-alliés du Pacte convergeant du reste avec une partie de la recherche occidentale sur ce point. Dans son dernier ouvrage, posthume, *History's Locomotives : Revolutions and the*

³⁵³ « Le bolchevisme, maladie sociale », traduit in Courtois, Stéphane, dir. *Du passé faisons table rase ! Histoire et mémoire du communisme en Europe*. Paris : Laffont, 2002. 307, Iakovlev ajoute pour faire bonne mesure : « Aucun homme dans l'histoire ne fut plus russophobe que Lénine. Il transformait tout en ruines, les gens, la politique, l'économie. Tous ont été volés — et les vivants et les morts. Même les tombes ont été profanées. Tout a été volé. Tout n'est que mensonge. Tout a été détruit. »

Making of the Modern World, Martin Malia endosse ce *déclassement* qui, somme toute, ne fait que renouer avec les théories du vieux marxiste allemand Karl Kautsky dénonçant dès 1918 les bolcheviks comme des blanquistes. Kautsky, théoricien du plus important parti ouvrier d'Europe, reprochait à Lénine d'avoir fait une tentative de révolution dans un pays sous-développé et sans prolétariat. Il reprochait au pouvoir bolchevique d'être devenu d'emblée une dictature blanquiste, [154] fondamentalement anti-démocratique. ³⁵⁴

Pour Malia, la notion seule de « révolution prolétarienne » est étrangère à la rationalité historique. Elle est mythique en soi et par nature. Il n'y a jamais eu de Révolution d'Octobre accomplie par un prolétariat révolutionnaire que dans le fantasme militant, dans la « métaphysique », dit-il. « Was October a genuine proletarian revolution or not ? A matter on which once depended the legitimacy of the Soviet regime. But this is, precisely, an ideological, not a historical question. ... In fact, both the bourgeois and the proletarian revolutions are not events, but concepts ; and their function is to serve as the successive nodal points of that eschatological fantasy of mankind's exit from "pre-history" to its true history in socialism which had been haunting the left since 1848. ... The actual October insurrection, however, was derisory. It pales into insignificance in comparison with the Parisian June Days of 1848 or the Commune of 1871, the models for Marx of what a proletarian revolution ought to be. ... What triumphed in October was not a social class of flesh-and-blood workers, but a political party of ideologues purporting to incarnate the workers' revolutionary consciousness : Red October was a seizure of power by a metaphysical proletariat acting in the name of the empirical proletariat. » ³⁵⁵

Les années Eltsyne puis le régime autoritaire de Vladimir Poutine accentueront, par nationalisme bien compris et avec une longue expérience de la manipulation de l'information, le refoulement et la dénégation de l'horreur stalinienne couplé à l'exaltation de la Grande guerre

³⁵⁴ Voir *Die Diktatur des Proletariats*. 1918. *Terrorismus und Kommunismus. Ein Beitrag zur Naturgeschichte der Revolution*. 1919. Lénine lui répondra brutalement la même année avec *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*.

³⁵⁵ *History's Locomotives*, 269-270.

patriotique *et* à la diabolisation de la cause ultime de tous les maux, Vladimir I. Lénine. ³⁵⁶

L'effondrement de l'URSS n'a pas été souhaité par l'Ouest. Comment aurait-il [155] pu l'être ? La fin de la Guerre froide proclamée par Gorbatchev appuyé par Ronald Reagan a été certes accueillie comme une divine surprise. Mais l'effondrement de tout le « Bloc » mettait les anciens adversaires de la Guerre froide face notamment à un danger nucléaire immédiat, imprévisible, immense et redoutable. Il eût suffi que la situation tourne à la violence anarchique et elle le pouvait à tout moment.

Le système communiste comme tel pouvait continuer, non pas certes indéfiniment, mais de nombreuses années encore - si des réformes n'avaient pas été lancées d'« en haut ». Le système rencontrait certes d'énormes problèmes, notamment économiques mais pas seulement, mais il avait survécu à la Guerre mondiale et à ses massacres et destructions. « Stagnant », il n'était pas moins capable de perdurer mais ce, sans restructuration inconsidérée ni « transparence » soudaine. Ce système disposait du reste d'un certain appui de l'opinion amorphe, grâce aux services offerts par l'État dit « socialiste », à l'université gratuite, la santé et les services sociaux de même (en dépit d'un recul alarmant depuis Brejnev de l'espérance de vie, attribuable notamment à l'alcoolisme croissant), grâce au plein emploi du moins apparent — indissociable de l'improductivité.

On a discuté pour décider qui est l'agent principal et le héros de ces événements. Gorbatchev, comme je le pense ? Reagan ? Helmut Kohl ? Ce qui est certain, c'est que ni l'un ni les autres n'ont voulu — ni cru du reste possible — ce qui s'est effectivement produit. La classe régnante américaine concevra de cet effondrement inopiné un sentiment de triomphe « de la démocratie » qui explique en partie l'aventurisme euphorique des guerres du Golfe et

³⁵⁶ « C'est à cette époque ... que la démonisation de Lénine, présenté comme un criminel sanguinaire, éventuellement à la solde des étrangers, s'impose dans la nouvelle presse populaire née après la conquête, au printemps, des pouvoirs locaux dans les grandes villes (Moscou, Leningrad, Sverdlovsk, etc.) par les démocrates. C'est désormais Lénine — et non plus Staline qui, lui, tend à redevenir une figure du silence — le coupable de toutes les disgrâces successives du pays : le pas décisif conduisant au refoulement du stalinisme est accompli. ». M. Ferreti, loc.cit., 262.

de l'Afghanistan, le projet, aussitôt mis en œuvre, d'imposer par les bombes la démocratie, les droits de l'homme et les valeurs « occidentales » à de barbares peuples de l'Orient. Tzvetan Todorov interprète comme un (ultime ?) avatar du messianisme séculier né en 1789 — et comme retour en force également de la *Manifest Destiny* qui est au cœur de la religion patriotique US depuis le 18^e siècle — les guerres-croisades « humanitaires » sous leadership américain et européen dans les Balkans et puis en Orient depuis 1991, depuis que l'Ennemi de la Guerre froide a auto-implosé et que l'Occident sous hégémonie US s'est trouvé sans adversaire planétaire.

Les Européens qui se trouvaient *de facto* réunifiés pacifiquement d'ouest en est sans avoir mis de grands efforts pour obtenir ce résultat, s'étaient habitués à la phase de « détente » de la Guerre froide et ils semblaient en 1991 [156] plus dubitatifs et maussades que satisfaits. Tous avaient misé sur Gorbatchev à qui ils avaient consenti des prêts massifs pour soutenir la Perestroïka muée en une « katastroïka » (Alain Besançon), glissant vers le chaos et l'effondrement économique. Personne en 1988 n'attendait que cela « bouge », ni que ça « s'agite » dans les pays du Pacte de Varsovie, soumis à l'URSS et, concrètement, à la présence de l'Armée rouge — pays où les Occidentaux se gardaient de soutenir les personnalités et mouvements dissidents si ce n'est du bout des lèvres dans d'académiques déclarations officielles.

— *L'effacement des traces après 1991*

Je m'arrête à un phénomène qui marque l'époque, à la grande entreprise de nettoyage, d'effacement systématique des traces du régime soviétique dans les ci-devant républiques de l'Union qui a occupé toutes les années 1990. Ici aussi, il y aura un jour un travail de synthèse qui confrontera cette opération de nettoyage symbolique (freinée çà et là par des réticences nostalgiques) avec l'oblitération vigoureuse (mais partielle si on songe à l'Italie) en 1945 des traces des fascisme italien et nazisme. ³⁵⁷

³⁵⁷ En ce qui concerne l'effacement de la RDA un Colloque « Berlin : l'effacement des traces, 1989-2009 » a été organisé par Régine Robin les 5-6 et 7 novembre 2009 à l'Hôtel national des Invalides par le Musée d'histoire

Les régimes totalitaires avaient pratiqué à grande échelle l'iconoclasie et l'effacement mémoriel. On songe justement à l'URSS, à la Chine, rasant les églises et les temples, abattant les statues, truquant les photos, supprimant les documents, changeant les noms des villes et des rues, réécrivant continûment les manuels scolaires. Leurs successeurs qui avaient appris à bonne source ont tout naturellement emboîté le pas aux dépens du système déchu.

Un historien américain séjournant à Tiflis et venant de l'Estonie, décrit le phénomène d'oblitération du passé partout en cours dans l'Empire en 1991 :

During my stay, I managed to visit Tallinn and Tbilisi, capitals, respectively, of Estonia and Georgia. ... Partly because Soviet troops in 1989 killed some twenty pro-independence demonstrators in Tbilisi, the rethinking of history is even more sweeping there than in [157] Estonia. Visible symbols of Soviet rule have all but disappeared. At the Georgia State Museum, which traces the region's history from the days of the Stone Age, the section covering the period after 1921 was closed, as if the last seven decades could somehow be erased. With one exception, every statue of Lenin in Tbilisi has been pulled down. The most popular historical shrine is now a huge cross in front of the city hall, commemorating those killed a year ago. As in Estonia, I heard numerous remarks about how Georgia's citizens, when independent, had enjoyed universal peace and prosperity. Not being an expert on the republic's past, I was surprised to learn that Georgia, for centuries a part of the czarist empire, had enjoyed exactly four years of independence from 1917 to 1921. ³⁵⁸

— *La décomposition « post-totalitaire »*

contemporaine en partenariat avec l'Institut des Sciences sociales du Politique et le Centre allemand d'histoire de l'art/ Deutsches Forum für Kunstgeschichte, de Paris.

³⁵⁸ Eric Foner, *Who owns History ?* New York : Hill & Wang, 2002. 86. Ils ne sont pas seuls dans l'histoire qui reste à synthétiser des Effacements politiques. Les Jeunes Turcs firent de la sorte jadis avec les villages arméniens, rasés jusqu'aux fondations ; il restait à renommer le lieu en turc et il n'y avait jamais eu d'Arméniens dans la région. En Israël, on a aussi le cas notoire des villages palestiniens rasés, effacés : voir la série de photos publiées par Sami Aldeeb sur son village dont il ne subsiste plus la moindre trace, mais un coquet parc touristique à la place.

Après 1989, dans la Russie post-URSS et dans les pays du défunt Pacte de Varsovie, on a assisté au retour en force de la catégorie de « totalitarisme » pour faire le bilan du régime disparu et le juger d'un seul mot. Mais « totalitarisme » se trouve *redéfini* à la lumière de la fin implosive, peu glorieuse mais relativement pacifique, des régimes ainsi désignés.

Les intellectuels de l'Europe de l'Est qui avaient connu la chose de première main me semblent à peu près tous d'accord pour conserver le concept, quitte à le redéfinir et le nuancer : « An imperfect concept, to be sure, it was not an empty signifier or a mere Cold War propaganda weapon, as some have suggested in recent years.... The concept of totalitarianism offered important and still valid interpretive keys for understanding the unique blending of ideology, organization, and terror in unprecedented attempts to create perfectly homogenized communities through genocidal methods. All these experiments included quasi-religious avowed yet palpable mystical [158] components. ³⁵⁹ Dès 1991, des historiens russes dans le vent se mettent à utiliser abondamment « totalitarisme » pour accabler le régime disparu en lui opposant une vision mystifiée du bonheur russe avant 1917 et de la voie « normale » que la Russie eût pu et dû emprunter vers le marché et le développement industriel à l'occidentale. Le concept va toutefois changer de définition et de portée pour de bonnes raisons. La disparition de l'URSS avait dû apparaître comme la réfutation éclatante de ce qu'il recelait de *prédictif*. Si le « totalitarisme » pouvait s'ossifier, dépérir, se vider de l'intérieur (ce que beaucoup constataient dans les années brejnéviennes) et puis disparaître sans coup férir et sans que la classe militaro-nomenklaturiste ne pipe mot, c'est qu'il était autre chose dans son *essence* qu'un Léviathan indestructible, quelque chose, derrière un décor de puissance, de fondamentalement fragile et illusoire dont il était possible d'expliquer par là l'auto-implosion.

Une des questions débattues par les historiens de l'Est en ce qui concerne l'URSS est de décider quand celle-ci est devenue « totalitaire » et

³⁵⁹ Tismaneanu, *The Devil in History. Communism, Fascism and some Lessons of the 20th Century*. Berkeley : U of California Press, 2012, 224.

quand elle a d'aventure cessé de l'être tout à fait - et de quel nom désigner ce qu'elle était devenue alors et les pays « satellites » avec elle ?

Limite *a quo* ? Les premières déportations de groupes sociaux et ethniques remontent à 1920-21. Dès 1918, la « terreur rouge » est à l'ordre du jour et les exécutions de masse aussi. Des camps d'internement d'opposants politiques sont créés en 1921 dont celui des îles Solovetsky. On en compte 23 en 1923, la guerre civile ayant pourtant pris fin. La terreur reprend avec une intensité nouvelle en 1927-28 avec l'élimination des koulaks « en tant que classe ». Tous ces faits suggèrent que les composantes les plus typiques et violentes du totalitarisme sont bien en place avant la période dite stalinienne, que la Russie bolchevique est totalitaire d'emblée. Hannah Arendt pourtant fixait en 1930 le début de la période totalitaire - mais il n'est pas facile de comprendre pourquoi elle avait choisi cette date plutôt qu'une autre. ³⁶⁰

Et quelle est alors la limite *ad quem* à assigner ? Comment nommer ce qui se perpétue « après » ? La déstalinisation en Union soviétique s'amorce le 24 février 1956, lorsque Nikita Khrouchtchev, secrétaire du Comité central du [159] Parti communiste d'Union soviétique divulgue son « Rapport secret » à la fin du 20^e congrès. Pour les dirigeants soviétiques, la déstalinisation maîtrisée consiste à rejeter le « culte de la personnalité » et à dénoncer les « excès » de la période stalinienne. En mars 1953, 1.200.000 détenus des camps ont été libérés. Ilya Ehrenburg parle de « Dégel ». La question pertinente est alors : qu'est-ce qui change et qu'est-ce qui perdure, qu'est-ce qui justifie de changer ou d'amender la catégorie ? Hannah Arendt avait conjecturé que l'URSS de Khrouchtchev n'était « plus tout à fait » totalitaire. Pouvait-on conserver le concept de « totalitarisme » pour le règne déliquiescent de Brejnev et de l'oligarchie nomenklaturiste ? C'est presque lui faire trop d'honneur.

Il me paraît que pour les historiens « de l'Est » aujourd'hui, majoritairement, tous les paramètres du totalitarisme étaient en place avant Staline et rien de fondamental ne change avec Khrouchtchev et ses successeurs. Le règne de léninistes et de staliniens fanatiques ne peut certes pas se comparer au règne final gérontocratique de nomenklaturistes séniles, cyniques et routiniers. De la Terreur à la Stagnation, beaucoup

³⁶⁰ Arendt, *Essays in Understanding*. Éd. par Jérôme Kohn. New York : Harcourt Brace, 1994, 348.

change, la terreur se relâche et elle se routinise en des vagues de répression limitée. Les *samizdats* montrent toutefois que la répression, plus ciblée, subsiste et on n'oubliera pas Budapest, Prague, la Pologne, — en tout cas, il convient peut-être de changer de mot ou d'adjoindre un qualificatif ou un préfixe. « Totalitarisme routinier », avance Martin Malia, ³⁶¹ ceci ressemble beaucoup à un oxymore ! Malia pense au concept de *routinisation* chez Max Weber, appliqué par celui-ci à l'évolution des églises. « Authoritarian bureaucratie oligarchy », formulait Richard Lowenthal dans les années 1980. « Post-totalitarian communist authoritarianism », bricole de son côté Zbigniew Brzezinski lui-même. Le « pays réel » résiste passivement avec ses réfractaires, ses tire-au-flanc, ses incroyants plus ou moins affichés et de plus en plus nombreux, un grand nombre d'incompétents et d'incapables qui font que les décisions « d'en haut » ont bien du mal à percoler à travers les inerties d'en bas.

Régimes « post-totalitaires » choisissent plusieurs analystes : après la mort de Staline, l'URSS est passée « into a post-totalitarian System that after long periods of stagnation and décline imploded in on itself several décades [160] later ». ³⁶² Ce *post-totalitarian System* correspond à une renonciation à la poursuite à marche forcée du But utopique lequel demeure pourtant la raison d'être du régime. L'idéologie perd de sa virulence, les grandes mobilisations idéologiques sont choses du passé, la montée d'un chef charismatique est redoutée par la classe régnante, la classe bureaucratique qui s'installe pour durer. Krzysztof Pomian parle pour ces années avec une longue périphrase de « régime totalitaire en voie de décomposition ». ³⁶³ On voit le Tchèque Vaclav Havel et d'autres parler de systèmes « post-totalitaires », moins terribles, non moins déprimants. C'est Havel qui a surtout développé cette notion de régime « post-totalitaire » en Europe centrale et orientale : il décrit un régime fondé sur l'intimidation, le mensonge et le faux acquiescement, mais qui n'arrive plus du tout au contrôle total et à l'adhésion

³⁶¹ *The Soviet Tragedy. A History of Socialism in Russia*. New York : Free Press ; Toronto : Maxwell Macmillan, 1994, 12.

³⁶² Pohlmann in : Siegel, Achim, dir. *The Totalitarian Paradigm after the End of Communism. Towards a Theoretical Reassessment*. Amsterdam : Rodopi, 1998, 237.

³⁶³ « Qu'est-ce que le totalitarisme ? », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 47 : juillet-sept. 1995. 22.

sincère dont il « rêve » et dont il (se) donne l'apparence. Après 1964, le pouvoir étouffe toujours la société civile, mais il ne se lance plus dans de Grandes politiques meurtrières, il gère avec le dur désir de durer. Avec son préfixe « post- », Havel ne veut pas dire que le système n'est plus du tout totalitaire, mais qu'il l'est de façon différente, — c'est un système où tout le monde, par peur et par hypocrisie, joue le jeu et feint de croire aux mensonges officiels, système qui ne sert les gens que dans la mesure où ils feignent d'être corps et âme à son service.³⁶⁴ Dans un tel système, l'idéologie joue toujours le rôle-clé, celui de faire passer un monde d'apparences pour la réalité. Les individus n'ont plus besoin de croire, ils doivent se conduire *comme si*, ils doivent vivre à l'intérieur d'un Mensonge et substituer à leur identité humaine l'identité du système. Tous les autres témoins insistent sur le rôle du mensonge et de la mauvaise foi en vue de démoraliser les sujets des régimes « post-totalitaires », de les tenir en bride en leur imposant une honteuse et lâche complicité avec le mensonge d'État. Slavoj Žižek dans *Did Somebody say Totalitarianism ?* rappelle ceci — il parle d'expérience :

Quand un individu était contraint de signer une pétition contre un dissident (par exemple contre Havel), il savait que cette campagne d'intimidation était mensongère et visait un homme honnête ; c'est [161] précisément cette trahison éthique qui faisait de lui le sujet idéal du socialisme tardif. Nous avons donc affaire à un régime qui acceptait et avait même besoin de la faillite morale de ses sujets. Cette culpabilité collective réelle constitue le fondement inavoué du spectre de la « culpabilité objective » évoquée par le régime communiste. C'est la raison pour laquelle la conception que Havel se fait de la « vie vraie et authentique » ne présuppose pas une métaphysique de la vérité ou de l'authenticité : elle désigne seulement l'acte par lequel on cesse de participer au jeu, par lequel on sort du cercle vicieux de la « culpabilité objective ». ³⁶⁵

³⁶⁴ "The Power of the Powerless", in V. Havel *et al.* *The Power of the Powerless. Citizens against the State in Central-Eastern Europe*, dir. J. Keane. London, Armonk : Sharpe, 1985.

³⁶⁵ Žižek, *Did Somebody say Totalitarianism ?* London : Verso, 2001. Trad. *Vous avez dit totalitarisme ? Cinq interventions sur les (més-)usages d'une notion.* Paris : Éditions Amsterdam, 2004. 110.

Ces analyses menées « de l'intérieur » quoiqu'en bonne part à posteriori, invitent à conclure dès lors que l'effondrement psychologique et moral a été bien antérieur au naufrage final.

La lente dégénérescence de l'URSS et son effondrement éventuel forment en tout cas de grands arguments contre la comparaison « totalitaire » bolchevisme/nazisme car on a bien de la peine à imaginer un nazisme après Hitler qui se serait assagi en un simple autoritarisme immobiliste. ³⁶⁶

Pour les uns donc, le « totalitarisme » correspond à la seule URSS sous le règne de Staline, pour les autres il commence avec Lénine qui en pose les bases avec le stalinisme comme *acmé*. Et pour d'autres, il n'est pas de « pos- » qui tienne : il commence en 1917 et perdure jusqu'à Andropov sinon à Gorbatchev. Plusieurs historiens ci-devant soviétiques comme Vladimir Shlapentokh *dans A Normal Totalitarian Society* ³⁶⁷ qui ont des comptes à épurer affirment que l'URSS a été « totalitaire » de bout en bout, du début à la fin, non en raison du malheur des temps ou de dérives incontrôlables mais *par essence*, parce que la seule propriété d'État des moyens de production et d'échange implique et entraîne le fait : « the totalitarian political structures of the USSR [162] was an unavoidable derivation of its economic structures ». ³⁶⁸ Aux tenants de la catégorie de « post-totalitarisme » dans le Pacte de Varsovie après 1956 s'opposent ainsi ceux qui veulent, par raison ou par passion, étendre l'idéaltype totalitaire à toute la durée de l'histoire du socialisme réel, la terreur dite « stalinienne » étendant son ombre maléfique jusqu'à la fin de ces régimes : « Certes, la terreur sous Khrouchtchev et Brejnev était sans commune mesure avec celle pratiquée sous Staline, et pourtant elle était toujours là sous forme de mémoire et de menace et susceptible d'être réactivée à tout moment, même si elle s'était progressivement muée en une simple peur. Il semble donc préférable de parler de régime totalitaire *en expansion* ou *en*

³⁶⁶ Ce que conjecture Ian Kershaw, in : Ferro, dir. *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle*, 1999.

³⁶⁷ *How the Soviet Union Functioned and how it Collapsed*. Armonk NY : Sharpe, 2001.

³⁶⁸ Page 17. — On verra les actes du premier colloque sur le totalitarisme tenu en URSS : Kara-Murza, A. A., dir. *Totalitarizm kak istoricheskiy fenomen*. Moskva : Filosofkoe ob-vo SSSR., 1989.

stagnation. » ³⁶⁹ Pour Stéphane Courtois, l'URSS fut un régime totalitaire de sa naissance à sa disparition. Il admet que ça a été affaire de degré, de variation d'intensité, mais que la qualification doit s'appliquer de façon persistante. « Pour ma part, formule-t-il, si je distingue dans leur évolution pluri-décennale des phases de haute et de basse intensité, j'estime que le totalitarisme a bien été leur caractéristique fondamentale, de leur naissance à leur mort ». ³⁷⁰ Le totalitarisme en URSS et dans les autres pays de l'Est après Staline ne disparaît pas mais il se fige et se routinise en s'atténuant : plus de génocides, moins de camps, beaucoup moins de massacres et de déportations certes que du temps du *Vojd'*. Mais la catégorie des crimes d'État ne se limite pas à des génocides, qui ne sont que la culmination du protéiforme fait du crime contre l'humanité. À ce compte, l'URSS de Khrouchtchev-Brejnev et jusqu'à Gorbatchev survit comme un régime répressif atténué, mais également impossible à réformer et à humaniser. Les arguments factuels ne manquent pour démontrer cette persistance :

Brejnev développe... l'internement psychiatrique à des fins politiques. Les *vopos* est-allemands continueront jusqu'à la fin de la RDA de tirer sur tous ceux qui tentaient de passer le mur de Berlin. Et si, dans les années soixante-dix, la répression s'atténue en Europe de l'Est et en URSS, des dizaines et des dizaines de milliers de *boat people* vietnamiens tentent, à la fin des années soixante-dix et dans les années quatre-vingt, de fuir, au risque de leur vie, leur pays [163] désormais entièrement contrôlé par les communistes. Si Cuba ne connaît pas de bains de sang comparables à ceux qui se sont pratiqués en Europe ou en Asie, les *balseros* fuient également, par dizaines de milliers, le régime castriste. Ce n'est pas non plus sous la direction des idéologues fanatiques de la « bande des quatre » mais du réformiste souriant Deng Xiaoping qu'est perpétré le massacre de Tian' anmen. ³⁷¹

• La chute du socialisme réel sur la soviétologie

³⁶⁹ Stéphane Courtois. *Communisme et totalitarisme*. Paris : Perrin, 2009, 287.

³⁷⁰ *Quand tombe la nuit. Origines et émergence des régimes totalitaires en Europe*, 137.

³⁷¹ *Un pavé dans l'Histoire*, 42.

[Retour à la table des matières](#)

Avec la dissolution de l'URSS en 1991, on doit conclure au double désaveu des deux écoles soviétologiques occidentales qui étaient en conflit depuis le temps d'une génération. Elles ont été également prises en défaut par les événements : « La Perestroïka, puis l'écroulement et la disparition de l'URSS prirent de court les historiens des deux camps ennemis, sans qu'aucun ne puisse se prévaloir d'avoir « eu raison » ».

La chute du système, à la fois rapide et en douceur, posait en effet aux partisans des deux écoles historiographiques un grand nombre de questions. Pour les tenants de l'école totalitarienne, que penser du fait que c'était le régime lui-même, c'est-à-dire son équipe dirigeante, qui s'était lancé dans un processus suicidaire ? Le fait que les initiateurs de la perestroïka n'avaient ni prévu ni souhaité ce qui allait se passer n'ôtait rien au mystère. ... Les questions posées par l'écroulement du système donnaient-elles pour autant « raison » aux tenants de l'école révisionniste ? Ceux-ci paraissent triompher au début du processus de Perestroïka : les réformes de Gorbatchev n'étaient-elles pas un de ces « tournants » périodiques comme en avait déjà connus l'histoire soviétique à la fin des années 1930, puis au milieu des années 1950, tournants politiques reflétant une nouvelle étape atteinte par la société civile ? Bref, un simple « changement de modèle » à l'intérieur d'un même système — problématique permettant de conceptualiser un processus historique dynamique, riche en virages, en volte-face, en changements de formes et de contenus, en débats, en alternatives. Mais l'échec de la perestroïka, l'impossibilité de réformer le régime de l'intérieur, l'implosion de l'Union soviétique n'ont-ils pas démontré que le pays était [164] effectivement un « système » où tout se tenait, où les réformes produisaient un effet d'avalanche — l'idéologie jouant en effet un rôle majeur de ciment de l'ensemble — et non pas un régime « comme les autres » ? ³⁷²

Les événements précipités de 1989-1991 ont en effet pris les soviétologues par surprise. La plupart avaient surestimé la force du système, simple façade d'une fragilité et incohérence inhérentes. Même un Alexandre Zinoviev considérait le système comme indestructible, alors qu'Andreï Amalrik s'était demandé si l'URSS survivrait jusqu'en 1984, date fatidique ; il ne s'est trompé que de peu. Les Brzezinski et Friedrich de jadis avaient défini un système bétonné qui ne pouvait s'effondrer

³⁷² Nicolas Werth, in : Ferro, *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle*. Paris : Hachette littératures, 1999, 229-230.

que, vaincu mais ne capitulant jamais, comme le nazisme avait dû être écrasé dans les ruines de Berlin. Ce n'est évidemment pas le scénario qui s'est déroulé en 1989. Il a fallu alors redéfinir au contraire un système, « post-totalitaire » tant qu'on voudrait, dont la pérennité et la solidité étaient fallacieuses et qui avait « disparu » avec l'approbation résignée de ses dirigeants. S'il est vrai que la chute accélérée de l'URSS pouvait démontrer *a contrario* qu'entre le maintien sclérosé du système et son intégrale dissolution il n'y avait rien, - rien que l'ultime illusion gorbatchévienne d'un communisme démocratique de prospérité croissante dans la pleine liberté d'expression. La *demokratizatsija* prônée par Gorbatchev, même avec ses prudentes balises, constamment débordées, a eu pour effet que *tout* allait être rapidement mis en cause et déstabilisé.

La chute du « socialisme réel » posait en tout cas sous une lumière nouvelle la question de la véritable nature du communisme. Une utopie qui avait raté et ne pouvait que le faire - c'est la thèse de Martin Malia ? Un château de cartes instable tel que toucher à l'un des éléments, rôle dirigeant du parti, régime policier, planification économique autoritaire, entraînerait la chute ? La politique de *Glasnost'* est introduite mi-1986 ; au printemps 1988, Gorbatchev passe de réformes prudentes à des projets de transformation fondamentale et... c'est le commencement de la fin, le Bloc de l'Est se désagrège en 1989, l'URSS « disparaît » à Noël 1991. Les velléitaires et impraticables réformes économiques initiées par le secrétaire général ont seulement accéléré la banqueroute. Il n'y a pas eu d'agression extérieure ni de guerre perdue, ni du reste une révolution violente. L'URSS s'est effondrée sous ses propres [165] contradictions - exactement comme, pour Karl Marx, aurait dû s'effondrer le Mode de production capitaliste.

L'idéologie, dans la foulée, s'est évanouie intégralement avec la dissolution de l'appareil propagandiste. Les dirigeants qui étaient censé y croire d'autant mieux qu'elle servait leurs intérêts de caste ont capitulé en rase campagne après avoir mollement essayé de freiner et saboté les réformes. L'URSS était un « Colosse aux pieds d'argile » et l'argile fondatrice et fissurée était une idéologie omnisciente à laquelle plus personne ne croyait. Nul Soviétique dès lors — non-événement étrange — ne s'est avisé de défendre par les armes les immenses « Acquis du socialisme » dont une propagande incessante avait pendant soixante-douze ans vanté le caractère précieux et intangible. Les croyances et les

sectes religieuses reviennent en force en Russie ; l'Église orthodoxe reprend « sa place » comme si on reprenait les choses au point où on les avait laissées en 1917.

La dissolution de l'URSS semble résulter d'une conclusion sobrement rationnelle chez des dirigeants et bureaucrates soucieux de leur survie : ils avaient diagnostiqué, par delà leurs intérêts de caste et en dépit des années de propagande, un système incapable de concurrencer l'économie de marché, de suivre son progrès technologique, un système en perte de vitesse et irréformable. Analyse lucide si on la leur prête, très loin des millénarismes totalitaires et des fanatismes eschatologiques, analyse accompagnée d'un désir personnel urgent de « retourner sa veste ». Tous abjurèrent publiquement le marxisme-léninisme, pas un ne persistera dans la « foi ». En outre, on a pu suggérer que de longues années d'inertie routinière avaient brisé chez les nomenklaturistes la capacité de réagir en force et surtout en groupe et qu'ils ont préféré le sauve-qui-peut individuel.

Cet effondrement sans coup férir du Bloc soviétique, bloc qui semblait invulnérable et qui était cependant, à l'évidence rétrospective, intégralement vermoulu, cet effondrement d'un système dont il ne subsiste rien (c'est *ceci* qu'il faut comprendre car dans l'histoire des civilisations et des empires, ce *rien* est absolument sans précédent), disparition qui a stupéfié les contemporains, est devenu, avec vingt-cinq ans de recul, quelque chose qui s'est passé dans un autre monde, quelque chose de lointain et d'étrange, une sorte de « trou noir » historique qui repousse encore partiellement la lumière [166] explicative.³⁷³ Les catachrèses des historiens eux-mêmes trahissent leur désarroi herméneutique : implosion, naufrage, dissolution, désintégration etc. L'effondrement du « socialisme réel » est absolu parce qu'il a effacé tout : il demeure aujourd'hui en Russie un régime autoritaire et corrompu maquillé en démocratie parlementaire, avec la propriété privée et l'affairisme triomphant, une pauvreté populaire en progrès. On se dit : ce que serait probablement la Russie si la Révolution bolchevique n'avait

³⁷³ Mais les livres se multiplient. On verra p. ex. Daniel, Robert Vincent. *The End of the Communist Revolution*. London : Routledge, 1993. + *The Rise and Fall of Communism in Russia*. New Haven CT : Yale UP, 2007. — aussi : Tinguay, Anne de. *The Fall of the Soviet Empire*. Boulder CO : East European Monographs, 1997. En fr. P. Briançon, *Héritiers du désastre. Précis de décomposition de l'univers soviétique*. Paris : Calmann-Lévy, 1992.

jamais eu lieu. « Le dernier mystère du régime soviétique aura été sa capacité à s'auto-détruire sans pour autant donner vie à des forces ou des idées de substitution. » ³⁷⁴

Sans doute plusieurs observateurs soulignaient les difficultés économiques croissantes du Bloc de l'Est et son incapacité à soutenir la concurrence tant économique que militaire avec l'Ouest capitaliste. ³⁷⁵ Ces données qui inscrivent l'effondrement final dans la durée de difficultés accumulées et de dysfonctionnements multipliés ne constituent que l'amorce d'une explication de ce qui est réellement sorti de la révolution bolchevique et a disparu 72 ans plus tard sans laisser aucune trace sinon des ruines, un « trou » démographique, une catastrophe écologique et du malheur collectif.

³⁷⁴ Furet, *Penser le 20^e siècle*. Paris : Laffont, 2007, 212.

³⁷⁵ Le recul démographique et la catastrophe écologique avaient également été mis en lumière depuis de nombreuses années et montrés de bien mauvais augure.

— *Hélène Carrère d'Encausse*

L'École française de soviétologie se ramène dans les années 1970-90 à trois figures significatives : Annie Kriegel,³⁷⁶ Alain Besançon dont il est question ailleurs (voir au chap. V la section sur les origines du léninisme) et l'historienne d'origine géorgienne Hélène Carrère d'Encausse.³⁷⁷ Celle-ci a dépeint, dans plusieurs essais parus au cours des vingt-cinq dernières années [167] du régime, l'Union soviétique comme allant à sa perte, rongée de l'intérieur par le réveil des nationalismes, condamnée à la fuite en avant sur le plan international et incapable d'évolutions durables car enfermée dans une logique aporétique : « le système soviétique est restée identique à lui-même depuis soixante ans », constatait-elle. L'historienne est connue pour avoir en 1978 annoncé, prédit la dissolution à court terme de l'URSS dans son livre *L'Empire éclaté*, la cause principale supputée étant la forte natalité des républiques musulmanes d'Asie centrale dont le nationalisme se réveillait — prédiction qui, comme telle, s'est avérée fausse.

À un an de l'effondrement, en 1990, avec *La Gloire des nations ou La fin de l'empire soviétique*,³⁷⁸ Carrère d'Encausse, tout juste élue à l'Académie française, prophétise avec plus d'assurance à court terme une chute, une dissolution qui est bel et bien entamée : elle se réjouit de la « victoire » des nations composantes, redevenues ou devenues pour la première fois des États-nations souverains et qui sont en passe d'avoir raison de l'Empire, du dernier empire multinational de ce monde. Les projets de Gorbatchev visant à sauver l'U.R.S.S. par quelque nouveau traité d'Union n'ont à son avis pas la moindre chance d'aboutir.

³⁷⁶ Voir d'elle notamment *Communismes au miroir français*, Paris, Gallimard, 1974. Et *Le système communiste mondial*, Paris, PUF, 1984. On lira aussi ses mémoires, *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Robert Laffont, 1991.

³⁷⁷ Née Hélène Zourabichvili le 6 juillet 1929 à Paris.

³⁷⁸ Fayard.

Ce qui est assurément fini, c'est le temps de l'Empire construit autour d'une idéologie commune (la Russie monarchique et chrétienne ou le communisme) imposée à tous, légitimant la domination par le fallacieux prétexte de la puissance ou d'une nécessité historique et d'un progrès continu. L'U.R.S.S. a été le dernier empire de ce type, ce qui lui a assuré une force considérable, mais l'a aussi condamnée à tourner le dos à une véritable modernisation. Une fois l'Empire décomposé, c'est aux nations, — à chacune d'elles — de décider de la voie à suivre pour tenter cette modernisation jusqu'à présent manquée. ³⁷⁹

L'historienne et académicienne concluait par une sorte de nécrologie triomphale :

Si, pour Gorbatchev, la révolution des nations est un coup de poignard porté à la Perestroïka, elle scelle en fait le tombeau du [168] communisme. Pour les nations qui retrouvent aujourd'hui leur liberté et leur dignité, c'est aussi la plus grande chance d'avancer réellement dans la voie de la démocratie. ³⁸⁰

Je renonce à épiloguer sur la connexion suggérée par elle entre sur-saut de nationalisme et voie vers la démocratie. Les républiques musulmanes d'Asie centrale n'ont tout particulièrement pas confirmé cette conjonction ni cette conjecture.

³⁷⁹ 398.

³⁸⁰ Prière d'insérer.

• Emilio Gentile : retour à l'origine italienne

[Retour à la table des matières](#)

Le livre ancien de l'Italo-américain Dante Germino, paru en 1971, *The Italian Fascist Party in Power : A Study in Totalitarian Rule* ³⁸¹ a été le premier ouvrage savant d'après la guerre qui qualifie le régime de « totalitaire » dans son titre même et qui focalise sur ce concept. L'auteur partait du fait que Mussolini lui-même présentait comme une chose nouvelle dans l'histoire son projet « totalitaire » et il le prend au mot. Le parti unique de masse avec à sa tête un « dictateur idéologique » poursuivant un but absolu (et non un « simple » tyran avide et débauché) est une institution unique et neuve dans l'histoire des dictatures et c'est ici la nouveauté redoutable des « trois grandes menaces » pesant contre la démocratie au 20^e siècle, URSS, Allemagne nazie, Italie. Germino, disciple de Carl Friedrich, centre son étude sur le Parti PNF. Il le rend plus important et plus monolithique qu'il n'a pu être. Germino applique à l'Italie mussolinienne les sept critères de *Totalitarian Dictatorship and Autocracy* et tout semble « coller » point par point.

Bien des années plus tard, Emilio Gentile dans un long essai, traduit en 2011 dans le collectif *Naissances du totalitarisme*, « Au commencement était la violence : Les caractères originaires du totalitarisme dans le fascisme italien », soutient une thèse, issue de ses années de recherche et qui énonce « que l'avènement du régime de parti unique en Italie après 1922 ne fut pas le résultat de circonstances imprévues et de tournants improvisés, mais la conséquence logique de la mise en œuvre d'une méthode de domination politique fondée sur la violence, par un parti nationaliste et révolutionnaire [169] de type nouveau, le parti milice, qui n'aurait pu en aucun cas coexister avec un régime parlementaire. » ³⁸² « Au commencement était la violence », formule-t-il. La

³⁸¹ New York : Fertig, 1971. On verra toutefois parus auparavant : Aquarone, Alberto. *L'organizzazione dello stato totalitario*. Torino : Einaudi, 1965. ---» Rééd. 1995. Et : Zincone, Vittorio. *Lo stato totalitario*. Roma : Faro, 1947.

³⁸² In Philippe de Lara, dir. *Naissances du totalitarisme*. Paris : Cerf, 2011. 74-

violence politique, née de l'expérience de guerre, fut non seulement le principal facteur du succès du fascisme, mais elle fut aussi « le facteur fondamental de la formation de son identité collective comme organisation, comme mentalité, comme culture politique, comme style de vie, et comme méthode de lutte. »

Les néologismes « totalitaire », « totalitarisme » ont été inventés, rappelle-t-il, pour désigner non l'État-parti policier et despotique qui était loin d'être mis en place, mais cette nouvelle stratégie de domination politique, « le fascisme fut le premier parti militairement organisé (parti milice) qui utilisa la violence pour s'affirmer contre ses adversaires et pour conquérir le monopole du pouvoir dans un État libéral d'Europe occidentale, devenant un modèle pour d'autres mouvements révolutionnaires nationalistes organisés en parti milice, qui étaient apparus en Europe après la Grande Guerre et qui visaient à détruire le régime parlementaire. » L'historien italien oppose son approche en termes d'expérience de domination politique (et non de régime installé) aux « théories marquées par l'utilisation d'une catégorie interprétative rigide, souvent identifiée à la rigidité monolithique du phénomène totalitaire, une catégorie qui dépasse si ce n'est ignore la genèse historique du concept et la réalité qui lui a donné naissance et dont elle tire son sens, à savoir les expériences inédites de domination politique qui se déroulèrent en Europe après la Grande Guerre dans les nouveaux régimes de parti unique, en Russie, en Italie et en Allemagne. » ³⁸³

Le concept de totalitarisme, rappelle-t-il encore, fut développé en Italie bien avant la prise de pouvoir de Hitler et avant l'acmé du stalinisme et il ne fut qu'ultérieurement étendu par certains observateurs, dans une intention comparative, à l'URSS et au Reich nazi. « Il faut se rappeler, insiste Gentile, que, dans sa signification originale — mais aussi dans les développements théoriques du concept dans la culture antifasciste italienne, européenne et américaine, de la fin des années 1920 au début des années 1940 —, le concept de totalitarisme ne fut pas utilisé pour définir une idéologie, une tendance, une aspiration, un projet à réaliser ou un but à atteindre, mais pour définir les modalités concrètes de l'action d'une organisation militarisée et [170] la méthode de domination qu'elle instaurait, à travers l'utilisation de la violence

³⁸³ Ibid.

pour obtenir et conserver le monopole du pouvoir. »³⁸⁴ Ce sont donc les modalités de prise de pouvoir auxquelles Gentile attribue, en prétendant remonter au sens originel, l'étiquette de « totalitaires ». Gentile me semble insister ici un peu unilatéralement sur le sens d'« expérience inédite de domination politique » lorsqu'il écarte le sens connexe de « projet à réaliser ou but à atteindre » qui me semble bien attesté chez les premiers utilisateurs italiens du mot - lesquels prétendaient faire entrevoir le sombre avenir pour leur pays si le régime nouveau devait se perpétuer, avenir extrapolé des méthodes violentes même de prise de pouvoir et de l'idéologie non moins violente de leurs adversaires.

La radicalisation du régime italien après 1922 s'opère lentement et par à-coups. On assiste à la radicalisation accélérée dans un sens totalitaire à partir de 1935, à partir de la Guerre d'Ethiopie suivie de l'intervention en Espagne, selon Pierre Milza. Tout ceci a créé en Italie un climat qui préfigure celui de 1940 et des années suivantes. « Le fascisme italien a été, de manière incontestable, un totalitarisme. Je pense m'en être suffisamment expliqué dans les ouvrages et les articles que j'ai consacrés à l'Italie mussolinienne ». ³⁸⁵ L'Ethiopie de même que les autres colonies italiennes d'Afrique a été aussi le laboratoire d'un rigoureux racisme ségrégationniste. Le régime franchit une nouvelle étape dans la radicalisation totalitaire à partir de 1937-38. Il se donne mandat de créer un « homme nouveau », de régénérer l'Italien en le soumettant à une rééducation culturelle et anthropologique guidée par le ministère de la culture populaire, le Minculpop.

À l'été 1938, une campagne antisémite est inaugurée par la publication d'un « Manifeste des savants » qui proclame que les Italiens appartiennent à la race aryenne, à laquelle sont étrangers les Juifs. Les Juifs italiens (cinquante mille au maximum) qui avaient connu la pleine émancipation à la création du Royaume ³⁸⁶ et que Mussolini avait rassurés en ironisant sur le racisme nazi sont pris au dépourvu. Dans la foulée, en novembre, le régime promulgue des lois raciales qui expulsent les Juifs étrangers et excluent les Juifs italiens de [171] la fonction

³⁸⁴ Ibid.

³⁸⁵ Contribution de P. Milza. *Quand tombe la nuit. Origines et émergence des régimes totalitaires en Europe*, 209.

³⁸⁶ L'Italie est le premier État européen à avoir eu un chef de gouvernement juif, Luigi Luzzatti, en 1910.

publique, des universités, et interdisent les mariages « mixtes ». L'occupation nazie de l'Italie du nord après 1943 entraînera la déportation vers les camps de la mort de neuf mille Juifs italiens. Il n'y aura que peu de survivants, — parmi lesquels Primo Levi.

En avril 1939, les fascistes se jettent sur l'Albanie et, le mois suivant, ils signent avec l'Allemagne nazie le « Pacte d'acier » qui décide de la destinée du régime entraîné dans la guerre voulue par Hitler - et bientôt dans la défaite et l'effondrement en 1943.

• *Vichy autoritaire ou totalitaire ?*

[Retour à la table des matières](#)

J'ai publié naguère une monographie, *L'immunité de la France envers le fascisme : un demi-siècle de polémiques historiennes*.³⁸⁷ Je n'y reviendrai pas, je me permets d'y renvoyer sommairement. Je cherchais à reconstituer une controverse académique de longue durée qui implique de très nombreux intervenants et à l'interpréter dans son contexte historique. Cette polémique franco-française et internationale étendue sur un demi-siècle (elle s'amorce en 1954), porte sur l'existence en France au 20^e siècle de quoi que ce soit, — doctrines, programmes, mouvements, événements, régime — que l'on puisse rapporter au « fascisme ». Elle a été ponctuée de débats acerbes entre des protagonistes successifs. Des attaques violentes ont notamment accompagné en France tous les livres successifs de Zeev Sternhell et les hostilités ne sont pas finies.³⁸⁸

³⁸⁷ *L'immunité de la France envers le fascisme : un demi-siècle de polémiques historiennes. Suivi de : Le fascisme dans tous les pays*. Montréal : "Discours social", 2009. Réédition avec postface : 2014.

³⁸⁸ On peut observer, avec une certaine lassitude, que le combat *au finish* qui met au prises les vétérans de l'interminable bataille vient inopinément de reprendre. Dans un livre d'entretiens, *Histoire et Lumières : changer le monde par la raison* (Albin Michel, entretiens avec le journaliste du *Monde* Nicolas Weill), Zeev Sternhell a ré-agité le drapeau rouge en taxant derechef de provincialisme, de gallocentrisme, de chauvinisme, de corporatisme les historiens « immunitaristes » parisiens — et c'est reparti pour un tour. Serge Berstein et Michel Winock viennent en effet de répliquer avec un livre collectif où de leur

Le vieux René Rémond, mandarin tout puissant de l'histoire politique de la France moderne et qui a régné sur la discipline par l'entremise de deux générations d'élèves respectueux et prudents, a longtemps soutenu la thèse de l'« immunité » de la France envers le fascisme, la France patrie des droits de [172] l'homme. La France aurait « échappé » au fascisme et dès lors au totalitarisme. L'académicien français et ses disciples ont patriotiquement polémique sur ce point pendant un demi-siècle avec l'Allemand Ernst Nolte, l'Israélien Zeev Sternhell et l'Américain Robert Soucy.

Il arrive que la catégorie de « totalitaire » soit avancée par des historiens français, mais c'est toujours avec beaucoup de nuances et de réserves. Pour Jean-P. Azéma et François Bédarida, dans leur *France des années noires* (Seuil, 1993) en deux volumes, grand travail qui traite de ces années sous tous les aspects, l'État français est plutôt « à ranger parmi les régimes autoritaires de type charismatique ». Les auteurs reprennent le paradigme de la dictature pluraliste mettant en concurrence les diverses « familles » des droites au grand complet. Régime d'exclusion, régime autoritaire et policier donc, il est néanmoins, à partir de 1942, entraîné dans un « dérapage totalitaire »³⁸⁹ C'est tout de même bizarre cette catachrèse du « dérapage » [plus forte que « dérive »] qui implique une évolution anormale et accidentelle suite à une perte de contrôle inopinée de l'allure ordinaire : est-ce bien ceci que l'on veut dire ?

René Rémond en est venu pourtant à réviser peu avant sa mort, quoiqu'avec des réticences encore, sa thèse : Vichy n'est pas né totalitaire mais le régime l'est devenu s'il est vrai que ce fut sous « la pression croissante des événements » :

Dans son dernier avatar, le régime est bien devenu totalitaire, avec l'entrée dans le gouvernement des collaborateurs de Paris, Philippe Henriot à l'Information, Marcel Déat au Travail ; l'État est accaparé par une faction, l'Administration doublée par un État milicien. La mutation du Service d'ordre légionnaire en une milice dont les francs-gardes participent aux côtés des troupes d'occupation aux combats contre la Résistance dénote une

part aussi, ils persistent et signent, *Fascisme français ? La controverse*, CNRS Édition, novembre 2014.

³⁸⁹ *La France des années noires*, I, 179.

pratique totalitaire du pouvoir et autorise à parler de « fascisation » du régime. On a bien affaire alors à un régime totalitaire. ³⁹⁰

• Totalitarismes d'Orient

[Retour à la table des matières](#)

Je ne prétends pas aborder — ce serait un vaste travail complémentaire (ou un [173] autre livre) — la question de l'extension géopolitique au-delà de l'Occident. Je n'ai pas parlé de l'Extrême Orient, de la « Chine rouge ». Mao Tsé-toung, qui pendant vingt-sept ans détint un pouvoir absolu sur un quart de la population du globe, « fut responsable de la mort d'au moins soixante-dix millions de personnes en temps de paix, - plus que tout autre dirigeant au 20^e siècle. » ³⁹¹ On verra des évaluations accablantes analogues de Lifton Robert Jay : *Revolutionary Mortality : Mao Tse-tung and the Chinese Cultural Revolution*. ³⁹²

Dans le Tiers-monde de la décolonisation, ne peut-on identifier selon tous les paramètres avancés par les historiens de l'Europe divers totalitarismes tropicaux ? Il ne manque pas d'arguments et de données pour qualifier le Ghana de N'Krumah, la Guinée de Sékou-Touré de « régimes totalitaires » avec culte du Chef suprême, parti unique, massacres et police d'État semant la terreur.

Le « cas » nord-coréen est censé témoigner de nos jours d'une lamentable survie, d'une persistance en quelque sorte poussée à la perfection du phénomène de la religion d'État et du culte du Leader conjoints à la plus noire tyrannie. Tout de même, un totalitarisme dynastique est un avatar inopiné qui n'avait été prévu par aucun des « classiques » !



³⁹⁰ In *Quand tombe la nuit*. 351.

³⁹¹ *Mao. L'histoire inconnue* de Jung Chang et Jon Halliday. Gallimard, 2006. Incipit.

³⁹² New York : Random House, 1968.

[174]

Fascisme, totalitarisme, religion séculière :
trois concepts pour le XXe siècle.
Notes d'histoire conceptuelle
Volume III :

TOTALITARISME
Première partie : chapitres 1 à 4

Chapitre 2

Le nœud des polémiques : la comparaison de l'URSS et de l'Allemagne nazie

[Retour à la table des matières](#)

L'idée même de comparer l'Allemagne nazie et l'URSS de Staline, n'est pas issue, dans les années 1950, ³⁹³ d'un serein constat d'évidence en raison de ressemblances « techniques » et formelles, ni d'un banal et farouche anti-communisme « primaire » et « viscéral ». Elle est née de la *perplexité* dans l'horreur, une perplexité initiale qui est commune à Friedrich, à Arendt et puis à Lefort et Castoriadis en dépit de toutes leurs différences de formation et de tempérament intellectuels. Ce sur quoi insiste Sheila Fitzpatrick : « Arendt, Friedrich, and Castoriadis/Lefort are worlds apart analytically and politically. However, putting the Nazi and the Soviet regime together seemed to all of them the intelligent thing to do, because these regimes appeared to them both frightening and unprecedented — and while we may no longer experience that fear or, for that matter, the puzzlement, the historicity of the

³⁹³ On l'a vu amorcée ici et là avant la guerre. J'y reviens dans les pages suivantes.

experience reflects on the subject matter. » ³⁹⁴ Ce qui rendait ces quatre penseurs, politiquement divergents, profondément perplexes, c'est qu'en dépit de leur haine mortelle l'un pour l'autre, les deux régimes concurrents leur apparaissaient au bout du compte et au long des analyses étonnamment semblables.

Dans un autre ordre de réflexion et en suivant une autre voie, pour d'autres penseurs de cette époque comme le spiritualiste Eric Voegelin, ce qui les retient dans ces régimes qu'ils trouvent aussi horriblement semblables, est précisément que les idéologies totales au pouvoir, apparemment opposées d'origine, de visées et de thèmes, vont leur apparaître, à l'examen en profondeur, présenter des traits communs cachés sous leur antagonisme — analogies patentes si on les *traduit* en des termes religieux que les deux idéologies auraient violemment récusés : gnose, millénarisme, eschatologie.

La comparaison, l'idée de la « comparabilité » de l'URSS et de l'Allemagne nazie [175] s'inscrit dans une polarisation géopolitique culturelle et idéologique qu'on peut observer se maintenant en moyenne durée depuis 1945. Dans le Monde latin, toute comparaison a longtemps passé pour la quintessence de l'anticommunisme primaire, alors qu'elle a fleuri chez les « doctes » dans les mondes anglo-saxon et germanique depuis les années de l'après-Guerre. La comparaison du nazisme (très accessoirement du et des fascismes) avec le communisme est décisive si le concept de totalitarisme doit avoir une pertinence et une portée historiques. Elle a été montrée légitime par Hannah Arendt dans *Origins of Totalitarianism* — ce qui explique largement les réticences à traduire en français son livre et à le discuter. Cette comparaison se trouve en effet au fondement de sa réflexion au volume III. C'est bien en conséquence de la découverte des affinités entre nazisme et communisme, par-delà les signes manifestes de leur antagonisme, qu'Arendt en vient à rechercher quelle est la source d'autorité d'où découle le régime totalitaire et quelle en est l'« origine ». ³⁹⁵

³⁹⁴ M. Geyer et S. Fitzpatrick, *Beyond Totalitarianism. Stalinism and Nazism Compared*. Cambridge : Cambridge UP, 2009, 20.

³⁹⁵ Lefort, *La complication*, 197.

— *Amorce de la comparaison
dans les années d'entre les deux guerres*

On a pu constater — je me place maintenant du point de vue de la diachronie — que l'idée de parenté du communisme et du fascisme italien puis du nazisme et l'idée, connexe mais pas identique, d'engendrement de ces derniers par imitation réactive, par transposition en clé nationaliste et contre-révolutionnaire de certaines visions, certains symboles et des procédés de conquête du pouvoir des bolcheviks, cette idée remonte très haut. Dans sa généralité, elle a connu un réel essor avant la guerre, alors qu'elle a été vigoureusement refoulée après 1945 dans les pays où s'exerçait la vigilance communiste. Elle était venue à l'esprit de bien des observateurs d'allégeances diverses dès les années vingt tant le rapprochement paraissait une amorce fructueuse pour décrire la conjoncture.

Romain Rolland lui-même, pacifiste et compagnon de route prestigieux, avait écrit en 1927 - avant de virer stalinien et de refouler ce rapprochement perspicace : « Sur le bolchevisme, je n'ai point varié. Porteur de hautes idées (ou plutôt, car la pensée n'a jamais été son fort, représentant d'une grande cause), le bolchevisme l'a et les a ruinées par son sectarisme étroit, son inepte intransigeance et son culte de la violence. Il a engendré le fascisme, [176] qui est un bolchevisme au rebours. »³⁹⁶ Sous une forme sommaire mais explicite, l'idée d'un lien de causalité réactive est exprimée ici fort clairement.

Loin qu'un tel rapprochement vienne de la droite, dans les années 1920, c'est dans la gauche oppositionnelle et dissidente qu'incarnent Boris Souvarine exclu du PCF dès 1924 et dans sa revue *La Critique sociale* [précédée par le *Bulletin communiste* et *Contre le courant*] « que l'on trouve le plus nettement affirmée l'ébauche d'une analyse comparative. C'est sans peine qu'on repère dans *La Critique sociale* des analyses informées de « l'identité frappante des méthodes entre fascisme et bolchevisme ». ³⁹⁷

³⁹⁶ Romain Rolland, *Voyage à Moscou*, Albin Michel, rééd. 1992.

³⁹⁷ Baudouin & Bruneteau, *Le totalitarisme*, 44. Voir Jean-Louis Panne, *Boris Souvarine, le premier désenchanté du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1993.

J'ai exposé au volume II que, dans ses *Politische Religionen* de 1938, Eric Voegelin considère non comme comparables, mais comme fondamentalement identiques nazisme et bolchevisme, par les doctrines comme par les pratiques despotiques et inhumaines qui en découlent directement. ³⁹⁸ Un autre penseur chrétien, Jacques Maritain, à la même époque, déclare « inséparables » communisme et fascismes, ceux-ci étant une « réaction » qui se nourrit de la peur du communisme dans une société moderne séculière qui prive les hommes de repère. ³⁹⁹

Bernard Bruneteau dans le collectif de 2014, *Le totalitarisme* a précisément étudié la genèse de ce débat sur la convergence du bolchevisme et du fascisme/nazisme entre 1930 et 1942. Il conclut en synthèse de cette anthologie que la littérature comparatiste des années 1930 « apparaît particulièrement riche et sophistiquée, donnant indiscutablement ses premières assises à la théorie du totalitarisme. Ce qui n'était au départ qu'un outil de compréhension du seul fascisme puis une catégorie de classement issue de l'expérience politique, est devenu un instrument académique d'analyse du pouvoir politique. Loin de ne saisir que des amalgames superficiels entre fascisme et communisme, les philosophes, juristes, historiens ou sociologues ici présentés ont fait naître des angles de vue [177] féconds qui seront repris et retravaillés sans modifications profondes dans les années 1950 et au-delà. Les trois angles d'approche ultérieurs sont attestés « On trouve déjà une exploration des « origines », qu'il s'agisse d'identifier des précurseurs idéologiques, de repérer des tendances trans-historiques ou de s'arrêter sur des moments fondateurs. On remarque une réflexion sur la nature du « pouvoir », mettant en évidence une conception métaphysique des groupes élus ou cibles, entraînant une conception instrumentale du droit au service de l'État-parti. On relève une interprétation en termes de « religion » interrogeant les effets du processus de sécularisation sur les transferts de sacré qui donnent une tonalité commune aux croyances totalitaires au-delà de la différence de leurs références idéologiques avouées. » ⁴⁰⁰ J'ai insisté sur le fait que le parallèle

³⁹⁸ Eric Voegelin. *Die politische Religionen*. Wien, 1938- *Les religions politiques*. Paris : Cerf, 1994. Cinquante-six ans de délai de traduction !

³⁹⁹ Cité par Renzo De Felice, *Le interpretazioni del fascismo*. Bari, Roma : Laterza, 1974. » ---» *Interpretations of Fascism*. Cambridge : Harvard UP, 1977, 57.

⁴⁰⁰ 69.

bolchevisme/nazisme et la prédiction de leur convergence et alliance à terme sont le thème récurrent des observateurs de la mouvance catholique dans les années qui précèdent le Pacte nazi-soviétique — lequel, il va de soi, leur semblera confirmer hautement leurs analyses et leurs prévisions. Le journaliste catholique Robert d'Harcourt, dans la foulée des deux encycliques pontificales contre le communisme et contre le nazisme, *Divini Redemptoris* et *Mit brennender Sorge*,⁴⁰¹ et faisant de la persécution religieuse le point commun de ces régimes apparemment opposés, s'emploie à démontrer qu'« en se battant avec le bolchevisme, c'est son propre sosie que l'hitlérisme prend à la gorge », — tel est le titre d'un long article de *L'Époque* daté du 13 décembre 1937.⁴⁰²

L'antibolchevisme, on le sait, est le grand tremplin de la propagande hitlérienne. Tremplin à double usage, interne et externe. Les maîtres de l'heure, en Allemagne, aiment dire à leur peuple qu'il n'a de choix qu'entre le totalitarisme de l'autorité et le chaos marxiste. Le même argument sert au-delà des frontières. C'est en répétant sa formule favorite de la croix gammée, fanion de l'ordre et du national-socialisme « boulevard de l'occident contre le déferlement asiatique » que le racisme a gagné le plus d'adeptes ... L'argument porte même mieux encore au delà de la frontière qu'en deçà. À l'intérieur du *Reich* son efficacité est combattue par un sentiment assez clair qui s'impose aujourd'hui à beaucoup d'Allemands ... d'une [178] indéniable parenté entre la manière des deux dictatures rouge et brune. Beaucoup de choses dans le climat hitlérien rappellent le climat soviétique : asphyxie politique (avec pour corollaire, la dénonciation, fleur naturelle de la dictature)... En se battant contre le bolchevisme, c'est par bien des côtés son propre sosie l'hitlérisme prend à la gorge. Et c'est peut-être la conscience profonde de la parenté de physionomie qui imprime une telle âpreté à sa haine.⁴⁰³

⁴⁰¹ Pie XI. *Nazisme et communisme, deux encycliques de mars 1937*. Paris : Desclée, 1991.

⁴⁰² Cité par Chaunu, *Christianisme et totalitarisme en France dans l'entre-deux-guerres*, 54.

⁴⁰³ Harcourt ajoutait ceci qui, en 1937, était non moins perspicace et choquant : l'antisémitisme rapprochait les régimes : « Une haine croissant en violence à mesure que disparaissent les raisons qui la justifient, c'est le spectacle en apparence déconcertant, que nous offre la position hitlérienne actuelle devant la Russie. M. Goebbels a dit naguère qu'entre le national-socialisme et la Russie soviétique il n'y avait comme cloison que le Judaïsme international avec sa perversité essentielle et sa puissance de décomposition. Or cette cloison-là, l'épuration soviétique entreprise depuis quelque temps et menée avec la rondeur que

Pour les démocrates libéraux de cette époque, non seulement il s'agit de régimes semblables — le mot de « totalitaires » revient chez eux précisément pour dire ceci — mais, même antagonistes et voués à s'affronter, ces régimes entretiennent à tout le moins un but commun qui peut les réconcilier, celui de détruire la démocratie libérale, avec une même hostilité de principe aux libertés civiques et à l'état de droit.

Dans la droite conservatrice maintenant, la question des affinités entre le nazisme et le bolchevisme est abordée d'autant plus volontiers que les horreurs du régime instauré par Lénine, horreurs dont cette droite n'avait pas besoin d'être convaincue, pouvaient servir de pierre de touche. Ainsi procède Hermann Rauschning dans sa fameuse *Revolution des Nihilismus : Kulisse und Wirklichkeit im dritten Reich* qui connaît une diffusion mondiale juste avant la guerre.⁴⁰⁴ La comparaison entre nazis et bolcheviks est un lieu commun de la littérature des exilés allemands de droite comme de gauche après 1933.

l'on sait semble bien l'avoir fortement amincie. La plupart des grands Juifs marxistes qui ont été les premiers parrains du communisme, à commencer par Trotsky, sont aujourd'hui, ou dans la tombe, ou en cellule, ou dans l'exil. »

⁴⁰⁴ Erg.uverb.Aufl. Zürich : Europa, 1939. ---» Rééd. Zurich : Europa, 1964. -- » *La révolution du nihilisme*. Paris : Gallimard, 1939. --- » *The Revolution of Nihilism : Warning to the West*. New York : Alliance, 1939. Président du Sénat de Dantzig, il démissionne de cette charge en 1935, et doit fuir l'Allemagne ; exilé en Suisse, en France, puis aux États-Unis, il devient un opposant au régime nazi, et écrit plusieurs ouvrages dans lesquels il cherche à avertir ses contemporains de la nature « nihiliste » du régime dirigé par Hitler.

[179]

Le Pacte Hitler-Staline va dès lors apparaître en 1939 tant aux chrétiens et aux conservateurs qu'aux démocrates libéraux comme la preuve en acte des affinités profondes qui existaient de tout temps entre les régimes. Le pacte germano-soviétique fait apparaître aux yeux de tous Hitler et Staline comme deux « étoiles jumelles » : c'est la formulation de Léon Trotsky et des trotskystes qui eux aussi voient confirmées leurs pires craintes.

J'ai parlé du *Totalitarian Enemy* de Borkenau ⁴⁰⁵ et j'ai montré William Henry Chamberlin à Londres dans *The World's Iron Age*, essai écrit avant que Hitler n'attaque son allié, qui articule expressément l'idée d'un lien de cause à conséquence entre bolchevisme et nazisme et met dès lors le léninisme à l'origine du malheur du siècle faisant des fascismes des imitations antagonistes et des transpositions en quelque sorte plagiaires ultra-réactionnaires de la révolution russe. Chamberlin anticipe lui aussi à la fois sur la notion de désir et de violence mimétiques chez René Girard et, bien entendu, sur celle de « Lien causal » qui sera développée quarante ans plus tard Ernst Nolte en suscitant l'indignation.

La thèse de Bernard Bruneteau selon qui la littérature comparatiste dans les années 1930 a été abondante, approfondie déjà, et qu'elle est venue de tous les horizons politiques donnant « ses premières assises à la théorie du totalitarisme » est indiscutable. Elle tient même de l'évidence. En dépit de l'effort séculaire de transmission, la vie intellectuelle fonctionne aussi à l'[auto-]censure et à l'amnésie. Seule une histoire de l'oubli et des oblitérations, des refoulements collectifs, de l'effacement des traces, — problématique qui fait malencontreusement défaut en histoire des idées — permettrait d'expliquer pourquoi tout ce pan de réflexion bien entamée a été oblitéré après 1945 et qu'il a fallu d'une certaine manière repartir à zéro et surmonter à plusieurs reprises les mêmes sortes de réticence indignée.

⁴⁰⁵ Page 48 ci-dessus.

— *Après la guerre et jusqu'à nos jours*

Hannah Arendt conclut la version originale (de 1951) des *Origins of Totalitarianism* en constatant que « la guerre entre l'Allemagne et la Russie soviétique [était une] guerre entre deux systèmes essentiellement [180] identiques ». ⁴⁰⁶ Elle écrit ailleurs que, pratiquement parlant, il importe peu « que les mouvements totalitaires adoptent le schéma du nazisme ou du bolchevisme, qu'ils organisent les masses au nom de la race ou de la classe. » ⁴⁰⁷ Sa thèse est que les différences d'objets de haine des idéologies en conflit sont choses contingentes au vu de leur commune *hybris* et leur commune inhumanité.

Sans doute des objections récurrentes du côté des « doctes » se sont constamment mêlées, dans l'avant et surtout l'après guerre, à la thèse de la ressemblance et convergence des régimes. J'en vois deux sortes, — on vient de rencontrer la première : l'Allemagne nazie et l'URSS sont censées avoir poursuivi des buts antagonistes qu'au contraire d'Arendt, plusieurs observateurs et penseurs, y compris Raymond Aron, prétendent ne pas pouvoir écarter et 2. — les niveaux de développement économique et culturel des deux pays étaient et sont trop inégaux pour permettre de comparer. À quoi s'ajoutent les objections sobrement méthodologiques : nul ne doute que l'on peut extraire et confronter des éléments identiques, - deux États à parti unique qui ont recours à la terreur pour se maintenir au pouvoir, des chefs charismatiques et des bureaucraties policières hypertrophiées, - mais ces traits communs sont-ils contingents ou essentiels, sont-ils décisifs ? Les régimes sont comparables en termes structuraux, mais en termes historiques, c'est bien plus compliqué et pour un historien, l'inclusion dans un même genre n'est fondée « que si les similitudes portent à conséquence ; autrement elle ne sert à rien. » ⁴⁰⁸ Dans les livres du grand historien du nazisme qu'est Ian Kershaw, il est dit et redit que la comparaison entre les régimes nazi et staliniens est juste, mais triviale et superficielle alors que les dissemblances sont au contraire décisives.

⁴⁰⁶ *Les origines du totalitarisme*. Éd. Pierre Bouretz. Paris : Gallimard, 2002, 860.

⁴⁰⁷ Ibid. 621.

⁴⁰⁸ Kr. Pomian, « Qu'est-ce que le totalitarisme ? », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 47 : juillet-sept. 1995.4-23.

On distingue sans difficulté les régimes de Staline et de Hitler comme ayant été différents dans leurs « idées », leurs slogans, leurs projets, les buts poursuivis, leur genèse et leur évolution, mais ces éléments pèsent moins lourd, pour une certaine analyse philosophique et éthique, que ce qui les [181] rapproche profondément. ⁴⁰⁹ L'origine marxiste de l'un et nationaliste, impérialiste de l'autre est une différence immatérielle au vu de l'identité en quelque sorte ontologique des deux systèmes dans la négation de ce qui fait la « civilisation » depuis l'Antiquité.

Cette sorte de dialogue de sourds entre « philosophes » et empiristes perdure. Certains bons historiens de nos jours veulent maintenir une graduation de l'horreur, condamner le totalitarisme soviétique tout en condamnant « even more strongly », encore plus l'extermination sur base raciale des nazis. ⁴¹⁰ « Le régime stalinien, admet de son côté Ian Kershaw, a fait plus de victimes que le nazisme. Mais l'objectif n'était pas l'extermination des ressortissants de tout un groupe ethnique jusqu'au dernier. Le goulag ne fut pas l'équivalent de Treblinka ». ⁴¹¹ On verra plus loin que cette dernière ligne de défense risque d'être enfoncée par des objections factuelles. Y a-t-il vraiment pourtant une différence morale ou quasi-légale, démontrable en toute rationalité, entre les victimes du régime NS et celles de la décosquisition, de la dékoulakisation, des déportations ethniques, les victimes des camps « de travail » et des famines organisées en URSS ? Peut-être non. Il reste que les génocides « scientifiquement » planifiés des nazis, les assassinats de malades mentaux et de handicapés, les expériences « médicales » sur des cobayes humains demeurent sans équivalent dans l'histoire. Cette singularité extrême résiste aux objections.

Toute comparaison URSS/nazisme implique au premier chef que l'on va comparer le système de travail forcé et de déportations soviétique, le Goulag (*Glavnoe Oupravlenie Lagueri*, Administration

⁴⁰⁹ Une autre cause de colère des « progressistes » hexagonaux a été suscitée en effet par le retour de la morale — du « moralisme » — par l'invocation, face aux crimes d'État du 20^e siècle, des règles morales séculaires, invocation qui, de fait, accompagne et nourrit la rhétorique des anti-totalitaires des années 1970-80 et des ainsi dénommés néo-réactionnaires dans la foulée.

⁴¹⁰ Robert O. Paxton, *The Anatomy of Fascism*. New York : Knopf, 2004. ---» Rééd. en format poche. New York : Vintage Books, 2005, 213.

⁴¹¹ « Nazisme et stalinisme », *Le Débat*, 89 : 1996.

centrale des camps), et celui des camps de concentration et d'extermination des nazis. La comparaison d'ensemble en tout cas sera éminemment illustrée par celle-ci. C'est à ce titre qu'elle est intolérable non seulement pour les (ex-)communistes et une partie de la gauche, mais aussi pour ceux, activistes juifs notamment, pour lesquels [182] « Auschwitz » doit demeurer un absolu numineux unique et in-comparable.

La ressemblance des systèmes concentrationnaires avait été pourtant connue du public lettré dès 1949 par un témoignage « de première main » si l'on peut dire, celui de Margarete Buber-Neumann, cette activiste communiste allemande, qui survécut aux camps du goulag en Union soviétique et aux camps de concentration nazis en Allemagne et en témoigna dans *Als Gefangene bei Stalin und Hitler*.⁴¹² En 1940, Staline avait livré à Hitler les communistes allemands. Buber-Neumann témoigna à Paris lors du procès Kravtchenko et son récit, qui établissait le parallèle entre les camps soviétiques et les camps nazis, représenta un des temps forts du procès. C'était la première fois qu'un témoin irréfutable dévoilait l'existence des camps de déportés politiques en URSS et leur inhumanité. C'est dire qu'en dépit du refoulement obstiné de ces « données » dans une partie de la gauche, lesdites données sont connues depuis bien plus d'un demi siècle. Comme l'écrit Jacques Rossi dans son *Manuel du Goulag* : « Il est inutile de chercher à savoir lequel des totalitarismes, dans notre siècle, fut le plus barbare, lorsque tous deux imposèrent la pensée unique et laissèrent des montagnes de cadavres. »⁴¹³

La comparaison, dans les années 1950 et jusqu'aux années 1990, a souffert d'une discordance d'information faute d'accès aux archives. Les historiographies de l'Allemagne nazie et de l'URSS différaient non seulement par le personnel engagé dans ces recherches, par ses conflits d'écoles et les arrière-pensées politiques des uns et des autres, par l'accueil et la demande culturels, mais, concrètement, par des moyens d'investigation absolument inégaux — avant l'ouverture d'abord réticente mais de plus en plus étendue des archives soviétiques après 1991.

⁴¹² *Prisonnière de Staline et d'Hitler* 1. *Déportée en Sibérie*, Paris, Seuil, 1949. Vol. 2. *Déportée à Ravensbruck*.

⁴¹³ Sous titré *Dictionnaire historique*. Le cherche-Midi, 1997.

Il a fallu attendre la fin du siècle passé pour voir paraître des livres savants expressément consacrés à la comparaison entre les régimes soviétique et nazi. ⁴¹⁴ Le principal ouvrage comparatiste de langue anglaise est *Stalinism and Nazism : Dictatorships in Comparison* de Ian Kershaw et M. Lewin lesquels [183] entendent dépasser la problématique du totalitarisme. ⁴¹⁵ Les auteurs tiennent à longuement justifier la comparaison/non assimilation à laquelle ils procèdent - ce qui signale les réticences qu'ils savent devoir affronter. D'autres études récentes comparent les régimes à travers les deux dictateurs, Staline et Hitler, et le culte qui leur a été voué, ainsi que fait Richard Overy, professeur à Exeter, avec *The Dictators : Hitler's Germany and Stalin's Russia*. ⁴¹⁶ Il ne s'agit pas de se demander anecdotiquement lequel fut le plus dérangé ou le plus criminel, de contraster un Hitler paresseux et fort peu bureaucratique et un Staline besogneux et hyper-actif, mais de comprendre les processus historiques qui ont conduit ces deux dictatures au meurtre de masse à une échelle colossale. Au couple Staline/Hitler, Robert Gellately conjoint désormais le fondateur même de l'URSS dans son *Lenin, Stalin and Hitler : The Age of Social Catastrophy*. ⁴¹⁷ Une telle confrontation des trois agents de l'apocalypse au 20^e siècle eût été impensable même dans les temps de la Guerre froide.

Mussolini passe décidément au second plan avec les Pilsudsky, les Franco et autres monstres mineurs.

Pendant un demi-siècle, de soi-disant progressistes ont assumé une posture d'indignation morale pour rejeter toute démarche comparatiste et qualifier toute analyse de la convergence des deux régimes comme étant « de droite », sinon « fasciste ». Ces attitudes de feinte indignation ont fait leur temps, elles ont cessé d'intimider. On observe à la fois des réorientations fructueuses et sans tabou du travail savant et une mutation de la « doxa lettrée » — phénomènes distincts. La thèse dénégatrice des « erreurs » malheureuses et des perversions et dérives inopinées du ci-devant socialisme réel est déconsidérée. Et pourtant, la perpétuation d'une résistance à embrasser d'un seul regard avec équanimité

⁴¹⁴ Voir par ex. : Henry Rousso, dir. *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*. Bruxelles : Complexe et Institut d'histoire du temps présent, 1999.

⁴¹⁵ Cambridge : Cambridge UP, 1997.

⁴¹⁶ New York : Norton, 2004.

⁴¹⁷ New York : Knopf, 2007.

les deux régimes totalitaires se constate - dans le monde francophone particulièrement : « Tout se passe comme si les représentations et les usages discursifs du *totalitaire* étaient rigoureusement astreints au régime de la vision unilatérale ; comme si les deux grands archipels concentrationnaires, le nazi et le stalinien, ne pouvaient être vraiment visibles en même temps et avec la même acuité ; comme si « voir » [184] vraiment l'un, en sonder jusqu'au fond toute l'horreur dé-civilisatrice impliquait nécessairement mal voir l'autre ou ne pas le voir du tout ; comme si, depuis les années 1930, se perpétuait inlassablement ce principe des éclipses et des permutations en vertu duquel les camps nazis ne sont pleinement exposés que pour autant que l'archipel du goulag demeure dans un arrière-plan indistinct, et réciproquement. » ⁴¹⁸

La comparaison du régime soviétique - ou même celle des seules années staliniennes, qui sont *aussi* les glorieuses années de la Grande guerre patriotique — la comparaison avec le nazisme a été *taboue* en URSS jusqu'en 1991. On la voit émerger timidement et sous cape sous la Perestroïka. Il est vrai que les terribles livres sur les camps de Varlam Chalamov ⁴¹⁹ et le roman de Vassili Grossman, *Zhizn i sudba*, Vie et destin, écrit en 1960, publié seulement en 1984, faisaient explicitement le rapprochement du stalinisme et du nazisme et confrontaient leur identique inhumanité. La littérature russe en dit plus long depuis plus longtemps que les savoirs académiques et à coup sûr que les médias sous surveillance.

La comparaison des deux régimes s'est pourtant répandue après la Chute. Elle est en quelque sorte devenue un élément obligé, évident aux historiens « de l'Est » quel que soit le point où les uns et les autres la poussent. L'ouverture des archives de Moscou depuis quinze ans a contribué à accélérer le comparatisme. Dès 1988, Andreï Gratchev, un des porte-parole de Gorbatchev et auteur de nombreux ouvrages ultérieurs sur la dissolution de l'URSS, avait parlé, au milieu de la stupéfaction scandalisée de plusieurs, d'une « éclatante similitude entre les deux systèmes totalitaires ».

⁴¹⁸ Alain Brossat, *L'épreuve du désastre. Le 20^e siècle et les camps*. Paris : Albin Michel, 1996. 373.

⁴¹⁹ Les Récits *de la Kolyma* de Varlam Chalamov retracent l'expérience de Chalamov dans les camps du Goulag où se sont écoulées dix-sept années de sa vie.

À l'Ouest également, la question de principe, à savoir de légitimité de méthode me semble réglée. J'ai cité plus haut Jacques Julliard qui, ayant beaucoup bataillé en ce sens depuis les années 1970, résume en 2003 en une formule l'idée de la comparaison moralement licite et potentiellement fructueuse : « Je ne vois pas pourquoi les crimes commis au nom du bien seraient moins condamnables que les crimes commis au nom du mal », [185] exprime Julliard.⁴²⁰ Le procès fait à tout recours à la catégorie de « totalitarisme » est tendancieux : il ne relève aucunement de scrupules méthodologiques que l'on feint de brandir, « il me semble avec le recul, interjecte-t-il, que c'est la récusation du totalitarisme qui procède de l'idéologie beaucoup plus que des sciences sociales ». « Comparer n'est pas identifier, mais faire ressortir aussi bien les différences que les ressemblances. Comparer, c'est faire comprendre. »⁴²¹ Sans doute les projets idéologiques apparents sont antagonistes, mais « lorsque le communisme et le nazisme sont au pouvoir, leur fonctionnement est tout à fait comparable et ne cesse avec le temps de se rapprocher. ... En somme, si les militants communistes et nazis n'ont rien à voir les uns avec les autres, les fonctionnaires et officiels des partis se ressemblent comme deux gouttes d'eau. »⁴²² Il est recevable désormais, dans le monde savant à tout le moins, de comparer les deux régimes extrêmes qui ont cherché à s'exterminer. La plupart des chercheurs contemporains en Occident me semblent accepter de s'inscrire dans le cadre comparatiste d'un totalitarisme à deux pôles antagonistes. Toutefois — c'est le point de dissension et le principal nœud de controverses qui subsiste — tous n'étendent pas le « rapprochement » à l'URSS depuis 1917 (jusqu'à 1991 ?), réticents, ils isolent plutôt une « ère stalinienne ». Ainsi fait Enzo Traverso qui écrit :

⁴²⁰ Julliard, contribution in *Une si longue nuit*, 28.

⁴²¹ J. Julliard, in *Une si longue nuit*, 31.

⁴²² Ibid., 33.

Les totalitarismes — le stalinisme comme le nazisme — tendent à supprimer les frontières entre l'État et la société. ... [ils s'évertuent à] un même travail pratique de destruction du politique comme lieu de confrontation de la diversité des hommes. ⁴²³

Dans cette phrase, « stalinisme » est cependant une interpolation notionnelle équivoque. Il y a sans nul doute dans cette comparaison limitée des deux régimes à une « ère », une « époque » particulièrement sanglante, dans la seule confrontation Staline/Hitler, une façon que d'autres vont juger insincère de faire l'impasse, de ne pas aborder la question qui vient à l'esprit : avant 1929, avant la dictature absolue du secrétaire général, et après la mort du *Vojd* et la déstalinisation, du Dégel à la Stagnation, le système soviétique avait-il et [186] a-t-il été *qualitativement* différent - ou bien la différence des années staliniennes est-elle seulement dans l'intensité de la terreur et de la répression ? Pour dire sans plus « le stalinisme comme le nazisme », il faut que le « stalinisme » (entité indéfinie dont nous reparlerons ⁴²⁴) ait été en rupture avec la dynamique léniniste, la dynamique du parti bolchevik, avec le cours des événements de 1917 à 1929, - rupture que la plupart des historiens n'aperçoivent pas, alors qu'ils observent plutôt une terrible continuité dans la « fuite en avant » de l'État-parti. La charge de la preuve est à celui qui discerne une rupture radicale et qui doit la *dater*. Dès Lénine, on voit un régime fondé sur la terreur et le meurtre de pauvres hères par centaines de milliers puis par millions. On ira lire le déjà ancien *La Terreur sous Lénine* de Jacques Baynac, paru au Sagittaire, 1975, ouvrage où le nombre des victimes directes du bolchevisme au pouvoir, de 1918 à 1920 seulement, est évalué à environ deux millions et demi de morts.

Comparer n'est pas assimiler, pourquoi avoir à le répéter ? Récemment, deux historiens américains, classés naguère comme « révisionnistes », Michael Geyer et Sheila Fitzpatrick, ont dirigé un collectif international qui, tout en cherchant une fois encore à « dépasser » la catégorie, admet unanimement qu'il n'est plus possible de l'écarter en vue de comparer, *à la fois* dans leurs fortes ressemblances et dans leurs

⁴²³ Traverso, dir. *Le totalitarisme. Le XX^e siècle en débat*. Paris : Seuil, 2001. 17.

⁴²⁴ Chap. 3 : « Que faire avec « stalinisme » ? »

grandes divergences, les deux régimes qu'on a qualifiés par excellence idéaltypique de « totalitaires », le régime bolchevik (réduit à croire le titre du livre à l'épisode stalinien mais, il faut le dire, à la lecture, s'étendant à des degrés variables de virulence, de 1917 à 1991 inclusivement) et le régime nazi : *Beyond Totalitarianism : Stalinism and Nazism Compared*.⁴²⁵

En ce qui concerne la parenté entre nazisme et communisme, conclut de façon semblable Marcel Gauchet dans *À l'épreuve des totalitarismes, 1914-1974*, il faut s'efforcer de penser à la fois leur opposition radicale et la similitude de leur formule profonde.⁴²⁶ Gauchet précise son distinguo : « Je ne dis pas qu'ils sont semblables, mais qu'ils appartiennent à la même famille sous deux visages opposés. Ils sont radicalement ennemis : l'anticommunisme est l'un des moteurs fondamentaux du fascisme et du nazisme, tandis que [187] l'antifascisme est le leitmotiv du communisme. Ils ne se rattachent pas moins à une source commune. » Revenant à la notion de religion séculière à laquelle j'ai consacré le volume II, Gauchet dit bien ce qui est en jeu et à quoi j'adhère : « L'intérêt de la notion d'"anti-religion religieuse" est précisément d'expliquer en quoi ces projets antagonistes expriment la même aspiration. »

Le Britannique Michael Burleigh s'en prend aux historiens « révisionnistes » anglo-américains dont Sheila Fitzpatrick, évoquée plus haut mais qui a résolument révisé ses positions de jadis, et Abbott Gleason :⁴²⁷ il les trouve confus et sophistiqués. Il leur préfère sans hésiter, dit-il, les littérateurs qui ont parlé d'expérience de l'URSS et, comme Vasili Grossman et Varlam Chalamov, ont *fait voir* la réalité des choses sans étendre les voiles de précautions académiques. « Ni le jargon abstrus de la « science » humaine, ni les schémas explicatifs de plus en plus tortueux employés par les historiens révisionnistes de l'Union soviétique — et on pourrait ajouter de l'Allemagne nazie — ne soutiennent la comparaison avec la littérature d'idées ou de mémoire, de Kravchenko à Soljenitsyne, ni avec les classiques de la littérature issue de l'imagination ou de l'expérience comme chez Orwell ou Koestler — qui

⁴²⁵ Cambridge : Cambridge UP, 2009.

⁴²⁶ Gallimard, 2010.

⁴²⁷ A. Gleason, *Totalitarianism : The Inner History of the Cold War*. New York, Oxford : Oxford UP, 1995.

tous deux avaient une connaissance "de terrain" du stalinisme. » ⁴²⁸
 Burleigh reproche à ces historiens de polémiquer contre un *StrawMan*,
 contre les théoriciens anciens du totalitarisme en se concentrant sur des
 passages où leurs typologies idéales ne correspondent pas aux méfaits
 du nazisme et du stalinisme et en exagérant l'instrumentalisation du
 concept pendant la Guerre froide pour pouvoir l'écarter comme indigne
 de la « science ». Mais, constate Michael Burleigh, ils s'évertuent à
 ignorer « des approches plus imaginatives ou philosophiques, comme
 on peut le voir dans l'incapacité totale de ces critiques d'engager un dé-
 bat avec la pensée de Raymond Aron ou Hannah Arendt, par
 exemple. » ⁴²⁹

— *Le marxisme assimilé à un fascisme*

L'historien de Marx — de Marx trahi par les marxismes, — Michel
 Henry dans *Du communisme au capitalisme* a tiré en 1990 les consé-
 quences de la faillite des [188] « socialismes réels ». Il développe la
 thèse du « marxisme comme théorie fasciste » et théorie « génoci-
 daire » à partir de ses principes mêmes. ⁴³⁰

La liquidation de couches entières de la population telle qu'elle s'est ac-
 complie dans nombre de pays à l'heure de la révolution communiste n'est...
 pas une sorte d'accident malheureux provenant de circonstances locales ou
 des excès de certains dirigeants : c'est une conséquence de la théorie. Cette
 liquidation doit d'abord recevoir son vrai nom, celui de génocide. Il y a gé-
 nocide partout où une population est anéantie dans son ensemble, sans qu'il
 soit souffert d'exception. ⁴³¹

Cette thèse assimilatrice extrême dans un « fascisme générique »,
 thèse inaudible dans la gauche européenne, était apparue bien

⁴²⁸ Michael Burleigh in *Quand tombe la nuit. Origines et émergence des ré-
 gimes totalitaires en Europe*, 39.

⁴²⁹ Ibid. 47.

⁴³⁰ Chap. 3 de Henry, *Du communisme au capitalisme. Théorie d'une catas-
 trophe*. Paris : Odile Jacob, 1990.

⁴³¹ P. 82.

auparavant : marxisme et fascisme sont des homologues, des semblables opposés. Les deux régimes qui s'en sont réclamés sont les deux « faces de Janus » d'un Siècle totalitaire, leurs affinités idéologiques étant bien plus profondes que leurs contingents affrontements.⁴³² C'est la thèse soutenue depuis un demi-siècle par Anthony James Gregor, historien américain à l'œuvre abondante, professeur de science politique à Berkeley, qu'on peut étiqueter, pour qui a besoin d'étiquetage, de « droite libérale ». Gregor a entamé en 1969 avec *The Ideology of Fascism : The Rationale of Totalitarianism*⁴³³ une œuvre d'abord centrée sur le fascisme italien et sur son idéologie — laquelle, à cette date, avait été largement négligée. Gregor inclut le régime mussolinien dans ce qu'il désigne comme « les deux Faces de Janus », les deux formes de droite et de gauche — censément opposées quoique guère dissemblables à son sentiment — de radicalisme totalitaire du siècle, *The Faces of Janus : Marxism and Fascism in the 20th Century*.⁴³⁴ Gregor fait des régimes bolcheviks et puis maoïstes, non pas les antagonistes du fascisme, mais les « variantes asiatiques » [189] d'un Fascisme global de sa façon. Chez Gregor, le *genus* est Fascisme, les espèces étant alors bolchevisme, fascisme italien, nazisme etc. « Marxist theory reveals itself as a variant of Generic fascism ». ⁴³⁵

• *Précédence du bolchevisme et lien causal : Ernst Nolte*

[Retour à la table des matières](#)

Quarante ans après que des observateurs des années 1930 en grand nombre avaient aperçu un lien de causalité imitative entre communisme et fascismes, la querelle savante va se déchaîner et d'abord, sans surprise, en Allemagne.

⁴³² *The Faces of Janus. Marxism and Fascism in the 20th Century*. New Haven CT : Yale UP, 2000.

⁴³³ New York : Free Press ; London : Collier-Macdonald, 1969. A. Gregor est né Anthony Gimigliano à New-York.

⁴³⁴ New Haven CT : Yale UP, 2000.

⁴³⁵ *The Faces of Janus*, X. Voir sur tout ceci quelques pages au volume I.

Pour l'historien Ernst Nolte dont l'œuvre qui débute en 1963 avec la trilogie *Der Faschismus in seiner Epoche*, est accompagnée de controverses d'une rare violence, l'essentiel de l'histoire européenne de la première moitié du siècle se ramène au combat entre deux mouvements et deux régimes extrêmes, le bolchevisme et le national-socialisme, issus effectivement de certaines « idées » qui se sont emparées des masses et se sont fondés sur elles. « Aucun siècle de l'histoire n'avait encore provoqué autant de passions idéologiques, de sacrifices consentis, de guerres, d'actes de cruauté et d'inhumanité que le 20^e siècle », écrit Nolte.⁴³⁶ L'historien berlinois part de deux axiomes : — de l'idée, que je vois fructueuse en son principe, de la « provenance commune » du fascisme et du communisme résultant de la crise permanente, de la désillusion et de la frustration permanentes qu'entretient la démocratie libérale et — de l'idée de leur complémentarité dans l'antagonisme. « Le fait que les deux idéologies se proclament en situation de conflit radical ne les empêche pas de se renforcer l'une l'autre par cette hostilité même : le communiste nourrit sa foi de l'antifascisme, et le fasciste de l'anticommunisme. »⁴³⁷

Beaucoup admettaient *en passant* qu'on peut observer entre les deux régimes de fortes ressemblances : culte du chef, parti unique, rôle légitimant de l'idéologie, contrôle des esprits, camps de concentration, recours à la terreur, volonté d'extermination de l'« ennemi » qu'ils se donnent. Mais de telles [190] analogies sur lesquelles la plupart ne choisissent pas de s'arrêter n'amorcent pas une explication. Ce qui caractérise la pensée de Nolte est d'établir un ordre de causalité : c'est la thèse du *kausale Nexus*, de l'inspiration et du modèle bolcheviques pour un nazisme qui se trouve décrit comme une imitation ultra-nationaliste, antagoniste et « réactive » (et compréhensible à cet égard sans être absoute) à une criminalité totalitaire venue pourtant d'ailleurs. La thèse fondamentale d'Ernst Nolte est que le nazisme doit être compris historiquement comme une réaction au péril bolchevik en même temps qu'il a opéré un emprunt systématique des moyens de propagande, mais aussi des procédés de terreur et de massacres de masse des Soviétiques. Nolte

⁴³⁶ Nolte, *Ipresupposti storici del national socialismo*. Milano : Marinotti, 1998. (= original en italien) --- » *Les fondements historiques du national-socialisme*. Monaco : Éditions du Rocher/Jean-Paul Bertrand, 2002, 111.

⁴³⁷ François Furet et Ernst Nolte. *Fascisme et communisme*. Paris : Pion, 1998. p. 63, lettre de Furet du 24 juin 1996.

se met alors en devoir dans ses livres successifs des années 1970-80 de creuser le « lien causal », *der kausale Nexus*, ⁴³⁸ entre la terreur rouge et la terreur nazie, entre le Goulag et les camps nazis, entre les massacres « de classe » commis par les communistes, massacres des kou-laks et des bourgeois, et l'ultérieur génocide nazi, « le plus terrible assassinat de masse de l'histoire », Nolte *dixit*, mais néanmoins *copie* des massacres staliniens. Les deux régimes en somme se ressemblent en matière de totalitarisme et d'inhumanité, mais c'est parce que l'un a copié l'autre. La question de l'histoire *sui generis* du nationalisme *völkisch* allemand et de sa montée en puissance est non pas ignorée, mais sous-estimée et minimisée : c'est ici que se justifient certaines objections auxquelles je viendrai plus loin.

C'est dès lors la Révolution d'Octobre qui, cause indirecte du fascisme et du nazisme, est la cause initiale du malheur du siècle. Hitler est atroce, mais Lénine vient avant Hitler et dans l'histoire moderne, il est clairement « plus original » que lui qui, à suivre Nolte, n'a fait que plagier son *hybris* en la transposant en clé contre-révolutionnaire. « Le fait fondamental est le suivant : quelques centaines d'hommes sont persuadés qu'ils ont la mission de libérer le monde. C'est une expérience capitale pour le monde d'alors qu'une petite

minorité, ce qu'étaient les bolcheviques, puisse prendre le pouvoir. ... Les deux grandes idéologies, grandes par leurs effets, que furent le marxisme bolchevique et le fascisme national-socialiste n'étaient pas parallèles mais il existait bien entre elles un nœud causal en matière d'organisation et de méthodes. Un dirigeant communiste allemand a pu dire : "Le parti national-socialiste n'est que la contrepartie contre-révolutionnaire du parti [191] révolutionnaire de l'Union soviétique." » ⁴³⁹ « D'ailleurs, remarque Nolte à l'adresse de ses détracteurs, ce sont précisément les gens qui s'irritent de mon « nexus causal » qui n'arrêtent pas de parler de fascisme contre-révolutionnaire, comme si une contre-révolution pouvait exister sans avoir de « nexus causal » avec une révolution. » ⁴⁴⁰

⁴³⁸ Nolte, *Der kausale Nexus. Revisionen und Revisionismen in der Geschichtswissenschaft*. München : Herbig, 2000.

⁴³⁹ Ernst Nolte dans : www.libertepolitique.com/les-extraits-de-la-revue-liberte-politique/4332-entre-nazisme-et-communisme.

⁴⁴⁰ *Entre les lignes de front*. 54.

La théorie repose sur l'établissement du précédent chronologique : la Terreur rouge date des débuts du régime, la dékoulakisation date de 1930-32, l'amorce du génocide des Juifs ne peut être datée que de 1939 au plus tôt. La violence pure est érigée par Lénine en système de gouvernement vingt-cinq ans avant la prise de pouvoir nazie. Le mouvement communiste était expressément conçu par les Bolcheviks comme un « parti de guerre civile », mouvement nécessairement menaçant pour ceux qui n'en partageaient pas les visées. Il est arrivé alors que, dans certains pays comme l'Italie et l'Allemagne, devant ce parti s'est dressé à l'extrême droite un *autre* parti de guerre civile, un parti symétriquement semblable et non moins décidé sinon plus, qui a finalement triomphé pour un temps en battant les communistes avec leurs propres armes. Nolte ne se borne pas à comparer statiquement des régimes, des totalitarismes à la façon des politologues américains de la Guerre froide, il cherche à montrer des dynamiques réactives qui se nourrissent de la furie les unes des autres, dès lors, une dépendance mutuelle comme mouvements et comme régimes. L'affrontement au milieu du siècle des communistes et des nazis doit se comprendre dans le cadre d'une *Europäische Bürgerkrieg*, une guerre civile de trente ans. C'est la Révolution bolchevique qui est « l'événement fondamental dans l'histoire de l'Europe entre les deux guerres mondiales et le défi que lança dans les années 1919-1920 au système libéral le bolchevisme victorieux en Russie ». ⁴⁴¹ On remarque que cette conception du fascisme comme ayant été un anti-bolchevisme avant tout bat en brèche la première définition du fascisme générique, celle du Komintern même, qui faisait du fascisme non une réaction mais le résultat d'une évolution fatale, le stade ultime du capitalisme aux abois qui mettait bas le masque face à sa propre crise finale non moins qu'au défi lancé en [192] 1917 par le prolétariat révolutionnaire. ⁴⁴²

Nolte en vient alors à un énoncé qui a particulièrement suscité l'indignation chez tout ceux qui tiennent, pour des motifs divers, à affirmer *l'unicité* de la Shoah : l'Archipel du Goulag est premier, — Auschwitz n'était pas, et pour cause, dans les esprits de ceux qui dès 1920 ont inventé et développé le Goulag, alors que le Goulag, — « accentué par la déraison nazie » laquelle avait, concède Nolte, avec une constante

⁴⁴¹ *Die faschistischen Bewegungen*. München : Deutschen Taschenbuch Vg, 1966.

⁴⁴² Voir mon volume I.

ostentation d'équanimité, des causes indépendantes qui remontent loin dans l'histoire allemande, - le Goulag donc était, à titre de modèle atroce à émuler, dans les esprits des créateurs de camps nazis. Auschwitz est dès lors aussi une forme de réaction alimentée par la peur : « Auschwitz was the fear-borne reaction to the acts of annihilation that took place during the Russian revolution ». Nolte insiste : « Those who do not wish to see Hitler's annihilation of the jews in this connexion are perhaps lead by very noble motives but they are falsifying history ». ⁴⁴³ On voit le glissement qui s'opère d'une formulation à l'autre et qui lui fait traiter de faussaires ceux qui rejettent sa thèse première. Nolte qui s'entend pour indigner en prétendant exprimer de simples évidences, analyse par exemple les fortes ressemblances des « démocraties populaires » sous Staline avec les fascismes : « il faut aujourd'hui être totalement dépourvu d'impartialité idéologique pour nier que la Pologne de Bierut, la Tchécoslovaquie de Gottwald et la Bulgarie de Dimitrov ont — du moins dans leurs manifestations apparentes — présenté bien plus d'analogies avec le fascisme que les États d'Europe occidentale aux régimes instables et aux opinions mobiles ». ⁴⁴⁴

— *Querelles d'Allemands*

Je l'ai suggéré plus haut : on pourrait voir dans la thèse de Nolte une simple mais éminente illustration de ce que René Girard a caractérisé comme la « rivalité mimétique » — phénomène extrêmement utile pour la compréhension de quantité de faits historiques. « L'homme, pose Girard, désire toujours [193] selon le désir de l'Autre ». Ernst Nolte va toutefois plus loin que l'idée de réaction imitative de la gauche révolutionnaire par la droite extrême : l'inspiration criminelle reçue des Soviétiques, laisse-t-il entendre, peut tant soit peu disculper le nazisme comme ayant été à de certains égards un fait de « légitime défense ».

⁴⁴³ Nolte, dans le livre qui récapitule la Querelle de Rudolf Augstein *et al. Historikerstreit : die Dokumentation der Kontroverse und die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*. München : Piper, 1987. ---» *Forever in the Shadow of Hitler ? Original Documents of the Historikerstreit*. Atlantic Highlands NJ : Humanities Press, 1993, 13.

⁴⁴⁴ *Entre les lignes de front. Entretiens avec Siegfried Gerlich*. Monaco : Éditions du Rocher, 2008.

Celui-ci ne fut en somme qu'une imitation aggravée tout en étant, Nolte *dixit*, la « conséquence logique » du sanguinaire modèle communiste. Avec cette théorie du nazisme comme imitation réactive à la criminalité bolchevique qui appellerait la « compréhension » sans aucunement l'« absoudre », l'œuvre abondante de Nolte a été depuis trente ans au cœur de controverses savantes véhémentes, les *Historikerstreiten* successives outre-Rhin. L'historiographie du nazisme est en effet scandée jusqu'à nous de controverses allemandes, l'*Historikerstreit* de 1986-87, celle que déclenche la correspondance entre Martin Broszat et Saul Friedländer, la controverse sur Daniel Goldhagen et son *Hitler's Willing Executioners : Ordinary Germans and the Holocaust* en 1996, la polémique autour de l'exposition organisée par l'*Institut für Sozialforschung* sur les crimes de la Wehrmacht, de 1999 à 2002 — et bien d'autres. Toutes ces controverses reviennent à deux questions lancinantes, celle de la responsabilité des Allemands « ordinaires » et celle de la culpabilité culturelle en longue durée de l'Allemagne. Theodor W. Adorno, Jürgen Habermas, tous les philosophes revenus d'exil ont veillé à empêcher les Allemands de tourner la page et n'ont cessé de pousser le fer dans les plaies.

La première « Querelle des historiens » allemands est précisément déclenchée par les thèses exposées par Ernst Nolte dont je viens de parler, - dans un article d'abord, intitulé « Vergangenheit die nicht vergehen will », « Un passé qui ne veut pas passer » dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 6 juin 1986, et développées dans un livre de haute ambition et grande érudition, *Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945 : Nationalsozialismus und Bolschewismus*. Frankfurt aM : Propyläen, 1987, La guerre civile européenne, 1917-1945. ⁴⁴⁵

Un autre historien de droite, Andréas Hillgruber, lui aussi visé par la Controverse, avait bricolé « patriotiquement » dans le même temps un autre et contradictoire alibi fallacieux : le Génocide avait été le fait d'un cercle restreint de fanatiques, il était demeuré entièrement caché à la masse allemande.

[194]

⁴⁴⁵ Nolte, Ernst. *Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945. Nationalsozialismus und Bolschewismus*. Frankfurt aM : Propyläen, 1987. ---» *La guerre civile européenne 1917-1945 : national-socialisme et bolchevisme*. Préf. Stéphane Courtois. Paris : Les Syrtes, 2000.

Beaucoup des travaux érudits en allemand publiés après 1945 tournaient autour de la problématique auto-accusatrice du *Sonderweg*, d'une « voie allemande particulière », d'un chemin de traverse anormal qui aurait été pris bien avant 1933 par la culture philosophique, civique et politique allemande — problématique culpabiliste prédominante chez les historiens (à l'exception, précisément, d'une poignée d'historiens de droite) jusque dans les années

1980. Ce sont ces historiens culpabilistes qui « gagneront » la première *Historikerstreit* déclenchée contre les thèses jugées « apologétiques », d'Ernst Nolte et Andréas Hillgruber. La Querelle des historiens va produire quelque 1200 textes polémiques qui vont de l'article à la monographie. Elle est devenue du même coup le cas par excellence des grandes controverses intellectuelles du siècle passé autour d'un « Passé qui ne passe pas ». Jürgen Habermas a développé la thèse conspiratoire d'une conjuration d'historiens conservateurs désireux de « réviser » l'histoire allemande pour disculper le nazisme ou, du moins, les Allemands qui ont suivi plus ou moins activement le nazisme. C'est en ce qui concerne Nolte, une interprétation étroite et peu éclairante d'une complexe entreprise intellectuelle qui a résisté à ces dénonciations réductrices.

Ernst Nolte a évolué du reste au cours du tiers de siècle qui s'est écoulé. Il a complexifié sa généalogie du nazisme et corrigé dans une certaine mesure ce qu'il y avait d'outrancier et d'unilatéral, ce qui transparaissait de volonté de déculpabiliser les Allemands. On avait pu dans les années 1980, admet Tzvetan Todorov, adresser à Nolte des critiques légitimes « sur sa restriction des sources du nazisme à la seule passion antimarxiste et anticommuniste, comme si le mouvement allemand ne provenait pas aussi, directement, d'une réaction à la société bourgeoise de son temps. » Toutefois, il faut reconnaître que, dans des écrits plus récents, Nolte a rendu plus complexe le tableau qu'il dresse des sources du nazisme. « Il s'arrête longuement sur les traditions antisémite et nationaliste en Allemagne, à la fin du 19^e siècle, sur l'impact des rivalités impérialistes et du darwinisme social. » ⁴⁴⁶

— *Dialogue critique de François Furet avec Nolte*

⁴⁴⁶ Todorov, *Le siècle des totalitarismes*. Paris : Laffont, 2010. Introd., 16.

En France, le nom de Nolte est désormais associé à celui de François Furet qui a consenti en 1995 à discuter admirativement les thèses de celui qui était pour l'opinion française un réprouvé dans *Le Passé d'une illusion*. Il y salue « une [195] œuvre et une interprétation qui sont parmi les plus profondes qu'ait produites ce dernier demi-siècle », et il a entretenu avec Nolte une correspondance publiée sous le titre *Fascisme et communisme*.⁴⁴⁷ Furet convient avec Nolte qu'il faut partir, pour faire l'histoire des tragédies du 20^e siècle, du « déficit politique constitutif de la démocratie moderne ». Il approuve l'approche généalogique noltienne de la tragédie européenne, « plus intéressante que la comparaison "structurelle" des totalitarismes hitlérien et stalinien ». Il accueille l'idée axiomatique que le fascisme ne devient intelligible que comme réaction au bolchevisme : il est au reste « parfaitement ridicule d'imaginer qu'un phénomène de l'importance du communisme puisse n'avoir pas entraîné une réaction spécifique », commente l'historien berlinois tout heureux de voir le Français se rapprocher de sa démarche historico-génétique.⁴⁴⁸

Furet admire donc le puissant penseur qu'est l'historien berlinois et il tient à ce que cela se sache, mais la correspondance montre qu'il demeure critique, qu'il en prend et en laisse : « Ce que Furet retient de Nolte, c'est l'idée que communisme et fascisme sont nés d'une même matrice, le système libéral : ces deux idéologies opposées déploient chacune, avec des matériaux qui lui sont propres, les contradictions du libéralisme qui constitue leur terreau commun. Mais il refuse d'en tirer une relation causale entre communisme et Nazisme. ... Il n'accepte pas davantage l'idée que la liquidation de la bourgeoisie par Lénine a montré la voie à Hitler pour imaginer la Solution finale. »⁴⁴⁹ Ces désaccords avec l'historien berlinois sont établis en toute clarté dans leur correspondance. On ne voit pas pourquoi à partir de là, « il serait interdit d'en discuter les thèses dans ce qu'elles peuvent avoir de convaincant ou de contestable. C'est cet ostracisme qui a choqué Furet, tout comme

⁴⁴⁷ Furet et Ernst Nolte. *Fascisme et communisme*. Paris : Plon, 1998.

⁴⁴⁸ Nolte, Ernst. « Sur la théorie du totalitarisme », paru dans *Le débat*, 89 : mars-avril 1996. 878.

⁴⁴⁹ Han Halévy, *L'expérience du passé. François Furet dans l'atelier de l'histoire*. Paris : Gallimard, 2007. 42.

l'indignation provoquée par l'idée même de comparer fascisme et communisme. Cette indignation, on peut la comprendre, l'expliquer, sans pour autant l'approuver. Comment en effet ne pas reconnaître, à moins de faillir à la vérité, que, comparées à l'apocalypse hitlérienne, les atrocités communistes ont souvent bénéficié dans certains milieux d'une espèce de [196] mansuétude qui n'inclinait pas à en reconnaître l'étendue et l'horreur. » ⁴⁵⁰

— *Objections et reproches*

Les ennemis de Nolte n'ont pas déposé les armes. L'Israélien Zeev Sternhell le poursuit jusqu'à aujourd'hui d'une hostilité vigilante : « Le travail de Nolte a acquis en France, grâce à François Furet, une légitimité que, la droite universitaire allemande mise à part, il n'a nulle part ailleurs dans le monde occidental. Son œuvre a ceci de particulier que par rapport à l'école totalitaire des années 1950, elle constitue, non pas une autre interprétation, mais une véritable perversion de l'histoire du 20^e siècle. On atteint ainsi un palier supérieur : ni Aron, ni Talmon, ni Arendt n'avaient eu l'idée de faire porter au stalinisme la responsabilité historique et morale du nazisme, ni au goulag la responsabilité d'Auschwitz. » ⁴⁵¹ L'historien de Jérusalem précise l'accusation dans la Préface 2000 de *Ni droite ni gauche* : « Il est historiquement absurde et moralement inique de faire porter au communisme la responsabilité de l'horreur nazie ». ⁴⁵² Chez un Sternhell, l'indignation, le rejet embrassent l'œuvre tout entière qu'il qualifie de « véritable escroquerie intellectuelle visant à rendre au nazisme un caractère humain en en faisant un reflet du stalinisme voire un acte de défense légitime face au danger communiste ». ⁴⁵³

Non seulement le nazisme n'a pas été une simple réaction contre le communisme, bien que le thème du danger communiste ait joué un rôle dans la

⁴⁵⁰ Halévy, *L'expérience du passé*, 42-43.

⁴⁵¹ Sternhell, Zeev. *Les anti-Lumières. Du 18^e siècle à la guerre froide*. Paris : Fayard, 2006. 576.

⁴⁵² *Les anti-Lumières*, 106.

⁴⁵³ *Les anti-Lumières*, 574.

poussée du nazisme, mais si le système nazi sombra dans la barbarie, ce n'était pas parce qu'il était un reflet du stalinisme mais du fait qu'il fut l'attaque la plus totale contre la civilisation occidentale jamais imaginée.

Ernst Nolte a été essentiellement répudié dans son pays pour une démarche et des thèses qui semblent avoir pour fin de chercher à atténuer la culpabilité nazie, de « disculper » du moins l'Allemagne. Il a été l'objet non pas seulement de critiques argumentées — on en rencontre, certes, face à certains moyens [197] sophistiqués auxquels il a recours et à certains dérapages « apologétiques » de ses analyses et j'y viens ⁴⁵⁴ — mais aussi de diffamations stéréotypées de la part d'adversaires qui se sont gardés de le lire.

Je retiens certaines critiques qui me semblent fondées. La comparaison entre le goulag soviétique, modèle et inspirateur, et les camps nazis, comparaison qui est au cœur de l'argumentation noltienne scotomise, oblitère une différence décisive, — lors même qu'il s'agit, comme il revient du reste à l'historien, d'établir une hiérarchie dans l'horreur. Le camp nazi est un élément d'une politique exterminationniste. Le camp soviétique, si inhumain qu'il ait pu être (et peu rentable sur le plan économique), est un « camp de travail » auquel le pouvoir attribuait des objectifs de production ; l'extermination des détenus n'est pas le but recherché si dans les années staliniennes et durant la guerre les taux de mortalité ont pu grimper en flèche. Daniel J. Goldhagen souligne cette différence dirimante :

Quelles que soient les ressemblances de forme et parfois de fond entre le goulag soviétique et le monde des camps des Allemands, les différences sont si profondes et si fondamentales que ce serait une erreur grave que de les mettre sur le même plan. Ukhnaev Ilyich, quand il voulut me faire comprendre la nature du travail dans l'agglomération de camps arctiques de Vorkuta, pendant son emprisonnement qui commença en 1948, mentionna spontanément, de son propre chef, les camps allemands : « Voyez-vous, expliqua-t-il, ce n'était pas le même genre de camps que les camps de concentration allemands. [...] Les gens qui avaient été arrêtés et emmenés là-bas [au goulag] étaient là pour travailler, et pas pour être exterminés. En d'autres

⁴⁵⁴ Edouard Husson a publié dans *Le débat* un ensemble de contributions perspicaces, "Le noyau irrationnel de l'œuvre de Nolte". n° 122, Novembre-décembre 2002, pp. 141-.

termes, l'objectif de les annihiler n'était pas présent. » ... Si les prisonniers politiques et les criminels n'avaient souvent pas droit au même traitement ..., on ne constate rien qui ressemble à la hiérarchie de traitement et de cruauté que les Allemands établirent à l'égard des différents groupes de victimes. ⁴⁵⁵

Il ne s'agit pas de reprocher à Nolte d'étudier un lien causal, quel qu'il soit et [198] il n'est certainement pas exclusif, entre le bolchevisme et la réaction nazie. Ni de nier que Lénine et Staline jouaient déjà un rôle actif dans l'histoire alors que le caporal Hitler n'était encore rien. Mais on doit lui reprocher dans la foulée de sournois sophismes : — de suggérer que l'antisémitisme nazi fut une simple « réaction » à la violence bolchevique, qu'il n'était pas une composante *sui generis* de longue durée du nationalisme allemand ; - que les crimes des nazis, les camps et les massacres de masse, furent eux aussi de simples « copies » réactives des violences et massacres soviétiques. Pour Nolte, la Solution finale n'est que la « copie » biologique de « l'original » que serait l'extermination de classes réputées ennemies organisée par les bolcheviks. Ernst Nolte amorce aux yeux de ceux qui épinglent dans ses écrits des phrases équivoques un glissement vers la légitimation de cette réaction, d'explicabilité — expressément déclarée « non absolutrice » — de cette réaction sous-tendue par les craintes réelles, répandues bien au-delà des nazis, inspirées par le messianisme bolchevik.

La théorie de la *Weltbürgerkrieg der Ideologien*, de la guerre civile mondiale de deux idéologies affrontées se complète chez l'historien berlinois d'une autre démarche généalogique que motive apparemment toujours une visée disculpatrice. La généalogie des idées nazies élaborée par Nolte notamment dans *Les fondements historiques du national-socialisme* n'est simplement pas spécialement allemande. ⁴⁵⁶ Cette généalogie inter-européenne me semble, elle aussi, conçue pour permettre aux Allemands d'échapper à leur « obsession de culpabilité ». La question de l'histoire *sui generis* du nationalisme *völkisch* allemand, de son antisémitisme populaire, de la haine germanique de la démocratie et des

⁴⁵⁵ *Worse than War*, 2009. — *Pire que la guerre. Massacres et génocides au 20^e siècle*. Fayard, 2012. 467.

⁴⁵⁶ *I presupposti storici del national-socialismo*. Milano : Marinotti, 1998. (= original en italien) --- » *Les fondements historiques du national-socialisme*. Monaco : Éditions du Rocher / Jean-Paul Bertrand, 2002.

idées des Lumières est non pas ignorée, mais minimisée. Nolte en tant que « patriote » sous-estime les sources endogènes du nazisme, fruit paroxystique du nationalisme allemand, il les *noie* dans un vaste ensemble européen. Nolte *remonte* en effet pour expliquer généalogiquement le nazisme aux contre-Lumières, c'est à dire à l'Anglais Burke, aux Français de Bonald et de Maistre non moins qu'à des penseurs romantiques allemands comme Herder et Fichte.

Nolte est assez prudent et érudit (assez sournois, pour ses ennemis) pour retracer et souligner les sources culturelles allemandes de l'Holocauste — lors [199] même que ses adversaires continuent à penser qu'il les sous-estime. L'historien récuse, non pas la notion de responsabilité collective, mais celle de la *culpabilité collective* perpétuelle des Allemands, en arguant qu'« instiller un sentiment de culpabilité chez des individus qui ne sont pas personnellement coupables, au seul motif de leur appartenance à un peuple précis » relève ... du racisme.

Enzo Traverso s'en prend au Nolte du lien causal, du *kausale Nexus* par un biais différent. Traverso ne réfute pas en tant que telle la thèse noltienne du bolchevisme comme ayant pu être de quelque façon un contre-« modèle » inspirateur des nazis ; il lui oppose un autre « modèle » généalogique-causal qui lui paraît non moins convaincant *et* comme analogie *et* comme précédent inspirateur : celui des colonialismes européens et de leurs crimes absous par l'idéologie impérialiste et expansionniste. Le modèle de Hitler n'est pas tant le bolchevisme que l'impérialisme colonial et le darwinisme social. C'est Hitler lui-même qui comparait son grand projet de *Lebensraum* allemand à conquérir aux dépens de l'Orient slave et à exploiter pour le profit du *Herrenvolk* à ce que les Indes avaient été et étaient pour les Anglais. Voici bien un autre Nœud causal attesté et reconnu par les nazis mêmes à titre de « source d'inspiration » !

If Nazism achieved a fusion of three different struggles — a colonial assault on the Slavic world, a political struggle against communism and the Soviet Union, and a racial fight against the Jews — into a unique war of conquest and extermination, this means that its model could not be Bolshevism. It would be more relevant and coherent to find its model in the colonial wars of the nineteenth century, which were actually conceived by the European imperialist powers as the appropriation of a living space, a colossal plundering of the conquered territories, a process of enslavement of the

indigenous peoples and, according to a Social Darwinist model, the destruction of inferior races. ⁴⁵⁷

Traverso fait objection à un autre concept noltien qu'il juge un amalgame abusif, celui de « génocide de classe » qui noie dans les innombrables massacres de masse du siècle passé la singularité exterminatrice d'un nazisme [200] qui a exclu de l'humanité une « pseudo-race ». Il objecte à l'usage incontrôlé par le Berlinois de « génocide », concept juridique qu'il faut rigoureusement circonscrire et non mettre à toutes les sauces. Cet abus illustre l'accusation de sophismes apologétiques visant à *noyer le poisson* de la criminalité nazie dans la brutalisation générale du monde moderne :

Nolte's analogy inevitably takes on an apologetic flavour. In his book, he uses the concept of genocide in a very broad and not very rigorous way. On the one hand he recognizes the peculiar character of Nazi genocidal policies, but on the other hand he applies this word to all violence occurring during the Second World War. For example, he imputes an « openly genocidal intention » to Churchill, quoting several passages of a letter to Lord Beaverbrook in June 1940 in which the British prime minister mentioned the means to be used in the war against Germany. Nolte defines the deportation of 'punished peoples' in the USSR as 'ethnic massacres practised in a repressive and a preventive way'. Finally, he qualifies the Anglo-American war against Nazi Germany as 'almost exclusively a war of extermination', adding that the expulsion of German populations living beyond the Oder-Neisse line was an 'ethnic murder'. Of course such comparisons are highly questionable : they erase any distinction between genocide — the planned extermination of a human group — and forced displacement of a population, however authoritarian, inhuman and reprehensible it may be, as well as between genocide and war crimes (a category to which we could consign the bombing of German civilians between 1942 and 1945). But the main problem raised by all these comparisons lies in their hermeneutic framework : the explanation of Auschwitz and of the Nazi war more generally as a preventive genocide and a preventive war, both generated by a regime facing the threat of a terrible destruction and acting from an elemental instinct of self-defence. ⁴⁵⁸

⁴⁵⁷ Traverso, « The new Anti-communism » in Mike Haynes et Jim Wolfreys. *History and Revolution. Refuting revisionism*. London : Verso, 2007. 138.

⁴⁵⁸ Ibid. 145.

On verra cependant que « génocide de classe » peut se soutenir dans l'histoire de la catégorie juridique et que « génocide » sans autre qualificatif est appliqué par ailleurs aujourd'hui par des historiens et juristes aux massacres et décimations de multiples « peuples punis » par le régime de l'URSS.

[201]

La thèse la plus sophistiquée et choquante sur laquelle Nolte est très fâcheusement revenu est que Chaïm Weizmann, ⁴⁵⁹ dans une déclaration de septembre 1939 au nom du Congrès juif mondial, a fait état de « la lutte des Juifs aux côtés des Alliés », sorte de déclaration de guerre qui justifierait « la légitimité de principe de mesures préventives » de la part des nazis. ⁴⁶⁰ Sophisme odieux qui suppose que, parlant au nom des Juifs en corps constitué, Chaïm Weizmann avait en quelque sorte déclaré la guerre au Reich. Nolte poursuit certes en décrivant sans réticence les massacres commis par les *Einsatzgruppen*, les liquidations de masse des Juifs en URSS et en Pologne, mais il continue à comparer ces massacres à ceux, admis inférieurs en nombre, mais tout à fait semblables, commis dans les mêmes régions par le NKVD : « Des contre-révolutionnaires qui, avec un esprit de suite total, prennent pour modèles les révolutionnaires, ne peuvent que commettre des méfaits bien pires parce que quantitativement plus importants. Mais communistes et nationaux-socialistes n'incarnaient pas aussi simplement l'idéal-type de la révolution ou de la contre-révolution ; car, en réalité, seule une partie des Juifs soviétiques eux-mêmes appartenaient à la population révolutionnaire, c'est-à-dire fidèle à Staline. » ⁴⁶¹ Ce passage est un exemple de ces développements nébuleux qui sont susceptibles d'exaspérer le lecteur. On lui reprochera la formulation qu'il y avait un « noyau rationnel » (ailleurs plus restrictif mais tenant à son idée, il dit une « bribe » de rationalité) à la persécution des Juifs et — implicitement — que ceux-ci, si nombreux parmi les bolcheviks et engagés aux côtés des Alliés contre Hitler, seraient tant soit peu à blâmer pour leur propre destruction. Nolte avance ici une interprétation absurde mais aussi intolérable parce qu'elle se rapproche, parce qu'elle recoupe même la vision de Hitler et de Goebbels qui se voyaient en lutte héroïque contre le

⁴⁵⁹ Il fut le premier président de l'État d'Israël entre 1949 et 1952.

⁴⁶⁰ *Fascisme et totalitarisme*, Laffont, 2008. 718.

⁴⁶¹ *Ibid.*, 721.

« judéo-bolchevisme ». Elle semble suggérer que tout n'y était pas faux - à l'antisémitisme près, et encore ! Dans la vision du monde national-socialiste, les Juifs et le bolchevisme formaient en effet une unité indissociable. Le combat sans pitié contre les Juifs trouvait notamment sa justification idéologique dans les atrocités du bolchevisme : « Le bolchevisme est une doctrine du diable, et quand on a été une fois sous son fouet, on ne veut plus rien avoir à faire avec lui. Les souffrances que le peuple russe a dû supporter sous le bolchevisme sont absolument indescriptibles. Le terrorisme [202] juif doit être entièrement éradiqué de toute l'Europe. Telle notre mission historique. » ⁴⁶²

Aujourd'hui toutefois, plus de vingt-cinq ans après la Querelle, le procès en appel si je puis dire me semble tourner à l'avantage de Nolte dans la mesure où — quelque réserve que l'on doive maintenir — le plaidoyer pour une *historicisation* du nazisme et sa mise en contexte européen venait à son heure. Étudier le nazisme, ce ne saurait être l'anathémiser indéfiniment, il fallait un jour, après une longue expiation et un long deuil, vouloir le comprendre « dans son époque », le rendre intelligible dans l'espace culturel et l'histoire de l'Europe moderne. C'est, en son principe, la « simple » règle heuristique proposée par Ernst Nolte. C'est ce que répétait de son côté un autre historien controversé, Martin Broszat — jusqu'ici c'est Broszat et Nolte qui ont raison. Si on peut repérer à partir de là des « dérapages » chez Nolte et si on a quelques motifs d'instruire un procès d'intention par delà ses prudences et ses subtilités philosophiques, on ne saurait écarter comme sophistiques le cadre européen élargi ni la méthode « compréhensive » de celui-ci tant ce recul, ce changement de cadre est potentiellement fructueux face aux analyses « immanentes » du seul nazisme préalablement isolé dans son horreur inexplicable.

— *Un terrain pour la comparaison :
de l'Allemagne nazie à la RDA*

Le cas de l'est de l'Allemagne, soumis à une double rééducation propagandiste contradictoire, de 1933 à 1989, de Hitler à Erich Honecker,

⁴⁶² J. Goebbels, *Tagebucher*, p. 320 (15 février 1942) et *Journal*, t. III, p. 503. Cité par U. Backes, op. cit., 308.

offre à priori un terrain privilégié à la recherche comparée.⁴⁶³ La République démocratique allemande (RDA. *Deutsche Demokratische Republik* en allemand), également appelée « Allemagne de l'Est », est le seul pays - ou moitié de pays — à avoir connu et subi les deux « grands » totalitarismes dans la foulée — avec un bref intermède d'occupation militaire soviétique. Dans le contexte d'une comparaison et d'une confrontation — qui ne sera pas une assimilation — des deux idéocraties, il est pertinent d'aller examiner ce « cas », cet objet d'étude [203] « de terrain » unique : le tiers oriental de l'Allemagne a été soumis au joug totalitaire en continu ou plutôt à deux tyrannies antagonistes et à leurs contradictoires *Ersatzreligionen*, à l'endoctrinement de deux religions d'État diamétralement opposées, imposées par en haut de 1933 à 1989 — soit un laps de temps de cinquante six années. De nombreux travaux récents s'y consacrent.

L'implosion à l'automne 1989 de la RDA et la dissolution de l'appareil policier que certains considéraient comme le plus perfectionné de l'histoire de l'humanité, a pris alors de court l'ensemble des spécialistes du régime. « Les grilles de lecture utilisées jusqu'alors pour en suivre l'évolution depuis sa fondation en 1949, et qui mettaient l'accent sur la consolidation et la stabilité du système dues à une modernisation technocratique de l'économie et au développement continu des politiques sociales, sont entrées dans une crise explicative. » On constate alors que l'historiographie de la RDA après 1989 se caractérise par un retour en force d'une lecture *totalitaire* du régime, « la comparaison explicite ou implicite des deux dictatures allemandes sous l'angle du « totalitarisme » a retrouvé ses lettres de noblesse. La grille d'analyse totalitaire s'est avérée suffisamment flexible pour intégrer la diversité des terrains et des objets d'analyse se focalisant tantôt sur une explication des causes de l'échec du socialisme d'État, tantôt sur le processus de transformation administrative, économique ou sociale depuis le « tournant » de l'automne 1989. Concept forgé pendant la guerre froide pour appareiller ensemble le stalinisme et l'hitlérisme, le « totalitarisme » a été repris comme un outil commode ... pour établir la comparaison du « système

⁴⁶³ Bytwerk, Randall L. *Bending Spines : The Propagandas of Nazi Germany and the German Democratic Republic*. East Lansing : Michigan State UP. ---» *Machines à broyer les âmes. Allemagne totalitaire 1933-1989*. Paris : Klincksieck, 2011. — On verra aussi Jay Rowell, *Le totalitarisme au concret : Les politiques du logement en RDA*. Paris : Economica.

stalinien » de la RDA et du nazisme. » ⁴⁶⁴ La dissolution de la Stasi et la mise au jour de ses crimes étaient une des revendications du peuple est-allemand en 1989. L'ouverture des archives de cette police, bureaucratiquement surabondantes, allait permettre de réhabiliter les victimes et de réparer certains dommages. Des centaines de livres en allemand depuis 1989 ont décrit par le menu le fonctionnement et la chute de la dictature. « Pour ce qui est de la querelle des historiens, une chose est sûre, conclut Ehrhart Neubert : ceux qui ne cessent [204] de demander qu'y soit mis un point final ont échoué. Les questions controversées recouvrent des problèmes lancinants. Quiconque tenterait d'organiser une nouvelle fuite hors de l'histoire se heurterait maintenant à la richesse du matériel que le communisme a laissé derrière lui. » ⁴⁶⁵

Les historiens de la DDR ne pouvaient se contenter de coller l'étiquette générique : cherchant *ex post facto* à expliquer à la fois l'apparence de puissance du régime *et* son effondrement intégral et soudain qui n'a laissé d'autres traces qu'une confuse *Ostalgie*, ils ont bricolé à leur tour les notions paradoxales de « totalitarisme incapable », de totalitarisme « incompetent », « impuissant » face à la société qu'il prétendait soumettre confrontant les limites de la dictature dans les capacités de résistance de la société.

Spécialiste américain du nazisme, Randall Bytwerk, se livre dans *Machines à broyer les âmes* à une étude approfondie, très documentée, des ressources humaines, techniques et administratives qui ont implanté et ont rendu opérationnelle la propagande politique de l'Allemagne nazie et puis de la République démocratique allemande jusqu'à

⁴⁶⁴ Jay Rowell, « L'étonnant retour du « totalitarisme », Réflexions sur le « tournant » de 1989 et l'historiographie de la RDA », *Politix*, Vol. 12, N°47 : 1999. 131-150. L'auteur note que l'insistance sur « le « totalitarisme » est en train d'être abandonné sous l'effet du virage empirique que connaissent les travaux sur la RDA et des problèmes soulevés par la comparaison avec la dictature national-socialiste, « reste qu'il a été le schème le plus prégnant pour comprendre le régime est-allemand aux lendemains de la chute du mur de Berlin. »

⁴⁶⁵ Traduit sous le titre « Les crimes politiques en RDA » in Courtois, Stéphane, dir. *Du passé faisons table rase ! Histoire et mémoire du communisme en Europe*. Paris : Laffont, 2002. 902. Faisant état de multiples invitations intéressées à tourner la page et à ne plus remuer la boue du passé, l'historien conjecture qu'« il faut escompter qu'à long terme la volonté de mise au jour grandira. Il se passera vraisemblablement ce qui s'est passé au lendemain de la dernière guerre. La génération suivante questionnera avec plus de vigueur. »

l'effondrement de celle-ci, — les effets de toutes ces années ans de propagande s'évanouissant en un instant. « Se fondant sur un examen général des conceptions défendues par les deux systèmes, fondamentales pour comprendre leur approche de la propagande, l'auteur montre l'homologie de ce qu'il nomme leur « catéchisme » idéologique servant à broyer les âmes des adultes et des enfants. » ⁴⁶⁶ Bytwerk décrit le personnel et les technologies de la propagande dans les médias, les arts, la culture et la vie publique. Il démontre cependant - conclusion roborative — comment et le Troisième Reich et la RDA échouèrent dans leur effort : « Sous le national-socialisme comme sous le marxisme-léninisme, la propagande était puissante et persuasive. La population courba l'échiné. Les êtres humains ordinaires eurent parfois des comportements allant du désagréable à l'atroce. Pourtant, malgré tous les efforts des dictatures, il fut impossible de créer une nation de citoyens passionnément et unanimement dévoués au culte régnant, culte pourri jusqu'à la moelle. Tout comme les religions ont [205] compris que l'adhésion forcée restait superficielle, les grandes dictatures du 20^e siècle, malgré le bruit et la fureur dont elles s'entourèrent, ne purent créer les hommes nouveaux capables de construire un millénaire laïc. Pour utiliser une métaphore biblique, elles construisirent sur du sable des maisons qui ne purent résister à l'orage. » ⁴⁶⁷

La disparition à la fin de 1989 des derniers régimes « post-totalitaires » à l'est s'est accompagnée de l'évaporation instantanée de quarante années de vain endoctrinement auquel s'était consacrée une vaste bureaucratie dotée d'énormes moyens et du monopole des moyens de communication. C'est cet « évanouissement » qui doit donner à réfléchir au caractère fragile et factice des endoctrinements politiques et qui montre les limites de la catégorie de religion séculière - en même temps que sa pertinence à titre d'oxymore. Le chapitre 8 de Bytwerk est consacré à « l'échec de la propagande » et, de fait, cet échec, face aux immenses efforts déployés le temps de deux générations, est impressionnant. Les religions dites révélées manifestent face aux tribulations et aux démentis du réel une résilience et une persistance bien plus grandes !

⁴⁶⁶ Prière d'insérer.

⁴⁶⁷ Bytwerk, 192.

Les deux systèmes qui se sont succédé à l'Est, il est intéressant de les comparer, mais la comparaison permet de montrer qu'ils différaient par tous les aspects — et sous tous les points de vue *moraux*. Au décri précisément des moralistes réprobateurs tout d'un bloc, la comparaison illustre l'existence de degrés distincts dans une échelle de l'horreur. « L'un incarne le mal absolu, l'autre n'évoque que l'image d'hommes gris cheminant dans des villes ternes. Dans les films et les romans, le méchant nazi est un stéréotype. *Le Triomphe de la volonté* (1935) de Leni Riefenstahl est le film de propagande par excellence. La RDA n'a laissé aucun vestige qui rende le mal aussi frappant. Selon l'écrivain Völker Braun, la RDA était simplement « le pays le plus ennuyeux du monde ». Certains concluent, comme fait Margherita von Brentano qui souligne en une formule ironique la grande différence de nature : « le Troisième Reich a laissé des montagnes de cadavres. La RDA a laissé des montagnes de dossiers ». ⁴⁶⁸ « La RDA était, à proprement parler, une dictature autoritaire et bureaucratique, non pas un régime qui envoyait ses dissidents par milliers dans des camps de concentration. Si elle s'est appropriée, en l'instrumentalisant et en le déformant, le legs de l'opposition à Hitler, elle n'a [206] jamais pratiqué une politique d'extermination. » ⁴⁶⁹

Michael Geyer et Sheila Fitzpatrick se montrent agacés par l'historiographie sur l'Allemagne de l'Est depuis sa dissolution dans la mesure où elle a servi à redonner vie aux notions de totalitarisme et de religion politique, notions qu'ils récusent comme trop englobantes. ⁴⁷⁰ On lira toutefois pour illustrer cette tendance à l'interprétation « religieuse » des régimes disparus et son caractère fructueux dont doutent Geyer et Fitzpatrick, *Deutschlands totalitäre Tradition : Nationalsozialismus und SED Sozialismus als politische Religionen* de Hans W. Vahlefeld. ⁴⁷¹

Autre continuité totalitaire dans la même partie de l'Europe qui a inspiré plusieurs travaux depuis 1989 : le fascisme suivi du communisme en Roumanie. Ce pays a également connu depuis les années

⁴⁶⁸ Mot cité par R. Bytwerk, *Machines à broyer les âmes*, 10.

⁴⁶⁹ Traverso, « Le totalitarisme. Histoire et apories d'un concept », *L'Homme et la société*, N. 129, 1998, « Regards sur l'humanitaire », 105.

⁴⁷⁰ *Beyond Totalitarianism. Stalinism and Nazism Compared*, 11.

⁴⁷¹ Stuttgart : Klett-Cotta, 2002.

trente-deux régimes idéocratiques à la suite l'une de l'autre et peut faire état à ce titre d'une expérience qu'on n'ose dire « privilégiée ». ⁴⁷² Le politologue roumain Vladimir Tismaneanu qui en narre la succession et confronte ces expériences dans *The Devil in History* endosse à son tour les analyses d'Emilio Gentile qui englobe fascisme et communisme dans la catégorie des « religions politiques » :

Fundamentally atheistic, both Communism and Fascism organized their political objectives in discourses of alleged emancipation, operating as political religions meant to deliver the individual from the impositions of traditional morality and legality. To employ Italian political thinker Emilio Gentile's terminology, both were forms of a sacralization of politics of an exclusive and integralist character that rejected coexistence with other political ideologies and movements, [207] denied "the autonomy of the individual with respect to the collective," prescribed "the obligatory observance of [their] commandments and participation in [their] political cult," and sanctified violence as a legitimate arm of the struggle against enemies, and as an instrument of regeneration. ⁴⁷³

Une convergence du communisme et d'éléments et visées caractéristiques du fascisme s'observe après 1945 dans certains régimes qu'on pourrait étiqueter national-communistes dans l'Europe centrale. Vladimir Tismaneanu, qui a vécu toute sa jeunesse dans la Roumanie de Nicolae Ceausescu, décrit la convergence dans les moeurs politiques mais aussi, lisiblement, dans l'idéologie roumaine même, le syncrétisme, la convergence d'un « léninisme résiduel » et de thèmes et projets qui sont indubitablement d'origine fasciste, qui sont un « unmistakable Fascism ». Apparemment ennemies irréconciliables jusqu'en 1945, les

⁴⁷² En 1938, Karol II instaure une « dictature monarchique » pour maîtriser plus « fasciste » que lui, Codreanu et sa Garde de fer. La Garde de fer de Codreanu, leader assassiné en 1938 par le régime « autoritaire » de Karol II, présente en effet tous les paramètres fascistes y compris un antisémitisme exceptionnellement virulent articulé à une « religion politique » chrétienne-intégriste. Le roi est écarté en 1941 par la junte fasciste d'Ion Antonescu qui s'allie à Hitler tandis que Staline occupe et annexe la Moldavie. Le Parti communiste roumain s'empare du pouvoir en Roumanie le 6 mars 1945, abolit la monarchie le 30 décembre 1947 et proclame la République populaire qui subsiste jusqu'en décembre 1989.

⁴⁷³ Tismaneanu, *The Devil in History. Communism, Fascism and some Lessons of the 20th Century*. Berkeley : U of California Press, 2012. 3.

deux idéologies et visées ont pu dès lors, selon son expérience qui rejoint d'autres intellectuels du ci-devant Pacte de Varsovie, se mêler intimement et même fusionner après la guerre. C'est en quoi « totalitarisme » lui permet d'identifier une convergence et un syncrétisme.

• *Totalitarisme, crimes d'État et génocides*

— Fracture entre deux Europe

[Retour à la table des matières](#)

En dépit d'un consensus réticent en Europe occidentale sur la comparabilité des régimes totalitaires, ce sont encore les catégories de « crime de masse » et de « génocide » appliquée aux totalitarismes réputés « de gauche » qui font regimber en France et dans quelques pays latins de tradition communiste. Des énoncés comme celui-ci, qui est d'Alain Besançon, « Nazisme et communisme sont criminels ... également criminels » ne passent pas.⁴⁷⁴ Dans ces pays, l'hypermnésie du nazisme va de pair avec l'oubli volontaire des crimes du communisme soviétique et c'est précisément ce double régime mémoriel qui indigne Alain Besançon. Les nazis ont été condamnés à Nuremberg. Il n'y a pas eu de procès des auteurs de massacres communistes sauf, très tardifs et alors que les grands criminels étaient morts ou toujours [208] en fuite, ceux des Khmers rouges génocidaires.

On constate de nos jours une profonde et persistante fracture entre deux Europe, — celle qui a connu le socialisme réel et peut en parler d'expérience et celle qui s'est contenté de rêver un communisme imaginaire et de dénier la répression et la violation des droits élémentaires des pays du dit communisme réel. Deux mots ne passent pas sans cris d'indignation à l'Ouest : « crimes » et « génocides ». Cette fracture qui persiste un quart de siècle après la disparition de ces régimes comme si leur souvenir posthume réclamait une défense toujours sourcilleuse,

⁴⁷⁴ A. Besançon, *Le malheur du siècle : sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah*. Paris : Fayard, 1998. Rééd. Paris : Perrin, 2005, 156.

donnera du grain à moudre aux historiens de l'avenir. Au-delà de l'accusation de mauvaise foi ou de sottise, de « raisonnement par les conséquences », il y a une explication à trouver et à creuser.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté le 25 janvier 2006 une résolution sur la « nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes » (99 pour, 42 contre, les députés communistes et plusieurs socialistes, et 12 abstentions) tout en rejetant les recommandations qui l'accompagnaient et qui demandaient de sensibiliser l'opinion européenne aux crimes du communisme : il aurait fallu une majorité des deux tiers, qui n'a pas été atteinte. Cet échec procédural a irrité les pays du ci-devant Pacte de Varsovie représentés au Conseil. La résolution était organisée autour de deux idées principales. « Les régimes communistes totalitaires qui étaient en place en Europe centrale et orientale au siècle dernier, et qui existent toujours dans plusieurs pays du monde, ont été marqués sans exception par des violations massives des droits de l'homme. » Ces violations sont déclinées comme suit : assassinats, exécutions, décès dans des camps de concentration, mort par la faim, déportations, torture, travail forcé et d'autres formes de terreur collective. Dans l'exposé des motifs, le rapporteur proposait une quantification « provisoire » de presque cent millions, probablement inférieure à la réalité, disait-il. La deuxième idée consistait à proposer une interprétation des faits : « Les crimes ont été justifiés au nom de la théorie de la lutte des classes et du principe de la dictature du prolétariat. L'interprétation de ces deux principes rendait légitime l'élimination des catégories de personnes considérées comme nuisibles à la construction d'une société nouvelle et, par conséquent, comme ennemies des régimes [209] communistes totalitaires. » ⁴⁷⁵

Alors que les partis de droite en Europe occidentale se réjouissent et poussent leur avantage — « des députés UMP veulent une journée d'hommage aux victimes du communisme » ⁴⁷⁶ — et que les partis

⁴⁷⁵ B. Pudal in *Les guerres de mémoire*. Dir. P. Blanchard & I. Veyrat-Masson. Paris : La découverte, 2008.121. L'auteur remarque que la résolution ne reprend pas tout à fait à son compte l'idée que nazisme et communisme relèvent d'un même type de régime politique, le « totalitarisme », mais, en usant de la forme adjectivale « régimes communistes totalitaires », elle fait fonctionner la catégorie comme présupposé analytique. » 122.

⁴⁷⁶ « Du côté du Parti communiste français, on accueille l'initiative des députés UMP avec méfiance. S'il affirme que son parti "reconnaît les crimes commis

social-démocrates sont divisés, on observe une réaction indignée qui soude les différents partis et groupes des gauches radicales sous étiquettes diverses, contre ce texte de « désinformation, calomnies et falsification historique ... qui salit la mémoire de ceux tombés pour vaincre le fascisme ». La langue de bois utilisée dans ce contexte vient d'un lointain passé :

Cette résolution, marque une relance et une aggravation de la campagne de criminalisation du communisme entreprise par les forces politiques les plus réactionnaires représentant les intérêts du capital monopoliste qui domine les pays d'Europe.... C'est pourquoi les communistes, les militants ouvriers, les démocrates et les progressistes doivent prendre la mesure de cet événement grave et préparer une riposte à la hauteur de l'attaque. ⁴⁷⁷

L'assemblée parlementaire de l'Organisation de coopération et de sécurité en Europe, OCSE, a adopté à son tour le 3 juillet 2009 à Vilnius une résolution condamnant le nazisme et le stalinisme sur un pied d'égalité et proposant de faire du 23 août, date anniversaire du pacte germano-soviétique, une journée de mémoire des victimes du nazisme et du stalinisme en Europe. Nouveau et identique sursaut d'indignation dans ce qui subsiste de la mouvance communiste : « Non à la réhabilitation du nazisme et à la criminalisation du communisme ... Face à ce geste qui est une véritable insulte à la vérité historique, le Comité Valmy, communiste-souverainiste, exprime sa totale réprobation et recommande la plus extrême vigilance à l'égard de toute [210] résurgence du nazisme, cette bête immonde. » ⁴⁷⁸

par le passé", le porte-parole du PCF, Patrice Bessac accuse les députés UMP "d'instrumentalisation politique" ». *L'Express*, 3. 2. 2009.

⁴⁷⁷ www.communisme-bolchevisme.net/criminalisation_du_communisme.htm

⁴⁷⁸ www.comite-valmy.org/spip.php?article366. On peut constater que la sophistique diffamatoire de type stalinien opère toujours et spontanément : « Il est symptomatique que la résolution de l'OSCE ait été votée à Vilnius (Lituanie) dans l'un de ces pays Baltes ou l'on assiste actuellement sous la pression de mouvements d'extrême droite ultra-nationalistes, antirusses et anticommunistes, à des tentatives de réhabilitation du nazisme et des anciens SS baltes, avec la complicité de certains milieux gouvernementaux précisément à l'origine de cette résolution controversée. »

La rigoureuse coupure dans l'Union Européenne entre les pays de l'ex-Pacte de Varsovie où les « crimes du communisme » sont, en plus d'un pays, devenus des catégories juridiques *sui generis* et leur négation un délit punissable — et quelques pays de l'ouest, précisément ceux où le parti communiste était jadis puissant, où subsistent, à gauche, les séquelles d'une ancienne censure mériterait un livre approfondi. Je me borne à signaler quelques données.

En Slovaquie, la négation des crimes communistes est un délit de droit commun au même titre que le négationnisme néo-nazi.

Slovaquie : Le Parti communiste soupçonné de négation de crimes. 7 novembre 2011 *Presseurop*. — Vingt-deux ans après la révolution de 1989, la police va enquêter sur les communistes, annonce *SME*.⁴⁷⁹ Le Parti communiste de Slovaquie (KSS), créé en 1992 et successeur idéologique du Parti communiste tchécoslovaque, a ouvertement nié avoir commis les crimes liés au régime communiste, alors que la négation des crimes communistes est interdite par la loi depuis 2 mois. « Comme il n'y a pas de culpabilité collective, il n'y a pas de crimes communistes », est-il écrit sur le site du KSS. Le quotidien de Bratislava rappelle que la nouvelle loi pourrait permettre de dissoudre le parti. Mais il rappelle qu'aucun haut dignitaire communiste — ni Vasil Bilak, qui a signé la lettre d'invitation des armées du Pacte de Varsovie en 1968, ni le chef de la Sécurité d'État Alojz Lorenc — n'ont jamais été jugés. *SME* est d'autant plus sceptique qu'il considère que la justice est encore aujourd'hui dirigée par les (ex-)membres de ce parti qui a organisé la terreur d'État. Lors des élections de 2010, le KSS n'a obtenu que 0,83% des voix.

La première loi à criminaliser la négation des crimes du communisme a été [211] adoptée en Pologne en 1998. L'année suivante a vu le jour un « Institut de la mémoire nationale, Commission pour la poursuite des crimes contre la nation polonaise ». Cette Commission avait été créée en 1945, dans le contexte de la préparation du procès de Nuremberg. À l'époque, il ne s'agissait évidemment que des crimes nazis. En 1991, les missions de la commission ont été élargies pour inclure

⁴⁷⁹ *Sme* est un quotidien slovaque d'un tirage de 80 000 exemplaires.

l'investigation des crimes communistes, et l'Institut de la mémoire nationale en a hérité. ⁴⁸⁰

Je ne suis pas en mesure de dresser une liste complète des mesures législatives récentes qui, diversement, criminalisent le passé communiste. Je sais que le parlement ukrainien a voté une loi définissant comme « génocide » la Grande famine de 1932-33. Le gouvernement estonien a fait déplacer, au grand déplaisir de Moscou, la statue du Soldat libérateur de l'Armée rouge érigée au centre de Tallinn. En octobre 2006, le parlement albanais a condamné « la violation massive des droits de l'individu par le régime totalitaire communiste d' Enver Hoxha en Albanie » et a exprimé « son respect, sa considération et sa reconnaissance aux victimes du génocide communiste ». Le parlement de Tirana a condamné de façon posthume Enver Hoxha comme « idéologue, inspirateur, dirigeant et exécuteur du système dictatorial le plus dur d'Europe de l'est, comme auteur et exécuteur d'une politique antinationale. » En Pologne, l'article 256 du nouveau code pénal entré en vigueur le 8 juin 2010 criminalise le port des symboles communistes, « afficher un drapeau rouge avec la faucille et le marteau ou arborer un tee-shirt de Che Guevara sur les rives de la Vistule sera passible de deux ans d'emprisonnement », assure la presse française qui Carlcature. « En Tchéquie, le gouvernement de centre droit de Petr Necas s'apprête à passer une loi qui mettra la lutte contre le communisme au même niveau que la lutte contre le nazisme ». ⁴⁸¹

[212]

⁴⁸⁰ Voir « Les lois mémorielles en Russie et en Europe de l'Est », allocution de Nikolay Kuposov prononcée à l'assemblée générale de Liberté pour l'Histoire, le 21 mai 2011, à Paris.

⁴⁸¹ Une dépêche tchèque récente sur le sujet : La mise au ban des néo-nazis, prélude à celle des communistes. 18 février 2010. *Presseurop*. « Populiste, chauvin, raciste comme les partis de l'Allemagne hitlérienne » : tel est le verdict de la Cour suprême administrative tchèque qui, le 17 février, s'est prononcée pour la dissolution du parti d'extrême droite, le Parti ouvrier. Pour la première fois, un parti politique est interdit en République tchèque, se félicite *Lidové noviny*. ... Ce verdict pourrait toutefois servir de guide pour montrer comment dissoudre le Parti communiste de Tchéquie et Moravie, ajoute le quotidien. Une commission sénatoriale cherche en effet à démontrer que l'ex-parti unique, troisième force politique au Parlement tchèque, est un « parti extrémiste ». Elle pourrait utiliser la même argumentation que la Cour suprême.

L'association "Liberté pour l'histoire" née en 2005 sous la présidence de René Rémond pour protester contre la multiplication des lois mémorielles en France, s'est alarmée de cette prolifération de lois instrumentalisées à l'Est par des gouvernements de droite, tout en reconnaissant que « la politique de l'histoire » en Europe de l'Est et en Russie est dominée par l'héritage de la Seconde Guerre mondiale, dont la mémoire est beaucoup plus conflictuelle que dans la plupart de pays de l'Ouest. En effet, l'identité européenne telle qu'elle s'est formée dans les années 1970-1990 est largement fondée sur la mémoire partagée de l'Holocauste, à propos de laquelle certains chercheurs ont pu parler de « religion civile » de l'Occident. « Mais le discours des vainqueurs de la guerre, mettant l'accent sur l'unicité des crimes nazis, ne correspond pas exactement à l'expérience historique vécue par les pays de l'Est. À l'issue de la guerre, ces pays avaient été conquis par l'un des vainqueurs, avec le consentement des autres, et la mémoire du communisme, dont l'empire a duré ici beaucoup plus longtemps que l'occupation allemande, est devenue centrale pour la région La mémoire du communisme est beaucoup plus prégnante dans la région que celle du fascisme, et c'est elle qui est au centre des batailles politiques suscitées par les projets de lois mémorielles. » ⁴⁸²

Face à cette fracture idéologique, les historiens de l'Est tendent à prendre à parti les politiques et intellectuels de l'Ouest et à leur intimer que « tant que la dimension criminelle de l'alliance de Staline avec Hitler et que le caractère totalitaire des régimes imposés par l'URSS à l'Europe centrale et orientale ne seront pas clairement établis et reconnus, en particulier par la Russie, les cicatrices que cette tragédie a laissées sur le corps de l'Europe ne se refermeront pas, et il manquera à la réunification européenne un fondement solide : la vérité sur les crimes commis contre la paix et contre l'humanité, qui seule peut assurer la réunification des esprits et des cœurs. » ⁴⁸³

[213]

⁴⁸² Texte d'une allocution de Nikolay Kuposov prononcée à l'assemblée générale de Liberté pour l'Histoire, le 21 mai 2011, à Paris.

⁴⁸³ *Sortir du communisme, changer d'époque*. Paris : Fondapol & PUF, 2012. 52.

— *Génocides soviétiques*

Une objection censée factuelle revenait jadis et elle fait parfois retour : c'est que seul le nazisme a été génocidaire. Enzo Traverso insiste encore sur cette distinction qui est censée lui permettre de hiérarchiser l'inhumanité et de contraster une fois encore l'URSS — qui n'aurait jamais pratiqué l'extermination pour l'extermination — et l'Allemagne nazie :

L'un [des régimes totalitaires] réduisait à l'esclavage et « usait » des millions d'être humains pour bâtir des voies ferrées et construire des usines chimiques, l'autre utilisait les trains et les produits chimiques pour tuer des hommes... Cette différence tient, au fond, à leur rapport antinomique aux Lumières, dont l'un se veut l'héritier, l'autre le fossoyeur. C'est cette différence que la notion de *totalitarisme*, ne soulignant que les éléments communs aux deux régimes, tend à occulter. ⁴⁸⁴

Ce sophisme, naguère brandi comme *ultima ratio*, n'a pas résisté à l'ouverture des archives. Dit comme fait Traverso, le contraste est factuellement faux, le *distinguo* purement oratoire.

Le grand objet de controverse ne porte pas de nos jours sur la criminalité inhérente au nazisme que nul ne nie, mais sur la qualification criminelle et spécifiquement « génocidaire » de l'État-parti soviétique. L'événement le plus monstrueux du 20^{ème} siècle, la Shoah (ce terme que Claude Lanzmann a fait connaître est devenu le plus fréquent pour désigner le crime) est devenu la figure par excellence du 20^e siècle-Barbarie, mais on peut penser que l'Holocauste opère aussi de nos jours comme un souvenir-écran : décrétée par plus d'un comme pieusement *im-pensable*, ne pouvant, selon les mots de Pascal, se regarder en face, la Shoah offusque des crimes de masse concomitants qui furent à tout le moins de semblable ampleur. Aujourd'hui des livres comme *Révolution et stalinisme* d'Aycard et Vallaud en relatent avec une sorte de

⁴⁸⁴ *Le totalitarisme*, 99. Il me paraît tout de même un peu pénible et finalement contre-productif de faire intervenir constamment les Lumières (Montesquieu ? Voltaire ?) pour étayer cette sinistre, si pas entièrement fausse, comparaison.

sérénité factuelle, d'année en année, l'enchaînement [214] systématique et l'accumulation en Russie, de Lénine à Staline. ⁴⁸⁵

Jusqu'en 1991, la question des nombreux massacres de masse dans le cours de l'histoire de l'URSS avait été mise sous le boisseau. Aujourd'hui, des universitaires russes sont résolus à l'aborder, mais l'opinion publique ne veut pas faire face aux épisodes les plus criminels de son passé et, encouragée par le pouvoir, par Vladimir Poutine qui déploie des efforts de censure au nom d'un patriotisme bien compris, elle tend à montrer de l'indulgence envers les « erreurs » de Staline — Staline qui par la manière forte avait fait du moins de l'URSS une grande puissance que la Russie n'est plus. La majorité des ex-citoyens soviétiques avaient jadis le sentiment roboratif, à travers le souvenir refoulé des crimes de ces années terribles, à travers les avanies et la grisaille de la vie quotidienne, d'appartenir à une grande puissance, et beaucoup regrettent cette époque de grandeur : que peut-on gagner à fouiller le passé et étaler la criminalité, non pas occasionnelle mais continue, du régime aboli ? Vladimir Poutine ne cesse de le répéter avec son cynisme de politique madré : oui l'URSS, oui, le régime soviétique a commis des crimes — mais à quoi bon s'appesantir, à quoi bon nous culpabiliser ? Tournons la page ou ne retenons que le positif du passé soviétique. Nous ne sommes pas les seuls, nous les Russes, et nous ne sommes pas « pires que les autres ». Poutine évoque alors l'Allemagne nazie mais aussi les USA déversant bombes et napalm dans le cours de la sale guerre du Vietnam. Laissons tomber les crimes de Staline et entretenons le seul souvenir d'un « passé glorieux ». Politiquement, l'ancien colonel du KGB devenu chef d'État a raison. On ne fait pas de politique sans de nécessaires mensonges patriotiques et un peuple ne peut traîner un passé atroce et le ressasser pour se trouver un avenir : il y a des choses pas jolies dans le passé russe - quel pays n'en a pas ? ⁴⁸⁶

Sur l'URSS, sur laquelle subsistent donc beaucoup de dénégations, les ouvrages savants, russes ou occidentaux, abondent néanmoins, ils

⁴⁸⁵ Mathilde Aycard et Pierre Vallaud. *Russie. Révolution et stalinisme*. Paris : L'Archipel, 2012.

⁴⁸⁶ Je paraphrase un discours de V. P. de 2008. Cité par Orlando Figes, *Revolutionary Russia 1891-1991*. 2014. 295. « In a manual for history teachers commissioned by the President and heavily promoted in Russian schools, Stalin was portrayed as an "effective manager" who "acted rationally in conducting a campaign of terror to ensure the country's modernization" ».

se trouvent éclairés de mieux en mieux, non plus par des témoignages lacunaires mais par les archives mêmes du Kremlin. On a pu lire dès 1990 l'étude de Rudolph [215] J. Rummel, *Lethal Politics : Soviet Génocide and Mass Murder*.⁴⁸⁷ Le plus récent et mieux informé sur cette terrible question est le travail de l'historien et juriste américain Norman Naimark qui limite son enquête, *Stalin's Genocides*, aux années 1930-1953. Il ne tient pas compte des exterminations de masse des années léninistes qu'on peut situer, il est vrai, dans une autre conjoncture, dans le cours et la foulée de la guerre civile où les deux camps ont accumulé les atrocités. Le but de Norman M. Naimark est d'argumenter en historien-juriste et sur pièces « that Stalin's mass killings of the 1930s should be classified as "génocide." »⁴⁸⁸ Naimark regroupe les génocides commis sous l'égide de Staline en quatre ensembles : la dékoulakisation, le *Holodomor* ukrainien (et kazakh) dont l'intention criminelle lui semble démontrée, les exterminations et décimations planifiées ultérieures de « nationalités » comme les Polonais, les Coréens d'Extrême-Orient, enfin l'enchevêtrement de massacres aux motivations diverses dont plusieurs massacres ethniques, durant la Grand Terreur, 1937-1938. Naimark pense que le moment est venu de dire les faits à partir d'archives accessibles et d'assainir par là l'atmosphère entre les peuples victimisés :

Now that many archives of the Soviet period are accessible and some Russians, including most recently the president of the Russian Federation, Dmitri Medvedev, are asking fundamental questions about the murderousness of the Stalinist regime, the genocide question can and should be approached with new openness. ... Moreover, relations with Ukrainians, the Baltic peoples, Poles, Chechens, and Crimean Tatars, all of whom claim to one extent or another to be the victims of Stalinist genocide, can improve only if the Russians openly acknowledge and conscientiously investigate the crimes of the past.⁴⁸⁹

⁴⁸⁷ New Brunswick NJ : Transaction, 1990.

⁴⁸⁸ Il ajoute d'emblée : « This argument is made more difficult by the fact that there was no single act of genocide in the Soviet case, but rather a series of interrelated attacks on "Class enemies" and "enemies of the people," metonyms for diverse alleged opponents of the Soviet state. »

⁴⁸⁹ *Stalin's Genocides*, 8.

La famine ukrainienne de 1933 fait partie d'une série de famines cachées au monde entre 1931 et 1933 et qui affectent de nombreuses régions, Ukraine, [216] Kazakhstan, la Volga et jusqu'en Sibérie.⁴⁹⁰ Le pouvoir soviétique tout d'abord y est indifférent ; il est du reste incapable d'y faire face en raison de mauvaises récoltes successives et de moyens de transport désorganisés et inopérants. C'est à partir de l'été 1932, que débute une nouvelle phase, « décidée par Staline et Kaganovitch en personne : l'aggravation volontaire et planifiée de la famine dans l'intention de détruire la résistance paysanne et, plus largement, d'écraser la nation ukrainienne. Pour les dirigeants soviétiques qui gardent en mémoire la vague insurrectionnelle contre la collectivisation forcée de l'agriculture en 1930-1931, l'Ukraine apparaît très vulnérable politiquement. Ils entendent faire un exemple. On commence par priver les districts réfractaires de la possibilité de recevoir des produits alimentaires ou manufacturés, on exige le remboursement immédiat des crédits, et un impôt d'exception vise les dernières réserves paysannes. Pendant que l'URSS continue d'exporter massivement, le pouvoir central accorde une aide alimentaire minime, pour l'essentiel délivrée aux citadins, et — presque jamais dans les campagnes. Tous les animaux disparaissent, y compris les oiseaux. La consommation des charognes provoque la prolifération des épidémies. »⁴⁹¹ C'est donc à cette étape qu'il est justifié de parler juridiquement d'un *génocide* voulu par le

⁴⁹⁰ On remarque que la famine soviétique de 1921 -1922 qui toucha plusieurs territoires du jeune État soviétique issu de la guerre civile n'a pas été cachée au monde « bourgeois » qui a apporté des secours. Cette famine débuta au printemps 1921 et perdura environ un an. Vingt millions de personnes souffrirent de la faim et il y eut 1,5 million de victimes, se concentrant entre la Volga, le Nord Caucase et l'Est de l'Ukraine. Pourquoi les famines de 1931-33 ont-elles été dissimulées ?

⁴⁹¹ A. Sumpf, *De Lénine*, 343. Longtemps hésitant, Nicolas Werth, *Terreur et le désarroi*, endosse désormais la qualification de génocide, 133 : « Sur la base de ces éléments nouveaux, il me paraît désormais légitime de qualifier de génocide l'ensemble des actions menées par le régime stalinien pour punir par la faim et par la terreur la paysannerie ukrainienne, actions qui eurent pour conséquence la mort de plus de quatre millions de personnes en Ukraine et au Caucase du Nord. Il n'en reste pas moins que le Holodomor a été très différent de l'Holocauste. Il ne se proposait pas l'extermination de la nation ukrainienne tout entière, dans sa totalité. Il ne repose pas sur le meurtre direct des victimes. »

pouvoir, conclut Alexandre Sumpf dans sa toute récente histoire de l'URSS (2014) *De Lénine à Gagarine*.

Cette famine de 1933 centrée sur l'Ukraine fit des millions de morts, six millions, évalue-t-on souvent [ce chiffre demeure néanmoins disputé, voir un peu plus loin : — Querelles de chiffres]. Tous les historiens sont d'accord pour la considérer comme le résultat de la politique stalinienne de collectivisation [217] forcée et de réquisitions. De là à parler d'un génocide planifié, il y a un pas qu'avait déjà franchi, avant Alexandre Sumpf, *le Livre noir*. La question de la qualification historico-juridique de l'*Holodomor* ukrainien a fait en réalité l'objet de nombreux travaux de mieux en mieux fondés sur archives depuis l'essai pionnier de Robert Conquest, *Harvest of Sorrow* en 1986.⁴⁹² Le Français Nicolas Werth après avoir hésité, accepte désormais la qualification de génocide, « un génocide par la faim », pour l'*Holodomor*. La famine concomitante au Kazakhstan, entraînée par la politique de « sédentarisation » de ce peuple nomade, a coûté la vie à 1,45 millions de Kazakhs, soit 38% de la population totale - ce serait le pourcentage le plus élevé de morts pour une nationalité soviétique dans les années de la Grande terreur.⁴⁹³ L'étendue géographique même de la Grande famine et la brutalité ordinaire du régime à l'égard d'autres populations, y compris la russe, est précisément ce qui permet d'objecter à la thèse, non du massacre comme tel, mais d'un génocide ciblé anti-ukrainien.⁴⁹⁴

D'autres historiens continuent à soutenir pourtant que la famine de 1933 a été une conséquence de politiques mal conçues et que l'Ukraine a particulièrement souffert pour des raisons démographiques. Une telle thèse est défendue par John Arch Getty, professeur à l'université de Californie à Los Angeles, pour qui « les victimes de famines causées par la stupidité et l'incompétence d'un régime » ne peuvent pas être mises sur le même plan que le gazage délibéré des juifs.⁴⁹⁵ Personne, il est

⁴⁹² R. Conquest, *Harvest of Sorrow : Soviet Collectivization and the Terror-Famine*. New York : Oxford University Press, 1986. Voir l'échange sur la question entre R. W. Davies, Steven G. Wheatcroft, et Michael Ellman, in *Europe-Asia Studies*, 57, 6 (2005) ; 58,4 (2006) ; and 59, 4 (2007).

⁴⁹³ Selon Naimark, *Stalin's Genocides*. 76.

⁴⁹⁴ *Stalin's Genocides*. 78.

⁴⁹⁵ Dans *The Atlantic Monthly*, Boston, 285, mars 2000, 113.

vrai, ne prétend les mettre « sur le même plan » lors même que l'intention criminelle est abordée et évaluée.

Plusieurs autres décimations de « nationalités » entières sont aujourd'hui établies sur archives comme ayant eu un caractère « génocidaire », c'est à dire comme ayant été voulues et planifiées par Moscou. ⁴⁹⁶ Les déportation ethniques à partir de 1932, avec leur brutalité et leur immense surmortalité [218] portent la marque d'une « intention génocidaire » en termes de droit international rétrospectif, lors même que la xénophobie soviétique se distingue par *ses alibis*, par son idéologie non raciale, « l'influence étrangère, nécessairement capitaliste, le nationalisme russe et la peur de la trahison interne suscitent cette haine inédite » de minorités persécutées. ⁴⁹⁷

La déportation de 60 000 Cosaques du Kouban, entre décembre 1932 et janvier 1933, signe le passage d'une répression fondée sur la classe à une attaque contre les nationalités de l'espace soviétique. Les premières victimes sont les minorités diasporiques, parfois à proximité des frontières (Polonais, Finnois), parfois non (Grecs, Allemands de la Volga). Au Kazakhstan, les déportés les plus confiants accordent du crédit aux promesses du NKVD sur les terres et les infrastructures mises à disposition. Les mécontents, inquiets d'avoir été déportés vers l'Asie centrale et non vers le nord de l'Union, craignent de nouvelles pertes. Les plus, hostiles, très critiques quant aux privilèges accordés aux Juifs en Ukraine, croient à une prochaine extermination, dont seuls la guerre et Hitler pourraient les sauver. À partir de 1935, le critère ethnique suffit pour être condamné, les déportations s'amplifient. ... En septembre et octobre 1937, une ethnie entière est déportée en tant que telle : les Coréens, accusés d'être des espions japonais, sont déplacés en Asie centrale, de manière assez peu violente et organisée d'ailleurs. ⁴⁹⁸

Le premier cas documenté, du vivant de Lénine, est celui du massacre des Cosaques. L'ordre écrit émanant du Comité Central du PCUS daté de janvier 1919 d'« extermination totale » des Cosaques — les bolcheviks faute à l'époque des moyens industriels dont disposeront les nazis n'en massacreront *que* 500.000 — tenait-il à la mystique révolutionnaire, au culte de la terreur et de la violence inhérent à la doctrine

⁴⁹⁶ *Stalin's Genocides*, 135.

⁴⁹⁷ Sumpf, *De Lénine*, 129.

⁴⁹⁸ Sumpf, *ibid.*

léniniste, aux haines attisées par toute guerre civile (dans la foulée d'une guerre mondiale) et à un vieux fond d'exécration anti-cosaque qu'il suffisait aux bolcheviks de réactiver ? Il est impossible de trancher. C'est certainement tout ceci à la fois.

L'étude de Norman Naimark se termine par la confrontation des analogies entre les entreprises criminelles nazies et soviétiques - plus spécifiquement [219] les massacres attribuables au règne de Staline. Naimark ne peut s'empêcher à son tour de souligner la précéden- ce temporelle des massacres de masse soviétiques dans la mesure où ils ont pu servir de modèle et d'« encouragement » aux nazis. Le professeur de Stanford conclut à une identique qualification juridique que la règle de justice amène à appliquer, celle de *génocides* :

Stalin's culpability for mass murder is not unlike that of Hitler's. Without Stalin it is hard to imagine the genocidal actions of the 1930s, just as without Hitler the Holocaust is historically unimaginable. This does not mean that violence was not built into the Soviet System, or that anti-Semitic attacks would not have occurred if — in a wistful counterfactual — Hitler had died in 1936. For a number of reasons the Holocaust should be thought of as the worst case of genocide in the modern era. Nevertheless, the points of comparison between Stalin and Hitler, Nazism and Stalinism, are too many to ignore. Both were dictators who killed vast numbers of people on the European continent. Both chewed up the lives of human beings in the name of a transformative vision of Utopia. Both destroyed their countries and societies, as well as vast numbers of people inside and outside their own States. Both in the end were *genocidaires*. 499

Il subsiste néanmoins, au degré extrême d'inhumanité et de scélératesse où nous sommes parvenus, une différence que l'on jugera décisive ou non : je ne crois pas que l'on puisse raisonnablement trancher ce point. Elle met les génocides du national-socialisme inspirés par un millénarisme pervers, la Shoah et le génocide des Roms, dans une catégorie suprême :

The Holocaust is the most extreme case of genocide in human history. This comes from the apocalyptic nature of the Nazi racial utopia, the complete helplessness of the Jews in face of the attack on their very existence

as a people, the sheer extent of the killing, and the industrial nightmare of the gas chambers ovens of the elimination camps. As Richard Evans writes : "There was no Soviet Treblinka, [220] built to murder people on their arrival." 500

C'est pour des raisons de méthodologie et pour ne pas mélanger les genres et les catégories que certains historiens préféreraient ne pas avoir recours à une catégorie juridique rigide, dénonciatrice par nature, alors que l'historien a pour tâche d'expliquer, non de requérir. Ils disent préférer « not to use the term of genocide at all in historical studies of mass killing, arguing that it is too closely linked to international judicial norms and thus to proclamations of guilty or innocent. The historians' task, they maintain, is to liberate their narratives about mass killing from legal language.... These objections all have some merit ; it is too easy to misuse the term genocide for a variety of purposes that have nothing to do with scholarship. » 501

« Génocide de classe » : c'est le concept avancé, je l'ai rappelé plus haut, par Ernst Nolte pour qualifier la liquidation des koulaks. Koulak désignait, de façon péjorative, dans l'Empire russe, un paysan qui possédait des fermes sur lesquelles il faisait travailler des ouvriers agricoles salariés. Mais « Koulak » était une catégorie floue, extensible sur demande. Dans les années staliniennes, le mot désigne tout ancien *NEP-man*, tout paysan moins pauvre que la moyenne ou réputé opposant à la collectivisation, tout kolkhozien délinquant ou récalcitrant. Ce « génocide de classe » dans son arbitraire meurtrier pose la question d'un régime qui ne subsiste que par la répression et va de massacre en massacre. En 1935, le Parti annonce officiellement que les « koulaks en tant que classe » ont cessé d'exister.

La qualification de « génocide de classe » a pu sembler *prima facie* incohérente, on l'a déclaré abusive dans le camp des adversaires de Nolte. Il importe de noter en sa faveur que Raphaël Lemkin, le juriste polonais réfugié en 1941 aux États-Unis qui a avancé en 1943 dans *Axis Rule in Occupied Europe* et ultérieurement fait accepter en droit international le concept de génocide avait défini la notion comme « l'extermination de groupes raciaux et nationaux, contre la population civile de

500 Ibid., 122.

501 *Stalin's Genocides*, 124.

certains territoires occupés en vue de détruire des races *et des classes* déterminées. » ⁵⁰² Lemkin a fait avaliser cette catégorie par le Tribunal de Nuremberg ... mais à la suppression près, exigée [221] par les Soviétiques, de la catégorie « de classe ». On doit rappeler au reste au passage que le jugement de Nuremberg ne s'est guère arrêté à la Shoah et qu'il n'évoque même pas le génocide des Sinti et des Roms. Les idées de Lemkin et la catégorie qu'il avançait n'ont pas eu grand succès à Nuremberg, elles n'ont guère retenu l'attention. Le mot même est simplement ignoré dans le jugement final. « Genocide was mentioned several times in the course of the trials, but it was left out of the final pronouncement of the tribunal. In fact, the justices at Nuremberg were much more interested in the condemnation of the Nazis as aggressors in the international System than they were in condemning the mass murder of the Jews. » ⁵⁰³ Ce n'est qu'en décembre 1948 que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté « la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ». ⁵⁰⁴ Le mot est entré alors dans le vocabulaire juridique international. Au cours de ces années, Raphaël Lemkin énumère toujours dans les paramètres du concept tel qu'il le défend sur toutes les tribunes, « la destruction des groupes raciaux, nationaux, linguistiques, religieux *et politiques* ». Il y insiste d'autant plus que sa cible principale a changé pour devenir l'URSS, ceci dans l'esprit de la guerre froide qui vient de s'engager. Dans les années 1950, « he explicitly included Soviet crimes in his conception of genocide, but he did so rather unsystematically and for transparently political

⁵⁰² Stéphane Courtois. *Communisme et totalitarisme*. Paris : Perrin, 2009, cite et souligne, 358.

⁵⁰³ *Stalin's Génocides*, 17.

⁵⁰⁴ L'article 2 reprend pour l'essentiel la définition du crime contre l'humanité du statut du Tribunal militaire de Nuremberg : « Le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel : a. meurtre de membres du groupe ; b. atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; c. soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence pouvant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; d. mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ; e. transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. » Voir Annette Wieviorka. *procès de Nuremberg*. Paris : Liana Levy, 2006. De la même auteure : *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*. Paris : Plon, 1992.

purposes ». ⁵⁰⁵ Dans l'entre-temps, aux Nations Unies, des commissions successives disputèrent, sans jamais conclure et avec beaucoup d'arrière-pensées, de la pertinence d'inclure la sous-catégorie de « groupes politiques ou religieux » dans la qualification. ⁵⁰⁶

Aujourd'hui donc une sorte d'addition atroce cumule les massacres en un [222] tableau d'ensemble. Les massacres des Cosaques du Don et du Kouba, les déportations et liquidations des minorités polonophones, turcophones et coréennes de l'URSS, les déportations de masse ultérieures des Tatars de Crimée, des Tchétchènes, des Ingouches et autres peuples du Caucase du Nord, ⁵⁰⁷ des Allemands de la Volga (et autres minorités allemandes), des Karatchaïs, des Balkars, des Kalmouks et autres « Peuples ennemis » sous Staline sont de plus en plus souvent, avec un effort de collection des faits, qualifiées de « génocides ». Quant à « génocide de classe », la formule est adoptée par beaucoup d'historiens russes. La rhétorique sanguinaire et exterminatrice qui accompagnait ledit massacre des koulaks plaide en faveur d'une intention génocidaire encadrant, si l'on peut dire, le pur et simple banditisme de voyous et de criminels déchaînés. « Soviet activists in the countryside repeated slogans : "We will exile the kulak by the thousands and when necessary shoot the kulak breed." "We will make soap of kulaks." "Our class enemy must be wiped off the face of the earth." Ce ne sont pas de simples slogans, ces mots accompagnent des massacres massifs. ⁵⁰⁸

Le massacre de Katyn en 1940 doit également être qualifié de génocide selon les historiens et juristes polonais. ⁵⁰⁹ D'autres exécutions concertées de membres de l'élite professionnelle polonaise ont suivi en

⁵⁰⁵ *Stalin's Genocides*, 17.

⁵⁰⁶ Les massacres des chrétiens d'Orient par les Islamistes ont ravivé en 2014 cette catégorisation.

⁵⁰⁷ La totalité des populations tchétchène et ingouche — un demi-million d'hommes, femmes et enfants — a été déportée en 1944 en quelques jours en Kazakhie et Kirghizie.

⁵⁰⁸ *Stalin's Genocides*, 57.

⁵⁰⁹ Les Soviétiques avaient réussi à faire inscrire Katyn à charge des nazis dans l'acte d'accusation de Nuremberg, malgré l'opposition des Alliés. Pourtant, il était clair dès cette époque (y compris pour les Alliés) que les corps de plus de 4000 officiers polonais retrouvés dans les fosses de la forêt de Katyn avaient été assassinés d'une balle dans la nuque par le NKVD. Boris Eltsyne a communiqué aux Polonais en 1992 le décret signé de Staline. Voir Annette Wiewiorka, *Le procès de Nuremberg*. Paris : Liana Levy, 2006.

1940 à la suite du partage du pays entre nazis et soviétiques. Elles ont fait selon les historiens de 25 mille à 26.000 victimes.

De telles décimations de « nationalités » anti-soviétiques, ou réputées telles, les massacres de « peuples ennemis » désignés par la paranoïa de Staline comme « espions » et « saboteurs », en dépit de ceux qui voudraient imputer à ces opérations meurtrières toujours renouvelées une rationalité minimale, des motifs intelligibles face à la menace de guerre, ne reflètent pas moins un arbitraire absolu et une déraison sanguinaire :

[2230

The Soviet Germans were a potential fifth column for Nazi Germany ; the Soviet Koreans would support Japanese imperialism in eastern Siberia, where they lived ; and the Soviet Poles were instruments of the intrigues of Pilsudski's Poland against the Soviets. But it would miss the essence of the attacks on these peoples to exaggerate the real threats that they posed to Stalin and Soviet power. Not only were the number of spies among these peoples very limited, but there was no reason to think they would be any less loyal during a war than the Russians, Uzbeks, or Belorussians, who were not attacked at all in the same way. ⁵¹⁰

Certes, l'historien doit prendre du recul et il doit distinguer, même dans l'horreur extrême, mais au bout du compte, conclut Norman Naimark, « I would suggest that the history of genocide in Stalinist Russia and the Third Reich provides more material for similarity than for difference » : les ressemblances priment pour lui sur les différences de « méthodes » et de visées.

Le terme de « génocide » est utilisé de nos jours, tant par les spécialistes que par les journaux et par le grand public, en ce qui touche au Cambodge et aux décimations massives opérées par les « Khmers rouges » exterminant le quart de la population cambodgienne en trois ans et demi. Dès 1996, Ben Kiernan a publié *The Pol Pot Regime : Race, Power and Genocide in Cambodia under the Khmer Rouge, 1975-1979*. ⁵¹¹ « In his important work on the Cambodian genocide,

⁵¹⁰ Naimark, 81-82.

⁵¹¹ Réédité en 2002 par Yale University Press. Trad. *Le génocide au Cambodge, 1975-1979 : race, idéologie et pouvoir*.

Ben Kiernan has demonstrated that social and ethnic criteria are not so easily separated from each other and often mix. From his research it is apparent that one cannot distinguish the Cambodian events from the normal patterns of genocide by using terms such as "autogenocide" or "social genocide"—there were too simply many ethnic components involved in the killing. » ⁵¹² Une partie de l'extrême gauche française a néanmoins maintenu son appui au régime « calomnié » de Pol Pot. « Ainsi, la Ligue communiste révolutionnaire a-t-elle soutenu les « révolutions » vietnamienne et cambodgienne, le Bureau politique de la LCR qualifiant le témoignage de François Ponchaud, *Cambodge année zéro*, d'« intox et faux en tout genre ». Pour [224] ces trotskistes, Pol Pot, en 1977, n'était pas responsable de ce qui se passait, seuls les États-Unis étaient coupables. Si, en 1979, les communistes ont reconnu l'ampleur de la tragédie, ce n'a pas été le cas de la gauche maoïste, *L'Humanité rouge* et Front rouge surenchérissant dans leur soutien indéfectible aux Khmers rouges. De son côté, Alain Badiou a publié dans *Le Monde*, le 17 janvier 1979 une tribune libre (?) intitulée « Kampuchéa vaincra ! » dans laquelle il justifie et approuve le régime de Pol Pot.

La question de l'inclusion de groupes désignés au massacre au moyen de catégories censément politiques (catégories bricolées par les tueurs mêmes) a refait surface dans les débats de l'après-URSS et dans les ci-devant pays « satellites ». Les populations baltes persécutées et décimées par les staliniens n'étaient jamais désignées par leurs nationalités, mais étaient liquidées comme « espions », « bandits », « contre-révolutionnaires », « ennemis du peuple » etc. selon une rhétorique léniniste qui s'était fixée dès les années 1920. La distinction entre qualification criminelle, ou « de classe » ou de nationalité, d'ethnie (à supposer que ces dernières seules ouvriraient sur le concept de génocide) est discutable et fallacieuse dans la mesure où, dans les faits, ces catégories instrumentales se confondent. ⁵¹³ Une telle remarque peut s'appliquer aussi à l'*Holodomor* ukrainien : qui Staline voulait-il anéantir ? Des « paysans » récalcitrants ou des Ukrainiens comme tels ? ⁵¹⁴

La catégorie juridique une fois établie pour le 20^e siècle a pu inviter à une remontée dans le « passé de la modernité », loin en deçà de

⁵¹² *Stalin's Genocides*. 28.

⁵¹³ *Stalin's Genocides*. 28.

⁵¹⁴ *Stalin's Genocides*. 29.

l'invention du néologisme en 1943, c'est à dire à distinguer des génocides « avant la lettre » dans le lointain passé des révolutions. Les massacres des Vendéens ont été décrits et dénoncés non pas seulement par l'« école révisionniste » de François Furet mais en leur temps par Gracchus Babeuf — qui ne disposait pas du mot de *génocide* et pour cause, mais qu'on ne saurait qualifier de contre-révolutionnaire malveillant — comme étant, *Verbatim*, un « système d'extermination générale », un « système de dépopulation » dont il accusait les « ambitieux » du Comité de salut public. Le néologisme « Populicide » apparaît en 1794 sous sa plume dans son pamphlet *Du système de dépopulation ou La vie et les crimes de Carrier*. C'est par ce mot oublié que Babeuf qualifie les exactions commises par Jean-Baptiste Carrier, représentant en mission de la [225] Convention nationale à Nantes. ⁵¹⁵

⁵¹⁵ Voir Pol-Erwan Le Tannou, *Guerre et Génocide de Vendée*, S. L. : Stella-maris, 2014

— *Une contre-proposition :*
les « régimes de violence extrême »

On ne dispose pas en fait, en dehors du droit, d'une définition savante, historique, admise par tous de « génocide ». Rien de surprenant ici car « génocide » est un terme instrumental et intrinsèquement politique.⁵¹⁶ La catégorie juridique est de toute façon peut-être trop étroite - outre qu'elle est politiquement instrumentalisée et n'est appliquée concrètement, à savoir devant les tribunaux internationaux, qu'à des vaincus. Elle ne couvre et de loin pas tous les « genres » de massacres de masse, de persécutions meurtrières de communautés humaines, lesquels, il importe de l'ajouter, ne sont pas toujours le fait d'un appareil d'État ou de son armée comme tel, lors même que le pouvoir encourage, approuve ou laisse faire.

Ainsi, le terme ne peut être appliqué à toutes sortes d'atrocités récurrentes en plusieurs pays (y compris démocratiques) et en plusieurs conjonctures au cours du dernier siècle, qu'il s'agisse du meurtre de prisonniers de guerre, de déportations ethniques, de persécution des « asociaux ». Les régimes nazi et soviétique ont eu ceci de commun que - sans s'être concertés mais en suivant chacun leurs logiques propres - ils ont persécuté et massacré des groupes entiers ou des entités (?) qui ne sauraient entrer dans la catégorie, même comprise de façon très large, de « génocide » : les handicapés mentaux, les vagabonds, les prostitué(e)s, les nomades, les apatrides et immigrés, les homosexuels, — les asociaux et déviants (et dès lors délinquants) auxquels étaient *assimilées* certaines ethnies discriminées et haïes comme les Tsiganes et les/certains Juifs. On peut ajouter à cette liste hétérogène toutes les sortes de minoritaires, les atypiques quels qu'ils soient, les dissidents et opposants politiques ou réputés tels, les dévots, les intégristes religieux, les hérétiques, tous les gens qui choquent la majorité et/ou les hommes du pouvoir par leurs moeurs ou leurs opinions et qui dans ces conjonctures de violence extrême peuvent et vont devenir des cibles. On constate alors dans toutes ces épisodes de répression qui peuvent avoir été et sont souvent planifiées d'en haut, une large part de participation

⁵¹⁶ Christian Gerlach et Nicolas Werth, « State violence » in Geyer, et Fitzpatrick. *Beyond Totalitarianism. Stalinism and Nazism Compared*, 138-.

spontanée « *from below* » — compensée par des poches de résistance passive et par le refus actif de quelques « justes » [226] isolés.

Les régimes nazi et soviétique ont encore eu ceci de commun — c'est une politique de longue durée, en ce qui concerne l'URSS : elle est attestée dès avant les années 1930 et plus ou moins sournoisement poursuivie après la déstalinisation - que ce furent des régimes qui ont pratiqué la *déportation ethnique* et qu'une bonne part de leurs performances sanguinaires et meurtrières tient à de telles politiques de déplacement de populations, brutalement appliquées. Il n'est guère besoin de rappeler les crimes du nazisme en la matière en Pologne et dans l'ouest de l'URSS. Mais parallèlement, entre 1930 et les années 1950, trois millions de citoyens soviétiques ont été déportés de force, déportations qui ont entraîné des morts innombrables (le mot est pris au sens précis que le calcul n'en est pas fait, ni peut-être faisable ⁵¹⁷). En 1930-1931, un million huit cent mille Soviétiques classés koulaks ou « koulakoïdes » (*podkulachnik*) avaient été mis dans des camps du Goulag ou déportés vers les zones de colonisation spéciale de Sibérie. En 1932, un rapport de l'OGPU établit que 30% de ces koulaks étaient morts - victimes des violences, mais aussi de la famine et de la maladie.

L'URSS comptait une centaine de « nationalités » suspectées par Moscou comme exhibant des tendances « contre-révolutionnaires ». La fidélité soviétique des Tatars de Crimée, des Tchétchènes et Ingouches, des Allemands de la Volga, Polonophones d'Ukraine, Finnois de la région de Leningrad, Coréens d'Extrême Orient, Karatchaïs, Balkars, Kalmyks était « douteuse », leur résistance passive à la collectivisation justifiait aussi des mesures de déportation. À partir de juin 1941, par crainte du ralliement de ces peuples « douteux » à la *Wehrmacht*, les mesures de déportation en masse dans des « zones de peuplement spéciales » dans l'urgence accompagnées de l'extermination des « éléments » les plus « anti-soviétiques » se déchaînent.

La politique des nettoyages ethniques, idéologiquement motivée, méditée et décidée d'« en haut », avait commencé néanmoins pour de bon en URSS au début des années 1930. En décembre 1932-janvier 1933, la déportation de 60.000 Cosaques de Kuban accusés de résistance à la socialisation et de nationalisme, marque la transition des

⁵¹⁷ Plus de la moitié des Tchétchènes sont morts dans la déportation ou les années qui ont suivi.

déportations censées « de classe » à des [227] déportations de nationalités entières qui prédominent de 1933 à 1953. ⁵¹⁸

L'URSS (et les régimes du Pacte de Varsovie à sa suite) avaient un *besoin* perpétuel d'ennemis, des ennemis largement imaginaires pour subsister idéologiquement. Les bolcheviks ont liquidé d'abord les représentants de « classes moribondes », les « monstres moraux » et d'autres « ennemis du peuple » et ils ont continué après 1945 à démasquer constamment des « fascistes » et réprimer des « contre-révolutionnaires ». La révolution hongroise de 1956 a été dénoncée comme le fait « de fascistes et de contre-révolutionnaires ». C'est au nom de l'« anti-fascisme » que fut menée la répression de l'insurrection. C'est en son nom que les partis communistes occidentaux furent unanimes à approuver le massacre. « Fascistes » étaient, dans la foulée, les critiques occidentaux de la répression post-stalinienne à Budapest. « Les groupes totalitaires ont besoin réels ou imaginaires. Ils sont là pour alimenter la paranoïa du leader (charismatique) et par extension celle du groupe sous son emprise. Les groupes totalitaires ne sont jamais indifférents à l'opinion du monde extérieur qui nourrit leur chasse aux sorcières. » ⁵¹⁹ « La particularité du totalitaire est de ne pouvoir coexister pacifiquement avec le non-totalitaire », formule Alain Brossât dans *L'épreuve du désastre*. ⁵²⁰ Cette obsession de l'ennemi, du comploteur, du saboteur, est précisément un des marqueurs du régime totalitaire. « S'il le faut, on les invente à travers des boucs émissaires et des aveux extorqués à des victimes qui avouent elles-mêmes l'équité du châtement qui les accable. Ils sont là omniprésents pour entretenir le complexe d'encerclement du chef charismatique totalitaire, le syndrome du complot ; pour faire admettre la nécessité de son emprise sur le groupe ; légitimer tous les arbitraires, y compris les plus monstrueux ; nourrir la peur de l'autre ; justifier le verrouillage de la communauté. » ⁵²¹

Les Procès de Moscou, ou l'épisode de terreur de masse dont les procès successifs furent la vitrine, ne sont pas un dérapage dû à la

⁵¹⁸ Terry Martin, *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*. Cornell University Press, 2001. 847.

⁵¹⁹ Delestre et Lévy, *Penser les totalitarismes*, op. cit., 231.

⁵²⁰ *L'épreuve du désastre. Le 20^e siècle et les camps*. Paris : Albin Michel, 1996.

⁵²¹ Delestre et Lévy, 171.

« paranoïa » du *Vojd*, ils expriment une nécessité du régime. Après la guerre, le monde stalinien et post-stalinien se réinventera constamment des ennemis à abattre. [228] C'est en effet après 1945 que l'antifascisme triomphe à titre d'épouvantail fantasmatique inusable. Il permet aux communistes — suivis par une partie de la gauche en Europe continentale — de dénoncer successivement la « bande fasciste Tito-Rankovic », puis le « titiste » Laszlo Rajk, puis Konrad Adenauer et les « néonazis et revanchards » de Bonn (tandis qu'en face, la terne dictature de Walter Ulbricht incarnait, elle, glorieusement, la vigilance antifasciste), puis les éléments « contre-révolutionnaires » et autres « fascistes » de Poznan, de Budapest, de Prague, de Gdansk et ainsi de suite, — tous voués non seulement à une répression féroce, mais, à l'Ouest, à la conformiste réprobation des communistes et des compagnons de route.

Il faut donc préférer peut-être, du point de vue de l'historien qui n'est pas celui du juriste, à l'étroite qualification de « génocide » et à celle de régimes génocidaires, la catégorie large et englobante de *régimes de violence extrême* — catégorie sous-tendue par deux questions qu'il lui appartient d'approfondir : (1) celle non pas de l'État seulement mais de *sociétés* ultra-violentes. Ce qui peut se dire de l'URSS après 1917 mais aussi, hors de toute idéologie totalitaire au pouvoir, de la Colombie par exemple depuis un long demi-siècle et presque jusqu'à maintenant, du Cambodge, de l'Indonésie, du Proche-Orient chiïte/sunnite dont la brutalisation ne fait que croître et (2) la question de la légitimation incitative de la violence extrême, ce à la fois (a) dans la propagande étatique à l'adresse des masses et (b) au bénéfice de « minorités agissantes », exécutantes et meurtrières dotées d'une indispensable « bonne conscience ». Le régime totalitaire, fonctionnant à la terreur, est inséparable de l'usage systémique de la violence extrême. Les régimes totalitaires ont été des fabriques de cadavres. La « chasse aux sorcières », aux espions, aux dissidents, aux esprits critiques, aux récalcitrants, aux paresseux, finit par englober tout le monde dans une terreur sans limite. La question posée dans tout ceci est celle du changement d'échelle dans la criminalité et l'inhumanité dont le siècle écoulé doit être comptable. Il n'y a pas à isoler les massacres d'une violence d'État plus étendue, « diversifiée » et constante. Le critère de recours étatique à la violence extrême fait finalement apercevoir les super-vaincus de l'Histoire, privés de parole, privés dévisage, les anonymes pauvres hères victimes des

régimes fascistes et *dits* marxistes dont, souvent, l'historien ne parvient pas à chiffrer le nombre au million près.

Pour conclure ce point, il faut souligner la grande différence d'attitude aujourd'hui entre les Russes et les peuples jadis « satellites » à l'égard de cette mémoire. Elle s'explique aisément. En URSS, la question des massacres de [229] masse, évoquée avec bien des prudences dans le Rapport Khrouchtchev, avait émergé dans des livres parus du temps de la *Perestroïka* de Gorbatchev mais elle a été rapidement mise sous le boisseau au moins dans la vie publique. Bien entendu, les peuples de la Périphérie, massacrés naguère par le Parti-État, des Ukrainiens aux Tartares de Crimée, n'entendaient pas perpétuer cette censure, cet esprit de dénégation qui empoisonne leurs relations avec les Russes. C'est seulement dans les Pays baltes que quelques grands procès d'anciens responsables et de policiers à la retraite se sont déroulés car ces pays pouvaient espérer tirer un renforcement de leur unité nationale à travers la punition des crimes staliniens, des massacres et déportations des années 1940-50. Les Estoniens et les Litvaniens peuvent blâmer avant tout des étrangers, des Russes (y compris leurs minorités russophones mal intégrées) pour leurs malheurs. Les Russes n'auraient que des Russes à blâmer pour leurs millions de morts — et des criminels à rechercher parmi les survivants. Tout est ici.

La catégorie élargie de régimes et de sociétés « de violence extrême » permet de sortir du « cadre » du totalitarisme tout en admettant que tous les régimes qui ont été étiquetés tels — y compris les derniers survivants totalitaires comme la misérable Corée du Nord — étaient et sont au plus haut degré des régimes de violence extrême. La violence extrême qui émane de l'État et en reçoit la sanction n'émane pas toutefois exclusivement que de lui. Elle est souvent endémique car elle rencontre plusieurs sources latentes de haine. Telle est la perspective que proposent Christian Gerlach et Nicolas Werth en incluant la Colombie, l'Indonésie au 20^e siècle, l'Empire Ottoman tardif et les régions de la *Frontier* des États-Unis dans leur expansion vers l'Ouest. ⁵²²

⁵²² 137. Voir : Christian Gerlach, "Extremely Violent Societies : An Alternative to the Concept of Genocide," *Journal of Génocide Research*, 8, no. 4 (2006). 455-71. On note que Gerlach a inclus les USA au 19^e siècle comme pays de violence extrême.

Le recours systématique à la torture caractérise aussi de tels régimes — la torture qui est « l'événement le plus effroyable qu'un homme puisse garder au fond de soi ». ⁵²³ Mais précisément, il faut interposer ici une forte objection, objection qui est sûrement venue à l'esprit des lecteurs quand j'ai évoqué la persécution de minorités : il n'y a pas que l'État totalitaire qui persécute et qui torture. La torture est vieille comme les sociétés humaines. Et la démocratie, ne prémunit pas des dérapages « totalitaires » comme Guantàmo en [230] témoignent aujourd'hui. Les démocraties tortionnaires ne sont pas l'exception mais, dans les situations de guerre, de crise, la règle. « Démocraties dans lesquelles notamment le droit des innocents à ne pas être assassinés l'emporte souvent aujourd'hui sur celui des terroristes à ne pas être torturés. » À cet égard, l'idée tentante du « moindre mal » peut entraîner des dérapages totalitaires. La guerre, observait déjà il y a bien longtemps Tocqueville, tue la démocratie. « La volonté « d'extirper le terrorisme » par tous les moyens est une tentation des démocraties censées attachées aux droits et à la dignité de la personne humaine. « Il faut reconnaître qu'il doit être extrêmement difficile de garder son sang-froid quand des hommes en armes à la solde d'un groupuscule totalitaire s'en prennent à des populations désarmées, surprises et sans défense, à coups de voitures piégées et d'attentats suicides. Mais pour défendre certaines valeurs (les droits humains) et ne pas prendre le risque de se retrouver du côté des totalitaires, il ne faut évidemment pas y renoncer. » ⁵²⁴

Les politiques racistes, la persécution des minorités, l'incarcération arbitraire, la torture, la mise au pas de populations par la misère infligée et la famine ne sont donc pas le propre des quasiment défunts régimes totalitaires s'il est vrai que tous ces régimes y ont eu recours — sans déployer la clandestinité honteuse des prétendus États de droit.

La République française a été, en usant des critères retenus plus haut — mais qui le dit ? — un État tortionnaire qui protège jusqu'à nos jours ses criminels, de la Guerre d'Algérie, d'Indochine et elle est même un État génocidaire. Sétif 1945, Madagascar 1947 : ce sont des « génocides » à suivre certains historiens non pas français, mais algériens et malgaches. Le 8 mai 1945 pour un Français, c'est la victoire sur l'Axe ; pour un Algérien, c'est, commis par des Français, les massacres de Sétif

⁵²³ Amery, *Par-delà le crime et le châtement*. Arles : Actes Sud, 1995. 52.

⁵²⁴ Delestre et Lévy, *Penser les totalitarismes*, 231.

et Guelma — dont les Français n'ont pas souvenance dans leur « mémoire collective ».

Pour clore cette section : cette catégorie de « régimes de violence extrême », ne peut-on pas l'appliquer à l'Europe tout entière dans les quarante années qui suivent le fatidique 1914 ? Je me trouve d'accord avec Timothy D. Snyder, dans *Bloodlands : Europe Between Hitler and Stalin* : l'Holocauste et le Goulag sont à considérer non isolément mais dans une chaîne ininterrompue de tueries de masse qui atteint son *momentum* dans le cours des années 1930-40. [231] En les isolant dans l'horreur, en le conférant une aura numineuse, on réagit certes de morale façon, mais on renonce à les donner à comprendre. Tout remonte aux millions de morts, aux massacres industriels de la Première guerre mondiale, - à l'« Apocalypse de la modernité » comme la qualifie Emilio Gentile. ⁵²⁵

— Querelles de chiffres

La fin du 20^e siècle a vu se développer en de confuses polémiques plusieurs querelles de chiffres. L'addition de *tous les morts* du communisme, formant un grand total de 96 millions de victimes pour tous les régimes qui se sont réclamé de cette idéologie au cours du siècle, a pu paraître une manière de procéder plus polémique que sensée. Elle a été reprochée à l'« Introduction » écrite par Stéphane Courtois au *Livre noir du communisme* alors qu'elle pouvait, à son sentiment, se justifier en raison du fait que tous les régimes de ce type furent et sont coulés dans le même moule et sont des variantes de la même conception idéocratique du pouvoir. ⁵²⁶ « Les régimes communistes ont commis des

⁵²⁵ *L'apocalisse della modernità. La Grande Guerra per l'uomo nuovo*. 2008. Trad. *L'apocalypse de la modernité. La Grande guerre et l'homme nouveau*. Paris : Aubier, 2011.

⁵²⁶ Voici le passage précis, p. 14, où le préfacier comptabilise, — addition dont plusieurs collaborateurs du collectif se désolidariseront : « Nous pouvons ... établir un premier bilan chiffré qui n'est encore qu'une approximation minimale et nécessiterait de longues précisions mais qui, selon des estimations personnelles, donne un ordre de grandeur et permet de toucher du doigt la gravité du sujet :— URSS, 20 millions de morts,— Chine, 65 millions de morts,— Vietnam, 1 million de morts,— Corée du Nord, 2 millions de morts, — Cambodge, 2 millions

crimes concernant environ 100 millions de personnes contre environ 25 millions de personnes au nazisme », contraste en « arrondissant » Stéphane Courtois dont l'intention provocatrice était de montrer « le communisme » comme le pire, le plus sanguinaire de tous. ⁵²⁷ Martin Malia a commenté le [232] choc occasionné dans le public occidental par ce chiffre : « Certes, chacun des épisodes majeurs de la tragédie — le goulag de Staline, le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle de Mao Zedong, les Khmers rouges de Pol Pot — a eu son triste moment de notoriété. Mais ces horreurs se sont bientôt évanouies dans l'« histoire » et personne ne s'est avisé d'en additionner le total et de le proposer au public. L'extraordinaire importance de ce total, du coup, explique en partie le choc provoqué par le livre. Cependant, le vrai choc est venu de l'inévitable comparaison de ce total avec celui du nazisme qui, avec une évaluation de vingt-cinq millions de victimes, apparaît nettement moins meurtrier que le communisme ». ⁵²⁸

Bernard Bruneteau dans *L'Âge totalitaire* a objecté néanmoins à bon droit que, instrument polémique, la comptabilité des morts ne procure qu'une illusion d'équivalence avec les victimes du nazisme. « Dans le cas du communisme, on additionne des morts non naturelles de nature très différente : mortalité infligée (les exécutions proprement dites), mortalité provoquée (morts de faim, d'épuisement, de maladies lors des déportations). Ensuite, la convergence quantitative n'induit pas une similitude qualitative du degré d'horreur incarné par les deux régimes. La terreur rouge cible en effet des individus, des groupes et des peuples pour ce qu'ils font ou sont supposés pouvoir faire contre le pouvoir en place, non pour ce qu'ils sont (cas du nazisme). Même dans le cas du

de morts,— Europe de l'Est, 1 million de morts,—Amérique latine, 150 000 morts, —Afrique, 1,7 million de morts,— Afghanistan, 1,5 million de morts, — mouvement communiste international et partis communistes non au pouvoir, une dizaine de milliers de morts. Le total approche la barre des cent millions de morts. Cette échelle de grandeur recouvre de grandes disparités de situation. Il est incontestable qu'en valeur relative la « palme » revient au Cambodge où Pol Pot, en trois ans et demi, est parvenu à tuer de la manière la plus atroce — la famine généralisée, la torture — le quart environ de la population totale du pays. Cependant, l'expérience maoïste frappe par l'ampleur des masses impliquées. Quant à la Russie léninienne et stalinienne, elle glace le sang par son côté expérimental mais parfaitement réfléchi, logique, politique. »

⁵²⁷ *Livre noir*, 20.

⁵²⁸ M. Malia, in Courtois, *Du passé faisons table rase !*, 371.

génocide ukrainien, la logique à l'œuvre vise la soumission du peuple d'Ukraine à la politique et aux normes de *l'Homo sovieticus*, non son éradication de la surface de la terre (une fois le résultat politique obtenu, le contrôle de la famine cesse). » 529

Soljénitsyne avait avancé autrefois pour sa part le chiffre, impossible en soi, excessif, de 40.000.000 de morts au Goulag et autres lieux de relégation et [233] de 26.000.000 de victimes des famines orchestrées par Moscou. 530 Un historien américain plein d'aplomb arrive à un chiffre très (trop) précis d'ampleur analogue : « Probably 61,911,000 people ... have been murdered by the Communist party — the government — of the Soviet Union. ... The key to it all can be disclosed here : *Marxism* ». 531

Robert Conquest était arrivé, lui, avec le chiffre conjectural de 20.000.000 de morts de fait direct du régime soviétique entre 1930 et 1953 - à quoi devait s'ajouter « quelques millions » de morts avant 1930 - et combien après ? 532 Martin Malia endossait cet « ordre de grandeur », mais on est loin d'un consensus. 533 Nicolas Werth au *livre noir du communisme* se « limite » pour sa part (c'est le chiffre le plus bas que je rencontre) à comptabiliser quinze millions de morts du fait direct du régime soviétique.

De fait *le livre noir du communisme*, en dépit du scandale qu'il a occasionné, avance avec une modération et une prudence certaines les

529 B. Bruneteau *L'Age totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme*. Paris : Cavalier bleu, 2011. 130. — l'historien précise son *distinguo* en concédant les « chiffres » avancés : « Si l'on s'arrête au strict plan quantitatif, Staline a tué autant qu'Hitler, voire plus : exécution de 750 000 personnes lors de la Grande Terreur de 1936-1938 ; disparition d'environ 500 000 koulaks lors de leur déportation-abandon de 1930-1932 ; mort dans les camps du Goulag d'au moins 3 millions de détenus entre 1930 et 1953 ; mort par famine provoquée et non secourue de 5 à 7 millions d'Ukrainiens en 1932-1933 ; mort de plusieurs centaines de milliers de membres de peuples déportés ou « punis » (Baltes, Polonais, Allemands de la Volga, Tatars, Tchétchènes) 128.

530 *Archipel*, vol. II.

531 Rudolph J. Rummel, *Lethal Politics : Soviet Génocide and Mass Murder*. New Brunswick NJ : Transaction, 1990, 1 et 9.

532 Robert Conquest, *The Créât Terror : A Reassessment. Le féroce XX^e siècle, réflexions sur les ravages des idéologies*. Paris : Éditions des Syrtes, 2001.

533 M. Malia, *The Soviet Tragedy. A History of Socialism in Russia*. New York : Free Press ; Toronto : Maxwell Macmillan, 1994, 11.

chiffres les plus bas avancés par les spécialistes de l'URSS. « Rappelons que les auteurs les plus sérieux ont avancé des chiffres bien supérieurs aux nôtres, proteste Stéphane Courtois : Robert Conquest, 40 millions de morts, ⁵³⁴ Volkogonov, 35 millions, ⁵³⁵ Panine, 60 millions, Soljenitsyne, 66 millions ». ⁵³⁶

Tout récemment enfin, Aleksandr Iakovlev, naguère bras droit de Mikhaïl Gorbatchev, président de la Commission présidentielle russe qui avait mandat en 2000 de faire rapport sur les crimes soviétiques, a conclu que le nombre de morts dus au régime lui-même est d'une « ampleur comparable aux pertes souffertes durant la Grande guerre patriotique » à savoir dans les 25 millions de morts — chiffre conjectural supérieur à ceux avancés naguère par les [234] historiens d'Occident. ⁵³⁷

Nicolas Werth estime au reste que la question cruciale n'est pas précisément dans les chiffres s'il s'agit de singulariser le *modus operandi* bolcheviste : « le crime est certes une composante essentielle [du communisme], mais le mensonge qui a permis l'occultation de la terreur paraît plus central que le crime lui-même. » ⁵³⁸

Les adversaires de cette historiographie « anti-communiste » se sont mis aussi à compiler des chiffres et à les additionner — ce qui semblerait concéder que la problématique comptable a du bon à titre heuristique. Pour la dénonciation de la criminalité colonialiste française en longue durée, on a additionné ainsi les 45.000 morts de Sétif en 1945, les 90.000 morts de Madagascar en 1947 etc. L'ennui est que, horreur pour horreur, on n'arrive pas, *même* avec le colonialisme, à des chiffres de pareille ampleur et qu'il n'est pas clair de savoir ce qu'on gagne en confrontant les tableaux comptables et en quoi ceci exonère si peu que ce soit l'autre « camp ». Ces polémiques autour des additions comparées des piles de cadavres des entreprises expansionnistes et des

⁵³⁴ Dont 20 millions pour la Grande Terreur. Robert Conquest, *The Great Terror*.

⁵³⁵ Dimitri Volkogonov, *Staline : triomphe et tragédie*, Flammarion, 1991.

⁵³⁶ Stéphane Courtois. *Communisme et totalitarisme*. Paris : Perrin, 2009, 273.

⁵³⁷ Alexander Yakovlev, "Doklad Komissii pri Prezidente Rossiiskoi Federatsii po reabilitatsii zertv polititseskikh repressii," février. 2, 2000, à consulter sur <http://www.alexanderyakovlev.org/personal-archive/artides/7141>. Voir : A. N. Iakovlev et Paul Hollander, *A century of violence in Soviet Russia*, New Haven : Yale University Press, 2002. Iakovlev est mort en 2005.

⁵³⁸ Voir au chapitre 4 : — Les régimes du Grand mensonge.

régimes totalitaires de droite et de gauche ont fait pousser les hauts cris, mais la question, si elle est déplaisante, ne saurait être écartée comme *oiseuse*. Si nous nous trouvons encore, à la présente étape de ce débat, au temps des chiffres hyperboliques et de la confusion des critères en vue de gonfler les additions, si la volonté de montrer un totalitarisme (le communiste en l'espèce comparé au nazi) plus sanguinaire qu'un autre relève de la controverse sommaire, de la partisanerie, il faudra quelque jour étudier la dynamique de ce sous-débat en cours, débat inévitable même s'il n'aboutira pas de sitôt à un consensus. ⁵³⁹

[235]

En fait, il est certain qu'il sera à jamais impossible d'arriver à des chiffres tout à fait précis. L'historien pionnier de la terreur stalinienne, Robert Conquest, dans la version revue de *The Great Terror : A Reassessment*, 1990 [original de 1968], avait conclu il y a bien des années déjà que la comptabilité est impossible en raison de lacunes d'information insurmontables et de la fragilité des conjectures : « Anything like complète accuracy on the casualty figures is probably unattainable. As a Soviet analysis puts it, some records were lost, or never existed. In addition, when it comes to the terror-famine of 1932-1933, it will be almost impossible to sort out the infant deaths from those unborn owing to the decline in birth rate, since registration of births and deaths ceased in the affected areas over the critical period (moreover, under the then procédures, infants dying within a few days of birth were counted as unborn). » ⁵⁴⁰

Ces victimes in-calculables au « million près » sont aussi à jamais *anonymes*. Il n'y a guère que pour la Shoah que le *Yad Vashem* a pu pieusement retrouver les noms d'un peu plus de quatre millions d'entre les victimes. Les « estimations » du nombre de Juifs tués dans l'Holocauste varient par ailleurs avec beaucoup moins d'amplitude que pour

⁵³⁹ La seule réplique serait somme toute que le mal impérialiste, les dix millions et demi de morts de la Grande guerre etc., ne sont pas le fait des socialistes lesquels sont au reste les seuls à avoir vu venir avant 1914 la « Grande bouche-rie » et à s'y être activement opposés. Réplique qui a ceci de faible pourtant qu'elle ne résout pas ni n'affronte seulement le problème de la mutation des idées généreuses de ces pacifistes en justification de l'inhumain — ni ne relative les « chiffres » de l'autre camp.

⁵⁴⁰ Rééd. 40th Anniversary Ed. Oxford : Oxford UP, 2008. 487.

les autres génocides : entre 5,1 millions (chiffre étayé de Raul Hilberg dans *La Destruction des Juifs d'Europe*) et 6 millions. ⁵⁴¹

• Deux régimes mémoriels : hypermnésie et amnésie

[Retour à la table des matières](#)

J'ai signalé la persistance dénégatrice d'un segment de l'extrême gauche française, le rejet de la notion de totalitarisme et de l'idée seule de « crimes » du communisme. « L'exemple le plus emblématique est celui d'Alain Badiou, ... À la tête d'un groupe révolutionnaire dont il était le fondateur, il a soutenu les régimes de Mao et de Pol Pot et continue de justifier leurs crimes de masse, tout en niant la pertinence du concept de totalitarisme et en [236] vilipendant la démocratie. » ⁵⁴² Toute critique du communisme défunt est rangée par lui dans la catégorie de « littérature de guerre froide ». Une partie de la gauche radicale se retrouve en 2011 dans un appel censé intrépide, « Non à la criminalisation du communisme », relayé par des militants toujours staliniens. ⁵⁴³ Ces « militants » ne conçoivent pas de se demander si un fait est vrai ou faux, établi ou contesté ; il leur suffit de se demander dans un esprit fidéiste si ce fait sert ou dessert la Cause, sur ce point, le doute n'est pas permis : « La finalité de cet anticommunisme, accusent-ils

⁵⁴¹ Chiffre « classique » endossé peu après la défaite de l'Axe par l'économiste et statisticien Jacob Lestchinsky.

⁵⁴² Courtois, Stéphane, dir. *Sortir du communisme, changer d'époque*. Paris : PUF, 2011. 53. Voir un article d'Eric Conan, « Alain Badiou : la star de la philo est-il un salaud ? », *Marianne*, 27 février 2010, p. 18-27 : « Ce n'est pourtant pas un jeune premier éblouissant, mais plutôt un vieux perdant dont l'originalité consiste à défendre tout ce qui a échoué, de préférence dans le sang. Stalinisme, maoïsme, génocide cambodgien..., il assume tout. Il exècre la démocratie et les droits de l'homme. Son créneau, le kitch tragique, semble porteur, mais il serait injuste d'y voir de l'opportunisme. Cet exotisme relève chez lui de la fidélité : Alain Badiou est un fossile des années 60-70. Tous les maoïstes de l'époque ont répudié leur jeunesse folle et beaucoup en font commerce. Lui maintient tout. Il reste le dernier. »

⁵⁴³ *Sortir du communisme, changer d'époque*. Paris : Fondapol & PUF, 2011. 656.

vertueusement, est toujours la même : forclore la révolution, diaboliser les luttes de classes et les grèves, faire croire qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme... et le cas échéant justifier la répression contre tous ceux qui contestent l'Europe de Maastricht, construite par le Grand capital sur les ruines du camp socialiste. »

Il se fait cependant que, très au delà de ces groupuscules négationnistes négligeables, la mémoire contemporaine, l'opinion prépondérante dans son sens diffus, ne veut pas traiter de manière identique ou analogue le souvenir du communisme et le nazisme. Elle ne veut pas user des mêmes critères pour les évaluer. Alain Besançon a parlé d'amnésie partielle ou totale pour l'un et d'hypermnésie pour l'autre dans *Le malheur du siècle*. « Le siècle a été traversé par le communisme et par le nazisme. L'un tombe aujourd'hui dans l'oubli, pendant que le souvenir de l'autre brûle dans un feu perpétuel. Cette inégalité dans la mémoire étonne et demande explication. Il faut donc comparer les deux systèmes dans ce qu'ils ont de comparable et ne produire que des faits qu'un même tribunal puisse connaître. » ⁵⁴⁴

La mémoire de la Shoah et des crimes nazis a été instrumentalisée pour refouler dans l'ombre les crimes de masse commis au nom du « progrès ». Dans les pays d'Europe de l'Ouest, la loi ne réprime que la négation des crimes [237] nazis. J'ai parlé plus haut d'une fracture entre deux Europe. La Loi Gayssot de 1990 en France qualifie de « délit », la contestation de l'existence des seuls crimes contre l'humanité « définis dans le statut du Tribunal militaire international de Nuremberg ». En Belgique, la loi du 23 mars 1995 réprime « la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis pendant la Seconde Guerre mondiale par le régime national-socialiste allemand. » Son extension a été souvent réclamée, mais rencontre des résistances.

Dans un essai intitulé « Communisme-Nazisme : la comparaison interdite », ⁵⁴⁵ Jean-François Revel voit dans l'« hypermnésie » du nazisme une manœuvre délibérée qui, en feignant de s'hypnotiser sur l'horreur absolue, croit possible de refouler par intimidation la mémoire des crimes, équivalents dans leur ampleur, des régimes communistes. « Rappeler chaque jour les atrocités nazies ... entretient un bruit de fond permanent qui ne laisse plus de vigilance disponible pour le rappel des

⁵⁴⁴ Prière d'insérer.

⁵⁴⁵ *Le Figaro Magazine*, 12 février 2000.

atrocités communistes », diagnostique Jean-François Revel qui parle de « mémoire tronquée ». « On objectera certes, avec raison, qu'aucun rappel de la criminalité nazie ne saurait être excessif. Mais l'insistance de ce rappel devient suspecte dès lors qu'elle sert à en ajourner indéfiniment une autre ». ⁵⁴⁶

Pourquoi cette différence radicale de traitement ? Elle est enracinée dans l'histoire mondiale du fait que les communistes, - à savoir, bel et bien, le régime totalitaire stalinien, - ont fini par aider les Alliés à mettre fin à la Deuxième Guerre mondiale et que les Russes ont payé le prix fort pour venir à bout du nazisme. En 2001, les historiens russes estimaient les pertes du conflit germano-soviétique à 26,2 millions de tués (environ 16% de la population de l'Union soviétique de 1940) dont plus de 11 millions de soldats et officiers (6,8 millions de tués directs et 3,8 millions de prisonniers de guerre décédés entre les mains de la Wehrmacht), et surtout 15,6 millions de civils - l'importance sans précédent des pertes civiles étant la conséquence de la guerre d'anéantissement menée en Union soviétique par le *Reich*.

À Nuremberg, pour la partie soviétique, ce sont les juges et procureurs mêmes des procès de Moscou qui ont participé et personne parmi les Alliés ne l'ignorait - pas plus qu'ils n'ignoraient les auteurs de Katyn et les [238] innombrables massacres de Staline. Hormis une poignée d'esprits critiques, il pouvait ne pas sembler approprié pour le simple quidam de faire preuve de plus d'intransigeance morale que Churchill ou De Gaulle !

La différence de traitement tient également à une difficulté psychologique, au fait que les générations qui vont passer bientôt et qui ont connu des militants communistes, leurs amis ou voisins, n'ont pas vu en eux, — si agaçants, si dogmatiques et fourvoyés qu'ils aient pu les trouver à l'occasion, — des complices « objectifs » de crimes de masse, crimes dont il faudrait inlassablement leur rappeler l'horreur à l'égal des crimes du fascisme. La difficulté qu'il y a à concilier l'image du communiste occidental *lambda*, ancien résistant souvent, militant sincère et dévoué, ou bien même « idiot utile », avec l'horreur des faits qu'il a couverts explique dans une certaine mesure, complémentaire, un silence contraint ou une réserve qui est moralement, ou plutôt civiquement, justifiable dans un monde jadis divisé en deux « blocs ». Le

⁵⁴⁶ Revel, *La grande parade*, 125.

sinologue Simon Leys admet que l'on ne doit pas faire abstraction de la manière dont les individus ont pu adhérer à chacun des systèmes incriminés ni assimiler ancien communiste et ancien nazi :

Nous pouvons concevoir qu'un homme de bonne volonté, qu'un esprit droit (mais naïf, ou aveuglé, ou dépourvu de bon sens) se soit fourvoyé dans le communisme du vivant même de Staline (lequel continuait quand même à disposer pour ses public relations d'un prospectus, un peu ancien, mais toujours brûlant et superbe, le *Manifeste du parti communiste*) ; en revanche, pour se rallier au nazisme il aurait nécessairement fallu être une crapule, un fou ou un crétin (de préférence, les trois à la fois). Hitler était dépourvu d'ambiguïté : il disait ce qu'il faisait, il faisait ce qu'il disait, et on avait le programme complet dans *Mein Kampf*. ⁵⁴⁷

Martin Malia a voulu expliquer — c'est un problème connexe ou additionnel qui entretient la perplexité — la *persistance* de la différence mémorielle après 1991 : « La chute du communisme n'entraîna avec elle aucun procès de Nuremberg et, par voie de conséquence, aucune « dé-communisation » qui aurait placé formellement le léninisme en dehors des limites de la civilisation ; et, bien sûr, des régimes communistes continuent de faire bonne figure au plan international. Une autre raison de notre perception dualiste est que la [239] défaite a détruit le nazisme dans la première phase de son iniquité, ce qui a fixé pour toujours sa mémoire dans l'horreur absolue. À l'inverse, le communisme, à l'apogée de son iniquité, était récompensé par une victoire épique, bénéficiant d'une longévité d'un demi-siècle au cours duquel il perdit son dynamisme, se repentit à demi de Staline et même, pour quelques leaders malheureux (comme le Tchécoslovaque Alexander Dubcek en 1968), tenta de donner à ce système un « visage humain ». ⁵⁴⁸



⁵⁴⁷ Cité par Pierre Boncenne. *Pour Jean-François Revel*. Paris : Pion, 2006. 230.

⁵⁴⁸ Stéphane Courtois, dir. *Du passé faisons table rase ! Histoire et mémoire du communisme en Europe*. Paris : Laffont, 2002. 374.

[240]

Fascisme, totalitarisme, religion séculière :
trois concepts pour le XXe siècle.
Notes d'histoire conceptuelle
Volume III :

TOTALITARISME
Première partie : chapitres 1 à 4

Chapitre 3

Paradigmes typologiques, contreperties notionnelles, catégories alternatives

• *Catégories complémentaires,
différences spécifiques*

[Retour à la table des matières](#)

La critique d'une catégorie, d'un idéaltype passe par la reconstruction du paradigme sémantique et cognitif dans lequel le terme s'insère. Un mot ne va jamais seul. C'est un point de méthode que j'ai développé au volume I : il faut toujours rechercher, lors même qu'il n'est pas explicité par l'auteur de la définition et se trouve même d'aventure refoulé, le terme complémentaire qui forme ordinairement une opposition binaire inscrite à son tour dans un « genre prochain » qui les englobe. C'est toujours *par rapport à* et *en opposition à* quelque autre entité que les paramètres de l'idéaltype se déterminent. (Les paradigmes ternaires que j'ai signalés au vol. I, sont rares). Quelle est ensuite le genre dont le type défini est une espèce ? Quelle est la catégorie englobante et quelle est, pour parler en aristotélicien, la différence spécifique ? Quels

sont, pour parler cette fois en lexicologue, l'hyperonyme du terme, ses hyponymes, le ou les termes complémentaires, l'antonyme éventuel ? Si un régime n'est pas « totalitaire », que peut-il être d'autre ? Or, c'est précisément cette paradigmatique plus ou moins latente, plus ou moins explicite, qui varie chez les chercheurs que j'ai passés en revue. La mise en lumière de ces différentes structurations va éclairer les dissensions et malentendus qui règnent entre eux.

Quels sont enfin les régimes typiques de la catégorie - et quels régimes moins typiques est-il à propos d'inclure en raison de traits retenus à priori comme nécessaires et suffisants. Certains des régimes parfois retenus « à la marge », ceux, naguère qualifiés « fascistes » de Franco, Salàzar, Sekou Touré, Pinochet etc., ont utilisé à un *moindre degré* les mêmes moyens « idéal-typiques », terreur, surveillance policière, embrigadement de la jeunesse, matraquage propagandiste, écrasement de la société civile. Cette question de degrés invite à poser que « totalitarisme » n'est pas, n'a pas à être une *essence* définie par des paramètres immuables exclusifs, mais quelque chose de tendanciel et de répandu à des degrés variables de typicalité, quelque chose qui ne doit pas être transformé en entéléchie.

[241]

Justement parce qu'un idéaltype n'est pas une entéléchie, il ne prend sens qu'inséré dans un paradigme à un terme complémentaire ou à plusieurs termes. Le critiquer commence par expliciter et préciser quelles sont les classes complémentaires et à tester la cohérence du tout. « Fascisme » peut avoir selon les chercheurs pour complémentaires : socialisme, démocratie, libéralisme, conservatisme, nationalisme selon les cas. « Fascisme » peut être englobé par « totalitarisme » ou au contraire servir à l'exclure. « Fascisme » à son tour peut être englobé par nationalisme dont il serait une variante « ultra-nationaliste » ou enveloppé dans des termes de longue durée historique — et *ipso facto* de mince contenu - comme « tyrannie », « dictature » etc. Pourquoi ne pas se contenter de « despotisme » défini séculièrement par Aristote selon trois paramètres pertinents : « principe de gouvernement par la peur ; • le despote n'est pas limité par les lois ; • il exige la plus stricte obéissance de tous ?

La veille règle d'économie méthodologique, dénommée Rasoir d'Occam, s'applique ici : *entia non sunt multiplicanda praeter*

necessitatem ! ⁵⁴⁹ C'est l'objection initiale avec *totalitarisme* depuis les temps de Carl Friedrich et Brzezinski : la question est non pas "peut-on définir la chose selon des paramètres précis et constants", — on le peut, — *mais* en quoi le terme néologique est-il indispensable et fructueux, et dès lors est-il justifié dans la séculaire nomenclature des régimes politiques, face notamment à *despotisme* et *tyrannie* ? ⁵⁵⁰ Il faut que la différence entre les catégories antiques et la nouvelle soit de nature et non de degré.

Question connexe : en quoi « totalitarisme » fait-il apercevoir des analogies *opératoires* entre les régimes nazi et stalinien (avec d'autres régimes mis à la marge ou moins typiques) et au prix justifiable de la scotomisation de quelles différences non moins attestées et significatives sous certains aspects ? Un autre type d'objection sémantico-logique que nous avons rencontré revient en effet à rejeter la notion dans la mesure où les régimes subsumés différencieraient trop entre eux en dépit de leurs ressemblances génériques. Ici le problème heuristique s'inverse : il va de soi que toute catégorie [242] historiographique tombe sous le coup de cette sorte d'objection qui est celle des spécialistes enfermés dans la spécificité de leur objet d'étude et peu désireux d'en sortir. Ainsi Emilio Gentile, éminent spécialiste du régime mussolinien tend à rejeter la catégorie parce qu'elle invite à comparer et assimiler ce qui demeure « irréductible » : « Fascisme, nazisme et communisme sont des phénomènes doués d'une originalité historique spécifique, pose-t-il, et sont irréductibles à un dénominateur commun ». ⁵⁵¹

⁵⁴⁹ L'énoncé « *Entia non sunt multiplicanda praeter necessitatem* », littéralement « Les entités ne doivent pas être multipliées par delà ce qui est nécessaire », est souvent attribuée à Guillaume d'Occam sans cependant qu'il y en ait trace dans ses écrits.

⁵⁵⁰ Voir un livre qui passe en revue les types de despotes - de Hitler à Duvalier et Idi Amin : Daniel Chirot, *Modern Tyrants. The Power and Prevalence of Evil in our Age*. New York : Free Press, 1994.

⁵⁵¹ Gentile, *Fascismo. Storia e interpretazione*. Roma, Bari : Laterza, 2002. -- - » *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*. Paris : Gallimard, 2004, 172.

• Juan Linz :
la typologie des régimes autoritaires

[Retour à la table des matières](#)

Les travaux de Juan J. Linz, ⁵⁵² qui s'accroissent depuis vingt ans et plus, portent sur la typologie et la taxinomie de la vaste catégorie *intermédiaire* (au sens qu'ils ne sont ni démocratiques, ni totalitaires) des régimes « autoritaires » de divers acabits lesquels, en fait, prédominent en nombre sur la planète, aujourd'hui comme jadis. Ses réflexions sont synthétisées dans *Totalitarian and Authoritarian Regimes* paru en 2006. ⁵⁵³ Le totalitarisme, le régime totalitaire, dans ce contexte, ne trouve à se définir et ne se qualifie tel que par la *co-présence* de paramètres qui se rencontrent chacun, mais pas au complet, isolément et de façon moins intense, dans les divers types de régimes « autoritaires ».

Ceux-ci dans leur diversité ne vont pas « jusqu'au bout » de l'horreur, ils admettent un pluralisme très limité, laissent une marge d'autonomie aux institutions religieuses etc. Ils veulent maintenir l'ordre, mais en général se fichent de ce que les gens pensent : l'apathie publique leur convient et la mobilisation des foules, de la jeunesse leur fait au contraire peur, l'unanimité idéocratique n'est pas leur fait : la grande différence est celle du [243] rôle, médiocre ou éminent, de l'idéologie officielle.

Sur les régimes « sultaniques », totalement dépourvus d'idéologie et régis par l'arbitraire « ubuesque » d'un mégalomane tout puissant, on

⁵⁵² Spécialiste de l'Espagne franquiste, il la classe « incomplètement totalitaire », mais admet qu'en raison du « haut degré de terreur et de violence contre les opposants politiques jusqu'à la fin de la guerre civile », on peut établir un « parallèle explicite avec le fascisme italien et avec le nazisme allemand ».

⁵⁵³ Boulder CO : Lynne Rienner, 2000. ---» *Régimes totalitaires et autoritaires*. Préf. de Guy Hermet. Paris : Armand Colin, Voir aussi : Linz, Juan José. *Der religiöse Gebrauch der Politik und /oder der politische Gebrauch der Religion. Ersatz-Ideologie gegen Ersatz-Religion*. Document sur le site de : Universität Duisburg-Essen, Standort Duisburg, Institut für Politikwissenschaften. Hauptseminar Sommersemester 2006. Dozent : Prof. Dr. Thomas Heberer. *Religiöse Politik und politische Religionen in Ost- und Südostasien*.

pourra voir du même auteur une monographie documentée et très riche : H. E. Chehabi et Juan Linz, dir. *Sultanistic Regimes*. 554

Juan Linz définit alors la catégorie de régime totalitaire, — lequel n'est pas son objet propre mais qui lui sert à contraster avec les différents types d'autoritarismes — par trois critères, ou trois grappes de critères qui doivent être co-présents, les convergences seules de ces trois paramètres induisant « nombre des caractéristiques plus fréquentes dans les systèmes totalitaires que dans d'autres systèmes non démocratiques » :

1. Un centre de pouvoir moniste bien que non monolithique, qui fournit leur légitimité à toutes les formes de pluralisme des institutions et des groupes existants, en même temps qu'il les médiatise, et ce, dans le cadre d'une création politique plutôt que d'une excroissance de la dynamique sociale antérieure.
2. Une idéologie exclusive, autonome et plus ou moins élaborée intellectuellement, à laquelle le leader, le groupe dirigeant et le parti à leur service s'identifient, afin de l'utiliser comme justification de leurs politiques ou de la manipuler pour les légitimer. Cette idéologie a des frontières à ne pas franchir sous peine de se trouver sanctionné pour hétérodoxie. Allant au-delà d'un simple programme ou d'une délimitation des frontières de l'action politique légitime, elle fournit normalement une signification ultime, un sens de l'objectif historique et une interprétation de la réalité sociale.
3. La participation et la mobilisation active de la population dans et pour des tâches sociales collectives sont encouragées, exigées, récompensées et canalisées au sein d'un parti unique et d'un grand nombre de groupes secondaires en situation de monopole. Assez typiques des régimes autoritaires, l'obéissance passive, l'apathie des sujets, le refuge dans les rôles de routine sont, en revanche, jugés indésirables par les dirigeants totalitaires. 555

554 Baltimore : Johns Hopkins UP, 1998.

555 Op. Cit., 42.

[244]

La terreur permanente ne figure pas chez lui dans les critères primaires, en quoi Linz se sépare de Hannah Arendt qui en faisait philosophiquement le traits/*ne qua non* — mais la terreur est retenue à titre de conséquence attestée et hautement « logique » des trois paramètres qui précèdent :

Le rapport étroit à l'idéologie, l'aspiration au contrôle monopolistique et la peur de perdre le pouvoir expliquent sans nul doute la propension totalitaire aux méthodes coercitives ainsi que la probabilité d'une terreur continue. Dans ces conditions, cette terreur, exercée du reste plus au sein même de l'élite que contre les opposants ou même des opposants seulement potentiels, distingue les systèmes totalitaires des autres systèmes non démocratiques. ⁵⁵⁶

La terreur, par ailleurs, note-t-il pour justifier sa démarche, n'est pas *le propre* des régimes totalitaires. Bien des dictateurs « ordinaires » y ont largement recours. Il faudrait s'entendre alors sur ce que le terme recouvre : la terreur politique est définie par Dallin et Breslauer (*Political Terror in Communist Systems*, 1970) comme « l'usage arbitraire, par les organes de l'autorité politique, d'une coercition extrême contre les individus et les groupes, la menace crédible ou l'extermination arbitraire de tels ou tels individus et groupes ». Elle a sans conteste caractérisé ainsi le gouvernement totalitaire. « Toutefois, ces formes de coercition se manifestent indéniablement aussi dans des régimes qui, autrement, sauf extension du terme, ne pourraient se qualifier de totalitaires ... En effet, des systèmes non démocratiques étrangers à « la logique de la pensée idéologique » ont montré leur propension à la terreur et à la violation permanente des plus élémentaires des droits de l'homme. Il suffit de penser au régime de Trujillo en République dominicaine, où la terreur arbitraire exercée par un homme seul n'avait pas, ni ne nécessitait, de justification et ne se distinguait pas par des formes modernes de mobilisation des masses. » En sens contraire, ajoute Juan Linz, mais sans procurer d'exemple ici (je ne crois pas qu'il le pourrait), « il est

⁵⁵⁶ Linz, 45.

possible de concevoir des régimes dotés des caractéristiques totalitaires mais ne recourant pas à la terreur politique. » ⁵⁵⁷

C'est, au départ, en distinguant les *rares* fascismes des abondants régimes autoritaires que le spécialiste du franquisme qu'est Linz a développé sa [245] théorie. Les régimes de Franco, de Salàzar, celui de Metaxas en Grèce entre 1936-41, souvent hyperboliquement classés « fascistes », furent fondamentalement des *Authoritarian Regimes*. Le nassérisme, le PRI-isme mexicain entrent aussi dans cette vaste catégorie. Les oligarchies militaires forment de ce catégorie générique un cas de figure encore plus répandu. De tels régimes « intermédiaires » ont été et demeurent 1. plus nombreux dans le vaste monde et 2. plus semblables entre eux que les démocraties d'une part — toujours en nette minorité sur la planète - et les totalitarismes de l'autre — lesquels ont disparu du moins en Occident.

Linz procède de façon aristotélicienne : il englobe le terme « totalitaire » dans la vaste catégorie des régimes « autoritaires » et prétend dégager et établir ensuite un *trait propre*, absent du genre et communs aux échantillons de l'espèce, ce qui fait la différence spécifique. Les multiples sortes de régimes autoritaires, avec leurs sous-catégories oligarchiques, « sultanistiques » (Duvalier, Trujillo...) typologisés par Juan J. Linz sont des despotismes *sans idéologie*. Le tyran « ordinaire » ne se réclame pas d'une mission à laquelle il serait censé croire et faire croire : il mène la grande vie et se remplit les poches et celles de ses obligés. L'idéologie omniscinete d'État forme donc la différence spécifique : « Pour que l'on puisse parler de totalitarisme, il faut qu'ils se réclament d'une idéologie ... et qu'ils imposent leur règle en recourant à des formes d'organisation de masse des membres de la société. » ⁵⁵⁸ De ce trait ou ce caractère découlent la mobilisation de masse permanente et les programmes de changement grandiose. La terreur policière, la milice prétorienne, la toute puissance d'un autocrate peuvent caractériser les régimes « autoritaires », mais non la prévalence d'une idéologie monopoliste d'État.

⁵⁵⁷ Op. cit., 81.

⁵⁵⁸ *Régimes totalitaires et autoritaires*, 39.

Les dimensions caractéristiques d'un système totalitaire sont donc l'idéologie, le parti unique de masse et les autres organes de mobilisation, ainsi que la concentration du pouvoir aux mains d'un individu et de ses collaborateurs, ou bien d'un petit groupe n'ayant de compte à rendre à aucune institution représentative et non susceptible de se voir évincé pacifiquement du pouvoir selon une procédure régulière. Ces éléments peuvent s'observer isolément dans d'autres types de régimes, mais c'est leur présence simultanée qui singularise un système totalitaire. Il en découle que tous les régimes [246] de parti unique ne sont pas totalitaires. De même, nul régime dans lequel s'observe une compétition honnête pour le pouvoir entre des partis librement constitués ne peut l'être. Enfin, un système non démocratique dans lequel il n'y pas de parti unique, en particulier de parti unique actif, ne peut davantage être considéré comme totalitaire. ... [par ailleurs] Il y a assurément des dictateurs dont le pouvoir n'a pu se qualifier de totalitaire : chefs césaristes, oligarchies restreintes à la façon des juntes militaires, coalitions d'élites non responsables devant leurs pairs et leurs organisations. Pour que l'on puisse parler de totalitarisme, il faut qu'ils se réclament d'une idéologie référée à des degrés divers à une valeur centrale, une *Weltanschauung*, et qu'ils imposent leur règle en recourant à des formes d'organisation de masse des membres de la société au-delà de la coercition par l'armée et la police. 559

La catégorisation de Linz est évidemment étrangère à tout jugement moral, lequel est à bannir des typologies historiennes : Staline, Hitler et Mao sortent de la moyenne par le nombre de leurs victimes, mais les « ubuesques » Trujillo et Bokassa, sur un territoire plus étroit, brillent tout de même à leur modeste niveau en matière de folie meurtrière. Ce qui les fait différer ce sont les moyens et peut-être, ce qui ramène à l'indispensable idéologie totale du régime, l'inflexibilité de politiques qui entraînent la fuite en avant dans la criminalité.

— Régimes idéologiques à parti unique

Paul Brooker a avancé pour englober les fascismes et les « socialismes réels » une catégorie alternative assez semblable à celle de Linz : *The Ideological One-party States*. Deux paramètres sont retenus : un parti unique identifié à l'État et la primauté de l'idéologie - type qui n'englobe pas moins à la fois le régime soviétique et les fascismes

559 *Régimes totalitaires et autoritaires*, 39.

auxquels s'ajoutent quelques autres régimes autoritaires du ci-devant Tiers-monde. ⁵⁶⁰ Le concept permet en effet d'inclure et de comparer le franquisme-phalangisme, mais aussi les dictatures post-1950 des Nasser, N'Krumah, Sékou Touré.

[247]

Stuart Woolf suit encore la même démarche : il importe — en vue de marquer la *différence spécifique* des fascismes — d'inscrire les totalitarismes dans une catégorie englobante, non pas spéculative et trans-historique, mais abondamment attestée en synchronie, celle des régimes autoritaires des années 1920-1930, à savoir ceux du Maréchal Pilsudsky, de l'Amiral Horthy, du chancelier Dollfuß & al Ces régimes n'imposaient pas tous une idéologie d'État ni ne s'acharnaient à un endoctrinement de masse. La terreur policière y existe mais elle n'y opère pas tous azimuts, elle demeure ciblée sur quelques adversaires. Une mentalité de caste unit la classe régnante plutôt qu'une solidarité conspiratrice. Une certaine opposition est tolérée — ainsi une « fonction tribunitienne » est concédée à l'Église. ⁵⁶¹

• *Misère du binarisme*

[Retour à la table des matières](#)

On a observé ceci tout au long du chapitre I : lorsque « totalitarisme » se trouve inscrit dans un couplage binaire exclusif avec « Démocratie », on se rapproche grandement, on « tombe » même aussitôt dans l'idéologisation pure et simple dans la mesure où le couplage est inévitablement axiologique et instrumental, à la fois intemporel et militant, effaçant de manière « manichéenne » ce qui ne colle pas au contraste dépeint en noir et blanc. Dans la pensée unique politologique, dans la pédagogie des écoles de sciences politiques, les « totalitarismes » rouge, brun et noir s'opposent volontiers à un autre « être de raison », une intemporelle et idéalisée « démocratie libérale », —

⁵⁶⁰ *Twentieth-Century Dictatorships : The Ideological One-party States*. Basingstoke : Macmillan, 1995.

⁵⁶¹ Woolf, dir. *European Fascism*. London : Weidenfeld & Nicolson, 1968, Et : — dir. *The Nature of Fascism*. London : Weidenfeld & Nicolson, 1968.

nazisme et stalinisme étant posés comme chiens de faïence, se regardant de part et d'autre de la cheminée de l'histoire. À la scélébratesse intégrale des régimes totalitaires s'oppose une démocratie idéale avec ses « imperfections » concédées du bout des lèvres, au bouleversement social impitoyable des totalitarismes, l'« amélioration patiente et réaliste de la vie en société », à la société fermée, la société ouverte etc. ⁵⁶² Or, l'antonyme et censée complémentaire « démocratie » recouvre, même pour une époque et dans une aire socio-politique déterminée, des régimes politiques et économiques très dissemblables qu'il ne convient pas de sublimer en une entéléchie. Le binarisme cher à quelques essayistes libéraux pour qui libertés politiques et liberté du « marché » s'étaient, est avant tout anhistorique. Si la « Guerre totale » de 1914 a engendré les totalitarismes fascistes et communiste, qu'est-ce [248] qui a déclenché cette guerre, si ce ne sont les « démocraties » d'alors inséparables de la pulsion impérialiste des puissances européennes jointe au militarisme ? Un concept historique doit non pas permettre de se congratuler *ex post facto*, mais il doit contribuer à expliquer la montée et le déclin, les regains éventuels d'un phénomène, non moins que sa singularité.

Dès 1905, Mussolini, alors leader socialiste, futur chef fasciste, trouve une inspiration « proto-totalitaire » dans la doctrine des minorités agissantes, propre au courant syndicaliste-révolutionnaire française, doctrine « de gauche » qui se rencontre dans son esprit avec la « sociologie des élites » de Vilfredo Pareto : cette genèse complexe qui intéressera le suspicieux historien des idées (voir mon chapitre 5), n'est guère éclairée par le couple abstrait totalitarisme/démocratie.

Les principes libéraux sont pourvus de « bonnes raisons » qui font consensus de nos jours et dans nos contrées, *mais* dans les années 1920, après une guerre qui avait fait plus de 10 millions de morts, au cours d'une crise économique générale et dans un contexte européen de guerre civile larvée, qui peut, qui pouvait se dire sans jobardise et sereinement un libéral politique et économique ?

Si l'on se borne à construire un paradigme à deux camps, totalitaire /démocratique, le concept est fallacieux car il laisse perplexe face à des complexités empiriques qu'il recouvre bien mal : dans les années 1930, le général Pilsudski, Kemal Ataturk, Metaxas, Salàzar, Franco dirigent

⁵⁶² Expression de Jean-Fr. Revel.

d'une « main de fer » des dictatures géographiquement voisines qui sont activement antidémocratiques sans être qualifiés de « totalitaires » pour autant et sans être bien semblables entre elles - ni blâmables au même degré.

• *Un amendement :* *le Modèle totalitaire faible*

[Retour à la table des matières](#)

Simon Tormey en 1995 dans *Making Sense of Tyranny : Interpretations of Totalitarianism*⁵⁶³ tire les conséquences de la disparition de l'URSS en amendant résolument le concept de totalitarisme. Le modèle « fort » classique insistait sur la solidité de ce type de régime et sur son jusqu'au-boutisme. L'historien lui oppose un « Weak model » ; le modèle faible envisage, en tension et à la fois, la pratique du pouvoir et ses toujours imparfaits résultats, la visée [249] de contrôle total et les difficultés perpétuelles à obtenir la sorte de contrôle recherchée. Tormey s'appuie notamment sur Vaclav Havel — dont j'ai décrit le concept de « régime post-totalitaire » — et sur Leszek Kolakowski : un régime totalitaire semble prêt à tout pour contrôler les hommes, laver les cerveaux etc., mais il n'y parvient jamais, quelque chose résiste constamment et le régime est incapable de reconnaître cette limite, d'avouer son incapacité à se soumettre entièrement la vie sociale ; il persiste à essayer, brutalement ou sournoisement. La chute des régimes du Pacte de Varsovie montre que les gens exposés à un demi-siècle de propagande et de mensonge officiel n'avaient pas besoin de croire ce qu'on leur martelait ; ils cherchaient pour la plupart à éviter les ennuis et c'est tout. Tormey admet toutefois que dans tout régime, « even the most unspeakable », on rencontre une poignée d'adhérents sincères.⁵⁶⁴

Le grand argument de Tormey est donc qu'aucun régime, ni Hitler ni Staline, n'est parvenu de près ou de loin à réaliser l'idéaltype. Tout au plus peut-on penser qu'il l'aurait voulu et observer dans ses actes et ses échecs mêmes une tension vers ce but. Faute de mieux, ce genre de

⁵⁶³ Manchester : Manchester UP, 1995.

⁵⁶⁴ 176.

régime donne alors au monde — et se donne à lui-même — *l'apparence* de la stabilité et du consensus général. Plusieurs théoriciens naguère ont pris cette apparence pour la réalité des choses ; le modèle fort était une simple vue de l'esprit instillée par le caractère systématiquement mensonger de cette sorte de régime. Avec le recul, le prétendu monolithe est un château de cartes. Aucun homme nouveau ni femme nouvelle ne sont créés, aucune loyauté étendue, puissante et durable n'est engendrée.

La primauté de l'idéologie demeure au cœur de cette version amendée : la visée totalitaire est de rendre, par soumission passive et acquiescement apparent, le citoyen empirique extérieurement conforme au Projet idéologique irréalisable. Voici donc la redéfinition avancée :

Totalitarianism is a System of rule in which a regime attempts to pursue a vision of social life whose realisation would consist in the complete subordination of each individual and by extension a complète transformation in the very character of human existence ... Totalitarian Systems ... crave absolute power on their subjects and yet find the road to the attainment of that power blocked by the realities [250] of human life. ⁵⁶⁵

• Une alternative conceptuelle : Idéocratie

[Retour à la table des matières](#)

Idéocratie veut dire avant tout : prééminence absolue de l'idéologie dans les actions du pouvoir. Le mot désigne un régime en quelque sorte « idéaliste », qui, dans sa fuite en avant, avec ses échecs répétés et ses crimes, est engendré par un « système d'idées » sommaire, fermé, censé omni-puissant et omniscient, imperméable à l'expérience, notamment économique, et indifférent aux besoins « matériels » des humains. Tout système d'idées politico-sociales, toute idéologie-utopie mis en application est nécessairement dangereuse dans la mesure où elle va s'efforcer d'adapter les hommes à une abstraction en les rééduquant au besoin et à nier la réalité qui, si elle résiste, aura *tort* de le faire.

⁵⁶⁵ Op. cit., 173.

Le contenu de ce système idéologique (classe, race, histoire, nature...) auquel on s'arrête à tort, et ses sources contradictoires alléguées (Lumières, anti-Lumières) n'est pas du tout ce qui importe : c'est la *logique* à la fois inflexible, dénégatrice et aporétique qui l'anime qui est décisive. Florent Bussy définit en ces termes cette logique totalitaire qu'il met lui aussi au principe du phénomène. ⁵⁶⁶ « Une pensée esclave d'une logique doctrinale, victime d'un fantasme, dominée par des lois qui s'imposent à l'ensemble de l'existence humaine, tel est le sens totalitaire de l'idéologie. Rien ne peut ni ne doit échapper à la logique de l'idée. » ⁵⁶⁷ Et Bussy cite Soljenitsyne qui, dans sa lettre ouverte, *Pis'mo vozhdiam Sovetskogo Soiuza* intime non sans mépris aux dirigeants de l'URSS des années Brejnev que loin de « savoir ce qu'ils font » et de maîtriser la situation, ils sont eux-mêmes, non des tyrans tout-puissants, mais les déraisonnables esclaves d'une logique absurde qui les conduit à la ruine en faisant le malheur des sujets de l'État-parti, de l'idéocratie despotique :

Ce n'est pas votre bon sens qui vous a incités à attacher autour de votre cou les meules qui vous noieront, mais bien la Doctrine Progressiste périmée dont vous avez hérité : c'est elle qui vous a [251] imposé la collectivisation.... C'est elle qui, en vous incitant à vous lancer dans de vastes projets internationaux, vous a contraints à hypertrophier les industries de guerre jusqu'à sacrifier tous les besoins intérieurs du pays Elle qui a dicté la persécution religieuse, si importante pour le marxisme, si folle et préjudiciable pour les hommes qui l'appliquent (traquer les travailleurs les plus consciencieux, étrangers à la fraude comme au vol, à l'aide de fainéants, et devoir ensuite subir, les conséquences du vol et de la fraude généralisés !) Réfléchissez : pourquoi retranchez-vous de leur patrie ces millions de sujets qui sont les meilleurs ? En tant qu'hommes d'État, cela ne peut que vous nuire, mais vous faites cela automatiquement, mécaniquement parce que c'est le marxisme qui vous l'impose. ⁵⁶⁸

⁵⁶⁶ Bussy, *Le totalitarisme. Histoire et philosophie d'un phénomène politique extrême*. Paris : Cerf, 2014. 231-.

⁵⁶⁷ Op. cit., 233.

⁵⁶⁸ Soljenitsyne, Alexandre (Solzhenitsyn, Aleksandr Isaevich). *Pis'mo vozhdiam Sovetskogo Soiuza*. 1973. ---» *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique. Et autres textes*. Paris : Seuil, 1974.37.

La logique totalitaire est orwellienne, *Big Brother is watching you* : il faut, dans une Idéocratie, qu'il n'y ait nulle part où se cacher et où vivre ou survivre « en paix » et à sa manière, il faut que nulle solidarité entre les hommes ne subsiste sous le regard du Chef tout puissant et de l'idéologie qu'il sert. Le totalitarisme doit écraser toute autonomie, effacer les différences, les dissemblances, les sympathies et les antipathies entre les hommes. Dans une idéocratie, tous sont toujours-déjà virtuellement des « coupables objectifs » sans qu'un reste d'humanité, ni de droit, ni de morale, ni de « common decency » ne fasse barrage à cette culpabilité universelle — *allgemeine Sündhaftigkeit*.

Si les totalitarismes/idéocraties sont des pouvoirs monolithiques appuyés sur une idéologie omniscience qui débouche sur une « utopie » irréalisable, sur un but chimérique, impossible à atteindre, nous retrouvons à la source la notion *d'illusion*, illusion à la fois vaine et terriblement concrète qui a mobilisé des millions d'hommes et de femmes qui ont vécu et parfois sont morts pour elle.

En 1995 sont paru en français deux livres qui invitaient à découvrir une « illusion » au principe du communisme et dans son « essence ». L'un, traduit de l'anglais, est celui de Martin Malia, *La tragédie soviétique*, l'autre, celui de François Furet, *Le Passé d'une illusion* dont j'ai parlé. Les intentions des deux [252] historiens étaient différentes. Tandis que l'un se propose de faire l'histoire du régime soviétique, l'autre a pour objet non pas l'histoire du communisme, et moins encore de l'U.R.S.S., « mais celle de l'illusion du communisme aussi longtemps que l'U.R.S.S. lui a donné consistance et vie ». Mais leurs voies se rejoignent plus d'une fois, puisque, selon l'un, l'histoire du régime soviétique est censée démontrer que l'utopie — fût-ce par la voie des « conséquences non voulues » — en a gouverné le cours du début à la fin, et que, selon l'autre, « l'histoire de l'illusion ou de l'idée (les deux termes s'échangent) conduit l'investigateur à relater et à interpréter les changements advenus en Russie depuis l'époque de la révolution d'Octobre jusqu'à celle de la Perestroïka, en même temps que ceux de la politique communiste occidentale. » ⁵⁶⁹ Furet avait écrit : « L'illusion n'accompagne pas l'histoire communiste. Elle en est constitutive : à la fois indépendante de son cours, en tant que préalable à l'expérience, et soumise pourtant à ses aléas, puisque la vérité de la prophétie tient dans

⁵⁶⁹ Lefort, *La complication*, 12.

son déroulement. » ⁵⁷⁰ Cette illusion multiple était « celle d'une logique de l'histoire, celle d'une action qui lui serait conforme, celle d'une dictature du prolétariat dont la prévision serait scientifiquement établie, celle enfin d'un salut que procurerait le dévouement à une cause sacrée ». ⁵⁷¹

Idéocratie est alors le néologisme qui cherche à exprimer cette fondation chimérique et aporétique des régimes les plus sanguinaires et destructeurs de l'histoire. La notion progresse aujourd'hui, le néologisme tend soit à compléter, soit à se substituer à « totalitarisme ». Je vais expliquer pourquoi.

La notion d'« idéocratie » appliquée à l'URSS (comme elle l'est depuis lors à titre comparatif aux régimes fasciste et nazi), permet précisément à Martin Malia, professeur à Harvard puis professeur d'histoire des idées à Berkeley ⁵⁷², d'écartier ou de pas avoir recours au concept controversé de « totalitarisme » : [253] la capacité et la volonté de contrôle « total » de la société par l'État-parti bolchevik, l'intensité de la terreur et de la répression ont beaucoup varié de Lénine à Staline, à Brejnev, à Gorbatchev ; mais le fait que la *raison d'être* de l'État soviétique était de réaliser à tout prix un projet global de transformation de la société que Martin Malia juge chimérique est inhérent à son histoire de 1917 à 1991. Le terme d'« idéocratie » prend son sens ici c'est à dire d'un régime ayant mis une idéologie au pouvoir. On rencontre à partir d'ici une thèse qui va expliquer le marxisme-léninisme et l'histoire bolchevique en termes de projet chimérique, d'« illusion tragique », de croyance fantasmatique passée à l'acte jusqu'à la ruine finale inclusive-ment. Martin Malia a trouvé une formule radicale qui résume son explication d'une partie immense du malheur du siècle écoulé : l'URSS

⁵⁷⁰ Furet, *Le Passé d'une illusion*, 14.

⁵⁷¹ Lefort, *La Complication*, 41.

⁵⁷² En France, où il fut étudiant et où il donna des cours à l'École des Hautes études en Sciences sociales, au Collège de France et à l'Institut d'études politiques de Paris, il était proche de la revue *Commentaire* fondée par Raymond Aron. C'est en France qu'il fit paraître en 1980 son premier livre, *Comprendre la révolution russe*, tiré de son cours au Collège de France.

s'est effondrée « comme un château de cartes » parce qu'elle n'avait jamais été qu'un château de cartes. ⁵⁷³

Quelle relation y avait-il entre la réalité souvent atroce et la « représentation » de celle-ci à travers l'idéologie ? Leszek Kolakowski, auteur des trois volumes *Main Currents of Marxism : Its Rise, Growth and Dissolution*, publiés dans les 1970s, avait écrit semblablement que « le marxisme aura été le plus grand fantasme de notre siècle », *the greatest fantasy*. ⁵⁷⁴ Plus le « marxisme » à la sauce stalinienne a cherché à avancer vers un but impossible à atteindre, plus les résistances se sont intensifiées et plus la répression a dû se faire féroce. Pour Malia, pour Kolakowski, pour François Furet et désormais bien d'autres, la « disparition » du communisme en livre le (non-)sens ultime. C'est l'interprétation la plus sombre de la dynamique du siècle passé : la tragédie soviétique a été *absurde* avant même d'être inhumaine, la terreur stalinienne [254] n'ayant été que la manière « forte » d'en conjurer l'absurdité en muant la vaine Construction du socialisme en une industrialisation à marche forcée d'un pays arriéré, — « grande politique » impitoyable justifiant les moyens totalitaires mobilisés. ⁵⁷⁵

Martin Malia appréhende dès lors le système autoritaire, stagnant et improductif dont hérita Michaël Gorbatchev (celui-ci, par une ultime illusion, une illusion dans l'illusion, ayant cru pouvoir *in extremis* le « restructurer ») comme engagé depuis toujours dans un cours

⁵⁷³ Malia, *The Soviet Tragedy. A History of Socialism in Russia*. New York : Free Press, Toronto : Maxwell Macmillan, 1994. --- » *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*. Paris : Seuil, 1995.

⁵⁷⁴ Martin Malia fait de la phrase citée ici l'exergue de *The Soviet Tragedy*. Je cite Kolakowsky tout au long : « Marxism has been the greatest fantasy of our century. It was a dream offering the prospect of a society of perfect unity, in which all human aspiration would be fulfilled and all values reconciled. It took over Hegel's theory of the contradictions of progress but also the liberal-evolutionist belief that in the last resort the course of history was inevitably for the better, and that man's increasing command over nature would, after an interval, be matched by increasing freedom. It owed much of its success to the combination of Messianic fantasies with a specific and genuine social cause, the struggle of the European working class against poverty and exploitation. » *Main Currents of Marxism*, 1206.

⁵⁷⁵ Concept complémentaire à celui d'« idéocratie », développé par David Roberts, *The Totalitarian Experiment in 20th Century Europe : Understanding The Poverty of Great Politics*. New York, London : Routledge, 2006.

cataclysmique, la crise finale pouvant être conjurée quelque temps encore et ne devant certes pas se produire nécessairement (il va sans dire et mieux en le disant) selon le scénario rapide et relativement pacifique de 1989-1991. Il ne saurait être question d'appliquer à la dissolution de l'URSS l'idée « romantique » que l'histoire telle qu'elle s'est déroulée est le tribunal du monde : il paraît évident que le régime soviétique, autoritaire, sclérosé, en perte de vitesse même démographique, incapable de conjurer son régrès économique, pouvait durer encore, dans la pénurie croissante et le contrôle policier de plus en plus pesant, à supposer justement qu'il n'entre pas dans la voie déstabilisatrice de réformes libérales « par en haut ».

La question floue, souvent mal posée, de savoir si les dirigeants soviétiques « croyaient » à leurs mythes, à leurs dogmes marxistes-léninistes peut se résoudre en peu de mots si on distingue simplement : ils étaient évidemment des pragmatiques et des politiciens manœuvriers à la tête d'un vaste empire, des nationalistes grand-russes aussi qui n'avaient pas à « croire » à la part de verbalisme humanitaire du prétendu « marxisme », à la société sans classe ou à la dictature du prolétariat, mais, de Lénine à Gorbatchev, ils ont effectivement persisté à croire, en dépit de démentis perpétuels, à la supériorité, non pas morale *mais productiviste*, du mode de production socialiste, fondé sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production et sur l'économie dirigée. C'est quand le doute radical quant à sa praticabilité s'est mis à saper, dans les classes de l'Appareil même, ce « dogme »-raison d'être, constitutif de l'URSS, que le système a vraiment [255] vacillé. ⁵⁷⁶

La notion d'« idéocratie » prétend servir à expliquer par une « raison d'être » imaginaire la dynamique du régime ainsi qualifié et ses actes les plus brutaux, les moins apparemment « raisonnables ». Elle ne préjuge pas cependant pas de l'étendue de l'adhésion populaire à l'idéologie d'État et de la diversité de ses motivations, ni n'exclut, tout au long de

⁵⁷⁶ Complémentairement, si l'Appareil brejnévien et post- ne croyait pas ou plus à son utopie, il ne croyait pas moins à la nécessité, par bombardement propagandiste, désinformation et censure, de faire croire que l'Utopie existait ici-bas. L'URSS a consacré jusqu'au bout des moyens immenses à cette intoxication, à la propagation de son « Grand Mensonge » ; il faut bien qu'il fût vital et qu'elle fût consciente de sa fragilité inhérente.

l'histoire de l'URSS par exemple, des formes innombrables d'agnosticisme, de cynisme, de résistance, passive et active, à l'endoctrinement.

Leszek Kolakowski définit l'idéocratie comme un régime « diabolique » où la vérité, — concrètement les possesseurs de la vérité sont au pouvoir. Un tel régime désigne constamment des ennemis de la dite vérité à exterminer. Pour le philosophe polonais, ce trait a été commun aux régimes communistes et fascistes : « The devil, écrit-il, invented ideological states, that is to say, states whose legitimacy is grounded in the fact that their owners are owners of truth. If you oppose such a state or its System, you are an enemy of truth. » ⁵⁷⁷

La notion d'idéocratie se rencontre aussi chez Juan Linz. Il accepte la catégorie concurrentement à « totalitarisme », mais sans focaliser sur elle : « Ainsi que certains analystes l'ont noté, écrit-il, les systèmes totalitaires pourraient s'assimiler à des idéocraties ou à des logocraties, cependant qu'Inkeles ⁵⁷⁸ a insisté sur la « mystique totalitaire » pour traduire l'importance de l'idéologie en tant que variable indépendante dans de tels systèmes. Il ne fait pas de doute que, contrairement à d'autres dirigeants non démocratiques, les leaders totalitaires individuels ou collectifs fondent largement leur sens de la mission, leur légitimation et, souvent, leur politique concrète sur leur [256] adhésion à une conception holiste de l'homme et de la société. » ⁵⁷⁹

Marcel Gauchet au chapitre 10 *d'À l'épreuve des totalitarismes*, s'emploie à articuler les deux notions qu'il dit indépassables en un quelconque terme synthétique, totalitarisme et idéocratie, — idéocratie en laquelle il voit une sorte de « restauration » de l'ancien primat du politique qui mettait le pouvoir « en position d'ordonnateur du collectif », qui « l'érigait en clé de voûte de l'ordre humain », mais au nom de la religion traditionnelle et d'un Absolu transcendant. ⁵⁸⁰ Autrement dit, on n'a pas affaire à un pur et simple retour en arrière, à une résurgence du pouvoir de droit divin, mais à quelque chose d'inouï, à un pouvoir exorbitant qui « ne doit son ubiquité directrice qu'à la doctrine au nom

⁵⁷⁷ Kolakowski, *Modernity on Endless Trial*. Chicago : U. of Chicago Press, 1990, 189.

⁵⁷⁸ Alex Inkeles, « The Totalitarian Mystique » in Carl J. Friedrich, dir. *Totalitarianism*. Cambridge MA : Harvard UP, 1954.

⁵⁷⁹ Juan Linz, *Régimes totalitaires et autoritaires*, 49.

⁵⁸⁰ *À l'épreuve des totalitarismes. 1914-1974*, 539.

de laquelle il s'exerce et dont il ne se veut que le desservant zélé. » ⁵⁸¹
 C'est la différence décisive du phénomène totalitaire avec la dictature, la tyrannie, le despotisme. C'est toujours la distinction faite par Linz : la domination totalitaire « suppose une justification idéologique et ne tient qu'en fonction d'elle. ... C'est en ce point qu'un concept purement morphologique ou typologique du totalitarisme se révèle insuffisant. Il est indispensable de le compléter par le concept d'idéocratie, de pouvoir de l'idéologie. Sans doute toutes les définitions typologiques du totalitarisme font-elles une place de choix à l'idéologie unique et obligatoire parmi leurs critères. Mais on ne peut pas se contenter de mentionner le monopole idéologique comme un trait parmi d'autres. L'idéologie est le rouage décisif. » ⁵⁸²

N'importe quelle idéologie ou projet politique ne fait pas l'affaire, il va de soi, mais il se fait que certaines doctrines apparues dans les temps romantiques - auxquelles furent accolés vers 1830 trois néologismes, « humanitaire », « progressiste » et « socialiste » - se sont gonflées en Systèmes totaux, elles ont tourné à l'historiosophie (le terme est jargonesque, mais il vaut mieux que « philosophie de l'histoire » qui semblerait se référer à une pensée savante.) Ce sont les idéologies qui se sont établies d'emblée en un principe explicatif omniscient et un programme d'avenir, les complexes idéologiques qui ont été censé avoir trouvé réponse assurée aux grandes questions existentielles : Qui [257] sommes-nous, d'où venons-nous, où en sommes-nous, où allons-nous ? Ces complexes parcourent, en les englobant dans un *Grand récit*, les horizons du passé, du présent et de l'avenir, ils forment tout à la fois un mythe sociogonique, une herméneutique du cours des choses, une futurologie et une doctrine d'action dotée de son éthique immanente. L'historiosophie est le « stade suprême » de l'idéologie, — stade que de bons esprits depuis lesdits temps romantiques ont rapproché du fait religieux en cours de sécularisation et d'immanentisation. L'idéocratie « comme projet de domination de l'histoire ou d'arrachement à l'histoire ne se comprend en dernier ressort que comme religion séculière, c'est-à-dire très précisément comme réinvention de la forme religieuse par des

⁵⁸¹ Ibid.

⁵⁸² Ibid., 542.

moyens séculiers. » ⁵⁸³ Une bonne part du chapitre 5 leur sera consacrée.

- Preuve par l'effondrement ?

C'est bien parce que l'URSS, en dépit de sa lente décomposition sous Brejnev et ses successeurs et du cynisme qui l'accompagnait, était une idéocratie par nature, par *raison d'être* que sa dissolution soudaine et intégrale apporte une sorte de confirmation expérimentale : que l'idéologie totale vienne à défaillir et le système qu'elle faisait tenir debout se décompose. On ne peut comprendre autrement les conditions stupéfiantes dans lesquelles s'est opérée la désagrégation du communisme soviétique, loin des scénarios imaginés par les meilleures analyses. C'est du dedans, de la tête, qu'il s'est insensiblement défait. Il n'a pas résisté à la vague de décroyance qui a sapé les bases du pensable et croyable socialistes dans les années 1970. » ⁵⁸⁴ La dé-légitimation de l'idéologie, la libre discussion de ses « dogmes » vermoulus ont alors logiquement précédé la dissolution de l'idéocratie qui, vaille que vaille, reposait sur eux, — explication radicalement *illusoire* de ce qui est sorti de la [258] révolution bolchevique et a disparu soixante-douze ans plus tard sans laisser aucune trace si ce n'est des ruines, du ressentiment et du malheur collectif.

On conclut dès lors *by hindsight* que des régimes qui reposent sur une idéologie, apparemment tout puissants quand cette idéologie est forte, sont des colosses aux pieds d'argile qui se déstabilisent et puis se dissolvent aussitôt que l'emprise de celle-ci s'affaiblit et que son

⁵⁸³ À l'épreuve des totalitarismes, 545.

⁵⁸⁴ Ibid., 543. Gauchet ajoute en pensant à la déroute du maoïsme mais au maintien de la dictature chinoise : « C'est dans la même ligne, selon toute vraisemblance, qu'il faut interpréter le changement de cap de la direction communiste chinoise à la fin des années 1970. Sauf que, dans son cas, la déroute a été anticipée au lieu d'être subie, de sorte que la retraite s'est effectuée en bon ordre. La reddition aux thèses capitalistes s'est accompagnée de la ferme résolution de conserver [au Parti] le contrôle des opérations. Moindre pénétration du dogme marxiste-léniniste, importance plus grande du nationalisme, prégnance d'un fonds culturel resté omniprésent : on n'a pas fini de discuter de la pondération des facteurs qui ont présidé à cette non moins sidérante métamorphose. » 544.

infaillibilité est ouvertement contestée. Que de tels régimes ne peuvent qu'à leurs risques et périls atténuer la surveillance et la censure, permettre la libre discussion. ⁵⁸⁵

Toute tentative de revenir aux « valeurs » du projet initial, de dégelier le dogme tout en cessant de réprimer les « révisionnistes » ne pouvait que plonger la doctrine et ses adhérents dans la confusion et le doute et finalement détruire le régime - processus qui peut s'observer en URSS de Khrouchtchev qui porte le premier coup au monolithe en 1956 à Mikhaïl Gorbatchev qui lui porte le coup fatal avec la Perestroïka.

Aleksandr Iakovlev, ci-devant bras droit de Gorbatchev, idéologue attitré du Parti, brûlant ce qu'il était censé avoir adoré, en est venu à écrire, peu après la Chute, que le stalinisme est inséparable de la tradition bolchevique, qu'il en procède et l'accomplit, et que Lénine, à la source de tout ce mal, est coupable de crimes contre l'humanité. Tout est dit dans ce « reniement » intégral, le colosse dogmatique s'est effondré, il n'en subsiste rien. ⁵⁸⁶

• *Despotisme agraire*

[Retour à la table des matières](#)

C'est ici une contre-proposition notionnelle qui a eu naguère un succès parmi les milieux oppositionnels. On ne la rencontre plus guère. Si le marxiste que fut Karl August Wittfogel, dans *Oriental Despotism : A Comparative Study of Total Power* ⁵⁸⁷ endosse la catégorie de « totalitarian socialist state », si l'URSS, affirme-t-il, n'est pas socialiste, « not a socialist order in the sensé of Marx and the pre-October Lenin », ⁵⁸⁸ elle est « totalitaire » donc : Wittfogel en a travaillé [259] une définition différente, moins suspecte d'origine « libérale » comme il convient à un homme de gauche. L'URSS n'était pas socialiste au sens de Marx

⁵⁸⁵ Tismaneanu, *The Devil in History*, 123.

⁵⁸⁶ Iakovlev, Aleksandr N. *Predislovie — obval-posleslovie. ---» The Fate of Marxism in Russia*. New Haven CT : Yale UP, 1993.

⁵⁸⁷ New Haven CT : Yale UP, 1957

⁵⁸⁸ *Oriental Despotism*, 411.

(lequel rêvait une planification économique accompagnée de contrôle populaire effectif) : elle apparaît comme « an asiatic restoration », un système qui semble ré-émerger du lointain passé, qui présente certains des paramètres du Despotisme oriental et du « Mode de production asiatique », fameux concept qui avait été oublié mais qui est repris à Marx — ce qui permet à Wittfogel de condamner l'URSS en marxiste et marxologue.

Le Despotisme oriental est un régime d'esclavage généralisé auquel est astreint un vaste prolétariat rural et c'est un régime de bureaucratie cléricale et monopoliste établi sous la toute puissance d'un despote doté d'immenses pouvoirs. L'URSS selon Wittfogel n'est pas typiquement un *Oriental Despotism* car les communistes veulent détruire l'ancienne société agro-despotique. Ils en perpétuent toutefois fâcheusement un aspect essentiel, le rôle monopoliste d'une bureaucratie soumise à un autocrate et au service d'une vision (quasi-)religieuse du projet socialiste laquelle aboutit concrètement à « an industry-based System of general (state) slavery ». 589

Son *Oriental Despotism* a suscité un débat scolastique des « marxistes » diversement « in-orthodoxes » à l'échelle internationale sur la renaissance de ce mode de production antique opérant par le contrôle de l'irrigation et du système hydraulique qu'on assigne à l'Égypte pharaonique, la Mésopotamie, les Empires inca, maya et qu'il applique mutatis mutandis à l'URSS de Staline. Dans les pays de l'Est, impeccablement appuyé qu'il était sur Marx, le concept servira à une critique censée fondée en socialisme de la bureaucratie.

• *Que faire avec « stalinisme » ?*

[Retour à la table des matières](#)

Doit-il être question de changement *de seuil* avec la dictature du Secrétariat général ou seulement de degrés, d'« escalade » dans l'horreur ? Seul un changement de nature justifierait pleinement le recours à un concept spécifique. Or, je vois surtout la continuité d'inspiration ; il m'est difficile de ne pas voir en Joseph Staline le disciple « énergique » mais fidèle de Lénine. C'est ce que scandaient les slogans de l'époque. Sur ce point, ce sont les staliniens qui avaient raison en répétant cette antienne et ce sont les trotskystes et autres oppositionnels qui vivaient dans la dénégation en [260] parlant de « révolution trahie ».

Le régime stalinien, alors toujours fermement en place, est la cible véritable des *Cold Warriors* américains des années 1950. Les paramètres retenus par Friedrich et Brzezinski et leurs disciples sont imprégnés de la référence à la Grande Terreur stalinienne ; Staline est toujours vivants quand ils écrivent leur livre et ses dernières années sont marquées par des résurgences de sa paranoïa sanguinaire—teintée d'antisémitisme avec le « Complot des blouses blanches ». Leurs paramètres sont inspirés par l'horreur qu'entretiennent du stalinisme les anti-communistes U.S. et par la comparaison qu'ils font avec le nazisme tout juste anéanti à très grand frais. La terreur stalinienne qui s'est abattue certes sur les « vieux bolcheviks », a été de fait, globale, elle s'est étendue à toutes les classes, tous les peuples et toute les régions du pays et elle a empoisonné de sa paranoïa sanguinaire tous les esprits. « La Grande Terreur ne touche pas seulement l'élite politique et policière du pays, elle atteint la société à sa base même, paysans et ouvriers confondus ; elle infecte les relations sociales avec le poison de la dénonciation secrète et de l'accusation publique ». ⁵⁹⁰

Or, c'est Lénine qui a jeté les bases du système totalitaire fondé sur cette terreur censée « de classe » et sur une inflexible oligarchie de parti, — système qui, assez abusivement au fond, porte de nos jours le nom de son successeur. C'est ce que constate Alexandre Sumpf dans *De Lénine à Gagarine*. ⁵⁹¹ Toutefois, « stalinisme » conserve au gré de cet

⁵⁹⁰ Sumpf, *De Lénine à Gagarine*, 526.

⁵⁹¹ P. 392.

historien actuel un sens contingent, non essentiel, mais pertinent : « Si le stalinisme possède certains traits marquants de l'époque léniniste, il n'en reste pas moins original à bien des égards. Staline se distingue par la condamnation à mort de ses opposants ; tandis que Lénine les expulsait de Russie et que Khrouchtchev se contentera de les exclure du Parti ou de tout poste de responsabilité. Seconde originalité, Staline gouverne de façon de plus en plus désincarnée, à distance, limitant ses apparitions publiques en proportion inverse de son omniprésence iconographique. » — Différences appréciables certes, mais qui n'impliquent pas une distinction *d'essence* qui marquerait frontière entre un avant et un après.

Du temps de Staline, les observateurs occidentaux, même non-communistes, [261] relèvent et blâment la terreur et l'immensité des souffrances infligées par le « dictateur », mais ils tendent à mettre aussi de l'avant les progrès de l'industrialisation et les « succès » du régime. Ce n'est qu'avec le recul que la disproportion entre les progrès relatifs, enflés par la propagande, et l'immensité des « sacrifices » exigés apparaît béante. Les massacres staliniens se mesurent au creux démographique que trahit toute statistique russe dans la pyramide des âges. Dans l'URSS post-stalinienne, les effets à long terme du totalitarisme se font encore sentir et ce sont eux qui contribuent à l'effondrement : chute dramatique de l'espérance de vie, augmentation de la mortalité infantile, baisse de l'exportation de machinerie, effondrement de la production agricole, catastrophes écologiques de la Mer D'Aral à Tchernobyl, sous-développement technologique et informatique de plus en plus marqué.

Le concept de « stalinisme » a servi à deux usages idéologiques contradictoires. À gauche, il a servi à *faire la part du feu*, à isoler une regrettable période du « culte de la personnalité », 1929-1953, pour n'avoir pas à jeter la suspicion sur toute l'histoire soviétique depuis la glorieuse révolution bolchevique de 1917. Les eurocommunistes des années 1970 isolent le « phénomène stalinien » en le tenant avec des pincettes et en l'atténuant de toutes les façons. D'autres, les trotskystes notamment, préféreront, encore mieux, le syntagme de « déviation stalinienne » lequel implique que *la bonne voie* a été quittée vers 1929 sous l'égide du *gen'sec'*, que le stalinisme fut une sorte de « contre-révolution » qui a perverti ce que les bolcheviks avaient si bien commencé à construire. « Stalinisme » peut n'être dès lors et n'a souvent été

qu'un mot fallacieux, boiteux et hypocrite centré sur les fâcheuses « illégalités » de la Grande terreur — et dissimulant l'étendue des décimations de groupes ethniques et de catégories sociales. Il a servi à écarter précisément *l'englobant* « totalitarisme » en insistant de façon bien peu matérialiste-historique sur la personnalité paranoïaque et cruelle du *Vojd'* — l'enjeu étant de savoir ce que l'on allait pouvoir sauver du communisme bolchevik, de la Révolution de 1917 et de ses prétendus aspects « lumineux ». La question de savoir ce qui avait changé vraiment après 1929 et qui re-changerait pour le mieux après 1956 n'est jamais posée en toute clarté par les timorés et jésuitiques « révisionnistes » anti-staliniens.

Les historiens qui, au contraire, ont une vision négative de toute la dynamique bolchevique depuis 1917 ne se servent guère de ce mot. Le stalinisme est tout au plus *une figure* de l'inflexible « logique totalitaire », pose [262] Claude Lefort.⁵⁹² S'ils s'en servent, c'est pour souligner la continuité et pour qualifier la dynamique stalinienne d'interprétation légitime - la seule possible - de la vision léniniste de l'histoire. C'est ce que fait Leszek Kolakowski.⁵⁹³ Bien plus, ajoute-t-il en formulant une question qui lui semble la seule pertinente à poser et la seule à laquelle une réponse claire peut être apportée : « Was every attempt to implement all basic values of Marxian socialism likely to generate a political organization that would bear marks unmistakably analogous to Stalinism ? I will argue for the affirmative answer. »⁵⁹⁴ La réponse est *Oui* : le stalinisme a été la réalisation prévisible du marxisme-léninisme. Pour le philosophe polonais, l'utopie marxiste ne pouvait chercher à « s'incarner » que sous la forme d'un régime répressif et sanginaire. En d'autres termes, le totalitarisme soviétique ne fut pas une figure possible, et éminemment regrettable, de passage à l'acte, mais, étant données les prémisses et la nature du projet, la seule sorte possible de réalisation de l'« idée ». Une société qui serait à la fois communiste, démocratique, respectueuse des droits et simplement de la vie des

⁵⁹² *Un homme en trop. Essai sur L'Archipel du Goulag.* Paris : Seuil, 1976.

⁵⁹³ L. Kolakowski In Tucker, Robert C. & Wl. Brus. *Stalinism : Essays in Historical Interpretation.* New York : Norton, 1977. Rpt. 1999, 286.

⁵⁹⁴ Loc. cit., 284.

hommes est tout bonnement un assemblage de mots creux, un oxymore verbeux, « de la glace bouillante », écrit-il. ⁵⁹⁵

Le quasi-concept de stalinisme ne peut alors prendre de sens - un sens qui ne soit pas seulement exorcistique et dénégateur - que si on a reconstruit préalablement le rapport de continuité entre la révolution bolchevique, la guerre civile, la collectivisation, les massacres « de classe » antérieurs à 1929 et la mise en place de l'hégémonie stalinienne. Les spécialistes ne savent pas du reste où faire commencer exactement la « période stalinienne » : 1929, 1933, ou même 1922 où Staline devient « Gen. Sec. » du PCUS. (b) ? Cette période marque une différence d'intensité mais pas une différence *de nature*. L'épisode du communisme de guerre 1918-1920 avec sa collectivisation à marche forcée est déjà « stalinien » par ses méthodes brutales. Il n'y a rien dans la politique des années 1930 qui ne puisse être justifié par les principes du léninisme et le camarade Staline ne se laissera dire, modestement, que le « génial successeur de Lénine et coryphée du marxisme ». C'est pourtant cette [263] formule qui dit le vrai.

Une vaste littérature décrit sur témoignages et archives le stalinisme, cette civilisation disparue et terrible. ⁵⁹⁶ Le mot même dérivé en -isme semble toutefois indûment focaliser sur la personne du dictateur. Si atroces que soient les crimes du régime, Staline a bénéficié d'un large appui populaire et on peut penser que si les masses n'y avaient pas participé d'enthousiasme, la terreur eût été moins étendue et moins durable. ⁵⁹⁷ Staline n'a pas créé un régime, il a été, - pathologie incluse, — modelé à l'image d'une dynamique qui était toujours-déjà stalinienne. Il a donné *une figure* à un système de terreur idéocratique qui ne tenait justement pas à la personnalité du despote.

⁵⁹⁵ « Le fait national, force majeure de la désintégration », in P. Kende & Kr. Pomian, dir., *1956, Varsovie-Budapest*. Paris : Seuil, 1978, 63.

⁵⁹⁶ Stephen Kotkin, *Magnetic Mountain. Stalinism as a Civilization*. Berkeley CA : U. of California Press, 1995. + Nove, Alec, dir. *The Stalin Phenomenon*. New York : St. Martins Press, 1992 ---» Rééd. London : Weidenfeld & Nicolson, 1993. + Pisier-Kouchner, Evelyne, dir. *Les interprétations du stalinisme*. Paris : PUF, coll. « Recherches politiques », 1983. + Shukman, Harold, dir. *Redefining Stalinism*. London : Cass, 2003.

⁵⁹⁷ Robert W. Thurston, *Life and Terror in Stalin's Russia, 1934-1941*. New Haven : Yale UP, 1996.

J'ai signalé plus haut que « totalitarisme » a été appliqué à l'URSS dans les années 1930 par Trotsky lui-même et par les trotskystes. Ce sont en effet surtout les trotskystes qui se sont évertués à opposer et contraster une URSS sur la bonne voie révolutionnaire du temps de Lénine — et de Trotsky — à une « révolution trahie » par un « État ouvrier dégénéré » mis en place avec Staline. Si les trotskystes n'ont pas eu souvent recours à « totalitarisme » et ne théorisent pas la notion, ils se rencontrent avec les anarcho-syndicalistes et les autres oppositionnels et dissidents pour marquer une coupure radicale avec la Dictature du Secrétariat — et pour sauver ainsi la mémoire d'Octobre et celle de VI. I. Lénine en accablant celle de Staline, traître à la Révolution. C'était une façon de faire la part du feu et de sauver les meubles qui a été paresseusement suivie dans la gauche non communiste européenne qui réprouvait l'évolution de l'URSS tout en restant sous le « charme d'Octobre » et qui persiste ici et là. « On peut s'interroger sur la rémanence de cette vision tout à la fois idéaliste, commode et conformiste visant à sauvegarder l'« essence » et la dynamique de la révolution d'Octobre, voire l'idée même de révolution ... avec toutes les dimensions positives qui s'y attachent depuis [264] 1789 dans la culture politique occidentale et surtout française. » ⁵⁹⁸

— « *Culte de la personnalité* »

« Stalinisme » est un non-concept dénégateur. Il a lui-même servi à élucider, chez les communistes, une expression encore plus euphémique et nébuleuse authentifiée par Moscou : le « Culte de la personnalité ». On connaît l'histoire tortueuse de ce syntagme. Le 25 février 1956, Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique, lit, au cours d'une séance nocturne secrète du 20^e Congrès du PCUS, devant un auditoire tétanisé composé de tous les représentants des « partis frères », le rapport qui authentifie les (ou plutôt certains des) crimes de la période stalinienne, la terreur, les exécutions, les massacres et les camps, et dénonce — curieuse notion, qui en dit trop, autant qu'elle dissimule — le « Culte de la personnalité ». La délégation polonaise va exfiltrer ce rapport qui parvient au département

⁵⁹⁸ Bruneteau. *Âge totalitaire*, 67.

d'État américain et de là à la presse mondiale. *Le Monde* le publie le 6 juin sans en garantir l'authenticité. *L'Humanité*, organe officiel du Parti communiste français, fait une allusion hostile au « rapport attribué au camarade Khrouchtchev », le 20. Ce sera pour de nombreuses années la formule officielle dont le Parti français (Dieu sait combien il avait participé au « culte ») ne démordra pas. Jeannette Vermesch, femme de Maurice Thorez, ancien secrétaire général du PCF, lui-même objet d'un culte grotesque bien français, s'indigne en privé de ce traître de Khrouchtchev qui prétend, on ne sait pourquoi, « remuer toute cette boue » et « fait le jeu » de la réaction et de l'impérialisme.

Khrouchtchev pourtant n'avait qu'un but ou deux, appariés : préserver l'héritage léniniste et sauver l'image et le rôle dirigeant du parti. Et accessoirement dissimuler sa propre complicité active avec les crimes staliniens en Ukraine. La déstalinisation n'était pas chose facile. Tout en étant indispensable, elle mettait en danger tout l'édifice mythique soviétique — c'est pourquoi, elle fut lente, heurtée et hésitante. Elle anéantit le « culte » du *Vojd'* (la momie de Staline est expulsée du Mausolée de Lénine en 1961), ⁵⁹⁹ [265] elle s'en prend à une partie du système stalinien, la plus répressive, mais elle laisse en place plusieurs de ses composantes. Le « Culte de la personnalité », cette litote officielle qui n'amusait plus personne, disparaît de la phraséologie après 1985 en URSS même. « Stalinisme », précisément, y est substitué - mais « Totalitarisme », profitant de la levée de censure, fait sa prudente apparition dans les journaux et les essais.

— *Des stalinismes ?*

Le terme de stalinisme, désancré de son référent, se trouve étendu et transposé de nos jours par quelques spécialistes 1. à la Chine de Mao lequel a battu assurément son maître en matière de massacres par

⁵⁹⁹ Les autres momies communistes seront aussi expulsées peu à peu de leurs mausolées dans les pays de L'Est. Les cultes nationaux sont abolis de Ràkosi, de Gheorghiu Dej — Enver Hoxha résiste. Voir Balász, Apor *et al.* *The Leader Cult in Communist Dictatorship : Stalin and the Eastern Bloc*. Houndmills : Palgrave, 2004.

millions, 2. à l'Ethiopie de Mengistu, 3. à la Corée du Nord aujourd'hui qui en procure une version d'horreur tardive et Carlcaturale.

D'autres historiens plus hasardeux ont cru repérer aussi par un anachronisme censé perspicace, des « proto-staliniens » dans le lointain passé. En France, les angéliques autoritaires du socialisme romantique, Etienne Cabet, Auguste Blanqui, le marxiste Jules Guesde se recommandent comme des « précurseurs » sur papier et *in petto*.

On voit encore le mot revenir pour désigner intuitivement un « état d'esprit » durable et qui persisterait sous des avatars inopinés. Jean-François Kahn avec *La guerre civile : essai sur les stalinismes de droite et de gauche* applique à la France contemporaine l'idée d'un stalinisme français mentalitaire, obtus et têtu, hostile aux deux extrêmes de la topographie politique à la démocratie et à la liberté. ⁶⁰⁰



[266]

Fascisme, totalitarisme, religion séculière :
trois concepts pour le XXe siècle.
Notes d'histoire conceptuelle
Volume III :

TOTALITARISME
Première partie : chapitres 1 à 4

Chapitre 4

Constantes alléguées, arguments en faveur et objections

• Propres et constantes

[Retour à la table des matières](#)

Divers politologues et historiens, depuis un demi-siècle, ont adjoint aux traits classiques (et statiques) énumérés par Carl Friedrich et Zbigniew Brzezinski dans *Totalitarian Dictatorship and Autocracy* des paramètres additionnels qu'ils ont présentés comme non moins essentiels, indissociables de toute définition adéquate et complète. Leurs argumentations se présentent dès lors sous la forme d'une accumulation de caractères et de paramètres censés « non triviaux » et montrés communs aux totalitarismes — en mettant toujours au cœur de la comparaison confirmatrice les régimes de Staline et de Hitler.

Comprendre, dans l'histoire, la radicale nouveauté, la « terrifiante originalité » ⁶⁰¹ du fait totalitaire, la fusion qu'il opère de l'idéologie

⁶⁰¹ Arendt, *Idéologie et terreur*, 56.

fanatique d'une minorité au pouvoir, de la violence d'État, de la terreur comme régime de gouvernance, de la mobilisation à ces fins des moyens modernes de la science et de la technique,⁶⁰² tout ceci tendu vers un but atroce et aporétique : tel est le défi auquel faisait face la philosophie politique. C'est le défi relevé par Hannah Arendt ; à tout le moins, quelque critique qu'on adresse à certaines de ses conjectures, elle ne l'a pas esquivé.

La transformation du crime de masse en « banalité » scélérate et en normalité routinière formait un corrélat qui défiait non moins ce que l'Occident, depuis les Grecs, voit comme la raison laquelle, même devant le mal radical et la tyrannie, s'efforçait séculairement de les rendre *intelligibles*.

Je vais me borner à reprendre en synthèse les paramètres et les constantes allégués qui ont été isolés et examinés dans de nombreux travaux, travaux [267] particulièrement intéressants qui font de ces constantes des critères et des instruments herméneutiques susceptibles de dévoiler l'essence du phénomène.

• *Les camps comme le propre*

[Retour à la table des matières](#)

Hannah Arendt a mis le fait des *camps* — j'ai rappelé qu'elle le fait sans isoler comme d'autres le font, dans une horreur à part les camps d'extermination nazis, — au cœur de son concept de totalitarisme. C'est précisément ce fait, ce phénomène spécifique à de tels régimes, qui est « la plus importante institution de la domination totalitaire »⁶⁰³ et qui lui permet d'inclure nazisme et communisme soviétique dans une même conceptualisation. Les camps hitlériens témoignent de la haine raciale du régime nazi. Le Goulag symbolise l'ignominie d'un régime qui prétendait travailler au bonheur de l'humanité tout en réduisant des millions de ses citoyens en esclavage. Richard Overy, dans *The Dictators* :

⁶⁰² La domination inconsidérée de la technique est au gré de Heidegger — et de ses disciples dont Arendt — ce qui lie le totalitarisme au libéralisme et au scientisme, au positivisme scientifique.

⁶⁰³ *Origines*, 787.

Hitler's Germany and Stalin's Russia a souligné à bon droit à la fois l'universalité du phénomène des camps qui appartiennent à l'essence des deux régimes et la grande diversité de leurs fonctions proliférantes : sous les deux régimes, vont se mettre à prospérer non un type unique mais toutes sortes de camps qui témoignent d'une imagination carcérale diversifiée dotée de finalités non moins diverses :

However useful the generic term, 'camp' has become as a shared emblem of the two dictatorships, the purpose, structure and development of each camp organization has its own distinct history. Camp does not equal camp. There were differences between the two Systems, as well as striking homologies. There were many separate types of camp within each System. Conditions in the camps were never constant, but altered in response to external pressures or circumstances, part ideological and political, part a consequence of the practical demands of economic development or war. The camps, despite their isolation and restrictions, their secrecy and exclusiveness, reflected wider processes at work in state and society. They were never simply a by-product of crass authoritarianism, but cruel mirrors in which dictatorship confronted its own hideously magnified and distorted image. The immense complexity of the camp System in Germany and the [268] Soviet Union makes impossible any simple answer to the question "what were they for ?" The emergence and growth of the two camp empires had no single cause, and no single outcome. At one juncture of the Second World War German-occupied Poland was simultaneously host to concentration camps for political prisoners, prisoner of war camps, extermination camps, and private labour camps serving wartime industry, each a distinct category with its own origins and history. There were even camps for ethnic Germans who had been railroaded in from eastern Europe to colonize conquered Poland, only to find instead of the promised farms and homesteads long months spent in rough barracks, short of food and medical provisions. Camp life was ubiquitous and multifarious, both in Hitler's German empire and in the Soviet Union. ⁶⁰⁴

Les camps sont le propre et le « révélateur du totalitarisme », formule de façon conclusive aujourd'hui Pierre Rigoulot qui se rapporte bien sûr à Arendt, qu'il identifie comme ayant été la plus perspicace parmi les premiers théoriciens de la chose. Il s'agit de bien isoler et

⁶⁰⁴ Overy, *The Dictators : Hitler's Germany and Stalin's Russia*. New York : Norton, 2004. 595.

synthétiser ce qu'ils ont de spécifique dans l'immense et séculaire histoire carcérale :

Seuls le Goulag, le *laogai*, le KZ nazi et leurs petits frères est-européens ou extrême-orientaux remplissent en même temps les fonctions d'isolement, de rééducation, d'utilisation du travail, de terreur et de refondation du social. Eux seuls ont pour caractéristique d'être alimentés en matériel humain par des mesures administratives, et de continuer à être alimentés alors que -je reprends les termes mêmes de Hannah Arendt - les réserves d'individus hostiles au régime sont épuisées. Eux seuls ont pour vocation de durer et de viser non le triomphe d'un ordre despotique, mais la domination totale sur les détenus. Eux seuls enfin prospèrent hors des périodes de guerre ou de crise : ils font corps avec le régime qui les a bâtis et avec son projet politico-idéologique. ⁶⁰⁵

Le camp est le lieu emblématique de la domination totale laquelle est le but [269] ultime et *la fin* du système. Il est l'aboutissement lui-même logique d'une logique déshumanisante qui tourne le dos au « réel », au monde empirique et à ses contraintes, qui le nie et qui n'a pas d'autre but que de persister dans la fuite en avant.

Ceci ne revient pas à dire que les camps soviétiques par exemple, au contraire des camps nazis, n'avaient pas de visées de rentabilité économique, mais visées fort peu atteintes car conjointes à une destructivité qui devait démontrer en acte aux humains pris dans leurs rets leur *inutilité*. Leur superfluité. La mort de masse, a-t-on dit, n'est pas l'objectif du Goulag ; elle n'en est que « la conséquence ». Différence certes, avec les camps d'extermination nazis. Mais mince consolation pour les victimes. ⁶⁰⁶

⁶⁰⁵ In *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe. 1935-1953*, 469. Soljenitsyne a placé en exergue du deuxième tome de *L'Archipel* cette formule : « Les camps ont été inventés pour exterminer » ; et il précisait : « C'était cela la machine à tuer. Pour faire des chambres à gaz, nous avons manqué de gaz. »

⁶⁰⁶ Il en va de même pour le clone chinois du goulag, le *laogai* (« rééducation par le travail ») en République populaire de Chine. De par son usage répressif et de par son inhumanité, il est considéré comme l'équivalent du goulag soviétique. Quoique officiellement abolis, il y aurait des centaines de *laogai* en Chine actuellement. On lira *Chine : L'archipel oublié* de Jean-Luc Domenach, Paris : Fayard, 1992.

Le complexe carcéral du Goulag a joué un rôle important dans l'économie de l'URSS, tout spécialement dans les années de guerre, ce, alors même qu'il était peu productif, que les privations et la misère physique des détenus faisaient que 30% d'entre eux, émaciés, affaiblis, étaient jugés, par l'administration même des camps, inaptes au travail. ⁶⁰⁷ « Dans l'après-guerre, le réseau des camps s'étend et annexe des secteurs toujours plus larges de l'économie, avec, au centre du système, les camps spéciaux (*osobyé lagerei*) créés en février 1948. On tente alors par tous les moyens de relancer production et productivité, allant jusqu'à proposer des salaires et à libérer de manière anticipée certaines catégories de prisonniers pour les garder comme salariés sur place. » ⁶⁰⁸

Un certain accord se fait aujourd'hui sur l'étendue de la répression déportatrice et carcérale - calculée dans les seules années staliniennes : un accord sur un chiffre qui demeurera, faute d'archives, conjectural et imprécis au *million près*. On s'accorde, résume Alexandre Sumpf, pour dire que « 18 millions de personnes ont été réprimées entre 1929 et 1953, auxquels il faut ajouter 4 millions de prisonniers de guerre de retour d'Allemagne et 7 [270] millions de colons spéciaux (koulaks, nationalités), soit un total de 28,7 millions, environ 20 % de la population adulte soviétique de cette génération. La mortalité (hors exécutions) varie en fonction de la localisation du camp, des travaux forcés, des peines accomplies : on l'estime à 12 millions de personnes dont au moins 1 million rien qu'entre 1941 et 45 alors que le Goulag atteint son étiage. » Il faut encore ajouter, dit-il, la très probable surmortalité des familles laissées sans soutien pour établir ou plutôt supputer en extrapolant les pertes de ce type de répression. ⁶⁰⁹

L'histoire des camps soviétiques est inséparable de celle du secret, du mensonge d'État et de l'efficacité du « succès » de l'image-écran de l'URSS, de son *charme* mondial. « Ainsi devaient être tenus au secret, massacrés en silence, éliminés du souvenir les victimes des goulags. La fermeture absolue de l'espace soviétique et la surveillance terroriste incessante devaient empêcher toute révélation. ... Nul ne devait savoir qu'en 1938 la population des camps était probablement de huit millions de personnes, et que, selon certaines estimations, ils auraient entraîné

⁶⁰⁷ Sumpf, *De Lénine à Gagarine*, 78.

⁶⁰⁸ *Ibid.*, 78.

⁶⁰⁹ Sumpf, *De Lénine à Gagarine*. 70.

la disparition de vingt millions de victimes. » ⁶¹⁰ C'est à l'idée de régime fondé sur le mensonge universel que je viens.

• Les régimes du Grand mensonge

[Retour à la table des matières](#)

La prééminence du but utopique sur les décevantes et souvent désolantes réalités actuelles explique l'omniprésence non pas occasionnelle mais structurelle du mensonge soviétique lequel comble l'écart béant entre ce qui est et ce qui devrait utopiquement être - et sert d'alibi aux propagandistes mensongers. L'Utopie est constamment *mise en scène* pour masquer la réalité terne ou sordide. L'énergie de l'État est mobilisée pour donner à croire, au dedans et au dehors, à l'utopie et à l'unanimité, pour créer un *décor*.

[271]

Dans le système soviétique, tout est mensonge : la Constitution de l'URSS, la « plus démocratique du monde », jamais appliquée ni de près ni de loin, les parodies de justice et les procès-spectacles, les aveux et les autocritiques extorqués, les défilés rituels faits de masses obligatoirement enthousiastes et joyeuses, les usines et villages Potemkine montrés aux touristes admiratifs, la presse et l'iconographie officielle qui accumulent de jour en jour les fictions, les contre-vérités, les trucages. L'histoire est constamment réécrite, oblitérée et occultée. Les grandioses liturgies à retour régulier des 1^{er} Mai et autres, étaient censées compenser le déficit de légitimité inhérent au régime et les déceptions accumulées — mais elles ne cachaient pas les pénuries, la grisaille de la vie

⁶¹⁰ Pierre Miquel, *Les mensonges de l'histoire*. Paris. Perrin, 2002. 341. Et faisant le rapprochement avec le nazisme, il ajoute : « La chute du mur de Berlin fit enfin justice du mensonge. Les États issus de l'ancienne URSS ouvraient leurs camps et comptaient les victimes. Établirait-on jamais un bilan précis ? Comment les autorités soviétiques avaient-elles pu si longtemps dissimuler la mort de huit à dix millions de *zeks* ? C'est la question que l'on peut se poser pour ce qui concerne le génocide des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Comment Hitler avait-il pu assurer le secret de l'anéantissement de six millions de juifs d'Europe après une décision prise *dans le secret* de la conférence de Wannsee, le 20 janvier 1942 ? »

quotidienne et le manque de liberté. Le décalage entre la réalité et le « discours » est en tout cas intégral, il est constitutif des régimes idéocratiques — et ce décalage est la première source à la fois de souffrance et de démoralisation dont font état les mémoires de ceux qui ont connu le « socialisme réel ».

Il n'est pas étonnant que beaucoup d'historiens de l'URSS, après 1991, de plus en plus frappés par la discordance entre une propagande omniprésente et désavouée et ce que commençaient à dévoiler les archives, se sont arrêté plus que jamais au rôle omniprésent du Mensonge dont ils ont fait un trait constant indissociable, un autre propre, sous-estimé par leurs prédécesseurs, de tels régimes. « Ce mensonge général, imposé, obligatoire, est l'aspect le plus terrible de l'existence des hommes... c'est une chose pire que toutes les infortunes matérielles, pire que l'absence de toute liberté civique ». ⁶¹¹ Le totalitarisme est un régime qui fonctionne dans un *hiatus permanent*, colmaté par le mensonge permanent, aidé par la falsification systématique, par la propagande omniprésente et son travail de fiction, le contrôle policier et la terreur, un hiatus entre la chimérique Société sans couture et le réel. George Orwell avait appelé « double think » la suppression intégrale de toutes les données fâcheuses et contredisant la doctrine d'État, quoique par ailleurs connues, l'auto-désinformation muée en mode de vie.

La dénonciation dans laquelle entre toujours une part de sidération, de ce phénomène inlassable et « déconcertant » qui mobilise dans de tels régimes un personnel énorme n'est toutefois pas neuve. On sait d'où provient la formule : en 1936, après trois ans de prison et deux ans et demi d'exil en Sibérie, le [272] communiste yougoslave Ante Ciliga revient à Paris où il écrit la première partie de son livre, *Au pays du grand mensonge*, publié en 1938, auquel fait suite une deuxième partie, *Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation*, achevée en 1941 et publiée en 1950, — récit désespéré et critique radicale qui met en question le régime même issu de la Révolution d'octobre, ainsi que sa classe dominante. ⁶¹² « L'énigme de la révolution russe » se résume en une

⁶¹¹ Soljenitsyne, *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique. Et autres textes*. Paris : Seuil, 1974, 39.

⁶¹² *Dix ans au pays du mensonge déconcertant* (Editions Champs libres, Paris, 1977) réunit en un seul volume ces deux ouvrages parus à douze ans d'intervalle qui relatent dans leur suite chronologique l'expérience des dix années — de 1926 à 1936 — vécues par l'auteur en U.R.S.S. À noter que cette réédition

question : « Comment a-t-on réussi à abolir en fait tout ce qui constitue la révolution d'octobre tout en en conservant les formes extérieures ; à ressusciter l'exploitation des ouvriers et des paysans sans rétablir les capitalistes privés ni les propriétaires fonciers ; à commencer une révolution pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et à la terminer en instaurant un type nouveau d'exploitation ? » ⁶¹³

Sans doute, un *quantum* de mensonge est l'ordinaire de la vie politique démocratique, en dépit de « scandales » récurrents quand l'opinion bernée trouve que cela passe les bornes. Tous les hommes et femmes politiques, tous les dirigeants mentent constamment et non sans de « bonnes raisons » en tant que gardiens auto-proclamés de la sécurité « nationale » et de la souveraineté.

Les régimes totalitaires entretiennent cependant avec le mensonge un rapport plus constant, perpétuel, exclusif, plus *total* encore. Le mensonge y est en quelque sorte constitutif dans la mesure où la moindre vérité est dangereuse et délétère. Le mensonge totalitaire est-il différent, sinon en masse, en quantité, du mensonge du personnel démocratique ? Y a-t-il une spécificité du mensonge soviétique ? Oui, selon Jean-Philippe Jaccard qui s'explique : « Tout comme la vérité totalitaire, le mensonge totalitaire est unique et global, alors qu'en démocratie, il est pluriel et éclectique on est obligé de croire au mensonge totalitaire, ou, de faire semblant d'y croire, ce [273] qui n'est pas le cas du "mensonge démocratique" ». ⁶¹⁴ Le mensonge totalitaire est/e moyen essentiel de gouvernement, il engendre une vérité obligatoire, conduisant au double langage et à la substitution, à laquelle tous, gouvernants et gouvernés, contribuent de peine et de misère, d'une *surréalité* sans rapport avec le réel et qui prétend oblitérer celui-ci. Cette mensongère *surréalité* comble la discordance entre l'utopie chimérique et la réalité insupportable.

Staline en la matière a battu tous les records. Il a fait constamment réécrire l'histoire, notamment celle du bolchevisme et celle de son rôle

contient l'intégralité du chapitre "Lénine aussi..." censuré dans la première édition de 1938. Ante Ciliga conclut : « La légende de Lénine est un mensonge qui sert à couvrir les crimes de la bureaucratie. »

⁶¹³ *Dix ans*, 11.

⁶¹⁴ Jaccard, Jean-Philippe. *Un Mensonge déconcertant ? La Russie au 20^e siècle*. Paris : L'Harmattan, 2003.

dans la Révolution, effaçant des documents, des photos les personnages qui le dérangent ou qu'il avait fait liquider. Les actes d'accusation des victimes des procès de Moscou, entre 1936 et 1938 sont un tissu de fabrications sans aucun rapport avec quelque fait que ce soit. Vychinski, qui agissait directement sous les ordres du *Vojd*, accuse Zinoviev puis Boukharine, d'espionner au profit des nazis. « Vychinski mentit même aux condamnés sur leur sentence de mort, pourtant immédiatement exécutée. ... Le Premier ministre de la tsarine Catherine de Russie [Potemkine] faisait visiter de faux villages, les dirigeants soviétiques, eux, faisaient concocter de fausses statistiques. » ⁶¹⁵

« Plus un mensonge est gros, plus il a de chances d'être cru ! Mentez, mentez encore et toujours, il en restera bien quelque chose ! » On connaît cette sentence de Joseph Goebbels, diplômé de philosophie et de psychologie et chef de la propagande nazie.

Les totalitarismes sont le contraire de ce qu'ils montrent en façade mais ce qu'ils montrent est pourtant la vérité de quelque chose : de leur aspiration chimérique. Ils se *dissimulent* toujours avec toutes leurs contradictions, leurs résistances passives et leurs misères derrière des élections à 99,8 %, des défilés grandioses, des enthousiasmes populaires « spontanés », des constitutions dites « la plus démocratique du monde ». Les essayistes et écrivains de la dissidence de l'Est ont dépeint avec talent le rôle démoralisateur, déshumanisant de la vie quotidienne dans ce mensonge [274] universel auquel il était impossible d'échapper.

Le besoin de mentir fait partie de la « mentalité totalitaire » (notion à laquelle je viens au chap. V) ; il importe pour bien mentir de commencer par se mentir à soi-même. « Tous les révolutionnaires, communistes, maoïstes, trotskystes, vivent en rupture avec le monde empirique. Ils prétendent préparer l'avenir ; il y a de l'infantilisme ou de la niaiserie à répéter après Neruda, « l'avenir sera beau ». Pourquoi cette fuite en avant, si ce n'est le refus d'un présent : on sait, quand on est simplement démocrate, que la vie est courte, éphémère, qu'elle peut nous être enlevée à chaque moment, par la maladie, un accident... Nous

⁶¹⁵ « De quelques grands menteurs dans l'histoire », Fabrice D'Almeida, *Marianne*, 3 Août 2013.

savons que la mort est inéluctable ; il faut vivre, non pas en étant obsédé par la mort, mais en sachant qu'elle sera là. » ⁶¹⁶

Jean-François Revel a posé dans tous ses essais avec la fougue ironique qu'on lui connaît une bonne question, une question qui doit être au cœur de la réflexion sur l'anthropologie de la modernité et de ses croyances séculières, la question du « mensonge comme besoin spirituel », des croyances embrassées parce qu'elles conduisent à l'aveuglement total, de la « foi » librement consentie envers une propagande grossière et envers des falsifications évidentes, de l'obstination dénégatrice, du mensonge à soi-même comme mode d'être de toute une vie et du nihilisme moral — question beaucoup plus grave pour l'idée qu'on se fait de l'espèce humaine que celle de la lâcheté, de la peur et de la soumission à plus fort que vous. « « *La libido sciendi*, écrit Revel, n'est pas, contrairement à ce que dit Pascal, le principal moteur de l'intelligence humaine. Elle n'en est qu'une inspiratrice accessoire, et chez un petit nombre d'entre nous. L'homme normal ne recherche la vérité qu'après avoir épuisé toutes les autres possibilités. »

Un parallèle du combat de Jean-François Revel contre les mensonges censés généreux et le besoin censé méritoire d'aveuglement peut être fait avec le talentueux combat antérieur de George Orwell - ce parallèle est esquissé par Mario Vargas-Llosa.

La capacité de gens cultivés et informés d'avalier et de diffuser avec toute l'autorité dont ils disposent d'énormes mensonges a étonné plus d'un observateur dès l'avant-guerre. En Angleterre, on peut évoquer parmi les [275] principaux artisans de la diffusion occidentale des falsifications soviétiques dans les années staliniennes Sidney et Béatrice Webb, figures prestigieuses de la science sociale, dirigeants de la Fabian Society et fondateurs de la London School of Economics. « Ils pensaient qu'ils allaient voir le socialisme en URSS et bien entendu, ils le virent. Cela les conduisit, comme c'est fréquent avec l'aveuglement universitaire, à excuser une partie de la réalité non-démocratique et à nier le reste. En conséquence, leur travail s'inscrivait dans un genre

⁶¹⁶ Verdès-Leroux, *La foi des vaincus. Les « révolutionnaires » français de 1945 à 2005*. Paris : Fayard, 2005. 490.

littéraire qui n'avait jamais été appliqué à un pays réel : le fantastique utopique. » ⁶¹⁷

Plus tard, le maoïsme, héritier du stalinisme ⁶¹⁸ et avatar « à l'échelle de l'Asie » du totalitarisme, ⁶¹⁹ le régime maoïste et sa sanglante Révolution culturelle ont engendré chez des intellectuels français de renom la même sorte d'aveuglement et de jobardise. Je songe au livre hallucinant que publia sur la Chine de Mao l'ineffable Maria Antonietta Macchiochi. Dans *De la Chine*, on peut lire : « la révolution culturelle inaugurerait mille ans de bonheur » — tout un programme... Dans *Des Chinoises*, Julia Kristeva écrivait avec autorité : « Mao a libéré les femmes » et lui seul, il a « résolu la question éternelle des sexes ». La violence des gardes rouges ? Aucunement. Elle « n'a constaté aucune violence ». Dans *la Cause du peuple*, Sartre écrit, péremptoire : « Mao, contrairement à Staline, n'a commis aucune faute ».

Le mensonge systématique servant à dissimuler l'horreur est un trait qui caractérise l'URSS dans toute son histoire et de la façon la plus caricaturale : « The many images of smiling collective farmers and bountiful harvests were peddled at the same time that millions of peasants were in labour camps and millions more dying in the worst famine of the century. » ⁶²⁰ Nicolas Werth au *Livre noir du communisme* (qui se « limite » à comptabiliser quinze millions de morts du fait du régime soviétique), estime que la question essentielle n'est pas précisément celle des « chiffres » s'il s'agit de *singulariser* le bolchevisme : « le crime est certes une composante essentielle [du communisme], distingue-t-il, [276] mais le mensonge qui a permis l'occultation de la terreur paraît plus central que le crime lui-même. » Le mensonge permet l'occultation des massacres et de la terreur et, de façon circulaire, la terreur qui supprime les témoins est au service d'un mensonge « énorme » qui doit demeurer sans faille.

⁶¹⁷ Conquest, *Féroce 20^e siècle*, 137.

⁶¹⁸ Tom Kerry, *The Mao Myth and the Legacy of Stalinism in China*. New York : Pathfinder Press, 1977.

⁶¹⁹ Koenen, Gerd. « Alte Reiche, neue Reiche : Der Maoismus auf der Folie des Stalinismus — *Eine Gedankenskizze*, » in *Moderne Zeiten ? Krieg, Revolution und Gewalt im 20. Jahrhundert*, éd. Jorg Baberowski. Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 2006. 174—201.

⁶²⁰ Richard Overy, *The Dictators : Hitler's Germany and Stalin's Russia*, 646.

C'est par ailleurs le Mensonge de chaque instant et la vigilance qu'il exige qui permettent de conclure à quelque chose de fragile, quelque chose qui est su fragile par les dirigeants et les exécutants, derrière l'apparence de puissance monolithique.

• *Idéocratie et religion politique*

[Retour à la table des matières](#)

Je reviens à la question des fondements idéologiques des dits régimes. Leszek Kolakowski aboutit, au bout des mille pages de son histoire du marxisme, *Main Currents of Marxism* à la thèse à laquelle j'ai consacré le volume II : le marxisme - comme idéologie et comme passage à l'acte — au bout du compte a été une « pseudo-religion », un millénarisme-messianisme déguisé sous des oripeaux scientistes. À cet égard, son application en Union soviétique en est une interprétation — sinon la seule possible du moins « bien fondée » et en quelque sorte *logique* :

The influence that Marxism has achieved, far from being the result or proof of its scientific character, is almost entirely due to its prophetic, fantastic, and irrational elements. Marxism is a doctrine of blind confidence that a paradise of universal satisfaction is awaiting us just round the corner. Almost all the prophecies of Marx and his followers have already proved to be false, but this does not disturb the spiritual certainty of the faithful, any more than it did in the case of chiliastic sects : for it is a certainty not based on any empirical premisses or supposed 'historical laws' ; but simply on the psychological need for certainty. In this sense Marxism performs the function of a religion, and its efficacy is of a religious character. But it is a caricature and a bogus form of religion, since it presents its temporal eschatology as a scientific System, which religious mythologies do not purport to be. ⁶²¹

Je renvoie au volume II pour ce qui touche à l'interprétation religieuse [277] (gnostique, messianique, millénariste etc.) de l'idéologie

⁶²¹ Ibid. 1208.

au pouvoir — et à la discussion de la portée herméneutique de ces qualifications.

Les arguments ici se présentent sous la forme d'une accumulation de traits spécifiques, de caractères et de paramètres communs avec ce qu'on attribue comme *propre* aux « religions » révélées (essentiellement, les religions judéo-chrétiennes), à leurs sortes de croyances, leurs cérémonies, leurs églises et leurs rites. Une longue liste de phénomènes convergents ou analogues englobe tout ce qui relève de la *sacralisation* du temps, des moments, des lieux et des choses, des écrits et des paroles, de l'idolâtrie d'un *Realissimum*, d'une entité sacrée, des cultes des morts, martyrs et prophètes, et du culte du chef et du guide — mais « le sacré », est une notion bien plus large et plus floue que le religieux et que le divin dans la mesure où c'est une notion universelle et transhistorique.

Les religions politiques historicistes ont prorogé, des religions révélées, non seulement les grands schémas irrationnels auxquels s'attachent les termes de gnose, millénarisme, messianisme, manichéisme, etc., mais elles leur ont emprunté leur caractère le plus déraisonnable : *l'infalsifiabilité*, « both are built in such a way that no imaginable, let alone real, facts could refute the established doctrine. »⁶²² *Poverty of Historicism* de Karl Popper est dédié aux victimes innombrables de cette superstitieuse et irréfutable « pensée » historiciste, expressément désignée comme étant tant bolchevique que fasciste : « IN MEMORY OF THE COUNTLESS MEN AND WOMEN... WHO FELL VICTIMS TO THE FASCIST AND COMMUNIST BELIEF IN INEXORABLE LAWS OF HISTORICAL DESTINY. »

Religion séculière et projet puis État totalitaires sont alors deux faits connexes enchaînés causalement. À quoi sert en effet la notion de « religion politique » ? Elle sert d'amorce d'explication généalogique et de définition du phénomène totalitaire comme issu non de circonstances inopinées mais de certaines convictions de longue durée. Sans l'emprise de telles « religions » modernes et sans des « hommes nouveaux » rééduqués pour servir aveuglément les nouvelles Idoles, pas d'État totalitaire, pas de régime totalitaire. Enjeux de méthode et intérêt du « recul » historique : la religion séculière, la religion de salut immanentisée, si

⁶²² Kolakowski, Leszek. « Why an ideology is always right », in Cranston & Mair, *Ideology and Politics*, Bruylant, 1980, 125.

on en accepte cette idée, aurait alors précédé, préexisté avec son millénarisme, son manichéisme, sa [278] prétention à l'omnipotence herméneutique, son intolérance, son horreur de l'anomie, elle *aurait préexisté* de plusieurs décennies au « passage à l'acte » - ce qui va permettre à l'État totalitaire qui se met en place en l'invoquant de la mettre aussitôt au service d'une *Totale Mobilmachung* et d'une *Endlösung*, d'une solution finale au mal social.

Il résulte de cette *précédence* que toute théorie des « religions séculières » reporte la question du totalitarisme bien avant son émergence « empirique », avant son passage à l'acte après 1917. Le totalitarisme est alors en germe dans une sacralisation du politique qui prélude tout au long du 19^e siècle et qui s'amorce plus haut encore, vers la fin du 18^e — et c'est celle-ci, c'est l'incubation de la sacralisation du politique qu'il faudra expliquer.

La catégorie de religion séculière formera ensuite le *propre aristotélicien* du totalitarisme — et ce statut même est ce qui en justifiera fonctionnellement l'emploi. Ce qui définira en effet le totalitarisme et le distinguera des tyrannies et des dictatures « ordinaires », des despotismes classiques, ce sera précisément que ce genre de régime agit au nom d'une ainsi nommée « religion séculière » qui en « inspire » les actes et auxquelles il prétend convertir les masses par tous les moyens — y compris la terreur et les massacres — « religion » qui lui impose un but final, à la fois radical et chimérique, à quoi tout peut et doit être sacrifié. Cet « Absolu » terrestre semblera du reste mettre la preuve sur la somme : seule une forme de « religion », dira-t-on, peut légitimer la prétention déraisonnable à exercer un contrôle total sur la société et à mettre tout un peuple au service d'un but grandiose indiscutable. L'ainsi nommée religion séculière — à supposer qu'on parvienne à l'expliquer historiquement à son tour — apparaît alors comme procurant une explication de l'inexplicable et de l'horreur et de la « bonne conscience » des agents. Le totalitarisme cesse d'être appréhendé comme *Mal radical* nouveau dont la passion destructrice échapperait à tous motifs humainement connus.

Enjeux politiques maintenant, inextricables d'autres enjeux méthodologiques : La notion de religion séculière va permettre *d'englober* dans une essence semblable et une origine commune les idéologies rouge, brune et noire — au profond déplaisir des sensibilités antifascistes de naguère (et d'aujourd'hui) qui persistent à voir le totalitarisme

comme un *accident inopiné* en URSS et un accomplissement logique en Allemagne nazie.

Par ailleurs, — autre enjeu très susceptible d'être politiquement manipulé et [279] qui l'a dûment été, — ce n'est pas dans les droites conservatrice ou libérale du lointain 19^e siècle que s'observe ce phénomène d'immanentisation du sacré mais, « à gauche », chez les « socialistes utopiques » dont les « rêveries » naïves et redoutables (illustrées par le saint-simonisme) d'un État-Église imposant une « orthodoxie » unanime et contrôlant pour son plus grand bien la société tout entière, d'une fusion « mystique » des gouvernants et des gouvernés seront mis les premiers au banc des accusés à titre de lointains complices « avant le fait » (Jacob L. Talmon). Si les certitudes absolues que comportent les premières doctrines « totales » et l'enthousiasme, le fanatisme qu'elles inspirèrent à une poignée d'adeptes sont bien antérieurs aux Grandes politiques inhumaines qu'elles justifieront au 20^e siècle, alors la réflexion historique doit se déplacer vers ces idées lointaines et sonder suspicieusement leur apparente *innocence*. De 1830 à 1920, seul le socialisme révolutionnaire, dans son parcours d'« utopique » à « scientifique », a pu se voir qualifié par de sceptiques observateurs de religion nouvelle. L'eschatologie socialiste semble donc avoir fourni la *matrice* des religions fascistes et nazies qui, même si elles le caricaturent en le transposant en clé ultra-nationaliste, seront construites sur les mêmes schémas et inspireront des contre-croyances d'intensité et d'irrationalité analogues.

Mais jusqu'où ira le « recul » historique réclamé ou suggéré par l'idée de « religions politiques » ? Parlant de religiosité modernisée et immanentisée, on ne saurait s'arrêter justement comme date originelle absolue aux temps romantiques et à l'invention *moderne* des Grands récits de l'histoire et des Grands remèdes sociaux. L'Idée même d'une genèse religieuse de tout ceci va alors sembler inviter à une remontée *illimitée*. Jacques Maritain a tracé jadis le programme de ces sortes de problématiques généalogiques longues et les a jugées à priori fructueuses quand il écrit : « Il convient d'aller chercher assez loin dans le passé les racines et la première vertu germinative des idées qui gouvernent le monde aujourd'hui ». ⁶²³ Dès 1940, Franz Borkenau construit le parallèle (qu'il est un des premiers à faire) des doctrines communiste et

⁶²³ Jacques Maritain, *Trois réformateurs*. Paris, Plon-Nourrit, 1925, 4.

nazie en ayant recours à des mots tels que « millenium, fin des temps, messianisme », c'est à dire, spontanément, à des termes *empruntés* à l'histoire des religions dans la très longue durée — métaphores à titre suggestif ou translation non encore théorisée de concepts antiques à la modernité politique ?

[280]

C'est bien dans ce sens d'une remontée des étapes de la sécularisation de l'Occident qu'est allée une bonne part de la recherche qui s'est accumulée et cette démarche forme consensus aujourd'hui. Hans Maier dans le collectif *Totalitarismus und Politische Religionen. Konzepte des Diktaturvergleichs*⁶²⁴ analyse en 1995 les « religiöse Elemente in den modernen Totalitarismen » : ici venu, la notion théorisée de « religion politique » est mise au cœur de travaux qui abondent désormais en vue de définir le totalitarisme, d'en éclairer la genèse, d'expliquer le Siècle des totalitarismes.⁶²⁵ On assiste en effet à l'approfondissement théorique de l'articulation des deux idéaltypes dans le monde académique anglophone, notamment dans une revue londonienne qui énonce sa problématique dans le titre qu'elle porte, *Totalitarian Movements and Political Religions*. La recherche contemporaine aboutit à l'articulation des deux notions, l'une, logiquement et chronologiquement antérieure, expliquant anticipativement les caractères de l'autre : « ...dans la mesure où l'idéologie peut développer son culte de l'avenir jusqu'à devenir une forme de messianisme, elle explique le style général des totalitarismes qui se veulent tous en marche vers de nouveaux paradis terrestres, leur style d'organisation qui est le mouvement, le style d'adhésion qu'ils réclament de l'individu qui est la mobilisation totale. »⁶²⁶ Tout régime totalitaire « seeks the subordination, integration and homogenisation of the governed on the basis of the *integral politicisation* of existence, whether collective or individual, interpreted according to the categories of a palingenetic ideology. ... The totalitarian party ...

⁶²⁴ Paderborn : Schöningh, 1995. ---» *Totalitarianism and Political Religions. Concepts for the Comparison of Political Religions*. London : Routledge, 2004.

⁶²⁵ Voir : Huttner, M. *Totalitarismus und säkulare Religion. Zur frühgeschichte totalitarismuskritischer Begriffs- und Theoriebildung in Großbritannien*. Bonn : Bouvier, 1999. — Hildebrand, Klaus. *Zwischen Politik und Religion. Studien zur Entstehung und Wirkung des Totalitarismus*. München : Oldenburg, 2003.

⁶²⁶ Claude Polin, *L'esprit totalitaire*. Paris : Sirey, 1977, 138.

possesses a complex System of beliefs, dogmas, myths, rituals and symbols that define the meaning and purpose of collective existence within this world while also defining good and evil. » ⁶²⁷

On pourrait dire brutalement que toutes les religions (les religions dites « révélées ») sont « totalitaires » dans la mesure où elles prétendent s'appliquer et s'imposer à l'ensemble de l'existence et qu'elles instaurent un clergé, une [281] police spirituelle chargée de contrôler les ouailles, de blâmer et réprimer les déviants et indisciplinés. Toute religion, notamment judéo-chrétienne, pour peu qu'on la laisse faire, veut le contrôle des esprits et le contrôle des moeurs, elle a à tout le moins le potentiel de virer à la police de la pensée en même temps qu'à la théocratie sanglante. Le catholicisme mais aussi le calvinisme ont donné lieu à des excès « proto-totalitaires ». La démocratie libérale va être alors valorisée en contraste de nos jours par ce qui avait pu sembler être au 20^e siècle sa fondamentale déficience : elle ne comporte ni promesse, ni prophétie, ni absolu, ni harmonie prochaine, ni du reste de Solution au mal social et à l'injustice.

- *Une commune irrationalité*

L'élément intuitif élémentaire qui invite à apparier les deux notions, religion politique et totalitarisme, est *l'irrationalité* : la fabrication industrielle de cadavres, la superfluité des hommes [Arendt] ; la déchaînement de la terreur en URSS alors que la masse est déjà réduite au silence apeuré, la mobilisation du matériel ferroviaire en temps de guerre pour accélérer le génocide poursuivi à tout prix et dans l'urgence aux dépens de l'effort de guerre même etc. Toute théorie du totalitarisme se heurte à un moment donné à l'irrationalité intrinsèque du système et de ses acteurs et somme toute les définitions du totalitarisme englobent ce « trou noir » de l'inintelligible. « S'il est un pays qui ne pouvait pas se payer le luxe d'expédier des ingénieurs dans des camps

⁶²⁷ Emilio Gentile in *Totalitarian Movements and Political Religions*, revue, éd. Emilio Gentile & Robert Mallett. London : Routledge, # 1 : 2000.

et de les y astreindre à un travail d'esclave, c'est bien l'URSS des premiers plans quinquennaux. » ⁶²⁸ Et pourtant...

Quand on a décrit les absurdités contre-productives, la terreur comme moyen de gouvernement, la déshumanisation des individus et leur démoralisation passive et aboulique, les fuites en avant et l'accumulation d'échecs déniés, il faut chercher à expliquer et, faute de bonnes raisons fondées sur des intérêts matériels et concrets (lesquels sont dédaignés et brimés), on ne peut qu'aller sonder la déraison d'une idéologie différente de toute autre et connecter précisément idéologie et terreur. C'est elle — dans sa singularité qui reste à dénommer — qui est mise à l'origine des dénégations perpétuelles, de l'emballage totalitaire et de la radicalisation des régimes en cause.

L'esprit du totalitarisme - lors même que je le perçois comme un *avatar* [282] séculier du fait religieux - se fonde par ailleurs dans une vision méprisante de l'homme qui, toujours en remontant dans le passé, englobe de grands penseurs, nullement contemplatifs ou mystiques mais bien pragmatiques et pessimistes comme Machiavel et comme Hobbes : elle voit les humains comme congénitalement égoïstes, couards, ingrats, menteurs, avides et devant être traités comme tels d'une main de fer ou — par un retournement volontariste — devant être dûment remodelés, rééduqués pour être admis dans une société régénérée et mis au service d'un Absolu terrestre. Puisque l'absolu immanent à la logique d'État — Plan quinquennal, Industrialisation, salut de la *Volksgemeinschaft*, hégémonie du *Reich* — est tout, il faut que l'individu ne soit rien, qu'il n'ait aucune valeur.

— *Cultes des dirigeants*

En URSS, le culte posthume de Lénine, mort en 1924, a servi de modèle au culte émergent du Secrétaire général. Le culte stalinien est analysé dans de très nombreux ouvrages, je me dispense d'y revenir - et il est reflété dans de grandes oeuvres littéraires comme *Le vertige* d'Evgeniia Ginzburg. Ce culte de Staline qui prélude dans les années vingt en même temps que s'installe la Dictature du Secrétariat, prend les

⁶²⁸ Alain Brossat, *L'Épreuve du désastre : le XX^e siècle et les camps*, Albin Michel, 1996, 120.

proportions d'une religion d'État dès 1932. C'est dès 1925 que Tsaritsyne devient Stalingrad — alors que Petrograd était devenu Leningrad en janvier 1924. Tout en ayant le culot de blâmer sur un ton bourru les excès d'adulation envers sa personne, c'est bien l'Égocrate Staline même, vaniteux et mégalomane, qui a travaillé à sa propre déification et imposé dans le détail son culte « d'en haut ». ⁶²⁹ Toutes les réalisations du régime, les barrages, les complexes industriels, le métro, le Canal Staline ⁶³⁰ sont crédités au génie du *Vojd'*, visionnaire, démiurge et thaumaturge. « Le [283] culte de la personnalité est un peu comme une religion » : ⁶³¹ cette équation indéfinie est le fait de Nikita Khrouchtchev même dans ses mémoires. Il illustre le rapprochement par un argument « vécu » : « Quand Staline proposait quelque chose, il n'y avait ni question ni observation. Une proposition de Staline était un commandement de Dieu et l'on ne discute pas un ordre divin. » ⁶³²

Le culte du Chef soviétique n'était pas « monothéiste » : il était intégré au culte d'autres entités figées et allégoriques qui émanaient de l'Idéologie de parti. A l'ombre du culte de Staline ont prospéré les sous-cultes serviles de ses séides, ceux notamment de Kaganovitch, Iéjov, Vorochilov etc. Le culte suprême du *Vojd'* dominait encore de sa taille surhumaine les multiples cultes de héros soviétiques de moindre envergure : tels le héros (imposteur) du travail, Alekseï Stakhanov ⁶³³ et tel

⁶²⁹ Staline lui même n'aurait pas fait l'objet d'un culte organisé — et il n'aurait plus encore l'avoir voulu, le désirer. Simplement, il trouvait sans doute utile une certaine adulation populaire envers lui, le *Vojd'* à laquelle il se prêtait avec réticence et répugnance. « Le fait qu'on puisse nier le culte y compris dans les films où le Staline de l'écran ne joue son rôle de leader qu'à contrecœur distingue le cas communiste des autres, en particulier nazi et fasciste, qui utilisent, eux, la terminologie "culte du chef, héritée de la Grande Guerre et de son exigence d'autorité. Le culte rendu à une personne est paradoxalement impersonnel car standardisé. » Al. Sumpf, *De Lénine à Gagarine*, 798.

⁶³⁰ Le *Bielomorstroï* ou chantier du Canal Staline, encore connu comme le Canal de la Baltique à la Mer Blanche — l'un des premiers grands chantiers esclavagistes soviétiques — a servi en Occident entre 1933 et 1936 de preuve par excellence de la supériorité de l'humanisme socialiste.

⁶³¹ *Souvenirs* de N. Khrouchtchev, Laffont, 1971, 447.

⁶³² *Ibid.*, 265.

⁶³³ Lors d'un concours organisé par le Komsomol, Alekseï Stakhanov, mineur du Donbass aurait accompli quatorze fois la norme d'extraction du charbon, le 31 août 1935, il aurait extrait 102 tonnes de charbon en 6 heures de travail. (Il

Pavlik Morozov, héroïque *komsomol*, dénonciateur de son contre-révolutionnaire de père, censément assassiné par les siens.

Balázs Apor a dirigé un collectif qui confronte les cultes des chefs communistes des États « satellites » : *The Leader Cult in Communist Dictatorship : Stalin and the Eastern Bloc*.⁶³⁴ Toutefois, aucun culte ultérieur de leader communiste ne remplacera jamais celui de Staline. Mao Zedong n'enthousiasmera en Occident que quelques groupes extrémistes. Fidel Castro vieillira vite, « jeune héros révolutionnaire devenu en quelques années un tyran stalinoïde ». ⁶³⁵ Ernesto "Che" Guevara, - plus séduisant certes que les Dimitrov, Walter Ulbricht, Klement Gottwald, Boleslaw Bierut, ternes bureaucrates staliniens, objets de culte obligatoire — est devenu une ressource du petit commerce qui cible la jeunesse apolitique : on rencontre plusieurs sites *online* qui proposent pas cher des tee-shirts à son effigie christique et virile.

[284]

— *Staline en France*

Le culte de Staline a été servi successivement en France par deux hommes de lettres dont le zèle et l'esprit de surenchère ont été plus extrêmes que ceux de quiconque, même parmi les « politiques ». Il s'agit de Henri Barbusse dont le *Staline* hagiographique ⁶³⁶ marque en France le coup d'envoi du culte, et d'Aragon qui prend le relais après la mort inopinée de Barbusse en 1935. La sortie du livre de Barbusse avait été préparée par des extraits des éloges liturgiques dont le thuriféraire du Secrétaire général avait d'abord emplis les pages de son journal, *Monde*. En publiant les bonnes pages de cette biographie qui prétendait présenter *Un monde nouveau vu à travers un homme* (selon le sous-titre) ou, en une variante plus expressément religieuse, le portrait de l'homme qui « incarnait » l'U.R.S.S. et l'Humanité progressiste, Barbusse avait aligné les formules d'adulation qui allaient revenir de façon obsédante

avait été aidé !) En 1978, la ville de Kadievka, où il avait censément accompli ses exploits, fut rebaptisée Stakhanov.

⁶³⁴ Houndmills, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2004.

⁶³⁵ Furet, *Penser le 20^e siècle*, 1063.

⁶³⁶ Flammarion, 1935. Réédition : L'Harmattan, 2006.

dans la langue de bois du stalinisme : « le plus parfait théoricien et le plus sage homme d'action » et autres antonomases qui qualifient rituellement le « plus proche disciple » de Lénine ⁶³⁷, son « compagnon le plus proche » etc.

De cet ouvrage catéchétique, la presse communiste a surtout répété, elle a monté en épingle la phrase finale. Celle-ci fait le portrait, inconsciemment, d'un monstre composite :

Qui que vous soyez, vous avez besoin de ce bienfaiteur. Qui que vous soyez, la meilleure partie de votre destinée, elle est dans les mains de cet homme qui veille aussi sur tous, et qui travaille, l'homme à la tête de savant, à la figure d'ouvrier et à l'habit de simple soldat. ⁶³⁸

Aragon prend la suite du thuriféraire défunt et y va de sa confession de foi : « En Staline, qu'on le veuille ou non, se concrétise toute la foi dans l'avenir révolutionnaire de l'humanité. En Staline se personnifie tout l'héritage de la classe ouvrière. » ⁶³⁹ « C'est pourquoi nous appellerons *époque stalinienne* l'époque où nous vivons et, ajoutait Aragon avec feu, assassins, félons et [285] canailles » les condamnés des procès de Moscou. ⁶⁴⁰

— *Culte stalinien vs. cultes des chefs fascistes*

Staline, émanation du Parti et qui ne cesse de se présenter lui même comme fidèle disciple de Marx et de Lénine n'est pas doté de l'autorité charismatique au premier degré qui est celle de Mussolini et qui surtout met Hitler au cœur de la religion nazie. Staline détient son pouvoir du marxisme, de l'héritage de Lénine, du Parti et d'un « rôle dirigeant » que celui-ci exerce, - même s'il tient les membres du Politburo sous la terreur. L'Idéologie en URSS est première et Staline au faîte de sa puissance ne se dit modestement que le « coryphée » à son service. Si le

⁶³⁷ Barbusse, *Monde*, 2. 1. 1934, 5.

⁶³⁸ *Staline*, 320.

⁶³⁹ Aragon, *Monde*, 13. 6. 1935, 8.

⁶⁴⁰ Aragon, *Commune*, 1937, IV, 809.

« culte de la personnalité » de Staline fut finalement et posthumément dénoncé en URSS par Nikita Khrouchtchev au nom du parti comme une « déviation » du marxisme-léninisme, le culte de Mussolini, « Père, Dieu, Messie », faisait au contraire partie de l'essence du système et ce culte fut plus unanime dans le peuple italien que l'adhésion aux « idées » et aux projets fascistes.⁶⁴¹ Le culte fasciste a instauré des « formes inédites de relation fidéiste entre les masses et leurs chefs ». ⁶⁴² Il renouait à sa façon avec l'antique sacralisation du détenteur du pouvoir.

Les nazis avaient appris beaucoup de leurs prédécesseurs fascistes, mais aussi des Soviétiques et leur empruntaient sans vergogne ce qui « marchait » le mieux. Toutefois, le Mythe hitlérien est d'une autre nature encore que celui du Duce. Pas de nazisme sans Hitler, incarnation du Peuple et de l'État, *Ein Volk ! Ein Reich ! Ein Führer !* Hitler a contribué à faire du concept de charisme quelque chose de pathologique et de diabolique associé à une « hystérie de masse » qui ne se trouve pas dans la caractérisation weberienne initiale.

Ce culte du *Führer* s'est mis en place dans le groupusculaire NSDAP dès les années 1920 alors que la droite allemande tout au long de l'Allemagne de Weimar attendait l'apparition d'un « guide » capable de régénérer le *Volk*. Le *Führerprinzip* et le mythe Hitler sont au cœur du régime. « The Hitler Myth can be seen as providing the central motor for integration, mobilization and [286] légitimation within the nazi System of rule. » ⁶⁴³ Hitler personnifie la Nation et son unité, il incarne la défense fanatique des droits du peuple allemand, il est l'agent de son retour à la puissance, le garant de sa victoire et le rempart contre ses ennemis, à commencer par le Juif.

D'autres chercheurs ont décrit par ailleurs les cultes extravagants du chef et le caractère intensément religieux de leur vénération dans les régimes souvent qualifiés de quasi- ou proto-totalitaires du Tiers monde, — ceux notamment de Soekarno en Indonésie, de N'Krumah

⁶⁴¹ Emilio Gentile, *Les religions de la politique*, ch. VI.

⁶⁴² *Les religions de la politique*. 82.

⁶⁴³ Ian Kershaw, *The Hitler Myth. Image and Reality in the Third Reich*. Oxford : Clarendon Press, 1987. Rééd. en format poche. Oxford : Oxford UP, 2001, 257.

au Ghana, ⁶⁴⁴ Sékou-Touré en Guinée, de Macias Nguema en Guinée Équatoriale. ⁶⁴⁵

— *La sacralisation du Parti*

Le Parti-qui-a-toujours-raison, appuyé sur une idéologie totale a été la rencontre nullement inattendue du modèle d'action léniniste-bolchevik et de la rééducation et conformation exigée par toute « institution totale ». La mentalité militante et ses automatismes deviennent au bout d'une pénible auto-rééducation une « seconde nature », celle de la Servitude volontaire. La composante de *sacrificium intellectus* confessée par l'intellectuel stalinien, la volonté d'assumer pour la Cause le mensonge et l'absurdité sans aucune des restrictions mentales du « petit bourgeois », le blocage tétanisé de tout esprit critique, la capacité de nier les démentis successifs essuyés, tel est le prix à payer. Le militant doute encore parfois, mais au moins il a « honte » de ses doutes, il désire croire et finalement il parvient à « aimer Big Brother ».

La peur de l'exclusion était, à croire tous les témoignages, au cœur de la psychologie communiste. Une question a été posée mainte fois : pourquoi reste-t-on des années au Parti après avoir « perdu la foi » ? Les ex-communistes désabusés ont décrit le caractère masochiste de l'intellectuel de parti, renonçant à tout esprit critique, niant l'évidence, redoutant les soupçons de l'Appareil. « En France, écrit Edgar Morin, la terreur fut psychologique (terreur [287] d'être exclu du Parti, de compromettre la cause) ». ⁶⁴⁶ « Ceux qui ne quittent pas le Parti en 1956 [Budapest] restent parce que l'appartenance au *Nous* est plus forte... ⁶⁴⁷

⁶⁴⁴ Addo, Ebenezer Obiri. *Kwame Nkrumah : A Case Study of Religion and Politics in Ghana*. Lanham MD : UP of America, 1997.

⁶⁴⁵ Max Liniger-Goumaz, *De la Guinée équatoriale nguemiste. Éléments pour le dossier de l'afro-fascisme*. Genève : Éditions du temps, 1983.

⁶⁴⁶ Morin, *Autocritique*. Paris : Seuil, 1959. Ed. rev. 1975. 98.

⁶⁴⁷ Cl. Lefort in Ferro, dir. *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle*, 278. — Sur la perte de la communion et le sentiment de solitude affreuse après rupture avec l'Institution totale, les confidences des ex- sont inépuisables. « Longtemps j'eus froid », écrit Claude Roy dans *Somme toute*, Paris, Gallimard, 1976, 171.

Il est frappant de noter aussi que plusieurs exclus du PCF et des autres partis staliniens n'ont pas manqué de rejoindre d'urgence des partis trotskystes, lambertistes, pablistes, bordighistes qui, récusant l'URSS, se hâtaient de reconstituer « en petit » une mini-terreur groupusculaire à laquelle ils se re-soumettaient ! ⁶⁴⁸ Ce phénomène attesté confère de la justesse à l'idée de séduction ou de tentation totalitaires que j'aborde au chap. V.

Pour Claude Lefort, si le mythe de la révolution remonte haut dans le 19^e siècle, la « mythologie du parti », sacré et infailible, auquel tout doit être sacrifié, naît avec le bolchevisme. ⁶⁴⁹ Lénine use en Octobre de la formule *Le parti au dessus de tout*. Je crois avoir montré dans *Le marxisme dans les Grands récits* qu'il n'en est rien, que la sacralisation du Parti est accomplie à la fin du 19^e siècle dans le Parti ouvrier guesdiste - et le culte concomitant du Chef. Dès le début, c'est à dire dès les années 1880, après l'échec ruineux de l'indiscipline communarde, les partis marxistes qui apparaissent en Europe - le Parti ouvrier en France - sont conçus comme des camps retranchés, dirigés par des chefs possédant la science, partis *représentant* la classe exploitée et se substituant à elle, formés de minorités agissantes unifiées en doctrine, disciplinées, organisées militairement, toujours mobilisées. Le Parti-qui-a-toujours-raison, se voyant complaisamment comme « l'élite consciente du mouvement ouvrier », élite composée de ceux qui suivent aveuglément la ligne, qui « acceptent la thèse du collectivisme intégral », c'est à dire « les [288] véritables socialistes », ⁶⁵⁰ c'est quelque chose *de neuf* qui s'invente — en France avec Jules Guesde — dans ces années-là. C'est que la conscience socialiste *et* révolutionnaire ne naît pas spontanément dans le prolétariat, elle ne peut que lui être apportée par le parti, c'est à dire par les intellectuels de parti, « vulgarisateurs » de la Science. Cette thèse que l'on dit léniniste, est à la base de la pensée de Guesde et du

⁶⁴⁸ Voir par ex. Jacques Roussel, *Les Enfants du prophète, histoire du mouvement trotskiste en France*, Paris, Spartacus, 1972.

⁶⁴⁹ *La complication* 182.

⁶⁵⁰ Sixte-Quenin. *Comment nous sommes socialistes. [Encyclopédie socialiste, vol. 6]*. Paris : Quillet, 1913, 38. Mais l'erreur universelle sourd de la classe même que l'on prétend vouloir émanciper : les initiatives venues de la base et plus encore de la classe ouvrière *at large*, seront toujours jugées suspectes de diversion, de faute d'analyse, d'erreur tactique, de « déviationnisme », d'« aventurisme » etc.

rôle qu'il s'est attribué. Une *science*, guide infaillible dans le contexte de *l'imminence* de la Lutte finale, ces deux idéologèmes procuraient la légitimation souveraine du parti, et fondaient l'obligation pour tous d'en accepter la discipline sous l'unité de commandement au sommet. Lénine n'invente rien ici : il accentue tout au plus à l'usage russe une sacralisation du Parti infaillible qui est née en Europe occidentale dans les partis « ouvriers » mais sous des régimes « bourgeois » parlementaires.

Le parti repose sur une division des tâches entre les chefs qui détiennent la Science et ceux qu'on désigne comme les « militants de base », — division qui retrouve, aggravée, la hiérarchie de l'usine. L'homologie entre la conception du parti, discipliné, hiérarchisé, et la doctrine, exclusive, dogmatique, immuable, indiscutable, est évidente. Est-il besoin de rappeler que la conception de la science de l'histoire, guide infaillible du Parti mandaté pour accomplir la Révolution est l'élément le plus constant de l'histoire du ou des marxismes. Maurice Thorez répétera de telles choses un demi-siècle après les guesdistes : « la doctrine scientifique de Marx-Engels-Lénine-Staline ... est une boussole permettant de fixer à coup sûr la route de la classe ouvrière, etc. » ⁶⁵¹

Sans le parti toutefois, sans cette conception sacrée du Parti, il n'y aurait pas eu de Révolution bolchevique ni du reste de fuite en avant dans la terreur stalinienne - avec un Parti en guerre contre toute la société. Le fascisme italien repose sur *Il Duce*, le nazisme sur le *Führerprinzip*. Le bolchevisme repose sur le culte du Parti.

[289]

— *Du Parti à l'État-parti*

La notion *d'État-parti* : cette notion qui forme un des paramètres retenus par Friedrich et Brzezinski comme elle le sera par tous autres, n'est pertinente qu'avec une sérieuse restriction laquelle va un peu de soi mais n'est pas toujours soulignée aussi explicitement qu'il faudrait. L'État-parti ainsi dénommé ne met pas « le parti » au pouvoir, ni ses militants de base, ni ses congrès « unanimes », ni même son comité

⁶⁵¹ *Fils du peuple*, éd. Sociales, 1949, 240.

central lui-même, à différents moments, tétanisé, terrorisé. Le pouvoir réel est celui d'une oligarchie, d'une poignée d'hommes, celui du *Politburo*, qui tend même pendant des années à se ramener au pouvoir *d'Un seul*, à l'égocratie du Secrétaire général. Cette oligarchie se « réclame » du Parti lequel en tant que tel n'exerce aucunement le pouvoir et n'impose ni des politiques ni des personnalités.

Oui, les institutions soviétiques fusionnent, dédoublent et entremêlent des émanations institutionnelles relevant censément de l'État et du Parti, mais le PCUS comme tel — de même que les syndicats, que les coopératives et autres organes « ouvriers » - ne sont précisément pas des institutions qui conservent la moindre autonomie. Ce sont, en termes de pouvoir effectif, des « coquilles vides », des apparences. Le Parti est sans aucun pouvoir et il échoue à jouer son rôle, toujours allégué dans la rhétorique officielle, de force vive, « capable de débattre des enjeux sociaux, d'élaborer une stratégie inscrite dans un programme, de sélectionner dans ses rangs un leader compétent. Le Parti ne représente pas les aspirations des citoyens et ne vise aucunement la réalisation, en URSS ou ailleurs, du communisme, terme qui a perdu tout sens ». ⁶⁵²

• *Novlangues et jargons totalitaires*

[Retour à la table des matières](#)

La transformation ou plutôt la perversion et dégradation du langage ordinaire a attiré depuis un demi-siècle l'attention de penseurs très différents non comme un trait contingent mais comme quelque chose qui tient à l'essence du phénomène et qui, une fois de plus, rapproche le communisme des fascismes. Le totalitarisme est un système politico-économique qui cherche à imposer son mode de pensée comme le seul possible, la propagande est dès lors une activité essentielle de l'État « logocrate ». Paul Marion en 1931 est l'un des premiers à s'arrêter à l'importance suréminente de la propagande : [290] « La propagande totalitaire se distingue de toute autre propagande par sa persistance et son intensité », elle consiste en un « appel à l'homme tout entier, son

⁶⁵² De Lénine à Gagarine, 798.

intelligence et son âme ». ⁶⁵³ Mais cette propagande s'insinue dans les esprits par une transformation machinée d'« en haut » du langage, l'imposition d'un vocabulaire figé, de locutions à recours obligatoires sous peine de sérieux ennuis.

Ce fut d'abord la profonde intuition d'un homme de lettres qui était aussi un grand penseur engagé : le *Newspeak* est la langue officielle d'Océania, inventée par George Orwell dans son roman *1984* publié en 1949. Le *Newspeak* est décrit aux chapitres 4 et 5 de *Nineteen Eighty-Four* et détaillé dans l'appendice. *Unperson, doublethink, Ingsoc...* Le modèle d'Orwell était bien entendu le jargon soviétique : *politburo, Kominintern, kolkhoze, Komsomol* etc. Orwell, homme de lettres et de parole, est ainsi le premier à focaliser sur le langage, le *Newspeak* dont l'imposition sur les masses est au cœur de cette dystopie inspirée par les deux totalitarismes rouge et noir. ⁶⁵⁴ Orwell avait une passion pour la langue anglaise et un souci militant de la clarté du style. « Pour Orwell, la lutte contre le totalitarisme est inséparable de la critique du discours totalitaire. La guerre, c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force... « Le langage politique est destiné à rendre vraisemblables les mensonges, respectables les meurtres, et à donner l'apparence de la solidité à ce qui n'est que du vent », spécifie Orwell. Les pays totalitaires vivent sous des régimes de « mensonge organisé » qui se servent du langage pour bafouer la vérité, nier l'évidence, falsifier l'histoire. On connaît le slogan du Parti de Big Brother : « He who controls the past, controls the future ». « Le mensonge organisé pratiqué par les États totalitaires n'est pas, comme on le dit parfois, un expédient temporaire de la même nature que le camouflage militaire. C'est quelque chose qui fait corps avec le totalitarisme, quelque chose qui continuerait encore même si les camps de concentration et les forces de police secrète avaient cessé d'être nécessaires... Le totalitarisme demande en fait, l'altération continue du passé et réclame probablement à long terme une incroyance dans l'existence même de la vérité objective ». La thèse d'Orwell est simple : la décadence de la langue, la

⁶⁵³ P. Marion, *Leur combat : Lénine. Mussolini. Hitler. Franco*, Paris, Fayard, 1939, 131. Cité par Alicja Kacprzak « La propagande totalitaire », in Aubry, Laurence et Béatrice Turpin, dir. *Victor Klemperer. Repenser le langage totalitaire. Colloque de Cérisy*. Paris : CNRS Editions, 2012. 119.

⁶⁵⁴ George Orwell, *Nineteen eighty-four : A Novel*. London, New York : Harcourt, Brace. 1949.

corruption du style sont à la fois la [291] condition et le reflet des formes de pensée totalitaire. Le langage est le lieu même du mensonge et Orwell va traquer ce dernier en grammairien autant qu'en politique, dans le corpus bavard des discours communistes ou marxistes des années 1940. » ⁶⁵⁵

Victor Klemperer a pris des notes et décrit dans sa solitude de Dresde, de 1933 à 1945, l'imposition de la perverse langue nazie, composante-clé de la *Gleichschaltung*, qui « s'insinua dans la chair et le sang du grand nombre à travers des expressions isolées, des tournures, des formes syntaxiques » et qu'il avait baptisée par dérision la *Lingua Tertii Imperii*. En ce qui touche au « langage totalitaire » nazi, outre ce classique renommé, paru en 1947, je signalerai l'étude complémentaire de Dolf Sternberger qui détaille aussi ledit jargon officiel du Reich NS, composante de la *Gleichschaltung*. ⁶⁵⁶

Jean-Pierre Faye est notre grand historien des langages totalitaires, il a étudié en lexicologue et herméneute ce qu'il désigne comme *Le langage meurtrier* du nazisme. ⁶⁵⁷ *Langages totalitaires, Critique de la raison / l'économie narrative* ⁶⁵⁸ est paru en 1972, c'était un ouvrage profondément novateur qu'on peut rapprocher de l'ultérieure théorie médiologique de Régis Debray. Faye développe une théorie de la transmission et du rôle des idées dans les événements historiques et particulièrement dans les totalitarismes fascistes. Faye a élaboré une problématique originale qu'il nomme « narrative » : elle prétend à montrer l'engendrement de l'action par le récit qu'il a nommé « l'effet-Mably ». Faye n'a cessé de se demander dans ses livres successifs de quelles façons « chaînes d'énoncés et chaînes d'action » s'articulent les unes aux autres, comment, de narrations, s'engendrent des événements (la Dépêche d'Ems à l'origine de la Guerre franco-prussienne lui sert à illustrer cette idée) ou bien comment, rétrospectivement, une mise-en-récit est censée rendre « acceptable » un événement brutal (l'assassinat de

⁶⁵⁵ Jean Jacques Courtine, in *George Orwell*, dir. J.J. Courtine. *L'Arc*, 94 : 1984. 54.

⁶⁵⁶ *Aus dem Wörterbuch des Unmenschen*. Düsseldorf : Claasen, 1957. Rééd. Ullstein, 1986. Et : Klemperer, Victor. *LTI. Notizbuch eines philologen. ---» LTI. La langue du Me Reich. Carnets d'un philologue*. Préf. Sonia Combe et A. Brossât. Paris : Albin Michel, 1996.

⁶⁵⁷ Paris : Hermann, 1996.

⁶⁵⁸ Paris : Hermann, 1972.

Matteotti dans l'Italie de la prise de pouvoir fasciste par exemple). « Le change du *dire en faire*, Faye l'a analysé *in vitro* dans l'Allemagne de Weimar avec la production ou [292] l'introduction ou l'induction du nazisme par les "récits idéologiques" en vogue dans les années vingt de ce siècle en Europe ». ⁶⁵⁹

Le russo-soviétique illustre éminemment le cas d'un langage co-extensif à l'existence d'un régime dans la mesure où il s'évanouit avec lui (il est en voie de dissolution rapide avec la *Glasnost'*) et il naît dès la Révolution. « À la mort de Lénine, le langage communiste est complètement formé. Il était en formation depuis les années soixante du 19^e siècle, mais Lénine le fixe et le généralise. Il est le signe de la communion du Parti dans l'idéologie. Le progrès du militant, son niveau d'éducation communiste, se mesurent à sa capacité de traiter avec le monde extérieur en usant des moyens d'analyses canoniques, des mêmes coupes de raisonnement, des mêmes figures de style, en s'installant à l'intérieur de la vision centrale de telle sorte qu'elle se confonde avec sa vision propre. L'usage correct du langage idéologique signifie donc le succès de l'identification de la personne qui l'emploie avec son modèle... Le langage n'est pas un échange entre deux subjectivités différentes, mais une communion constatée à une même réalité. » ⁶⁶⁰

Le vocabulaire figé, les idiomatismes russo-soviétiques ont été étudiés avec force exemples par la slaviste Françoise Thom dans *la langue de bois*. ⁶⁶¹ La locution même a une histoire. En 1953 l'écrivain polonais Czeslaw Milosz, dans sa propre traduction en français de *la Pensée captive*, dit d'un de ses personnages, écrivain vendu au régime : « il hurlera de désespoir, parce qu'il sait que ce qu'il écrit, est du bois ! » ⁶⁶² Quelques années plus tard, en 1961, le sociologue Edgar Morin « rédige un article sur la Chine, pour la revue *Arguments*, qui regroupe des chercheurs de gauche, en marge du marxisme. Le sociologue note, à cette occasion que « la "langue de bois" utilisée par le parti traduit, comme

⁶⁵⁹ Debray, *Cours de médiologie*, 56.

⁶⁶⁰ Alain Besançon, *Les origines intellectuelles du léninisme*. Paris : Calmann-Lévy, 1977. ---» Réédition, coll. « Agora », 1987. 351.

⁶⁶¹ Paris : Julliard, 1983.

⁶⁶² Milosz, Czeslaw. *Zniewolony umys* ---» *La pensée captive*. Paris : Gallimard, 1953. ---» Rééd. 1988.

toute langue rituelle, un refus ou une impuissance à formuler la réalité des faits. » ⁶⁶³

[293]

La locution « langue de bois », transposée du russe et puisée au départ à la critique du régime soviétique en vue de dénoncer la laideur et l'opacité de la langue officielle, a été étendue à des phénomènes divers de phraséologies politiques et bureaucratiques contemporaines. ⁶⁶⁴ Christian Delporte y décèle « deux facettes, l'une totalitaire, l'autre démocratique, qui participent néanmoins d'une même réalité ou d'un même objectif : dissimuler la vérité » et faire de la langue un instrument de contrôle de la pensée. ⁶⁶⁵

Il est permis d'étendre la catégorie, au delà des régimes dictatoriaux, aux jargons de certaines communautés idéologiques en régimes démocratiques. On ne rencontre guère en ce secteur que des travaux satiriques, mais ils sont, faute de mieux (faute de plus serein et de plus systématique), parfois perspicaces et informés. Sur la langue de bois des communistes et sa persistance immuable des années 1930 à la fin du siècle, phraséologie qui est celle qui a le plus souvent retenu l'attention par son caractère à la fois figé, fallacieux et dogmatique, on verra avec un amusement accablé le factum de Christian Jelen, *Le PCF sans peine : comment parler communiste en 25 leçons*. ⁶⁶⁶

La langue de bois a dès lors une histoire qui s'étend sur les deux siècles de la modernité politique. Christian Delporte fait commencer le phénomène en 1789 : avec la Révolution française, pour la première fois, les mots deviennent infâmes ou nobles indépendamment de leur sens. Il faut remonter aux Jacobins, pour voir s'imposer par martèlement et intimidation et se figer un langage abstrait et intimidant, langage qui déchiffre le monde sous une forme jugée et qui est inséparable d'une première idéologie « totale » : le langage des sociétés de pensée et des

⁶⁶³ Cité par Delporte, *Une histoire de la langue de bois*. Paris : Flammarion, 2009. Poche : Champs histoire, 2011, 12.

⁶⁶⁴ Ruth Amossy in Aubry, Laurence et Béatrice Turpin, dir. *Victor Klemperer. Repenser le langage totalitaire. Colloque de Cérisy*. Paris : CNRS Éditions, 2012. 83. Voir aussi Amossy, *Les Idées reçues. Sémiologie du stéréotype*, Paris, Nathan, 1991.

⁶⁶⁵ Delporte, Christian. *Une histoire de la langue de bois*. 14-15.

⁶⁶⁶ Paris : Fayard, 1980.

clubs est le langage de *l'Homo ideologicus*, cet homme nouveau apte à disputer et à spéculer inlassablement, à changer le monde « sur papier », à débattre d'idées « pures » et intransigeantes, entraîné à écarter de sa ligne de mire le monde empirique et ses contraintes. Cette phraséologie jacobine fut, au sentiment de Besançon et de François Furet, le précurseur remarquable des langues de bois soviétiques et communistes : les Jacobins « se reconnaissent essentiellement au langage. Dans le tissu linguistique, on distingue des fragments des doctrines du siècle, tombés à [294] l'état de slogans, et qui servent de matériaux à une rhétorique. L'inflation linguistique, l'aplatissement du langage personnel en langage impersonnel et formulaire, sa codification politique — avec des mots clés, *Fanatisme, Modérantisme, Fédéralisme, Despotisme*, etc. —, l'utilisation de ce langage à des fins de pouvoir, voilà qui évoque déjà la logocratie moderne. Cela donne aux débats de la Convention la même impression de décollement du réel et d'angoissante déraison. Ce langage a un effet de sidération. *Peuple, liberté, Patrie* sont des mots à ce point chargés qu'ils paralysent l'opposition éventuelle, tant celle-ci, qui honore sous les mêmes mots d'autres réalités, craint d'être convaincue de despotisme ou soupçonnée d'agir pour Pitt et Cobourg. Le langage est légitimant, et c'est lui qui autorise la terreur. » ⁶⁶⁷

Béatrice Turpin exhume l'analyse ancienne, oubliée, mais digne d'être rappelée et sur laquelle je suis également revenu. ⁶⁶⁸ La logique émergente du langage totalitaire a été entrevue à la Belle époque par Gustave Le Bon, penseur déconsidéré de nos jours mais dont l'influence a été considérable sur des esprits aussi différents et aussi distingués que Sigmund Freud et que Julien Benda. Le Bon donne dans ses livres à grand succès, *Les opinions et les croyances*, la *Psychologie des foules*, la *Psychologie du socialisme*, etc., l'esquisse d'une théorie de la propagande à l'Ère des masses et de ses moyens rhétoriques élémentaires qu'il

⁶⁶⁷ A. Besançon, *Origines*, 44. « Les tueries sont abstraites, n'atteignent pas des hommes, mais des « monstres », des « brigands », des « ennemis du peuple ». « Il s'agit moins de les punir, que de les anéantir », dit Couthon. « Il ne faut rien déporter, il faut détruire tous les conspirateurs », dit Collot d'Herbois. C'est une attitude manichéenne, séparant le camp des bons du camp des mauvais lequel, selon les lois de Prairial, est apte à contenir la quasi-totalité des Français. » 45.

⁶⁶⁸ *Dans L'histoire des idées : problématiques, objets, concepts, enjeux, débats, méthodes* aux Presses universitaires de Liège, 2014.

énumère : — L'affirmation : « L'affirmation pure et simple, dégagée de tout raisonnement et de toute preuve, constitue un sûr moyen de faire pénétrer une idée dans l'esprit des foules ... Les livres religieux et les codes de tous les âges ont toujours procédé par simple affirmation ... Les hommes d'État appelés à défendre une cause politique quelconque, les industriels propageant leurs produits par l'annonce, connaissent la valeur de l'affirmation. ⁶⁶⁹ — La répétition : « La chose affirmée arrive, par la répétition, à s'établir dans les esprits au point d'être acceptée [295] comme une vérité démontrée ». ⁶⁷⁰ À quoi s'ajoutent : — La simplification, « plus l'information est concise, dépourvue de preuves et de démonstration, plus elle a d'autorité » ; — L'uniformisation ; — Le vague ; — L'appel aux sentiments, « La foule n'étant impressionnée que par des sentiments excessifs » ; — La formule, l'argument d'autorité et la mise en scène.

L'idée fondamentale de Le Bon était celle de la perpétuation dans les « foules » des croyances irrationnelles, l'humanité vulgaire n'a jamais pu et ne peut vivre sans croyances et il revient au sociologue de constater leur succession fatale, leur déraison perpétuelle et leur puissance immense en bien comme en mal (en mal le plus souvent). « Avec un fond invariable, le mysticisme modifie son aspect. Il a pris actuellement une forme rationaliste », ⁶⁷¹ mais le savant perce cette apparence et voit l'œuvre de l'inconscient éternel et le mysticisme là où il semblerait que s'expriment des théories et des raisonnements. Gustave Le Bon, pour qui la crédulité éternelle des foules était article de foi scientifique, voyait ainsi la croyance se perpétuer à travers les siècles en changeant seulement d'oripeaux : « Les vieux credo religieux qui asservissaient jadis la foule sont remplacés par des credo socialistes ou anarchistes aussi impérieux et aussi peu rationnels, mais qui ne dominant pas moins les âmes ». ⁶⁷²

Béatrice Turpin montre que les principes exposés par Le Bon de la « psychologie des masses » — nullement recommandés par lui, il va de

⁶⁶⁹ Le Bon, Gustave. *Psychologie des foules*. Paris : Alcan, 1895. ---» Rééd. Paris : Retz, 1975 & PUF, Quadrige, 2003. 73. Voir aussi sa *Psychologie du socialisme*. Paris : Alcan, 1898.

⁶⁷⁰ *Psychologie des foules*, Ibid.

⁶⁷¹ *Les opinions et les croyances*, Flammarion, 1911, 12.

⁶⁷² *Les opinions et les croyances*, 8.

soi ! — furent mis en application et perfectionnés durant la Première Guerre mondiale, aux États-Unis, en Angleterre. La chercheuse signale que Goebbels comme Hitler avaient dans leurs bibliothèques les ouvrages de Le Bon qui avaient connu un grand succès en Allemagne, de pair avec les doctrinaires anglo-saxons de la propagande de guerre. ⁶⁷³ Pour tout dire, Le Bon a donné des idées aux propagandistes de tous acabits en décrivant un phénomène qu'il prétendait dénoncer.

Le fascisme italien le premier a retenu la leçon. Il légitime son irrationalisme activiste en recourant à Georges Sorel, Gustave Le Bon, Roberto Michels et [296] Vilfredo Pareto, tous admirés par le Duce. Le fascisme qui méprisait les idées abstraites a excellé dans les slogans insanes : *Credere, ubbedire, combattere* — ou *Ordre - autorité - nation* (slogan du Rassemblement national populaire de Marcel Déat). Si pour Roland Barthes jadis, soucieux de plaire à la jeunesse soixante-huitarde, « la langue est fasciste », ce qui n'a guère de sens, il existe à tout le moins un usage fasciste typé de la langue. Mussolini et ses émules avaient bien retenu de Gustave Le Bon et de Sorel que l'irrationnel et le pulsionnel prédominent chez l'homme, qu'il faut donner aux masses, non des idées qui les dépassent, mais une « foi » mobilisatrice, des émotions et des « mythes », — « une mystique » diront en chœur les ligues françaises des années 1930. Les slogans scandés en masse, les liturgies et les rituels publics dont les fascismes sont friands servaient à dissimuler leur grande nébulosité doctrinale.

⁶⁷³ B. Turpin in Aubry, Laurence et Béatrice Turpin, dir. *Victor Klemperer. Repenser le langage totalitaire. Colloque de Cérisy*. Paris : CNRS Éditions, 2012, 62-63.

— *Singularité de l'art totalitaire*

Le propre de l'esprit totalitaire est de considérer qu'« aucune manifestation humaine ne possède d'existence autonome. »⁶⁷⁴ Tout est politique et singulièrement les arts, la littérature qui a ce titre sont et doivent être sous le contrôle étroit du pouvoir. Or, le socialisme d'État « est réactionnaire aussi en matière littéraire et artistique, comme le nazisme, puisque tout régime totalitaire, voulant se réserver le contrôle absolu de la création, ne secrète par définition qu'un art officiel "bien pensant" aussi insipide qu'emphatique ».⁶⁷⁵

Plusieurs travaux ciblés ont été creuser cet aspect des choses, cet élément esthétique qui peut sembler contingent mais qui est commun aux régimes précisément totalitaires de gauche et de droite : le kitsch de l'art épique et le *pompiérisme* d'État. « L'identité d'essence des trois totalitarismes du 20^e siècle, fascisme, nazisme, et communisme, flagrante dans les domaines politique et policier, me paraît flagrante également dans la culture. Pourquoi un déterminisme commun poussa-t-il les trois frères vers l'art pompier... ? L'explication est, je crois, que le totalitarisme ... doit non seulement, comme son nom l'indique, englober la totalité des activités d'une société et donc l'art, mais encore veiller à ce que cet art accable les "masses" d'un ennui [297] profond, afin qu'il ne constitue pas une distraction susceptible de détourner l'attention collective de la mastication exclusive de l'utopie officielle. »⁶⁷⁶

Mais contradictoirement, d'autres ont signalé les engouements d'artistes d'avant-garde pour les idées totalitaires de droite comme de gauche et même leurs contributions à la mise en valeur de ces idées — et ils ont confronté ces pôles esthétiques contradictoires : « Les avant-garde artistiques ne sont pas la source unique des doctrines totalitaires, mais le rôle qu'elles jouent dans leur formation ne saurait être ignoré ». ⁶⁷⁷ Futuristes et fascistes, [certains] expressionnistes et nazis, modernistes, constructivistes et bolcheviks : on observe un *malentendu*

⁶⁷⁴ *Tentation totalitaire*, 61.

⁶⁷⁵ Revel, Jean-François. *La grande parade : essai sur la survie de l'utopie socialiste*. Paris : Pion, 2000. 245.

⁶⁷⁶ J. F. Revel, *Le Voleur dans la maison vide*, 37.

⁶⁷⁷ Todorov. Tzvetan. *L'expérience totalitaire*. Paris : Seuil, « Point », 2011. 193. = Extraits de *La signature humaine*. Seuil, 2009.

récurrent que les artistes *paient* de multiples façons par la déconsidération posthume — ou en étant simplement les victimes désignées des régimes auxquels ils avaient applaudi.

• *Les objections*

[Retour à la table des matières](#)

Pars destruens, dit l'ancienne rhétorique : je vais dans le second volet de ce chapitre et en regard des points qui précèdent, passer en revue toutes les objections, - objections au concept comme tel, à sa pertinence et son utilité, et surtout objections à son application à l'URSS. Je m'arrête aux objections qui ne sont pas de pur exorcisme idéologique. J'écarte comme stériles et inintéressantes les objections dénégatrices de ceux pour qui rapprocher le fascisme et le socialisme « réel », pour qui rechercher et identifier des similitudes non triviales entre lesdits régimes, demeure quelque chose de scandaleux en soi, de *tabou*, quelque chose qui de surcroît « fait le jeu de la droite ». Eric Hobsbawm, vaniteusement fidèle à ses convictions de jeunesse, écarte sans débat ni argument la qualification de « Totalitarisme » pour l'URSS telle qu'il persiste à la voir : « le système n'était pas totalitaire, ce qui rend l'utilité du terme fort douteuse. »⁶⁷⁸ Ce sont les mêmes qui refusent d'admettre le caractère comparablement « criminel », indépendamment des différences idéologiques, de tels régimes et pour qui, à l'horreur irrémédiable des crimes d'un côté répond une grande mansuétude à l'égard de l'autre — et l'agacement indigné envers ceux qui les évoque. Ou qui, reconnaissant [298] l'horreur et la violence de part et d'autre, ont beaucoup de peine à articuler le seul mot de « crimes ».

Les objecteurs sont animés par des motivations diverses, mais ils aboutissent à force de dénégation à des *distinguo* bien suspects. Ainsi Zeev Sternhell prétend distinguer la terreur nazie de la soviétique en ces termes : « in the Soviet Union terror had a real reason, a raison

⁶⁷⁸ *L'âge des extrêmes*. Paris : Bruxelles : Complexe, 1999. ---» Rééd. Bruxelles : André Versaille, 2008, 509.

d'être, it served a rational purpose », — propos absurde, choquant, inexact en soi et bel exemple de *non sequitur*. ⁶⁷⁹

Est-il par ailleurs indispensable d'atténuer l'ampleur de la terreur stalinienne pour préserver ce qu'on appelle « l'unicité » de la Shoah ? Il y a à signaler en effet parmi ceux qui résistent et font obstacle ceux qui redoutent que la seule comparaison avec l'URSS ne vienne atténuer l'horreur absolue du nazisme. Pourtant, « Stalinist terror does not need to be played down to underline the uniqueness of the Holocaust. » ⁶⁸⁰

Il y a aujourd'hui large consensus sur le fait que la construction de la catégorie et la comparaison doivent impliquer avant tout trois États-régimes totalitaires du 20^e siècle : dans l'ordre d'apparition, la Russie soviétique, l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie. L'idéaltype accentue néanmoins les ressemblances entre fascisme et nazisme au détriment de ce qui les oppose et interfère avec la définition du Fascisme générique dans la mesure où il semble exiger que le Fascisme « authentique » comporte une essence totalitaire, invitant à écarter franquisme, salazarisme et régime de Vichy. La question ici est de décider si c'est Fascisme ou Totalitarisme qui scelle la singularité du 20^e siècle.

Une polarisation subsiste entre les modèles typologiques-descriptifs impliquant une comparabilité structurelle des régimes communistes et anti-communistes et les modèles génétiques, impliquant une communauté d'origine — conflit des impérialismes, brutalisation de la Guerre, ou remontant bien plus haut — et une convergence imitative. Dans ce second cas, le totalitarisme devient un fait beaucoup plus large et peu à peu coextensif à [299] la « civilisation » moderne ; il faut alors se mettre en devoir de rendre compte du rôle de la violence extrême dans la « civilisation » et des « imaginaires » et dynamiques culturelles et politiques du titanesque et de l'inhumain.

— *Des propres qui ne sont pas vraiment propres*

⁶⁷⁹ Avineri, Shlomo et Ze'ev Sternhell. *Europe's Century of Discontent. Legacies of Fascism, Nazism, and Communism*. Jérusalem : Hebrew UP, 2003, 16.

⁶⁸⁰ Kershaw, et Lewin, dir. *Stalinism and Nazism : Dictatorships in Comparison*. Cambridge : Cambridge UP, 1997, 8.

« Totalitarisme » se soutient par des traits communs donnés pour essentiels mais dont on croit pouvoir montrer qu'ils ne sont cependant pas exclusifs à de tels régimes — objection de méthode s'il s'agit de repérer un *propre*. Tous les traits relevés se rencontrent, à un moindre degré d'inhumanité, dans diverses sortes de régimes antidémocratiques : chef autocrate autour duquel se presse une caste d'exécutants dociles et privilégiés, parti unique et embrigadement de la jeunesse, oppression policière, recours à la terreur comme système de gouvernement, recours aux purges pour renouveler le personnel dirigeant, politique réduite à une "lutte finale" contre un ou plusieurs ennemis du peuple. De ce dernier trait en découle d'autres, non moins bien connus : le besoin de découvrir continuellement des complots et d'en détruire les supposés agents, trotskystes ici, judéo-bolcheviks là, l'esprit d'espionnage et de dénonciation inculqué et généralisé.

L'oblitération de la société civile, la suppression des partis, syndicats, journaux d'opinion, associations hors du contrôle de l'État (fût-ce de joueurs d'échecs ou de randonneurs), la répression des églises est certainement un trait-clé des totalitarismes qui opèrent un système, paradoxalement politique, de suppression de la vie politique et civique. La coupure traditionnelle privé/public elle-même est abolie. Ce sont ici les traits que Claude Lefort et Cornelius Castoriadis ont approfondis.

Le critère des Tâches herculéennes imposées à un peuple constamment mobilisé, des Grandes politiques sacrificielles peut s'appliquer à divers régimes du Tiers-monde de naguère qui s'étaient inspirés certes du « modèle » stalinien. Le travail esclavagiste est commun à l'Allemagne nazie, à la Russie soviétique et à la Chine maoïste et ses satellites, il pourrait être retenu comme un critère-clé ... si le *Slave labour* n'était pas bien documenté dans l'économie mondiale actuelle et dans des pays comme la Thaïlande, la Mauritanie, l'Inde et le Pakistan sinon au Brésil.

Le critère du monopole idéologique d'État, selon Juan Linz, distingue le totalitarisme des autres formules de gouvernement antidémocratiques, - il [300] peut apparaître toutefois, lui aussi, comme une affaire de degré et d'exclusivisme. Le régime franquiste en Espagne de 1939 à 1977 a été, pour la gauche unanime jadis, un des plus odieux régimes « fascistes », mais la majorité des historien aujourd'hui est réticente à endosser cette désignation comme telle et ne le juge certainement pas avoir été « totalitaire » à l'aune des nazisme/stalinisme et des

diverses définitions idéaltypiques. On y remarque bien un parti unique et une idéologie monopoliste, mais le parti unique espagnol, la *Falange española de las JONS* a été rapidement réduit à l'impuissance par le *caudillo* et l'idéologie *national sindicalista* ramenée à un simple enrobage de la répression réactionnaire. On ne peut pas plus songer à qualifier de « totalitaire » *l'Estado novo* portugais, stagnant, bigot et non moins répressif, du Docteur Salàzar.

Juan Linz a raison : ce n'est pas ce que le pouvoir se donne le droit de faire — emprisonner, asservir, massacrer, décimer — qui discrimine, mais c'est qu'il le fait en ayant *un but* de contrôle total associé à la vision chimérique mais prégnante d'un aboutissement auquel tout doit être sacrifié. Il ne s'agit pas de régimes violents, il en est bien d'autres, mais de régimes qui légitiment absolument et « vertueusement » une violence qui prend la forme d'une sorte de guerre civile permanente. C'est bien pourquoi, historiquement, tout semble remonter au phénomène bolchevik avec sa conception conspiratoire de la lutte révolutionnaire comme devant être nécessairement destructrice et sanglante, lutte sans quartier, comportant sa morale immanente.

La fallacieuse vision même, toujours au cœur de l'idéologie officielle, d'une prochaine Société sans couture, — *Volksgemeinschaft*, société sans classe etc., — qualifie une *prégnance* intéressante de toutes les idéologies considérées, mais on peut objecter que cette vision unanimiste n'est pas non plus le propre des totalitarismes *stricto sensu*. Elle est commune aux nationalismes extrêmes notamment.

Les jargons totalitaires ? Certes, mais tous les régimes politiques, des libéraux et démocratiques aux autoritaires et aux totalitaires, imposent, ou bien modérément et sournoisement ou bien massivement et systématiquement, des néologismes de mots et de sens, des syntagmes figés, des jargons et des « bureaucratismes » d'État, des interdits de langage et des euphémismes « politiquement corrects » (si on choisit de généraliser le sens de ce syntagme à un phénomène de censure et de mise au pas langagière qui se rencontre dans tout régime, dans toute institution politique). Il n'est pas besoin d'un [301] Orwell inventeur du « *Newspeak* », la Novlangue, pour être pénétré de cet axiome qui est fondamental pour l'étude des états successifs du discours social « officiel » dans les États-nations.

On peut étendre notamment la notion de jargon bureaucratICO-autistique et proto-totalitaire aux sectes et aux institutions totales à la Goffman qui abondent au milieu de nous :

Beaucoup de groupes (totalitaires ou non) développent un jargon. L'idéologie, la propagande, « le rayonnement » totalitaires s'accompagnent en effet fréquemment — d'un langage spécifique (souvent des abréviations suscitées par la technique et l'organisation), d'un jargon particulier au groupe, que seuls les initiés comprennent et qui contribue donc à les séparer du reste de l'humanité. Il renvoie à un univers sémantique des plus rudimentaires, bicolore bien souvent. Son champ lexical est donc faible et redondant. Tout le terrain qu'il occupe est confisqué à la langue naturelle. Ce n'est qu'une courroie de transmission parmi tant d'autres. Prétendant avoir le monopole de la vérité, la langue de bois totalitaire est « une série d'incantations magiques déguisées en chaîne d'axiomes nécessaires ». Les mots de ce jargon pauvre se réfèrent à une grille implicite d'interprétations préalables. On fait vite le tour de cette langue qui paralyse la raison mais permet de « résorber les éléments rétifs du réel sans fournir d'élément nouveau à la pensée ». ⁶⁸¹

Le sociologue Eric Hazan, pastichant Klemperer, a étudié la LQR, la langue et le lexique louche charriés par les médias de la Cinquième République au tournant du 21^e siècle, sans aucun besoin de police et de contrainte, dans un essai perspicace un peu sommaire, *LQR : la propagande au quotidien*, paru en 2006. ⁶⁸² On voit proliférer de nos jours, sous des climats censément démocratiques, les jargons de métier, codés et dénégateurs, venus notamment des milieux militaires, policiers, ou bien financiers, ou énarquiques, — performant, préemptif, décideurs, expertises, gouvernance, synergie, privatisation, refinancement... — mots jargonniques que lesdits médias adoptent passivement faute de vouloir les décrypter : « bavures », « dommages collatéraux », « restructurations », « cohésion sociale » - et alors que [302] se mélange encore à ce bouillon lexicologique la douceuse récupération, à titre d'ostentation vertueuse, de certains mots du « politiquement correct » de la gauche humanitaire, ceux de la « diversité », de la « discrimination positive », du « multiculturel » et du « métissage ».

⁶⁸¹ Delestre et Lévy, *Penser*, 72, citant Françoise Thom, *La langue de bois*.

⁶⁸² Paris : Raisons d'agir.

— *Objection par l'insurmontable instrumentalisation de la catégorie*

À propos des controverses politico-historiennes d'un demi-siècle sur totalitarisme, j'ai signalé le bon livre d'Enzo Traverso, *Le totalitarisme : le 20^{ème} siècle en débat*.⁶⁸³ Traverso qui ne relève certes pas de l'école néo-libérale conclut à un concept qu'on ne peut éliminer, mais auquel il assigne de strictes limites : il est indispensable pour la théorie politique, occasionnellement utile à titre heuristique, mais insuffisant pour l'historiographie et il demeure surtout, depuis ses origines polémiques dans les années 1930 jusqu'à nous, d'emploi sophistique, « un mot-caméléon utilisé dans un but souvent plus polémique qu'analytique ». ⁶⁸⁴ Traverso reproche aux actuels « historiens de la nouvelle Restauration » (?) de continuer à se servir du concept pour condamner *en bloc* le communisme comme une idéologie qui était intrinsèquement totalitaire, « débarrassée de toute dimension libératrice ». ⁶⁸⁵ Il n'a certainement pas tort de relever avec agacement l'instrumentalisation triomphaliste (néo-)libérale, la volonté de discréditer les idées socialistes par la stigmatisation des régimes du socialisme « réel », mais les historiens de gauche comme Traverso qui avancent des réserves, pertinentes, face au concept instrumentalisé et unidimensionnalisé, tombent eux aussi facilement dans le sophisme : la « dimension libératrice » des régimes totalitaires « de gauche », je serai heureux qu'il la précise, l'isole et en montre la transcendante persistance. Au cas contraire, il me ferait penser aux

⁶⁸³ Paris : Seuil, 2001. Et voir aussi : Traverso, Enzo. *L'histoire déchirée. Essai sur Auschwitz et les intellectuels*. Paris : Cerf, 1997.

⁶⁸⁴ *Le totalitarisme*, 107. « Ces théories apparaissent bien davantage comme l'expression d'une passivité sceptique et d'un pessimisme impuissant que comme un exemple d'engagement efficace et lucide ». Traverso, *À feu et à sang. De la guerre civile européenne, 1914-1945*. Paris : Stock, 2007, 321. L'auteur veut-il dire que l'engagement efficace et lucide (lucide ?) réclamait dans les années 1930-1940 — et au delà, jusqu'à nos jours — de nier le caractère totalitaire du système soviétique à peine de tomber si on acceptait de le voir dans le « pessimisme impuissant » ? On aimerait que les historiens anti-sceptiques comme lui s'expliquent jusqu'au bout de leurs reproches.

⁶⁸⁵ *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*. Paris : La Fabrique, 2005, 91.

historiens catholiques qui, accablés par le récit auquel ils s'astreignent des [303] règnes d'Alexandre VI Borgia et autres papes *condottiere* du 16^e siècle, se croient tenus, par esprit apologétique, de rappeler la beauté, inaltérée par toutes leurs turpitudes, du Sermon sur la Montagne.

Enzo Traverso a cependant raison sur un point préalable qui est de déontologie : l'historien doit résister à la tentation de se muer en procureur, surtout dans la conjoncture « mentale » d'aujourd'hui qui invite, au nom d'une démocratie désenchantée et prudente, à une judiciarisation rétrospective de l'histoire moderne, - il doit y résister parce que l'histoire est incertaine, que les enchaînements d'idées et d'actions sont tortueux et obscurs et que les penseurs-acteurs n'ont simplement jamais les moyens de connaître la suite des conséquences de leurs pensées.

Nous rencontrons ici l'objection qui rassemble plusieurs autres historiens, par l'usage idéologique antérieur *et* perpétué - censé indécrottable ce qui inviterait à se passer du terme. « Totalitarisme », *relique* de la Guerre froide, conclut l'argument, est trop compromis dans ses usages partisans, trop marqué de manichéisme, de diabolisation de l'ex-adversaire du « Monde libre » entre 1945-1989, trop évidemment un moyen polémique de délégitimer la « lutte antifasciste » qui était exaltée par la gauche à laquelle la droite reprochait de ne pas voir la double horreur totalitaire, la fasciste et la soviétique. En somme, la notion — quoi qu'on fasse pour la redéfinir - ne serait pas « neutralisable », ni récupérable pour la sérénité et l'objectivité scientifiques. « Totalitarisme » serait fatalement et demeurerait quoi qu'on fasse au service d'un paradigme fallacieux : deux visions hideuses de la société se sont affrontées, la communiste et la fasciste, elles ont toutes deux échoué dans la honte et la réprobation universelle ; il ne reste que le marché et la démocratie libérale. Si l'antonyme de « Totalitarisme » est « Société ouverte », « démocratie libérale », antagoniste bénin et vertueux de la scélératesse absolue, ⁶⁸⁶ on se retrouve en pleine idéologie — et on se permet en outre de ne pas avoir à s'interroger sur les sources impérialistes et productivistes du malheur du siècle, sur la genèse du phénomène dans et par les sociétés libérales du 19^e siècle — en net retrait à cet égard sur la pensée critique d'Hannah Arendt.

⁶⁸⁶ On peut concéder au passage à la démocratie des « imperfections »...

[304]

— *Objection par les buts diamétralement opposés*

... et par une vision totalement différente de l'homme : l'un veut établir une société égalitaire, l'autre veut assurer la suprématie d'une race censée supérieure en éliminant des « sous-hommes » ! Eric Hobsbawm lui-même le concède en croyant avoir trouvé un argument décisif, moralement inattaquable : les similitudes des régimes fascistes et communiste sont « indéniables », *mais* leurs idéologies n'en étaient pas moins antagonistes, ce qui change beaucoup apparemment - la question est justement de mesurer ce que cela change. ⁶⁸⁷

Objection donc — *ultima ratio* des antifascistes sur la défensive — par l'antagonisme des croyances affrontées au cours du siècle passé : beaucoup le répètent comme un dernier recours en vue de résister à la comparaison « totalitaire » des bolcheviks et des nazis/fascistes : il est choquant d'englober dans une même catégorie réprouvée d'une part les religions, si religion il doit y avoir, du Progrès universel et de la fraternité et de l'autre celles sacralisant la Race des seigneurs aryens. Sur le plan des idées et des valeurs tout les oppose. La religion nazie était, certes, essentiellement différente du « catholicisme » universaliste des marxistes : le nazisme était sectaire et xénophobe, destiné à un seul Peuple élu. Ce n'était pas « un produit destiné à l'exportation », mais une forme de gouvernement adaptée aux seuls Allemands. « En pratique, ceci signifie que la propagande marxiste-léniniste avait un public bien plus large que celle du national-socialisme. Le marxisme-léninisme était universel dans ses ambitions. Le communisme pourrait advenir seulement quand le socialisme aurait remplacé les autres formes de gouvernement à travers le monde. » Il n'y avait aucune raison pour qu'un Slave, un Asiatique ou un Africain épouse le nazisme, « alors que le marxisme-léninisme promettait à tous le même rêve millénariste. Cet

⁶⁸⁷ Hobsbawm, Eric. *Age of Extrêmes. The Short Twentieth Century, 1914-1991*. London : Michael Joseph, 1994. --- » *L'âge des extrêmes*. Paris : Bruxelles : Complexe, 1999. ---» Rééd. Bruxelles : André Versaille, 2008.

attrait universel conférait au marxisme-léninisme un avantage considérable en matière de propagande auprès du public mondial. » ⁶⁸⁸

« Totalitarisme » amalgamerait méchamment des idéologies opposées et des régimes ennemis. Les deux « grands totalitarismes » se sont combattus à mort. [305] C'est un bel exemple d'objection fallacieuse et simpliste qui n'est avancée par les derniers tenants du dogme antifasciste que pour intimider ! La réplique est évidente : « On n'a pas absous les « collabos » français qui se sont battus aux côtés des nazis ou qui les soutenus idéologiquement, sous prétexte de « croisade anti-bolchévique », même si l'on estimait, comme eux, le communisme inacceptable. Mais on leur donne rétrospectivement raison si l'on décerne le titre de démocrates aux communistes qui ont combattu le fascisme. Une tyrannie peut en combattre une autre, Saddam Hussein a pu guerroyer contre l'Imam Khomeiny, sans qu'aucun des deux devienne pour autant un démocrate. » ⁶⁸⁹

Excellente objection en effets ; on cherche ensuite à expliquer pourquoi ces buts et conceptions à coup sûr opposés ont accouché de régimes structurellement, comme écrit Hobsbawm « formellement » semblables. Il est au moins pharisaïque de puiser dans cette différence/convergence une quelconque consolation immédiate qui permet de « tirer l'échelle » ! Qu'une idéologie émancipatrice, « née des aspirations les plus nobles de l'humanité », débouche sur le travail esclavagiste et le massacre de masse, voici qui semble former un scandale plus énorme encore que le totalitarisme contre-révolutionnaire auquel on compare le régime bolchevik. Or, Hobsbawm se garde de dépasser le constat et de tenter une *explication*. Pourtant si on se borne à évoquer la discordance initiale des doctrines comme si elle comportait en soi une conclusion disculpatrice, cela revient, comme je le suggère ci-dessus, à opposer à la vérité des faits un vieux sophisme fidéiste, — à savoir à chercher à atténuer les horreurs de l'Inquisition par la beauté du message évangélique.

Sans doute les nazis détestaient les bolcheviks et réciproquement, mais la haine des régimes l'un pour l'autre n'est pas un argument concluant. L'union des deux Grands frères soviétique et chinois n'a pas

⁶⁸⁸ Bytwerk, *Machines à broyer les âmes*, 50.

⁶⁸⁹ Revel, *Grande parade*, 94.

moins été brisée par des affrontements armés en 1962 ; ce fait n'interdit de mettre les régimes dans la même catégorie et de les comparer.

Il semblerait que, surtout pour quelqu'un qui se dit « matérialiste », ce sont les faits qui doivent compter et fort peu les bonnes intentions alléguées dont l'Enfer comme on sait est pavé. Argument *ad hominem* : le communiste plaide la pureté des intentions « sans voir qu'il retomber par là dans quelque chose [306] comme le pharisaïsme bourgeois que Marx a tant vilipendé » ! ⁶⁹⁰ L'objection par la pureté des intentions des acteurs d'un des deux camps - contrastée avec la scélératesse innée des autres - est à mon sens d'une insigne faiblesse : elle reflète un des thèmes les plus vieux et les plus usés de la propagande militante auto-congratulatrice. Depuis les temps de la I^{ère} Internationale, le Révolutionnaire est dévoué, courageux, désintéressé (face à l'adversaire cupide et dépravé), conscient (au milieu de l'ignorance répandue par les séides de la réaction), impavide devant les persécutions, devant les menaces etc. Il y avait un immense bénéfice psychologique à avoir « tout sacrifié » pour se ranger du côté des « combattants du droit, [des] assoiffés de justice et de solidarité entre les humains » ⁶⁹¹, puisqu'on se voyait reconnaître la perfection morale de ceux qui « n'ont d'autre soucis que le bien être humain » ⁶⁹². Il n'y a rien à retenir de ces antiques fantasmes qu'on s'étonne de voir revenir dans la discussion. Comme dans toute entreprise humaine, certains acteurs et admirateurs étaient de bonne foi et de bonne volonté, — jobards ou bien stoïques et « serrant les dents », — d'autres étaient des opportunistes, des lâches, d'autres des scélérats — et beaucoup s'inscrivaient dans une *zone grise*. Toute idéologie de combat comporte en effet une face sombre, celle de la haine des Autres et de la volonté d'écraser. Emmanuel Le Roy Ladurie, évoquant son passage au Parti communiste, a donné de la haine froide à l'œuvre chez le militant d'extrême gauche un témoignage perspicace : « la haine est présente sous la forme d'une sorte de dessiccation des sentiments de compassion ». Il ne se présente pas comme le communiste au cœur pur qui ne découvrirait que plus tard les horreurs staliniennes, non, il savait très bien : « [mon] attachement fanatique, écrit-il, ne s'expliquait pas malgré les horreurs mais, partiellement du moins, à cause d'elles. Nous

⁶⁹⁰ Fr. Furet, « Sur l'illusion communiste », *Le débat*, 89 : 1996.

⁶⁹¹ Jean Allemane, *Le Parti ouvrier* [possibiliste], 2 janv. 1890, 1.

⁶⁹² *Procès des anarchistes de Vienne*, St-Étienne, Ménard, 1890, 1.

avons pour le sang versé le goût abstrait que professèrent les petits-bourgeois jacobins ». ⁶⁹³

En somme, quand on a dit et redit que les idéologies au départ de tels régimes en conflit étaient éminemment dissemblables, l'une humanitaire, l'autre xénophobe et haineuse, on n'a pas, quoi qu'on pense, atténué l'énigme de leur ressemblance *appliquée* ; on n'a fait que l'accen-tuer.

[307]

On pourrait chercher cependant à distinguer ce que ces régimes ont voulu être et les traits qu'en principe ils ne souhaitaient pas acquérir, mais auxquels ils auraient inopinément abouti en quelque sorte « à leur corps défendant ». Le régime bolchevik, pour m'en tenir aux critères classiques, a voulu : - le parti unique - l'idéologie officielle imposée à tous et le monopole de la propagande - le contrôle étatique de l'économie. Il ne voulait pas du moins en principe - le dictateur charismatique, - et ne revendiquait la terreur policière à l'égard des saboteurs et des traîtres que dans le cadre d'un « vaste appui démocratique ».

— *Pensée complexe vs. idées indigentes*

Objection complémentaire par le contraste d'une pensée complexe — à l'origine du moins — le marxisme, et d'idées simplistes, peu cohérentes, misérables même des fascismes, conçues par et faites pour des « primaires » exaltés. Contraste entre le complexe et vaste corpus de Marx et des marxismes et le bricolage opportuniste et confus des idées fascistes. On ne pourrait les mettre dans une même catégorie. « Quelques-unes des critiques de l'utilité d'appliquer la notion de totalitarisme aux régimes fascistes et nazis reposent précisément sur une mise en question de leur caractère idéologique, réduit en fait aux idées de leurs fondateurs et dirigeants et ne visant pragmatiquement que la conquête du pouvoir et la manipulation opportuniste des symboles. Dans la mesure où elle autorise les études érudites, les manipulations et les réinterprétations tout en excluant l'abandon pur et simple, l'existence à l'état imprimé, non modifiable et jusqu'à un certain point sans

⁶⁹³ Cité dans *un Pavé dans l'histoire*, 143.

ambiguïté du corpus formé par les oeuvres de Marx, Engels et Lénine marque sans conteste la différence avec les régimes dont les dirigeants individuels ou collectifs s'appuient sur des doctrines moins élaborées, voire en cours de définition pour justifier après coup une prise du pouvoir. L'autonomie ou l'hétéronomie du contrôle de la formulation idéologique fournissent incontestablement la clé de l'autonomie et de la stabilité des différents systèmes totalitaires, tout comme elles sont à la source des conflits qui les opposent lorsqu'ils s'efforcent de référer leur légitimité à un corpus idéologique. » ⁶⁹⁴

Le fascisme n'avait pas d'idées, pas d'idéologie, il est pure irrationalité [308] démagogique : tel a été le lieu commun méprisant, l'axiome des antifascistes avant la guerre. « Il n'y a pas une doctrine fasciste définie et cohérente. Il y a une démagogie fasciste qui varie selon les pays et pour chaque pays selon les classes et les circonstances. Il importe peu au fascisme d'accumuler les contradictions dans sa propagande, dont l'objet est d'entraîner les mécontents dans une action aveugle, et qui s'emploie en conséquence à exciter les passions aux dépens de la raison. » ⁶⁹⁵

Cette objection est également faible : elle demeure dans la mouvance de l'illusion fidéiste et refuse de voir ce qui, justement, sert à confirmer l'idée de sacralisation du politique, à savoir *l'appauvrissement catéchétique* opéré par le prétendu marxisme-léninisme. Le régime idéocratique issu de Vladimir Ilitch a transformé « l'immense savoir accumulé par le 19^e siècle en un automatisme mental d'une *surnaturelle* pauvreté ». ⁶⁹⁶ Alain Besançon est revenu dans ses livres non tant sur la fausseté, le dogmatisme inhérents au marxisme-léninisme, mais sur la « surnaturelle » pauvreté de cette idéologie dite marxiste, sur la misère intellectuelle inhérente à la pensée idéologique, sur son caractère foncièrement inintelligent, propre à ce titre à ne séduire surtout que des esprits étroits, médiocres et immatures.

⁶⁹⁴ Juan Linz, *Régimes totalitaires et autoritaires*. Préf. de Guy Hermet. Paris : Armand Colin, 2006. 50.

⁶⁹⁵ Brochure de 1935 du « Comité de vigilance des intellectuels antifascistes », *Qu'est-ce que le fascisme ? Le fascisme en France*, 8.

⁶⁹⁶ *Le malheur du siècle*, 103.

— *Généalogie antagoniste :
Lumières et Anti-Lumières*

L'argument par la différence, l'antagonisme des idéologies — qui est rhétoriquement un *non sequitur* — ne cesse cependant d'inspirer les historiens de gauche : c'est apparemment ce qu'ils ont trouvé *de mieux*. Selon Enzo Traverso, François Furet n'aurait pas vu (par étourderie on veut croire) que les deux grands totalitarismes du 20^e siècle entretiennent une « relation antinomique » avec les Lumières. Le communisme en est l'héritier, tandis que le nazisme doit se définir comme relevant des « anti-Lumières ». Quelle différence factuelle marque-t-il à partir de là ? Le nazisme se caractérise par « l'irrationalité » de son projet de refonte biologique du genre humain, alors qu'une certaine rationalité guidait l'entreprise communiste de modernisation de l'URSS. ⁶⁹⁷

[309]

À l'occasion de la sortie tumultueuse du *Livre noir du communisme* à l'automne 1997, l'argument de la différence idéologique entre nazisme et communisme fut re-mobilisé avec force par tous ceux qui trouvaient contestable l'idée même d'une mise en équation de leurs politiques criminelles. La similitude des méthodes ne pouvait entraîner une assimilation des idéologies inspiratrices. Le directeur du journal *Le Monde*, Jean-Marie Colombani, exprima alors ce qui apparaît comme une forme de vulgate en la matière : « Il y aura toujours une différence entre celui qui s'engage en croyant à un idéal relié par la réflexion à l'espérance démocratique et celui qui repose sur l'exclusion et fait appel aux pulsions les plus dangereuses de l'individu. » ⁶⁹⁸ Dit comme cela, l'objection semble indiscutable. Expression d'une idée émancipatrice de justice sociale, d'abolition des privilèges et d'une vision positive et optimiste du progrès historique qui viennent toutes deux des Lumières, le communisme ne saurait être égalé à une doctrine ultranationaliste, haineuse, raciste, ni à un régime qui brûle les livres et chasse ses grands artistes et savants. Si « l'idée » ne saurait absoudre les crimes commis en son nom, il va de soi que l'engagement en faveur de cette espérance

⁶⁹⁷ Traverso, Enzo, dir. *Le totalitarisme. Le XX siècle en débat*. Paris : Seuil, 2001.

⁶⁹⁸ Bruneteau. *Âge totalitaire*, 149.

humanitaire, si aveuglé qu'il puisse paraître avec le recul, ne saurait être blâmé en soi.

On connaît la réfutation du tac au tac que suscite l'objection elle-même : en matière de destruction, d'oppression de la pensée et d'écrasement de l'art et des artistes, et toutes bonnes intentions considérées, le stalinisme vaut bien le nazisme. Était-il possible de l'ignorer dès les années 1930 alors que les intellectuels occidentaux se rallient en masse à l'URSS ? « La politique culturelle stalinienne ... achève la destruction de toute expression intellectuelle libre : réduction au silence (Platonov, Boulgakov, Malevitch, Akhmatova, Pasternak...), relégations, déportations (Mandelstam & al.), assassinats (Babel, Meyerhold, Pilniak, Kliouïev), suicides (Maïakovski, Essenine, Tsvetaïeva, Khvylevoï). » ⁶⁹⁹

La grande différence entre nazisme et bolchevisme, va t-on répétant, est que le premier est l'application d'une vision intrinsèquement haineuse et criminelle et le dernier *est* « un idéal dévoyé », un idéal d'émancipation humaine qui a mal tourné etc. Expression qui revient chez les défenseurs et zélateurs dudit « idéal » comme si elle relevait de l'évidence et leur permettait [310] de tirer la ligne : elle n'est pourtant qu'une sorte *de palladium* sophistiqué si on se rapporte aux principaux acteurs mêmes de la tragédie soviétique, — nommément au principal, Lénine. « Quel décalage peut-il y avoir entre l'homme qui fonde la doctrine, celui qui fonde le parti, celui qui fonde le régime et celui qui fonde la terreur, quand il s'agit du même homme ? Faut-il penser que Lénine avait imaginé un « bon idéal » et qu'il l'a lui-même mis en œuvre d'une manière totalement dévoyée ? » ⁷⁰⁰

Plus largement, l'objection « morale » se heurte au bout du compte au paradoxe d'un projet d'émancipation certes digne « sur papier » d'être soutenu mais dont les applications concrètes ont toujours et chaque fois tourné à l'horreur. L'objection enfin qu'il y avait des « côtés positifs » au régime soviétique même à la pire époque est d'une insigne faiblesse — on trouverait des « côtés positifs » au fascisme et au nazisme si on n'a pas le mauvais goût de se polariser sur leurs victimes.

⁶⁹⁹ Bruneteau. *Âge totalitaire*, 85.

⁷⁰⁰ Stéphane Courtois. *Communisme et totalitarisme*. Paris : Perrin, 2009, 275.

Et pourtant la différence de traitement « moral » des formes d'engagement opposées persiste. Les intellectuels ralliés au communisme avant et après la guerre, si strident qu'ait pu être leur appui à Staline (ou à ses successeurs) ne subissent aucunement l'ostracisme réprobateur qui pèse et continuera à peser sur les fascistes, Wyndham Lewis, Ezra Pound, Céline, Drieu la Rochelle & *al* — les plus médiocres écrivains staliniens, les André Stil, les Eisa Triolet sont simplement tombés dans un charitable oubli et les poèmes de Paul Éluard, d'Aragon & *ai* à la gloire de Staline, tout le pan dévalué de leur œuvre, suscitent le rire incrédule plutôt que l'indignation.

Lumières et Anti-Lumières : des idées venues de la pensée de l'universel et de son antagoniste réactionnaire, xénophobe et raciste. C'est l'objection, complémentaire de la précédente et intriquée à elle, par l'histoire même des idées qui sont à l'origine de ces régimes antagonistes, idées qu'on voit diverger et s'affronter sur la durée des deux siècles modernes, qui sont incommensurables non seulement par nature, mais par, leurs généalogies indépendantes et même antagonistes aussi haut qu'on remonte. Le « mythe » de la Révolution et celui de la Nation se développent au 19^e siècle selon des logiques indépendantes, mais avec des interférences.

- Une telle discordance est sans doute pertinente à observer et à interpréter, [311] ... sauf pour les penseurs ultra-conservateurs à la Eric Voegelin qui accusent en bloc la modernité séculière et ses « grandes politiques » inhumaines et considèrent négligeables car semblablement détestables et faux ses avatars de droite et de gauche.

Ceux des historiens qui travaillent l'idée d'un *Sonderweg* allemand, d'un chemin de traverse conduisant droit au nazisme et ceux qui creusent celle des sources religieuses, gnostiques-russes du léninisme, ceux qui comme Léon Poliakov pensent que « c'est dans son passé russo-asiatique qu'il faut chercher les causes premières du totalitarisme stalinien » ⁷⁰¹ loin de servir à exonérer tant soit peu, se heurtent également

⁷⁰¹ Poliakov, Léon avec la coll. de Jean-Pierre Cabestan. *Les totalitarismes du XX^e siècle : un phénomène historique dépassé ?* Paris : Fayard, 1987, prière d'insérer.

à l'énigme de la grande ressemblance finale de régimes censés issus de traditions aussi culturellement séparées et d'origines antagonistes.

— *Rejet de la catégorisation religieuse*

J'ai consacré une section plus haut à la connexion alléguée entre Idéocraties et religions politiques. L'étude des religions totalitaires et des régimes qui en découlent fait l'objet d'une abondante revue savante, *Totalitahan Movements and Political Religions*, dirigée par Emilio Gentile et Robert Mallett, qui paraît à Londres chez Routledge depuis 2000. La connexion notionnelle semble bien implantée de nos jours dans les mondes anglo-saxon et germanique.

Il se fait pourtant que d'autres penseurs et non des moindres, ont rejeté sans appel cette connexion, cette fondation religieuse des totalitarismes et l'oxymore même de « religion séculière ».

Hannah Arendt a détesté les thèses d'un Eric Voegelin, lui aussi réfugié aux États-Unis, sur les « religions politiques » nazie et soviétique : « La lutte entre le monde libre et le monde totalitaire a eu un effet secondaire surprenant, écrivait Arendt, agacée : elle a fait apparaître une tendance marquée à interpréter ce conflit à l'aide de catégories religieuses ». ⁷⁰² Arendt qui rejetait [312] aussi les thèses de Norman Cohn dans *Warrant for Genocide*, ⁷⁰³ a vivement répliqué à *Die politische Religionen* de Voegelin et à son *Wissenschaft, Politik und Gnosis*. ⁷⁰⁴ Elle s'est dite incapable d'accepter l'emploi que le penseur de Bâton Rouge faisait de « religion séculière » alors que les formes de pensée et régimes totalitaires lui semblaient tout au contraire le produit

⁷⁰² Arendt, Hannah. *Understanding and Politics. On the Nature of Totalitarianism, 1952* ---» *La nature du totalitarisme*. Trad. M.-I. Brudny de Launay. Paris : Payot, 1990. ---» Rééd. Payot-Rivages, 2006. 139.

⁷⁰³ *Warrant for Génocide : The Myth of the Jewish World-Conspiracy and the Protocols of the Elders of Zion*. London : Eyre & Spottiswoode, 1967. ---» Rééd. Chico CA : Scholars Press, 1981.

⁷⁰⁴ Voegelin, Eric. München : Kosel, 1959. --- » *Science, Politics, and Cnosticism. Two Essays*. Chicago : Regnery, 1968. ---» *Science, politique et gnose*. Paris : Bayard, 2004. Voir : Arendt, Hannah. *Essays in Understanding*. Éd. Par Jerome Kohn. New York : Harcourt Brace, 1994. ---» Cf. le chap. "A Reply to Eric Voegelin", 407.

du dernier « et plus dangereux » stade de l'athéisme. « Qualifier de religion cette idéologie totalitaire ne revient pas seulement à lui faire un compliment parfaitement immérité, cette attitude permet aussi de perdre de vue le fait que le bolchevisme, même s'il est issu de l'histoire de l'Occident, n'appartient plus à la tradition commune du doute et de la sécularisation » à laquelle appartient à la fois le croyant et l'athée occidentaux.⁷⁰⁵ La pseudo-catégorie de « religion séculière » viderait « religion » de tout contenu et les chercheurs qui l'adoptent manquent de se demander si la notion conserve le moindre sens en parlant d'une religion sans Dieu et en ne confrontant et comparant qu'une ressemblance *de fonction*.

Il ne manque pas d'historiens du 20^e siècle totalitaire qui n'ont pas recours à la catégorie de « religion » ni à des termes religieux pour caractériser, dans leur singularité reconnue, les idéologies qui inspirent les projets totalitaires et forment la doctrine officielle des régimes ainsi désignés. Mais « Idéologie totalitaire » peut suffire à nommer la doctrine au pouvoir sans préjuger d'une éventuelle genèse religieuse.⁷⁰⁶ Mélange de volontarisme extrême et d'indifférence pour la vie humaine qui peut aller jusqu'à la volonté d'élimination de groupes entiers,⁷⁰⁷ désir de domination intégrale d'une société conçue comme une machine bien huilée, volonté de soumettre toute la vie sociale au pouvoir, haine spontanée de la diversité des moeurs et des idées, du pluralisme. Tous ces traits n'ont rien *en soi* de religieux, et le [313] « manichéisme », le « messianisme », le « fanatisme » qu'on y joint et y inclut peuvent n'être que des catachrèses désignant des tendances psychologiques banales. La question demeure de montrer, avant tout usage, en quoi la catégorie *aide à comprendre*. Et en quoi elle sert à mieux comprendre que « Grands récits » ou « Idéologies totales » (idéologie dans le sens par excellence du mot, qui est celui d'une explication définitive du passé et du présent à la lumière d'un avenir certain) ?

— *La banalité du mal*

⁷⁰⁵ Arendt, *La nature du totalitarisme*. 139.

⁷⁰⁶ Concept retenu par exemple par Jänicke, Martin. *Totalitäre Herrschaft. Anatomie eines politischen Begriffs*. Berlin : Duncker und Humblot, 1971.

⁷⁰⁷ Adorno, Theodor W. *Studies in the Authoritarian Personality*. ---» *Etudes sur la personnalité autoritaire*. Paris : Allia, 2007.

Une objection corrélative porte sur la connexion entre religiosité et violence meurtrière. La bonne question serait : est-ce que la violence est inhérente à la religion ou la religiosité inhérente à la violence et la haine ? ⁷⁰⁸ Est-ce que les génocides coloniaux, celui des Cherokees, 1828, des Tasmaniens, 1860-, des Hereros, 1904, — j'en passe — ont eu besoin d'une quelconque religion séculière pour se mettre en marche ? Est-ce qu'il faut une dimension religieuse à la volonté de massacrer et de *déshumaniser* ?

La « banalité du mal » permet à sa façon d'écarter la catégorisation religieuse. Les Eichmann de ce monde ne sont pas des dévots, des mystiques mais des bureaucrates. Les membres du NKVD et les dirigeants et gardiens des goulags de même. La « banalité du mal » chez les exécutants entraînés eux-mêmes dans une fuite en avant et dans une violence sans limite dont ils ne peuvent déchiffrer le sens, résulte du fait que c'est la dynamique totalitaire même qui fait d'eux des êtres insensibles, indifférents, inintelligents, ir-réfléchis, et irresponsables. « L'homme des masses du totalitarisme n'est pas un grand criminel, parce que, en dehors des périodes d'enthousiasme populaire, il est d'abord un conformiste, un partisan de l'obéissance et de l'ordre. Le fantasme de l'Un [concept de Claude Lefort], dont l'intensité varie, se réalise dans une société mécanique où les individus sont pareils aux rouages d'une machine ou aux soldats d'une armée en manœuvre. Quelle est la signification de ce mal sans conscience ni volonté du mal et qui fut pourtant le mal le plus extrême du siècle ? » Florent Bussy répond en se rapportant à l'interprétation d'Arendt face à Eichmann : « La triste vérité est que la plus grande part du mal est faite par des gens qui ne se sont jamais décidés à être bons ou mauvais. » « Le mal est au contraire commis la plupart du temps avec et par indifférence [314] à la souffrance de l'autre. L'indifférence constitue une apathie, une absence de sympathie, c'est-à-dire de lien. Elle relève d'une incapacité à penser, à se représenter la signification du mal auquel on participe. Les coupables et complices ne réfléchissent pas, ne pensent pas à ce qu'ils

⁷⁰⁸ Cf. Mayer, Arno J. *The Furies. Violence and Terror in the French and Russian Revolutions*. Princeton : Princeton UP, 2000.---» *Les furies*. Paris : Fayard, 2002.

font. Leur pensée est dominée par le principe d'obéissance ou d'intérêt. » ⁷⁰⁹

— *La place du désordre*

C'est une objection qui peut paraître tout à fait « technique » au concept de totalitarisme : objection par la « polycratie » attestée de tous ces régimes, — concept antinomique élaboré par les historiens du nazisme, mais qui s'étendrait *mutatis mutandis* à d'autres régimes tyranniques et idéocratiques — c'est à dire, en clair, par le désordre au sommet et sur le « terrain », par les conflits perpétuels de compétences et de fiefs en forme de « panier de crabes » qui règnent chez les dirigeants sous la chape de plomb censée totalitaire, sous le culte unanimiste du Chef et les *apparences* monolithiques et unanimistes :

Dans l'opinion publique, d'une manière générale, on a longtemps conservé l'image d'un système de gouvernement hiérarchisé et monolithique dont Hitler aurait été l'autocrate. Deux éléments expliquent une telle réduction : d'une part, l'influence de la recherche biographique tendant à l'« hitlérocentrisme » ; et d'autre part, le poids de l'approche du totalitarisme qui penchait vers l'abstraction formaliste et — poussée par la guerre froide — tendait à mettre sur le même plan la dictature fasciste et la dictature communiste, à appliquer à l'une la grille de compréhension et d'évaluation que l'on utilisait pour l'autre. ... Depuis le début des années soixante, une série d'études spécifiques et de descriptions globales sur la structure, le mode de fonctionnement, les contradictions internes et la transformation du régime national-socialiste ont permis de dresser un tableau incomparablement plus, nuancé et plus substantiel. ... Dans leur étude fondamentale sur la prise du pouvoir national-socialiste, Karl Dietrich Bracher, Wolfgang Sauer et Gerhard Schulz voyaient ainsi dans la brève phase qui a séparé le prétendu « sursaut national », la crise de Röhm et la « victoire de la révolution par le haut » non seulement la conclusion brutale d'un processus visant à [315] éliminer le système des partis démocratique et parlementaire, mais aussi et déjà le passage à un « nouveau pluralisme ». Ce processus de différenciation d'un nouveau genre a, selon eux, cristallisé « sous forme de particules divers domaines de pouvoir » : une sorte de « système totalitaire de seigneuries » est alors apparu, tendant à former des « États dans l'État » ... Karl Dietrich Bracher, par exemple, a insisté sur le dualisme de l'État et du parti,

⁷⁰⁹ Bussy, *Le totalitarisme*, 315.

qui jouait un rôle décisif dans le « chaos dirigé » que formait le Troisième Reich. ⁷¹⁰

Je pense que ce qui émane du travail des historiens « de terrain » à travers les archives de l'URSS entr'ouvertes et puis assez largement ouvertes depuis 1991, face aux philosophies politiques et à leurs grands concepts synthétiques, c'est précisément — en ce qui concerne l'URSS et ses poussées de violence, — que la violence « totalitaire » a été non exclusivement ni même principalement le résultat et l'effet directs d'une volonté inhumaine et criminelle « d'en haut », mais qu'il faut appréhender d'abord en vue de la donner à comprendre, le rôle immense joué par *le désordre*, le rôle cumulatif de l'anomie, de l'arbitraire, de l'incompétence des exécutants, jointe à l'arrogance et à la peur de mal faire, le rôle « structurel » du mensonge et de la fraude, l'effet des réactions brutales face au caractère inapplicable de mesures imposées centralement et aveuglement, face au manque de tout, au défaut de communication, et face aux résistances passives, armes du faible, et le rôle enfin de la pure canaillerie, de la corruption, de la prévarication à tous les niveaux... Nœud gordien de « difficultés de terrain » tranché routinièrement par le recours à la violence extrême qu'on voit alors - à la fois - assumée d'en haut quand on en a lointainement connaissance et déchaînée d'en bas comme réponse à des exigences impossibles et des situations insolubles.

Terreur policière et autres paramètres attribués au totalitarisme apparaissent non pas premiers, mais comme des réponses, atroces et elles-mêmes largement inefficaces, au Désordre, à la peur de tous, exécutants et « exécutés », à l'impossible maîtrise de la situation aggravée par l'absence de tout état de droit et la dissolution de tout frein moral. « Dans un contexte d'industrialisation à marche forcée qui broie irrémédiablement le monde [316] traditionnel des villages, la nation dirigée par les bolcheviks se distingue par la constance de l'incertitude. Cette incertitude résulte de facteurs non seulement politiques et répressifs, comme d'autres l'ont suggéré il y a longtemps, mais aussi et peut-être surtout socio-économiques. En effet, l'administration soviétique — l'élite des

⁷¹⁰ Reichel, Peter. *Der schöne Schein des Drittes Reiches, Faszination und Gewalt des Faschismus*. München : Hanser, 1992. --- » *La fascination du nazisme*. Paris : Odile Jacob, 1993. 85-86.

débuts du régime soudée par un passé et une foi communs, ou le vaste ensemble de groupes de pression pesant sur les décisions au plus haut niveau des années de l'après-guerre — se trouve mue par la compétition entre institutions et personnes qui fait et défait les positions, et explique en partie les contradictions flagrantes de la « ligne générale ». L'ingérence continue dans les affaires économiques de décideurs sans réelle compétence, à tous les niveaux, mobilise toute leur énergie. » ⁷¹¹

— *Caractère erroné sur le plan prédictif*

Dans sa version Friedrich/Brzezinski, le concept impliquait (pas explicitement) que le sort des régimes fasciste et nazi permettait d'entrevoir ce que serait la fin apocalyptique des régimes communistes et la force qu'il faudrait appliquer pour les amener à capituler. Or, — différence majeure qui invite à une différenciation rétrodictive, — les nazis se sont anéantis en un *Gotterdammerung* ultime tandis que ce sont les dirigeants soviétiques qui ont, presque pacifiquement, aboli leur propre régime et assuré vaille que vaille une paradoxale transition au capitalisme.

On peut conclure que la notion en sa version « forte » avait le défaut radical de prendre les apparences, monolithiques, pour le fonctionnement réel et la destinée des régimes. C'est à dire, tout en leur étant hostile, de se laisser prendre au Mensonge même instillé par ceux-ci. J'ai exposé en contraste le *Weak model* de Tormey et autres amendements avancés *ex post facto* après 1991. J'inscrirais également ici les contrenotions qui ont prétendu décrire le fonctionnement concret du régime national-socialiste par delà les apparences absolutistes et la propagande : « polycratie » ci-dessus (chaos, anarchie permanente), « dictateur faible » etc.

La disparition sans coup férir de l'URSS en 1991 a pu être traitée comme réfutation rétroactive de la version « forte » de Totalitarisme. Jean-François Revel s'élève contre cette thèse qui est apparue dès 1989 dans *La grande [317] parade : essai sur la survie de l'utopie socialiste*. L'effondrement soudain ne réfute par rétrodictivement la qualification

⁷¹¹ Sumpf, *De Lénine*, 813.

de « totalitaire » qu'il avait abondamment appliquée dans tous ses livres au Bloc de l'Est. « Un système totalitaire ne peut pas s'améliorer : il ne peut que se conserver ou s'effondrer. Ce qui est une autre manière de dire qu'il n'est pas réversible, mais qu'il est renversable. » ⁷¹²

De cette « disparition », de ce dénouement *inopiné*, et pacifique, a émergé néanmoins la version substitutive du *château de cartes / illusion* qui sera avancée sans qu'ils se soient concertés par Martin Malia et par François Furet.

Claude Lefort a objecté à son tour que ce retour à la croyance comme source explicative, cette insistance sur les fondements chimériques aux dépens des institutions et des réalités sociales rendait le fonctionnement des régimes « idéocratiques » peu compréhensible — et qu'il fallait tenir beaucoup plus grand compte de la machinerie concrète bâtie sur ces fondations dogmatiques :

Ils font dériver la croyance communiste du marxisme et, plus profondément, de la foi, née avec la société démocratico-libérale, en l'égalité entre les hommes, en la diffusion des Lumières et en la domination de la nature par la science.... Qu'est-ce qui caractérise le léninisme ? Avant tout, la formation d'un parti d'un type sans précédent, qui repose sur l'idée de la professionnalisation de la politique révolutionnaire, celle de la rigoureuse division du travail entre les militants, celle de la discipline d'action et de pensée, de l'obéissance inconditionnelle aux ordres du Parti. Or ce parti constitue — c'est à mes yeux un point essentiel — une sorte de corps collectif dans lequel les hommes sont soudés les uns aux autres. ⁷¹³

On peut noter qu'aucun des États de la ci-devant URSS n'est devenu une démocratie parlementaire stable, pluraliste, respectueuse des droits civiques fondamentaux et de la liberté d'expression. Ce sont tous - avec des variations dans l'autoritarisme et la répression des oppositions et de l'expression des opinions dissidentes - des régimes hybrides, affairistes et mercantiles mais [318] policiers et autoritaires, lesquels abondent sur

⁷¹² *La grande parade*, 37.

⁷¹³ Lefort, Conclusion, in Ferro, Marc, dir. *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle*. Paris : Hachette littératures, 1999. 274.

la planète au 21^e siècle et que Steven Levitsky et Lucan A. Way appellent *Competitive Authoritarianism*. ⁷¹⁴

— *Objection par l'atténuation post-stalinienne de la répression*

L'objection tirée de l'effondrement pacifique n'est que l'après-coup et la métamorphose d'une objection apparue dans les années 1960-70 : objection par le « dégel » khrouchtévien, la « coexistence pacifique », la « détente » et par les possibilités — entrevues par des esprits optimistes — de « libéralisation » du régime et de progressive « convergence » avec les régimes démocratiques-capitalistes. L'objection était sans doute pertinente si on déchiffrait la vision d'un système immuable et inchangeable suggérée par la définition statique de Friedrich/Brzezinski. Néanmoins la prétendue « convergence », elle aussi, tenait de l'illusion entretenue par des « révisionnistes », hostiles à l'esprit de guerre froide mais qui ont eu la berlue.

La seule apparition vers 1960, pour qualifier les époques de Khrouchtchev et puis de Brejnev, Andropov et al. de notions révisées de « régime post-totalitaire » etc., montre que la définition classique ne tenait plus. Le concept « classique », viens-je de rappeler, n'a vraiment pas eu une grande force prédictive. La *perestroïka* gorbatchévienne a pu être interprétée de deux façons : soit comme démontrant une capacité de dé-totalitarisation du régime qui devait faire écarter la notion de totalitarisme, - soit au contraire comme prouvant que toute amorce de réforme devait conduire un tel régime monolithique à une crise majeure et à l'effondrement - ce qui n'a pas manqué. Andreï Amalrik demandant

⁷¹⁴ Levitsky, Steven & Lucan A. Way. *Competitive Authoritarianism. Hybrid Regimes after the Cold War*. Cambridge, New York : Cambridge UP, 2010. les auteurs définissent de tels régimes dans les termes suivants, p. 5 : « Competitive authoritarian regimes are civilian regimes in which formal democratic institutions exist and are widely viewed as the primary means of gaining power, but in which incumbents' abuse of the state places them at a significant advantage vis-à-vis their opponents. Such regimes are competitive in that opposition parties use democratic institutions to contest seriously for power, but they are not democratic because the playing field is heavily skewed in favor of incumbents. »

en 1970 si l'URSS survivrait « en 1984 » admettait aussi pour sa part la catégorie de « post-totalitaire » tout en pensant qu'un tel système hybride, toujours répressif et mensonger, était plus que jamais un « colosse aux pieds d'argile ». La publication de *L'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ?* a tout de même valu à Amalrik un séjour dans un camp de travail de la Kolyma.

[319]

— *Objection par le caractère an-historique de la catégorie*

Catégorie « idéale » et « typique », elle semble faite pour effacer ou repousser à l'arrière-plan le « contexte » large d'émergence au début du 20^e siècle et, dans la foulée, disculper *ipso facto* le rôle des impérialismes et de leur avidité expansionniste, le rôle des massacres de la Guerre mondiale avec ses dix millions et demi de morts, la « brutalisation de l'Occident » qui continue à produire ses effets, le rôle des défaite et misère allemandes, du « cordon sanitaire » établi autour de l'URSS naissante etc. C'est la voie de contestation que poursuit d'abord Moshe Lewin, fameux historien « révisionniste » de l'URSS : ⁷¹⁵ « Quant au modèle totalitaire, dit-il, historiquement inadéquat et purement idéologique, il vise à camoufler les pages sombres de l'histoire de l'Occident (à commencer par les horribles massacres de la Première guerre mondiale) et passe allègrement sur les contradictions et les faiblesses de ces régimes démocratiques et les méfaits d'une politique

⁷¹⁵ Ses parents, d'origine juive, ont été assassinés par les milices lituaniennes lors de l'invasion allemande. Il a vécu en URSS pendant la Seconde Guerre mondiale en travaillant dans une ferme collective et puis comme officier dans l'Armée soviétique. Il a émigré en 1945 en Israël. De 1968 à 1978, il est enseignant-chercheur à l'université de Birmingham en Angleterre, où il a enseigné l'histoire et la politique soviétiques. Il émigré ensuite aux États-Unis et devient professeur d'histoire à l'université de Pennsylvanie. Lewin est mort le 14 août 2010 à Paris.

impérialiste toujours d'actualité ». ⁷¹⁶ Je développe ceci au chap. V en abordant les disputes de généalogie.

Objection complémentaire : on ne dispose que d'un seul mot — toujours condamateur même s'il est déclaré heuristique et idéaltypique — pour caractériser des régimes qui ont évolué de 1917 à 1989 (1945-89 pour L'Europe centrale) : s'il s'agit de périodiser une évolution qui a comporté une atténuation de la terreur après la mort de Staline tout en perpétuant des pratiques liberticides et en s'enfonçant dans la stagnation, répéter indéfiniment le même mot est inutile.

En se référant à Ian Kershaw, Pierre Bouretz ⁷¹⁷ résume en quatre points les critiques adressées par les historiens « de terrain » au concept de totalitarisme [320] qu'ils trouvent trop philosophique, trop « en recul », trop ignorant du devenir et de ses aléas ou les effaçant indûment, trop abstrait :

Trop attaché à la configuration formée par le nazisme et le stalinisme, il ne prend en charge ni leurs singularités, ni la diversité d'autres « dictatures modernes » ; tourné vers les techniques du pouvoir et l'idéologie, il intéresse le philosophe politique plus que l'historien soucieux des conditions économiques et sociales ; fixé à partir de l'image qu'offrent les régimes totalitaires au moment de leur puissance maximale, il ignore les phases de construction, de transformation ou de dépérissement ; portant enfin la trace du milieu et du contexte de son apparition, il repose sur l'acceptation des valeurs de la « démocratie libérale.

Philosophe, Florent Bussy réplique à cette objection-type des historiens « concrets » en délimitant le plan et le domaine, qui est effectivement philosophique et anthropologique, où le concept devient indispensable, où il est décisif et fécond :

⁷¹⁶ Lewin, in *Siècle*, 476. Il ajoute que par ailleurs l'URSS n'était pas un système socialiste mais un « absolutisme bureaucratique.... profondément typique de l'histoire russe. »

⁷¹⁷ Pierre Bouretz est directeur d'études à l'EHESS, membre du Centre d'Etudes Interdisciplinaires des faits religieux ; il a été co-rédacteur en chef de la revue *Esprit*.

Par-delà la contribution qu'il apporte à l'étude des régimes concernés, comme concept formé à partir de l'expérience, le « totalitarisme » désigne l'évidence d'une chute dans la barbarie, dont aucune théorie des circonstances, par exemple révolutionnaires, ne peut rendre compte d'un point de vue politique, mais qui est le produit direct du culte de l'unité sociale, de la tentative de « compenser le "non-sens" né du décalage entre la réalité et l'hyper-réalité proclamée par un "sur-sens" lié au fantasme d'une résolution totale des énigmes de l'action. Le « totalitarisme » met en avant que cette barbarie trouve sa source dans une logique extérieure à ce qui avait constitué jusqu'alors le sens de la vie en société et de la politique, logique qui consiste à écarter la distinction du vrai et du faux, du juste et de l'injuste, à rejeter l'expérience et le sentiment de commune appartenance à l'humanité. ⁷¹⁸

— *L'École révisionniste et l'étude de la vie quotidienne*

Ce caractère intemporel, an-historique et non-sociologique de la catégorie de [321] Totalitarisme a été le point de départ et l'axiome de deux générations de *révisionnistes* anglo-américains au cours du dernier demi-siècle. Il fallait observer la société soviétique, comme toute société, dans son fonctionnement « concret » sur le terrain social - et non d'« en haut », du point de vue des dirigeants et de leur idéologie, du point de vue des « kremlinologues ». Cette objection de méthode cachait, fort peu au reste, une orientation militante « de campus », hostile aux politiques impérialistes de leurs propres pays, hostile à la bonne conscience des « totalitaristes » et diversement soucieuse de sauver quelque chose *malgré tout* de ce qui était issu de 1917 et de décrire une société « viable » et surtout diversifiée et changeante. Diversité que le concept immuable, rigide et condamateur semblait incapable d'enserrer. Aucun régime et sûrement pas l'URSS, *même* du temps de Staline, n'a réalisé le contrôle total idéaltypique de la société qui est allégué dans les définitions. Cette discordance entre le type abstrait et la réalité sociologique a été le point de départ de l'école appelée « révisionniste » en soviétologie : les grandes catégories dénonciatrices, *terreur*, *idéologie totaliste d'État*, etc. cachaient des réalités quotidiennes plus diverses, plus complexes, moins dramatiques, celles de la vie ordinaire de la majorité en URSS, et ce sont ces données empiriques qui devaient intéresser avant tout l'historien social. Les catégories rigides

⁷¹⁸ Bussy, *op. cit.*, 61-62.

dissimulent les conflits d'intérêt, les groupes, les castes, les moeurs, les routines et la « place du désordre ».

Quant à la « terreur », le mot généralisateur dissimulait selon les « révisionnistes » un certain degré d'adhésion spontanée des masses. Il leur eût fallu avoir accès aux archives, entr'ouvertes après 1991, pour mesurer les formes d'adhésion et mesurer du reste en contrepartie l'étendue et la diversité de la répression. Inspirés d'abord par les travaux d'Edward H. Carr qui expliquait complaisamment Staline par les fameuses « circonstances » qui avaient servi jadis aux historiens jacobins face à la terreur de l'an II et en vue de l'absoudre, et/ou s'inscrivant dans le cadre d'interprétation trotskyste de la « révolution trahie » promue par Isaac Deutscher et le jeune Moshe Lewin, le premier révisionnisme britannique des années 1950/1960 « dénonce ou ignore un concept de totalitarisme qui lui apparaît comme le cache-sexe de la théorie du « *containment* » avec ses *cold warriors* patentés.

« Nourrie au lait de Carr et de Lewin (aux États-Unis à partir de 1978), la seconde génération révisionniste, américaine celle-là, naît d'une configuration tout aussi politique : socialisation dans le cadre des luttes pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam, dénonciation du simplisme [322] manichéen des anciens pairs « libéraux » (Merle Fainsod, Léonard Shapiro, Adam Ulam...), sensibilité aux théories de la convergence accréditées par le « dégel » khrouchtévien ... D'entrée de jeu, la génération de Sheila Fitzpatrick entend se situer « au-delà » d'un modèle totalitaire idéologique en privilégiant les faits sociaux, ⁷¹⁹ elle plaide pour une histoire sociale de l'URSS qui ne se préoccupe pas que des questions politiques vue du haut de l'État et qui s'en tienne à une perspective sociologiste au ras du social. Les révisionnistes remettent en question l'atomisation complète de la société et le caractère omniprésent de la terreur qui sont au cœur du modèle Friedrich et Brzezinski : les théoriciens du totalitarisme exagèrent la passivité terrorisée de la population ; il s'agit de décrire au contraire une mobilité sociale qui rallie certains, favorisés, au régime, l'appui, non unanime certes mais appui de segments significatifs de la population, guère des kolkhoziens attachés à la glèbe, mais des ouvriers d'usine quand le pouvoir leur fait des « concessions » et leur ménage quelques

⁷¹⁹ Baudouin et Bruneteau, dir. *Le totalitarisme. Un concept et ses usages*. Rennes : PU de Rennes, 2014. 25.

avantages, les marges de manœuvre que le régime permet et les formes de progrès de carrière et de débrouillardise qui se développent. ⁷²⁰

Au Royaume-Uni, la revue *Soviet Studies*, créée en 1949, a privilégié de façon britannique et pragmatique la recherche empirique portant sur les aspects économiques et sociaux de l'URSS plutôt que les grandes considérations philosophiques. ⁷²¹ Le premier numéro s'ouvrait sur la phrase suivante : « Cette revue est destinée à promouvoir l'étude systématique du fonctionnement et du développement de la société soviétique. » « Les collaborateurs de *Soviet Studies* se démarquaient des krenlinologues en refusant de personnaliser la politique dans leurs analyses et postulaient que l'économique et le social pouvaient être autonomes par rapport pouvoir politique ». ⁷²²

[323]

Au cours des années 1980, les historiens étiquetés « révisionnistes » sont devenus majoritaires aux États-Unis. La majorité des spécialistes rejette le concept de totalitarisme comme étant tout d'un bloc, abstrait, fallacieux, instrumentalisé par la Guerre froide qui paraissait justement vouloir s'apaiser en une « Détente » bienvenue. Le modèle leur apparaît peu fructueux pour la recherche de terrain — alors que, paradoxalement si on veut, ce modèle, naguère récusé et suscitant l'indignation « à gauche », va connaître un regain en Europe continentale à mesure que l'esprit de censure à l'égard de l'URSS cède du terrain et que les voix des « dissidents » parviennent à se faire entendre à l'Ouest.

Toutefois - autre revirement qui rappelle que les courants de la recherche ne sont pas des entéléchies figées, des entités intemporelles, et que les chercheurs évoluent - dans le volumineux collectif récent qu'elle a dirigé, *Beyond Totalitarianism. Stalinism and Nazism Compared*,

⁷²⁰ Les mauvais esprits à la Soljenitsyne se retrouvent au goulag mais en récompense de leur docilité, les membres de l'Union des Écrivains se voient dotés de datchas, séjours dans des maisons de repos, voyages à l'étranger, rappelle J. P. Depretto, in « Totalitarisme et histoire sociale » in *Le totalitarisme*. « En créant des castes d'intellectuels vivant dans l'aisance matérielle, le régime contribuait à cloisonner la société et à rendre impensable l'émergence d'une opposition tant soit peu unie. » 210.

⁷²¹ J. P. Depretto « Totalitarisme et histoire sociale » in Baudouin, Jean et Bruneteau, Bernard, dir. *Le totalitarisme*. 200.

⁷²² Ibid.

paru à Cambridge Univ. Press en 2009, Sheila Fitzpatrick, naguère figure-clé du révisionnisme, revient sur « totalitarisme » et... elle reprend à son compte cette catégorie répudiée, écartée par elle — quitte à la réélaborer et la dépasser. Elle expose en vue de se justifier que, dans les années 1980, alors que le modèle totalitaire était le plus souvent utilisé de façon unilatérale et purement idéologique, « il était très utile de montrer que le modèle avait un parti pris inhérent et qu'il n'expliquait pas tout à propos de la société soviétique. Maintenant, poursuit-elle, alors qu'une nouvelle génération d'universitaires considère quelquefois comme allant de soi que le modèle totalitaire était complètement erroné et néfaste [ce qui n'est pas très exact, la « nouvelle génération » est loin de cette unanimité], il est peut-être plus utile de montrer qu'il y avait certaines choses au sujet de la société soviétique qu'il expliquait très bien. »⁷²³ Elle réitère ce que je vois comme un changement de cap, dans un essai très personnel de 2008 : elle avait réagi jadis, explique-t-elle, par scrupule de méthode contre les « prétentions totalisantes du paradigme totalitaire », opposant aux « Grands récits » et aux spéculations de philosophie politique une dose de scepticisme et un travail minutieux sur les sources primaires.⁷²⁴

[324]

— *L'histoire de la vie quotidienne en Allemagne*

Il en est allé de même et à la même époque pour une orientation de recherche complémentaire et qui a également fait polémique : l'histoire de la vie quotidienne allemande entre 1933 et 1945. Elle présente pour les esprits suspicieux un aspect apologétique tout en disant quelque chose de vrai : la *diabolisation* du système nazi, moralement fondée, ne permet pas de pénétrer dans ses détails concrets la vie quotidienne, plus ou moins faite de compromissions, banale, débrouillarde, pas héroïque mais pas monstrueuse, des Allemands ordinaires, — c'est à dire de ceux qui n'étaient pas mués par le régime en ennemis du peuple.

⁷²³ « Afterword : Revisionism Revisited », *The Russian Review*, vol. 45, octobre 1986, 409-410, traduit sur Wikipedia fr.

⁷²⁴ Fitzpatrick, « Revisionism in Retrospect : A Personal View », *Slavic Review* 67, 3 (automne 2008), 682-704.

Dans les deux cas, la définition doit être amendée pour décrire non un état de fait monolithique mais plutôt un but poursuivi, absolu mais impossible à atteindre, tout en expliquant les moyens d'action extrêmes utilisés. « Un tableau plus éclaté et plus nuancé se dégage donc, tranchant avec celui d'un système bureaucratique et centralisé, à la société exclusivement commandée par l'idéologie. Il concorde quelque peu avec le panorama de la société allemande sous le nazisme mis en valeur au même moment par l'*Alltagsgeschichte* (histoire du quotidien) et qui montrait la survie de « schémas de normalité » et de formes d'autonomie, la présence de relations transversales, l'existence de « résistances » civiles, le faible impact de l'idéologie sur les évolutions sociologiques lourdes (démographie, exode rural, tertiarisation). Aux yeux d'une partie de la communauté universitaire, ces éclairages ne pouvaient que renvoyer au magasin des antiquités un concept de totalitarisme qui rendait aussi peu compte de la réalité. À la fin des années 1980, des historiens militaient donc pour son abandon au profit du tout social, qu'il s'agisse de Jürgen Kocka pour le nazisme ou de John Arch Getty pour le stalinisme. » ⁷²⁵

Il n'y a pas lieu d'arbitrer entre histoire sociale, généalogie intellectuelle et typologie, construction d'idéotypes propres au recul historiographique, distinct épistémiquement de l'étude de la vie quotidienne dans la mesure où les arbres cachent indéfiniment la forêt. C'est une question de « distance » à l'objet et ces approches ne peuvent s'arbitrer qu'en fructueuses ou stériles selon les cas et les buts poursuivis - non comme légitimes ou illégitimes par [325] principe.

Au delà de la diversité et de la complexité sociologiques, il est à propos de mettre en valeur les différences juridico-économiques fondamentales qui étaient *ipso facto* sociales des régimes confrontés. À ce compte, on pourrait dire que l'URSS où l'État était seul propriétaire des moyens de production et d'échange était considérablement *plus* totalitaire dans son principe que l'Allemagne nazie. C'est ce qu'admet Hannah Arendt. L'expropriation de masse, la destruction des classes possédantes, de la noblesse terrienne, de la bourgeoisie sont propres aux régimes communistes, très limitées pour les régimes fascistes qui conservent la propriété privée lors même qu'ils mettent l'industrie et le

⁷²⁵ Bruneteau. *L'Age totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme*. Paris : Cavalier bleu, 2011, 145.

commerce au service de leurs projets, notamment militaires. Hitler a eu au départ l'appui partiel des « élites » bourgeoises, Lénine évidemment pas. Ce genre d'objection aboutit alors à *accentuer* la singularité radicale des régimes issus de la révolution bolchevique. Néanmoins, il est aussi vrai que le régime soviétique poursuivait des buts immédiats (industrialisation) dans un contexte (de sous-développement, de retard économique immense) qui contraste absolument avec l'Allemagne hyper-industrielle, belliciste et expansionniste. Tout en acceptant le concept de totalitarisme et la comparaison, Ian Kershaw souligne à bon droit que « dans leur *essence*, ces deux régimes étaient plus différents que semblables ». ⁷²⁶

Par ailleurs, le nazisme a subsisté douze ans dans un seul pays, le communisme a persisté soixante-quatorze ans (et il continue vaille que vaille en quelques points du globe) et dans sa plus grande extension, il a régné sur un tiers de la planète : on ne compare pas les mêmes choses, ni à la même échelle.

— *Unicité de chaque régime*

La dernière sorte d'objection, — elle est irréductible, le « dialogue de sourds », insurmontable entre des problématiques divergentes par nature, — est celle des *spécialistes* exclusifs d'un des trois régimes, bolchevik, fasciste et nazi, régime qui est naturellement à leurs yeux à nul autre semblable. Cette ultime objection est donc celle des historiens de terrain qui écartent un concept univoque et statique qui « peine à embrasser toutes les phases des mouvements qu'[il] veut décrire et leurs ramifications éventuelles » — objection [326] faite ici par le spécialiste du nazisme, Ian Kershaw. ⁷²⁷

Les « spécialistes » d'un pays, d'une culture, d'un régime donnés n'aiment pas les idéaltypes transcendants. Ainsi les historiens du fascisme italien comme Renzo de Felice refusent d'inclure le régime qu'ils étudient, si blâmables que soient certains de ses aspects, avec les

⁷²⁶ In Ferro & al. *Nazisme*, 70.

⁷²⁷ Bouretz, Pierre. « Penser au 20e siècle. La place de l'énigme totalitaire », *Esprit*, 218 : #1996. 127.

infiniment plus atroces nazisme et stalinisme. ⁷²⁸ De même ou plutôt contradictoirement, les historiens du nazisme en leur majorité hésitent à englober leur « objet de recherche », extrême dans son inhumanité, dans un fascisme ou un totalitarisme génériques.

On peut admettre que tout idéaltype tend à sous-estimer ou à secondariser des différences essentielles entre les régimes considérés. Le fascisme (générique) n'est pas que le symétrique inverse du communisme. Par ailleurs, il ne sert pas à éclairer le fait inter-continental, planétaire que tous les régimes se réclamant du communisme ont été à la fois sanguinaires et inefficaces, improductifs et se sont fatalement acheminés vers l'effondrement. L'échec de l'URSS qui était peut-être toujours-déjà inscrit dans sa destinée n'est pas éclairé par le sort des fascismes admettant même que ceux-ci ont émulé ses procédés de terreur de masse.

• *Le rapprochement communisme/nazisme, moralement intolérable*

[Retour à la table des matières](#)

Des années 1920 aux années d'après guerre, il n'a pas manqué de motifs pour des hommes de bonne volonté, indignés par le désordre du monde capitaliste après une inexpiable guerre, des motifs généreux pour joindre le mouvement communiste, ce mouvement apparemment irrésistible qui apparaissait seul porteur d'espoir et qui s'étendait peu à peu aux cinq continents.

Décrire comme il faut le faire (voir le volume I) l'instrumentalisation de l'antifascisme par le Komintern et sa perversion stalinienne ⁷²⁹ ne revient pas à mettre en doute la sincérité, et dans certaines circonstances l'héroïsme, des [327] hommes et des femmes qui se sont engagés sous la bannière communiste, naïvement ou plus ou moins lucidement, stoïquement, pour lutter contre le fascisme, le nazisme. Je ne mets donc pas en cause la sincérité de l'engagement du « militant de base »

⁷²⁸ De Felice, A cura di Michael Ledeen. *Intervista sul fascismo*. Roma, Bari : Laterza, 1975. ---» *Fascism. An Informal Introduction to its Theory and Practice*. New Brunswick, NJ : Transaction, 1976, 109.

⁷²⁹ Voir le Volume I de cet ensemble.

toujours enserré entre le spectacle affligeant, plus ou moins refoulé, du « socialisme réel » et la persistance de l'Utopie, la promesse d'un monde nouveau, l'espoir dans plus de justice et dans une vie plus digne pour tous, apparemment indispensables pour combattre l'injustice ici et maintenant. Ceux qui voulaient créer « un monde meilleur », ceux qui espérait dans cette chose polymorphe que le 19^e siècle avait dénommée « le Progrès », apprenaient inévitablement, tout en ayant adhéré d'abord de bonne foi, à s'aveugler devant la terreur de masse du « socialisme réel » et devant la répression. Cette répression, les hommes d'appareil dans le monde démocratique-capitaliste — sinon les militants de base qui étaient peut-être, en grand nombre, mystifiés — la connaissaient de première main puisqu'ils s'évertuaient jour après jour à la dissimuler et la nier, à intimider quiconque faisait état de son trouble, quiconque dénonçait les procès truqués etc. Telle était même, dans les années staliennes mais aussi au-delà, leur tâche principale et quotidiennement renouvelée.

Une fois qu'on l'avait choisie, la vie militante en sa version bolchevique était exigeante et rigoureusement surveillée — à la façon très exactement de celle de l'adhérent à une secte rigoriste.⁷³⁰ Le militant devait se trouver une femme dans le Parti et avec son approbation, lequel veillait aussi aux bonnes moeurs puritaines et désapprouvait tout libertinage ; plus généralement, le militant ne devait entretenir d'amitiés que dans le Parti, il devait, sous peine d'être exclu à son tour, renier immédiatement tout « renégat » et s'écarter de tout esprit critique comme d'un pestiféré, cesser séance tenante tout contact avec lui, dénoncer le téméraire.

C'est ici qu'on rencontre l'objection qui demeure à la fois irrépressible, insurmontable et qui est pourtant par quelque côté dérisoire, objection par la volonté bonne », par les illusions généreuses, du dehors, envers le Système et, du dedans, par les efforts et les dévouements de milliers de braves gens, agronomes, éducateurs, médecins, scientifiques et techniciens divers de [328] l'URSS et de ses « satellites », tout au long de son histoire, dont il importe peu qu'ils fussent illusionnés ou

⁷³⁰ J'ai abordé au volume II l'analyse du Parti comme secte. Les sectes sont caractérisées par un état de conflit avec le monde, par une communauté de convertis plutôt que d'héritiers d'une foi et par le caractère très émotionnel des liens entre leurs membres, par une éthique puritaine qui met l'accent sur la discipline personnelle et la surveillance réciproque.

désabusés, enserrés qu'ils étaient dans un système hobbesien qui se réclamait de la grande Idée collectiviste, tous ces efforts et dévouements engloutis dans le gâchis d'un système qui a intégralement échoué, un système improductif, misérable et répressif tout au long de son histoire.

Telle s'exprime l'objection à une condamnation, du moins « sans appel » qui engloutit dans une condamnation générale les obscurs et les sans grade, les militants sincères et leurs dévouements. On peut être sûr qu'elle continuera à se faire entendre car elle a sa part de vérité, — lors même qu'avec le recul et du point de vue de la synthèse historique et politique, elle est sans pertinence.⁷³¹ Cette objection que je dénomme « morale » quitte le terrain des ratiocinations épistémologiques et méthodologiques pour s'indigner de l'emploi d'un concept réprobateur globalisant. C'est une objection qui vient d'une gauche désillusionnée certes, mais désireuse de faire entendre, en dépit de tout, une protestation en faveur du militant « de base » de jadis et de naguère - objection au concept en tant qu'édicte en surplomb, en tant que concept qui *totalise* de trop haut et prétend enfermer le tout, des modestes illusions et des grands sacrifices à la sclérose bureaucratique et au « rationnement, aux coupures d'électricité, pharmacies vides, mises à pied, salaires de misère, exclusion des hôtels [à Cuba] » dans une essence immuable et une réprobation mur à mur. On ne peut se servir d'un seul mot pour écraser sous la même réprobation, les apparatchiks, les agents de la Stasi, les canailles, les bureaucrates dogmatiques à la Ulbricht et Honnecker, les lâches (qui partout sont les plus nombreux comme la vie professionnelle le fait percevoir ; la lâcheté est le défaut le plus répandu - avec l'envie) et les braves gens, les hommes de bonne volonté qui ont fait ce qu'ils pouvaient dans des régimes répressifs avec de la naïveté et une dose d'aveuglement. Un film à succès a cherché à montrer ceci aux

⁷³¹ J. Verdès-Leroux dans *Au service du Parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris : Fayard/Minuit, 1983 + *Le réveil des somnambules. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*. Paris : Fayard/Minuit, 1987, ainsi que dans *La foi des vaincus. Les « révolutionnaires » français de 1945 à 2005*, Paris : Fayard, 2005, a traité avec perspicacité, nuance et finesse de la psychologie, ou des états psychologiques des communistes et des gauchistes, des sources mentales des croyances révolutionnaires. Il s'agit ici d'un complexe problème « mentalitaire », souvent devenu obscur aux jadis militants et qui n'appelle pas « du dehors » des jugements moraux en bloc - ni des accusations de mauvaise foi et d'aveuglement plus ou moins délibéré.

Allemands de l'ouest peut-être portés à [329] l'arrogance à l'égard de leurs compatriotes de l'Est déchu : *Good Bye, Lenin !*, est un film de Wolfgang Becker, sur un scénario de Bernd Lichtenberg, sorti en 2003 en Allemagne. ⁷³²

Ce contraste *moral* — qui n'a pas à être l'affaire du sobre historien — serait banal à alléguer avec le recul du temps, il ne serait guère nécessaire du moins de le souligner : les débauches et les crimes des papes Borgia ne mettent pas en cause ni en doute la vertu et la piété de Vincent de Paul ni de François de Sales. Par contre, l'historien de l'Église a le droit de s'intéresser à la politique des papes et de la décrire sans avoir à en tempérer la description par l'édifiant rappel de l'humble vertu des bons prêtres et des saintes religieuses.

Ainsi Régis Debray qui est, certes, sans aucune illusion sur le régime castriste et la façon dont il a tourné, proteste au nom d'une expérience de vie, celle de « la supérieure qualité humaine des militants qui ont fait tourner l'inhumaine machine », — paradoxe existentiel qu'il juge irréductible, mais que l'on pourrait juger plus accablant que tout — et il proteste tout en reconnaissant avoir cautionné avec bien d'autres « une décennie durant cette illusion meurtrière » et n'être dès lors pas lui-même exonéré de toute « responsabilité ». ⁷³³ Et pourtant, persiste-t-il à objecter, le mot ne passe pas :

« Totalitaire » : impossible de loger les *companeros*, ma jeunesse et nos caravelles sous ce mot qui totalise trop à son aise. L'individu-détail n'y trouvera pas son compte. Du public au théâtre, Valéry disait qu'il fait « un géant plus bête que ses parties ». C'est le cas du Léviathan contemporain : épouvantable comme tout, vu de dos et par-dessus ; attachant d'en bas et discrètement considéré, dans ses parties constitutives. Aux preneurs de vues

⁷³² La réalité dépasse la fiction narre Wikipedia fr. : Jan Grzebski est un cheminot polonais tombé dans le coma en 1988. Victime d'un choc violent contre un wagon, Jan Grzebski développa une tumeur au cerveau et fut paralysé. Alors que les médecins ne lui donnaient que deux ans à vivre, l'homme s'est réveillé 19 ans plus tard découvrant la nouvelle Pologne, son entrée au sein de l'Union européenne et son adhésion à l'OTAN.

⁷³³ Il ajoute qu'au contraire d'autres qui parlent un peu fort, il *a payé* : « Avec la fine fleur de l'intelligentsia tiers-mondiste, j'aurais cautionné une décennie durant cette illusion meurtrière. Pas tout à fait impunément. Affidé, franc-tireur ou flanc-garde, j'ai versé, avec quelques années de prison, mon obole à la magie totalitaire. » *Loués soient nos seigneurs*, Gallimard, 1996, 257.

aériennes qui confondent fascisme et communisme dans la nasse « totalitaire », avec le succès [330] promis aux flashes de survol, je me garderai d'opposer les raisons d'ordre factuel qui devraient inciter à une meilleure « définition » ; des historiens comme [Robert] Paxton, [Ian] Kershaw et d'autres ont déjà démonté cette notion montre-molle. Sans rentrer dans la controverse philosophico-historique, la confusion des *-ismes* m'inspire un sentiment buté d'injustice, alors que défilent dans ma mémoire des dizaines de visages rencontrés en chemin. ⁷³⁴

La *froide* réplique à cette objection de Debray, intensément et personnellement ressentie et subjectivement indiscutable, est qu'historiquement, elle est sans pertinence et sans intérêt parce que l'historiographie doit être *in-humaine* elle aussi, et que c'est à bon droit qu'elle « ne fait pas le détail ». Mais j'admets que si « totalitaire » doit apparaître explicatif (ou incitant à l'explication) d'un phénomène humain global dans sa complexité, si le mot ne doit pas être un simple *noise of disapproval*, comme dit l'anglais, un catégorème réprobateur agréablement disponible à la bonne conscience libérale, le concept doit alors venir inviter à expliquer, ou permettre de le faire, la *coexistence*, attestée, du pire, écrasant et prédominant, et de la bonne volonté individuelle, humiliée, instrumentalisée, mais persistante. Si « totalitaire » ne vient évoquer et synthétiser que les Appareils et la Terreur, les impitoyables guides des peuples et les apparatchiks ambitieux, le concept est hémiplégique, unilatéral. Les Appareils savaient qu'ils peuvent compter sur les naïfs et les dévoués de la « base » pour humaniser tant soit peu la machine, comme ils peuvent compter sur les « idiots utiles » à l'extérieur pour entretenir de toute leur jobardise l'Illusion et le Grand mensonge : il n'en manque jamais des deux sortes et quand les uns se découragent, il en vient s'offrir toujours d'autres pour le rôle de dupe. Il convient alors que la définition de « totalitaire » permette d'englober le bien persistant, trompé et utilisé, et la Scélératesse installés aux commandes.

Le conflit entre la mémoire, mémoire de résistant, de syndicaliste, de militant *lambda*, la mémoire avec ses « bons souvenirs » de camaraderie et de dévouements, et l'histoire « d'en haut » du communisme, ce

⁷³⁴ Debray, *Loués soient nos seigneurs*. Paris : Gallimard, 1996. 257.

conflit est insurmontable. ⁷³⁵ On lira à titre d'échantillon le livre de Marie-Claire Lavabre sur la mémoire, dévaluée par l'hégémonie doxique, des « vieux » communistes, [331] *Le fil rouge, sociologie de la mémoire communiste*. ⁷³⁶ Alors qu'une histoire du communisme français du Congrès de Tours à la groupuscularisation du PCF à la fin du 20^e siècle, ne peut être que la déconstruction, nécessairement impitoyable et susceptible d'affliger les ci-devant militants, de ladite « mémoire » — ou elle ne sera pas de l'histoire. Toute « mémoire » de sodalité militante est narcissique, unilatérale, mensongère pour tout dire par la nature des choses humaines. ⁷³⁷

Dans les années 1930, l'irréductible rivalité des systèmes soviétique et nazi et l'horreur éprouvée pour ce dernier en Occident font de l'idée seule de comparer les régimes une provocation impossible à soutenir — *impensable* pour les hommes de bonne volonté qui adhèrent « aux bases politiques ou aux valeurs humanistes de l'antifascisme ». ⁷³⁸ Signaler seulement l'étendue de la répression en URSS est se rendre complice de l'ennemi. Cet effet d'intimidation perdurera pendant quarante ans et plus à gauche — particulièrement en France. Une poignée de trotskystes et d'oppositionnels faisaient cependant entendre (mais peu les écoutaient) un point de vue comparatiste étouffé. Le vieux Daniel Guérin esquisse même le paradigme que l'on attribue à Ernst Nolte, celui de *l'imitation* systématique par le fascisme du totalitarisme russe. Je cite un texte de 1954 repris dans *Sur le fascisme : I La peste brune* :

⁷³⁵ Annette. Wieviorka dans *L'ère des témoins*, Plon, 1998, développe dans un autre contexte une réflexion sur le conflit mémoire/histoire.

⁷³⁶ Paris : Presses de la FNSP, 1994. Voir aussi : Lavabre, Marie-Claire et François Platone. *Que reste-t-il du PCF ?* Paris : CEVIPOV, Autrement, 2003.

⁷³⁷ Ainsi, autre exemple non moins téméraire à traiter au milieu des cris protestataires des gens concernés, la mémoire juive américaine, instrumentalisée pas de nombreux organismes communautaires, ethnocentrique, centrée sur la Shoah et la défense d'Israël, qui est étudiée par exemple par Peter Novick dans *The Holocaust in American Life*.

⁷³⁸ S. Cœuré, *La grande lueur à l'est. Les français et l'Union soviétique 1917-1939*. Paris : Seuil, 1999, 244.

Il n'est pas douteux que [le fascisme] puisa nombre de ses artifices dans le modèle que lui offrit une dictature monolithique et totalitaire personnifiée par un "Homme providentiel" appuyé sur un police secrète omnipotente. ⁷³⁹

Il est facile de reprocher aux intellectuels occidentaux qui vivaient, avant guerre, dans de bénignes sociétés démocratiques d'avoir mis leur espoir dans [332] la lointaine « construction du socialisme » et s'être refusé de voir la terreur, le régime esclavagiste qui prévalaient dans l'URSS stalinienne. Ce reproche est anachronique : le capitalisme des années d'entre les deux guerres leur paraissait, non sans de bonnes raisons, courir à la catastrophe et à la faillite en accumulant les misères et les ruines, les ainsi nommées démocraties dirigeaient d'une main de fer de vastes empires coloniaux où les massacres et la répression étaient de rigueur, la montée de mouvements fascistes et racistes effrayait à bon droit dans tous les pays les hommes de progrès et les invitait à faire front contre l'ennemi domestique. De la Russie stalinienne émanait au contraire une image d'enthousiasme collectif et d'énergie. Devoir reconnaître après cela que cette image était largement mensongère et que le cours des choses en URSS ne pouvait inspirer aucun espoir aurait eu quelque chose d'intolérable et bien peu purulent s'y résoudre. « C'est surtout la montée de Hitler qui rendit difficile d'évaluer objectivement la Russie. Dès lors que l'Allemagne nazie fut perçue comme la principale menace pour la démocratie européenne, un antifascisme très largement pro-soviétique rapprocha l'essentiel du centre et de la gauche en Europe occidentale ». ⁷⁴⁰ Certes quelques oppositionnels comme Victor Serge, Panaït Istrati, Anton Ciliga avaient témoigné du « Grand mensonge », mais leur témoignage ne pouvait être entendu et assimilé, même si leurs lecteurs réticents soupçonnaient que tout n'était pas faux dans ces livres accablants.

Après la guerre, l'URSS, auréolée de sa victoire contre l'Axe obtenue au prix de sacrifices immenses, fut encore plus intimidante et intouchable chez les antifascistes de toutes persuasions. La vérité sur le régime de Staline et ses crimes ne fut articulée que par des gens de

⁷³⁹ Paris, Maspero, 1965, 18.

⁷⁴⁰ Mazower, Mark. *Dark Continent. Europe's 20th Century*. Penguin Press, 2008. ---» *Le continent des ténèbres*. Bruxelles : Complexe et Paris : IHTP, 2005. 134.

droite et une poignée de « traîtres » trotskystes, couverts d'opprobre par la gauche officielle. Nul n'a mieux exprimé cette impossibilité psychologique à *admettre* parmi les ex-communistes désabusés et la douleur que l'effort de lucidité envers l'URSS comportait que Pierre Daix :

Ma première rencontre avec Soljenitsyne date du début décembre 1962.... Treize ans plus tôt, j'avais refusé de croire à l'existence de camps de concentration en Union soviétique. Si cela avait été, ma déportation à Mauthausen, la mort de tant de mes camarades au combat n'auraient plus eu de sens. Sans doute avais-je choisi de [333] m'aveugler de peur de ne plus pouvoir vivre désormais avec l'idée que le communisme avait conduit à cet opprobre. ⁷⁴¹

On s'est longtemps heurté bien des années après cet aveu de réticences envers l'intolérable et l'impensable moral, à la stérile sophistication de *l'indignation morale a priori* devant tout rapprochement nazisme/bolchevisme, tout établissement de « parenté » entre les régimes — vaine posture qui demeure attestée au 21^e siècle chez quelques historiens *dits* de gauche.

Les grands écrivains russes — ci-devant soviétiques — ont tous témoigné de l'égale criminalité des totalitarismes nazi et stalinien et c'est, je gage, la littérature qui *survivra* quand beaucoup du reste sera oublié. Elle témoignera terriblement contre le siècle et ses crimes, particulièrement ceux commis au nom du Souverain bien. Varlam Chalamov, Aleksandr Soljenitsyne, Vassili Grossman, Evgenija Guinzburg, Piotr Yakir, Nadejda Mandelshtam, Isaak Babel', Boris Pil'niak défilèrent à la barre, devant le « tribunal de l'histoire » comme on disait jadis, quand les sophistes et les faux historiens « engagés » qui se sont obstinés à

⁷⁴¹ *Ce que je sais de Soljenitsyne*. Seuil, 1974, 11. En lisant Soljenitsyne, ajoute-t-il, « à dix-huit ans de distance, je replongeais dans Mauthausen, le Mauthausen de tous les jours, de la quarantaine et des kommandos ordinaires. À quelques nuances près, mais peu significatives, je pouvais replacer mes pas dans ceux de Choukhov, dans ceux de César l'intellectuel. Ils vivaient comme nous. Ils avaient nos problèmes, sauf qu'ils étaient dans leur pays et que les communistes y étaient gardés par d'autres communistes.... Remontait aussi en moi le souvenir de ce que nous avons vécu dans les bagnes français de l'occupation, gardés par des surveillants de notre pays, et du regard que nous jetions alors sur ce qui se passait au-dehors. »

sous-estimer l'étendue et l'horreur des crimes soviétiques seront sous terre et oubliés. « Trois pages de Chalamov font comprendre l'essence du goulag » mieux que les livres savants. ⁷⁴²

« C'est donc une étude de criminalité comparée qui s'impose face au nazisme et au communisme, régimes devenus des entreprises de mise à mort des humains jugés inférieurs ou déviants ». ⁷⁴³ La notion de « violence mimétique » (René Girard) déjà présente chez Tarde sous le nom d'« imitation par opposition » n'a rien de neuf ni de bien mystérieux en histoire et en science sociale. Et pourtant ! Claude Lefort expose que François Furet et lui [334] partageaient la même « conviction que s'était édifié en URSS un mode de domination d'un genre inconnu, autrefois inimaginable et, à certains égards, *plus énigmatique* que celui qui avait vu le jour sous les traits du fascisme. » ⁷⁴⁴ L'énigme de la catastrophe soviétique, de la catastrophe de l'idée socialiste révolutionnaire, n'est *précisément pas* éclairée par le rapprochement avec les régimes fascistes, avec les ultra-nationalismes militaristes dont la formule est somme toute moins imprévisible dans l'histoire. C'est ici un argument contre l'idéaltype totalitarisme qui, en invitant à analyser en comparant avec les tyrannies d'extrême-droite, détourne en fait de *l'énigme* de la catastrophe soviétique qu'il convient de considérer en elle-même et pour elle-même.

La prise de pouvoir révolutionnaire par des partis se réclamant de l'« émancipation du prolétariat » et procédant à la « socialisation des moyens de production » c'est à dire à leur appropriation par un État « ouvrier » a conduit à l'exploitation esclavagiste, l'oppression policière, à la terreur et la ruine économique et écologique. Ces pouvoirs révolutionnaires ont suscité d'immenses enthousiasmes et d'immenses sacrifices ; leurs dirigeants ont promis le progrès illimité, le règne de la justice et de l'égalité, mais partout, au nom de l'émancipation humaine, des oligarchies ont eu recours à la terreur, ont renforcé l'exploitation du travail, ont persécuté la pensée pour n'aboutir qu'à la gabegie économique, au ravage de la nature, à la misère et l'apathie civique. J'en viens

⁷⁴² Nicolas Werth, in : Ferro, dir. *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle*, 231.

⁷⁴³ Taguieff, *Les contre-révolutionnaires. Le progressisme entre illusion et imposture*. Paris : Denoël, 2007, 370.

⁷⁴⁴ *La complication*, 6.

à ceci : le *problème* historique, civilisationnel et moral du 20^e siècle n'est pas le nazisme, idéologie de ressentiment et de haine qui a commis les crimes qu'elle a dit vouloir commettre. C'est le communisme vu au prisme de la tragédie soviétique qui fait problème, c'est le crime commis au nom de la fraternité, de l'égalité et de la liberté — problème si accablant que les penseurs contemporains en leur majorité ne peuvent encore le regarder en face.

Oui sans doute, la question est posée ici et là : « Can it ever be anticipated that the pursuit of attractive ideals or ends will lead to mass murder and widespread suffering ? »⁷⁴⁵ Exprimée en termes moralisateurs, cette question demeure sans doute trop paradoxale et trop floue pour déboucher sur une réflexion concrète. Qu'on le regrette ou non — on peut y voir en effet une vaine invite à méditer confusément sur les bonnes intentions dont l'enfer du [335] 20^e siècle a été pavé débouchant mollement sur une conclusion ataraxique, sur une invocation du principe de précaution au vu des entraînements irréflechis de naguère, — la question du mal idéologique et politique est au cœur de l'histoire des idées, et spécifiquement la question de *la mutation du bien en mal*, des hommes de bonne volonté en scélérats, de l'idée généreuse en légitimation de l'inhumain, du « retournement de l'humaniste en fanatique, du persécuté en policier », retournement qui tourmente Régis Debray dans plusieurs de ses livres — lequel n'offre cependant pas une explication bien satisfaisante du caractère fatal de ce retournement et se garde de proposer des conclusions *pratiques* à tirer du constat.⁷⁴⁶

L'idéologie raciste des nazis conduit à Auschwitz, ceci est atroce mais *logique*, — mais qu'est-ce qui, en termes d'idées et d'« idéaux », conduit à la terreur bolchevique, au Goulag, aux exterminations staliniennes, aux massacres répétés à grande échelle de pauvres hères mués en opposants ? Il y a des idéologies qui produisent de la chasse aux sorcières, de la torture d'hérétiques, du massacre de bouches inutiles et de « déchets humains », parce qu'elles disent, sans aucun besoin d'acrobaties exégétiques, que c'est cela qu'elles veulent, mais il y a aussi dans la modernité des doctrines qui ont dit vouloir le bien de l'humanité (lequel, concédons-le, ne saurait aller sans la punition des méchants et la

⁷⁴⁵ Paul Hollander, *The End of Commitment. Intellectuals, Revolutionaries, and Political Morality*. Chicago : Dee, 2006, 4.

⁷⁴⁶ *Critique de la raison politique*, 361.

mise au pas des réfractaires !) et qui montrent comment y parvenir, idéologies qui cependant, par une chaîne de conséquences, ont débouché régulièrement sur l'inhumain. ⁷⁴⁷

Il est juste et potentiellement fructueux de comparer deux sortes de régimes à de nombreux égards comparables. Mais il serait erroné et stérile d'assimiler nazisme/bolchevisme comme si c'était des régimes identiques, au contraire ils diffèrent immensément même dans les formes et les dynamiques de leur criminalité et les motivations apparentes de celle-ci, les visées des acteurs. — Et pourtant, en somme, là où ils se ressemblent le plus, c'est en termes de « mentalité » des acteurs : un même « esprit » fanatique et manichéen anime bolcheviks et nazis, et cet esprit transparaît en surface dans une [336] rhétorique/sophistique analogue (et tout à fait spécifique) qu'il importe dès lors de caractériser : « Le nazisme, s'il fut en partie un stalinisme à l'envers — d'où la fascination que Hitler et Staline exerçaient l'un sur l'autre — ne fut évidemment pas que cela. Il ya dans la nature même du national-socialisme des aspects totalement spécifiques. Mais le mécanisme mental qui incita, en France même, tant d'intellectuels réactionnaires ou conservateurs et tant de politiciens libéraux à justifier, jusqu'en 1944 au moins, le régime nazi, à excuser certains de ses crimes et à nier les autres, ne procédait-il pas de la même logique diabolique qui conduisit tant de militants progressistes à cautionner l'horreur et à magnifier le crime ? » ⁷⁴⁸

Le grand paradoxe accablant de la modernité revient alors à trouver la source première du malheur du 20^e siècle, non seulement dans des idées censées rationnelles, bienveillantes et émancipatrices, mais dans le projet même, — « idée neuve » apparue dans les temps romantiques, — de délivrer le monde du Mal. Que la seule volonté de venir à bout du mal social soit la source des plus grands malheurs, que rien n'est plus redoutable et plus à fuir qu'un homme possédé par un tel mandat, ça a été dès lors la thèse des esprits pessimistes et « réactionnaires » depuis plus d'un siècle, de Gustave Le Bon à Emil Cioran, Cioran avec sa

⁷⁴⁷ Que la seule volonté de venir à bout du mal social soit la source des plus grands malheurs, que rien n'est plus redoutable et plus à fuir qu'un homme possédé par un tel mandat, ça a été la thèse des esprits pessimistes depuis plus d'un siècle, de Gustave Le Bon à Emil Cioran, Cioran avec sa maxime aboulque que « tout ce que l'homme entreprend se retourne contre lui ». • Voir plus loin chapitre 5 : Généalogies.

⁷⁴⁸ Kahn, *La guerre civile. Essai sur les stalinismes de droite et de gauche*, 39.

maxime aboulique que « tout ce que l'homme entreprend se retourne contre lui ». ⁷⁴⁹ Gustave Le Bon dont la thèse fondamentale, rappelée plus haut, était celle de la perpétuation dans les « foules » des croyances irrationnelles écrivait : « Torquemada, Bossuet, Marat, Robespierre se considéraient comme de doux philanthropes ne rêvant que le bonheur de l'humanité ». ⁷⁵⁰ Il voyait les socialistes révolutionnaires de 1900 comme les redoutables descendants de ces philanthropes sanguinaires. Redoutez les gens qui vous disent vouloir le bonheur des hommes, ils sont capables de tout !

[337]

Si divers qu'ils soient, des catholiques aux darwiniens sociaux et aux nietzschéens, les adversaires des Grands récits partaient d'une prémisse de *l'irréremédiable* pour écarter les remèdes sociaux radicaux comme chimériques et dangereux, c'est à dire qu'eux aussi se fondent sur un pré-supposé, sur une vision pessimiste de la « nature humaine ». Herbert Spencer, sociologue libéral et premier dénonciateur de l'« étatismisme », disait : « Ce qui est imparfait, c'est l'homme. L'État ne peut l'améliorer par décret ». ⁷⁵¹

• Les degrés de l'horreur : le nazisme comme pire

[Retour à la table des matières](#)

⁷⁴⁹ « Que l'homme perde sa faculté d'indifférence : il devient assassin virtuel ; qu'il transforme son idée en dieu : les conséquences en sont incalculables. On ne tue qu'au nom d'un dieu ou de ses contrefaçons.... Le diable paraît bien pâle auprès de celui qui dispose d'une vérité, de sa vérité. Les vrais criminels sont ceux qui établissent une orthodoxie sur le plan religieux ou politique, qui distinguent entre le fidèle et le schismatique. Lorsqu'on se refuse à admettre le caractère interchangeable des idées, le sang coule ... Dans tout homme sommeille un prophète, et quand il s'éveille il y a un peu plus de mal dans le monde. » Cioran, *Précis de décomposition*, Paris : Gallimard, 1949.

⁷⁵⁰ Le Bon, *Psychologie du socialisme*. Paris : Alcan, 1898, 104.

⁷⁵¹ Cité par Paul Boilley, *Les trois socialismes : anarchisme, collectivisme, réformisme*. Paris : Alcan, 1895, 52.

Même dans l'horreur, il faut consentir à établir des échelles *d'inhumanité*. Et distinguer, mettre à part à ce titre, le nazisme. Les penseurs de l'ex-Pacte de Varsovie comme Adam Michnik, persécutés jadis par le régime communiste, faisaient fermement la différence.⁷⁵² Il est vrai qu'en Pologne le démantèlement du régime et la venue au pouvoir de *Solidarnosc* s'est faite avec l'approbation de Mikhaïl Gorbatchev autour d'une pacifique table ronde.

Pas le même genre de camps : Le système nazi des camps d'extermination est un système clos par les barbelés, les miradors, isolé du reste de la société. On n'en sort pas. La volonté systématique d'extermination s'impose contre toute rationalité résiduelle. Le goulag est au contraire un système inhumain à plusieurs cercles : les camps, les « déplacés spéciaux » lâchés dans la taïga qui viennent pointer à la *Kommandantur*, et qui restent souvent sur place et font souche. Le goulag est un camp de travail particulièrement peu productif et à haut taux de mortalité ; il n'est cependant pas un camp d'extermination. Et il arrive qu'on en sorte.

Une telle objection semble raisonnable mais elle est choquante parce qu'elle se refuse à regarder en face, à « embrasser » intellectuellement le fait ontologique des « camps » au cours du siècle passé. Au reste la distinction même, volonté d'extermination ou non, ne résiste pas aux faits et ceux-ci sont abondamment documentés : « Dans l'univers terroriste et concentrationnaire stalinien qui, au même titre que le monde des camps nazis, est avant tout diversité, se repèrent aisément ces lieux et ces moments où, au-delà de toute disposition répressive, au-delà de tout emploi tyrannique [338] de la violence ou de tout emploi esclavagiste de la force de travail, « tournent » à plein rendement les fabriques de la mort. À l'intérieur même de l'archipel du goulag, la Kolyma, dans les années de la Grande Terreur, revêt ce statut particulier de site essentiellement voué à l'extermination en masse, au même titre qu'Auschwitz et Treblinka dans le système concentrationnaire nazi. »⁷⁵³

⁷⁵² *The Trouble with History*. Yale UP, 2014. 37.

⁷⁵³ Brossat, *L'épreuve du désastre*. 378. « Plusieurs années avant que ne s'accomplisse la liquidation systématique des Juifs dans les territoires soviétiques conquis par la Wehrmacht, fonctionnent en URSS de véritables centres d'extermination. La description circonstanciée du fonctionnement de deux d'entre eux se trouve, respectivement, dans l'essai de Vitali Chentalinski, *La Parole*

Au contraire, Hannah Arendt aborde globalement le fait des « camps » comme expression de la rupture civilisationnelle, du mal moderne, assimilant certes nazis et bolcheviks - mais fait perpétué jusqu'à nous et par delà les régimes totalitaires anéantis. « L'indissociation de principe d'Auschwitz et de la Kolyma, d'Auschwitz et de Buchenwald, d'Auschwitz et de Gurs — telle est la contrainte première du récit d'Hannah Arendt organisé autour de l'actualité maintenue du totalitaire, elle-même attestée par l'ininteruption de l'histoire des camps. Cette position heurte de plein fouet la stratégie « mémorielle » consistant à instituer des territoires sacrés et absolutisés du souvenir de l'Extrême par exclusion d'autres, consistant encore à s'identifier à un malheur proche en désinvestissant massivement ou en invisibilisant d'autres territoires de l'horreur. » ⁷⁵⁴

— *Staline plus « rationnel » que Hitler ?*

Ian Kershaw a écrit ceci que je trouve sidérant - je lui abandonne la conception affligeante de la « rationalité » qu'il active à titre de membre de la *British Academy* en vue de comprendre jusqu'à un certain point les exterminations staliniennes, les comprendre bien mieux que le génocide nazi :

Si terrible qu'elle ait été, l'offensive contre les koulaks n'était pas aussi dénuée de rationalité que l'extermination d'ouvriers juifs qualifiés alors que l'industrie des armements manquait cruellement de main-d'oeuvre ou que la mobilisation des transports pour [339] acheminer les victimes jusqu'aux chambres à gaz. ⁷⁵⁵

ressuscitée, et dans les souvenirs de Lev Razgon, *La Vie sans lendemains* — tous deux disponibles en français. »

⁷⁵⁴ *L'épreuve du désastre*, 61.

⁷⁵⁵ Cité par Stéphane Courtois, *Communisme et totalitarisme*. Paris : Perrin, 2009, 292.

Domenico Losurdo ⁷⁵⁶ est le théoricien, étiqueté en Italie « néo-communiste », du fort « noyau rationnel » dans les massacres commis par Staline, de la rationalité de celui-ci face à des difficultés formidables. On aurait diffamé Staline, on l'a dépeint en tyran, cruel, mégalomane, benêt, ignare, incapable, inculte, lâche, traître, mauvais militaire et j'en passe, Losurdo entreprend de réfuter une à une chacune de ces accusations. *Staline, histoire et critique d'une légende noire* ⁷⁵⁷ « se présente comme une remise en cause des clichés de l'anti-stalinisme de droite comme de gauche à l'œuvre depuis 1956, [le livre] donne une pleine rationalité à la terreur mise en œuvre par le dictateur soviétique. Loin d'être un emballement délirant, celle-ci exprimerait la volonté de juguler par des moyens, sans doute extrêmes, l'action bien réelle d'ennemis du régime et ce dans un contexte qui à la fois l'explique et la banalise : brutalisation de la Première Guerre mondiale, affrontement fascisme-communisme, héritage culturel russe, situation mondiale d'oppression coloniale. » ⁷⁵⁸ L'accueil de ce livre, « divine surprise » pour les derniers communistes a été chaleureux : « Domenico Losurdo se montre d'abord à la hauteur du défi qu'il s'est posé et il reprend chaque argument contre Staline et le contredit en s'appuyant sur des faits historiques et des documents d'époque. » L'auteur exprime cependant *in fine* des réserves sur la politique de terreur de Staline, ce que le site fmai68.org/ lui reproche vivement — on voit ici qu'on ne saurait vraiment satisfaire tout le monde :

L'ultime mystification que Losurdo n'ose affronter — ni répudier — porte sur « la Grande Terreur », la répression et les goulags, si bien qu'en postface, ce goupillon qu'il s'était gardé pour la conclusion, il l'exhibe et en asperge ses lecteurs interloqués : « le conflit permanent et la répression ininterrompue qui caractérisent les années de gouvernement de Staline... Cette œuvre, y lit-on, coûta des sacrifices inexprimables et fut menée avec une rigueur qui ne connut pas de pitié. La liberté, le respect de la personne, la tolérance, la charité [340] furent de vaines paroles et furent traitées comme des choses mortes ... L'univers concentrationnaire atteint son apogée dans le sillage de la collectivisation forcée de l'agriculture et de la main de fer contre les tendances bourgeoises et petites-bourgeoises des paysans,

⁷⁵⁶ Domenico Losurdo est un philosophe communiste italien né en 1941. Il enseigne l'histoire de la philosophie à l'université d'Urbino.

⁷⁵⁷ *Staline : histoire et critique d'une légende noire*, Bruxelles, Aden, 2011.

⁷⁵⁸ Bruneteau, op.cit., 73.

membres pour la plupart de « peuples sans histoire », pour employer le malheureux langage que Luxembourg déduit de Engels. » ⁷⁵⁹

— *Unicité de la Shoah*

On se heurte enfin à une objection passionnelle d'une tout autre origine qui interdit aussi le recours à Totalitarisme : l'argument de la Shoah comme ce crime comparable à nul autre, l'argument de l'« exceptionnalité » nazie dans le crime. Tout rapprochement, toute comparaison avec l'horreur absolue constituée par la Shoah « signifierait implicitement la banalisation de celle-ci et aurait même quelque chose de sacrilège. » « On reconnaît là, entre autres, l'argumentation de Claude Lanzmann. En ce sens, le nazisme serait « incomparable ». Quel que soit le respect qu'inspire l'œuvre de Lanzmann — et de ma part, il est grand —, ce point de vue me paraît difficilement défendable. D'abord, parce qu'il est a priori impossible de récuser une comparaison, si l'on ne s'est pas préalablement assuré de l'invalidité du rapprochement. L'incomparabilité est une notion intrinsèquement contradictoire. En outre, instituer en faveur de la Shoah un privilège, si l'on peut dire, d'extra-territorialité historique, c'est se condamner en définitive à refuser toute tentative pour l'expliquer, la comprendre et en éviter le retour. » ⁷⁶⁰

L'interdiction de *comparer* est maintenue par ceux qui, pour des motifs divers, et notamment en vue de procurer une identité post-religieuse forte aux Juifs américains, affirment, on pourrait dire confessent, l'Unicité de la Shoah et interdisent tout rapprochement, blasphématoire en son principe, avec [341] d'autres massacres et décimations ethniques du siècle. ⁷⁶¹

⁷⁵⁹ « L'œuvre de Domenico Losurdo : Staline la légende noire », mai68.org, 8 juin 2011. En fait la postface est de Luciano Canfora, auteur non moins néo-communiste de *La democrazia : storia di un ideologia. ---» La démocratie : histoire d'une idéologie*. Paris : Seuil, 2006.

⁷⁶⁰ J. Julliard, in *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe. 1935-1953*. Monaco : Éditions du Rocher, 2003. 29.

⁷⁶¹ La polarisation conduit à passer sous silence les autres exterminations de masse imputables à l'Allemagne hitlérienne : les millions de slaves soviétiques, polonais et yougoslaves, les tziganes.

L'éditorialiste du *Nouvel Observateur*, Jean Daniel a trouvé une juste formule à opposer à ces mystiques de l'Unicité de la Shoah et aux moyens d'intimidation auxquels ils ont trop volontiers recours : « Il n'y a pas de peuple élu dans la souffrance. »⁷⁶² Pour sa part, Jean-François Revel avouait la difficulté, devant deux montagnes de cadavres, de savoir lequel des régimes totalitaires s'est montré le plus barbare. Il reconnaît toutefois « le caractère exceptionnel de l'extermination des Juifs d'Europe ». « Mais, ajoute-t-il, il n'en découle pas que la Shoah doive être tenue pour le seul crime contre l'humanité, voire pour le seul génocide jamais perpétré. »⁷⁶³

Alain Brossat est plus sévère envers une thèse qu'il juge narcissique et intimidatrice, judéo-centrique et européo-centrique à la fois, thèse qui instrumentalise « Auschwitz » et sert ultimement à oblitérer le malheur *des autres*. « Auschwitz tend d'une manière infiniment sacrilège à intégrer les stratégies discursives dans la condition d'atout du malheur européen, destiné notamment à refouler, minorer, assourdir d'autres récits d'outrages, de cataclysmes et d'infortunes. Sous le musée de l'Holocauste de Washington, le triple oubli commémoratif— du génocide indien, de la servitude noire, de l'apocalypse d'Hiroshima. »⁷⁶⁴ « La promotion du discours de la singularité d'Auschwitz, accélérée depuis le début des années 1990, ... la surexposition d'une essence catastrophique, la Shoah irréductible à toute autre, impensable et imprononçable, entraîne inéluctablement [le] renversement de perspective en vertu duquel les crimes et l'exterminations stalinien deviennent [342] « autre chose », se définissent comme « non génocide » par leur caractère indistinct, dispersé et sont réintégrés dans la série des

⁷⁶² *Le Nouvel Observateur*, 30 oct. 1997.

⁷⁶³ *La grande parade*, 2000.

⁷⁶⁴ Brossat, *L'épreuve du désastre*, 63. L'auteur poursuit : « Le « tout mémoire » contemporain évoque les formes totalitaires et leur manifestation extrême, les camps, comme « ce qui ne doit jamais se reproduire ». Il repousse dans le passé la catastrophe totalitaire, se plie aux évidences du sens commun, de la perception immédiate du monde qui trace une frontière étanche entre le temps (les lieux...) de la catastrophe totalitaire et le temps « rétabli » d'après celui de la restauration démocratique, notamment. Il perçoit l'espace-temps restauré par-delà la catastrophe et naturellement recentré autour de l'histoire et de la culture européennes comme un espace sanitaire essentiellement immunisé contre les virus totalitaires. »

massacres et bains de sang qui ponctuent l'histoire inhumaine « depuis le crime de Caïn ». ⁷⁶⁵

« L'hypermnésie de la Shoah » peut figurer comme fait de sacralisation résiduelle dans un monde désenchanté qui, sur fond d'amnésie d'un passé devenu peu à peu inintelligible, revient à « faire de l'extermination des Juifs par les nazis l'Événement unique et sacré du 20^e siècle ». ⁷⁶⁶ Contre l'argument de l'unicité dans le génocidaire : Alain Besançon, *Présence soviétique et passé russe*, 1980, met en parallèle l'extermination d'une "pseudo-race" et l'extermination soviétique d'une "pseudo-classe" (celle des koulaks, - pas une classe, il va de soi, mais des paysans un peu moins misérables que la majorité et réticents à la collectivisation), extermination pour extermination, les mots ne font rien à l'affaire.

Il est vrai que les communistes n'ont jamais théorisé ouvertement à la façon des nationaux-socialistes l'extermination de telle ou telle « race » comme un objectif légitime pour assurer le salut du peuple. L'objection vaut seulement pour qui pose que les positions théoriques différentes doivent l'emporter sur la réalité concrète des massacres et des décimations ethniques — fruits ou non de théories préalables. Depuis l'ouverture partielle des archives russes et les terribles documents qui en ont émergé, « les partisans les plus pointilleux d'une définition restrictive de la notion de génocide (et de la centralité de la Shoah dans toute histoire des génocides) ont dû se plier à l'évidence : la famine qui a coûté la vie à cinq ou six millions de personnes en Ukraine en 1932-1933 a bien été « délibérément programmée par le gouvernement de Staline » et relève bien à ce titre de la catégorie du génocide ». ⁷⁶⁷ Évidence factuelle qui n'a pas entamé ni affaibli la résistance têtue de la foule bariolée des adversaires du concept, partisans de l'Unicité et atténuateurs systématiques des crimes staliniens se trouvant « objectivement » alliés.



⁷⁶⁵ *Ibid.* 374.

⁷⁶⁶ *Le malheur du siècle : sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah*. Paris : Fayard, 1998. ---» Rééd. Paris : Perrin, 2005.

⁷⁶⁷ Brossat, Alain. *L'épreuve du désastre*, 377.

[343]

On trouvera dans le volume II (= *Discours social XXXIX* bis) les chapitres 5, Généalogies, et 6, Conclusion.

La table des matières de cet ouvrage en deux cahiers ainsi qu'un supplément bibliographique se trouvent également à la fin du second volume.

Achévé d'imprimer sur les presses de
l'Université McGill pour le compte de
« discours social » le 28 mars 2015.

Fin du texte